

COLLECTION  
**Communication & médias**

dirigée par Claude-Jean BERTRAND

Géorgui VATCHNADZE

# LES MÉDIAS SOUS GORBATCHEV

Préface de Dominique WOLTON



Éditions de l' *Espace Européen*

*Les MÉDIAS sous GORBATCHEV*

## **Collection Communication & Médias**

*dirigée par Claude-Jean BERTRAND*

Cette collection comportera des ouvrages portant sur un aspect de la communication sociale. Ceux-ci sont destinés, selon les cas, soit au grand public, soit aux spécialistes. Ils seront rédigés par des professionnels ou des universitaires français comme étrangers.

Un grand nombre de genres sera publié dans cette collection, par exemple : des classiques (américains surtout, traduits pour la première fois) ; des manuels pour étudiants, techniciens et lycéens ; des livres de vulgarisation illustrés ou non ; des pamphlets, brûlots, lettres ouvertes ; des biographies et autobiographies de gens de médias ; des thèses de doctorat (allégées et remaniées) ; des études monographiques, historiques ou actuelles ; des rapports d'enquêtes ; des essais sur les problèmes des médias...

Cette liste indicative n'est évidemment pas exhaustive compte tenu du thème général : la communication.

### **Ouvrages à paraître :**

- Les médias en URSS le grand-chambardement, 1991
- Les médias au Japon, 1992
- Les médias en Chine, 1992

**Collection Communication & Médias**  
*dirigée par Claude-Jean BERTRAND*

# **LES MÉDIAS**

## **SOUS GORBATCHEV**

**Guéorgui VATCHNADZE**

**Éditions de l'Espace Européen**

*89 rue Sartoris*

*F-92250 La Garenne-Colombes FRANCE*

*Tél. : (1) 47 82 97 32*

## L'Auteur...

...Géorgui Sahlberg-Vatchnadze, qui est d'ascendance suédoise et géorgienne, a fait ses études à Tbilissi, puis obtenu un doctorat d'Etat en Histoire à l'Université de Moscou. Il est actuellement chercheur à l'Institut de sociologie de l'Académie des Sciences de l'URSS. Depuis 1967, il enseigne à mi-temps sur les médias étrangers à l'Ecole de Journalisme de Moscou. De 1962 à 1970, il a travaillé comme correspondant pour les agences TASS puis Novosti. Il a écrit, dirigé ou compilé une vingtaine de livres, la plupart consacrés aux médias.

en langue française

© **Éditions de l'Espace Européen,**  
La Garenne-Colombes, France

en langue anglaise

© **Éditions de l'Espace Européen,**  
La Garenne-Colombes, France

en langue russe

© **Издательство Европейского Дома,**  
Saint-Pétersbourg, Russie, URSS.

Tous droits réservés pour tous pays.  
Toute reproduction, même partielle,  
par quelque procédé que ce soit,  
est interdite.

Dépôt légal France : septembre 1991

ISBN-FRANCE : 2-7388-0148-X

ISBN-ANGLAIS : 2-7388-0149-8 (parution décembre 1991)

ISBN-URSS : 5- (en attente d'attribution de l'ISBN)

# SOMMAIRE

PRÉFACE .....	7
INTRODUCTION .....	9
Première partie : LES JOURNALISTES AU SERVICE	
DE LA PERESTROÏKA .....	11
– Le «quatrième pouvoir» muselé .....	
– TASS, IAN, Interfax, SibIA, etc .....	41
– <i>La Pravda</i> , survivra-t-elle à 1991? .....	61
– La liberté acquise .....	91
– La presse pour hommes d'affaires .....	121
– L'édition de livres .....	153
Deuxième partie : LES MÉDIAS ÉLECTRONIQUES	
EN URSS .....	203
– La radio .....	205
– Les étoiles du petit écran .....	229
– Une télévision pour le président .....	255
– Le matériel de télévision .....	279
– Les réseaux de télécommunication .....	315
Troisième partie : SA MAJESTÉ LA CENSURE .....	331
– Il n'y a plus de CENSURE en URSS .....	333
– La nouvelle politique du PCUS .....	351
– La presse libre : quelles sont ses possibilités ? .....	395
CONCLUSION (par l'auteur) .....	403
Annexe : L'OPINION PUBLIQUE EN URSS .....	417
– « On repart à zéro... » .....	419
– « Le peuple s'éveille » .....	429
– Portrait du Soviétique .....	443
– Le marketing politique .....	455
– Propriété privée : oui ou non? .....	469
INDEX .....	479

## PREFACE

L'intérêt du livre de Guéorgui Vatchnadze est d'étudier concrètement le rôle des médias et de l'opinion publique dans la mutation de l'Union soviétique. On plonge ici dans le bouillonnement de l'Histoire en train de se faire, celle dont personne ne sait où elle aboutira et l'on y plonge avec d'autant plus d'intérêt que le rôle de la communication est peu étudié dans la transformation des régimes communistes. Autant on dispose des mots, des réflexes, des traditions, concernant la politique, les militaires, les partis, autant on sait peu de choses sur la manière dont a joué la communication politique en régime totalitaire, et sur la manière dont elle joue dans le passage à la démocratie.

Ce livre vient donc combler un manque, et nul doute qu'il appelle déjà une suite. Dans quelques années. D'autant qu'il s'agit moins d'une description que d'une sélection de faits qui en quelque sorte illustrent le tohu bohu dans lequel se trouve l'URSS. En ouvrant la boîte de Pandore de la communication, c'est la société fermée qui s'est définitivement condamnée. On est en effet saisi par l'immensité des problèmes auxquels est confronté le pays, et c'est un peu comme si l'auteur, par pudeur, n'avait voulu lever le voile que sur une partie d'entre eux, laissant le lecteur libre d'imaginer les immenses difficultés de la mutation en cours.

La lecture du livre suscite deux réactions. La première confirme le rôle essentiel de la presse écrite et de la librairie comme enjeu politique: l'écrit, comme toujours, est l'outil de la libération. On voit aussi le rôle différent de la radio et de la télévision qui est plutôt d'être un lien social. Ce sont là les médias «officiels» aux deux sens du terme: ils reflètent l'ordre communiste, mais traduisent également progressivement la mutation du système politique. Ils contribuent à tenir ensemble une société dans laquelle les forces centrifuges sont très puissantes. On voit dans le livre comment les médias audiovisuels sont l'objet d'un enjeu politique avec le même contresens qu'à l'Ouest. Ce n'est pas parce que, dans les deux cas, le pouvoir politique souhaite les contrôler que ces médias ont une réelle influence politique.

Car le public depuis toujours - c'est évident à l'Est mais aussi à l'Ouest, sait faire la part des choses. Ce n'est pas parce que l'on regarde la télévision, que l'on croit ce que l'on voit! Mais ce n'est pas parce que la télévision n'a pas d'influence politique directe, qu'elle n'a pas un rôle de lien social. Enfin on voit naître une industrie des sondages et un fonctionnement de l'opinion publique proches de ce que nous connaissons à l'Ouest.

Mais la seconde réaction, sans doute plus ténue, est en réalité plus importante, car elle montre au contraire tout ce qui nous sépare et tout ce qui fait la singularité de l'Est. La mise à jour progressive des processus de communication fait au moins apparaître les différences que les ressemblances. Et plus les ressemblances se feront jour, liées à la mise en place d'un régime politique plus proche des traditions démocratiques occidentales, plus il sera nécessaire, au contraire, de conserver à l'esprit les différences liées à l'histoire, et aux valeurs de la société soviétique. L'Est ne rejoint pas l'Ouest; il continue sa route en empruntant certains mécanismes au modèle politique démocratique inventé à l'Ouest.

Et ce sont ces différences que l'on ressent à la lecture du livre, différences que l'ont aurait facilement tendance à sous-estimer, et à mettre au compte des « restes » d'un régime bureaucratique, alors qu'en réalité ils rappellent l'altérité des histoires. Une altérité bien plus ancienne que 70 ans de communisme. Ce n'est pas parce que l'URSS rejoint un modèle politique occidental, que la société soviétique s'occidentalise. C'est tout ce qui concerne la différence entre les Républiques, la religion orthodoxe, les nationalismes, la culture urbaine, l'omniprésence du parti, les traditions slaves, le silence des campagnes, l'immensité du territoire, la dureté du climat... C'est tout ceci qui, même s'il n'est pas l'objet du livre, fait sentir au lecteur, au moment où l'URSS s'ouvre à l'Ouest, tout ce qui reste de différence salutaire entre les deux types de sociétés. C'est l'intérêt du livre de Guéorgui Vatchnadze. Autrement dit, la victoire du modèle démocratique occidental ne peut pas, à l'instar de ce que fut la désastreuse ambition communiste, conduire à une sorte d'uniformisation politique et sociale. Elle doit, au contraire, aboutir à la reconnaissance de la diversité des formes historiques et culturelles. Le plus gros contresens, dans la mise à jour des mécanismes communs de la communication politique, à l'Est comme à l'Ouest, serait la sous-estimation de l'irréductibilité des histoires.

Dominique WOLTON

*Directeur de recherche au CNRS.*

## INTRODUCTION

Ces lignes ont été commencées pendant l'été 1990. En URSS les principales lois sur les droits de l'homme, sur les organisations religieuses, sur les partis politiques, sur la presse, sur l'entrée et la sortie d'URSS, n'étaient pas encore adoptées. En 1991, nous bénéficions de libertés démocratiques dont nous ne pouvions même pas rêver il y a trois ans - mais nous sommes pourtant toujours loin de la démocratie telle qu'on la conçoit en Occident. Nous continuons à affronter l'héritage du passé totalitaire tout en commettant de nouvelles erreurs tragiques.

En cinq ans de perestroïka, le pouvoir des Soviets et leur presse ont souillé leur réputation par des campagnes d'omission et de désinformation. Il est apparu clairement que notre presse avait encore un long chemin à parcourir de la glasnost à la liberté d'information. Au passif des journalistes soviétiques, de la CENSURE et du contrôle du Parti : les mensonges sur les drames sanglants de Bakou et de Tachkent, de Tbilissi et du Haut-Karabakh, l'approche malhonnête de la couverture du mouvement de libération dans les pays baltes et en Transcaucasie, dans les villes d'Ukraine et de Russie. Le silence qu'a gardé pendant cinq ans la presse soviétique sur l'incidence réelle de l'accident de Tchernobyl a coûté des années de vie à des millions de Biélorusses, d'Ukrainiens et de Russes qui continuent de vivre dans les régions contaminées. On reconnaît officiellement aujourd'hui que plus de 200 000 enfants de la zone contaminée de Tchernobyl sont condamnés à moins qu'une greffe de moelle épinière ne leur soit pratiquée, chose impossible en URSS faute d'équipements médicaux adéquats. Le seul espoir, c'est l'aide internationale mais pour l'instant elle n'a pas été sérieusement sollicitée.

Jusqu'en 1990, pendant des dizaines d'années, le rôle de presse d'opposition en URSS a été confié ... aux médias étrangers. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est pourtant la presse soviétique qui est l'avant-garde de la perestroïka. Mikhaïl Gorbatchev a commencé la perestroïka par le haut avec le soutien actif et un enthousiasme sincère de la part de bien des journalistes soviétiques dans les périodiques nationaux officiels. On sait aujourd'hui que les revues *Ogoniok* et *Novy mir*, l'hebdomadaire *Les Nouvelles de Moscou*, les journaux *Izvestia* et *Argoumenty i fakty* promeuvent la perestroïka par tous les moyens, ce qui a fait d'eux la cible principale des attaques lancées par les conservateurs.

Pour vous initier à la vie politique en URSS et aux perspectives de la perestroïka, je vous propose une étude sur les quatre thèmes suivants :

- 1) la lutte pour la démolition du système stalinien dans la presse et l'édition, à la radio et à la télévision ;
- 2) l'analyse des perspectives de l'audiovisuel, de la télévision par satellite et par câble ;
- 3) le pronostic du développement des communications et de l'informatique.
- 4) et, en annexe, l'état de l'opinion publique avant et après la loi historique du 1<sup>er</sup> août 1990, qui a aboli la CENSURE préalable instaurée par Lénine en 1917.

*Première partie*

**LES JOURNALISTES  
AU SERVICE  
DE LA PERESTROÏKA**

## Chapitre premier

### Un quatrième pouvoir muselé

La dictature communiste s'est établie en Russie à la suite de la Première Guerre mondiale. Et sans Staline, il n'y aurait pas eu Hitler. Et celui-ci déclencha la Seconde Guerre mondiale qui élargit grandement la sphère d'expansion communiste.

1990 : le Rubicon est franchi. Les pays de l'Europe de l'Est ont recouvré la liberté. La libéralisation progresse en URSS. L'Occident commence à appliquer un « plan Marshall » à l'Europe de l'Est. Mais il est difficile de relever les ruines que nous laisse une dictature communiste qui a tenu des dizaines d'années. Non seulement l'économie et l'environnement ont été dégradés mais aussi l'homme lui-même. Et l'on voit ça et là les communistes céder la place à des personnalités dont le programme peut à juste titre être qualifié de fasciste bien qu'ils se veuillent nationalistes, patriotes, etc. Pourtant, nous gardons l'espoir.

En avril 1990 Moscou a accueilli pour la première fois la session plénière de la Fédération internationale des éditeurs de journaux représentant 14 000 journaux sur les cinq continents. En mars 1990 des délégations soviétique et américaine conduites respectivement par le vice-ministre des Affaires étrangères de l'URSS et le directeur de l'USIA ont entamé une nouvelle série de négociations. A l'issue des pourparlers, les parties se sont entendues sur ce qui suit : les Américains s'engagent à former des cadres pour celle des radios soviétiques qui émettent à destination des États-Unis, et à aider à rediffuser ces émissions par des antennes américaines. L'USIA s'est aussi engagée à concourir à l'édition et à la diffusion sur le territoire américain du magazine *Soviet Life* qui pour le moment n'est pas très demandé. En URSS non plus on n'avait pas à faire la queue pour acheter le magazine *America* publié par l'USIA car son très faible tirage était distribué aux abonnés de la nomenklatura ainsi qu'au marché noir. Actuellement le tirage d'*America* est monté à 250 000 exemplaires et il est envisagé que soient levées à l'avenir toutes les restrictions le concernant. Un centre d'information américain sera bientôt ouvert à Moscou. A l'initiative du président Bush, les échanges d'étudiants entre l'URSS et les États-Unis seront augmentés d'un millier de personnes de

chaque côté. Les habitants de l'Extrême-Orient soviétique et de la côte américaine du Pacifique ont multiplié les contacts entre eux. On envisage également d'autoriser les journalistes étrangers à se rendre dans quasiment toutes les régions des États-Unis et de l'URSS, d'en faciliter l'accès aux personnalités officielles, de mettre fin au contrôle que le Service soviétique de liaison avec le corps diplomatique exerce sur les journalistes étrangers en ce qui concerne leur vie quotidienne et les services, les transports et leurs déplacements à travers le pays.

D'après la Direction de l'information du Ministère des Affaires étrangères soviétique, le volume d'informations envoyées par les journalistes étrangers en poste à Moscou a triplé en 1989. En cette même période, le nombre de correspondants étrangers en URSS est passé de 453 à 580 personnes ; 55 nouveaux bureaux ont été ouverts. Depuis 1986, aucun journaliste américain n'a été expulsé d'URSS, ni ne s'est vu refuser son visa d'entrée. Le personnel des principaux périodiques occidentaux s'est accru et a changé sur le plan qualitatif : désormais, les périodiques n'envoient que des journalistes réputés.

Mais le monde ne regarde pas Moscou uniquement par les yeux de journalistes occidentaux. Tous les jours, l'agence TASS transmet des dépêches d'un volume global de 4 millions de mots. Ces dernières sont reçues en URSS par plus de 4 000 journaux et chaînes de TV et de radio et par environ 1 100 abonnés à l'étranger où elles arrivent traduites dans 8 langues étrangères. En outre, l'agence TASS distribue annuellement 6,5 millions de photos à ses abonnés.

Et nous autres, les Soviétiques, que devons-nous faire pour combattre notre isolement informationnel par rapport au reste du monde ? Aucun autre pays développé n'édite de journaux aussi minces. Les succès de librairie occidentaux ne sont pratiquement jamais traduits en russe. Les stations et les périodiques occidentaux sont eux aussi quasiment inaccessibles pour les Soviétiques. Tous les jours pourtant, TASS distribue à ses abonnés les traductions des principaux articles de la presse occidentale. Ces traductions ne sont envoyées qu'aux fonctionnaires haut placés. Il n'y a, par exemple, que deux à trois exemplaires pour toute la république de Géorgie. N'importe quel lecteur des principaux périodiques américains ou français est mieux informé des événements intérieurs et extérieurs que le fonctionnaire soviétique, quel que soit son rang, s'il ne parle pas de langues étrangères. Il reste à ajouter qu'on ne fait pas paraître en URSS d'hebdomadaires d'information générale du genre de *Time* ou de *l'Express*. Pour toute l'Union soviétique, seuls sont diffusés 1 000 exemplaires de

*Time*, 700 exemplaires de l'*International Herald Tribune*, etc., qui sont pour l'essentiel distribués à ces mêmes étrangers qui résident à Moscou et qui y sont abonnés - ou vendus contre des devises dans les hôtels pour étrangers. Par exemple, pour toute la république de Géorgie il n'y avait au maximum que cinq exemplaires de *Time*, destinés aux organismes du parti, du gouvernement et aux bibliothèques. Naturellement, l'Académie nationale des sciences, les deux universités et l'École des langues n'en reçoivent pas un seul.

Les Occidentaux feraient bien de nous envoyer, pour nos bibliothèques, plusieurs dizaines d'invendus des principaux journaux et revues, même avec deux mois de retard. Ce serait là un don généreux car tous les organismes officiels sont jusqu'ici tenus de brûler tous les périodiques étrangers qu'ils reçoivent dans le courant de l'année. C'est ce qu'exigeait le Glavlit, notre tout-puissant département de CENSURE qui, il n'y a pas longtemps encore, découpait dans les périodiques étrangers les articles qui n'étaient pas à son goût.

Même les rédactions des principaux journaux moscovites manquent d'informations fraîches. Aucune d'elles ne reçoit plus d'une trentaine de titres de presse occidentale, qui arrivent, il faut le dire, surtout ceux des États-Unis, avec plusieurs jours de retard. Une solution originale a été proposée par le *Los Angeles Times* : envoyer tous les jours au bureau moscovite du journal, par fax, 6 à 8 pages dactylographiées, contenant des nouvelles et des commentaires. Ces pages sont ensuite envoyées à la société française Alpha Graphics, rue Gorki, pour y être tirées à une centaine d'exemplaires et portées aux clients de Moscou.

Les Américains publient de temps à autre des versions anglaises de la *Literatournaïa gazeta* et de la *Pravda*, et reçoivent le journal télévisé soviétique *Vremia*. Et nous, que pouvons-nous faire ? Comment informer notre population ? Peut-être à coup de co-éditions rarissimes comme cela a été le cas du numéro des *Izvestia* élaboré avec la participation du groupe de presse américain Hearst à l'occasion de la visite de Mikhaïl Gorbatchev aux États-Unis en mai 1990.

Pour résoudre ce problème, il faudrait, selon le slogan chinois, s'appuyer sur ses propres forces, bien qu'on n'ait pas son propre papier et que les capacités des imprimeries ne puissent pas satisfaire la demande. Même quand on en achète à l'étranger, des incidents se produisent. En mars 1990, à l'imprimerie du quotidien *Moskovskaïa Pravda*, des malfaiteurs ont volé pour 25 000 dollars de mémoires dans les imprimantes à commande assistée par ordinateur de fabrication suédoise. Le fait en soi

est banal mais l'effet a été que l'imprimerie s'est arrêtée. Par contre, la firme suédoise ne désespère pas et promet d'apporter à Moscou un stock de pièces détachées et de garantir des services après-vente rapides.

Les efforts d'IKPA, entreprise mixte soviéto-finlandaise et du centre de recherche en vidéo Intégral ont permis de lancer des catalogues annuels *Vidéo-ASS* destinés aux 2 millions de propriétaires de magnétoscopes soviétiques et aux clients, bien plus nombreux, des salons vidéo.

En février 1990, l'entreprise soviéto-panaméenne *Interunity* a fait paraître en russe le premier numéro du magazine *Intercomputer*, tiré à 50 000 exemplaires, soit le même tirage que celui des premiers numéros de la revue soviéto-américaine *Mir personalnikh compiuterow* (Le monde des ordinateurs personnels), paraissant en russe.

Après plus de 50 ans d'interruption, avec la participation de la société ouest-allemande Blau H, est paru l'annuaire d'information et de publicité *Tout Moscou*, tiré à 400 000 exemplaires dont 100 000 en anglais.

En Finlande, on imprime *Tramway*, une nouvelle revue pour enfants, qui existe depuis 1990 et qui est tirée à 2,5 millions d'exemplaires. Depuis 1989, paraît la revue *Mickey Mouse* (200 000 exemplaires), fruit des activités de l'entreprise mixte soviéto-danoise *Egmant*, avec la participation des Éditions moscovites *Fizkultoura i sport*.

Il ne faut surtout pas croire que les périodiques soviétiques soient peu nombreux. Nous éditons même des mensuels littéraires, de 200 à 300 pages, d'un type inconnu en Occident, qui bénéficient d'une grande popularité grâce aux articles et nouvelles intéressantes qu'ils insèrent à côté du galimatias habituel. Pour le nombre d'exemplaires de journaux par tête d'habitant nous occupons l'une des premières places, très honorable, avec 405 exemplaires pour mille habitants, et nous ne sommes devancés seulement par un petit nombre de pays, comme le Japon et la Suède: Notre leadership est douteux si l'on fait abstraction des chiffres et si l'on voit les choses en face. La plupart de nos journaux n'ont que quatre pages dont l'une est toujours occupée par la reproduction des dépêches officielles et obligatoires de l'agence TASS « pour les périodiques fédéraux, républicains, régionaux, de ville et d'arrondissement ».

Jusqu'à 90 % du tirage des journaux sont vendus par abonnement. Donc, les maisons d'édition touchent toute la somme pour l'année à l'a-

vance. La poste d'État, qui n'est pas du tout pressée, livre les journaux aux abonnés résidant en province une fois par semaine et non pas tous les jours. Prétextant le manque de papier, les éditeurs n'impriment pas une partie du tirage, que les abonnés ont pourtant payée. En 1989, pour la première fois de l'histoire, les Soviétiques ont eu le droit de s'abonner librement, sans quotas, à la plupart des périodiques. De leur côté, dans le cadre de la glasnost, les cellules du parti ont affaibli leur pression sur les adhérents visant à les obliger à s'abonner à des périodiques comme la *Pravda*, *Kommunist*, *Agitator* et *Političeskoïé samoobrazovanïé*. Le résultat n'a pas tardé à se faire sentir : en 1990 les titres du PC que je viens de mentionner ont perdu jusqu'à 40 % de leurs abonnés. Le tirage de la presse du parti aurait chuté à zéro ou presque si ces périodiques n'avaient pas été achetés en quantités inchangées par des administrations et des entreprises, qui utilisent pour cela des moyens prélevés sur le budget public - et si les kiosques à journaux n'avaient pas été démunis d'autres publications. Il suffit d'une ou deux heures aux marchands de journaux pour vendre la livraison du jour. Ajoutez que les marchands de journaux reçoivent plus d'exemplaires de la *Pravda* que de tous les autres journaux pris ensemble alors même qu'elle est la dernière à être vendue. De nos jours, à Moscou et à Tbilissi, il faut payer le prix double pour avoir des journaux comme *Les Nouvelles de Moscou* et la *Litératoumaïa gazeta*, des revues comme *Ogoniok* et *Novy mir*.

A propos de *Novy mir*, organe de l'Union des écrivains soviétiques : sous Brejnev, à l'époque la plus dure, dans les conditions d'une CENSURE très stricte, ce mensuel était la conscience de nos intellectuels. Et maintenant, depuis le printemps de 1990, il ne paraît plus. Il n'y a pas de papier. La rédaction ne peut pas s'approvisionner aux prix du marché libre car l'État met la main sur tous les bénéfices du mensuel, soit 24 millions de roubles (1989).

Dans une conférence de presse au siège de l'Union des écrivains soviétiques, à la fin de mai 1990, la rédaction du mensuel littéraire a affirmé que l'explication officielle des instances supérieures, la pénurie de papier, était fausse. Vu ses positions politiques, d'aucuns aimeraient évincer *Novy mir* si ce n'est pour toujours, au moins jusqu'au XXVIII<sup>e</sup> congrès du PCUS. Ce n'est pas un hasard si le mensuel a eu des difficultés pour mettre sous presse son numéro de mars où était publié un ouvrage de A. Avtorkhanov, très connu en Occident et interdit jusqu'ici en URSS, intitulé *Le Xe congrès et Vétat de siège dans le parti*. Avtorkhanov y traite du processus par lequel le pouvoir du parti s'est transformé en un monopole. Dans le numéro d'avril a été publié un article de A. Tsipko, chercheur et

chroniqueur réputé, qui rejette le marxisme comme panacée et accuse d'aventurisme le père fondateur de l'État des Soviets, responsable de la mort de millions de victimes dans la guerre civile, intellectuels et paysans exterminés.

Certes, le pays manque cruellement de papier. Seuls le PCUS et les coopératives en ont assez. Le premier, qui défend ses intérêts, publie autant d'écrits de propagande (inutiles) qu'il lui faut ; les coopératives payent n'importe quel prix, aussi élevé soit-il. En conséquence les lecteurs sont obligés de payer de plus en plus cher leurs publications favorites.

Voici la liste du nombre d'abonnés en 1990 aux principaux journaux nationaux :

<i>Argoumenty i fakty</i> .....	31,5
<i>Komsomolskaïa Pravda</i> .....	20,3
<i>Troud</i> .....	20
<i>Izvestia</i> .....	9,4
<i>Pravda</i> .....	6,4
<i>Selskaïa jizn</i> .....	5,7
<i>Sémia</i> .....	4,6
<i>Litératoumaïa gazeta</i> .....	4,2
<i>Sovietskaïa Rossia</i> .....	3
<i>Outchitelskaïa gazeta</i> .....	1,2
<i>Krasnaïa zvezda</i> .....	1
<i>Rabotchaïa tribuna</i> .....	0,8
<i>Ekonomika i jizn</i> .....	0,6

*en millions d'exemplaires*

Pour les magazines cette liste se présente comme suit, toujours en millions d'exemplaires :

<i>Sovietskaïa kouloura</i> .....	0,5
<i>Ogoniok</i> .....	4
<i>Novy mir</i> .....	2,7
<i>Znamia</i> .....	0,9
<i>Molodaïa gvardia</i> .....	0,6
<i>Le bulletin du CC du PCUS</i> .....	0,6
<i>Kommounist</i> .....	0,5
<i>Nach sovrémennik</i> .....	0,4
<i>Zvezda</i> .....	0,3

Pour certains périodiques, il y a toujours eu des quotas (les magazines *America*, *Anglia*, l'hebdomadaire *Nédélia*). Et avant 1991 il n'y a

pourtant jamais eu de possibilité pour les Soviétiques de s'abonner à la version russe des *Nouvelles de Moscou*, du moins s'ils payaient en roubles.

Début janvier 1990, les employés de la revue *Rodina* (Patrie) ont été obligés d'évacuer les locaux de leur rédaction, la *Pravda*, maison d'édition du Comité central du PCUS, exauçant le souhait d'Ivan Frolov, secrétaire du Comité Central, nouveau rédacteur en chef du journal *Pravda*, et les a jetés à la rue. Frolov n'a pas pu tolérer les audacieuses réflexions de sur la nature du coup d'État d'Octobre 1917, sur les vues et le rôle historique de Lénine. Le patron de la *Pravda* n'a pas aimé non plus la publication d'œuvres de grands philosophes russes par la revue. Malgré la CENSURE qui menaçait, pour des raisons politiques, d'interdire la publication de tel ou tel article, la revue offrait à ses lecteurs la possibilité de connaître les points de vue les plus variés, parfois contradictoires, ainsi que des documents d'une grande signification historique et politique.

Aujourd'hui le PCUS possède la majorité écrasante des capacités d'édition de journaux et de revues à l'exception de périodiques scientifiques et techniques. Mais ces derniers sont des organes de comités du parti ou d'organismes « éprouvés » comme l'agence de presse Novosti, l'agence TASS, l'Union des écrivains soviétiques, l'Union des associations soviétiques d'amitié avec les pays étrangers, les Jeunesses communistes ou les syndicats. Tout change cependant, même ces organisations sacrosaintes. Les Jeunesses communistes se disloquent à vue d'œil ; des syndicats indépendants et des comités de grévés se forment ; bien des journaux éliminent discrètement la devise : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » qui devait jusqu'ici être publiée à la une. Parmi les faits divers habituels, la lutte des rédactions de petits journaux provinciaux contre la tutelle de leurs éditeurs, leurs « fondateurs » comme on dit maintenant : les comités du PCUS.

Dans ce contexte, que peut faire l'Occident ? Certains patrons de médias comme l'éditeur français Robert Hersant ne restent pas les bras croisés. Au printemps de 1990, il a mis en place, à Cracovie, en Pologne, la station de radio Malopolska et a annoncé son désir de faire paraître deux revues économiques : *Diélovie liudi* (Les hommes d'affaires) en russe, tirée à 100 000 exemplaires et destinée aux directeurs d'importantes entreprises soviétiques et de compagnies occidentales intéressées par le marché soviétique ; et *Business in the USSR* en anglais, tirée à 40 000 exemplaires. A cette fin Robert Hersant a organisé une entreprise mixte, la maison d'édition Press-contact qui serait contrôlée à 55 % par sa société et à 45 %

par la partie soviétique, c'est à dire les Éditions du progrès et la Banque d'innovation.

D'autres organisations non-gouvernementales occidentales suivent de près les développements en URSS et applaudissent les journalistes soviétiques les plus courageux et les plus persévérants. Tous les ans, en Italie on décerne plusieurs dizaines de prix littéraires et journalistiques. En 1990 l'un des prix les plus prestigieux, institué à Milan il y a 30 ans, est revenu pour la première fois à un étranger, Yakovlev Egor, rédacteur en chef des *Nouvelles de Moscou*. Cette même année, le prix du Rédacteur international de l'année institué par le mensuel américain *World Press Review* a été remis, au siège des Nations Unies à New York, à Vitaly Korotitch, rédacteur en chef de la revue *Ogoniok*.

La diffusion record de l'hebdomadaire soviétique *Argoumenty i fakty* (33 392 200) a été portée sur le livre Guinness des records. En mars 1990, à Londres, lors d'une cérémonie annuelle traditionnelle, en présence de la fine fleur de la presse britannique, le rédacteur en chef des *Argoumenty i fakty* s'est vu remettre, par le président de la Chambre des communes de Grande-Bretagne, le Prix du journal de l'année. Son journal est le premier périodique soviétique à gagner ce prix institué il y a 33 ans par la BBC.

Le nom de Vladislav Starkov a fait le tour de la presse internationale à la suite de la campagne de persécution lancée contre lui à la fin de 1989 dans le but de le priver de son poste de rédacteur d'un hebdomadaire parmi les plus populaires et les plus perestroïkistes d'URSS. Pour accéder à l'indépendance vis-à-vis des organismes du Plan et des fabricants de papier étatique, la rédaction d'*Argoumenty i fakty* a lancé une collecte dans le but de mettre en place une entreprise populaire de recyclage du papier usé et elle a ouvert un compte en banque à cette fin. L'argent des lecteurs a coulé à flots, d'autant plus que la rédaction leur a promis de rembourser leurs dons sur les bénéfices de la future entreprise.

Pour la production de papier, le Japon vient en deuxième position dans le monde après les États-Unis. En 1987, dans le pays il a été produit 22,5 millions de tonnes de papier soit près de deux fois plus que la production en Union soviétique. Au Japon, l'utilisation large et variée du papier dans l'édition, dans divers secteurs de l'industrie et de la vie quotidienne s'accompagne d'une attitude rationnelle et méticuleuse envers la réutilisation des déchets. Si, d'après des sources japonaises, en Grande-Bretagne, le recyclage du papier usé a représenté en 1987 29,8 % du volume global de la production de papier, et au Japon, 49,1 %, en Union

soviétique, cet indice n'a été que de 19,1 %. Cette question est cruciale : le recyclage du papier usé a permis, en 1987, de produire 81,5 % de tout le papier que le Japon a utilisé dans l'édition.

En décembre 1990, le Conseil des ministres de l'URSS n'a pas porté le papier sur la liste des produits dont le prix est fixé par l'État. Alors, les usines de pâte à papier ont brusquement augmenté les prix, demandant 1 200 à 1 800 roubles pour une tonne de papier. Rappelons qu'en été 1990 l'État vendait une tonne de papier journal pour 300 roubles, en moyenne. Ensuite, une hausse centralisée des prix a été annoncée, et pendant la campagne d'abonnement pour 1991 une tonne de papier coûtait déjà 800 roubles.

Ni le ramassage de papiers usés, ni le civisme des journalistes ne pouvaient inverser le cours des événements tant que la liberté de presse n'était pas garantie juridiquement. Cette liberté que les Russes n'ont eu ni sous le tsar ni sous les Soviétiques est une condition sine qua non d'un développement efficace de l'économie et des garanties démocratiques, sociales et écologiques d'une vie normale. Sans la presse indépendante, nos gouvernements communistes nous feraient revenir, en quelques années, à l'âge de pierre.

Mais soyons optimistes. Bien que les députés progressistes au parlement soviétique, assez nombreux d'ailleurs, n'aient pas réussi à fonder leur propre journal, la presse indépendante soviétique est sortie de la clandestinité pour être diffusée dans la rue, sans recourir à l'aide de l'agence officielle Soyouzpetchat. Parmi les journaux brillants, professionnels, la glasnost du célèbre dissident Serguei Grigoriants, disciple d'Andrei Sakharov, et *Atmoda* publié à Riga. On a vu sortir des journaux religieux et économiques qui se vendent chez les marchands de journaux publics et auxquels on peut s'abonner. Parmi eux, le journal hebdomadaire *Komerçant*, très bien fait : ses 24 pages de petit format sont remplies d'analyses de la politique et de l'économie. L'URSS d'aujourd'hui rappelle la Pologne d'il y a dix ans. L'opposition au régime communiste s'est étendue aux milieux d'affaires et à l'administration. Les plus vigoureux militants de la démocratie sont arrivés au pouvoir dans les mairies de Moscou et de Leningrad, à Lvov et dans les pays baltes, et elles ont organisé des « coopératives » en ville et à la campagne. Avec la participation de capitaux étrangers, se forment des sociétés mixtes, des coopératives, des journaux, des revues, des agences d'information, des banques de données, des établissements de crédit et de courtage. Et ensuite, quelle tournure prendront les événements ? Ensuite, ce sera comme en Pologne ou dans le pire des cas, comme en Chine.

Le 1<sup>er</sup> août 1990, la Loi sur la presse est entrée en vigueur en URSS. Elle a supprimé la CENSURE préliminaire, ainsi que le monopole de l'édition qui appartenait au Parti communiste et à l'État.

Les journalistes soviétiques n'ont plus à obéir aux instructions des fonctionnaires du parti placés aux échelons les plus différents de la hiérarchie communiste. On ne met plus à la porte les auteurs d'enquêtes journalistiques. En contre-partie, l'obligation d'imprimer systématiquement les réponses officielles aux critiques publiées dans les journaux n'existe plus. On n'offre plus gratuitement des appartements, des lits dans les hôpitaux et des bourses d'études après la publication d'articles défendant « des travailleurs injustement accusés ». Pourtant, hier encore, les journalistes soviétiques se croyaient être travailleurs dans un organe social étonnant qui cumulait des fonctions propres au Parquet et à la sécurité sociale, aux tribunaux et à l'Église. C'est le personnel du service du courrier qui est le plus nombreux dans les rédactions des quotidiens soviétiques. Jusqu'à ces temps derniers, ils recevaient chaque jour des sacs de plaintes, de suppliques, de dénonciations anonymes et, tout bonnement, de réactions à des articles publiés. L'axiome, normal pour tout journal du monde civilisé, à savoir que l'action du journaliste doit s'exercer sur l'opinion publique et non pas sur tel fonctionnaire particulier, commence seulement à s'imposer dans nos rédactions. Car dans un État de droit l'offensé porte plainte contre son offenseur devant un tribunal au lieu d'écrire à un journal ou à un comité du parti.

Pour être efficace, la nouvelle forme du pouvoir de la presse exige une indépendance aussi bien politique qu'économique. La liberté coûte toujours cher, mais elle justifie toutes les dépenses. C'est là une opinion qui, évidemment, est partagée par Mikhaïl Poltoranine, dirigeant du Ministère de la presse et de l'information, récemment créé par la Fédération de Russie. Une interview avec ce député du peuple de l'URSS a paru dans *Les Nouvelles de Moscou* (du 9 septembre 1990) sous le titre « Le quatrième pouvoir en Russie » :

**La femme du ministre Mikhaïl Poltoranine gronde son époux. Ce fait strictement privé de sa biographie a un rapport direct avec l'activité du ministère qu'il dirige. Jugez-en vous mêmes : il ne touche pas un sou depuis un mois et demi, mais travaille de 8 heures du matin jusqu'à tard dans la nuit dans un bel immeuble du centre. Ajoutez-y le personnel composé seulement de trois personnes, aggravez le résultat par la pénurie de papier et les prix de ce dernier sans oublier la Loi sur la presse et le flot d'éditeurs, anciens et nouveaux, qui s'est déversé sur l'immeuble de la rue Katchalov ; rappelez-vous à qui appartiennent les imprimeries les plus importantes - et vous comprendrez pourquoi le nouveau ministre de Russie éprouve tant de dif-**

ficultés. Créé par la Loi le 1<sup>er</sup> septembre, le Ministère a fourni, en un mois et demi, un travail égal, à mon avis, à la norme annuelle de son prédécesseur, le Comité d'État pour l'édition, l'imprimerie et le commerce du livre dans la Fédération de Russie.

Mikhaïl Poltoranine s'apprête à publier les œuvres de Léon Tolstoï en 90 volumes sans coupures ; en quantité, ces dernières auraient représenté deux volumes environ dans une édition analogue fort ancienne. Il voudrait bien que ces livres voient le jour aux éditions Posrednik, fondées par Tolstoï dans le gouvernement de Toula ; elles se trouvent dans une très mauvaise passe aujourd'hui - mais on va essayer de les remettre en selle. Il a proposé au Conseil des ministres de la Fédération de Russie d'introduire, à partir de 1991, un monopole d'État sur l'édition commerciale en Russie d'œuvres littéraires dont les auteurs ne touchent pas de droits d'auteur. Les éditions du parti cesseront alors de publier des œuvres de Pouchkine, de Balzac, de Gogol, de Conan Doyle, de Jules Verne, d'Azimov, etc., qui leur rapportent de gros bénéfices. Les écrivains classiques sans parti n'ont pas à financer les conservateurs. L'idée du ministre a été soutenue par le Conseil des ministres. Les avantages sont évidents : sans porter les prix à 5 ou 6 roubles (r cause du papier devenu plus cher), cela permettra de résoudre le problème de l'édition, non rentable, de manuels, de livres pour enfants, de publications à faible tirage dans les républiques autonomes.

— *Où éditez-vous les écrivains classiques, les romans d'aventure et autres livres aux auteurs desquels on ne doit pas payer de droits ?*

— Dans nos propres imprimeries qui chôment faute de papier... Notre conversation est alors passée de la littérature à la vie quotidienne.

— *Il est notoire que le papier manque dans le pays...*

— J'ajouterai qu'aux États-Unis, par exemple, la consommation de papier par habitant est d'environ 300 kg, que dans la petite Finlande elle est d'environ 250 kg et chez nous de 37 kg ! Il nous faut atteindre, au moins, un niveau de 150 kg. Le Conseil des ministres de Russie a examiné le problème du développement de cette branche industrielle en perte. Car c'est la Russie qui fournit plus de 85 % du papier. Une commission récemment fondée élaborera un programme d'état pour l'augmentation de sa production. Nous n'avons pas besoin d'entreprises géantes. On construira des combinats moyens ; on créera des entreprises mixtes ; on fournira des équipements aux usines qui opèrent actuellement.

— *De toute évidence, cela prendra une dizaine d'années. Et les maisons d'édition poussent comme des champignons ; de nouveaux partis naissent ; et tout le monde exige du papier...*

— L'an passé, le pays n'a produit que 6,3 millions de tonnes de papier sans compter le carton d'emballage. Malgré notre indigence, nous nous évertuons à exporter 335 000 tonnes de papier. Le CC du PCUS prend 280 000 tonnes pour imprimer des livres et des revues et en outre plus de 250 000 tonnes pour les journaux - alors que toutes les maisons d'édition de Russie subordonnées à notre ministère n'en reçoivent que 165 000 tonnes ! Nous avons proposé d'examiner, à une

session du Soviet suprême de la Fédération de Russie, un projet d'arrêté selon lequel tout le papier produit sur le territoire de la Russie (5,4 millions de tonnes en 1989) doit être distribué par la Russie. Nous devons être détenteurs des stocks de papier et les distribuer de façon équitable, transparente, avec la participation de représentants des usagers et des syndicats d'artistes, compte tenu des besoins des partis différents.

— *Donc, le monopole du papier donnera à la Russie du papier et le monopole de l'édition des livres « sans droits », lui donnera de l'argent. Où ira cet argent ?*

— Nous avons déjà parlé des manuels et des livres pour enfants. Mais il y a aussi beaucoup d'autres problèmes. Nous subventionnons 115 journaux non rentables qui paraissent en province. Nous continuerons à le faire, mais à une condition : que ce soient des organes des conseils municipaux. Nous exposerons nos propositions au Conseil des ministres de Russie. Nous ne voulons pas financer les organes édités conjointement avec le PCUS.

— *Mais le parti au pouvoir a assez de moyens pour inonder le marché de ses périodiques...*

— Nous avons proposé qu'en Russie aucun parti, pas même le PCUS, ne puisse posséder plus de 30 % des médias. Au moment actuel, le parti communiste en possède plus de 85 %.

— *Une ruse possible ne consisterait-elle pas à fermer les petites maisons d'édition et à laisser fonctionner les grandes ?*

— Il y a deux critères simples : le nombre de « fondateurs » et le tirage supérieur à 100 000 exemplaires. C'est un contrôle sur.

— *Et les leviers ?*

— Ce sont le papier et la Banque de Russie. Une fois le quota de 30 % dépassé, la banque saisira tout simplement le compte.

— *Tout cela ne se réduirait-il pas au vieux principe « confisquer et redistribuer », bien gué de façon plus équitable qu'avant ?*

— Non, naturellement. Le Ministère crée ses propres banques commerciales qui accorderont des crédits aux maisons d'édition soviétiques indépendantes. C'est le seul moyen de protéger les valeurs culturelles et morales en Russie.

— *Mais il faut aussi gagner de l'argent.*

— Ces jours-ci, le Ministère des finances de Russie a enregistré une société par actions Maison de Russie. Notre Ministère est parmi ses fondateurs. Cela nous rapportera de l'argent.

— *En ce qui concerne les livres et les journaux, la situation est à peu près claire. Et comment seront organisés les autres médias ? C'est Ir un des soucis de votre Ministère. Par exemple, une agence d'information russe sera-t-elle créée ?*

— Nous avons abandonné cette idée. A quoi bon copier la lourde structure de TASS? Il y a en Russie beaucoup d'agences d'information indépendantes dont des dépêches paraissent, à propos, dans *Les Nouvelles de Moscou*. Nous nous proposons

de fonder sur leur base un centre à Moscou. Avec l'accord des agences, nous réunirons leur information et nous la diffuserons.

— *Et les périodiques de Russie ?*

— Nous ferons paraître deux quotidiens et deux hebdomadaires, ainsi que huit revues dont une s'appellera *Russie*.

— *Pourrons-nous regarder des émissions de la télévision de Russie ?*

— Oui, nous sommes en train de créer au sein du ministère une Compagnie d'État de télévision et de radiodiffusion de Russie. Nous espérons recevoir une partie du matériel nécessaire de la Télévision centrale, mais nous avons signé aussi un protocole d'intention avec des firmes étrangères : nous créerons une télévision commerciale, construirons nos propres studios de TV...

Mikhaïl Poltoranine était un journaliste de haut niveau à la *Pravda*, et à l'Agence de presse Novosti. Il a dirigé le journal *Moskovskaïa Pravda* et aussi le Conseil d'administration de la section moscovite de l'Union des journalistes de l'URSS. C'est un homme compétent et courageux. C'est pourquoi nous poursuivrons l'entretien avec Mikhaïl Poltoranine, ministre de la presse et de l'information de la Fédération de Russie, cette fois-ci dans l'hebdomadaire *Argumenty i fakty* du 28 juillet 1990 :

— C'est un cas extraordinaire : en tant que législateur, vous avez travaillé pendant toute une année à la Loi sur la presse. Maintenant, en tant que ministre, il vous faut l'appliquer. S'il en allait toujours ainsi, nos lois seraient certainement plus sages. La tâche est ardue : le Ministère devra poser les fondements du quatrième pouvoir, le pouvoir de l'opinion publique exprimée par des moyens indépendants d'information de masse. Donc, vous avez reçu le portefeuille de ministre et...

— ... et une masse de problèmes politiques, organisationnels et économiques. Quand j'ai pris connaissance de la situation dans cette branche, j'ai été choqué. Près de 60 % des combinats de papier sont exploités depuis la fin du siècle passé ou le début de notre siècle ; 64 % des équipements sont usés à 100 %. Ces 20 dernières années, le taux d'accroissement du traitement du bois a baissé de 80 %. Nous vendons à vil prix des rondins à l'étranger. Les réserves en bois de la Russie (73 milliards de m<sup>3</sup>) sont les plus importantes du monde, mais nous produisons 6 fois moins de pâte, 8 fois moins de papier, 15 fois moins de papier à écrire et à imprimer, 50 fois moins de papier hygiénique que les États-Unis.

La même chose avec l'industrie d'art graphique. Le parti s'est emparé des meilleures entreprises, laissant les pires à l'État.

En 1975, les meilleures imprimeries ont été portées à l'actif du parti. Le PCUS a exproprié ce qui avait été construit avec l'argent des travailleurs, et aujourd'hui les « partocrates » préconisent l'intangibilité des biens du parti.

Les imprimeries et les journaux qui faisaient des pertes ont été laissés à la charge du budget de l'État. Actuellement, le Comité d'État à la presse assure l'édition de 2 115 petits journaux dont 80 % ne sont pas rentables. Pour leur financement on puise 60 millions de roubles par an dans le budget des républiques, alors que ces journaux se trouvent aux ordres de comités du parti à divers niveaux.

Il n'existe pratiquement pas de fabrication de machines destinées à l'imprimerie soviétique. Des 362 types d'équipements nécessaires, 180 ne sont pas fabriqués en URSS. De plus, les machines qu'on fabrique retardent d'un demi-siècle sur le matériel moderne. Et pendant les années de la perestroïka, cette production a baissé de 42 %. D'une part, on parle de transparence et de l'autre, on l'étouffe.

Donc, nous ne partons pas même de zéro, mais de bien en-dessous de zéro.

— *Le Ministère se charge de bien des taches. Ne craignez-vous pas que dans un certain temps il devienne un monstre et, à force de lutter contre le monopole, qu'il soit lui-même monopoliste ?*

— Non, je ne le crains pas. Le Ministère ne veut pas dicter sa volonté aux éditeurs et aux maisons d'édition. Nous essaierons d'unir les efforts de toutes les structures ayant un rapport à la presse et aux médias pour qu'elles passent à l'autorégulation et servent plus efficacement la cause de la renaissance de la morale en Russie. Nous créons un comité de coordination qui comprendra les rédacteurs en chef des journaux et des magazines, les dirigeants des maisons d'édition. Nous élaborerons ensemble des propositions à faire au Soviet suprême de la Fédération de Russie et au gouvernement de cette république. Nous estimons que notre tâche fondamentale est de donner un cadre juridique à la transparence.

Quelles sont les tâches prioritaires ? Il faut créer une commission de répartition qui comprendrait des députés du peuple, des juristes et des économistes. Qu'ils se réunissent pour discerner ce qui est, véritablement, la propriété du parti. D'où viennent ces biens ? Pourquoi des fonctionnaires du parti qui ont ruiné le pays touchent-ils des pensions de l'État et non pas du parti ? Combien de fonds publics ont-ils absorbés ? Combien de devises le parti a-t-il pris à l'État pour acheter des machines à imprimer, des équipements médicaux pour les polycliniques et les maisons de cure réservées aux personnes privilégiées, des meubles pour les datchas, etc. ? Une fois le compte établi, il se trouvera que le parti ne possède rien. Qui plus est, il doit des milliards de roubles au peuple. Le Soviet suprême peut nationaliser les biens du parti et obliger ce dernier à rembourser les dettes au peuple.

— *Tout cela est pour l'avenir. Que peut-on faire sans délai ?*

— Consolider la base. Nous menons des pourparlers en vue de l'acquisition aux États-Unis d'imprimeries universitaires pour les ethnies nordiques.

Comprenant bien l'impossibilité de résoudre tous les problèmes par nos propres forces, nous attirerons le capital étranger pour développer l'industrie du papier et l'industrie d'art graphique, et pour créer des usines de matériel vidéo. Les hommes d'affaires accueillent favorablement nos propositions, car ils veulent pénétrer sur

notre marché. Nous ne devons pas non plus renoncer aux services des organisations caritatives.

— *Ne s'agit-il pas d'une vente aux enchères de la Russie, comme le disent les conservateurs*

— Ils ont, eux, exploité nos ressources en silence pendant 70 ans. Ils vendaient des matières premières pour consolider le système mondial du socialisme, pour renforcer le sommet de la hiérarchie : les mandarins du parti, de l'armée, du KGB, de l'État. En bref, on vendait nos richesses souterraines pour soutenir le totalitarisme. Aujourd'hui, la Russie change de structures : ce ne sont plus eux qui absorberont le capital étranger : il sera utilisé au profit du peuple. Mais l'on entendra, sans aucun doute, des critiques qui déjà sont formulées. Les procédés de la presse centrale du parti sont bien connus : davantage d'allusions, davantage d'accusations floues, moins de vérité et de bon sens. Autrefois, ces recettes étaient efficaces, mais aujourd'hui elles produisent un effet contraire.

— *Une question concrète : le 1<sup>er</sup> août 1990, la Loi sur la presse entre en vigueur. Supposons que je veuille éditer mon propre journal. Que dois-je faire pour cela ?*

— Le gouvernement de Russie a pris une décision selon laquelle les publications de Russie doivent être enregistrées dans notre Ministère et celles des républiques autonomes, des régions et des districts, dans les Soviets locaux.

Après avoir reçu la licence, vous pourrez éditer votre journal. Mais alors vous devrez trouver votre papier et votre imprimerie. En principe, nous devons aider à trouver tout cela, et nous le ferons, mais seulement quand nous en serons capables. Vous recevrez un crédit bancaire et c'est tout.

— *Paras notre pays on écrit plus que nulle part ailleurs. On écrit des consignes, des circulaires, des règlements, des explications, etc. On en publie aussi plus en URSS que dans tout autre pays du monde. Le Ministère ne se propose-t-il pas de mettre de l'ordre dans l'activité des bureaux et de s'occuper sérieusement de la distribution du papier ?*

— Aujourd'hui, nous devons être sévères. La distribution du papier est un problème brûlant. Pourquoi *Novy mir* ne paraît-il pas ? Pourquoi d'autres publications en vogue manquent-elles de papier, tandis que le CC du PCUS lance de nouveaux journaux et revues ?

Pourquoi les maisons d'édition du parti n'ont-elles aucun souci, tandis que les éditeurs pour enfants n'ont pas de quoi imprimer ?

Le Ministère saisira le gouvernement de propositions sur la distribution du papier. Quand la glasnost sera bien établie, quand les entreprises mixtes commenceront à fonctionner à plein rendement, quand le marché fonctionnera, les fonctions du Ministère se rétréciront...

—... *et vous resterez sans emploi.*

— Cela signifiera que le Ministère a rempli la tâche qui lui avait été confiée.

Résumons ce qui a été dit par Mikhaïl Poltoranine, ministre dans le gouvernement de Russie. Il a été relativement facile de supprimer la CENSURE et d'autoriser un abonnement libre, illimité, à n'importe quelle publication, même au magazine *America* ou aux *Nouvelles de Moscou*. Pendant 73 ans, toute la presse était préalablement censurée ; l'abonnement à toutes les publications du PCUS était obligatoire. Selon la logique des choses, toute cette production très impopulaire (langue de bois, désinformation, propagande mensongère sur les « succès » communistes, flagellation des capitalistes et autres exploités bourgeois dans l'esprit de la « guerre froide ») aurait dû ne plus faire l'objet de la moindre demande sur le marché - et sentir fortement le sapin.

Que non ! Dans le contexte d'une brusque diminution de la production de papier à journaux et à magazines, observée en URSS en 1990, le gouvernement du pays a fait tout son possible pour garantir aux maisons d'édition du PCUS des livraisons inchangées de papier. Et une part appréciable du papier s'est retrouvée sur le marché et a été vendue à des prix exorbitants. Ce qui était autrefois fait par les censeurs du Glavlit ou un responsable du département idéologique au CC du PCUS est aujourd'hui fait, avec le même succès, par les fonctionnaires d'un organe gouvernemental fédéral qui distribue le papier journal selon le critère de la loyauté idéologique : les « rétifs » sont les derniers à en recevoir et à un prix élevé.

Il y a aussi d'autres procédés, simples et efficaces, de brouiller la transparence. Qui pouvait imaginer, il y a un an seulement, que les imprimeries soviétiques chômeraient... faute de couleurs typographiques ? Nous sommes obligés d'acheter à l'étranger un de leurs ingrédients indispensables ; et voilà qu'on ne l'a pas acheté, pour économiser des devises, et qu'on a ainsi rendu impossible l'édition de manuels scolaires, de livres pour enfants, de passeports et de billets de banque. Une de nos organisations de planification et d'approvisionnement s'est enrichie une nouvelle fois en vendant à un prix fou ce qui lui restait de couleurs. Les fournisseurs occidentaux de RFA et de Suisse ont voulu nous aider en livrant d'urgence des pigments et des additifs indispensables pour la production de couleurs typographiques dans deux usines soviétiques. En signe de « reconnaissance », nous avons refusé de régler les factures en devises qui nous ont été présentées. Les partenaires occidentaux se sont indignés et ont cessé toutes les livraisons durant une longue période. Cela à cause du refus de dépenser annuellement 4 millions de dollars, au maximum, pour ces achats.

Les journalistes ont écrit des centaines d'articles sur les fondations matérielles de la glasnost en URSS. Chaque nouveau déficit a ses causes objectives, dont la principale est la lutte du système dirigiste pour sa survie. L'appareil du parti et les ministères savent bien que leur dictature ne peut se maintenir que dans les conditions d'un déficit total, de la misère et de l'inégalité en droits. « On ne te donnera ni nourriture, ni rien d'autre », grogne (mentalement, bien sûr, pas à haute voix) l'apparatchik communiste - et il s'affaire à monter des obstacles économiques pour tuer les bonnes idées.

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 janvier 1991, un détachement de troupes du Ministère de l'intérieur de l'URSS s'est emparé de la Maison de la presse à Riga. Le nouveau Ministre de l'intérieur de l'URSS, B. Pugo, a dit qu'il n'avait pas donné un tel ordre aux « bérets noirs », qu'il ne s'ingérerait pas et qu'il fallait chercher un compromis. Un compromis avec qui ? Avec le parti communiste letton qui avait décidé de « récupérer des biens du PCUS » de cette manière ? Les *Izvestia* (du 9 janvier 1991) ont cité une opinion de Kazimir Dundurs, directeur de la Maison de la presse de Riga : « En 1957, les Editions de journaux et de revues de Lettonie ont été gratuitement remises au Parti communiste en toute propriété. Tous les ans, 1,5 à 2 millions de roubles faisant partie de son bénéfice étaient versés dans les coffres du parti. En 1972, la construction d'une nouvelle imprimerie (coût : 25 millions de roubles) a commencé. Mais par notre travail nous avons couvert plusieurs fois ces dépenses en virant, entre 1976 et 1990, plus de 90 millions de roubles de bénéfice sur le compte du PCUS. Il y a plus d'un an, la Maison de la presse est devenue société par actions. Son collectif de travailleurs a unanimement approuvé cela, et des centaines d'ouvriers ont acheté des actions. Au cours de l'assemblée constituante, les actions ont été distribuées comme suit : 51 % aux collectifs de l'imprimerie et des rédactions, 26 % à la République de Lettonie et 23 % au PCUS. Pour le moment, aucun tribunal n'a confirmé les prétentions des parties à la Maison de la presse. Et voilà que des « bérets noirs » l'occupent au nom du PCUS ! Le collectif des éditions les plus importantes de Lettonie (1 300 personnes dont 750 imprimeurs) a catégoriquement refusé de travailler sous le canon des pistolets-mitrailleurs. Les journaux centraux (de Moscou) ont cessé de paraître en Lettonie. *Diena*, le journal du gouvernement républicain, a commencé à être fabriqué dans une autre imprimerie de Riga. Les actions des troupes du Ministère de l'intérieur de l'URSS ont été fortement soutenues au CC du PCUS, à la Télévision centrale de l'URSS et dans la *Pravda* qui ont fait tout leur possible pour aggraver la tension à Riga.

Pour le moment, nul ne doute que les publications du PCUS paraîtront alors même qu'il y a pénurie de papier. Cela dit le parti a perdu presque toutes ses maisons d'édition en Géorgie, en Arménie, dans les républiques baltes et dans certaines régions de Moldavie et d'Ukraine. Là, les journaux se sont débarrassés du slogan « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » et, dans le même temps, de la tutelle du parti. Ils sont devenus indépendants.

Cela veut dire que les « fondateurs » de ces journaux sont les collectifs de leurs rédactions. Mais la privatisation ne s'est pas encore étendue à l'industrie du papier et aux imprimeries. Les combinats de pâtes et de papiers du pays fonctionnent encore au régime du GOULAG, car les instances supérieures leur confisquent quasiment tous leurs bénéfices, ne leur laissant presque aucune autonomie économique ni sur le marché intérieur, ni sur le marché extérieur, ni même dans leur propre entreprise. Donc, l'invocation du GOULAG (sigle correspondant aux mots russes pour « Direction principale des camps de détention ») n'est pas une exagération. Car le bois destiné à ces combinats est toujours coupé par des détenus actuels ou anciens. Leurs ouvriers souffrent du mauvais approvisionnement en produits alimentaires et de maladies. Aucun habitant de ces lieux ne peut être sain, parce que l'air, toutes les terres et pièces d'eau voisines sont contaminées par des effluents nocifs. Selon des statistiques officielles soviétiques, 80 % de *tous* les diplômés des écoles secondaires d'une telle région sont malades ; et la santé des autres n'est pas très solide. Les causes principales en sont l'alimentation mal équilibrée (excès de produits panifiés, de sucre et de graisses animales, légumes à forte concentration de nitrates, absence de fruits) et l'état désastreux du milieu ambiant.

Moscou, c'est-à-dire les ministères du gouvernement central, ne peut pas pour le moment (ou ne veut pas, selon certains) améliorer l'état économique déplorable des industries forestière et du bois. D'autre part, on ne veut même pas parler d'une autonomie économique des entreprises. Les combinats de pâtes et de papiers sont dotés, pour au moins 80 %, d'équipements importés. Toute la production des industries forestières et du bois peut être exportée, rapporter des devises. Il est possible de faire renaître ces branches délaissées à l'extrême, mais les derniers spasmes des monopoles centraux fossilisés empêchent de le faire. Tel est le point de vue pessimiste.

Il y a aussi de bonnes nouvelles. Le modèle stalinien d'économie centralisée est encore capable de certaines réalisations. Il se trouve que les équipements épuisés et obsolètes des combinats de pâtes et de

papiers soviétiques pourraient être exploités plus efficacement grâce aux systèmes occidentaux les plus récents de contrôle automatisés des processus technologiques. En août 1990, la firme américaine ABB US SR Business Development Inc. a accordé aux combinats de pâtes et de papiers soviétiques un crédit pour 22,5 millions de dollars remboursable en 3 ans. Selon un programme, approuvé par le ministère de l'Industrie forestière de l'URSS et le Conseil des ministres de l'URSS, l'entreprise conjointe PRIS (comprenant la firme ABB et le groupement science-production soviétique Neftekhimavtomatika) équipera en 1990-1991 dix combinats de matériel permettant d'élever leur rendement de 5 à 20 % et de porter la qualité de la production au niveau des standards mondiaux.

On ignore encore si finalement les Américains viendront à l'aide de l'État soviétique. Nous pouvons seulement dire avec certitude que, cette dernière année, les produits de la glasnost sont devenus beaucoup plus chers : de 200 à 300 %. « C'est à cause du marché », disent les fonctionnaires ministériels goguenards. Pourtant, nous n'avons pas encore de marché : il n'y a que le diktat des monopolistes. Que l'envie nous prenne, disent-ils, d'installer un système ultra-moderne d'allumage (entendez « de gestion ») sur vos vieilles guimbardes (entendez « combinats de pâtes et de papiers »), et cela sera fait par des méthodes coercitives. Et puis, on mettra le tout à la ferraille. Mais que de fois des fonctionnaires de ministères et du Conseil des ministres se rendront pour cela aux États-Unis ! On les y accueillera si bien qu'une fois rentrés en URSS ils établiront inmanquablement un nouveau projet, non moins global et aussi avantageux pour le contribuable américain.

Voici encore un paradoxe : avec la garantie de leurs gouvernements, et parfois même sans aucune garantie, les firmes occidentales se déclarent prêtes à l'échec économique. En bonne logique, les Occidentaux devraient aider la presse libre qui naît en URSS, tout comme ils ont aidé la presse indépendante en Pologne dans les années 70 et 80, en lui fournissant du papier, de l'argent, des machines d'imprimerie et d'autres équipements. Mais leur attitude envers l'URSS est absolument autre. Voici comment Galina Starovoïtova, députée du peuple de l'URSS, a exposé cette attitude au cours d'un entretien avec le correspondant à Moscou de la station américaine radio Liberty qui diffuse en russe et dans d'autres langues des peuples d'URSS. L'extrait de l'interview accordée par Starovoïtova à Youri Mitouounov est cité d'après le journal des émigrés *Rousskaïa mysl* (du 8 juin 1990):

Il me semble que ce que l'Occident craint le plus, aujourd'hui, c'est que l'URSS ne devienne un empire en désintégration, une sorte de Zimbabwe qui posséderait l'arme nucléaire. Il est vrai que, tout récemment, nos journalistes se sont rendus au Zimbabwe. Ils disent que si nous travaillons dur pendant une trentaine d'années, nous vivrons peut-être aussi bien qu'au Zimbabwe. Et voilà qu'aujourd'hui l'Occident est prêt à faire beaucoup de concessions, notamment à octroyer des crédits. La RFA a déjà fait des pas dans cette direction pour prévenir la crise économique qui nous attend dans l'immédiat. L'Occident y est sincèrement intéressé, parce qu'aujourd'hui un empire qui se désagrège présente un danger pour tout le globe. L'Occident est intéressé à faire durer notre stagnation, il est prêt à accorder ces crédits avant même le début de réformes économiques réelles dans notre pays. Mais nous, est-ce que nous sommes intéressés à ce que cette stagnation se prolonge et à ce que les pays évolués nous donnent des crédits, ou une aumône, sans que les réformes soient entamées ? Il me semble que ces crédits nous couleront entre les doigts, tout comme l'aide internationale énorme accordée à l'Arménie victime d'un tremblement de terre est allée on ne sait où. Notre système actuel est incapable d'utiliser efficacement l'aide étrangère. Je pense que l'Occident aurait raison de se soucier de ce à quoi servira son argent. Il vaudrait mieux qu'il nous aide tout simplement par des technologies, une gestion, des spécialistes, surtout pour la création de la base matérielle et technique d'une presse indépendante qui pourrait dissiper les stéréotypes propres à la majorité des Soviétiques et qui empêchent aujourd'hui le développement d'une activité d'entreprise normale. Autrement, les effets de la crise ne seront pas complètement évités ils seront seulement différés.

Et tout particulièrement après 70 ans de propagande mensongère, il est important de recréer en URSS une presse professionnelle libre et influente, qui est encore au berceau.

Une autre entrave a été inventée pour freiner la presse soviétique indépendante. Après la hausse brusque du prix du papier (un doublement, au minimum, en ce qui concerne le prix officiel, tandis que sur le marché le prix d'une tonne de papier a parfois décuplé) et la croissance énorme du coût des services des imprimeries, le Ministère des FIT de l'URSS a augmenté les tarifs de la diffusion et de la vente des périodiques. Profitant de son monopole, absolu en fait, de la diffusion de la presse par les kiosques de Soyuzpetchat et par les facteurs, le Ministère a réclamé en 1990 aux maisons d'éditions centrales (c'est-à-dire des journaux et des revues fédéraux paraissant à Moscou) la moitié de leur prix de vente. Des prix « convenus », c'est-à-dire les plus onéreux, seront imposés aux organes de la presse des républiques fédérées et à toutes les autres publications qui prétendent elles aussi à une zone de diffusion maximale.

Le Ministère des FIT de l'URSS a lui aussi dit son mot. Selon les *Izvestia* (du 26 janvier 1991), les records absolus des prix ont été battus par

les postiers du Kazakhstan qui ont augmenté de 1.600 % les tarifs postaux et de 2.600 % le prix de distribution de la presse. Obligées de donner 60 % de leur revenu au Ministère des PTT, les publications locales se sont trouvées au bord de la faillite.

Pour ne pas se ruiner, tous les périodiques soviétiques se sont vu obligés d'augmenter plusieurs fois leurs prix en 1991 et certains d'entre eux obligés de raccourcir l'abonnement. En 1990, le prix d'un numéro de journal quotidien ou hebdomadaire central ne dépassait pas 5 à 20 kopecks. Les publications indépendantes « informelles » (= non autorisées) qu'on refuse généralement de vendre dans les kiosques et auxquelles il est impossible de s'abonner sont distribués par des vendeurs à la criée au prix de 1 à 2 roubles malgré leur volume très petit et leur présentation très médiocre. En faisant monter en flèche les prix, les départements centraux auxquels appartient, en fait, le monopole de la production, de la distribution du papier, des imprimeries et des bâtiments qui abritent les rédactions ont, semble-t-il, atteint leur but. Le Parti communiste diffusera par tous les moyens -parfois au rabais ou gratuitement, la *Pravda*, la *Sovietskaïa Rossia* et autres publications analogues. Et que fera la rédaction de la revue littéraire *Novy mir* ? En 1990, seulement la moitié de ses 12 numéros a quitté les imprimeries - et cela au prix de 1,5 rouble l'exemplaire. Mais en 1991 personne n'achètera cette revue pour 5 roubles. Donc, son tirage tombera de 1,5 million à quelques dizaines de milliers d'exemplaires. Et qui paiera 3 roubles pour un numéro du journal de Riga, à format réduit, de 4 à 8 pages ? C'est le prix de 10 kilos de pain blanc à la boulangerie. En URSS, la majorité des retraités ne touchent pas plus de 100 roubles par mois.

Il faut, naturellement, moderniser les combinats de papier et les postes, construire de nouvelles imprimeries. Mais qui garantira que la différence entre les prix anciens et nouveaux du papier, des services des postiers et des typographes ira précisément à la modernisation de la production, à l'élévation des salaires et à l'amélioration des conditions de travail des coupeurs du bois, des imprimeurs, des facteurs ? Comme cela arrive généralement en URSS, tout le bénéfice coulera certainement dans la poche sans fond de l'État et de là il ira financer un nouveau lot de chars ou un porte-avion, ou un canal d'irrigation (sur Mars ou entre Tachkent et Magadan).

Comme nous nous sommes réjouis de l'adoption, pendant l'été 1990, de la Loi sur la presse, si longtemps attendue et excellente pour nous ! Mais les forces de la perestroïka ont perdu la seconde partie du match. Grâce aux efforts des départements monopolistes, la transparence est dev-

enue beaucoup plus chère. Aujourd'hui par la hausse des prix on réalise tout ce que la limitation de l'abonnement n'a pas pu faire autrefois. Voulez-vous vous abonner à la *Pravda* pour toute une année ? Rien de plus facile ! Et on obligeait les membres du PCUS à s'abonner à une ou deux publications du parti, alors qu'un millier de personnes formant le collectif d'un centre de recherches ou d'une administration devait tirer au sort l'unique carte d'abonnement annuel à la revue littéraire *Novy mir*. Les apparatchiks d'aujourd'hui ont quand même oublié une chose : c'est le lecteur qui choisit. Au lieu de 3 ou 4 publications, il en choisira une ou deux dont il a réellement besoin.

Pour le moment, nous avons une pénurie d'information. Le nombre de nos périodiques est trop petit, même par rapport à 1913, année de l'époque prérévolutionnaire. En 1988, on éditait en URSS 1 578 revues couvrant des secteurs et répondant à des besoins différents. Avant la révolution, leur nombre en Russie était de 8 000. Quant aux pays développés de l'Occident, écrit la revue *Ogoniok* (du 19 mai 1990), nous ne pouvons pas en général rivaliser avec eux. En RFA, qui a cinq fois moins d'habitants que l'URSS, on édite 1 268 revues scientifiques et aux États-Unis 18 500 ! Les Américains font paraître 290 publications de sociologie et l'URSS seulement deux. Au total, plus de 59 000 revues paraissent aux États-Unis. La différence saute aux yeux quand on s'approche d'un kiosque à journaux à Marseille ou à Boston après avoir séjourné à Moscou ou à Tbilissi. Des centaines de périodiques y sont exposés et chez nous, des dizaines ou une poignée. Il en va de même de même dans nos magasins où l'on voit *parfois* une, rarement trois, sortes de fromage ou de saucisses, tandis que dans un supermarché occidental il y a toujours des dizaines de sortes de fromage et de produits de viande.

En revanche, nous dépensons la moitié du papier destiné aux revues du pays pour éditer des revues dites « socio-politiques » et socio-économiques. La part des revues véritablement scientifiques parmi elles est négligeable. La production propagandiste, les publications de divers départements et ministères encombrant tous les kiosques de Soyouzpetchat de Moscou à Vladivostok, ainsi que les rayons des bibliothèques publiques. Ce fonds de périodiques que personne ne lit est régulièrement renouvelé, ce qui permet de remplir et de dépasser même les plans officiels de stockage de vieux papiers. Mais quel être sain d'esprit ira acheter avec son propre argent ou bien lira à la bibliothèque publique sans y être contraint des revues telles que *Problèmes de la paix et du socialisme* (publication communiste internationale qui paraissait à Prague),

Agenda du propagandiste (édité par le PCUS sous 76 formes régionales et dans de nombreuses langues des peuples d'URSS), L'émulation socialiste, La parole du conférencier, Travail socialiste, Correspondant ouvrier et paysan, Économie de l'Ukraine soviétique, Communiste de Géorgie et des centaines de revues semblables.

Se trouvant aujourd'hui en dehors du système d'abonnement obligatoire, la plus grande partie de ces publications « socio-politiques » cesseront tout simplement d'exister. Selon les *Izvestia* (du 24 novembre 1990), le tableau d'ensemble est le suivant :

Au 1<sup>er</sup> janvier 1991, le tirage réservé aux abonnés des journaux fédéraux constitue 64,9 % de ce qu'il était au 1<sup>er</sup> janvier 1990 et pour les revues fédérales, 45,4 %.

Parmi les journaux, *Argoumenty i fakty* a conservé sa position de tête : 22 773 000 abonnés. Rappelons que le tirage de l'hebdomadaire est aujourd'hui de 33 193 000 exemplaires. En novembre 1990, le tirage journalier de *Troud* était de 21 427 500 exemplaires, 17 335 000 personnes s'y étant abonnées. *Troud* est suivi de la *Komsomolskaia Pravda*. En 1990, cette dernière occupait la première place parmi les quotidiens et prétendait, grâce à une diffusion de 21 925 000 exemplaires, avoir accès au livre *Guinness des records*. Au relevé de novembre, elle totalisait 16 317 000 abonnés.

Les *Izvestia*, dont le prix d'abonnement est monté à 22,56 roubles par an, ont perdu elles aussi, comme nous nous y attendions, beaucoup d'abonnés, leur nombre est malgré tout de 3 665 000. Néanmoins, cela leur a permis de figurer parmi les cinq journaux les plus importants par le tirage. Le tirage de la *Selskaïa žizn* (5<sup>e</sup> place) est de 3,5 millions d'exemplaires.

Parmi les journaux fédéraux qui ont vu le nombre de leurs abonnements baisser le plus, on trouve aux abonnés sont la *Literatounaïa gazeta* (1 055 000 exemplaires contre 4 438 000 au 1<sup>er</sup> janvier 1990), la *Pravda* (2 080 000 personnes s'y sont abonnées au lieu de 6 870 000 l'an passé). Parmi les revues, ce sont *Dialogue* et les *Nouvelles du CC du PCUS* qui ont perdu le plus d'abonnés. Leurs tirages respectifs sont de 343 000 exemplaires, soit 19,6 % du niveau de l'année passée, et 152 900 exemplaires soit 22,8 %. Le tirage de la revue *L'homme et la loi* a diminué des trois quarts. *Ogoniok*, devenu plus de deux fois plus cher, a perdu un tiers environ de ses clients. Pour le moment, il est tiré à 4,6 millions d'exemplaires. Le tirage futur : 1,5 million ».

Toutes les opérations de la presse et de la télévision sont tellement tordues dans le pays que la moindre liberté d'achat alliée au fonctionnement du marché et aux nouvelles magouilles administratives des départements centraux conduit non seulement à l'élimination des déformations anciennes, mais à l'apparition d'anomalies nouvelles. Seuls l'hebdomadaire *Argoumenty i fakty*, ainsi que les quotidiens *Komsomolskaïa Pravda* et, dans une moindre mesure, les *Izvestia* ont su

se maintenir sur la selle dure de la perestroïka, attirer de millions de nouveaux lecteurs et, ce qui est essentiel, ne pas les perdre lors de la hausse de leurs prix en 1991.

Le collectif des journalistes *d'Argoumenty i fakty* a annoncé la dissolution de la cellule du PCUS de la rédaction : désormais, les journalistes de l'hebdomadaire membres du PCUS pourront se faire enregistrer dans leur lieu de résidence. Il se débarrassait ainsi du diktat idéologique de deux partis communistes à la fois : celui de l'URSS et celui de la Fédération de Russie, de Mikhaïl Gorbatchev et d'Ivan Polozkov. « Nous voudrions informer les lecteurs, écrivait *Argoumenty i fakty* du 30 juin 1990, que ces derniers mois le nombre d'«indications précieuses» du CC du PCUS a brusquement diminué. Nous recevons, il est vrai, des demandes qu'il n'est pas obligatoire de satisfaire. Parfois, des courriers arrivent dans des voitures spéciales avec des paquets «secrets» qui ne contiennent généralement rien de secret. Les convocations «sur le tapis» place Staraja (siège de l'appareil du CC du PCUS.), particulièrement caractéristiques de la période initiale de la perestroïka, ont complètement cessé ». Dès la fin de 1990, l'hebdomadaire *Argoumenty i fakty* a cessé d'être une publication de l'organisation de propagande idéologique Znanié et est devenu un journal absolument indépendant. Il est vrai qu'il ne possède toujours pas sa propre imprimerie, ni de locaux normaux pour la rédaction ; et les livraisons de papier ne lui sont pas garanties. Il est resté en tête-à-tête avec ses adversaires dans l'âpre lutte pour la survie, contre le diktat – désormais économique et non plus idéologique comme dans le passé – de ceux qui ont entre leurs mains le papier, les imprimeries, les postes, les banques, les locaux et même l'information.

Les dirigeants *d'Argoumenty i fakty* ne sont pas nés d'hier eux non plus. Une dizaine sont devenus députés du peuple de l'URSS et de la Fédération de Russie. Ces journalistes en ont vu de toutes les couleurs avant de pouvoir en 3 ou 4 ans, sans se «casser le cou», porter le tirage de l'hebdomadaire de 1,5 à 34 millions d'exemplaires. Ayant gagné la reconnaissance du public, ils lui donnent de nouveaux moyens de comprendre ce qu'est notre société, comment fonctionnent ses institutions, comment sortir de la paralysie qui a saisi le pays à l'issue des 70 ans de lutte pour une vie meilleure.

En décembre 1990, le tribunal du peuple de l'arrondissement Baoumann de Moscou a rétabli dans son poste, à la rédaction des *Argoumenty i fakty*, A. Arkhipov, rédacteur de la section du courrier. Ce dernier avait énergiquement lutté contre l'orientation politique de l'heb-

domadaire, condamné la sortie du PCUS qu'avait décidée sa direction, essayé de diffuser des données compromettant la rédaction (r propos de contacts avec des banques occidentales, etc.). Il tâchait d'affirmer dans les pages de l'hebdomadaire la position du groupe des députés « Soyouz » au Soviet suprême de l'URSS opposée aux points de vue du bloc « Russie démocratique » représenté, parmi les collaborateurs titulaires d'*Argoumenty i fakty*, par cinq députés de la Fédération de Russie et un député du Soviet de Moscou.

La rédaction d'*Argoumenty i fakty* (N° 4, janvier 1991) a déclaré qu'elle saluait les critiques à son adresse de la part des journaux *Pravda*, *Sovietskaïa Rossia*, *Rabotchaïa tribouna* (Tribune ouvrière), *Vétéran*, *glasnost* (publication du CC du PCUS, à ne pas confondre avec celle de Sergueï Grigoriant, beaucoup plus honnête, célèbre et ancienne). Car tout récemment encore, lisait-on dans l'éditorial d'*Argoumenty i fakty*, nous devons écouter toutes ces critiques dans les bureaux du CC du PCUS où se prenait jusqu'ici les décisions de fermeture ou de persécution afin de contrer la critique de journaux, de programmes de radio et de télévision. On ne critique pas qu'*Argoumenty i fakty*, on condamne vigoureusement toute la presse sans parti (c'est-à-dire : qui n'appartient pas au PCUS). On attaque aussi Boris Eltsine. Par exemple, la *Sovietskaïa Rossia* a publié à elle seule, le 19 janvier 1991, six articles critiquant sévèrement Eltsine et dix le 23 janvier ! La *Pravda* a elle aussi publié des matériaux de cette sorte.

Un rôle extrêmement important incombe aujourd'hui à la presse. Il est pour le moins aussi important que les actions attendues du pouvoir central et du Parlement. Son importance réside dans la nécessité de faire progresser la conscience sociale, de détruire les stéréotypes de la mentalité totalitaire et mythologique, de débarrasser notre conscience des vieux dogmes, de briser les fols espoirs de voir apparaître, d'en haut ou de côté, un bienfaiteur à pouvoirs extraordinaires. Notre société ne peut changer qu'à condition de bien comprendre que le moment est critique, que personne ne résoudra «tes» problèmes et ne tentera de les résoudre, qu'il faut réfléchir toi-même, et cela précisément aujourd'hui. Pour le moment, l'opinion publique est sans défense contre l'État ; elle n'a pas de mémoire ; elle est désorientée et opprimée. L'appareil du Parti et de l'État possède seul toute l'information, et maîtrise tous les contrôles pratiques de gestion, y compris avant tout la protection contre tout attentat destiné à lui arracher le pouvoir.

Aujourd'hui, ce à quoi la conscience des masses fait le plus penser, pour utiliser une analogie de L. Sédov, politologue renommé,

c'est à un adolescent sain mais borné, qui s'est retrouvé dans le monde des adultes. Confus et déconcerté par ses échecs, par son incapacité de vivre comme eux, se jetant d'un excès (« je ne connais pas d'autre pays où l'homme respire aussi librement. ») dans l'autre (« Nous sommes les pires.. »), le porteur de cette mentalité contient en lui le grave danger d'impulsions primaires et de solutions de force (« tout partager », « rendre égaux tous les hommes », « en finir avec la mafia et les coopérateurs ») et du désir soit de se couper des autres (« Si cela continue, la Russie sortira de l'URSS », « Il faut revenir à nos sources et racines, sans cela il n'y aura pas de salut national »), soit d'aller «casser la gueule» à quelqu'un (« Débarrassons notre patrie des éléments allogènes qui l'ont ruinée »).

Au contraire, la capacité de se résigner à l'imperfection du monde, à la complexité des réalités, la capacité de comprendre les autres acteurs sur notre scène politique, suppose non seulement la tolérance, mais aussi une sociabilité, des talents d'analyse, une ouverture à l'information globale et certaines ressources culturelles qui n'existent pas aujourd'hui ou dont dispose seulement un petit groupe d'intellectuels se débrouillant mal en politique ou n'ayant pas d'accès à la presse.

Pour que la société atteigne maturité et compétence, la presse est utile, en effet. L'expansion culturelle et la profondeur historique à laquelle elle peut prétendre sont déterminées essentiellement par les événements contemporains et l'information actuellement disponible. Mais le public a besoin de plus que la presse. Une société mure, indépendante, autonome, c'est-à-dire une société de forte démocratie, avec institutions représentatives développées a besoin pour apparaître de ressources intellectuelles beaucoup plus fondamentales et de nombreuses années de travail. Les réformes des années 60 ont échoué, d'une part à cause de la faiblesse politique de la direction réformiste, et d'autre part à cause de concours de circonstances historiques malheureux. Une des causes consistait en ce que le groupe d'intellectuels dont les idées avaient servi de base aux réformes de Khrouchtchev n'avait pas eu le temps de créer autour de lui un milieu assez large, capable d'assimiler de façon systématique les nouvelles valeurs et idées, les nouvelles opinions et notions.

Le «servage» pour les journalistes soviétiques pendant des décennies avait la forme d'une structure bien ordonnée, à échelons multiples. Un contrôle total était exercé à tous les niveaux de la hiérarchie. Tout journal du parti paraissant dans un district à quelques milliers d'exem-

plaires était contrôlé sévèrement et en permanence par tous les comités du parti aux échelons supérieurs jusque et y compris le CC du PCUS.

Qu'un journaliste essaie d'être en désaccord avec ses chefs ou d'exposer publiquement une idée séditeuse (c'est-à-dire, toute opinion qui déplaît à ses supérieurs) sur un sujet insignifiant - même non politique - et la place de ce journaliste devenait aussitôt vacante : le nombre de chômeurs augmentait d'une unité. Nos journalistes n'avaient jamais, *en fait*, de protection sous forme de syndicat ou d'Union des journalistes de l'URSS, ni même sous la forme d'un tribunal. Le « coupable » devenait un paria d'un jour à l'autre, et il ne pouvait pas même compter sur la protection sociale dont bénéficiait chaque travailleur soviétique de base : paysan ou ouvrier, employé ou instituteur. Idéologiquement, le journaliste soviétique, tout comme le démineur, ne pouvait commettre qu'une seule faute. Et j'ai déjà dit qu'à la fin de 1990, ce système restait intact. La direction de l'Union des journalistes de l'URSS a été composée, durant des décennies, des «chevaux de retour les plus stupides» du CC du PCUS et du KGB de l'URSS ! Dans l'appareil du parti et dans la police politique, il fallait obtenir au moins quelques résultats, tandis que fonctionner dans les appartements luxueux de l'Union des journalistes de l'URSS a toujours été une sinécure bien rémunérée. Cinq ans de perestroïka ont passé, mais en ce qui concerne la direction de l'Union rien n'a bougé.

Toutefois, dire que l'Union des journalistes d'URSS a été conservatrice ou réactionnaire serait exagérer son rôle, car le conservatisme tout comme l'attitude réactionnaire, tout blâmables qu'on les puisse trouver, représentent des traits distinctifs. Or, de trait distinctif, l'Union des journalistes n'en a jamais eu. Association formelle de dizaines de milliers de personnes intelligentes, énergiques, inventives, l'Union a réussi à rester pendant des dizaines d'années une masse amorphe et anonyme à laquelle l'appareil du Parti, en la pétrissant savamment, savait faire prendre toutes les formes, toutes les configurations voulues. Et c'est toujours le Parti qui se chargeait de combler, lorsqu'il en survenait, les vacances dans l'appareil de l'Union, en désignant parmi ses permanents ceux dont le tour était venu d'être pourvus d'une sinécure. C'est ainsi que les secrétaires de l'Union étaient toujours recrutés parmi les directeurs des publications du Parti, au sommet de la hiérarchie des organes de presse, de Moscou aux chefs-lieux de région ; que, des années durant, les fonctions de Président du conseil d'administration de l'Union n'ont guère été qu'un supplément à celles de rédacteur en chef de la *Pravda*, alors que la vice-présidence du conseil était assumée par

les chefs de l'agence TASS, des *Izvestia*, de la Gostéléradio, de Novosti, et ainsi de suite. Un nouveau directeur général de l'agence TASS, par exemple, arrivant pour remplacer l'ancien qui venait de prendre sa retraite, trouvait son fauteuil qui l'attendait à la tête du Conseil d'administration. Son intronisation n'était qu'une question de temps, le temps qui allait s'écouler jusqu'au plénum suivant.

Simple au point de paraître primitif, le schéma fonctionnait à tous les coups. Chaque élément s'y voyait attribuer une place bien définie : les apparatchiks se la coulaient douce ; l'élite des journalistes servait à constituer les délégations chargées de développer les « contacts internationaux », les autres, pourvu qu'ils se montrassent assez actifs, bénéficiaient de bons de séjour dans des maisons de santé. La vie y avait le rythme doux d'une suite de séminaires, de réunions et de congrès.

Et loin, très loin de là, dans des bourgades et des grandes villes, se jouaient entre-temps les drames habituels de la vie journalistique : impuissants à se défendre contre l'arbitraire, des journalistes, parce qu'ils étaient honnêtes et que les compromissions leur répugnaient, étaient persécutés, chassés des rédactions, poussés au suicide, enfermés dans les asiles quand ils ne se retrouvaient pas tout bonnement derrière les barbelés d'un camp quelque part en Sibérie.

Y a-t-il eu un seul parmi eux pour qui l'Union des journalistes a jamais pris fait et cause ? A qui elle a tendu une main secourable au moment où il chancelait sous les coups ? Du reste - rendons-lui cette justice - elle en eut été bien incapable, réduite qu'elle était à la condition d'un garçon de courses toujours prêt à courir où on lui dit et à en rapporter ce qu'on lui demande, sans discuter.

Le 5 février 1991, le VII<sup>e</sup> Congrès des journalistes soviétiques s'est ouvert à Moscou. La plus grande partie de ses délégués avaient plus de 50 ans. Ce sont eux qui ont défendu Léonide Kravtchenko pendant la longue discussion de la question de la révocation de député du peuple de l'URSS qui avait reçu son mandat de l'Union des journalistes de l'URSS en tant qu'organisation sociale.

## *Chapitre deuxième*

### **TASS, LAN, Interfax, SIBIA**

#### **et autres agences**

Le pouvoir soviétique a toujours tenu la bride haute aux journalistes. Il contrôlait minutieusement et orientait la production d'information socio-politique, qu'il s'agisse d'un journal mural ou du communiqué relatif à une réception au Kremlin.

Qu'est-ce qu'un journal mural ? Quelques articles manuscrits ou tapés à la machine, collés sur une feuille de carton avec une paire de dessins, de photos, affichés tous les mois dans les couloirs de toutes les administrations, usines et écoles soviétiques, partout où il y avait des comités du PCUS (et ils étaient partout). L'abolition de la CENSURE et l'affaiblissement de la dictature du PCUS dans tous les domaines fait changer la technologie de ces *dazibao*. Une possibilité est apparue, ne serait-ce que théorique, d'imprimer quelque chose, de reproduire le texte et de distribuer les copies à tous ceux qui le désirent. Autrefois, c'est seulement dans les importants collectifs de travailleurs, comptant des milliers de personnes, qu'on éditait des journaux imprimés comprenant deux à quatre pages de petit format et tirés à quelques centaines d'exemplaires.

Seuls ces journaux n'avaient pas l'obligation de reproduire les communications officielles de TASS, agence télégraphique de l'URSS qui a rempli dans le pays, durant des décennies, les fonctions de ministère de l'information. Les journaux centraux, de république, de région, et de district recevaient tous les jours par télétype des textes officiels avec indication détaillée de la place et de la date de leur publication. Rien de son cru, aucune improvisation ! C'est pourquoi, en ouvrant un quotidien quelconque, la *Pravda*, les *Izvestia* ou le journal républicain de Géorgie *Zaria Vostoka* (Aube de l'Orient), on voyait très souvent une ou deux pages absolument identiques, avec les mêmes communiqués du Kremlin.

Encore aujourd'hui, TASS envoie ses instructions, mais les destinataires réagissent tout autrement. Ceux qui, tout récemment encore, portaient la main à la visière et exécutaient les moindres instructions de

Moscou, se sont enhardis. Et à quel point ! Non seulement ils font fi de l'opinion des supérieurs, mais ils reproduisent des copies de ces instructions télétypées pour que tout le monde puisse les lire. Précisément comme l'a fait le 6 novembre 1990 le journal républicain *Zaria Vostoka* (paraissant en russe), à la veille de la fête de la Grande révolution socialiste d'Octobre, annulée en Géorgie :

CONFIDENTIEL

A L'ATTENTION DES REDACTIONS

La procédure suivante est recommandée pour la parution des quotidiens centraux du Parti, de territoire de région avant et pendant les fêtes :

— Le 6 novembre, tous les journaux paraissent comme d'ordinaire.

— Le 7 novembre, les journaux publient le discours de salutations de M. Gorbatchev, les interventions des participants à la réunion solennelle consacrée au 73<sup>e</sup> anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre.

— Le 8 novembre, les journaux publient un rapport sur la manifestation et le défilé militaire du 7 novembre sur la Place Rouge.

— Les rédactions et les organes locaux décident de l'utilité de faire paraître les journaux le 9 novembre.

(TASS)

ECLAIRCISSEMENT INDISPENSABLE

TASS a donné un ordre. Pendant des décennies de tels ordres avant chaque fête ou jour mémorable. Par *Zaria Vostoka* aussi. Qui donne ces ordres ? Pourquoi les transmet-on au nom d'une agence d'information, sans signature de leur auteur ? A quelle sanction peut-on s'attendre en cas de désobéissance ? Nous ne le savons pas. Nous savons seulement qu'ils sont censés être exécutés rigoureusement.

Aujourd'hui, la Loi sur la presse a été adoptée en URSS. Pour le

moment, nous n'avons pas dans notre république de législation appropriée, et c'est pour cela que nous avons consulté la législation fédérale. Nous avons feuilleté toute la Loi sur la presse sans trouver d'indications sur le rôle dirigeant de TASS, sur son droit de recommander quoi que ce soit ou d'adresser tel ou tel ordre aux journaux. Rien de semblable !

Mais ne transigeons pas avec notre conscience : l'initiative d'envoyer ces instructions dans toutes les villes appartient, naturellement, non pas aux journalistes de l'agence, mais à celui qui, assis dans un bureau de Moscou, s'est habitué à « gérer » les cœurs et les esprits d'un sixième des habitants de la planète. L'habitude d'obéir sans murmure aux recommandations anonymes ne se serait pas fait sentir avec la même force s'il n'y avait eu la mention de la nécessité de publier des reportages sur le défilé militaire à Moscou. Notre lecteur n'a-t-il pas une envie passionnée de voir des engins blindés en de vastes panoramas photographiques ?

La phrase « TASS est habilitée à annoncer », qui précède parfois les plus importantes déclarations de Moscou, a toujours été un des symboles officiels du pouvoir soviétique. Dans le passé, TASS s'est toujours distinguée par ses informations tendancieuses et le respect absolu de la ligne officielle.

Son directeur général et les principaux commentateurs politiques étaient désignés par les instances supérieures du parti. Les communiqués de TASS étaient souvent accompagnés de la note « à publier obligatoirement » avec indication du journal et de la page où cela devait être fait. Les journalistes se souviennent que toute divergence par rapport à la norme était immanquablement réprimée. L'agence était promoteur de directives idéologiques, ce qui libérait les fonctionnaires du parti et de l'État de la nécessité d'expliquer et de commenter personnellement les événements politiques.

1985 et les années suivantes ont brisé les anciennes structures. L'ornemental Soviet suprême est tombé et l'article 6 de la Constitution a été annulé. La presse « informelle » a ouvert ses pages à des points de vue différents. Des agences peut-être peu puissantes mais indépendantes, sont apparues. Dans cette situation un nouveau rôle semble être échu à TASS. Celui d'un établissement d'État contrôlé non pas par un parti, même si celui-ci se trouve au pouvoir, mais par les organes suprêmes de l'État. TASS devrait ainsi devenir une agence d'information objective. Il semble, cependant, que TASS préfère comme auparavant, la lutte des classes et une politique des barricades. L'un de ses premiers objectifs est d'alimenter en information la presse du parti. Les articles sur les extrémistes, sur les « démocrates de la onzième heure », ou sur les petites querelles entre la

«gauche» et les radicaux, constituent pour TASS un « vivier à dépêches » en ces temps de perestroïka.

Un autre objectif non moins important est la préparation idéologique à la veille d'événements majeurs. Et voici autre chose de curieux. En passant par les canaux de TASS, une affirmation semble acquérir un certificat de qualité. En arrivant sur les téléscripteurs les rumeurs, les conjectures, les élucubrations sont légalisées et il ne devient plus honteux de les publier avec le sceau de l'information authentique. En général, les bureaux de vérification dans les journaux ne contrôlent pas les articles de TASS.

TASS est un réseau d'information géant qui compte des dizaines et des centaines de bureaux en URSS et à l'étranger. En Géorgie, par exemple, des centaines de personnes travaillent pour cette agence, mais elles ont décidé, tout comme leurs collègues des républiques baltes, de se proclamer indépendantes vis-à-vis de TASS, de partager les biens immobiliers et de passer à des rapports contractuels fondés sur une absolue égalité de droits. TASS a toujours été dirigée par des personnalités qui dans la hiérarchie journalistique occupaient la deuxième place (après les dirigeants de la *Pravda*). Après avoir dirigé durant de nombreuses années le collectif de TASS, Léonide Zamiatine est passé dans l'appareil du CC du PCUS et s'est trouvé, pendant une bonne dizaine d'années « de stagnation », à la tête du département de l'information internationale, orchestrant tout le processus de glorification en Occident de la politique de Brejnev. Puis, Zamiatine est devenu ambassadeur d'URSS à Londres, poste qu'il occupe jusqu'à présent. Quand Zamiatine dirigeait un département du CC du PCUS, il avait pour adjoint V. Ignatenko, personnage central dans l'appareil qui à la présidence de l'URSS s'occupe des liaisons avec la presse. Chez nous, les meilleurs hommes de l'« époque de stagnation » ont doucement rejoint l'avant-garde des forces de la perestroïka.

L. Zamiatine n'accorde pas d'interviews, V. Ignatenko n'est pas intéressant, car il joue un rôle secondaire. Il est d'autant plus utile de lire attentivement un article consacré aux activités de TASS et qui brosse le portrait de Léonide Kravtchenko, directeur général de TASS. Le 14 novembre 1990, il a été nommé, par un arrêté du Président de l'URSS, sans approbation par le Soviet suprême de l'URSS, président du Comité d'État de l'URSS à la télévision et la radiodiffusion. Voici son interview par le journal *Moskovskaïa Pravda* (du 5 mai 1990) où la langue de bois ordinaire du parti laisse malgré tout percevoir (très faiblement) que ce personnage hors du commun regrette l'état de fait actuel au sein du PCUS:

— De nos jours, les médias - le principal forum de discussion dans le cadre de la perestroïka - font eux-mêmes l'objet d'un débat acharné. Il existe une énorme divergence de vues : depuis l'affirmation que la presse est (ou est presque) le moteur de la perestroïka jusqu'aux accusations de nos confrères selon qui tous les à-coups et dérapages de cette dernière seraient dus aux médias. Ces attitudes très différentes envers le flot d'information qui s'est abattu sur nos lecteurs et auditeurs, ne cesse d'étonner.

J'aurais été très étonné si tout le monde avait été ravi du boom informationnel. L'information a trop longtemps été minutieusement rationnée dans notre société ; aussi elle ne peut pas s'habituer sans douleur à l'«abondance» actuelle. Je pense que nous autres journalistes n'étions pas non plus prêts à ce que les restrictions fussent si rapidement éliminées. En tout état de cause, j'ose affirmer que nous sommes très loin de connaître notre public. Nous sommes seulement en train d'apprendre à pronostiquer sa réaction. Laissons de côté les orthodoxes auxquels la langue vraie donne mal à la tête. Adressons-nous à la masse de ceux pour qui nous travaillons, aux gens honnêtes et sincères. Tous ne sont pas ravis de n'avoir plus pour être informés à capter la nuit les «voix étrangères». Il suffit désormais d'ouvrir les pages du journal.

— *Je dirais, des «pages fumantes»...*

— C'est bien cela. Et elles fument de nouvelles qui ne sont pas toujours agréables. Il faut s'y habituer. Car les gens, surtout de la vieille génération, ont acquis des habitudes toute différentes. Sans le vouloir, les zéloteurs de l'optimisme officiel ont habitué ces gens à lire entre les lignes et à partir du principe qu'on leur cache quelque chose. Par exemple, certaines insuffisances sont mentionnées, et on conclut que tout va mal. Mais ici il est écrit noir sur blanc que la situation est critique. Il faut signaler à ce propos que la leçon amère de Tchernobyl réside également dans le fait que l'éclairage de cette tragédie a été, espérons-le, l'une des dernières apparitions de cette demi-vérité qui est pire que le mensonge. Mais si l'essence de notre travail se réduisait à l'enregistrement des faits exacts, je pense que le dialogue même concernant l'incidence des médias sur les processus sociaux ne paraîtrait pas sérieux...

— Naturellement. Il ne suffit pas de constater tel ou tel événement. La constatation impartiale peut également jouer un rôle destructeur. Supposons que vous rappelez sans cesse à quelqu'un un handicap physique. Ce sera bien la vérité. Mais une vérité qui n'apportera aucune joie à ce malheureux. Il en sera autrement si vous lui racontez comment l'un de ses compagnons d'infortune a trouvé sa place dans la société. La vérité est le pivot de notre métier, l'instrument principal de notre production mais il doit être un outil de création, pas de destruction.

— *Il faut dire que la Moskovskaïa Pravda ne vous a pas choisi aujourd'hui comme sujet d'interview seulement par ce que vous êtes à la tête de l'une des plus grandes agences d'information mondiales. A la Stroïtelnaïa gazeta, vous avez progressé de simple reporter au poste de rédacteur en chef. Dans la première moitié des*

*années 80, vous avez dirigé Troude, puis vous avez été vice-président de Gostéléradio, et je suis persuadé que ce n'est pas un hasard si votre travail dans ces médias a coïncidé avec des concessions remarquables au lecteur, au spectateur et à l'auditeur. Ne nous arrêtons pas sur le travail à Gostéléradio, bien qu'il fut marqué par l'apparition de plusieurs chaînes sans lesquelles le petit écran est inconcevable aujourd'hui. C'était en effet le temps du renouveau, dont avaient rêvé des générations de journalistes. Mais considérons le Troude des années 1980 à 1985. L'organe aride du Conseil central des syndicats soviétiques est tout à coup devenu le journal le plus lu du pays. Son tirage est passé de 9 à 19 millions d'exemplaires. Et comment vont les affaires ici, à l'agence TASS ? TASS est fournisseur de textes officiels... des textes que toutes les publications — du centre à la base — sont obligées de reproduire.*

— Mais c'est un anachronisme que d'affirmer que toutes les fonctions de TASS consistent seulement à diffuser les communications gouvernementales. S'il en était ainsi, il est peu probable que notre agence jouisse d'une telle autorité à l'étranger. Les informations de TASS sont diffusées en huit langues par l'intermédiaire de 100 agences et reçues en permanence dans 130 pays. La production journalière de TASS représente 750 pages de journal. Est-ce que le gouvernement, même d'un pays aussi vaste et riche en événements que le nôtre, pourrait être la seule source de cette immense quantité de nouvelles ? Cette chaîne informationnelle forme pour ainsi dire deux flux : l'information intérieure qui est diffusée dans l'ensemble de l'URSS et à l'étranger et l'information internationale diffusée dans l'ensemble de l'URSS.

— *Ce que vous avez dit témoigne d'un effort colossal fait par un grand nombre de journalistes. Néanmoins, lorsque l'information avec mention «TASS» paraît dans un journal, le lecteur y voit l'opinion officielle des autorités.*

— Malheureusement, une telle appréciation accompagne également les textes qui ne sont aucunement gouvernementaux par leur contenu. Même lorsque la formule courante «TASS est habilitée à déclarer» est utilisée, l'auteur de l'information n'est pas toujours - loin de là - le gouvernement, ni même TASS. L'agence n'agit que comme intermédiaire. Et, à mon avis, il est tout à fait absurde lorsqu'un de nos correspondants publie une information, par exemple, sur la vie culturelle - qu'il le fasse au nom de toute l'agence. Il en est d'ailleurs souvent ainsi par la faute des journaux qui laissent la mention «TASS» mais ôtent - on ne sait pourquoi - le nom de l'auteur. Je suis résolument contre cet anonymat et je ne vois aucune raison de remplacer l'auteur par l'organe ou l'établissement qui diffuse l'information. TASS est bien habilitée assez souvent à faire telle ou telle déclaration. Alors pourquoi ne pas dire sans ambages exactement qui Ta habilitée ?

— *Mais revenons aux communications officielles. Car, aujourd'hui aussi, c'est souvent à cause d'elles que nos journaux ont une apparence de jumeaux.*

— Je dirai aussitôt que je suis adversaire résolu de toutes sortes de clichés journalistiques «obligatoires». Mais il faut préciser pour être juste que la nature de certaines

nouvelles diffusées par nos canaux est telle, à mon avis, qu'aucune publication respectable ne saurait refuser de les publier. Cependant, je le répète, je me prononce pour la liberté totale dans ce domaine. La rédaction doit avoir le droit du jugement définitif. En ma qualité de lecteur régulier de la *Moskovskaïa Pravda*, je salue les décisions de ce journal de ne pas publier les communications officielles qui parviennent si tard que cela met en cause l'horaire de parution. Notre tâche consiste non seulement à transmettre l'information en temps utile mais aussi à tout faire pour qu'elle soit lue sans que soit ressentie la moindre contrainte.

— *Quels souhaits formulez-vous en ce jour qui est la fête annuelle des journalistes ?*

— A quoi peut-on penser le jour de la fête professionnelle, sinon à la santé de l'œuvre dont on est chargé ? Ces derniers temps, TASS s'est bien dotée, et continue à se doter, des équipements les plus récents. Il ne s'agit pas de « combler des lacunes », ni même de moderniser. Nous passons à un niveau technique supérieur. Je ne vais pas fatiguer les lecteurs en énumérant nos acquisitions. Je ne parlerai que de leur objectif stratégique. Nous voulons créer une banque de données électronique. Ce sera un entrepôt jamais vu des informations les plus riches et les plus variées sur pratiquement toutes les secteurs clés de la connaissance.

— *Mais « banque » est une notion commerciale...*

— En effet, elle est commerciale. A notre époque de gestion autonome, il n'est plus temps de craindre ce mot. Il va de soi que le contenu de la banque ne sera pas en jouissance exclusive de TASS. Il sera accordé précisément selon le principe commercial à ceux qui nous le demanderont.

— *J'entends déjà le reproche: « L'agence gouvernementale devient le monopoliste de l'information ; et cela dans un contexte de multipartisme ».*

— Nous avons l'intention de n'instituer aucune restriction préalable à nos partenaires éventuels. Ni aux entreprises, ni aux organisations, ni aux partis politiques. En fin de compte, les renseignements exacts, la vérité ne sont jamais à craindre si l'on est persuadé de la justesse de sa cause ».

En décembre 1990, Lev Spiridonov, 59 ans, agrégé de philosophie, est devenu le nouveau directeur général de TASS. Avant sa nomination, il avait travaillé dans le Komsomol (Jeunesses communistes), puis au ministère des Affaires étrangères de l'URSS ; il avait été rédacteur du journal *Moskovskaïa Pravda*, secrétaire du Comité du PCUS de Moscou-ville et, dernièrement, le premier adjoint du rédacteur en chef de la *Pravda*. Pratiquement inconnu du public soviétique comme journaliste, il s'est rangé parmi les nouveaux promus du Président (Pugo, Gromov, Kravtchenko, etc.).

Les activités des plus grands ministères et administrations soviétiques, que ce soit le Ministère de la défense ou le Bureau politique, ont toujours été cachées au public, du moins au public soviétique. Nous

autres, Soviétiques, comme le «mari cocu», étions toujours les derniers à apprendre des choses sur notre pays. Qui pouvait supposer que pendant des années et des années l'agence TASS faisait bien plus que de transmettre aux médias soviétiques les informations du Secrétariat et du Politburo du CC du PCUS ?

Il y a 25 ans, sortait le premier numéro d'EcoTASS, bulletin d'informations économiques publié par l'agence TASS et destiné aux lecteurs aussi bien soviétiques qu'étrangers, à l'intention d'experts dans divers domaines économiques, financiers et dans les rapports économiques extérieurs. C'est pour eux qu'on publie des informations sur les négociations commerciales en URSS et à l'étranger, sur les contrats d'import-export ; des données sur la conjoncture des marchés, sur les cours de change des monnaies étrangères, etc. Dans la rubrique « Affaires : à la recherche de partenaires » on publie régulièrement les annonces publicitaires de sociétés étrangères et soviétiques désireuses de nouer des contacts d'affaires en URSS ou dans d'autres pays. Ces services sont payants, en roubles pour les clients soviétiques, et en monnaie forte pour les clients étrangers.

Mais combien faut-il payer pour un abonnement annuel à EcoTASS et qui peut s'y abonner ? Un abonnement annuel au bulletin quotidien en russe est de 1 500 roubles pour les clients soviétiques. Toute société, tout organisme étranger ou soviétique peut s'y abonner, dans la langue et pendant la durée de son choix, avec livraison à domicile ou au bureau de poste.

Les contribuables soviétiques ne savent pas grand-chose des activités de l'organisation connue depuis une cinquantaine d'années sous les noms successifs de Bureau soviétique d'information, d'agence de presse Novosti et d'agence d'information Novosti. A noter que le dernier changement de nom de cet analogue de l'USIA américaine est intervenu récemment après que de nombreux membres du Soviet suprême de l'URSS et du Soviet suprême de la fédération de Russie, ont douté qu'elle doive survivre. L'agence Novosti emploie à l'étranger plus de personnes que le Ministère des affaires étrangères. Que de publications, d'ordinaire gratuites, destinées aux lecteurs étrangers ! On peut affirmer avec assurance qu'il y en a parmi elles très peu qui aient un intérêt, une valeur quelconques. A preuve, les quantités d'invidus qui recueillent la poussière dans les gares et les aéroports internationaux d'URSS. Ajoutez-y les revues à la gloire de la réalité soviétique destinées aux étrangers et publiées dans leurs pays respectifs : elles n'ont jamais fait l'objet d'une demande authentique ni à Sofia, ni à Paris, vu leurs mensonges éhontés. Puisque

l'on avait assez de moyens pour subventionner tous les partis communistes du monde (leurs journaux et livres étaient achetés en devises ; leur personnel était formé ; leurs dirigeants passaient leurs vacances dans les meilleures stations balnéaires soviétiques ; ils recevaient de nous des armes ; nous les aidions à prendre le pouvoir, nous les protégeions), on pouvait tout aussi facilement entretenir plusieurs dizaines ou centaines de journalistes étrangers, prêts à appuyer dans la presse n'importe quelle action soviétique, en échange de récompenses. Les nombreux « amis de l'URSS » venaient souvent et avec plaisir dans notre pays à l'invitation de l'agence Novosti qui leur réservait un accueil chaleureux. Ces étrangers touchaient d'importants honoraires qu'ils pouvaient dépenser dans des magasins spéciaux, riches en articles occidentaux de la meilleure qualité. Ces messieurs n'avaient même pas à signer de reçus : ces derniers étaient faits par leurs accompagnateurs soviétiques. Les invités de l'agence Novosti pouvaient même amener leurs enfants et leurs proches avec eux pour voyager à travers l'URSS. Aujourd'hui, certes, tout n'est plus comme avant mais le conseil d'administration de l'agence Novosti est toujours constitué des personnes qui le composaient il y a des années. Voilà ce qu'écrivait au sujet de Novosti son ancien commentateur politique, Mikhaïl Poltoranine, actuellement ministre de la Presse et de l'Information de la Fédération de Russie (*Manager*, n° 11, 1990) :

« L'idée de mettre en place une agence d'information de la Fédération de Russie s'est heurtée à de grandes difficultés. Le gouvernement russe supposait qu'elle pourrait être formée sur la base de l'agence Novosti. C'était logique : l'agence Novosti avait été formée dans les plus dures années de « guerre froide » afin de contrer la propagande occidentale. Aujourd'hui cet objectif ne se justifie plus. Alors pourquoi cette filiale semi-officielle du KGB ne peut-elle pas devenir une vraie agence d'information ? Apparemment, cette question ne se pose pas au Président soviétique car par son arrêté il transforme l'agence de presse Novosti en l'agence publique d'information Novosti. Cette oukase est en contradiction avec la législation en vigueur car, officiellement, l'agence était considérée comme non-gouvernementale : sa conversion ressemble à la transformation d'un parti politique en un ministère d'État. Et donc, la question de l'agence d'information de Russie et de la télévision de Russie reste toujours ouverte. Dans la presse, par contre, les choses bougent et de nouveaux périodiques ne cessent d'être enregistrés ».

Depuis sa fondation en 1961, l'agence était présentée comme une organisation « sociale » non-gouvernementale, formée par des organismes non-gouvernementaux comme l'Union des journalistes soviétiques, l'Union des écrivains soviétiques, l'Association nationale de vulgarisation scientifique Znanié, le Comité des femmes soviétiques, l'Union des associations soviétiques d'amitié et de relations culturelles

avec les pays étrangers, etc. Mais tous ces co-fondateurs servaient de paravent ou de « parapluie », comme Pa dit Albert Vlassov, le dirigeant actuel de l'agence Novosti. Pendant un quart de siècle environ, cet homme a occupé des postes de responsabilité tantôt à l'agence Novosti, tantôt dans une importante section du CC du PCUS qui a assuré, jusqu'en 1990, la coordination des activités de l'agence, en collaboration avec des organismes de poids comme le Ministère des affaires étrangères, le KGB, le Ministère de la défense nationale. A l'étranger, une multitude d'articles et de livres ont été consacrés aux activités pas du tout officielles auxquelles se livraient de nombreux agents, pardon, de nombreux employés de Novosti.

Si la candidature de Vlassov avait dû être approuvée au sein de commissions des parlements de Russie ou d'URSS, le vote aurait très probablement été négatif, et pas à cause de ses compétences professionnelles. Tout comme ses prédécesseurs dans le poste de président du Conseil d'administration de l'agence Novosti (B. Bourkov, L. Tolkounov, V. Faline), A. Vlassov s'est fait la réputation de personnalité éminente. Seulement, l'agence qu'il leur est échu de diriger a été impliquée dans de nombreuses affaires en violation des normes éthiques du journalisme.

On a bien fait de changer le nom de l'agence. Depuis le 27 juillet 1990, par arrêté présidentiel, l'agence de presse Novosti est donc devenue l'agence d'information Novosti, se transformant d'une organisation non-gouvernementale en une organisation publique. Par ce même arrêté, Albert Vlassov a été nommé au poste de président. Cette libération de l'agence de la tutelle du CC du PCUS constitue une manifestation tangible de la perestroïka. Et pourtant, ses cadres dirigeants et ses fonctions restent les mêmes. Et, selon toute vraisemblance, ils resteront les mêmes. En tout cas, dans les brèves interviews, peu nombreuses, qu'Albert Vlassov a accordées à la presse nationale, il n'est point question de regrets ou de repentirs. Voilà ce qu'il a confié le 1<sup>er</sup> juillet 1990 aux *Izvestia* :

Aujourd'hui les activités d'édition traditionnelles de l'agence Novosti (journaux et magazines en de nombreuses langues étrangères) se complètent de moyens vidéo, radio et de télévision. Par exemple, l'équipe de télévision de Stanislav Polzikov tourne ses reportages dans la quasi totalité des points chauds de la planète pour des chaînes de TV américaines, allemandes, japonaises ou italiennes. Depuis le territoire soviétique, nos reporters photographes ont la possibilité d'envoyer en moins de 17 minutes une photo couleur à n'importe quelle agence du monde : cela est devenu possible grâce aux systèmes de communication par satellite. Novosti possède à Moscou une salle de radiodiffusion reliée

avec les plus grandes radios du monde. Par exemple, pendant les travaux du XXVIII<sup>e</sup> congrès du PCUS, on a diffusé depuis cette salle plus de cent émissions destinées à d'autres pays.

Notre budget, approuvé par le Soviet suprême de l'URSS, se monte à près de 100 millions de roubles par an. Est-ce beaucoup ? Oui, si l'on se souvient des campagnes idéologiques peu efficaces lancées par le passé. Mais aujourd'hui l'agence ne demande que ce qu'il lui faut. Les informations sont une marchandise précieuse dans le monde entier. Par exemple, certains de nos bureaux, notamment en Europe de l'Ouest, gagnent déjà beaucoup d'argent, y compris en monnaie forte. L'assistance que nous apportons aux envoyés spéciaux étrangers ou aux journalistes accrédités en permanence (plus de 4 000 cas l'an dernier) rapporte bien elle aussi.

Le point de vue officiel d'Albert Vlassov et de ses compagnons du CC du PCUS et du KGB a plus d'une fois été exposé publiquement. Selon eux, l'Ouest et l'Est ont tous les deux leur part de responsabilité dans la guerre froide qui s'est poursuivie jusqu'en 1990. Il y a trois ou quatre ans, ils rejetaient toute la responsabilité sur la politique agressive de l'Occident. Quand ils prendront leur retraite dans plusieurs années, ils reconnaîtront dans leurs mémoires ou dans les interviews qu'au cours des cinquante dernières années les hommes politiques occidentaux avaient eu toujours la même opinion de la théorie et de la pratique communistes. C'est nous qui étions sens dessus-dessous, pas eux. Au début des années 90, nous avons commencé à sortir de ce rêve dangereux pour adopter une politique réaliste.

L'APN-IAN occupe des centaines de pièces dans plusieurs gros bâtiments dont le principal domine une des rues centrales de Moscou. Ce bâtiment est connu de tous les journalistes étrangers, car il abrite aussi le Centre de presse du Ministère des affaires étrangères de l'URSS où les hommes politiques soviétiques et étrangers les plus connus dont certains chefs d'État, se rencontrent le plus souvent avec des représentants des médias.

Le bas niveau professionnel du gros de la production de l'APN a des causes multiples. Les meilleurs journalistes de l'agence n'y travaillent pas longtemps, ne voulant pas être des fonctionnaires anonymes et des expéditeurs d'articles écrits par d'autres à l'étranger où personne n'a besoin de la plus grande partie de cette propagande, même gratuite. Les agents des services de renseignements employés comme représentants de l'APN à l'étranger et même comme membres du conseil d'administration ont des allures de merles blancs dans la foule des travailleurs de l'agence : ce sont des femmes et enfants d'apparatchiks importants dans les établissements centraux de la capitale. L'absence de services modernes de bibliothèque, d'archives, d'analyse, d'information est illustrée par l'accès

rigoureusement limité à l'unique salle équipée de photocopieurs, par la présence d'une « bibliothèque spéciale » avec quelques dizaines de périodiques étrangers. A noter que certains d'entre eux, tels que *Rousskaïa mysl* (la Pensée russe), paraissant à Paris, ou *Novoïe rousskoïe slovo* (La nouvelle parole russe) (États-Unis), sont destinés uniquement au président et à ses adjoints. A l'époque de Brejnev et d'Andropov, on arrachait préalablement, dans les deux exemplaires de *Time*, de *Paris-Match*, de *Newsweek*, etc., qu'on recevait pour toute l'Agence, tout ce qui avait rapport à la politique et aux personnes de ces Secrétaires généraux, tout comme toute mention du KGB, des dissidents soviétiques et des personnalités de l'émigration russe et soviétique en Occident. C'est dans cet état « châtré » que ces « échantillons d'idéologie impérialiste pestilentielle » pouvaient être lus par les collaborateurs particulièrement curieux de l'APN.

Dieu merci, il y a aujourd'hui à Moscou, outre TASS et l'APN-IAN, d'autres agences d'information. La plus grande partie de ces agences ne comptent pas recevoir fut-ce un rouble des mains de l'État (sans parler des 100 millions de roubles qui constituent le budget de l'IAN). Tout ce qu'elles veulent, c'est qu'on les laisse tranquilles ! En 1990, les journaux soviétiques ont commencé à reproduire largement des dépêches de petites agences d'information. Les dépêches d'Interfax, de Postfactum, de SIBLA, de Nord-Ouest, de KAS-KOR, du service d'information Pour tous ont permis d'informer nos lecteurs largement et de manière originale.

Les médias les plus importants se réfèrent de plus en plus aux communiqués d'Interfax, dont tous les services sont rassemblés dans quelques pièces de radio-Moscou. Au début, TASS faisait semblant de ne pas remarquer son concurrent potentiel, puis elle a tenté de le rappeler à l'ordre. Elle a ensuite proposé d'acheter les informations de l'agence avec des devises. Après avoir essuyé un refus, TASS s'est alors mise à publier des démentis au sujet de certains communiqués d'Interfax. Ce qui n'a fait que rendre la nouvelle agence encore plus populaire, selon les dures lois de la concurrence. L'agence estime qu'il faut publier toutes les informations reçues, dans le délai le plus bref. Et sans aucun commentaire, pour que les lecteurs puissent se faire une opinion par eux-mêmes. Ce nouveau service été créé par radio-Moscou et l'entreprise mixte soviéto-franco-italienne Interquadro, qui y a investi le capital initial. Au début, Interfax était alimentée par les journalistes étrangers accrédités à Moscou : chaque jour, elle transmettait par télécopieur des communiqués en russe, anglais et espagnol. En outre, on y préparait trois bulletins hebdomadaires thématiques sur les événements les plus importants qui avaient eu lieu en URSS,

ainsi que des interviews exclusives d'hommes d'État et de hautes personnalités publiques. La CENSURE n'était pas encore supprimée dans le pays mais Interfax, dès sa naissance, refusait le contrôle préalable de ses matériaux.

Le nombre d'abonnés à l'agence augmente régulièrement. « Nous nous servons volontiers de l'information d'Interfax. Son travail est conforme aux normes internationales », nous a confirmé Alexeï Maiorov, collaborateur de la BBC.

- **Nous ne courons pas après le sensationnel, dit Mikhaïl Komissar, rédacteur en chef de l'agence. Notre objectif est de refléter objectivement l'événement.**

Ainsi, l'agence était au courant de la fameuse « Lettre ouverte aux communistes de l'URSS » longtemps avant sa publication, quand ce document était encore dans les tréfonds de l'appareil du CC du PCUS et n'avait pas provoqué d'orage. Mais ils savaient aussi que la décision définitive de publier n'était pas encore prise et ils s'abstinrent donc de le révéler.

En revanche, l'agence a diffusé l'exposé abrégé du programme du Parti avant le congrès, plusieurs jours avant que Mikhaïl Gorbatchev communique ce document au Comité central du PCUS. De la même façon, Interfax a devancé la déclaration officielle faite au Soviet suprême de l'URSS sur la réforme en cours de préparation, concernant la transition vers l'économie de marché, et elle a énuméré tous les documents élaborés sous la direction de Léonide Abalkine, vice-premier ministre de l'URSS.

Désormais les médias occidentaux les plus importants commençaient leurs communiqués par des nouvelles sensationnelles, mais pour la première fois elles étaient préparées par des spécialistes soviétiques. Pendant ce temps-là, Mikhaïl Komissar s'expliquait dans les cabinets du Kremlin, affirmant qu'il était prêt à répondre de toutes les erreurs commises, mais qu'il garantissait la véracité de tous les renseignements publiés par l'agence. Autrefois de tels documents étaient tenus profondément secrets avant d'être annoncés à une haute tribune.

Voici ce que Mikhaïl Komissar, rédacteur en chef de la nouvelle agence Interfax, a dit de ses activités au cours d'une interview à l'hebdomadaire *Argoumenty i fakty* (N°30, 1990) :

— **L'organisation Interfax a lancé un défi aux agences d'information TASS et APN. Pour se décider à la concurrence sur une base commerciale contre des monopoleurs si importants, il faut être sûr du succès.**

— L'apparition d'Interfax s'explique du fait que les diplomates et les spécialistes étrangers se plaignaient toujours du manque d'informations fiables sur les événements qui se produisaient en URSS. Ils n'aimaient pas l'information de TASS qui est tendancieuse, politisée, non opérationnelle et ainsi de suite. L'information de l'APN a les mêmes défauts. Aussi avons-nous décidé d'organiser une nouvelle agence pour pouvoir rapporter d'une façon objective les événements qui se déroulent en Union soviétique.

— *Les premières informations d'Interfax sont apparues en septembre de l'année dernière.*

— Toutes les dépenses initiales ayant été amorties en moins de deux mois, nous fonctionnons maintenant sur une base rentable. Nous avons plus de 100 correspondants dans différentes villes d'Union soviétique. Nous utilisons la télécopie, ce qui permet de transmettre un important flot d'information à nos abonnés.

— *Pourtant, on a déjà lu et entendu des démentis à vos informations...*

— Nous vérifions toujours les nouvelles douteuses avec l'aide d'autres correspondants, ou bien nous nous adressons à des instances officielles. Chaque jour ou presque, nous rejetons plusieurs informations qui ne peuvent pas être vérifiées. Quant aux démentis, il n'y a eu que deux et ils ont été transmis par les canaux de TASS. Les méthodes de cette agence nous ont un peu étonnés. Ses collaborateurs ne se sont pas adressés à nous pour connaître les faits dont nous disposons. Cependant, dans un des cas nous avons des preuves incontestables de notre exactitude. Mais nous avons décidé de nous abstenir de polémiquer et de ne pas donner « un démenti au démenti ».

D'ailleurs, selon l'usage dans le monde, un organe d'information n'en dément pas un autre. Il donne tout simplement sa propre information concernant l'événement. Telle est l'éthique des rapports.

— *Il faut vous rendre hommage : les nouvelles de la vie à l'intérieur du pays sont, en règle générale, diffusées par vous plus tôt que par les stations de radio occidentales.*

— Mais c'est tout à fait normal : les journalistes soviétiques doivent apprendre les premiers les événements dans leur pays, de même que les Américains aux États-Unis et les Allemands en Allemagne. Si dans le passé, les choses ont été tout autres, c'était un effet de notre système tordu. Il me semble qu'Interfax a tout simplement remis les choses en place.

Le 11 janvier 1991, la direction du Comité d'État de l'URSS à la radio et à la télévision, avec son président Léonide Kravtchenko, a pris la décision de faire cesser les activités de l'agence Interfax dans le bâtiment du Comité. Kravtchenko a ordonné la saisie de tous les biens qui appartiennent juridiquement à Interfax dans le bâtiment du Comité. Le même jour, l'agence a reçu des locaux dans les bâtiments du Soviet suprême de Russie et de l'Union scientifique et industrielle de l'URSS. La direction du Comité à la radio et à la télévision ne cachait même pas que l'information d'Interfax n'était pas conforme à sa conception politique.

Le conflit entre le Comité et Interfax a été décrit en détail dans toute la presse soviétique et fait pour l'agence l'office d'une campagne de publicité puissante et gratuite.

L'Agence Postfactum, qui est de plus en plus souvent mentionnée dans les pages de la presse soviétique, est elle aussi une réalisation de la perestroïka. Voici ce que l'Agence dit d'elle-même (la citation est puisée dans le journal *Troud* du 18 septembre 1990) :

Nous sommes la première agence indépendante du pays et nous exprimons notre point de vue. Postfactum a été fondé il y a presque un an. Chaque jour, samedi et dimanche compris, à 12, 18 et 24 heures, l'agence diffuse aux abonnés, par téléfax, télex et télétype, un bulletin d'actualités intitulé « L'URSS aujourd'hui ». Les nouvelles comprennent les informations fournies par les correspondants particuliers de l'agence, ainsi que les points de vue de la presse officielle (centrale et locale) et parallèle.

Les bulletins de Postfactum sont utilisés par les organes du pouvoir d'État du pays et des républiques, la télévision, la radio, les journaux, les journalistes étrangers, les ambassades et les représentations des firmes étrangères. Les informations de l'agence sont diffusées à travers le réseau des télécommunications de l'Europe et des États-Unis. En outre, Postfactum fait paraître chaque semaine un recueil d'articles analytiques sur les principaux problèmes de l'économie et de la politique de l'URSS. Ce recueil comprend des données, des résultats d'études et des informations exclusifs ».

Pour conclure le chapitre consacré aux agences de presse, voici une description détaillée de SibLA (Agence indépendante d'information de la Sibérie) faite par la rédaction de la revue *Journalist*, mensuel de l'Union des journalistes de l'URSS (N°9, 1990) et Alexeï Manannikov, rédacteur en chef de l'agence et député du peuple de la Fédération de Russie. Je crois que si Sergueï Grigoriants, rédacteur du journal glasnost (la plus célèbre publication contestataire en URSS) était élu député du parlement de l'URSS et de la RSFSR, on publiait des interviews de lui à l'étranger aussi bien qu'en URSS. Alexeï Manannikov est peu connu jusqu'à présent, mais il occupe une position officielle en tant que parlementaire. Nous publions ci-dessous le texte de son interview par Eléna Korolkova, correspondante de *Journalist*. L'interview a été publiée sous le titre : « Ne crois pas, n'aie pas peur, ne demande pas » :

— Alexeï Petrovitch, l'article de *Sovietskaïa Rossia* intitulé « En enfourchant l'indépendance d'esprit » vous a appelé « tout bonnement une idole » des autonomes et des radicaux, et il vous a rangé au nombre des membres de l'Union démocratique. Qu'en est-il ?

— C'est absurde. Je cherche à être foncièrement sans parti et à ne pas rallier qui que ce soit, du moins formellement. Pas un employé de notre rédaction n'est membre de l'UD. Nous avons publié plusieurs articles contre l'UD, ce après quoi les mem-

bres de l'Union ont catégoriquement refusé de diffuser les publications du SIBIA. En général, attribuer à tout opposant les positions de l'Union démocratique est un cliché de la presse officielle, surtout en province : tout ce qui n'arrange pas les idéologues au pouvoir est rangé dans cette catégorie.

— *Votre position, qui tout à la fois celle d'un rédacteur indépendant et celle d'un représentant de la plus haute institution de la république, ne me semble pas tout à fait naturelle. Un « informel » dans une structure terriblement formelle... Comment en êtes-vous arrivé là ?*

— Commençons par mes débuts dans le journalisme parce que c'est mon appartenance à la presse qui a conduit à mon élection au Soviet suprême. Ce n'est pas tout à fait de mon propre gré que je suis arrivé dans le journalisme. Je suis économiste de formation, j'enseignais l'économie politique et faisais mes études de doctorat. Mais après mon arrestation en 1982 et trois années de prison je me suis vu interdire l'exercice de ma profession.

— *A quel titre avez-vous été condamné ?*

— Aux termes de l'article 190-1 du Code pénal de la RSFSR « pour la diffusion de mensonges prémédités portant atteinte au régime politique et social du pays ». En termes clairs, pour l'expression de mes sympathies envers le mouvement polonais Solidarité. On m'a accusé notamment d'avoir utilisé des termes tels que « régime totalitaire » et « particratie » ; d'avoir des opinions non conventionnelles sur la guerre en Afghanistan et sur la fausseté de la presse soviétique. Le dernier a été considéré comme « le plus grave de mes mensonges prémédités ».

J'ai travaillé assez longtemps comme élingueur, manutentionnaire, chauffeur de chaudière. Quand les vents du changement sont devenus violents, j'ai tenté d'obtenir ma réhabilitation. Elle m'a été refusée. Alors j'ai décidé de faire la grève de la faim. Il a fallu m'adresser aux médias. Je suis tombé sur la revue glasnost qui m'a soutenu et j'ai compris que des gens qui ont parcouru à peu près le même chemin que moi se consacrent à des projets particuliers. Ils ne cherchent rien pour eux, mais ont réussi à trouver une niche dans la société qui s'appelle la presse indépendante. J'ai commencé à collaborer à cette revue. Ensuite, j'ai introduit dans glasnost la rubrique « Chronique ». Au début de l'année passée, je suis revenu à Novosibirsk et j'ai tâché d'organiser une agence d'information.

— *Pourquoi une agence ?*

— Je tenais à couvrir toute la région. J'ai toujours eu en vue l'idée de l'indépendance sibérienne. Cette idée n'est pas neuve : bien avant la révolution, elle avait été préconisée par les « régionalistes » de l'époque qui se trouvaient être des députés de la Douma. Dans les années 30 les partisans du « régionalisme » sibérien ont été physiquement exterminés comme ennemis du peuple et avec eux ont disparu des publications sibériennes qui avaient été assez nombreuses avant 1917 et dans les années 20. Par la suite, la région a été représentée par un seul périodique, la revue *Sibirskîé ogni* (Les feux de la Sibérie) et encore, c'était un mensuel. Un grand vide informationnel s'est formé et nous avons entrepris de le combler. Grâce aux liens

établis lors de ma collaboration avec glasnost et *Express-Khronika*, j'ai réussi à former très vite une rédaction et à mettre en place un réseau d'informateurs. Tous les centres de territoire et de région, d'autres grandes villes, une vingtaine en tout, ont rallié le SibLA. Leurs rapports constituent notre bulletin de presse hebdomadaire, « première publication d'information sibérienne », comme il est mentionné sur la couverture. Auparavant, il y avait la mention « unique » mais sont apparus après nous le journal *Sibirskaja gazeta* et la station radio-Sibérie qui s'adressent à la région appelée la Sibérie. Nous faisons aussi paraître *Severny telegraf* (Télégraphe du Nord), revue d'opinions indépendantes, semblable à *Référendum*, où nous publions tout ce qui n'est pas inséré dans le bulletin. Cinq numéros ont paru, mais nous faisons actuellement une pause de plusieurs mois : pour imprimer de grosses publications il faut beaucoup d'argent, ce qui coûte cher au consommateur.

— *Le bulletin dactylographié Société libre, organe de l'organisation de l'UD à Irkoutsk et de la filiale de la SibLA, figure dans un guide bibliographique des « samizdat ».*

— Première nouvelle. Mais je dois dire que nous entretenons des contacts permanents avec la station radio-Liberty et lui transmettons les informations de dernière heure. La station et la rédaction de *Rousskaïa mysl* reçoivent par télécopie le texte intégral du bulletin. Nous avons aussi des contacts épisodiques avec La Voix de l'Amérique et avec la BBC.

— *Admettons que ce soit le hasard des circonstances qui vous a conduit à la SibLA, mais comment êtes-vous devenu député ?*

— Dans une très large mesure, grâce à mon activité journalistique. Je suis assez connu en Sibérie tant par les émissions de radio-Liberty que par nos publications, d'une part. Et d'autre part, la position rigide des organes du parti m'a beaucoup aidé. Toute la campagne électorale s'est muée en une confrontation directe entre le comité du PCUS pour la région de Novosibirsk et le citoyen Manannikov. Il suffit que le PC condamne quelqu'un pour qu'il devienne un héros.

— *Précisez votre position.*

— Mon programme se résumait à deux thèses : l'exécution du testament politique de Sakharov et la décolonisation de la Sibérie et, pour y parvenir, le changement du régime politique et économique dans le pays. En tant qu'économiste, je suis attaché aux conceptions de la droite dans le spectre politique occidental - des républicains aux USA, des conservateurs en Grande-Bretagne, des démocrates chrétiens en RFA, des libéraux au Japon. La Russie ne possède pour l'instant rien de tel. Il n'y a pas d'hommes libres là où tout dépend de l'État.

— *Vous avez mentionné la station radio-Liberty. A-t-elle aidé la SibLA à se mettre sur pied ?*

— Elle ne nous paye que des droits d'auteur. C'est seuls que nous avons bâti l'agence. Par principe, radio-Liberty n'engage pas des Soviétiques : ainsi le veulent ses statuts. En outre, il y existe une forte discrimination à l'encontre de nos correspondants. Une minute sur les ondes, à ce que je sais, se paye de 12 à 13 marks aux Soviétiques et 30 marks au moins aux journalistes occidentaux. Ainsi donc, la liberté, c'est la liberté,

mais quant à la justice... Tout ce que nous leur communiquons, ce sont comme des cadeaux, une sorte d'acte de charité. Tout simplement, nous éprouvons un désir irrésistible de faire part au monde entier de ce que nous savons. Mais pour l'essentiel, le bulletin de la Sibla est diffusé à Novosibirsk et dans d'autres villes de Russie. Nous avons environ 500 abonnés permanents à Moscou, à Leningrad, dans toutes les grandes bibliothèques, y compris la Bibliothèque Lénine, dans les rédactions de nombreux journaux, dans des publications « informelles ». Les journaux de jeunes en Sibérie, la presse de Moldavie et celle des républiques baltes recopient des articles du Bulletin. La presse du parti utilise, elle aussi, nos matériaux, mais de façon bien originale : elle ne s'y réfère et ne les cite que pour critiquer. Il faut remercier les journaux *Altaïskaïa Pravda* et *Krasnoïarski rabotchi* qui ont fait plus que les autres pour notre publicité.

— *Considérez-vous toujours que la presse soviétique est mensongère ?*

— Non, à présent, non. Des publications sont apparues qui adoptent des points de vue différents. On parle à présent de tout et sous des angles différents. Par exemple, je lis *Argoumenty i fakty* ou *Komsomolskai'a Pravda* et j'y trouve de nombreux matériaux auxquels on peut croire. Mais où est la garantie que cette situation durera, vu la structure actuelle des médias ? On ne saurait nier les mérites de la presse informelle. Elle a été la première à aborder de nombreux thèmes jadis tabous forçant ainsi la presse officielle à la suivre. Je pense que la rupture du black-out autour des grèves dans le Kouzbass est la plus grande réalisation de notre agence. Les journaux centraux, la télévision d'URSS en ont parlé une semaine plus tard, alors que les médias locaux ; même ceux des régions voisines du Kouzbass ont gardé le silence jusqu'à septembre-novembre. Alors que nous autres, nous avons commencé à en parler, à travers les stations radio occidentales, depuis le premier jour des événements. Le premier reportage en vidéo du Kouzbass reçu par CBS était le nôtre : nous l'avions tourné à Prokopyevsk et à Novokouznetsk.

— *Votre rédaction est-elle nombreuse ?*

— Cinq personnes.

— *Si peu ?*

— Oui. C'est typique des « samizdat ».

— *Eh bien, vous avez dû recruter des cracks du journalisme à l'agence. Sovietskaïa Rossia fous a fait un compliment inattendu de sa part. Je cite : « On ne saurait douter du haut professionnalisme du personnel de la Sibla ».*

— Encore une sottise : il n'y a dans la rédaction pas un seul professionnel. Tout simplement, des compagnons d'idées ont formé un noyau organisationnel autour duquel tout s'est mis à graviter. Trois d'entre nous sont des « plumes » et deux s'occupent des questions techniques. Mais il y a des professionnels parmi nos informateurs. Ainsi, notre collaboratrice de longue date Marina Salnikova travaille pour *Tumenski komsomolets*. Sacha Lavrova, philologue, est rédactrice chez nous et à *Severny telegraf*. En général, nous n'établissons pas de distinction entre les fonctions, d'autant que la composition de la rédaction change constamment : il y a une rotation naturelle des cadres.

— *Cela vous afflige ?*

— Ge qui m'afflige, c'est que depuis plusieurs mois le personnel est permanent, il n'y a pas de visages nouveaux.

— *Voulez-vous parler de la base matérielle et des possibilités financières de l'agence ?*

— Nous avons un seul ordinateur qui risque de tomber en panne. Les deux premiers bulletins étaient dactylographiés, photocopiés et distribués. Mais nous avons eu la chance de contacter une imprimerie balte et notre bulletin de presse a paru avec un tirage considérable. Nous l'avons vendu à raison de 50 kopecks l'exemplaire. Nous maintenons ce prix bien qu'il soit modéré pour une publication indépendante et que nous ayons des problèmes de distribution car d'autres payent mieux. Notre tirage actuel est de 15 000 exemplaires et nous pouvons faire vivre la rédaction. Les collaborateurs touchent 50 roubles par semaine, mais les honoraires ne sont payés pour l'instant qu'aux illustrateurs. Au moment où nous venions d'imprimer le 12<sup>e</sup> numéro, pour la première fois à gros tirage, et avions été obligé d'emprunter certaines sommes pour nous tirer d'affaire, un incident s'est produit : le tirage a été saisi à l'aéroport. Nos distributeurs se sont mis en grève de la faim. Ils se sont installés près du monument à Lénine. Une foule s'est amassée tout autour. Les grévistes ont fait la quête et ont collecté 1 000 roubles, juste de quoi payer le tirage !

— *Est-ce souvent que votre publication est persécutée ?*

— Au mois de décembre dernier, une perquisition a été faite dans l'appartement qui abritait la rédaction. On prétendait trouver de la drogue. En vain. Mais on a trouvé des bombes à gaz lacrymogène, des gadgets très utiles qui se vendent librement en Allemagne occidentale pour dissuader les agresseurs. Le locataire de l'appartement a fait trois jours de détention. Ce n'était, bien sur, qu'un prétexte et cette perquisition était attendue du fait que, juste la veille, avait paru une édition spéciale du bulletin sur les organes locaux de protection de l'ordre public sous le titre : « La mafia fait respecter la loi ».

— *A ce que j'ai compris, votre attitude envers la Loi sur la presse est positive. Cependant, elle dicte des régies et des normes auxquelles vous devez vous conformer. Malgré la disparition de la CENSURE.*

— Pour ce qui est de la CENSURE, elle ne nous a jamais préoccupés jusqu'à présent. Ce qui nous cause du souci, c'est l'accès à une imprimerie. La Loi sur la presse doit entrer en action simultanément avec le mécanisme de marché. S'il nous est permis de chercher du papier à des prix de marché, mais que le patron de l'imprimerie appartenant au parti supervise toujours nos écrits, il n'y aura aucune liberté de la presse. *Je pars de la triade du bagnard : ne crois pas, n'aie pas peur, ne demande rien ».*

Le 31 janvier 1991, une nouvelle atteinte a été portée au monopole de TASS et de l'APN (IAN) : l'assemblée constituante des actionnaires de la compagnie commerciale d'information (RIA) a eu lieu.

La RIA a l'intention d'établir des contacts à l'horizontale entre les petites agences d'information régionales de Russie, et de créer ses propres périodiques.

Au début de janvier 1991, l'Agence d'information chrétienne (KhIAG), récemment fondée, a commencé à fonctionner à Moscou. Elle édite le bulletin d'information *Nouvelles chrétiennes* et le recueil périodique *Archives chrétiennes*. La KhIAG s'est formée sur la base de la firme Protestant, les éditions indépendantes des chrétiens évangéliques-baptistes qui diffuse déjà, par l'intermédiaire des kiosques de Soyouzpetchat, le journal du même nom, ainsi que la revue *Le Chrétien*, qui reparait après un intervalle d'environ 70 ans. Selon Vladimir Oïvin, directeur de l'agence, son activité consiste à recueillir et à diffuser une information véridique et objective sur la vie de tous les chrétiens en URSS et à l'étranger, à défendre la liberté de conscience et les droits de l'homme, à publier des documents sur les persécutions des croyants et les répressions contre eux de la part du pouvoir totalitaire athée, à chercher les moyens d'organiser des dialogues intercommunautaires et humanitaires internationaux.

## Chapitre troisième

### « La Pravda survivra-t-elle à 1991 ? »

L'hebdomadaire *Argoumenty i fakty* (n°41, 1990) a publié sous ce titre un article exposant la situation nouvelle au sein de la rédaction de la *Pravda*, organe central du CC du PCUS. Voici ce qu'en pense V. Egorov, secrétaire adjoint du bureau du parti du journal :

La situation peut vraiment être qualifiée d'extraordinaire. C'est pourquoi à l'ordre du jour d'une réunion du parti au sein de la rédaction figurait la question : « La *Pravda* survivra-t-elle à 1991 ? » A elle seule la question prouve à quel point la crise qui a frappé le journal est grave. La *Pravda* perd son prestige et le soutien des lecteurs en raison de sa réaction tardive à l'actualité la plus brûlante ; la maladresse de ses tentatives pour engager le débat avec des opposants politiques. Et elle occulte des phénomènes qui exigent une réaction ou une analyse immédiate.

La majorité de nos journalistes le comprennent bien, mais la hiérarchie bureaucratique régnant sur la rédaction empêche de mettre en valeur les capacités créatrices de ses collaborateurs et crée un climat de nervosité et de désunion. Le conflit qui a surgi dans notre rédaction ne peut en aucune façon être expliqué par les seuls problèmes d'ordre personnel. L'une des questions-clés qui figuraient à l'ordre du jour de la réunion du parti concernait la direction actuelle du journal (le conseil de rédaction et le rédacteur en chef) qui s'est montrée incapable de faire sortir le journal de la crise. Si la résolution prise lors de la réunion ne comporte pas de « motion de défiance » envers le rédacteur en chef c'est seulement du fait que ce dernier a déclaré : « D'ici quelques jours, j'entends poser la question de ma démission devant le Comité central et le Bureau politique, car je ne peux pas et je ne veux pas travailler ici ».

Si cet état des choses persiste, le journal cessera tout simplement d'exister. Citons, à titre d'exemple, quelques données récentes (1<sup>er</sup> octobre 1990) sur l'abonnement à la *Pravda* : quelque 92 000 abonnés pour l'ensemble de l'Ukraine ; alors que si l'on prend la même période de l'année passée, rien qu'à Dniepropetrovsk leur nombre s'est élevé à 140 000. Il y a des régions où l'on peut compter les abonnés sur les doigts de la main.

Les rapports de la nomenklatura du PCUS avec la presse qui lui appartient a toujours été un thème tabou en URSS. Pour la plupart, même les collaborateurs d'une publication du parti ne perçoivent que dans ses grandes lignes le mécanisme des campagnes de propagande amorcées au

plus profond d'une instance supérieure (le PCUS, le KGB, le Ministère de la défense ou le Ministère des affaires étrangères) et mises en œuvre dans les pages de journaux.

Le lecteur occidental connaît déjà des dizaines de ces livres de mémoires par lesquels d'ex-agents du KGB et de services semblables dans les anciens pays-satellites commencent leur vie dans le « monde libre ». Dans une boutade qui ressemble beaucoup à la vérité, on affirme qu'à Moscou il y a trois « antennes » de la CIA : à l'Ambassade des États-Unis, au GRU (Direction principale des services de renseignements du Ministère de la défense) et au KGB. En attendant, on affirme bien haut qu'il n'y a pas, au sein de la rédaction de la *Pravda* d'agents à la solde de l'impérialisme et que ses membres, eux, n'écriront pas leurs mémoires à destination du lecteur étranger. C'est bien dommage, car ils pourraient conter au monde beaucoup d'histoires passionnantes et instructives. Tel, par exemple, le récit amer que Vladimir Somov, journaliste de la *Pravda*, fait dans le nouveau journal de Moscou *Kouranty* (du 1er novembre 1990), sous un très long titre : « Durant de nombreuses années, le journalisme a été une arme du système totalitaire. La plus grande partie des journalistes s'occupaient, sans le soupçonner, de l'endoctrinement démagogique du peuple. Aujourd'hui, l'un d'eux fait son acte de contrition, comprenant avec amertume qu'ON NOUS VOLE NOTRE VIE ».

Aujourd'hui, nous rions souvent avec des larmes dans les yeux. Parce que nous rions de nous-mêmes. Comme dans cette histoire qui nous a été contée par un copain. D'abord, elle nous a égayés. Mais une minute après, taciturnes, nous pouissions déjà de longs soupirs, chacun pensant à ses propres problèmes. Voilà de quoi il s'agissait. Une voisine de notre ami qui vit dans un appartement communautaire, s'était rendue pour une semaine en RFA, à l'invitation d'une amie. C'était son premier voyage dans l'Occident « pourri ». Elle en est revenue maussade, renfermée. A toutes les questions, cette femme répondait d'un ton détaché : « On m'a volé ma vie ! » Des semaines et des mois ont passé, mais elle n'a pas cessé de répéter : « On m'a volé ma vie ! ».

Arrivé à l'étranger, presque tous les Soviétiques subissent un choc profond. L'abondance de produits alimentaires et de « chiffons », leurs prix étonnamment bas, leur accessibilité à tous, l'amabilité des employés du secteur des services et des gens en général, toutes ces réalités quotidiennes d'une vie normale peuvent donner le vertige même aux personnes qui ont des nerfs solides. L'absurdité et le caractère misanthropique de l'expérience bolchevique semblent évidents à tous. Sauf aux bolcheviks qui croient toujours au rôle d'avant-garde du parti.

La vie a été volée à des centaines de millions de personnes ; à plusieurs générations, futures même, car on ne saura pas revenir bientôt à la normale. On a volé la vie non seulement à ceux qui sont morte dans les sous-sols de la police politique, non seulement à ceux dont les ossements recouvrent le lit du canal mer Blanche-mer Baltique et les environs d'autres grands chantiers du communisme. On l'a volée aussi à tous ceux qui passent leur temps dans les interminables files d'attente,

serrent dans leurs mains moites un coupon pour le sucre ou pour le savon. On a volé la vie à ma mère de 80 ans qui touche de l'État une pension de 39 roubles. On a volé la vie à mon fils de 11 ans qui ne voit pas de bonbons depuis des mois, qui rêve d'avoir son propre ballon de football, un objet qu'il est impossible d'acheter à Moscou.

On m'a volé ma vie à moi-même. Je ne me plaindrai pas de mon existence bien que, d'après les critères du monde civilisé, je sois, tout comme la majorité absolue de mes compatriotes, un mendiant. Converti en dollars au cours du change, mon salaire mensuel est inférieur au gain journalier d'un éboueur africain à Paris. Il est vrai que selon nos critères à nous, j'ai tout ce qui est le plus nécessaire. Un trois pièces de 40 m<sup>2</sup> dans la jungle en béton de Bibirévo, une paire de costumes usés. Un poste prestigieux m'avait même été confié : durant de nombreuses années, j'ai été rédacteur en chef adjoint de la *Pravda*.

Mais laissons le côté matériel de la vie ! On nous a inculqué dès le plus bas âge que ce n'était pas là l'essentiel. C'est pourquoi, en disant qu'on m'a volé ma vie, je pense f toute autre chose.

L'État totalitaire ne permettait pas aux hommes de vivre comme ils le voulaient. Le savant, l'ingénieur, l'acteur, l'ébéniste, le paysan, est-ce qu'ils pouvaient réaliser au maximum leur potentiel ? Bien sûr que non ! C'est pourquoi notre économie se traîne à présent comme une jument moribonde et notre culture sent le sapin.

Soyons optimistes : les hommes vont accéder à la propriété et, avec elle, à la liberté ; ils commenceront à vivre dignement. Ils ne se sentiront pas coupables du passé. Mais que dois-je ressentir, moi, un journaliste qui non seulement était écrasé, étranglé par les dogmes idéologiques, mais qui en outre faisait tout son possible pour que ces dogmes s'épanouissent ?

Convendez qu'il est difficile d'avouer, ne serait-ce qu'à soi-même, à la 45<sup>e</sup> année de sa vie, que cette vie a été vécue pour rien. J'ai travaillé 25 ans dans la presse du parti, servant fidèlement l'idole communiste que le peuple détrône aujourd'hui. Pendant un quart de siècle, j'ai été une arme entre les mains du système bureaucratique totalitaire. Je lavais le cerveau du peuple ; je le dupais. Voilà à peu près en quoi consistait l'activité journalistique.

Naturellement, je dupais sans le vouloir, ce qui me console. Aujourd'hui, il est très facile de se faire passer pour une victime. Pourtant, à l'époque où je faisais du zèle en montrant l'enthousiasme des travailleurs soviétiques qui se donnaient de nouveaux objectifs en l'honneur de l'année déterminante ou finale d'un quinquennat, les vrais patriotes qui eux s'efforçaient de due la vérité sur le « socialisme développé » se voyaient condamnés au bagne ou à l'exil.

Pouvais-je participer, à cette époque, au mouvement de défense des droits de l'homme ? C'est paradoxal, mais tout en critiquant vivement le régime sans m'en cacher à mes amis et connaissances, je n'étais pas encore mur pour comprendre la nécessité d'une lutte organisée contre le Système. J'avais de la compassion pour les dissidents, croyant que c'étaient des malheureux qui ne com-

prenaient pas qu'ils donnaient de la tête contre un mur infranchissable. Je me trompais donc.

Quand j'ai commencé à travailler, à l'âge de 18 ans, dans un journal de district, je ne transigeais pas avec ma conscience en écrivant chaque jour, avec abnégation, des articles et des reportages.

A cette époque-là, quand je travaillais déjà dans un journal de région, je me rendais presque chaque jour dans des usines, dans les champs et des fermes. Le chef de la rédaction aimait les notes critiques, et je les apportais, flagellant ceux qui n'achevaient pas à temps les semailles ou la moisson, qui ensilaient trop lentement ou laissaient tomber une poignée d'épis. Bientôt, j'étais sur de comprendre la vie à la campagne mieux que tout agronome ou vétérinaire. Je leur enseignais comment travailler : je me le rappelle avec honte. Comme un véritable instructeur du comité de district du parti ou un inspecteur du contrôle populaire, je les voyais constamment exercer leurs activités, et je semonçais aussi bien un président du kolkhoze qu'un expert pour leurs erreurs, leur incurie. Et, croyez-moi, ils enduraient le tout humblement.

Volodia Poliantchev, un camarade plus âgé que moi, me demandait souvent avec ironie : « Toujours à brandir le sabre, hein ? » ; je répondais affirmativement, plein de dignité. Avec le temps, j'ai commencé à me prendre pour un chef, un chef peu important, mais quand même un chef à l'échelle du district, puis de la région. Mes critiques entraînaient des réactions : les coupables étaient punis, parfois même chassés de leurs fonctions. Dans les milieux journalistiques, c'est une réussite particulière que d'obtenir la révocation de quelqu'un.

Les journalistes comprennent très vite ce qui leur est permis et ce qui est interdit. Tu peux critiquer un concierge, même un gérant, un chef du parti, si ses supérieurs le critiquent eux aussi. Mais Dieu te garde de t'attaquer à quelqu'un qui est bien en cour ! Et ne touche jamais, en aucune circonstance, aux assises, aux fondements du Système ! Ces règles n'étaient pas écrites, mais chaque journaliste les savait par cœur et les respectait. Nous étions convaincus qu'il le fallait au nom des intérêts suprêmes du parti.

Le censeur intérieur est plus fort que le censeur officiel. Avec ce dernier on peut discuter, essayer de lui démontrer quelque chose, trouver un compromis, ou se plaindre à ses supérieurs. Bien que tout cela n'ait généralement aucun résultat. Le censeur intérieur, ce sont tes propres convictions inculquées par le Système. Je citerai un seul exemple, bien que j'aie travaillé près de 25 ans sous l'œil vigilant de mon censeur intérieur et si bien que je ne me rappelle aucun cas d'ingérence du Glavlit, la CENSURE officielle.

Au printemps 1982, je me suis rendu en Ouzbékistan comme envoyé spécial de la *Pravda* aussitôt après la visite de Brejnev dans cette république. Il me fallait raconter comment les cultivateurs de coton s'étaient précipités avec une double énergie pour exécuter les instructions de Léonide Ilitch. J'ai appris des détails du voyage du « chef » de la bouche de Mou-kimov et de Gladkov, qui étaient à l'époque correspondants particuliers de la *Pravda*. On transportait cette momie vivante dans Tachkent avec

beaucoup de précautions. Une fois arrivé au seuil d'une cotonneraie, on repartait aussitôt pour sa résidence. La fois suivante, c'était la visite d'une usine d'aviation, mais dans un atelier des échafaudages s'étaient écroulés sous le poids des spectateurs et le Secrétaire général, mortellement effrayé, avait été ramené d'urgence à Moscou. A cette époque-là je n'ai même pas pensé à utiliser ces faits dans mon article.

Est-ce que j'ai décrit quand même, plus ou moins objectivement, la situation dans la culture du coton ? En parlant par exemple, du travail d'esclave, de la servitude du paysan ? Non, c'était le cadet de mes soucis. Pendant toute la semaine, j'ai réussi seulement à m'approcher une fois d'un champ pour converser une ou deux minutes avec des mécaniciens. Et cela uniquement grâce à ma persévérance. Ma suite faisait tout son possible pour empêcher le correspondant de parler avec les hommes. De banquet en banquet (heureusement, je ne bois presque pas), d'une villa du comité du parti régional à une autre. Mais pour chaque article il faut des chiffres, des faits, des noms de famille. Il était très difficile de me les procurer au cours d'une telle « excursion ». Quand l'article a vu le jour, j'étais fier de moi, de mon « professionnalisme », car j'avais quand même surmonté les « difficultés » et écrit des notes sur l'enthousiasme des cultivateurs de coton dont la rédaction avait besoin.

Je comprenais naturellement que j'étais au Moyen-Age : le sommet du parti nageait dans l'opulence tandis que les simples gens nichaient dans des habitations en torchis à demi en ruines. Mes rencontres avec Rachidov (premier secrétaire du Comité du parti d'Ouzbékistan), avec les deux Karimov (premiers secrétaires des comités du parti des régions de Boukhara et de Sourkhan-Daria), avec Gaïpov (premier secrétaire du comité du parti de la région de Kachka-Daria), ne m'ont pas laissé l'ombre d'un doute sur l'existence d'une mafia bien organisée. On organisait des orgies dans les villas-palais des comités régionaux du parti (la résidence de l'émir de Boukhara était plus modeste). Les tables pliaient sous le poids des boissons et des mets délicats. On portait des toasts ; on prononçait des discours boursoufflés. Tous les cadres supérieurs de la région étaient à la table.

J'ai parlé en détail de cet impressionnant voyage à mes amis, connaissances et collègues. Mais, naturellement, je n'avais aucune intention d'utiliser de quelque façon ces détails sur les pages de la *Pravda*. Le censeur intérieur avait raison : un tel article ne serait jamais publié.

Pendant 73 ans, on nous a trompés. On a créé une auréole de grande signification, de sagesse, d'une insondable profondeur autour de ce qui n'était qu'une démagogie communiste primaire. Rappelons-nous seulement les discours de semi-Alphabète prononcés par Staline avec tant de sérieux, d'émotion, de solennité. Ou les éditoriaux de la *Pravda*. Les apparatchiks les lisaient jusqu'à l'usure du papier, croyant que c'étaient des instructions provenant de l'Olympe.

Moi qui ai écrit 70 à 80 éditoriaux dans la *Pravda*, j'avais envie de rire en voyant avec quel sérieux on lisait ces « indications précieuses » du parti à l'échelon local. A tour de rôle, presque tous les collaborateurs du journal écrivaient des éditoriaux. Parfois conjointement avec des apparatchiks du CC qui, à propos, ne se vantaient pas beaucoup devant leurs supérieurs de cette collaboration ; on ne sait trop pourquoi.

On créait l'illusion d'une profonde signification en résumant dans l'usuelle langue de bois les dernières résolutions du CC. Apprendre à écrire les éditoriaux n'était pas difficile. Je suis venu à la rédaction Après la mort d'un collaborateur dont on se raconte des légendes jusqu'à ce jour. Il écrivait un éditorial en deux heures. Mais seulement, disait-on, Après avoir absorbé une bonne dose de vin à bon marché. Il a mal fini. On l'a trouvé mort près d'une bouteille de vin ouverte, devant une table sur laquelle se trouvait un éditorial inachevé.

Mais pour moi ce genre était difficile. Mon premier éditorial, dans lequel j'avais essayé d'insuffler quelques idées, m'a été retourné avec de multiples notes dans les marges. Je l'ai corrigé compte tenu des remarques. On me l'a retourné de nouveau. Voyant mes tourments, un de mes amis a lu ce que j'avais écrit et a éclaté de rire :

- Mon vieux, a-t-il dit, on n'a pas besoin de tes lumières. Il y a un «stéréotype». L'éditorial de la *Pravda* compte onze paragraphes, quoique, naturellement, des exceptions soient possibles. Le premier est une introduction au thème ; dans le deuxième on cite obligatoirement le chef. Autrefois, on citait Staline. On dit qu'il a lui-même ordonné de citer ses aphorismes dans le deuxième paragraphe. Aujourd'hui, il faut citer Brejnev. Un paragraphe, l'avant-dernier de préférence, doit être consacré au rôle des organisations du parti.

Après avoir entendu le conseil de cet ami, j'ai rejoint les rangs des auteurs d'éditoriaux. Aujourd'hui, tout cela fait frémir d'effroi. Mais tout récemment encore, au commencement de ce que nous appelons la « perestroïka », dès que la *Pravda* a cessé de publier des éditoriaux, il y a eu des apparatchiks haut placés, les secrétaires des comités régionaux du parti qui ont commencé à se plaindre avec nostalgie, aux sessions plénières du CC, qu'il leur était devenu difficile de travailler sans éditoriaux directeurs. Et on a repris leur publication pendant un certain temps. Je n'écrivais presque rien d'après ma propre expérience. Dans leur majorité, mes articles étaient consacrés à tel ou tel problème : ils étaient critiques, même très critiques. Il est vrai que je ne touchais pas aux racines des vices, car mettre en doute la justesse de la doctrine marxiste ou faire l'apologie de la propriété privée aurait été une folie. Ce n'est qu'aujourd'hui qu'il est devenu évident que le fait que les usines, les champs et les fermes n'appartiennent à personne avait précipité le pays dans le chaos économique. Mais il y a cinq ou dix ans, nous cherchions des coupables individuels, ceux qui n'avaient «pas pu mobiliser, organiser les collectifs de travailleurs afin de réaliser des exploits.

On pouvait critiquer pour de menus péchés n'importe quel dirigeant - ou peu s'en faut. Dans les conditions du système totalitaire faire une telle critique n'était rien d'autre que jouer à la démocratie. Pour les articles critiques sérieux il fallait une autorisation du CC. En 1983, par exemple, on m'en a donné une pour démolir le comité du parti de la région de Vo-ronëj. J'ignore qui a donné cette instruction, mais le directeur de ma section s'est rendu avec les épreuves chez un haut fonctionnaire du CC et celui-ci a même demandé qu'on accentue par endroits le ton critique. L'attaque était foudroyante selon les critères de l'époque et juste à bien des égards selon ceux d'aujourd'hui. Mais je ne peux pas maintenant partager les conclusions de cet article inti-

tulé « Manque de respect pour l'économie » : on y reprochait au comité régional et à ses secrétaires une ingérence insuffisante dans les affaires de la campagne.

Les autorisations étaient délivrées au niveau le plus élevé. Cela flattait. On me disait : « Gorbatchev (membre du Bureau politique à l'époque) m'a prié de.. » ou bien : « Ligatchev m'en a chargé ». Et moi je me précipitais, sans réfléchir, pour réaliser les « indications précieuses ».

Et si on le faisait sans « licence » ? Alors, la liberté de presse et la transparence telles que les conçoit le parti seraient apparues dans toute leur splendeur. J'ignore jusqu'à présent sur instruction de qui je me suis rendu à Volgograd en 1986 pour condamner ensuite, dans un article intitulé « Illusion d'accélération », les méthodes de direction de Kalachnikov. Je me doute qu'aucune autorisation n'avait été donnée et qu'on préparait l'article probablement à l'initiative du rédacteur en chef Afanassiev. Chose étrange : même l'auteur ignorait à la volonté de qui il obéissait. Dans la *Pravda*, beaucoup de choses étaient recouvertes par le voile du secret.

L'article a paru un dimanche et le lundi matin, à peine étais-je entré dans mon bureau qu'un adjoint du rédacteur en chef m'a convoqué par téléphone chez Afanassiev. Ce dernier m'a dit que le Secrétaire général, très mécontent, avait téléphoné deux fois et critiquait l'article. « Et que deviennent alors la transparence et la disparition des secteurs interdits à la critique ? », ai-je demandé naïvement à Afanassiev. Celui-ci a eu un sourire moqueur - quelle andouille j'étais ! et fait un geste de la main laissant entendre que l'audience était terminée.

Autrefois, Kalachnikov travaillait à Stavropol comme subordonné de Gorbatchev. Toute la rédaction attendait de connaître l'issue de cette épreuve, une des premières pour Gorbatchev et sa perestroïka. Défendrait-il « son homme » ou confirmerait-il que réellement il n'existait plus de zones interdites à la critique ? Le secrétaire du CC Nikonov s'est rendu à la session plénière du comité du parti de Volgograd. C'est avec sa bénédiction, il faut le croire, que l'intervention de la *Pravda* y a été couverte d'opprobre. Mais, au fond, aucun fait n'a été démenti. Cela aurait d'ailleurs été impossible : tous les chiffres avaient été extraits des statistiques officielles.

J'attendais la vengeance. Mais c'est mon co-auteur V. Stepnov, correspondant particulier à Volgograd, qui a souffert le plus. Peu après, il a été muté à Voronej, dans la région voisine. Le premier secrétaire de cette région, Kabassine (qui a été récemment mis à la retraite d'office pour des abus honteux dans la distribution des logements), laissait entendre à mon co-auteur qu'il savait très bien pour quels péchés celui-ci avait été retiré de Volgograd. Quant à moi, j'ai évité les sanctions. Mais pendant quelques années on a rayé la région de Volgograd des éditoriaux et des tours d'horizon. Kalachnikov triomphait : jamais un secrétaire de comité régional n'avait remporté une victoire aussi convaincante sur la *Pravda*. Il triompha jusqu'à ce que le peuple exige sa démission pour avoir ruiné l'économie régionale. Mais le camarade Kalachnikov plaisait beaucoup à la direction supérieure du pays : jusqu'au dernier moment on a proposé sa candidature au poste de premier vice-président du Conseil des ministres de l'URSS. C'est seulement le bon sens du parlement qui a empêché la chose de se faire.

Hélas, cette leçon s'est avérée peu instructive pour moi. Ne saisissant pas encore toute la profondeur de l'hypocrisie communiste, croyant encore à la vérité et à la justice, j'ai préparé, en janvier 1988, à ma propre initiative, sans « licence », un grand article intitulé « Le jugement de la conscience », sur la corruption qui avait pénétré toute la vie en Arménie. La commission du CC du PCUS qui s'était rendue d'urgence à Erevan, après la publication de l'article, n'a pas pu le démentir : les faits exposés dans celui-ci étaient trop évidents, vérifiés selon des documents ou des discours prononcés par les membres du CC du Parti communiste Arménien aux sessions plénières. Mais la publication a quand même été neutralisée. Cette tâche a été exécutée avec brio par le responsable de l'Arménie au CC du PCUS G. Khartchenko, chef adjoint du département organisationnel. Celui-ci a su démontrer que Démirtchian n'avait commis rien de mauvais. Et ce dernier est resté encore quelques mois au gouvernail, jetant de l'huile sur le feu du conflit au Karabakh. Khartchenko a brillamment rempli les fonctions qui lui avaient été confiées. L'avancement ne s'est pas fait attendre. Il est devenu premier secrétaire du comité du parti de la région de Zaporoujé et puis, tout récemment, le deuxième secrétaire du parti communiste d'Ukraine.

Parole d'honneur, je suis incapable de deviner pourquoi je suis resté impuni après toutes ces péripéties. L'appareil ne pardonne pas la désobéissance aux journalistes. Et le cas du correspondant particulier Volodia Chvetsov en est un éclatant exemple. Son article très critique sur le comité du parti de la région de Toula (affaire dans laquelle était impliqué le Comité de contrôle du parti auprès du CC du PCUS) a valu à Volodia la retraite pour cause de maladie. On a trouvé dans son article des erreurs comme celle-ci : le correspondant écrit que X a appelé Y au téléphone, mais en réalité c'était l'inverse. On a compté une vingtaine de telles erreurs graves. Il n'y a pas longtemps, Chvetsov a regagné la rédaction.

Les temps ont changé. Vaut-il la peine de se rappeler tout cela ? Mais que faire avec ma vie vécue ? Que faire avec le quart de siècle de duperie et d'illusions ? Ou bien est-ce dans cette pénitence que je trouverai une consolation pour repartir à zéro ?

Des temps nouveaux pour la presse ne sont pas réellement arrivés. Le monopole du parti a été légèrement ébranlé, mais il reste présent. Les publications « informelles » sont non professionnelles, primitives et leurs tirages sont négligeables. Pour le moment, le papier et les imprimeries se trouvent entre les mains du parti d'avant-garde. Les changements cosmétiques ne touchent pas au fond des choses. La presse centrale, dont des organes « sans parti » tels que le *Troud* et les *Izvestia*, demeurent des véhicules de l'idéologie communiste.

Une presse nouvelle, libre, naît sous nos yeux ; elle naît dans les tourments, dans une âpre lutte contre la démagogie. Pourtant, les journalistes n'ont pas encore fait leur acte de contrition : ils ne se sont pas encore repentis devant le peuple. Et je pense qu'ils ne le feront pas de sitôt.

Le journal *Kouranty* (nouvel organe de la municipalité de Moscou) a poursuivi la publication d'une série de « pénitences » de journalistes de quotidiens soviétiques centraux qui avaient travaillé comme correspondants particuliers et envoyés spéciaux. Le 20 décembre 1990, Viatcheslav

Gontcharov, correspondant du journal syndical de Moscou *Troud*, a parlé des péripéties de son conflit (en 1975) avec ceux qui détiennent le pouvoir, plus précisément avec la direction du parti de la région de Donetsk. Les romans d'Agatha Christie et les récits sur la mafia sicilienne pâlisent à côté de ces « aventures ». L'auteur raconte que, grâce à un heureux concours de circonstances dans les chancelleries supérieures de Kiev et de Moscou, il a réussi à faire révoquer le premier secrétaire du comité du parti de la région. Plus précisément, un supérieur l'a fait volontiers en se référant aux efforts du folliculaire. Dans 99 % des cas, la balle d'un tueur à gages, un accident provoqué, la prison, la clinique psychiatrique ou, pour le moins, la perte d'emploi attendaient les héros de ce genre parmi les journalistes. Le 1<sup>er</sup> février 1991, Ilya Chatounovski, journaliste satirique connu, a publié des souvenirs analogues dans *Kouranty*. Il a raconté comment, à l'époque où Souslov était le principal idéologue du parti et lui jeune stagiaire à la *Pravda*, il a dû écrire un article vantant un des « compagnons d'armes » de l'académicien T. Lyssenko, coquin et bandit, et puis examiner, avec la direction de la rédaction, la liste des auteurs éventuels qui pourraient, en raison de leur loyauté, signer l'article écrit.

*Pravda* en russe signifie « vérité » et *Izvestia* signifie « nouvelles ». Le bon sens populaire à l'époque avait perçu qu'il n'y avait dans la *Pravda* pas plus de vérité qu'il n'y avait de nouvelles dans les *Izvestia*. Ce dernier quotidien a eu la chance d'avoir de bons rédacteurs en chef : Alexei Adjoubei (gendre de Khrouchtchev), Lev Tolkounov, Ivan Laptev et Nikolaï Efimov, rédacteur en chef actuel des *Izvestia*, sont connus de l'opinion soviétique comme des personnalités qui ont cherché à sauver les apparences. En tout cas, ils réussissaient, sous tous les régimes, à faire un journal intéressant pour le lecteur. Les journalistes des *Izvestia*, étant collaborateurs du principal organe du Soviet suprême de l'URSS, recevaient jusqu'à ces derniers temps les instructions des départements idéologiques du CC du PCUS. Mais cela ne les empêchait pas de respecter leur lecteur, comme le font Komsomolskaïa *Pravda*, *Troud* ou *Moskovski komsomolets*.

Il y a à Moscou trois grandes entreprises imprimant des journaux et des revues : *Pravda*, *Moskovskaïa Pravda* et *Izvestia*. Elles sortent non seulement les importants journaux du même nom pour le CC du PCUS, le comité du parti de Moscou-ville et le Soviet suprême, mais aussi beaucoup de périodiques relevant des départements les plus variés. Seuls la *Literatournaïa gazeta*, *Krasnaïa zvezda* (d'Etoile rouge) et quelques journaux qu'on peut compter sur les doigts ont leurs propres imprimeries,

modestes. Dans leur majorité écrasante, les périodiques soviétiques sortent des imprimeries extérieures qui appartiennent juridiquement, presque toutes, au Secrétariat du CC du PCUS. Le combinat *Izvestia* fait exception. Officiellement, il appartient au Soviet suprême de l'URSS. La suspension de la Loi sur la presse, proposée par le Président de l'URSS, n'a pas été approuvée par ses députés. Néanmoins, quelques jours après, on a commencé à ressentir, dans le milieu de l'édition soviétique, les conséquences de cette intention du Président. Le 21 janvier 1991, la direction des Editions *Izvestia* a soudain annoncé à la rédaction de *Graždanskoïe dostoinstvo* (Dignité civique), l'hebdomadaire politique des démocrates constitutionnels, qu'elle résiliait avant terme le contrat d'édition. C'est pourquoi le 25 janvier, le numéro ordinaire de *Dignité civique* (16 pages ; tirage 75 000 exemplaires ; prix 60 kopecks) n'a pas vu le jour. Comme l'a dit, au cours d'une interview au *Komerçant*, Victor Zolotarev, rédacteur en chef de *Dignité civique*, la direction des Editions avait reçu par téléphone l'indication non officielle du Soviet suprême de l'URSS, avec référence à Anatoli Loukianov, de « rompre toutes les relations avec l'hebdomadaire *Dignité civique* ». La version officielle de la rupture du contrat était, naturellement, « technique » : le « manque de capacités d'impression », etc.

Mais on apprend que le journal *Izvestia* aspire lui aussi à une autonomie, ne serait-ce que partielle, et au droit à une indépendance relative. Le 29 janvier 1991, Igor Golembiovski, le premier adjoint au rédacteur en chef, a été invité chez Anatoli Loukianov, président du Soviet suprême de l'URSS, qui lui a proposé d'abandonner son poste et de partir pour l'Espagne en tant que correspondant particulier du journal. Le nom de Golembiovski s'associe, on peut le dire sans exagération, à toutes les traditions et initiatives démocratiques des *Izvestia* de ces dernières années. Selon *Nezavissimaïa gazeta* (le Journal indépendant) du 3-1 janvier 1991, « la tentative de le libérer de ses fonctions doit être considérée dans le contexte de l'offensive générale contre la transparence qu'on a déclenchée en URSS en commençant par les médias officiels. En plus de cela, Golembiovski est un des auteurs de la lettre des « fondateurs » de l'hebdomadaire *Les Nouvelles de Moscou* qui accusaient directement le régime actuel de crimes contre le peuple de Lituanie ». Le 30 janvier, au cours d'une réunion générale des collectifs des *Izvestia* et de leurs suppléments hebdomadaires *Nedelia* et *Soyouz*, les journalistes ont exprimé une ferme volonté de défendre leur premier adjoint et menacé de grève. La confrontation entre le collectif du journal et son rédacteur en chef Nikolaï Efimov, membre du CC du PCUS,

s'est brusquement aggravée. Ce dernier a été nommé à son poste actuel en 1990 par le Présidium du Soviet suprême de l'URSS en dépit de l'opinion du collectif des *Izvestia* qui avait unanimement proposé la candidature de Golembiovski. Journaliste relativement jeune, Efimov a occupé des postes importants ces 10 à 15 dernières années. Il a été adjoint du président du Conseil d'administration de l'Agence de presse Novosti, rédacteur en chef des *Nouvelles de Moscou*, Président du Comité d'État de l'URSS à l'édition, à l'imprimerie et au commerce du livre de l'URSS (Goskomizdat). Partout, il s'est conduit en fonctionnaire docile aux instances supérieures et en censeur zélé. Ivan Laptev, rédacteur en chef des *Izvestia* avant Efimov, et actuellement Président de l'une des deux Chambres du Soviet suprême de l'URSS, a exprimé, dans une lettre ouverte, son désaccord avec la démission de Golembiovski. Les corrections politiques apportées aux articles des *Izvestia*, l'interdiction par Efimov d'utiliser des matériaux d'actualité brûlants sont devenues particulièrement fréquentes. Après les événements de janvier dans les républiques baltes.

L'hebdomadaire *Komerçant* (du 28 janvier 1991) a fait remarquer un phénomène du jour : le ravivement brusque de l'intérêt pour les publications officielles traditionnelles, périodiques anciens, conservateurs ou centristes, qui reçoivent une aide étatique. La *Komsomolskaïa Pravda* établit un record en janvier. Pendant un court moment on trouve dans les kiosques le *Moskovski komsomolets*, la *Vetcherniaïa Moskva*, la *Moskovskaïa Pravda*. On y achète volontiers aussi les *Izvestia* et le *Troud*. Fait curieux : la *Pravda* est devenue beaucoup plus demandée. Selon les vendeurs de kiosque, l'intérêt accru pour les journaux en question s'explique avant tout par leur prix accessible, bien que plus élevé par rapport à l'année écoulée (10 à 13 kopecks au lieu de 3 à 5). On doit aussi cette hausse de la popularité au désir des lecteurs d'apprendre des nouvelles chaque jour, ce qui ne peut pas être assuré par la plupart des publications alternatives (hebdomadaires et mensuelles). L'intérêt plus vif pour les publications traditionnelles vendues au numéro s'explique aussi par le fonctionnement de plus en plus mauvais de la poste en URSS.

A la lecture des six pages (huit pages le dimanche) de la *Pravda* encore aujourd'hui on se demande bien à qui est destinée cette propagande pareille à celle de *l'Humanité* en France ? Elle ne touche ni l'esprit ni le cœur. Le très bas niveau professionnel des journalistes de la *Pravda* s'allie à une peur constante de dire quelque chose qui ne serait pas permis. Tout comme aux tristes époques de Staline et Brejnev. Pendant les années

20 et au début des années 30 au contraire, les journaux soviétiques furent très intéressants : on pouvait les lire d'un bout à l'autre parce qu'ils étaient faits par des journalistes érudits, doués - et non pas par des fonctionnaires du parti.

Le caractère manipulateur de la propagande de parti, dont la *Pravda* a toujours été un modelé, n'empêchait pourtant pas ce journal d'avoir des millions d'abonnés. Nos leaders communistes n'étaient pas des imbéciles. Ils ont trouvé diverses manières de forcer les gens à prendre un abonnement. Une fois par an, en automne, le diffuseur bénévole de la cellule du parti dans l'entreprise (usines, unité militaire, kolkhoze, etc), abordait le simple membre du PCUS et « proposait » (autrement dit exigeait) qu'il s'abonne à la *Pravda* et encore à quelque autre publication du parti, à une *Pravda* locale ou à une revue du type *Partiïnoïe samoobrazovanié* (L'autoformation du militant). Personne n'osait refuser de s'abonner car tout refus se répercutait inmanquablement sur la carrière professionnelle. Comme disait une très jolie dame de mes amies en parlant de ses soupirants : avec certains il est plus facile de céder que de refuser. Tout récemment encore, aucun « com » soviétique, c'est-à-dire comité d'arrondissement, de ville, de district, etc., du Parti communiste, n'éprouvait de difficultés dans l'organisation de l'abonnement aux publications du parti. Aujourd'hui encore, certains comités régionaux du PCUS font du zèle par habitude et obligent les entreprises et les comités du parti à subventionner le journal, c'est-à-dire à payer tout simplement l'abonnement à tous ceux qui voudront avoir ce journal gratuitement. La *Pravda* est devenue le premier journal gratuit d'URSS. On peut l'affirmer en toute certitude, en voyant offrir gratuitement ce journal aux passagers d'avion, aux locataires d'hôtel, aux membres du PCUS et aux simples travailleurs sans parti.

Toutes les publications « libérales » de Moscou ont écrit sur un cas sans précédent dans l'histoire de l'État soviétique. Le 4 février 1991, le tribunal du peuple de l'arrondissement Sverdlov de Moscou, présidé par Irina Troïtskaïa, a prononcé un jugement portant sur une demande de Galina Starovoïtova, députée du peuple de l'URSS. Elle voulait que l'on protège sa dignité. L'action avait été intentée contre la *Pravda*.

Le fait est que le 2 octobre 1990 la *Pravda* avait publié un article de Vladimir Pétrounia, observateur de TASS. En parlant de la rencontre de représentants de la presse indépendante, tenue le 28 septembre à la Maison centrale des journalistes, Pétrounia écrivait notamment que Galina Starovoïtova avait « appelé ses amis politiques dans la presse à faire justice sommaire des hétérodoxes ».

Au cours de l'audience, le représentant de la *Pravda* objectait à la poursuite du journal parce que l'article en question lui avait été offert par l'agence télégraphique TASS et, dit-il, la *Pravda* « n'assume aucune responsabilité pour son contenu ». Cette objection a été déclinée par le tribunal.

Le tribunal a reconnu que les faits concernant l'intervention de Galina Starovoïtova relatés dans l'article de Pétrounia n'étaient pas conformes à la réalité et a obligé la *Pravda* à publier, dans un délai d'un mois, un communiqué à la même page où avait été imprimé l'article de Pétrounia et dans le même caractère. Ce fait a été cité dans la presse mondiale non seulement parce que Pétrounia est un simple rédacteur de TASS et directeur de l'information sur l'Union soviétique à cette agence. A l'instar de Nina Andréeva, de Leningrad, auteur de l'article « Je ne puis pas renoncer à mes principes » qui avait fait du bruit (quand il avait été publié, au printemps 1989, dans la *Sovietskaïa Rossia*), Pétrounia s'est rendu célèbre par la campagne violente, déclenchée par lui, en automne 1990, dans la *Pravda* et la *Sovietskaïa Rossia* contre le bloc des démocrates de Moscou. Pétrounia les accusait de la création de difficultés artificielles dans le but de les attribuer ensuite au gouvernement.

Par son activité, le journal *Pravda*, plus précisément les Editions de journaux et de revues *Pravda*, pourrait donner matière à une armée d'analystes. Prenons, par exemple, les événements du début de 1991. Le scandale des revues mensuelles de l'Académie des sciences de l'URSS *Voprossy istorii* et *Voprossy filosofii* a éclaté à Moscou. Après la réduction brusque du tirage des quelques dizaines de journaux et de revues du parti imprimés au combinat d'art graphique géant, la direction de celui-ci a fait savoir son intention de se consacrer à la production de papiers peints. Et d'annoncer tout de suite qu'elle manquait de capacité pour imprimer des revues scientifiques pas trop procommunistes, disons-le carrément, que des centaines de milliers d'abonnés attendent avec impatience.

La rédaction de la *Pravda* occupe à Moscou un magnifique édifice nouveau d'une dizaine d'étages, avec de très longs couloirs où on pourrait organiser des courses de marathon. Elle possède des dizaines de bureaux à l'étranger sans parler de la possibilité d'avoir des correspondants particuliers dans toutes les républiques, territoires et régions de l'URSS. Les imprimeries du CC du PCUS à Moscou et dans toutes les régions du pays sont équipées du matériel le plus moderne (pour l'URSS). Il ne manque que des hélicoptères sur le toit de la rédaction à Moscou, mais ils sont remplacés par un escadron de Volga noires avec gyrophares et sirènes. Parmi les correspondants particuliers de la

*Pravda* à l'étranger, seul celui de Paris, V. Bolchakov, est intéressant à lire. Le rédacteur en chef actuel de la *Pravda*, l'académicien Ivan Frolov (avant lui il y avait un autre académicien, Vladimir Afanassiev ; chez nous, une grande partie des dirigeants idéologiques ont été académiciens) a appelé plus d'une fois ses collègues à se mettre enfin à travailler, à faire un journal intéressant, sans quoi la faillite et le chômage seraient inévitables. Car tous à la *Pravda* ne sont pas académiciens et docteurs es sciences.

La *Pravda* s'éteint de mort naturelle pour ainsi dire. La majorité des publications du PCUS subit des changements d'une autre sorte : elles passent de la compétence des comités du parti à celle des Soviets ; elles changent leurs noms trop « communistes » contre d'autres, plus agréables à l'ou'd'e ; deviennent indépendants, forment des associations, cherchent des parrainages et des annonceurs, rêvent d'un Rupert Murdoch qui les prendrait sous son aile et leur insufflerait une vie nouvelle. Le journal *Vozdouchny transport* (Transport aérien) ne veut plus être subordonné à l'Aéroflot ; les journalistes du *Goudok* exigent de le soustraire à la tutelle du fondateur, le Ministère des chemins de fer. Tous veulent être indépendants.

Une situation vraiment insolite s'est créée dans notre pays en automne 1990 à la suite de l'entrée en vigueur de la Loi sur la presse. A cette époque un homme habile, désireux de gagner de l'argent, n'avait pas le droit d'acheter, sans obtenir une foule de documents, un camion de mandarines dans la région méridionale de l'URSS pour aller le revendre, même en Sibérie, sans parler de la Pologne. Par contre, il pouvait lancer un journal (une revue ou une station de radio) tout seul sans intermédiaires ou organisations interposées. Cette situation ne pouvait que se répercuter sérieusement sur le marché des journaux (on appelle ça chez nous marché malgré les rayons vides des magasins, et un centralisme administratif intact presque à tous les échelons).

Une presse nouvelle, hier encore dite « informelle », a fait son apparition dans notre pays. La Loi sur la presse l'a légalisée, créant de bonnes conditions pour la formation d'un véritable marché des journaux. La compétitivité des publications du PCUS tout comme la compétitivité politique de ce parti, subissent une épreuve sans merci.

Il semble que personne n'ait encore analysé les conséquences de l'abrogation de l'article 6 de la Constitution de l'URSS sur la destinée de la presse communiste dans notre pays. La résolution du XXVIII<sup>e</sup> congrès du parti sur les médias du PCUS ne tient pas assez compte du fait que le rôle principal de la presse du parti était naguère de transmet-

tre des instructions. Si paradoxal que ce soit, c'est par cela même qu'elle était intéressante. Car les gens qui voulaient savoir ce que les chefs exigeaient d'eux, préféraient tenir cette information de première main. La *Pravda* était aussi indispensable pour ceux qui servaient le régime autoritaire avec zèle que pour ceux qui lui résistaient, secrètement ou ouvertement.

D'autre part, on a l'impression que la *Pravda* se met de plus en plus ouvertement en opposition aux structures démocratiques du pouvoir, surtout à celles de Russie. Cette opposition peut marquer un nouveau chapitre dans l'histoire de la presse du parti : la continuation logique, dans les nouvelles conditions, de son exercice du pouvoir, de son rôle de diffuseur d'ordres au sein de la société. La *Pravda* construit un modèle de conduite pour les médias du PCUS et, donc, pour tout le parti.

L'imprévisibilité, ou plutôt la diversité de la vie politique soviétique est devenue la règle aujourd'hui. Par conséquent, les informations de Moscou passent à la une de la quasi totalité des périodiques internationaux d'information. Certes, il est difficile pour un non-initié de comprendre la différence entre des journaux comme la *Sovietskaïa Rossia* (Russie soviétique), la *Démokraticheskaïa Rossia* (Russie démocratique) et la *Literatournaïa Rossia* (Russie littéraire).

Le journal *Sovietskaïa Rossia* (du 5 février 1991) s'est rangé parmi les fermes partisans de Saddam Hussein, des Palestiniens et d'autres combattants de ce genre pour la liberté et la justice. « On apprend à tuer des Arabes. Dans les conditions d'une insurrection continue des Palestiniens, en Israël on apprend de façon planifiée à la population le maniement d'armes », cette légende commentait une photo, publiée dans le journal, de femme israélienne un pistolet à la main, devant une cible. Cela au moment où Israël comptait les victimes des bombardements de son territoire par l'Irak. A la même page de la *Sovietskaïa Rossia*, on voyait une interview du correspondant de ce journal avec l'Ambassadeur d'Irak à Moscou. Les questions du correspondant ne faisaient pas la moindre allusion à la politique agressive de l'Irak à l'égard du Koweït. On eut dit que l'Ambassadeur avait reçu une tribune et tout aide possible pour faire la propagande des adversaires de l'impérialisme américain et du sionisme. Cela au moment où nous nous étions déshabitués, pendant les cinq dernières années, d'une telle terminologie.

Le journal hebdomadaire des écrivains *Literatournaïa Rossia* s'est depuis longtemps engagé politiquement, prônant des idées nationalistes et

pas du tout démocratiques. Par contre, la *Démokratitckeskaïa Rossia*, sortie pour la première fois en été 1990, exprime les opinions des députés du Soviet suprême de la Fédération de Russie qui désapprouvent la politique de la nouvelle direction du PC de Russie et les manigances des apparatchiks de la place Staraïa, là où se trouve le siège du CC du PCUS.

En première page du premier numéro de la *Démokratitckeskaïa Rossia*, la photo d'Andrei Sakharov prise pendant une session au Kremlin et assortie de la légende suivante : « En mai 1989, Andrei Sakharov fut élu député du peuple de l'URSS. En décembre, il est mort. Sakharov a eu moins d'un an pour s'adresser en direct au peuple qui, jusque-là, le connaissait d'après les informations propagandistes officielles : elles le présentaient comme un nouvel « ennemi du peuple » qui avait fait carrière grâce à l'argent du peuple et qui exploitait l'inépuisable humanisme de la société soviétique. Peu nombreux étaient les Soviétiques qui connaissaient le vrai Sakharov, penseur, citoyen et homme très courageux ». Les *Mémoires* détaillées de Sakharov qui ont fait le tour du monde en 1990 ne sont toujours pas éditées en URSS. Le recueil tout aussi important de poésies et de chansons de Vladimir Vyssotski dont la version russe est sortie il y a des années en Occident n'a jamais été publié en URSS. Les Soviétiques connaissent l'œuvre de Vyssotski d'après de petites brochures tirées à très peu d'exemplaires. Dix ans se sont écoulés depuis la mort du grand poète et chanteur russe que le peuple aime aussi fort que Pouchkine. Pourtant, on ne trouve pas de papier en URSS pour publier Sakharov et Vyssotski. Même les coopérateurs ne veulent pas courir le risque de publier leurs œuvres les plus critiques.

L'adoption de la Loi sur la presse et les autres médias en URSS signifie-t-elle que le pays recouvre la liberté de presse ? Oui et non, estime Mikhaïl Fédotov, docteur en droit, membre du groupe de travail des comités du Soviet suprême de l'URSS :

La liberté de presse ne peut-être introduite par une loi. Ce n'est qu'UNE branche sur l'arbre de la démocratie. Tant que l'arbre même n'a pas poussé, elle risque de rester à l'état embryonnaire. Il serait pourtant insensé et immoral d'essayer de la greffer sur le social-totalitarisme. Insensé, car la liberté d'expression est en opposition logique au monopolisme dans l'économie, dans la politique et dans l'idéologie. Immoral, car proclamée formellement, cette liberté d'expression devient un bon paravent pour laver les cerveaux sous couvert de la « formation d'un homme nouveau ».

Pendant sept décennies, notre société a vécu avec une liberté de presse telle qu'elle était proclamée par les constitutions soviétiques « dans l'intérêt du peuple et du renforcement et de la promotion du régime socialiste ». Des milliers de *Pravda* nationale, républicaines et régionales inculquaient à notre conscience les idées for-

mulées par les dirigeants du PCUS. Aucune autre idée n'avait le droit d'être exprimée car, du point de vue des possesseurs de la vérité absolue, elles ne correspondaient pas aux « intérêts et objectifs fixés dans la législation soviétique » et devaient, par conséquent, être réprimées comme « des élucubrations totalement fausses et diffamatoires sur le régime et l'État soviétiques ».

Quand nous avons vu que nous étions dans une impasse, il s'est avéré que le peuple était fort capable de déterminer lui-même ses intérêts en choisissant entre ceux qui proposaient de « renforcer et de promouvoir » les acquisitions socialistes et ceux qui suggéraient d'autres voies. La glasnost qui a été proclamée a joué le rôle de soupape de sûreté, d'ersatz de liberté de parole et de presse. Les autorités ont tout simplement relâché un peu les brides en vue de tirer sur elles davantage ensuite en recourant à la Loi sur la presse et donc sur une base juridique respectable.

Elles n'ont pas songé un instant à garantir une liberté de presse réelle. A preuve, le projet officiel qui a été soumis aux députés. Rédigé au Comité central du PCUS, d'après les principes des lois sur la presse de l'époque de Nicolae Ceausescu, ce projet avait pour objectif de légaliser la CENSURE, de liquider les samizdat et de consacrer à tout jamais la position inférieure de la presse, considérée comme un « instrument sur et puissant du PC ».

On sait que les députés lui ont préféré un autre projet mis au point par des docteurs en droit, Batourine, Entine et votre serviteur et publié sous forme de brochure aux frais des auteurs, que nous avons offerte à tous les participants au premier congrès des députés du peuple. Ainsi, par voie non-officielle, le projet a été soumis au parlement.

Ce que nous autres, députés et auteurs du projet faisant partie du groupe de travail Nikolai Fiodorov, considérons comme un progrès, était taxé de « face cachée de la démocratie » et de « pseudo-libertés bourgeoises ». Les autorités ne ménageaient aucun effort pour élaguer le projet de loi, pour l'émasculer, en supprimant toutes les dispositions inacceptables pour elles. A toutes les séances, les représentants des « organismes intéressés » s'attaquaient aux articles l'un Après l'autre, cherchant à glisser des bombes à retardement capables de faire sauter tout le projet. En même temps, le texte subissait régulièrement d'étranges métamorphoses : dans de nouvelles versions dactylographiées on apercevait inmanquablement de nouvelles formules, et parfois des articles entiers, sur les restrictions de la liberté de parole dans les médias.

Et pourtant, nous avons su soumettre à la première lecture un bon document. N'ayant pas réussi à le rédiger à leur goût, nos adversaires ont eu recours à d'autres moyens de lutte. Le groupe de travail a décidé de rendre public le projet de loi pour le soumettre à une discussion dans les milieux journalistiques. Le CC du PCUS l'a interdit. Quand notre projet a été publié comme un document officiel pour être distribué aux députés, le CC du PCUS a saisi le tirage. En première lecture, un scandale a éclaté car la « version amendée » du projet ressemblait autant à la nôtre, telle que les comités l'avaient approuvée, qu'un cadavre ressemble à un homme vivant : l'apparence est la même mais l'âme n'y est plus.

Les députés ont considéré la « version amendée » comme une ruse illégale et l'ont rejeté en approuvant notre projet et en décidant de le publier en vue d'une discussion populaire pour l'amender ensuite. Mais en coulisse, on a inversé l'ordre : d'abord amender et ensuite publier. Ainsi, le projet a été complété par des « versions alternatives proposées par des groupes de députés du peuple », qui portaient seulement sur deux points, le droit à la création d'un média et l'indépendance des rédactions. Elles interdisaient aux citoyens de créer leurs propres médias, et elles offraient aux « fondateurs » et aux éditeurs le droit de dicter leur volonté aux journalistes. Ces alternatives ont inversé le sens de notre projet en substituant à la liberté de presse l'absence de liberté.

Il faut reconnaître que le projet a perdu certaines dispositions avant la deuxième lecture. Les conservateurs attaquaient sur toute la ligne et il fallait sacrifier quelque chose. Il a fallu ôter les conditions dans lesquelles on pouvait refuser de publier un démenti ou refuser de donner des informations aux journalistes. Les représentants des « organismes publics intéressés » se mettaient en quatre pour prouver que les journalistes devraient avoir les mêmes droits à l'information que les autres citoyens. Mais c'est que le droit des Soviétiques à l'information est proche de zéro. Nous avons en vain essayé d'assimiler le journaliste au chirurgien qui est seul à avoir le droit de toucher au bistouri pour sauver une vie humaine.

Des « dactylos militantes » ont elles aussi apporté leur contribution : le groupe de travail ne s'étant pas montré assez vigilant, vis-à-vis d'elles, le droit de suspendre les activités d'un organe de presse a été donné à l'organisme chargé d'enregistrer les médias. C'est comme si le bureau de l'État civil pouvait lui-même annuler les mariages.

Malheureusement, on s'en est aperçu trop tard. Il y a eu d'autres altérations. Par exemple, dans l'article définissant les motifs de mettre fin aux activités d'un média, le mot « seulement » avait sauté. La perte de ce mot, à première vue insignifiant, changeait complètement le sens de l'article, permettant de fermer un journal sous n'importe quel prétexte. Dieu merci, nous avons repéré l'amputation à temps.

Et les dactylos ? « Moi aussi, je me considère comme responsable de ce projet de loi », m'a dit l'une d'elles en réponse à une critique, « si vous continuez à faire des histoires, on va vous faire chasser du groupe de travail ».

L'adoption de la Loi a pris trois jours, un drame en trois actes. Le premier jour, les députés ont adopté un seul article mais important. « La CENSURE des médias est interdite ». Je crois que le grand Pouchkine aurait été content d'apprendre que la CENSURE est tombée le jour de son anniversaire.

Le deuxième jour, en dépit des attaques massives, nous avons su défendre le principe garantissant aux citoyens le droit de créer des médias. Je ne sais pas ce qui a convaincu le plus les députés : les citations de Lénine, les références aux activités d'édition de Herzen et de Pouchkine ou les engagements internationaux de l'URSS ? Une proposition d'amendement qui visait à ôter ce droit aux particuliers a recueilli seulement 84 voix. Dans l'intervalle on s'est embrassé et félicité.

Mais un échec nous attendait. A quatre reprises, les membres du groupe de travail et les députés solidaires ont essayé d'ôter à l'organisme enregistrant les médias le droit de les fermer. Nous avons eu beau dire que c'était une erreur de dactylo : toutes nos démarches ont été vaines. L'amendement apporté par une dactylo est devenu la Loi. Pourtant, seulement une vingtaine de voix nous ont manqué pour la victoire.

Le troisième acte de ce long drame a été plein de surprises. Pour commencer, un bon écrivain, Sergueï Zalyguine, est monté à la tribune pour appeler à voter contre la Loi qui, selon lui, protégerait les journalistes mais pas son mensuel littéraire, *Novy mir*.

Ensuite, un député moldave a demandé de traduire en justice les astrologues, médiums et voyants et toute personne qui diffuse des informations sans rapport avec la réalité. Pour appuyer ses paroles, il a cité un astrologue qui avait annoncé à la radio un proche tremblement de terre en Moldavie - et qui avait provoqué une grande panique dans ce pays. Ce député ne comprenait pas que son amendement portait un coup mortel au pluralisme et à la liberté de parole. Les serviables dactylos étaient prêtes à l'inscrire sur le projet car elles comprenaient tout. Heureusement, l'amendement du député moldave a été rejeté, comme d'ailleurs la plupart des autres. Bref, la deuxième lecture n'a fait la loi ni pire ni meilleure.

La nouvelle loi est-elle mauvaise ? Non, elle est plutôt bonne. L'essentiel est de pouvoir la protéger de nouveaux amendements éventuels de la part du gouvernement fédéral, du Comité d'État à l'édition et du Comité d'État à la radio et à la télévision. Il faut donc être sur ses gardes pour défendre les droits que nous garantit cette nouvelle Loi sur la presse et ce, en respectant sa lettre. Il faut mener cette lutte dans les parlements, dans les Soviets locaux, dans les tribunaux, dans les rédactions, bref, partout.

Le journal *Nézávissimaïa gazeta* du 2 février 1991 a révélé que « des experts du Ministère de l'intérieur corrigent la Loi sur la presse, à la demande et aux frais du Comité d'État de l'URSS à la presse et non pas du Président ». Les collaborateurs de l'Institut de recherches du Ministère de l'intérieur ont déjà remis leur paquet de propositions sur la mise au point du texte de la Loi déjà appliquée et, selon des données du journal, les propositions des policiers-savants ont été accueillies favorablement.

A présent, nous avons la Loi sur la presse. Par contre, le papier journal devient de plus en plus rare. Dans bien des villes, les journaux nationaux ne paraissent plus pendant des jours et des jours. Les rédactions présentent régulièrement des excuses à leurs lecteurs, sans toutefois les rembourser. Seule la *Pravda* sort tous les jours. Pour elle, la pénurie de papier n'existe pas. Pour les périodiques du PC, il y en a même trop. Dernièrement le PC a institué de nouveaux organes comme l'hebdomadaire glasnost, à ne pas confondre avec la revue glasnost éditée par le fameux contestataire Sergueï Grigoriant, âgé de 49 ans dont 9 passés en

prison. Sa glasnost est tirée à 30 000 exemplaires à Moscou et à Paris. En recourant à ce stratagème, les autorités ont essayé de fermer la bouche au périodique dissident le plus connu qui existait depuis plusieurs années. Et pourtant glasnost et *Ejednevnaïa glasnost* sont officiellement agréés par l'Exécutif de l'arrondissement Oktiabrski (Moscou). Ou peut-être Sergueï Grigoriant, diplômé de la faculté du journalisme de l'Université de Moscou, est-il mal connu au Kremlin ou au Comité d'État à l'édition où ont été enregistrés les nouveaux périodiques du CC du PCUS, dont glasnost ?

La *Pravda* et le mensuel dernièrement institué par le CC du PCUS, les *Nouvelles du CC du PCUS* connaîtront-ils un jour la pénurie de papier ? Le 5 septembre 1990, en conformité avec la Loi sur la presse, le Comité d'État à l'édition a enregistré, en percevant un impôt symbolique, les périodiques du CC du PCUS. La liste était longue : les journaux *Pravda*, *Rabotchaïa tribouna*, *Selskaïa jizn*, *Sovietskaïa kouloura*, *Outchitelskaïa gazeta*, les revues *Nouvelles du CC du PCUS* *Kommounist*, *Partiïnaïa jizn*, *Voprossy istorii KPSS*, *Dialog*, les hebdomadaires glasnost et *Voskresenié*. On dirait parfois que tous ces périodiques peu populaires mais très nombreux n'existent que pour rendre plus séduisants des périodiques comme les *Izvestia*, *Literatournaïa gazeta*, *Les Nouvelles de Moscou*, la *Komsomolskaïa Pravda*, *Troud*, et les magazines *Rabotnitsa* et *Krestianka*.

Une distinction s'impose : par rapport à la stalinienne Nina Andreïeva (petite professeur d'université qui s'est rendue célèbre par un article incendiaire contre Gorbatchev), les conservateurs les plus notoires, Egor Ligatchev, membre du Politburo du CC du PCUS, et Ivan Polozkov, patron du PC de Russie, apparaissent comme de vrais démocrates. Et comparé à ces moujiks Mikhaïl Gorbatchev apparaît comme un libéral. Indécis et lent, ce dernier fait apparaître Boris Eltsine comme un grand défenseur du peuple et même un dissident. Après avoir lu plusieurs numéros de la *Pravda*, les *Izvestia* vous paraissent un très bon journal avec un style clair, riche et informatif. C'est *Le Monde* ou le *Times* à la soviétique. Et pourtant, les *Izvestia* respectent rigoureusement les limites de la glasnost fixées d'en haut. Le chemin de la liberté de la presse est long.

Les habitants de la capitale géorgienne, Tbilissi, n'apprendront rien, en lisant les journaux nationaux ou locaux, sur ce qui se passe dans les républiques limitrophes comme l'Arménie ou l'Azerbaïdjan. En revanche, les journaux *Le Monde* et la *Pensée russe*, la muni-choise radio-Liberty et des périodiques naguère contestataires mais aujourd'hui tout à

fait légaux comme *Express-Khronika* et glasnost que les autorités n'aiment pas, donnent des informations assez exhaustives sur les événements dans toutes les républiques. Certes, les événements en Arménie sont le mieux reflétés par la presse Arménienne indépendante et ceux des pays baltes, par leurs périodiques locaux indépendants. Mais tous les Soviétiques ne lisent pas l'Arménien et le Lituanien ou le letton. Il faut dire que chez les marchands de journaux à Tbilissi vous avez le plus de chances de trouver des périodiques locaux et nationaux (Moscou) de droite comme la *Sovietskaïa Rossia* et la *Krasnaïa zvezda* (organe du Ministère soviétique de la défense) ainsi que les journaux du PC de Géorgie. A Moscou, dans les kiosques à journaux, on ne vend que les périodiques de la capitale paraissant dans la capitale. Parmi les journaux étrangers, on trouve le plus souvent *l'Humanité* et *l'Unita* et très rarement les grands journaux occidentaux. Il y a pourtant des endroits où l'on peut depuis quelques temps les acheter : Moscou reçoit un millier d'exemplaires des plus importants hebdomadaires, journaux et revues scientifiques des États-Unis que l'on vend en roubles. Par contre, *Time*, *Newsweek*, *Le Monde* et *Le Figaro* ont toujours été vendus en devises dans les plus grands hôtels de la capitale réservés aux étrangers. Depuis 1989, les périodiques «informels» de républiques fédérées sont vendus dans la rue par des spéculateurs ou par des militants inquiets. La police ne les aime toujours pas et continue de saisir ces publications de qualité idéologique suspecte. Les journaux des républiques fédérées que faisait toujours paraître le CC du PCUS n'ont pourtant jamais été vendus dans la capitale ou ailleurs au-delà des frontières de ces républiques.

A condition de s'y abonner, les Moscovites peuvent recevoir des journaux officiels de Géorgie. Chez les marchands de journaux, il y a une énorme quantité de revues et d'hebdomadaires qui évoquent les événements au Koweït ou en Israël comme, par exemple – *Za roubejom*, revue épurée de la presse occidentale ou *Novoyé vremia* (Temps nouveaux) ; comme le mensuel *Mezhdounarodnyé otnochenia* écrit dans une abominable langue de bois, ou les hebdomadaires *Literaournaïa gazeta* et *Nedelia* qui ont perdu leur attrait et leur influence aux yeux des intellectuels à la suite de l'essor de la glasnost. La *Pravda*, les *Izvestia*, la *Literatournaïa gazeta*, la TV centrale l'apprendront rien aux Moscovites sur les événements en Arménie ou en Géorgie bien que ces organes disposent d'envoyés permanents dans ces pays, avec des bureaux, des moyens de communications et de transport, de gros budgets et des personnels nombreux. De tous les journaux nationaux, seules *Les Nouvelles de Moscou* ont su depuis le début de la perestroïka couvrir les événements à

Tbilissi, à Erevan, à Riga, à Tallinn de façon à ne pas provoquer de tollé dans les républiques respectives.

Les millions de Soviétiques sont aujourd'hui mieux informés des événements à la Maison-Blanche que sur les présidences des Soviets suprêmes des républiques fédérées. Les interviews de George Bush ou de François Mitterrand sont souvent publiées dans la presse officielle soviétique et reprises par l'agence TASS.

En même temps, la presse du PC garde un silence absolu sur des personnalités politiques, anciens contestataires et prisonniers politiques, comme Gamsakhourdia, Ter-Petrossian, Novodvorskaïa, Aïrikian. Tout ce qu'on sait de Ter-Petrossian, c'est qu'il est un intellectuel raffiné, grand philologue ; de Gamsakhourdia, qu'il est philologue lui aussi et fils de Konstantin Gamsakhourdia, auteur de romans historiques sur la Géorgie, devenus des classiques. Sur tous les toits on crie cependant que Gamsakhourdia serait un agent du KGB. En parlant de Novodvorskaïa, on insiste sur le fait qu'elle aurait injurié publiquement le Président de l'URSS et sur ses innombrables examens psychiatriques et démêlés avec la justice. Ces personnes ont cependant beaucoup de choses à dire aux Soviétiques. Si elles avaient eu la possibilité d'intervenir dans les pages de périodiques nationaux au lieu d'avoir à crier au mégaphone dans la rue lors de manifestations, il y aurait eu moins de sang en Transcaucasie, moins de réfugiés à Moscou ; en conséquence, la menace d'une guerre civile aurait été moins pesante. Je crois que la *Pravda* et le *Kommunist* disparaîtront de la surface de la Terre sans avoir jamais publié d'interviews des principaux représentants de l'opposition anticommuniste en URSS.

D'une forme de politique internationale de l'URSS, la guerre froide est devenue une forme de politique intérieure. Quand nous ne pourrions plus supporter la famine, le froid et le sang versé, on nous donnera de nouveau une ration de pain et on nous obligera à remplir la norme du travail communiste. Le soir, on lira, comme d'habitude, la *Pravda* et on regardera le journal télévisé *Vremia*. C'est certes là une des visions de l'avenir le plus pessimiste. Cela pourrait être encore pire si nous tombions dans le chaos de la guerre civile et de la catastrophe économique. Et il y a en revanche d'autres perspectives, moins pessimistes. Des apparatchiks du PC et des généraux pourraient monter très légalement des affaires commerciales ; d'autres encore pourraient occuper des postes de responsabilité dans des administrations publiques. En autorisant la propriété privée de la terre et celle des moyens de production industrielle petits et moyens, ils réussiraient à faire sortir le pays de la crise économique sans sacrifier l'essence du régime et le noyau dur de ses cadres. L'écrivain Youri

Naguibine et la militante de l'Union démocratique Valérie Novodvorskaïa estiment que si les événements prenaient cette tournure, la politique intérieure du Kremlin rappellerait non plus le socialisme stalinien-Brejnevien mais le national-socialisme hitlérien. Un point de vue digne d'intérêt.

Il est peut-être encore trop tôt pour généraliser même s'il y a des faits concrets. L'échec cuisant essuyé par les communistes aux élections au Soviet suprême de Géorgie (où ils ont obtenu moins d'un quart de mandats) n'a pas fait de grands titres dans la presse centrale soviétique. Le 14 novembre 1990, la première session du nouveau Soviet suprême de Géorgie a élu son président, Zviyad Gamsakhourdia. Sur les 238 députés, il y a eu seulement 5 votes contre et une abstention. La session a également élu un nouveau président du Conseil des ministres, entériné de nouveaux drapeau, hymne national et armoiries pour la république - rétablissant les symboles de la république démocratique de Géorgie des années 1918-1921. Désormais, la Géorgie s'appelle officiellement la République géorgienne. Une foule immense réunie les 14 et 15 novembre devant le siège du gouvernement géorgien a écouté la retransmission des discours parlementaires. En retenant leur souffle, tous les Géorgiens ont suivi en direct sur leurs petits écrans les débuts du premier parlement multiparti de leur république. Le principal journal géorgien a changé son titre *Komounisti* pour devenir *Akhali Sakartvelo* (Géorgie nouvelle).

La télévision centrale, les *Izvestia* et la *Pravda* ont donné très peu d'informations sur la relève de la garde à Tbilissi, comme si la chute du gouvernement communiste dans une république fédérée était un événement tout à fait ordinaire. Jusque-là, il y en avait eu 4 : les pays baltes et l'Arménie. Par contre, deux jours plus tôt, la *Pravda* avait publié un article-fleuve sur les mouvements informels géorgiens, abondant en citations de Zviyad Gamsakhourdia datant de différentes époques. Grâce à une adroite compilation, les *Izvestia* ont pu présenter Zviyad Gamsakhourdia comme un fervent nationaliste qui, une fois au pouvoir, chasserait immanquablement tous les non-Géorgiens hors des frontières de la république. Ce sont des mensonges auxquels les Arméniens, les Abkhazes, les Ossètes, les Juifs, les Kurdes, les Azéris, les Russes et les Ukrainiens qui vivent depuis des siècles sur le sol géorgien ne croient pas beaucoup. Qu'y a-t-il de mal à ce qu'il veuille en finir avec la russification, qu'il veuille utiliser le géorgien beaucoup plus largement dans les affaires et l'instruction publique, limiter l'arrivée de travailleurs immigrés, établir des liens économiques directs avec les pays étrangers et les républiques fédérées

soviétiques, renoncer à la signature du traité de l'Union, et mener une politique visant une auto-détermination et une sécession ?

La manipulation de citations est un procédé à ne pas employer, surtout dans le contexte soviétique. Imaginez-vous ce qui se passera si quelqu'un de malhonnête s'applique à faire une collection d'extraits de discours publics de Mikhaïl Gorbatchev actuel critique de la « période de stagnation », à l'époque où il était premier secrétaire du Comité du PCUS pour la région de Stavropol et secrétaire du CC du PCUS ! On va hurler de rire alors que Mikhaïl Gorbatchev, lui, sera indigné, et pour cause. Ouvertement provocateur, l'article précité de l'envoyé spécial des *Izvestia*, V. Vyjoutovitch, paru en novembre 1990, a provoqué un tollé général en Géorgie - et on en a parlé le premier jour de travail du nouveau Soviet suprême de Géorgie. Les *Izvestia*, organe du Soviet suprême de l'URSS, n'ont pas publié d'informations aussi critiques sur le nouvel Hitler proche-oriental, notre allié de longue date, Saddam Hussein. On a du mal à croire à l'objectivité de la presse centrale soviétique. Après de telles attaques contre l'actuel président géorgien Zviyad Gamsakhourdia. Il est d'autant plus réjouissant qu'après l'article scandaleux de Vyjoutovitch, pour redorer le blason du journal, la rédaction a donné la parole à Bessik Ourigachvili en lui permettant de publier le 14 et le 16 novembre des reportages tout à fait corrects (donc peu censurés par la rédaction) depuis la salle du Soviet suprême de Géorgie. Le 17 novembre 1990, les *Izvestia* ont publié une grande interview de Zviyad Gamsakhourdia réalisée par ce même Ourigachvili et assortie d'une photo du président géorgien et de ses données biographiques. L'interview qui avait pour titre : « Notre objectif : une Géorgie indépendante » se terminait par un alinéa écrit par le correspondant : « Pendant notre entretien, Zviyad Gamsakhourdia a exprimé son opinion sur le récent article consacré à la situation politique en Géorgie, paru dans les *Izvestia*. Il a demandé qu'elle soit portée à la connaissance des lecteurs du journal. Il estime notamment que cet article était fallacieux et se basait pour l'essentiel sur des rumeurs et des informations non vérifiées. « Cela ne fait pas honneur à un journal aussi sérieux et respectable que les *Izvestia*. Et en même temps, c'est une offense pour la Géorgie et son peuple. S'il y a d'autres articles de ce genre, je doute que je puisse accorder des interviews à votre journal », a-t-il dit.

Le chemin du totalitarisme à la glasnost et à la liberté de presse est long. Des périodiques des pays baltes, d'Arménie, de Géorgie et, depuis quelque temps, d'Ukraine, de Moscou et de Leningrad, d'autres journaux régionaux de Russie, peu nombreux d'ailleurs, progressent avec assurance dans cette voie.

Les *Izvestia* (du 1<sup>er</sup> février 1991) ont annoncé que le CC du Parti communiste du Kazakhstan avait fait connaître sa décision de devenir, à partir du 1<sup>er</sup> février 1991, l'unique « fondateur » des principaux journaux de la république : la *Kazakhstanskaïa Pravda* et le *Sotsialistik Kazakhstan*. Leurs anciens copropriétaires, le Soviet suprême et le Conseil des ministres de la république, se sont doucement écartés, bien que, tout récemment encore, le Soviet suprême du Kazakhstan ait confirmé sa ferme intention de garder les journaux mentionnés en tant que publications conjointes, ayant les mêmes copropriétaires. Le 8 janvier, le Bureau politique du CC du PC de la République a décidé de changer le statut des journaux, d'en faire des organes du parti. Cette décision a été rapidement approuvée par le Présidium du Soviet suprême du Kazakhstan sans tenir compte de l'opinion de la majorité des députés. On a laissé entendre aux journalistes que ceux qui n'étaient pas d'accord pouvaient s'en aller. On a promis à ceux qui restait de leur offrir immédiatement des appartements et des lots de terrain gratuits, de leur accorder le droit d'acheter des voitures, etc. Selon Ou. Djanibékov, secrétaire du CC du parti communiste du Kazakhstan, les copropriétaires auraient cessé de financer ces journaux. Mais, comme les journalistes de la *Kazakhstanskaïa Pravda* l'ont communiqué aux *Izvestia*, le motif était quand même autre. Au cours d'une rencontre avec le collectif de la rédaction, V. Anoufrieu, deuxième secrétaire du CC du Parti communiste du Kazakhstan, a carrément dit : « Nous avons besoin d'un journal comme la *Sovietskaïa Rossia*... Le moment est venu d'en finir avec les pseudodémocrates comme Popov et Soltchak (les maires de Moscou et de Leningrad) ». Et quelle était l'attitude du parlement de la république ? Les députés du groupe Kazakhstan démocratique ont essayé d'élever leur voix contre les actions de la direction du Parti communiste du Kazakhstan, mais ils n'ont obtenu qu'une seule chose : l'adoption par le Soviet suprême d'une résolution sur l'inadmissibilité de pareilles actions de la part du CC à l'avenir.

La Russie est présidée par Boris Eltsine mais bien des comités régionaux du PC de Russie ne veulent toujours pas renoncer à leur pouvoir. Aussi des centaines, voire des milliers de petits journaux locaux restent-ils sous l'influence des tsars du PC. Dans la région natale de Mikhaïl Gorbatchev, à Stavropol, la glasnost fait l'objet de restrictions. L'envoyé spécial des *Izvestia* en a parlé le 17 novembre dernier son envoyé particulier. Son article avait pour titre « Restrictions imposées à la glasnost : les rédactions de journaux de district se voient refuser le droit d'être « cofondateurs » de leurs propres organes de presse :

« Compte tenu de la Loi sur la presse et des dernières résolutions gouvernementales, les rédactions de certains journaux du territoire ont essayé de devenir leurs co-fondateurs, conjointement avec les Soviétistes des députés du peuple et les comités du PC appropriés mais, Après s'être vu opposer une fin de non-recevoir, elles ont renoncé à cette idée, toutes, à l'exception de celle de la *Zvezda prikoubania* (L'Etoile du Kouban), journal du district qui bénéficiait d'une grande popularité dans la région. La rédaction insistait sur son droit en appuyant sa demande par des arguments aussi sérieux que la rentabilité du journal et le soutien matériel de plusieurs exploitations collectives et de l'association de fermiers de Stavropolïé, fondée avec son assistance, qui ont accepté de parrainer le journal.

Et pourtant, sous l'influence du Comité de district du PCUS, la présidence du Soviet des députés du peuple et de l'exécutif du Soviet local du district, ont fait traîner l'enregistrement en longueur pour, finalement, refuser à la rédaction le droit de devenir co-fondateur de son journal. Cette décision définitive stipule également que dorénavant le « rédacteur en chef du journal ne sera plus élu mais nommé à ce poste ». Ces refus laissaient entendre qu'on ne voulait pas d'innovations ni d'abandons des principes affirmés. La rédaction du journal les considère comme des restrictions imposées à la glasnost. Cet avis est partagé par B. Koutchmaïev, chef adjoint de la Direction territoriale pour les éditions, l'imprimerie et le commerce du livre. Il considère cette décision des autorités du district comme illégale : « L'objectif en est clair : en limitant l'initiative des journalistes, le comité du PCUS et le Soviet du district voudraient continuer à diriger le journal », a-t-il dit.

Sur l'immense territoire de la Russie qui n'est, rappelons-le, qu'une parmi les nombreuses républiques qui composent l'Union soviétique, les journaux locaux avancent sur la voie de l'indépendance. De leur propre initiative (!), des comités du PCUS renoncent à leurs droits sur des journaux en les transférant à des soviets locaux, conseils légalement élus.

Mais le CC du PCUS ne veut ou ne peut plus donner le papier nécessaire à leur publication. Ce phénomène a été évoqué dans les pages d'*Argoumenty i fakty* (n°46, 1990) par V. Logounov, député du peuple de l'URSS, vice-ministre de la presse et de l'information de la Fédération de Russie :

Nous sommes sans voix en pleine glasnost!! La Loi sur la presse a ouvert les écluses à la glasnost. Au 1<sup>er</sup> novembre, quelque 300 publications, des plus diverses, paraissant en Fédération de Russie étaient enregistrées dans notre ministère.

Les nouveaux journaux se heurtent à de nombreuses difficultés. Les spécialistes manquent. Côté équipements d'imprimerie, nous avons un retard de cinquante

<sup>1</sup> Jeu de mots = *Glasnost* dérive en effet de *golos*, la voix.

ans sur les pays étrangers. Du reste, même ces équipements périmés font défaut.

La Fédération de Russie n'a jamais eu sa propre télévision, ni sa radio, ni sa presse, sauf à assez bien connue *Sovietskaïa Rossia* qui, bien qu'officiellement associée au Soviet suprême de la RSFSR, ne lui appartenait pas. Et les journaux de territoires, de régions, de villes et d'arrondissements relevant à la fois des Soviets et du parti ? Ces publications conjointes étaient en fait toujours sous les ordres des comités du parti.

C'est la raison pour laquelle le ministère créé fin septembre a commencé par constituer une presse indépendante pour la Fédération de Russie.

Qu'avons-nous réussi à faire ? La *Rossiskaïa gazeta*, organe du parlement, vient de paraître. Le 3 novembre le numéro zéro a vu le jour, et le numéro un le 11 novembre ; dès le premier jour du travail du II<sup>e</sup> Congrès des députés du peuple de la RSFSR, le journal paraîtra tous les jours. En décembre et en janvier, on pourra commencer de s'y abonner. Avant la fin de l'année, va paraître un hebdomadaire gouvernemental. On prévoit également la publication d'un hebdomadaire traitant de notre souveraineté et de notre fédération ainsi que d'un magazine d'information et d'autres périodiques.

Comment sommes-nous parvenus à faire paraître les journaux de la Fédération de Russie ? Nous nous sommes arrangés à l'amiable avec le CC du PCUS sur la possibilité de publier les journaux de la Fédération de Russie aux éditions de la *Moskovskala Pravda*. En outre, nous construirons ensemble la deuxième tranche d'une imprimerie de 32 000 m<sup>2</sup> et l'équiperons pour disposer ensuite de 40 % des capacités de production et de 40 % des revenus. Vers la fin de 1991, la publication de nos périodiques ne devrait pas faire problème.

Aujourd'hui, on nous accuse d'avoir « transigé sur les principes » en nous entendant avec le CC du PCUS... Mais voyons la réalité telle qu'elle est : où en serions-nous si nous avons mis la main sur *Sovietskaïa Rossia* ? Réellement, nous n'aurions reçu qu'une allocation de papier et le titre de la publication qui ne jouit pas d'une grande popularité auprès de la majorité des lecteurs ! Autre chose encore : où imprimer - à Moscou ou à Genève ? D'ailleurs, le journal des communistes russes a son histoire et ses lecteurs... La nouvelle Fédération de Russie doit avoir son journal à elle.

En août, nous avons envoyé dans tout le pays une circulaire qui stipulait que dorénavant les journaux régionaux, municipaux et d'arrondissement relevant à la fois des Soviets et du parti ne jouiraient plus d'une dotation prélevée sur le budget de la Fédération de Russie (cette année, il était question de 70 millions de roubles et l'année prochaine, cette somme aurait dépassé 300 millions de roubles compte tenu de la majoration des prix du papier, des services d'imprimerie et de la diffusion), mais ils pourraient compter sur la moitié du papier nécessaire, le reste devant venir des services financiers du CC du PCUS. Suite à notre lettre, le processus de la séparation des publications a commencé localement. Les inscriptions traditionnelles « organe du comité régional du parti, du comité municipal, du comité d'arrondisse-

ment » cessèrent de figurer dans le titre, bien que ces mêmes comités eussent l'intention de toujours diriger ces publications.

Personne n'oblige de s'unir ou de se séparer de force : le processus doit être naturel. Le Soviét suprême de la Fédération de Russie réglera le problème des dotations lors de l'approbation du budget d'État, et les Soviets locaux (et non pas les comités du parti) décideront de la nécessité de publier tel ou tel magazine. Nous allons défendre fermement notre position. N'oublions pas qu'au destin des publications locales est lié le destin de 30 000 journalistes.

Le papier, c'est du sérieux. Le papier qui manque énormément dans notre république nous pose le plus de problèmes. Chez nous, la consommation du papier est de moins de 20 kg par an et par personne (contre 300 kg aux États-Unis, 250 kg en Finlande, 230 kg en Suède). Ça et là on entend dire l'habituel : « La faute en revient aux coopérateurs qui ont accaparé tout le papier ». Est-ce bien fortuit ? La quantité de papier qu'achètent les coopérateurs à un prix trente fois supérieur à sa valeur nominale est une goutte dans la mer par rapport aux quantités dont disposent toutes sortes d'établissements secrets et le Service administratif du CC du PCUS.

Les planificateurs ont toujours attendu les instructions du Service administratif du CC pour savoir à qui donner du papier et combien. Est-ce que la situation a changé ? Oui, en apparence. Mais en fait le papier est distribué selon le même principe. Ainsi, en 1989, on a fabriqué environ 1 800 000 tonnes de papier journal. 600 000 t furent envoyées dans les républiques fédérées. Quelque 250 000 t sont allées à des pays amis. Plus de 500 000 t (la moitié ! du reste du papier) étaient destinées au CC du PCUS et 150 000 t à diverses administrations (Ministère soviétique de la défense, KGB, Ministère de l'intérieur, Jeunesses communistes, etc.) ; 60 000 t, soit moins de 4 % de tout le papier journal produit par la RSFSR étaient affectées à la Fédération de Russie ! Que faire pour les nouvelles publications ou celles qui pourront voir le jour dans un proche avenir, celles des Soviets, les « indépendantes », les revues pour enfants ou de partis politiques divers et de mouvements populaires ? Il n'y a qu'une seule issue : redistribuer le papier au détriment des institutions qui disposent d'énormes ressources.

A la mi-janvier 1991, Tunique fournisseur du pays en zinc extrapur pour imprimeries a arrêté sa production. Ce nouveau déficit a frappé avant tout les journaux centraux : ils sont imprimés non seulement à Moscou, mais aussi dans tous les coins du pays où les épreuves sont transmises par fac-similé afin d'être transformées en matrices de zinc. La cause du nouveau déficit est la suivante : au début de 1991, le Gosplan a exclu le zinc d'imprimerie de la « commande d'État », c'est-à-dire a autorisé des prix libres pour ce produit. Il faut se rappeler que l'URSS occupe la première place au monde pour ses réserves connues de zinc.

Le 4 janvier 1991, les *Izvestia* ont publié une série de communications de leurs correspondants de différentes régions du pays et un vaste

commentaire de la rédaction racontant comment le Ministère des FIT de l'URSS sabotait pratiquement partout, sous divers prétextes, la diffusion (le transport et la livraison par les facteurs) des *Izvestia*. Fait curieux : après avoir haussé les tarifs plusieurs fois, les postiers sont devenus beaucoup moins zélés, et cela de façon sélective, on ne sait pourquoi. Par exemple, les facteurs apportent la *Pravda* régulièrement, mais les *Izvestia* ou la *Komsomolskaïa Pravda*, très irrégulièrement.



## Chapitre quatrième

### La liberté acquise

Ayant surmonté de nombreuses difficultés, à l'issue de longs débats dans les bureaux de divers établissements d'État qui les avaient jadis fondées, une vingtaine d'importantes publications de Moscou ont fini par acquérir la liberté. Qui les avait tenues dans l'esclavage ? *Ogoniok*, *Znamia*, la *Literatournaïa gazeta* se sont délivrés du joug du CC du PCUS et de son proche parent l'Union des écrivains de l'URSS avec ses apparatchiks chargés de veiller sur les hommes de lettres.

Les trois périodiques cités ont décrit avec force détails ce processus, et tout le pays a suivi avec intérêt leur combat opiniâtre. Est-il vraiment possible de s'opposer à des administrations toutes puissantes, surtout sur des questions si importantes ? Tout récemment encore, une faute de frappe ou une formule mal venue dans un texte publié valait le licenciement au rédacteur et une série de blâmes infligés au rédacteur en chef par les idéologues du CC du PCUS et de l'Union des écrivains.

« Le combat des géants » se poursuit. Les articles comme ceux qui furent insérés sous ce titre par les *Izvestia*, le quotidien soviétique le plus solide, revenaient dans la presse soviétique. *Ogoniok*, *Znamia*, la *Literatournaïa gazeta*, magnifiques publications que dirigeaient les écrivains Vitali Korotitch, Guéorgui Baklanov et Fédor Bourlatski, étoiles de première grandeur, ont alors commencé à perdre leur position de leader. Il va sans dire que vendues dans un kiosque à journaux, elles seraient épuisées en un clin d'oeil, mais les marchands de journaux en reçoivent juste assez pour créer le déficit et pour en faire un objet de trafic. Chez nous, un marchand de journaux, comme tous les autres marchands, touche un salaire fixe sans être intéressé à la vente. Aussi fait-il moins du commerce qu'il ne crée artificiellement le déficit de tout ce qu'il peut.

Dans un proche avenir, semble-t-il, *Ogoniok*, *Znamia* et la *Literatournaïa gazeta* trameront dans les kiosques de Moscou, c'est-à-dire qu'ils seront disponibles dans les kiosques pendant au moins quelques heures, ce n'est pas arrivé jusqu'au milieu de l'année 1990 aux *Nouvelles de Moscou* et ce qui au début de 1991 n'arrivait toujours pas à *Komerçant*

et à *Megapolis-Express*. Les marchands de journaux soviétiques ne sont pas idiots. Va-t-on offrir chez nous quasiment pour rien quelque chose qui peut procurer un gros bénéfice ? Je doute qu'un Soviétique ait jamais vu avant 1991 la revue *America* vendue au prix officiel. Ce serait comme vendre chez nous en 1990 un dollar pour soixante kopecks, soit le prix officiel, alors que sur le marché noir on donnait de 18 à 25 roubles pour un dollar soit 30 ou 40 fois plus. Je dois reconnaître toutefois qu'on peut trouver parfois *Guten Tag* et *Anglia* qui sont publiées en russe, respectivement par la RFA et la Grande-Bretagne.

Fait curieux : dans un État normal, *Ogoniok*, *Znamia* ou la *Literatournaïa gazeta* n'auraient pas pu exister, sans parler de rapporter des revenus importants. Des reporters et des écrivains-historiens qui ont très rarement l'occasion d'aller faire des recherches en dehors de Moscou y ont créé *Ogoniok*, mince magazine du format de *Life* aux États-Unis, avec une présentation très modeste. Le fait de révéler les crimes commis sous Staline ont valu à *Ogoniok* l'amour de millions de lecteurs ; et le magazine touche toutes les époques de Lénine à Andropov. Mais tout ça est déjà connu dans ses grandes lignes ; toutes ces dénonciations appartiennent au passé. Faute de bons manuels scolaires, on peut recommander *Ogoniok* aux élevés des grandes classes (comme à leurs enseignants) en tant que livre pour l'étude de l'histoire, de la sociologie et de la littérature.

*Znamia*, *Novy mir*, *Moskva*, *Oktiabr*, *Droujba narodov* (Amitié entre les peuples), *Inostrannaïa literatoura* (Littérature étrangère), *Younost*, *Néva*, *Ogni Sibiri*, *Prostor*, et une dizaine d'autres publications de ce genre paraissant dans toutes les grandes régions de la Fédération de Russie, ainsi que dans les républiques fédérées, n'ont pas leurs pareilles à l'étranger. Une revue littéraire grosse de 200 pages paraissant tous les mois et qui doit limiter le nombre de ses abonnés, c'est là un phénomène purement soviétique. Reste à ajouter qu'avant Octobre 1917 comme après 1989, l'abonnement n'était pas limité. Après la révolution d'Octobre, les revues littéraires étaient la propriété exclusive des écrivains, de leurs organisations centrales et régionales. Pourquoi faire paraître un roman (une nouvelle, des vers, etc.) d'abord dans une revue et ensuite en édition séparée ? C'étaient nos écrivains affamés qui en avaient besoin : de cette façon, ils touchaient une double rémunération. Les lecteurs en tiraient aussi profit : dans le flot d'œuvres médiocres, on trouvait parfois quelque chose qui était digne d'attention. Cette œuvre retenait l'attention de l'intelligentsia, particulièrement en province, loin des foyers importants de la culture. De nos jours, la dictature idéologique du PCUS s'affaiblis-

sant en URSS et la glasnost gagnant toujours plus de terrain pour aboutir à une authentique liberté de parole, il est très facile de prédire que l'intérêt pour les revues littéraires va baisser. A l'avenir, d'importantes librairies offriront des revues littéraires qui ne comprendront que des articles critiques, cela pour aider les lecteurs à s'orienter dans le monde du livre, et ces revues seront très demandées. Elles connaîtront le même succès que celui dont jouit le très mince hebdomadaire *Knjinoïé obozrenié* (Revue des livres). Son éditeur, le Goskompetchat de l'URSS, s'efforce de modérer ses ardeurs, mais c'est chose très difficile. Après quatre ou cinq ans de la perestroïka.

Toute réflexion faite, on comprend pourquoi la *Literatournaïa gazeta* est en train de perdre ses lecteurs et l'hebdomadaire compte 16 pages dont les 8 premières sont consacrées uniquement aux nouvelles internes de l'Union des écrivains de l'URSS, éditeur et « fondateur » de la *Literatournaïa gazeta*. Il faut dire en contre-partie que les auteurs d'articles sur les questions internationales et nationales publiés par la *Literatournaïa gazeta* n'usent pas de cette langue de bois dont se servent les quotidiens, et donnent beaucoup plus de détails. Cela veut dire qu'*Ogoniok*, *Znamia* et la *Literatournaïa gazeta* ont tranché sur le fond des journaux et des revues du parti (mais avant 1989 ils recevaient eux aussi les instructions de ces mêmes mandarins du service de propagande du CC du PCUS). Sous Brejnev, comme pendant les premières années de la perestroïka, jusqu'en 1989, le régime tolérait l'existence de ces publications (dont le pionnier a été la revue littéraire *Novy mir* et ces dernières années, l'hebdomadaire *Les Nouvelles de Moscou*) pour une seule raison : prouver à l'étranger les succès de nos « détente », « nouvelle mentalité », « perestroïka » et autres succédanés des libertés démocratiques.

Le 14 septembre 1990, la rédaction de la revue *Ogoniok* a reçu le certificat d'enregistrement où l'équipe de rédaction était mentionné comme « fondateur ». Jusqu'à la fin de 1990, en URSS, toutes les firmes publiant journaux et revues dépendaient du PCUS. Le combat entre la rédaction et les Éditions de la *Pravda* relevant du CC du PCUS fut long et acharné, même à son étape finale. Réunie le 3 septembre au service idéologique du CC du PCUS, la rédaction de la revue a reçu l'assurance que Viatcheslav Leontiev, directeur des Éditions de la *Pravda* (ne pas confondre avec le journal lui-même), avait reçu l'ordre de retirer la demande adressée à Goskompetchat de l'URSS au nom des éditions. Cependant, jusqu'au 11 septembre le Goskompetchat de l'URSS n'a pas reçu la confirmation écrite que les Éditions de la *Pravda* renonçaient à leur prétention à être « fondateur ».

Suite à ce fait et conformément à l'article 14 de la Loi sur la presse, *Ogoniok* a porté plainte au tribunal de l'arrondissement Frounzenski contre le Goskompetchat de l'URSS pour sa non-observation du délai d'enregistrement d'un mois. Une photocopie de ce document fut insérée dans un numéro d'*Ogoniok*.

Le 12 septembre, Viatcheslav Leontiev a envoyé au Goskompetchat de l'URSS une lettre par laquelle il renonçait au titre d'éditeur de la revue et le 13 septembre le collectif de la rédaction d'*Ogoniok* fut enregistré en tant que tel. En présence d'une centaine d'invités, *Ogoniok* a arrosé son accession à l'indépendance tant attendue en débouchant, exceptionnellement quelques bouteilles de vrai Champagne.

On sait maintenant que l'histoire d'*Ogoniok* et de son conflit avec le CC s'est bien terminée, tout aussi bien que le conflit du département tout-puissant avec la revue *Znamia*, avec la *Literatournaïa gazeta* et avec beaucoup d'autres publications. Mais au mois d'août 1990, personne ne le savait encore et c'est avec un intérêt d'autant plus grand que nous relisons aujourd'hui l'article qui suit, paru dans les *Izvestia* du 17 août 1990 :

A la réunion commune, le collectif des travailleurs de la revue *Znamia* a pris la décision de devenir le directeur-fondateur de la revue en stricte conformité avec la Loi de l'URSS sur la presse et les médias audio-visuels et il a déposé une demande pour être enregistré comme tel.

Que faut-il faire de plus ? Ce petit événement a révélé bien des problèmes. V. Guerbatchevski, rédacteur en chef adjoint de *Znamia*, nous en a fait part.

— La revue a été fondée trois ans *avant* l'apparition de l'Union des écrivains et on comprend que cette Union n'ait pas pu la fonder. Elle est éditée par les Éditions de la *Pravda* qui n'existaient pas non plus à l'époque de sa fondation et n'avaient donc pas pu la fonder. La législation de cette période ne définissait même pas le contenu du terme «fondateur».

Maintenant, les deux prétendants au rôle de fondateurs ont regroupé leurs efforts. On nous a informés au Comité d'État pour la presse que les Éditions de la *Pravda* avaient, par lettre au Goskompetchat, exprimé le désir de devenir notre fondateur. On nous a prévenus en même temps que si nous ne donnions pas notre accord, la revue serait fermée, quoi qu'en pensent ses abonnés. Mais en vérité, les Éditions de la *Pravda* avaient adressé le message qui suit : « Les Éditions de la *Pravda* demandent que soient fixés les délais d'enregistrement des journaux-magazines qu'elles éditent ». Les fonctionnaires du Goskompetchat sont très forts pour lire entre les lignes.

L'Union des écrivains soviétiques a exprimé, elle aussi, le désir de devenir «fondateur» de la revue. En cette période difficile pour l'ensemble de la presse, on essaie de nous imposer un double contrôle. Le soi-disant «secrétariat général» (en fait, trois ou quatre secrétaires salariés qui dirigent l'Union des écrivains) a adressé un

message à la *Literatournaïa gazeta* où on nous prédisait des difficultés importantes. On a envoyé des lettres d'un ton très dur dans les républiques et les régions. Mais nous pensons que ces lettres inciteront plutôt les journalistes qui n'ont pas encore pris position à le faire. La décision d'être indépendantes est prise aujourd'hui par beaucoup de publications nationales.

La psychologie bureaucratique est la même partout, que ce soit le secrétariat du travail de l'Union des écrivains ou, par exemple, le Ministère de l'industrie houillère : ils s'accordent tous à lutter contre l'indépendance des entreprises pour conserver et renforcer leur diktat, concentrer le pouvoir et les moyens entre leurs mains.

En dépit du fait que l'Union des écrivains n'a pas versé un seul kopeck pour la publication de la revue *Znamia*, nous versons et continuerons à verser des sommes importantes dans le «Fonds littéraire» : évidemment, ce n'est pas dans le but de financer les manifestations de protocole, mais pour satisfaire les besoins véritables des écrivains. Nous envisageons également de rendre quelques écrivains copropriétaires de notre revue en montant une société par actions.

Une situation conflictuelle s'est aussi créée autour des rédactions des revues *Younost* (La jeunesse) et *Neva* qui subissent également des pressions de la part de l'appareil de l'Union des écrivains. Personne ne pourra jamais reprocher à ses secrétaires titulaires leur libéralisme excessif. Il n'y a pas parmi eux d'auteurs classiques, mais, d'après le tirage de leurs propres œuvres, idéologiquement irréprochables mais fastidieuses, ils se trouvent loin devant tous les auteurs classiques étrangers du XIX<sup>e</sup> siècle. Les secrétaires défendent donc bien leurs propres intérêts et c'est pour ça qu'ils luttent bec et ongles pour garder leur emprise sur les publications qui veulent être indépendantes. Ils ont pour défendre leurs intérêts des protecteurs haut placés qui font tout pour faire tramer les conflits en longueur, ce qui leur est nécessaire pour bien des raisons. C'est ainsi qu'ils ont pratiquement saboté la campagne d'abonnement. Qui voudra payer un abonnement annuel à des tarifs deux ou trois fois plus élevés, alors que la parution régulière des publications en question n'est pas garantie. Et même si elles paraissent, elles répondront plutôt aux goûts d'un « fondateur » collectif, comme le CC du PCUS ou l'Union des écrivains soviétiques qui sont au fond pratiquement identiques.

La « littérature des secrétaires » encombre les entrepôts des éditeurs, les devantures des librairies et les rayons des bibliothèques. Les magazines littéraires chantaient toujours les louanges de ces auteurs qui faisaient la loi au sein de l'Union des écrivains, ainsi que les louanges de ceux qui savaient leur plaire. En fait, on ne le remarquait pas, car il y avait aussi des publications importantes d'autres auteurs, peu connus, mais qui, eux, avaient du talent.

Le 9 janvier 1991, la *Literatournaïa gazeta*, hebdomadaire prestigieux, a confirmé dans un de ses articles ce qui était évident : le « boom des magazines » était terminé. Il s'agit, naturellement, de nos grosses revues de belles-lettres : les imprimeries refusent très souvent de les imprimer. Elles sont devenues plus chères ; la poste ne les livre pas régulièrement aux abonnés. Il est clair aussi que le public se passe du mélange hétéroclite d'auteurs bons et mauvais que proposent toujours ces revues. Les œuvres journalistiques doivent passer (elles le font déjà) dans des journaux prestigieux, indépendants et les œuvres littéraires doivent sortir (si elles le méritent) en livres que probablement on achètera et lira. Mais pourquoi irais-je acheter un numéro de revue dans un kiosque ou bien m'abonner pour toute une année à cette revue uniquement pour avoir le plaisir de lire ce peu de choses qui méritent d'être lues ou que je veux, moi, lire ?

La *Literatournaïa gazeta* consacre traditionnellement 8 de ses 16 pages aux problèmes de la littérature et à la vie des écrivains. La partie restante de chacun des numéros a de tout temps été préparée sous le contrôle très strict de hauts mandarins du PCUS. Les caprices et les mauvaises mœurs de la CENSURE idéologique se combinaient à des intrigues incessantes entre plusieurs groupements au sein de l'Union des écrivains soviétiques (plus de 12 000 membres, dont une moitié sont des retraités). Il se trouvait donc que la *Literatournaïa gazeta* qui a perdu une partie de son éclat d'antan en cette ère de perestroïka, n'avait pas d'autre moyen de survivre que de secouer le joug du CC du PCUS et du secrétariat de l'Union des écrivains soviétiques. Après avoir essayé pendant longtemps de briser la résistance du Comité d'État de l'URSS pour l'imprimerie, la rédaction a gagné finalement le combat et a enregistré sa publication non pas auprès de cette instance fédérale mais auprès du gouvernement de la Fédération de Russie sous la protection d'Eltsine et de Silaïev.

Pour savoir ce qui s'est passé au juste, il faut consulter l'article « La tribune libre des écrivains : explication avec les auteurs que l'on ne peut pas éviter » paru dans la *Literatournaïa gazeta* du 18 septembre 1990 :

« Maintenant on cherche à convaincre les gens de lettres que la *Literatournaïa gazeta* a été kidnappée et qu'en devenant un organe de presse indépendant, elle se détache des écrivains. Le temps est venu de dire en toute franchise où va la *Literatournaïa gazeta* et de qui elle prend ses distances. Pour ce faire, il faut revoir l'histoire de cet organe de presse. Fondée en 1929 pour devenir la tribune du milieu des lettres, la *Literatournaïa gazeta* a fait l'objet de plusieurs décisions arbitraires qui l'ont mise sous le contrôle de l'appareil de l'Union des écrivains

soviétiques, créée en 1934. Faut-il décrire ici en détail quelles ont été les conséquences ? Des purges et des remontrances de toute sorte, le harcèlement d'écrivains qui faisaient la gloire de la littérature nationale, des dithyrambes à l'adresse d'écrits médiocres rédigés par les «secrétaires» de l'Union et autres œuvres de circonstance : voilà la liste très incomplète des actions tragiques et ignobles qui pèsent sur la conscience de l'appareil et (nous le confessons avec grande honte) des responsables des publications qui lui étaient subordonnées. Mettre fin à la servilité humiliante, recouvrer la liberté et l'indépendance : ce rêve de plusieurs générations de collaborateurs de la *Literatournaïa gazeta* et des écrivains honnêtes s'est enfin réalisé aujourd'hui dans le contexte des transformations sociales majeures induites par la perestroïka.

Plusieurs décennies de suite, l'appareil de l'Union des écrivains a soutenu les intérêts de l'État totalitaire en appliquant infailliblement sa politique dans la sphère littéraire et en exigeant de toutes les publications placées sous son contrôle qu'elles suivent cette politique à la lettre. C'est avec amertume que nous nous souvenons aujourd'hui combien de pages de la *Literatournaïa gazeta* ont été utilisées pour publier des critiques vitrioliques à l'adresse des littérateurs renégats, ainsi que le reportage des séances de tribunaux qui condamnaient des écrivains hétérodoxes -et des articles (dont on rougit maintenant) pour célébrer ceux qui se trouvaient sur un piédestal non pas pour des mérites reconnus par leurs contemporains, mais par la volonté de quelques mandarins ambitieux. Le véritable objectif de ceux qui dirigeaient ainsi le processus littéraire dans le pays, c'était que les écrivains n'échappent jamais à l'œil vigilant de la hiérarchie politique et sentent la main de fer posée sur leurs épaules afin de leur éviter tout «faux pas».

Il n'y a rien d'étonnant à ce que dès les premières années de la perestroïka, quand a fondu la glaciaire cohésion monolithique des écrivains, on ait découvert leurs différences d'opinion, longtemps dissimulées et en conséquence leurs attitudes opposées envers les événements contemporains. Des pôles différents sont apparus non seulement au sein de l'Union des écrivains, mais aussi dans les publications littéraires qui, dans les meilleures traditions du journalisme international, ont commencé enfin à refléter la différence objective des points de vue des écrivains sur les processus sociaux dans le pays et la différence de leurs goûts esthétiques.

Comme toutes les autres publications, comme le pays dans son ensemble, nous nous préparons à fonctionner dans des conditions économiques nouvelles, beaucoup plus strictes. Nous ne réaliserons plus jamais des profits aussi élevés que par le passé : le papier deviendra de plus en plus cher, ainsi que les services postaux, et nous verrons peut-être diminuer le nombre de nos abonnés. Maintenant, nous serons forcés de compter non plus par millions, mais au rouble près. Si nous voulons conserver notre *Literatournaïa gazeta*, nous devons compter nos roubles nous-mêmes. Et la Loi sur la presse nous donne ce droit. Étant devenu «fondateurs» grâce à cette Loi, nous autres, les collaborateurs de la *Literatournaïa gazeta*, avons reçu le statut d'une personne morale, après plus de 60 ans d'existence. C'est pour la première fois dans l'histoire de notre publication que nous aurons un compte en banque : dorénavant, les fonds perçus par l'abonnement seront versés

sur ce compte. Nos profits ne seront plus impersonnels : nous pourrions préciser les sources dont ils proviennent.

Est-ce que cela signifie que la rédaction n'a d'autre souci que de priver les écrivains de soutien financier et d'assistance ? Le point mérite d'être discuté, car d'aucuns essaient d'en persuader l'opinion publique. Non seulement, nous n'allons pas interrompre nos versements au «fonds littéraire», mais nous recherchons maintenant de nouvelles formes de soutien. Il s'agit de pensions supplémentaires aux écrivains de la vieille génération, et de bourses pour les jeunes. Nous espérons pouvoir augmenter les honoraires pour les collaborateurs à notre journal, donner des subsides aux jeunes littérateurs qui entreprennent la création d'œuvres d'envergure, payer des voyages, etc. L'importance et les orientations concrètes de cette assistance seront contrôlées par le conseil social des écrivains auprès de la rédaction de la *Literatournaïa gazeta*.

Où trouver des moyens pour le financer ? Cela aussi constitue un de nos soucis sur le plan économique. Dans les conditions nouvelles, seules les nouvelles formes économiques sont capables d'apporter une solution à ces problèmes. Nous essayerons de mettre sur pied une société par actions, éventuellement avec la participation d'investisseurs étrangers. L'Union des écrivains aura elle aussi sa part des actions que nous achèterons pour elle ; c'est là une proposition que nous avons formulée, dès le début, dans nos négociations avec le secrétariat général de l'Union. Cela lui garantira des revenus stables. Les écrivains eux-mêmes pourront aussi devenir propriétaires d'actions et participeront ainsi directement au fonctionnement de notre journal et à la répartition des bénéfices réalisés. Nous proposerons aussi aux employés de l'imprimerie et d'autres services de la *Literatournaïa gazeta* des actions payables à tempérament. Ces employés deviendront ainsi les participants directs à la gestion de notre société anonyme.

En guise de conclusion, nous voudrions dire encore une chose. Nos différends actuels avec l'appareil de l'Union des écrivains peuvent être réglés. Les mêmes différends opposent actuellement des ministères et des entreprises industrielles, des comités agro-industriels et des agriculteurs, bref, les anciennes et les nouvelles formes économiques et sociales à travers le pays. Nous sommes surs et certains que les passions vont se calmer et que chacun de nous va trouver sa place dans notre affaire commune, notamment dans la littérature.

Le lecteur a dû remarquer qu'aujourd'hui, nous avons de nouveau titré notre article «La tribune libre des écrivains». Notre but principal est de rendre notre journal indépendant et de contribuer de cette manière à ce que chacun mène une vie libre parmi les hommes libres.

La rédaction de la *Literatournaïa gazeta*

Il n'y a pas de miracles dans ce monde. C'est grâce à des changements dans le collectif de la rédaction que cet article écrit au nom de tout le collectif est devenu possible. Étant resté sans rédacteur en chef, le col-

lectif a décidé au début de 1990 de trouver lui-même une candidature convenable, ce qui faussait le jeu traditionnel du Secrétariat du CC du PCUS et de la direction de l'Union des écrivains soviétiques. Le collectif a choisi Fiodor Bourlatski, commentateur politique de la *Literatournaïa gazeta* et député du peuple de l'URSS. Il s'est mis à la tête de la rédaction d'un journal qui à l'époque brejnévienne jouait le rôle très important de soupape par laquelle s'échappait le mécontentement des intellectuels - car il était leur lecture préférée. En 1990, sixième année de la perestroïka, le nombre des abonnés a diminué d'un million de personnes. Il en reste, il est vrai, près de 5 000 000 (en 1991, on s'attendait à ce que le tirage baisse encore davantage). De toute évidence, Bourlatski a pris la tête de la publication à une époque très difficile ; cela est clair pour les journalistes comme pour les lecteurs. Le comble est que la *Literatournaïa gazeta* a provoqué le fort mécontentement de ceux-là même qu'elle est censée servir, la communauté des écrivains.

L'âge d'or de cet hebdomadaire a pris fin : il ne peut déjà plus concurrencer de près d'autres publications qui semblent profiter de l'air pur de la glasnost. La position centriste à laquelle s'en tient le journal n'arrange plus les lecteurs ; ni les partisans des réformes, ni ceux qui défendent les intérêts des militaires haut placés et des apparatchiks. D'un point de vue occidental, cet hebdomadaire qui semble être de qualité manque de professionnalisme. Le degré d'intégrité et de compétence qu'on y trouve est désormais insuffisant. Mais on voit mal une personnalité du rang d'Andrei Sakharov et de Sergueï Grigoriants accepter de prendre la tête de la rédaction de la *Literatournaïa gazeta*. Des dissidents et leurs sympathisants ont pris le pouvoir dans les républiques baltes, en Arménie, en Géorgie, ainsi que dans certains pays d'Europe de l'Est. A Moscou, on ne voit sur l'avant-scène politique que les fonctionnaires du PCUS qui, pour leurs qualités personnelles, intellectuelles et humaines, ont toujours été un peu en avant de leurs collègues de l'appareil ; cela suffisait pleinement pour qu'ils soient considérés comme des personnalités hors rang, progressistes et même frondeurs. La seule faute de ces hommes est le fait qu'ils arrivaient quand même à s'entendre avec l'ancien régime. Fiodor Bourlatski est de leur nombre.

C'est ainsi que *Les Nouvelles de Moscou* du 15 août 1990 présentent son portrait :

**Il a 63 ans ; il est un des journalistes soviétiques le plus connus, docteur en philosophie, ancien conseiller de Khrouchtchev et auteur des mémoires qui lui sont consacrées. Son visage est connu des téléspectateurs : il est membre du Parlement soviétique, président du club des députés et du sous-comité pour les relations**

humanitaires, culturelles et scientifiques. Il aime mettre en avant ses convictions antistaliniennes. Il est membre de longue date de l'Union des écrivains soviétiques. Il y avait été accepté Après la publication de ses livres sur Machiavel, Mao Zedong, Hitler et Franco, ainsi que de sa pièce *Le conseiller du souverain* et d'autres œuvres dramatiques. A partir de 1967, il a été démis de ses fonctions à plusieurs reprises pour avoir publié tel ou tel article. «Il n'adhère à aucun groupement existant», est-il dit dans la lettre de la rédaction de la *Literatournaïa gazeta* qui lui est consacrée. «Je suis toujours intéressé aux problèmes liés au pouvoir totalitaire et autoritaire», dit-il de lui-même. Immédiatement Après la destitution de Khrouchtchev, Bourlatski a abandonné de son plein gré le poste de chef d'une section du CC du PCUS qui était à l'époque une fonction très importante, et il a donné sa parole d'honneur de ne plus appartenir aux structures du pouvoir. «Vous avez donc compris tous les dangers liés, à l'époque, à une position trop proche du sommet hiérarchique du pouvoir ?» - «Nous avons senti constamment ces dangers». Quand il dit nous, il sous-entend Guéorgui Chakhnazarov, Alexandre Bovine, Guéorgui Arbatov, Oleg Bogomolov, Fiodor Pétrengo, c'est-à-dire les hommes qu'il a rassemblés autour de lui et avec qui il travaillait. Jusqu'à aujourd'hui, il entretient avec eux des relations très amicales.

Parmi les journalistes attirés de la *Literatournaïa gazeta* on compte un homme aussi connu que Youri Rost. En Géorgie, par exemple, on le considère comme un héros national, car il a été le seul reporter-photographe qui a su filmer et transmettre à la presse, en dépit des passages à tabac, des perquisitions et des poursuites de l'armée et du KGB, des photos des événements tragiques à Tbilissi lorsque le 9 avril 1989 des détachements spéciaux ont dispersé une manifestation pacifique 20 personnes ont péri intoxiquées par des gaz de combat ou à la suite de blessures faites par des pelles de sapeurs. La rédaction de la *Literatournaïa gazeta* a refusé de publier les photos et l'article de son correspondant spécial. La seule publication qui a eu alors le courage de les insérer fut le journal *Molodej Grouzii* (La jeunesse géorgienne) paraissant en russe à Tbilissi. En réponse à cette insolence, les militaires ont confisqué et détruit la plus grande partie du tirage de ce numéro. Deux mois plus tard, l'Union des journalistes géorgiens a décerné à Youri Rost un prix spécial pour son courage professionnel et civique, pour son talent et sa rapidité à rendre compte.

Du point de vue juridique, l'hebdomadaire *Literatournaïa gazeta*, ainsi que les magazines littéraires *Znamia*, *Droujba narodov*, *Oktiabr*, *Inostrannaïa literatoura* ont cessé d'être des publications nationales et sont maintenant des organes de la Fédération de Russie uniquement. Tous ces organes sont enregistrés auprès du Ministère de la presse et de l'information de la Fédération de Russie et ont le statut de publications indépendantes de l'Union des écrivains soviétiques. Le CC du CUS, défendant ses

droits de « fondateur » d'une série de journaux Lituaniens, a fait appel à des détachements de l'Armée pour garder la main sur les imprimeries et les publications. L'Union des écrivains soviétiques elle, n'a pas de garde armée, c'est pourquoi elle a déposé une plainte au tribunal contre la revue *Znamia*, le Comité d'État pour l'imprimerie et le Ministère de la presse et de l'information de la Fédération de Russie. Le plaignant est V. Karpov, premier secrétaire de la direction de l'Union des écrivains soviétiques qui exige : premièrement, qu'on estime invalide l'enregistrement de la *Literatournaïa gazeta* en tant que publication indépendante auprès du Ministère de la presse et de l'information de la Fédération de Russie ; deuxièmement, d'obliger le Comité d'État pour l'imprimerie d'enregistrer *Znamia* comme organe de l'Union des écrivains soviétiques ; troisièmement, « pendant l'instruction de l'affaire, avant le jugement du tribunal, de bloquer les comptes ouverts au nom de la revue *Znamia* ».

Cette plainte a été déposée en fin septembre au Tribunal de la ville de Moscou. Le plaignant désirait empêcher la parution de la revue. Il est impossible de prédire les résultats concrets de ce procès intenté par une Union des écrivains soviétiques que tout le monde abandonne. Logiquement, le résultat final aura une grande importance pour toute la presse soviétique et déterminera l'atmosphère au sein de l'Union des écrivains soviétiques. Dans une certaine mesure, je suis même d'accord avec Karpov et sa demande que la revue *Znamia* soit fermée. Est-ce que nous avons des excédents de papier ? Quand un mensuel littéraire se voit garantir un tirage de 100 000, voire même d'un million d'exemplaires par un plan annuel, il donne à pratiquement tous les auteurs dont les œuvres y sont publiées une publicité égale. Avez-vous jamais vu quelqu'un qui lise les dix magazines littéraires soviétiques et tout ce que la rédaction y insère, mois après mois ?

Les abonnés d'*Oktiabr* en 1991 voudront avant tout lire les mémoires du général A. Dénikine parce qu'au marché parallèle le livre de cet auteur aura à peu près le même prix que l'abonnement annuel à la revue *Oktiabr*. Mais il faut aussi penser que les mémoires d'un des capitaines le plus célèbres de l'Armée blanche ne constitueront qu'une faible partie du volume de la collection annuelle des numéros d'*Oktiabr*. En 1990, cette revue a publié de larges extraits de *La Confession sur un thème donné* de Boris Eltsine, parallèlement aux publications d'une dizaine d'auteurs que je ne connais même pas. Dans tout pays occidental, le *best-seller* d'Eltsine aurait été en vente pendant six mois au moins dans toutes les librairies ; les mandarins du parti ne pourraient pas faire publier leurs écrits fastidieux dans des revues à grand tirage et la plupart des

écrivains seraient forcés d'écrire leurs poésies et leurs romans en dehors de leurs heures de travail. Il est vrai qu'il vaut mieux pouvoir lire les publications libres, telles que la *Literatournaïa gazeta*, *Oktiabr*, *Younost* ou *Inostrannaïa literatoura* et s'émerveiller devant les découvertes de *Novy mir* que de n'avoir rien que la *Pravda* et les *Izvestia* et des livres au prix du marché noir. Je n'exclus même pas que j'aie un jour l'envie d'acheter la revue *Literatournaïa outcheba* (La maîtrise littéraire) à cause de la publication par elle de l'Évangile. Le tirage de la revue est passé de 25 000 à 900 000 exemplaires. Chez nous il est impossible d'acheter la Bible à un prix inférieur à 100 roubles, ce qui en 1990 équivalait à la pension-retraite mensuelle la plus élevée d'un travailleur soviétique moyen. Un numéro de *Play boy* est également vendu 100 roubles par les mêmes revendeurs.

Poltoranine, Ministre de la presse et de l'information de la Fédération de Russie, pendant les deux premiers mois qu'il a passés dans son nouveau poste est déjà entré dans l'histoire de la presse soviétique et dans l'histoire tout court en réalisant les plus grands espoirs de ceux qui avaient acclamé l'entrée en vigueur de la Loi sur la presse et les médias : il a fait appliquer la loi. Sous la perestroïka, la procédure habituelle après l'adoption par le Parlement des projets de loi est la suivante : l'application des meilleures lois, authentiquement démocratiques, est bloquée par l'appareil qui ne veut pas se défaire de la plus infime partie de ses pouvoirs. On se félicite donc qu'à la fin de 1990, en sixième année de perestroïka, le ministre russe de la presse ce soit avéré plus fort que le Comité d'État pour l'imprimerie allié aux divisions idéologiques du Comité du PCUS de Moscou, du Parti communiste de Russie d'Ivan Polozkov, du CC du PCUS et des organisations affiliées, telles que le KGB, l'Union des écrivains soviétiques et le CC des Jeunesses communistes.

Le lecteur a déjà beaucoup entendu parler de ces trois derniers mastodontes du régime soviétique. Le KGB avec ses 8 000 000 d'agents titulaires ou non (r en croire les encyclopédies occidentales) était toujours derrière chacun et épiait l'ensemble des employés de toutes les publications politiques soviétiques. Des milliers de livres et d'articles exposent parfaitement les fonctions de police idéologique assumées par l'Union des écrivains soviétiques. On connaît aussi suffisamment bien le rôle du Comité central des Jeunesses communistes dans les activités d'édition. Pendant 70 ans, cette organisation monopoliste a été en vérité une filiale de l'immense appareil du CC du PCUS et était responsable de toutes les activités idéologiques du PCUS parmi les Soviétiques de 14 à 28 ans. Il n'existe plus d'organisations des Jeunesses communistes dans les

républiques baltes, en Géorgie et en Arménie ; dans toutes les autres républiques soviétiques leurs activités sont mises en veilleuse. Les Jeunesses communistes atteignent un moment très important de leur histoire, celui de la privatisation de la propriété de l'organisation, comprenant des milliers de bâtiments et d'imprimeries. Les communistes s'efforcent de se déguiser : on change les noms, ce qui leur permet ainsi de continuer à mener une existence paisible derrière le masque de centre de jeunesse, d'écoles diverses, de périodiques, etc. Il va de soi que chaque fonctionnaire de l'appareil (que ce soit l'appareil du Komsomol, l'appareil du PCUS, celui de l'Armée ou de l'administration d'État) ne se soucie pas avant tout des idées de Marx et d'Engels : il essaie de survivre dans le contexte du marché.

Il y a quelques années, le Komsomol qui prévoyait déjà sa propre mort politique, inévitable, a su (avant même l'apparition des coopératives, des petites entreprises et des hommes d'affaires sur le sol national) recevoir du Gouvernement soviétique le droit de mener des activités commerciales par le biais de ses organisations de base. Pendant le temps que l'appareil du CC du PCUS discutait encore de l'utilité et de l'éventualité de la transition aux relations de marché, les affaires commerciales des komsomols s'épanouissaient déjà, car elles étaient protégées de la répression par des organes de police. Après Staline, on n'a pratiquement jamais envoyé en prison de fonctionnaires du PCUS et des Jeunesses communistes, quel que soit leur rang, même s'ils étaient coupables de la dilapidation de biens publics, de trafic d'influence et de corruption et ne pouvaient préciser la source de leurs revenus un peu suspects. Cela a fortement influencé la situation qui prévaut actuellement dans la presse des komsomols.

« Le parti et le Komsomol sont prêts à transiger sur les principes, pourvu qu'on y mette le prix », a titré le *Megapolis-Express* de Moscou le 30 août 1990 en reprenant les paroles d'Alexandre Popov, président de la sous-commission du Soviet des députés du peuple de la capitale pour la liberté d'expression et la liberté de la presse. Je reproduis ci-dessous cet intéressant article :

Les dirigeants des komsomols de la capitale ont tiré l'enseignement qui s'imposait de l'expérience malheureuse de leurs collègues de Leningrad qui ont du subir une opération un peu douloureuse pour leur amour-propre : ils ont été amputés de *Smena* (paraissant à Leningrad) dont les journalistes ont dit adieu à leurs patrons du Komsomol et ont fait enregistrer leur organe comme publication indépendante. C'est alors que le Comité de la région de Moscou et le Comité de la ville de Moscou des Jeunesses communistes ont compris : impossible d'attendre plus longtemps ! C'est pourquoi sans attendre une initiative de la part de leur propre organe

*Moskovski komsomolets*, ils ont offert d'aider les journalistes à remplir toutes les modalités fastidieuses liées à la préparation des documents juridiques et ont assumé eux-mêmes le rôle de «fondateurs» plénipotentiaires du quotidien, en se réservant naturellement un paquet d'actions qui leur donne le contrôle de cette publication. La nouvelle a provoqué une explosion de passion chez les collaborateurs du *Moskovski komsomolets*.

En conservant le contrôle du Komsomol sur son journal nous contribuons par là même au renforcement financier des structures du parti et du Komsomol en voie de désintégration, déplore le correspondant du *Moskovski komsomolets* Alexandre Popov, député du peuple, président de la sous-commission du Soviet de Moscou pour la liberté d'expression et de la presse. Le pouvoir des dogmes idéologiques décline, mais le pouvoir de l'argent est toujours réel. Nous sommes témoins d'un processus très intéressant : le PCUS et les Jeunesses communistes concentrent tous leurs efforts pour commercialiser leurs activités. Faisant fi de leurs idéaux que (j'en suis sûr) beaucoup d'entre eux n'ont jamais respectés, les fonctionnaires s'efforcent d'investir avec profit leur argent pour survivre et conserver leur pouvoir dans les conditions nouvelles. En renonçant à leur fonction de contrôle idéologique du journal, nos patrons du PCUS se préparent tout simplement à encaisser les profits dus à notre travail.

C'est une situation paradoxale ! Y a-t-il une seule personne parmi les abonnés du *Moskovski komsomolets* qui se soit posé la question : où vont les sommes que nous avons investies dans le quotidien pour pouvoir lire des articles assez caustiques ? Ces sommes ont servi à raffermir la puissance financière du PCUS, le parti que le *Moskovski komsomolets* critiquait ouvertement, ce qui lui a valu une grande notoriété dans le public.

D'après ce que je sais, les bénéfices annuels de *Moskovski komsomolets* se montent à plusieurs millions de roubles, dit Alexandre Popov. La plupart de cet argent était englouti non pas par les structures du Komsomol ni même par le trésor du Comité du PCUS de Moscou, mais allait tout droit au Service administratif du PCUS. Le journal est imprimé par les Editions *Moskovskaïa Pravda* appartenant au PCUS. Maintenant, ce sont les komsomols, ou plus précisément les représentants de son appareil qui veulent profiter des bénéfices qu'il réalise.

Compte tenu de tout cela, on comprend pourquoi le Comité de la région de Moscou et le Comité de la ville de Moscou des Jeunesses communistes voudraient tellement garder le journal. Même s'il ne répond pas à toutes les exigences de pureté idéologique, il est très populaire parmi les lecteurs et rapporte gros. D'une part, les publications du *Moskovski komsomolets* affolent un peu les apparatchiks qui restent purs idéologiquement. Mais, d'autre part, ils peuvent transiger sur les principes. Surtout si cette concession doit apporter des recettes importantes dans les comptes des Jeunesses communistes à la banque.

Il est intéressant que les références faites par Alexandre Popov à la commercialisation rapide des structures idéologiques traditionnelles implantées en URSS aient été confirmées, ces derniers temps, non seulement en ce qui concerne les médias, mais

aussi dans d'autres domaines encore plus importants. La presse a déjà annoncé que le 16 août 1990 la Banque d'État a reçu pour enregistrement les documents de la *Kompartbank*, troisième banque dont le PCUS fait déjà partie soit en tant que fondateur soit en tant qu'un des principaux participants. La plus éminente parmi les publications du parti, la *Pravda*, proclame son intention de faire paraître des annonces publicitaires. Avec ceci le quotidien déclare avec fierté que ce sera la publicité la plus chère de la presse soviétique. En ce qui concerne le *Komsomol*, il a plongé depuis longtemps, la tête la première dans les affaires commerciales. On dirait que les idéologues du parti prennent très au sérieux la «nouvelle politique économique» ».

Pavel Goussev, rédacteur en chef du *Moskovski komsomolets*, journal le plus populaire de Moscou, a publié son propre portrait et un message émouvant aux lecteurs (dans son numéro du 3 janvier 1991). Ce quotidien cherche depuis longtemps à être honnête au maximum ; son rédacteur en chef est connu dans la capitale comme un homme d'une très grande intégrité. En 1990, il a été élu président de l'Union des journalistes de Moscou, élu et non pas nommé par une instance supérieure.

Les apparatchiks du *Komsomol* ont réalisé leur petite perestroïka beaucoup plus rapidement que leurs supérieurs et maîtres à penser du PCUS. La revue *Molodoï Kommounist* a commencé à paraître à partir du milieu de 1990 sous le titre *Perspektivy* (Les perspectives). *Komsomolskaïa jizn* (la vie du *Komsomol*), publication naguère foncièrement sectaire et fastidieuse, fait dorénavant sa publicité sous le titre *Pouls*. La presse du *Komsomol* a fait, dès le début de la perestroïka, preuve de ses capacités et de son sens des affaires, ce qu'on ne peut pas dire de la presse du PCUS.

On aime beaucoup mieux la *Komsomolskaïa Pravda*, le quotidien au tirage le plus important dans le monde, que la *Pravda* tout court : même les criminels dans des camps de rééducation aiment la *Komsomolskaïa Pravda* mieux que les autres publications et se paient des abonnements avec les roubles qu'ils gagnent aux travaux forcés. D'après ce que disent les détenus dans toutes les zones d'incarcération en URSS, ils apprécient avant tout le fait que le quotidien dit la vérité, son style, l'attention qu'il accorde à la protection des droits des prisonniers, les informations sur les actions criminelles commises par leurs collègues temporairement libres.

Voici par exemple, la liste des titres dans le supplément vidéo de la *Komsomolskaïa Pravda* de 1990, plusieurs publications soviétiques importantes envoient à leurs abonnés des cassettes vidéo, tandis que les cassettes enregistrées par la revue *Ogoniok* sont aussi en vente dans les librairies. Les notices publicitaires des films sont composées par la rédaction de *Komsomolskaïa Pravda*.

*Pourquoi Vavoir fait, les filles...* Prostituées acceptant des devises [...] Nous passerons avec elles toute une soirée dans un hôtel d'Intourist.

*Ils reviennent.* En 1944, conformément à l'ordre de Staline, les Tatars de Crimée ont tous été déportés en Asie centrale. Depuis lors, ils ont lutté pour revenir sur leurs terres. Pour protester, ils se brûlaient vifs, faisaient des grèves de la faim, croupissaient dans les geôles [...]. Et maintenant, ils reviennent. Ce film vidéo expose pour la première fois objectivement l'histoire de ce peuple qui a beaucoup souffert [...].

*Ils partent (Adieu, l'Union soviétique).* Pour ne prendre que ces deux dernières années et demie, plus de 600 000 personnes ont quitté notre pays. Allemands, Juifs, Arméniens [...]. Le célèbre réalisateur Arkadi Roumanov a filmé toute une nuit son sujet à l'aéroport international Chérémetievo 2. La dernière nuit dans la Patrie.

*Les offrandes à Gorbatchev.* On offre souvent des cadeaux au Président et à sa femme. Où sont-ils conservés et quels sont ces cadeaux ? Il vaut mieux voir une fois de ses propres yeux que parler sans cesse sur ce thème.

*Une sonate pour Hitler.* Il a toujours été considéré jusqu'ici comme un scélérat. Il l'était. Mais Hitler était aussi un homme. C'est à la personnalité de Hitler que s'est intéressé l'éminent réalisateur soviétique A. Sokourov. Avant sa sortie dans notre supplément enregistré sur cassette vidéo, ce film a été conservé dans les archives pendant une dizaine d'années.

*Une fabrique de mort.* C'est un reportage sur les grands abattoirs de Kertch, à déconseiller à ceux des spectateurs qui ont un système nerveux fragile.

*Les nudistes.* Être nu est très naturel. La beauté du corps humain est le thème essentiel de cette cassette.

Nous vous proposons en outre les nouveautés de la musique rock soviétique.

Remarquons par ailleurs que nos programmes ont provoqué un grand intérêt dans des festivals internationaux en France et en RFA, ainsi qu'au marché mondial des films vidéo à Marseille.

La *Komsomolskaïa Pravda* concurrence avec succès les autres publications soviétiques. Et il en va de même de l'hebdomadaire illustré *Sobessednik* (Interlocuteur). *Sobessednik* est devenu libre et indépendant. C'est le thème d'un entretien dans les colonnes de l'hebdomadaire avec son ancien rédacteur en chef Vladislav Fronine qui venait en octobre 1990 d'être désigné comme rédacteur en chef de la *Komsomolskaïa Pravda*.

Nous nous sommes rencontrés quelques heures seulement après que Vladislav Fronine a cessé d'être notre rédacteur en chef. Autrement l'entretien que nous présentons ci-dessous aurait été impossible. Convenez qu'il est un peu malséant à un rédacteur en chef d'accorder une interview à son propre correspondant ou à celui du supplément illustré de son journal. Mais, la semaine dernière, il y a eu un événement d'importance capitale dans l'histoire de *Sobessednik*. Notre hebdomadaire a cessé d'être un supplément à la *Komsomolskaïa Pravda* et il est devenu une publi-

cation tout à fait indépendante.

- La période un peu factice, où *Sobessednik* n'était qu'un supplément, a pris fin. En fait, dès le début, il était indépendant de *Komsomolskaïa Pravda* sur le plan économique. Plus tard, Après avoir acquis une certaine expérience dans le journalisme, il est devenu indépendant aussi sur le plan professionnel. Maintenant, tout est à sa place. *Sobessednik* a deux fondateurs ; remarquez qu'il ne s'agit pas de propriétaires, mais de fondateurs. Vous avez voté pour que ces fondateurs soient la *Komsomolskaïa Pravda* et le collectif de notre rédaction. Nous avons accepté votre proposition. Il est un peu bizarre, il est vrai, que la *Komsomolskaïa Pravda* reçoive son certificat d'enregistrement dans la 65<sup>e</sup> année de son existence et *Sobessednik* dans sa septième année. Mais nous devons vivre avec notre époque.

- C'est de cela justement que nous voudrions parler. Quelles sont, effectivement, les perspectives pour la presse des jeunes à notre époque ? Les anciens organes du Komsomol deviennent tout simplement des publications de jeunes ; certains même changent leurs titres. Nous n'avons plus de revue *Komsomolskaïa žizn* qui est remplacée par *Pouls*. La revue *Molodoï Kommounist* a choisi pour titre *Perspektivy*. Même la *Komsomolskaïa Pravda* est publiée sans sa, si je ne me trompe, section traditionnelle sur les affaires intérieures du Komsomol.

Après tout, même dans les universités soviétiques on n'enseigne plus l'histoire du PCUS, mais l'histoire politique ; il n'y a pas de cours de philosophie marxiste-léniniste, mais des cours de philosophie tout court.

- Mais les universités sont des établissements d'État, tandis que la *Komsomolskaïa Pravda* est le porte-parole d'une organisation politique.

- Je suis d'accord avec vous, mais il n'y avait pas dans le pays d'autres quotidiens nationaux pour les jeunes. Alors, il faut partir de la situation réelle : depuis longtemps, la *Komsomolskaïa Pravda* n'est plus exclusivement l'organe du CC du Komsomol. Ce quotidien reflète les opinions les plus variées et les conceptions qui existent au sein de notre société et chez les jeunes en particulier. A ce propos, même les Jeunesses communistes sont en train d'abandonner leur orientation politique très stricte.

- Je suis embarrassé par encore un problème. Est-ce que pendant toutes ces années le Komsomol avait vraiment son quotidien à lui ? Le papier et l'imprimerie nous étaient accordés par le Service administratif du CC du PCUS, et tous les bénéfices allaient au Trésor du parti. Il est vrai que le Komsomol recevait lui aussi sa part des profits. Et encore une chose : qui craignez-vous le plus, en tant que rédacteur en chef, le bureau du CC du Komsomol ou les idéologues du CC du PCUS ?

- Il est vrai que c'est le parti qui dirige la presse dans notre pays ; on a déjà beaucoup parlé à ce sujet ! Échauffés par les discussions, certains orateurs ont demandé lors des sessions plénières du Komsomol de réserver à notre organisation une plus grande partie des bénéfices en oubliant que les équipements d'imprimerie appartenaient au parti et que c'était le parti qui devait donc les maintenir en état de fonctionner. Les profits sont impossibles sans avoir du papier et des imprimeries : il faut

savoir diriger une maison d'édition et une imprimerie. Qu'est-ce que la liberté de la presse signifie sans cette base matérielle ? C'est une notion vide de tout sens. A propos, je suis le 17<sup>e</sup> rédacteur en chef de la *Komsomolskaïa Pravda*, mais je suis peut-être le seul dont la candidature n'a pas été discutée et approuvée par le Secrétariat du PCUS. Cela est arrivé pour la raison suivante. Immédiatement Après ma désignation, un article dans notre journal a provoqué la colère d'un fonctionnaire du parti, au siège du CC à la place Staraïa.

— Quel était cet article ?

— Si je vous dis de quoi il s'agissait, vous me reprocherez d'être démagogue. Mais... il s'agissait de Boris Eltsine qui n'était plus alors dans les bonnes grâces du CC. L'interview a été préparée par les collaborateurs de la rédaction avant mon arrivée. Et quand je me suis assis dans le fauteuil du rédacteur en chef j'ai dû décider si je devais retirer cette interview : il ne fallait le faire à aucun prix. Le lendemain j'ai été appelé par un fonctionnaire responsable. Il m'a dit : «Je n'aimerais pas te gêner le Nouvel An, mais j'attends ta visite le 2 janvier». Plus tard, il y a eu encore une série d'articles brûlants, une interview avec Kalouguine, une brochure de Soljénitsine. Au cours d'une réunion Vadime Medvédev a dit : «Vous êtes communiste, mais en vérité vous travaillez contre le parti». Il paraît que le bureau du CC du Komsomol a reçu l'ordre d'examiner le problème que posait la *Komsomolskaïa Pravda*. Mais je dois dire que Mironenko, le premier secrétaire de l'époque, et mes camarades au sein du bureau n'ont pas cédé devant cette pression.

Même ici il faut faire preuve d'objectivité. Dans l'histoire de la *Komsomolskaïa Pravda*, il y a eu des épisodes où le CC du PCUS a protégé le journal contre des dirigeants du Komsomol excessivement stricts.

C'est en 1975, le 24 mai, que pour la première fois, on a attribué à Vladislav Fronine la fonction de rédacteur en chef. C'était à l'occasion des festivités du 50<sup>e</sup> anniversaire du quotidien, auxquelles assistaient pratiquement tous les anciens rédacteurs en chef. C'est alors qu'à l'un d'entre eux, Boris Pankine, on a présenté le stagiaire de la section de la jeunesse ouvrière en disant : «C'est lui qui sera rédacteur en chef dans l'avenir.» «C'est bien», a dit, qui lui-même avait aussi commencé comme stagiaire.

— Vladislav, pour le moment, nous n'avons parlé que du passé, même si c'est un passé tout à fait récent. Et maintenant, quelles sont les relations de la rédaction avec le CC du Komsomol ?

— Nous essayons de les organiser sur de nouveaux principes. Nous ne devons plus être l'«organe» de qui que ce soit, nous devons nous débarrasser des contrôles extérieurs. Par contre, nous employons de plus en plus souvent les termes d'«avantages mutuels». Je pense que Vladimir Zioukine, le premier secrétaire des Jeunesses communistes, et les membres du Bureau du CC du Komsomol le comprennent. Mais où est la garantie que demain nous ne verrons pas au poste de premier secrétaire un petit professeur d'université, partisan de l'«initiative communiste» et qui destituera le rédacteur en chef de la *Komsomolskaïa Pravda*, et reverra la composition de la rédaction et de tout le collectif ? Et il aura suffisamment d'enthousiasme

pour le faire à en juger par certaines interventions au congrès constitutif du Parti communiste de la Fédération de Russie. C'est pourquoi, nous autres, membres de la rédaction, ainsi que nos lecteurs, devons avoir des garanties qu'en toute circonstance la *Komsomolskaïa Pravda* restera ce qu'elle est maintenant.

— Mais qui vous donnera ces garanties ?

— C'est justement pour cela que nous voudrions que la *Komsomolskaïa Pravda* ait deux «fondateurs», le CC du Komsomol et le collectif de la rédaction. Notre exigence est conforme à la Loi sur la presse, d'autant plus que les deux «fondateurs» ont des points de vue convergents sur beaucoup de problèmes et se prêtent main forte. Il faut enfin reconnaître le fait que depuis longtemps déjà la *Komsomolskaïa Pravda* est une entreprise indépendante. Il faut donc traduire ça en termes juridiques. Le collectif de la rédaction a le droit d'être propriétaire de tous les biens appartenant à la *Komsomolskaïa Pravda*, car ils ont été créés par les efforts de plusieurs générations de ses travailleurs. L'entreprise doit appartenir à ceux qui y travaillent.

— Je pense en général qu'aujourd'hui la question de la propriété est le problème principal au sein du Komsomol. Toute organisation qui s'effondre (je vois bien que vous êtes prêts à me contredire sur ce point, et moi-même j'ai beaucoup souffert avant de pouvoir formuler cette opinion, même en mon for intérieur), toute organisation, quand le partage de biens est à l'ordre du jour, essaie de se réserver la plus grosse part. Je pense qu'à la prochaine session plénière du CC du Komsomol, on parlera justement des propriétés de l'organisation. Remarquons à propos qu'il y a aussi le problème des médias à l'ordre du jour de la session.

— Même ici la propriété est la pierre angulaire. Évidemment, l'évolution actuelle de la situation dans le pays et dans les Jeunesses communistes explique suffisamment les craintes sur l'avenir du quotidien. Notre proposition concernant deux «fondateurs» voudrait ainsi donner certaines garanties économiques et politiques à la *Komsomolskaïa Pravda* pour qu'elle puisse survivre dans tout environnement. J'ai déjà parlé de la nécessité de garanties politiques. Mais il faut aussi des garanties économiques. Il faut toujours penser que plusieurs membres de la fédération ne font plus partie du Komsomol. Naturellement, ils ont tous le droit à leur part des bénéfices qui seront versés par le journal au budget du CC du Komsomol. Mais le journal ne peut pas appartenir à chacun des sujets de la fédération, car alors, déchiqueté, il cessera d'exister comme quotidien national. La *Komsomolskaïa Pravda* n'est pas un bulletin d'information qui parle seulement de ce qui se passe au sein de l'organisation. Elle a toujours été autre chose et je suis sûr qu'elle conservera cette particularité dans l'avenir. Le CC du Komsomol a d'autres organes pour servir de bulletin intérieur.

— Alors pourquoi placer le CC du Komsomol parmi les fondateurs du quotidien ? Il serait plus logique de déclarer la *Komsomolskaïa Pravda* journal indépendant des jeunes.

— J'ai ma propre opinion envers la mode de se déclarer «journal indépendant» en l'imprimant en toutes lettres. Si sur l'étiquette d'une bouteille l'on écrit «très bon cognac», est-ce que la qualité de cette boisson sera meilleure ? Je ne sais pas quand

il y aura des journaux effectivement indépendants, mais une chose est sûre : il faut auparavant avoir des journalistes indépendants. Je dirais même qu'il y a peu de journalistes de cette sorte à la *Komsomolskaïa Pravda*. Mais je pense qu'aujourd'hui notre journal dit enfin la vérité. Notre journal est indépendant dans beaucoup de domaines, tout d'abord en ce qui concerne ses prises de position et sa ligne politique, mais, sur le plan historique, nous sommes liés aux Jeunesses communistes, c'est pourquoi nous leur proposons de devenir «co-fondateur».

— Cela veut dire que tout sera partagé par moitié ?

— Mais non ! Le «fondateur» est une notion nouvelle. Un fondateur n'est pas toujours patron et pas toujours propriétaire. Les droits et les obligations sont divisés entre les fondateurs (s'il y en a plusieurs), compte tenu de la situation réelle. Dans notre cas, il me semble qu'il serait logique que ce soit le CC du Komsomol qui approuve la candidature au poste de rédacteur en chef proposée par le collectif des travailleurs. C'est là une forme de coopération efficace. Et le collectif des travailleurs versera au CC du Komsomol sa part des profits.

— Quelle partie précisément ?

— C'est ce qui doit faire l'objet d'un contrat entre les fondateurs. Mais on ne peut pas inventer ce chiffre. Nos comptables s'occupent maintenant des calculs. Ceux du CC du Komsomol en font autant.

— C'est alors que la *Komsomolskai'a Pravda* touchera enfin ce qu'elle gagne et que vous disposerez de millions de roubles. Qu'allez-vous faire avec cette fortune ?

— Nous prendrons chacun un million et irons chacun de son côté ! Ne souriez pas. Parmi les fonctionnaires du Komsomol il y en a quelques-uns qui pensent ainsi comme si nous n'étions pas un journal sérieux, avec de longues traditions, mais une «coopérative» bidon. Nous allons peut-être augmenter non les salaires de base de nos journalistes, mais les revenus de nos collaborateurs en leur payant des primes à la page plus élevées. Quelques-unes des nouvelles publications, dont le tirage ne dépasse pas quelques dizaines de milliers d'exemplaires, paient des honoraires s'élevant à 50 roubles par page dactylographiée ; chez nous, on ne paie que six roubles la page, alors que la *Komsomolskai'a Pravda* vend 22 000 000 d'exemplaires.

L'argent est nécessaire au journal pour se développer. Notre imprimerie est irrémédiablement vieillie. Le plus grand quotidien du monde (nous restons au sein des éditions du parti) est édité à l'aide d'équipements antédiluviens, et devons investir une partie de nos profits dans sa modernisation.

- Je sais qu'en ce qui concerne les rapports avec les éditions la «clause du journal le plus favorisé» n'est pas garantie à la *Komsomolskai'a Pravda*.

- C'est le cas de tous les journaux de jeunes qui sont imprimés par les Éditions du PCUS. On nous a proposé au début de nous garantir la liberté absolue mais en revanche d'imprimer notre journal à des prix contractuels, car, a-t-on expliqué, il fallait prétendument «écrémer» nos profits. Mais les auteurs de cette proposition

ont oublié que chaque année la *Komsomolskaïa Pravda* a versé dans la caisse du PCUS des dizaines de millions de roubles à défalquer de ses bénéfices. On adoptait la même attitude envers les journaux de jeunes paraissant dans les régions jusqu'à l'époque où un membre du Bureau politique du PCUS a décidé de redresser ce tort.

- Mais les journaux de jeunes sont édités à perte ! Et a-t-on vraiment besoin de tant de journaux provinciaux pour les jeunes !

- Qu'est-ce que vous dites à propos de travail à perte ? C'est un mythe ! Dans notre pays, il y a 269 publications pour les jeunes et pour les enfants ; 160 d'entre elles sont imprimées par des firmes appartenant au PCUS. Près de 62 % subissent des pertes qui se chiffrent seulement à 6 000 000 de roubles par an. Tandis que les profits apportés par la *Komsomolskaïa Pravda*, pour ne prendre que notre journal, étaient des dizaines de fois supérieurs à ces pertes. Maintenant, parlons des journaux provinciaux. Peut-on dire, par exemple, que le *Sovietskaïa molodej* (La jeunesse soviétique) paraissant à Riga soit une publication provinciale ? J'ai été à Naberejnyé Tchelny : dans cette ville ce journal concurrence avec succès le nôtre. Et *Moskovski komsomlets* ? Et *Smena* qui paraît à Leningrad ? Il faudrait poser autrement cette question : pourquoi les journaux nationaux ont plus de droits que les journaux locaux ? Pourquoi la *Komsomolskaïa Pravda* est autorisée à avoir son correspondant spécial en Tatarie, tandis que le journal régional des jeunes de Tatarie ne peut pas avoir le sien à Moscou ? Les journaux doivent posséder des droits égaux. Alors, le degré de popularité de tel ou tel quotidien sera déterminé par les qualités professionnelles du collectif qui l'édite.

*Fronine est originaire de la région de la Volga, plus précisément de la région d'Oulianovsk. Il a fait ses études à la faculté de journalisme de V Université de Kazan. A l'époque il n'a pas eu le courage d'aller passer les examens d'entrée à l'Université de Moscou. Il rêvait de travailler dans le journal régional de Gorki Leninskai'a smena (La relève de Lénine). // était alors très populaire dans le pays.*

- Mais la *Komsomolskaïa Pravda* occupe une place à part dans la hiérarchie des organes de presse. Remarquez que cette place est définie par le rang qu'a l'organisation ou de l'établissement qui l'édite au sein des structures d'État. Est-ce que quelque chose est en train de changer dans ce domaine ?

- Il y a peu de changements dans ce sens. Nous avons déjà parlé des avantages accordés aux journaux du PCUS. Maintenant, on craint qu'il n'y ait plus de quotidiens en URSS. Le Secrétariat du PCUS a pris la décision d'après laquelle la *Pravda* et les *Izvestia* paraîtront six fois par semaine, tous les autres cinq fois. Remarquez que cette décision est formulée comme suit : pour satisfaire la demande des travailleurs des PTT, des éditions et des rédactions que soit accordée une journée de repos commune pour tous ces établissements. De quelles rédactions s'agit-il ? Nous n'avons pas voulu limiter nos activités à la préparation de cinq numéros par semaine. Nous avons promis aux lecteurs de publier notre journal six fois par semaine, soit 300 numéros par an, et entendons tenir cette promesse. Et

nous espérons que cette volonté, qui apportera des profits et des avantages à tout le monde, sera appuyée par le Service administratif du CC du PCUS. Mais les rédactions des journaux du PCUS ne soufflent mot. La *Pravda* et les *Izvestia* observent le silence. Et, à propos, si le Secrétariat du CC du PCUS s'engage à imprimer six numéros par semaine des *Izvestia*, pourquoi ne veut-il pas en faire autant pour notre quotidien ? Si la *Pravda* et les *Izvestia*, qui bénéficient d'un accord secret, n'appuient pas les revendications d'autres journaux, il n'y aura plus de presse quotidienne dans le pays. Je suis sur, quant à moi, que les presses fonctionneront même pendant la « journée de repos commune ». On se demande ce qu'elles imprimeront, peut-être du papier à tapisser ?

*Les Fronine habitent tous les trois dans un deux-pièces de 30 mètres carrés. Vladislav a reçu cet appartement à l'époque où il travaillait encore comme correspondant. Par la suite, il a occupé des postes de chef de section, de secrétaire responsable de la Komsomolskaïa Pravda, de rédacteur en chef adjoint. Deux années de suite, il a rempli les fonctions de chef du département de la propagande du CC du Komsomol.*

— Et la dernière question. Vladislav, pourquoi n'êtes-vous pas devenu député du peuple ? Car il y a beaucoup de rédacteurs en chef de publications nationales parmi les députés ? Qui plus est, votre réputation personnelle aurait été rehaussée par le prestige de la *Komsomolskaïa Pravda*.

— Mais c'est tout simple, je suis un mauvais orateur. Je ne suis pas membre du Parlement parce que ma place est dans la presse. C'est le journalisme qui m'intéresse. Et de plus, on ne me connaît pas assez dans le pays.

*C'est vrai. On voit rarement Fronine à la télévision. Il ne donne pratiquement pas d'interviews. Il fait son journal et cette occupation lui prend tout son temps.*

Le 5 janvier 1991, les collaborateurs du journal *Komsomolskaïa Pravda* ont fait une grève préventive d'une heure parce que les Éditions de la *Pravda* leur avaient annoncé que « faute de papier » leur journal sortirait cinq fois par semaine et non pas six, bien que les abonnés aient payé pour les six exemplaires traditionnels. Ensuite, beaucoup de personnes haut placées (des vice-présidents du Conseil des ministres de l'URSS, le Président de l'URSS en personne) ont publié dans la *Komsomolskaïa Pravda* des assurances apaisantes : les émotions étaient superflues car tout irait bien. Personne ne veut se quereller avec le journal pour jeunes le plus important du pays. Pendant longtemps, ce journal a été brejnévien. Ces derniers temps (avec le nouveau rédacteur Vladislav Fokine), il est devenu, semble-t-il, plus progressiste, c'est-à-dire plus démocratique, tout en gardant une forte influence aux plus hauts échelons du pouvoir en URSS. Le conseil de rédaction de quel autre journal peut se permettre une rencontre avec V. Krioutchkov, Président du KGB de l'URSS, et puis avec D. Yazov, Ministre de la défense de l'URSS ? La

*Komsomolskaïa Pravda*, la *Pravda* et les *Izvestia* sont les seuls journaux soviétiques, sans parler de TASS et de PIAN (APN), qui possèdent un réseau ramifié de correspondants particuliers à l'étranger. Oublions qu'une part appréciable de ces correspondants particuliers sont des agents du KGB et de la Direction principale des renseignements du Ministère de la défense de l'URSS qui n'ont pas travaillé un seul jour comme collaborateurs titulaires de la rédaction avant leur envoi en mission à l'étranger.

Le 7 février 1991, l'écrivain géorgien Levan Khaïndrava a exprimé, dans le journal républicain *Vestnik Grouzii* (autrefois, *Zaria Vostoka*), son opinion personnelle qui était aussi celle du Soviet suprême de la Géorgie et de la majorité des Géorgiens qui regardent les émissions de la télévision centrale et lisent les journaux soviétiques centraux. Dans la campagne antigéorgienne déclenchée à l'occasion des événements en Ossétie du Sud, écrivait Khaïndrava, la télévision centrale et le journal *Komsomolskaïa Pravda* font preuve d'une fureur particulière. Les insinuations de ce dernier ont d'autant plus de poids que ce journal pour jeunes a acquis, ces derniers temps, selon l'écrivain, la réputation d'organe libéral, démocratique, appartenant à la presse qui dit la vérité crue devant ceux qui détiennent le pouvoir. Malheureusement, toute la presse centrale officielle est plus ou moins coupable d'attiser les conflits interethniques en URSS. La *Pravda* et la *Krasnaïa zvezda*, organe central du Ministère de la défense de l'URSS, s'y livrent ouvertement et d'autres périodiques le font en tapinois, à cause de leur faible compétence professionnelle. Dans les républiques baltes, les premiers jours de 1991 ont montré qu'il n'y avait en Russie qu'une seule grande personnalité politique capable et désireuse d'éteindre la flamme des conflits interethniques en URSS : Boris Eltsine.

Ce passage en revue assez bienveillant des principaux périodiques soviétiques ne peut pas cacher le fait que la presse soviétique, même au début de l'année 1991, au commencement de la transition vers l'économie de marché, reste toujours l'enfant de l'économie de l'ancienne société militaro-idéologique. Nous reprenons cette définition à l'académicien Youri Ryjov, qui l'a formulée dans son article paru dans l'organe du CC du PCUS *Sovietskaïa kouloura* du 25 août 1990 ; Ryjov est recteur de l'Institut de l'aéronautique à Moscou et député du peuple de l'URSS.

En dépit de l'aspiration enthousiaste de la presse à la glasnost, nos journaux et revues paraissant à des tirages de masse se trouvent pour la plupart dans la même condition que tous les intellectuels soviétiques pendant

plus de 70 ans de pouvoir soviétique, ceux surtout qui travaillaient dans les sciences humaines. Nos journalistes étaient pareils à nos historiens, philosophes ou juristes ; ils étaient, autrement dit, des hommes de troisième ordre. La classe hégémonique, les ouvriers, était exploitée sans merci (pis que sous le tsar). Le parti communiste déclarait les paysans alliés des ouvriers et les exploitait aussi d'une manière inhumaine. A la troisième place se trouvaient des hommes qui avaient une certaine formation, qui portaient des lunettes et qui étaient donc des intellectuels que tout le monde méprisait. Les intellectuels qui se spécialisaient dans les sciences techniques étaient nécessaires aux dirigeants pour l'industrie militaire et dans diverses branches techniques financées par les militaires. Tous les autres intellectuels en URSS étaient exterminés progressivement, mais sûrement. Il n'en reste plus qu'une partie infime. Jusqu'aujourd'hui, le régime communiste appliquait avec esprit de suite l'enseignement de Lénine qui prétendait que chaque femme de ménage devait participer à la gestion de l'État. Toute cette gestion se résumait aux répressions et aux slogans du type : « Notre but est clair. Au travail, camarades ! » D'où voulez-vous que viennent aujourd'hui les parlementaires compétents, les professeurs de lycée, les journalistes de haut niveau ?

Et nous avons aujourd'hui besoin de journalistes compétents. Ils sont très cotés maintenant sur le marché de la main-d'œuvre, tandis que baisse le prix des apparatchiks du parti. Le bon sens suggère au CC du PCUS de céder les magazines littéraires (dont beaucoup ne réalisent plus les mêmes bénéfices et qui prochainement travailleront à perte) et de conserver coûte que coûte le contrôle de la revue *Tchelovek i zakon* (L'homme et la loi), mensuel qui est toujours très demandé aussi bien parmi les citoyens qui respectent la loi que parmi ceux qui sont moins dociles. Nous nous réjouissons, bien sûr, de ce que le prestige de la profession des journalistes augmente.

Lequel des dirigeants de la presse est le mieux connu ? Yakovlev Egor, rédacteur en chef des *Nouvelles de Moscou*, ou Albert Vlassov, président de la direction de l'Agence Novosti ? A partir du mois d'octobre 1990, l'Agence de presse Novosti s'est transformée en Agence d'information Novosti (LAN) auprès du Conseil présidentiel. Analogue soviétique des services d'information culturels américains USIA, l'IAN emploie des milliers de personnes, et elle édite des dizaines de journaux et de revues à l'étranger. Jusqu'au mois de septembre 1990, l'IAN a été « fondatrice » (éditeur) des *Nouvelles de Moscou*, journal qui compte plusieurs dizaines de personnes dans sa rédaction. Maintenant, *Les Nouvelles de Moscou* sont complètement indépendantes de toutes les structures extérieures, de

l'État et du Parti. Maintenant, au-dessus des convictions que partagent les membres du collectif de la rédaction, il n'existe que la Loi et la volonté des fondateurs, représentants de l'opinion démocratique du pays qui se sont regroupés dans la société Nouvelles de Moscou, journal populaire.

Il y a encore une dizaine d'années, *Les Nouvelles de Moscou*, paraissant dans plusieurs langues ouest-européennes, était considérée comme une publication dénuée de tout intérêt qui était distribuée gratuitement à l'étranger, tandis que chez nous, faute de journaux étrangers, elle était achetée par les gens qui étudiaient le français, l'anglais, l'espagnol ou l'arabe. Avec l'arrivée de Gorbatchev qui s'est installé en avril 1985 dans le poste de Secrétaire général du CC du PCUS, et jusqu'à 1989, *Les Nouvelles de Moscou* étaient la seule publication périodique éditée par les services officiels qui se permettait d'avoir son propre point de vue, plus proche de la réalité par comparaison à d'autres organes de presse. L'hebdomadaire n'hésitait d'ailleurs pas à en faire part aux lecteurs. Tout le monde sait que le bouffon du roi pouvait prononcer des phrases qui auraient envoyé tout autre au supplice. Inaccessibles au grand public, *Les Nouvelles de Moscou* (« un journal-bidon », selon Medvédev et Ligatchev, membres du Bureau politique) devaient servir pour l'Occident d'illustration de la glasnost naissante en URSS. Il est difficile de dire ce que les hommes politiques occidentaux et les soviétologues pensaient de ce jeu de démocratie, mais, Après un numéro particulièrement critique les lecteurs soviétiques, riches de leur triste expérience, ouvraient avec un grand intérêt le numéro suivant, craignant d'apprendre que le rédacteur en chef était démis de ses fonctions. Au cours des 4 ou 5 premières années de la perestroïka, tous les intellectuels démocratiques soviétiques admiraient Yakovlev Egor et craignaient qu'il ne soit destitué. Ils pensaient en toute logique que la démission de Yakovlev Egor serait un signe de l'échec de la perestroïka et du retour au régime dirigiste. En 1990, l'ouverture, la franchise, l'honnêteté de tous les journaux nationaux soviétiques n'étaient pas à la hauteur de ce que *Les Nouvelles de Moscou* se permettaient déjà en 1986. Aujourd'hui, *Les Nouvelles de Moscou* participent activement à la lutte dans l'arène politique en URSS et elles doivent s'en tenir au code d'honneur non écrit de la glasnost et aussi à ses limites.

Les *Izvestia* du 13 septembre 1980 ont félicité leurs collègues des *Nouvelles de Moscou* à l'occasion de l'anniversaire de l'hebdomadaire et ont inséré une interview de Yakovlev Egor :

— Notre collectif se guidera toujours sur les trois exigences principales : celles de la conscience professionnelle, du bon sens et des lecteurs. Aujourd'hui, nous

vivons dans une autre époque qu'il y a encore quatre ans, quand nous avons décidé qu'il ne pouvait y avoir de thèmes interdits. Aujourd'hui, beaucoup de rédactions partagent cette attitude. Nous nous félicitons d'être «enregistrés», autrement dit que notre publication soit devenue indépendante et impartiale. Moi, je travaille dans le journalisme depuis déjà 35 ans et naguère je pensais que je ne verrais pas de mon vivant l'adoption de la Loi sur la presse que Lénine avait promise immédiatement après la révolution. Et nous sommes heureux de pouvoir offrir l'abonnement à la version russe de notre journal. Il n'était pas juste que nos lecteurs dussent déployer tant d'efforts pour avoir un numéro des Nouvelles de Moscou.

Beaucoup des idées et des usages auxquels nous étions habitués basculent dans le passé, mais la vie n'est pas meilleure. On déplore beaucoup d'excès d'hostilité et d'intolérance, non seulement chez les réactionnaires, mais aussi parmi ceux qui se disent démocrates. Nous voulons montrer comment on peut désamorcer les conflits, dans toutes les sphères de vie, que ce soit l'économie ou la politique. Nous voulons affirmer les droits de l'homme et la dignité humaine. Nous voulons contribuer à faire naître une société libre, prospère, civilisée. Et si c'est possible, notre journal deviendra l'organe de la concorde, de la compréhension démocratique, du moins nous l'espérons.

— *Est-ce que vous connaissez bien votre lecteur ?*

— Il y a un temps, je répondais à cette question que nos lecteurs se lèvent tôt. Car il fallait être à six heures du matin devant un kiosque, à l'heure où on distribue les journaux. En effet, les lecteurs soviétiques n'avaient accès qu'à 350 000 exemplaires en version russe. Maintenant, nous avons la possibilité de nous faire une opinion plus précise de nos lecteurs. En effet, l'abonnement est la première mesure de notre popularité. Les résultats que nous obtenons pour le moment nous réjouissent. Mais si le nombre des demandes est trop élevé, nous serons forcés de refuser les nouveaux abonnements. Dans le nouveau contexte économique, après le retrait de l'Agence Novosti, nous avons beaucoup de problèmes, liés notamment au manque de papier.

— *Comment allez-vous traiter toutes ces difficultés ? Elles se multiplieront plutôt avec le passage à l'économie de marché...*

— Pour le moment, effectivement, nous sommes comme l'oiseau sur la branche : nous ne possédons rien. Nous sommes en train de contacter des imprimeries. Nous voulons tout d'abord monter une société par actions et émettre des actions pour un montant de 25 000 000 roubles. Quelques hommes d'affaires occidentaux sont prêts à en acheter en dépit du fait que les dividendes seront versés en roubles. Nous créons une société des *Nouvelles de Moscou* : nous menons des pourparlers avec des Français à propos de la création de notre propre station de radio-diffusion et avec la municipalité de Moscou pour la création du centre d'information international des *Nouvelles de Moscou* et d'une petite maison d'édition de livres. Tels sont nos plans. J'espère que nous survivrons.

— *J'ai entendu parler de la présentation, le 18 septembre, du premier numéro de la version russe de Paris-Match. On m'a dit que ce sera un supplément aux Nouvelles de Moscou.*

— C'est juste. Dans le premier numéro nous insérons l'interview que le Président Gorbatchev a accordée sur notre demande à la revue *Paris-Match*. Le ministre français de la Culture, des hommes politiques, des acteurs, des écrivains viendront à la présentation. Durant l'année, nous voulons publier 12 suppléments et non pas seulement avec *Paris-Match*. Je pourrais vous nommer, par exemple, *Repubblica*, le quotidien italien, *El País*, l'espagnol. Pendant les 60 ans de son existence, notre journal a contribué dans la mesure de ses forces à établir des contacts Est-Ouest. Il est vrai que le mouvement était toujours dans le même sens. Maintenant, ces contacts peuvent devenir avantageux pour les deux parties.

Le numéro du 20 janvier 1991 des *Nouvelles de Moscou* a paru dans un cadre noir, signe de deuil. Huit des seize pages de l'hebdomadaire étaient consacrées à la tragédie de Vilnius. C'était du journalisme honnête, diamétralement opposé à celui dont faisaient preuve, ces jours-là, les journaux *Pravda*, *Sovietskaïa Rossia* et *Krasnaïa zvezda*, ainsi que le programme télévisé d'actualités quotidiennes *Vrémia*. Trente membres du conseil constituant des *Nouvelles de Moscou*, dont les noms sont connus de tout le pays, ont signé l'appel « Les crimes d'un régime qui ne veut pas quitter la scène » où les erreurs fatales de Gorbatchev sont décrites en détail.

Le 21 janvier 1991, la présentation officielle du *Nezavissimaïa gazeta* a eu lieu à la prestigieuse Maison des cinéastes de Moscou. Depuis le début de l'année, ce journal de 12 pages est édité trois fois par semaine par Vitali Trétiakov, très jeune et très talentueux, ancien rédacteur en chef adjoint des *Nouvelles de Moscou*. Cette publication assez chère (40 kopecks) est proposée par les vendeurs de Soyouzpetchat, le plus souvent sous le manteau, au prix d'un rouble et davantage. Comme Trétiakov l'a dit en janvier, il est passionné de diriger un journal dont chaque numéro peut être le dernier. Son journal bénéficie du soutien de la municipalité de Moscou et non pas du Ministère des PTT, et c'est pour cela qu'on ne le vend pratiquement qu'à Moscou. Parmi les nouvelles publications soviétiques officiellement diffusées, la qualité du *Nezavissimaïa gazeta* le place à côté de périodiques réellement populaires et prestigieux, peu nombreux, tels que *Komerçant*, *Kouranty*, *Megapolis-Express* qui ont un niveau professionnel élevé. Un exemplaire de ces publications revient au lecteur à 1 ou 2 roubles, au minimum, alors que sa valeur nominale est beaucoup plus basse. De toutes les publications mentionnées on ne peut s'abonner, pour le moment, qu'à *Komerçant*.

A la fin de janvier 1990, la possibilité de souscrire à la poste un abonnement à la *Rossiïskaïa gazeta*, organe du parlement de la Fédération de Russie, qui avait commencé à paraître régulièrement, a été annoncée. Des novembre 1990, ce journal a paru dans les kiosques de Moscou. En janvier, son tirage a atteint 200 000 exemplaires. On a commencé peu à peu à envoyer une partie de celui-ci dans toutes les républiques, les régions et les territoires de la Fédération de Russie. D'un prix peu élevé (10 kopecks), le journal sort à l'imprimerie des Éditions *Moskovskaïa Pravda* en vertu d'un accord conclu avec le CC du PCUS... C'est le seul quotidien du parlement de Russie ; *Rossia* étant le nouvel hebdomadaire du Présidium du Soviet suprême de la Fédération.

Le 23 janvier 1991, le nouveau journal moscovite *Kouranty* s'est vu obligé de s'excuser auprès de ses lecteurs des nombreuses fautes d'impression, surtout dans ses premiers numéros. Les Éditions de journaux et de revues *Moskovskaïa Pravda* n'avaient « généreusement » consenti qu'à imprimer l'organe du Soviet de Moscou : la composition devait être faite dans les locaux de la rédaction sur un équipement informatisé et sophistiqué, récemment acheté à l'étranger. Les compositeurs et les journalistes s'initie à ce système, nouveau pour l'URSS, d'où les fautes techniques. Les locaux manquent également. Les 90 collaborateurs titulaires (et le matériel de composition) ne disposent que de 130 m<sup>2</sup>, d'où la chaleur suffocante, l'accumulation de l'électricité statique et les pannes supplémentaires des appareils électroniques.

Le 1<sup>er</sup> et le 2 février 1991, une Conférence des rédacteurs de journaux de Russie, première rencontre de représentants de la presse soviétique indépendante, a eu lieu à Moscou. Ses participants ont examiné le problème de la résistance au blocus informationnel de la République, aux tentatives de supprimer les îlots de démocratie et de transparence qui avaient pu être créés ces derniers temps. Il a été dit, au cours de la conférence, que localement les fonctionnaires du PCUS dissolvent les collectifs réfractaires des rédactions de journaux : on vend aux enchères leurs bâtiments ; on remet les imprimeries à des tierces personnes ; on ne leur vend pas de papier. Mikhaïl Poltoranine, Ministre de la presse et de l'information de la Fédération de Russie, a parlé, au cours de la conférence, de la nécessité de contribuer à la renaissance de la presse de Russie jusqu'au fin fond de son territoire, dans toutes les villes petites et grandes ; car au centre, on voit déjà paraître trois nouveaux journaux de République - *Rossia*, *Rossiïskié vedomosti* et *Rossiïskaïa gazeta* ; on établit en sens contraire un réseau de recueil de l'information au moyen de l'. Les participants à la conférence ont exigé que la direction du Comité

d'État de l'URSS à la radio et à la télévision annule sa décision illégale d'interdire les émissions de *radio-Russie* sur la 1<sup>ère</sup> et la 2<sup>e</sup> chaînes fédérales, revendiqué la souveraineté informationnelle pour la Russie et appelé tous les journalistes de la Fédération à soutenir le principe d'action formulé par les journalistes des *Nouvelles de Moscou* : dire et écrire la vérité, et si c'est impossible, se taire, écrivait le *Moskovski komsomolets* (du 5 février 1991).

## Chapitre cinquième

### La presse pour hommes d'affaires

*L'Ekonomitcheskaja gazeta*, journal de propagande très ennuyeux, et quelques revues spécialisées dans diverses branches de l'« économie nationale » : il n'y a pas longtemps, c'était là tout ce qui paraissait chez nous. Néanmoins, tous les périodiques soviétiques sans exception exposaient à la une les succès de nos travailleurs, la sagesse du parti et les plans grandioses des « chantiers du communisme ». Dans tous les établissements d'enseignement supérieur sans exception, on étudiait l'« économie politique du socialisme » et l'« économie politique du capitalisme ». Aujourd'hui, on a reconnu qu'il ne convenait pas d'étudier le capitalisme actuel d'après *Le Capital* de Marx, que notre socialisme était le dernier stade du féodalisme et que le communisme était non seulement un mythe, mais une théorie très nocive. Que dire donc de l'économie politique et de la presse économique ?

Cela me rappelle une vieille plaisanterie qu'on racontait quand j'étais à l'école. Le train qui transportait Lénine et ses compagnons s'est arrêté brusquement, car il n'y avait plus de rails. Lénine a proposé à ses camarades de travailler un « samedi » en bénévole pour poser rapidement les rails. Et ils l'ont fait.

Le même train transporte Staline. La voie ferrée s'arrête, le convoi est bloqué. Staline ordonne qu'on apporte des rails, sinon tout le monde sera exécuté. L'ordre s'avère efficace.

Khrouchtchev voyage dans son train. Celui-ci s'arrête au milieu d'un champ, car les rails ont été enlevés. Khrouchtchev a proposé d'ôter les rails qui se trouvaient derrière le convoi et de les poser en avant. Et le train est reparti.

Brejnev et sa suite voyagent dans un train qui s'arrête, car il n'y a plus de rails. Ses adjoints et d'autres passagers sautent des wagons et en criant « C'est reparti, c'est reparti ! », ils se mettent à secouer le convoi immobilisé comme s'il avançait.

Enfin, la perestroïka et la glasnost ont fait leur apparition. Le train de Gorbatchev a pris de la vitesse puis s'est arrêté à l'endroit où traverse



et rails avaient été enlevés. Gorbatchev a ordonné qu'on ouvre largement les fenêtres et les portes des wagons et que tout le monde se mette à crier à tue tête : y'a plus de rails, y'a plus de traverses !

Tels étaient les modèles économiques de notre socialisme qui ne trouvaient de reflet adéquat ni dans notre science, ni dans notre presse. A présent, tout le monde s'est éveillé. L'économie de l'ombre aux mains du Parti et de bandits se heurte maintenant à des concurrents. Les professeurs rédigent de nouveaux manuels d'économie politique. Le complexe militaro-industriel est indigné par la cessation des livraisons de chars à l'Irak ; il exige l'accélération des cadences de livraisons d'armement à l'Afghanistan et la construction de dix nouveaux porte-avions dans les chantiers de la mer Noire, d'où, en vertu des régies internationales en vigueur, ils ne sortiront jamais en Méditerranée, même si on les baptise croiseurs ou vedettes lance-torpilles. Les coopérateurs et toutes sortes de petits propriétaires se sont mis à laver encore plus vite l'« argent sale ». Les hommes d'affaires ont commencé à sortir de la clandestinité et à se présenter en public, à débattre à haute voix de leurs problèmes. On a commencé à faire paraître, à leur intention, un genre de journaux et de revues impossible à trouver dans d'autres pays.

L'hebdomadaire *Komerçant* publie les cours des devises occidentales sur les marchés noirs de diverses villes de l'URSS et ceux du rouble soviétique dans les capitales de l'Europe. On fait des pronostics concernant le coût du dollar chez les trafiquants de devises soviétiques et étranger. Hier encore, pour ce genre d'opérations, on arrêtait des gens dans la rue et on les condamnait, sinon à la peine capitale, du moins à de longues années de détention. Les articles du Code pénal ayant trait aux opérations illicites avec les devises ne sont pas abrogés en URSS : c'est pourquoi les articles très intéressants qui leur sont consacrés dans le *Komerçant* ne sont jamais signés. Le journal indique régulièrement combien coûtent, au marché noir, tous les types essentiels d'appareillage électronique occidental et de vêtements fabriqués par des firmes étrangères. On indique les prix pratiqués dans diverses villes soviétiques ; on y parle en détail des prix de ces articles sur divers marchés occidentaux. C'est le livre de chevet du trafiquant. Et là aussi, pourtant, les articles du Code pénal concernant le trafic, c'est-à-dire le commerce en sous main dans toutes sortes de « marché aux puces » (sans versement d'impôts à l'État) ne sont pas abrogés non plus. L'Union soviétique s'apprête à entrer dans le « capitalisme sauvage », première étape, celle de l'accumulation de capitaux.

Le marché des périodiques offre aussi, en URSS, un panorama changeant. La manière dont ce problème est présenté dans *Kommerçant* du 23 juillet 1990 est fort intéressante. L'article, écrit par un vrai professionnel, est intitulé « Le business de l'édition : les périodiques les plus petits et les plus chers seront les plus vivaces ».

La Loi sur la presse qui entre en vigueur le 1er août annule définitivement les interdictions politiques frappant l'édition des journaux et place au premier plan les problèmes économiques de l'édition.

Bien que, dans l'ensemble, le marché soviétique des journaux soit loin d'être saturé, dans certains secteurs, on ressent de aujourd'hui une concurrence serrée : par exemple, parmi les publications sur la finance, le commerce.

Cependant, en plus de cette concurrence dont les mécanismes sont assez bien rodés dans le monde civilisé, la lutte principale entre les publications aura probablement lieu dans le domaine spécifiquement soviétique des marchés où il y a un déficit : les marchés du papier, de l'imprimerie et de la diffusion. Pour l'instant, rien n'indique que le déficit de produits et de services observé dans ces secteurs puisse être résorbé au cours de la prochaine année.

Dans ces conditions ne pourront survivre que les publications qui réussiront à définir une stratégie commerciale adaptée à l'état spécifique du marché. La définition des contenus de la publication doit être considérée comme un élément de cette stratégie.

Comme le prouve l'analyse préalable des schémas commerciaux et organisationnels des publications indépendantes apparues ces derniers temps, on peut considérer, en gros, comme optimale la variante suivante : la publication à faible tirage vendue à un prix élevé, destinée à un nombre restreint de lecteurs qui y sont intéressés.

Pendant l'année qui a précédé l'entrée en vigueur de la Loi sur la presse, le Comité d'État pour la presse a enregistré (conformément aux modalités temporaires d'enregistrement) 90 journaux et revues indépendants de l'appareil du Parti et de l'État. Quelque dix publications ont annoncé leur fondation ou ont paru en juillet.

La plupart des nouvelles publications indépendantes sont fondées d'après un schéma soviétique similaire et assez traditionnel : elles ont un «fondateur» financièrement puissant (ordinairement même, un réseau de fondateurs) et une rédaction qui ne se considère pas comme une entreprise commerciale indépendante bien qu'en théorie elle le soit.

Il faut signaler également que pratiquement tous les fondateurs ont accès, d'une manière ou d'une autre, à des stocks de papier : et que de plus, ils ont la possibilité de fournir à des imprimeries des services rares et précieux ou de les payer en devises.

Par exemple, la *Novaïa stroïtelnaïa gazeta* (nouveau journal du bâtiment) a été fondée par l'Union des coopératives de construction d'ouvrages industriels, l'Union des ingénieurs d'étude de l'URSS, le consortium « Butek », l'Association intersectorielle de recherche en matière d'économie du complexe du bâtiment de l'URSS

et le Ministère de construction d'entreprises spéciales. Qui plus est, les fondateurs ont l'intention de maintenir avec leur création des rapports financiers permanents. Le journal *Moskovskîé vedomosti* (Le courrier de Moscou) est financé par l'importante coopérative Association ELEX.

L'hebdomadaire *Razvitié* (Développement) a été fondé par le Comité d'État de l'URSS pour le Bâtiment et le Comité d'État pour l'architecture.

Deux nouvelles publications, *Kouranty* (La cloche) et *Moskovskoïé vremia* (Le temps de Moscou), ont été fondées par la municipalité de Moscou et, bien qu'elles ne soient pas formellement ses «organes», elle leur apportera son soutien et, au moins au début, elle ne manque pas d'argent pour cela.

Un nouveau journal soviéto-américain *WE/MY* publié par la grande maison d'édition Hearst et les *Izvestia* ne fait pas non plus exception à la règle.

Ce schéma typique pour les nouvelles publications comporte incontestablement une série d'avantages, grâce auxquels il s'est répandu. Parmi ces avantages, on peut citer le règlement des problèmes de l'approvisionnement et l'investissement initial évitant d'avoir à emprunter.

Mais il convient d'examiner également les possibilités de ceux qui voudront concentrer dans le commerce de l'édition la majeure partie de leurs capitaux, d'autant plus que, malgré le risque élevé pour les investissements, le secteur de l'édition est, aujourd'hui, très prometteur.

Pour que cette catégorie d'éditeurs puisse survivre dans les conditions actuelles, ils doivent faire correspondre leurs stratégies commerciales avec la situation sur le marché en ce qui concerne le papier, les imprimeries, la distribution de la presse, les journalistes, et les ventes.

Il est à remarquer que de nombreuses idées reçues en ce domaine sont fausses.

Par exemple, un bon écoulement - en l'occurrence un gros tirage - a été toujours considéré comme un avantage pour une publication. Dans le secteur des journaux, un gros tirage ne signifie pas seulement un rapport naturellement plus avantageux entre bénéfices et frais généraux comme dans tout secteur industriel, mais aussi d'importantes recettes provenant de la publicité dont les prix sont directement proportionnels à la diffusion.

Néanmoins, étant donné la situation actuelle en matière de papier, il n'est pas recommandé de s'orienter vers de grands tirages. On risque de se trouver dans une situation où même de gros bénéfices ne sauveront pas l'affaire, parce qu'il sera impossible d'acquérir du papier au-dessus d'une certaine quantité.

Mais, en même temps, les recettes provenant d'un petit tirage ne peuvent naturellement pas assurer un excédent suffisant des revenus sur les frais qui sont très grands, si l'on tient compte des prix du papier journal atteignant 12 000 roubles la tonne (et 3 000 roubles la tonne si l'on paye en espèces), des prix contractuels des services des imprimeries et de la hausse des services de diffusion de la

presse à laquelle on s'attend, à en juger par une information non officielle venue du Ministère des PTT de l'URSS.

Pour surmonter cet inconvénient d'une publication à faible tirage, il convient de l'orienter vers un cercle relativement restreint de lecteurs (en fonction des possibilités concrètes d'acquiescer du papier, 30 000 à 100 000) capables de l'acheter à un prix assez élevé : par exemple, à 2 ou 3 roubles le numéro pour un hebdomadaire de 16 pages. Une diffusion inférieure à 30 000 exemplaires risque de ne pas rembourser les frais d'édition. A un tirage de 100 000 exemplaires, on peut compter réaliser un bénéfice d'environ un million de roubles. Bien entendu, l'élévation du prix sera fonction de la diminution du tirage.

En plus du gros tirage, il faudra aussi renoncer à une tradition. Dans la situation actuelle, on ne réussira pas à suivre la pratique courante en Occident, selon laquelle le prix de l'abonnement annuel est inférieur au coût total de l'ensemble des numéros de l'année. Bien mieux, le prix de l'abonnement doit être supérieur au coût de la collection annuelle vendue au détail.

Et cela parce que l'abonné est en droit d'exiger la garantie de recevoir la publication, mais, dans les conditions présentes, les garanties coûtent très cher. Une hausse des prix du papier ou des services ne doit pas empêcher la publication de remplir ses engagements. Voilà pourquoi le prix de l'abonnement a besoin d'être supérieur de 20 à 25%.

Du point de vue de l'économie de ressources, le choix du type de maison d'édition est très important. On peut affirmer sans crainte d'exagérer que, si le projet de loi « Sur les mesures à prendre pour créer et développer de petites entreprises » est adoptée sans changements importants, de nouvelles publications autofinancées auront intérêt à être enregistrées en tant que petites entreprises.

En examinant les possibilités d'écoulement des produits, on peut déterminer, avant tout, le public pour lequel telle ou telle publication spécialisée peut avoir une importance pratique assez grande pour qu'il consente à payer un prix supérieur au prix traditionnel.

Il convient de signaler le fait que la *majorité des nouveaux journaux et revues se caractérisent précisément par une méconnaissance des intérêts particuliers : ils tentent de réussir grâce à de gros tirages et tâchent d'attirer le plus de lecteurs possible, mais elles se retrouvent ainsi dans la sphère de la plus grande concurrence, car il y a déjà beaucoup de publications de caractère général. Cela ne leur permet pas de fixer des prix assez élevés et de plus, comme cela a déjà été mentionné, cela les met en danger en cas de variations dans l'approvisionnement en papier. On peut être certain que de nombreuses publications socio-politiques nouvelles ne pourront pas survivre, même pendant une brève période.*

Il existe de nombreux petits publics très intéressés par une publication qui leur serait propre. Sont concernées des publications traitant de religion, de psychologie, de certains passe-temps, d'aspects particuliers du commerce, ainsi que des revues divertissantes de haut de gamme touchant, d'une manière ou d'une autre, aux ques-

tions sexuelles. Ou encore les *digests* : périodiques qui reproduisent ou résument des articles publiés dans d'autres journaux et revues : les gens qui n'ont pas le temps de tout lire sont sans doute prêts à payer un prix assez élevé pour ces publications qui ont l'avantage supplémentaire d'entraîner peu de frais généraux.

Il faut avoir en vue que la petite diffusion de ces publications n'en détournera pas forcément les fournisseurs de publicité. Au contraire, les fabricants de tels ou autres produits spéciaux doivent aspirer à placer leur publicité dans les publications ayant un public restreint mais spécifique, correspondant au milieu consommateur de ces produits. Il faut accorder une attention particulière au marché des magazines chers et richement illustrés qui n'existent presque pas en URSS - encore que ces derniers temps on ait vu apparaître quelques publications de ce genre avec la participation de capitaux étrangers : tels Moscou; *Magazine*, *Diélový ludi* (Hommes d'affaires) ou *Manager* et *Megapolis International* parus en juillet 1990. Ce genre de publications est très spécifique et existe, pour l'essentiel, grâce aux recettes provenant de la publicité car leurs frais généraux sont immenses et ne sont pas souvent couverts par la vente.

Un marché non saturé, les confortables revenus des acheteurs potentiels et la situation relativement calme (pour l'instant) sur le marché du papier de qualité, ainsi que la possibilité d'attirer des fournisseurs étrangers qui veulent que leur publicité soit de qualité peuvent assurer un bon avenir à ces publications. De plus, on peut recevoir du papier étranger comme paiement de cette publicité.

Il faut mentionner tout particulièrement les publications destinées dès le début à la fois aux lecteurs soviétiques et étrangers. Dans ce cas, il est bien plus facile d'attirer des investisseurs étrangers, et les éditeurs ont plus de raisons de compter sur la publicité dont la publication est payée en devises.

Bien qu'il soit possible de trouver des moyens pour lancer sa publication et de survivre sans s'appuyer sur des «fondateurs» puissants, il est évident que la situation qui règne dans l'industrie de l'édition, toutes les pénuries auxquelles il faut faire face, ne sauraient être considérées comme normales. Mais cette situation a un aspect positif pour les hommes d'affaires et pas seulement ceux qui se spécialisent dans l'édition. Le fait est que les pénuries diverses indiquent qu'il existe un immense marché pour des investissements visant à créer de nouvelles capacités dans ces secteurs.

Il est vrai que le développement de ce marché est freiné, non pas tant par des obstacles politiques qui cessent peu à peu d'exister, que par l'absence des capitaux nécessaires chez les entrepreneurs soviétiques. Voilà pourquoi on peut s'attendre à la prochaine apparition de sociétés anonymes et d'autres formes d'associations de capitaux qui seront investis dans la création de capacités de production du papier (y compris par recyclage de vieux papiers), de capacités d'impression et de réseaux de diffusion des publications.

Par la popularité (et par le prestige aux yeux des vendeurs dans les kiosques à journaux du monopole soviétique de distribution Soyouzpetchat), l'hebdomadaire *Komerçant*, malgré son faible tirage,

l'emporte même sur *Les Nouvelles de Moscou*, qui sont toujours très demandées. Il existe de nombreuses autres publications économiques et financières, surtout à en juger par la liste des journaux et des revues enregistrés par le Comité d'État de l'URSS pour la presse, le Ministère de la presse et de l'information de la Fédération de Russie, le Soviet de Moscou, le Soviet de Leningrad et les départements des républiques et des régions. Malheureusement, à cause de difficultés financières, après qu'elles ont annoncé leur existence ou plutôt leur intention de paraître, rares sont les publications qui peuvent s'imposer et paraître régulièrement - sans le soutien direct de partenaires occidentaux ou de puissantes institutions soviétiques.

Une nouvelle publication a fait son apparition dans les kiosques à journaux : la revue *Moskva Interbusiness* éditée par la rédaction du journal *Večerniaïa Moskva*, la *Moskovskaïa Pravda* et la firme américaine Compas International Publishing Inc.

Le premier numéro de l'hebdomadaire commercial *Molva* (Les rumeurs) édité par la faculté de journalisme de l'Université de Moscou a paru en octobre 1990. *Molva* est un nom historique, mais presque oublié. Il y a environ 160 ans, en 1831, ce journal « de modes et de nouvelles » paraissait comme supplément à la revue *Teleskop*. « Sa vocation très agréable, écrivait Vissarion Belinski qui fut son rédacteur pendant un certain temps, consiste à informer le public de tout ce qu'il y a du nouveau ».

Les étudiants de la faculté de journalisme de l'Université de Moscou ont décidé de faire renaître le vieux journal. Le *Molva* actuel est une publication plus belle que son ancêtre : elle a 16 pages et beaucoup de belles photos en offset. Chaque page est consacrée à un sujet différent. Les thèmes abordés vont des problèmes de la presse indépendante au « marché aux rumeurs », d'un entretien avec un ancien chef de la CIA à une étrange collection de photos.

« Nous vivons une période très intéressante. Etre paresseux aujourd'hui signifie rater sa chance. Nous voulons donner aux jeunes journalistes la possibilité d'écrire comme ils le veulent dans notre journal. Le rédacteur en chef n'exerce aucune dictature. Ce qui compte, c'est le professionnalisme ! » a dit le professeur Yassen Zassourski, doyen de la faculté de journalisme de l'Université de Moscou.

*Molva* est vendu à Moscou. Son tirage n'est pas grand : 20 000 exemplaires en tout. Mais les sponsors étrangers auraient intérêt à soutenir ce journal. La faculté de journalisme de l'Université de Moscou dispose d'un magnifique édifice qui est un véritable palais situé au centre de

Moscou, d'un bâtiment à deux niveaux pour son imprimerie. Elle a son centre de télévision et l'essentiel des centaines de jeunes gens disponibles, prêts à devenir des reporters pour un salaire symbolique et qui ont d'importants liens (y compris de parenté) dans le monde de la politique, des affaires et du journalisme.

Comme l'année dernière, tous ceux qui le désirent peuvent s'abonner à l'hebdomadaire *Ekonomika i jizn* (Economie et vie) qui paraît dans diverses langues. Mais comment peuvent s'y abonner un millionnaire de Milan ou un marchand de biens immobiliers de Paris, un ministre belge, un banquier de Zurich ou un entrepreneur allemand ? C'est facile. Pour cela, il suffit de s'adresser, dans le pays de sa résidence, aux firmes qui s'occupent de la diffusion des périodiques soviétiques.

Même des journaux comme la *Pravda* et les *Izvestia* peuvent figurer parmi les publications destinées aux hommes d'affaires. Les *Izvestia* ont été le premier journal à réserver régulièrement des pages à la publicité qui provenait essentiellement de compagnies occidentales.

*Delovoï mir* (Monde des affaires), *Delovyé ludi* (Hommes d'affaires), *Delovoï tchelovek* (Homme d'affaire), ces publications aux noms aussi attrayants qu'insolites pour la population soviétique, sont apparues dans nos kiosques depuis Tête-automne 1990. « Un homme d'affaires au travail, à la maison, en mission, dans la rue, au magasin » : ce sous-titre accompagne constamment chaque numéro d'une des publications susmentionnées. Seize pages d'un format commode renferment de bons conseils et recommandations de la revue *Delovoï tchelovek*. Le journal *Delovoï mir* est épuisé aussitôt après sa mise en vente dans les kiosques de Moscou. Le dynamisme et le professionnalisme de ce journal ont irrité certaines publications habituées à une vie tranquille sans concurrence. Robert Maxwell a joué son rôle dans le destin de ce journal. Son groupe Mirror a acheté 49% des actions du journal *Delovoï mir*. La diffusion de ce sosie russe de l'éminent *Financial Times* britannique doit bientôt s'élever à 5 ou 6 millions d'exemplaires. A l'avenir également, la rédaction du journal *Delovoï mir* n'emploiera que des citoyens soviétiques.

Voici ce qu'a écrit à propos du *Delovoï mir* le journal moscovite *Nedelia* du 22 octobre 1990) :

Les progrès réalisés en six mois sont importants. On a vu paraître cinq numéros du journal *Delovoï mir* qui, par la qualité des articles de l'impression, répond parfaitement aux aspirations d'un homme d'affaires. à partir du *Nouvel an*, ce journal paraîtra quotidiennement sur huit pages, et le dimanche sur 16 pages. Un numéro a été publié en Arménien et diffusé au sein de la diaspora Arménienne dans le monde entier. L'entreprise fait paraître deux suppléments hebdomadaires : *Radikal* et

*Rynok* (Marché). Une nouvelle *Autoreview* est pratiquement prête. A partir du Nouvel An, on se propose de publier (en collaboration avec le Comité pour la protection de l'environnement) un quatrième supplément : *Ekologičeskaïa gazeta* (Journal écologique), ainsi qu'une revue économique pour les jeunes *Natchala* (Les sources).

Malgré sa jeunesse, le consortium est déjà une puissante structure économique. Le fait suivant illustre sa puissance. A l'usine de papier de Kondopoga, le consortium est en train de moderniser entièrement une chaîne de production, Après quoi elle produira du papier pour les publications du consortium. Le coût des équipements et des travaux est d'environ 100 millions de livres sterling et la nouvelle chaîne sera mise en service en moins de deux ans.

Le poste de président de la direction du consortium était occupé par Valentin Pavlov, Ministre des finances de l'URSS, à l'époque.

La revue *Delovyé ludi* retient aussi l'attention générale. Un communiqué de presse a présenté comme suit cette respectable revue : cet hebdomadaire économique soviétique indépendant est appelé à jouer un rôle de pont informationnel entre les dirigeants soviétiques de nouveau style et le monde occidental des affaires. Par la qualité de la présentation et les photographies, cette revue ne le cède en rien aux publications internationales reconnues. Pour les lecteurs soviétiques, son prix est de 5 roubles, ce qui est un prix raisonnable pour une publication de ce genre.

Chose étonnante et symptomatique : la revue *Delovyé ludi* a été célébrée par la *Pravda* (du 22 mai 1990) qui a ouvert ses colonnes au rédacteur en chef adjoint de cette publication internationale. Cet insigne honneur n'a pas été accordé même à de très appréciables publications financières, économiques et politiques comme les nouveaux journaux hebdomadaires *Komerçant et Rynok* (Le marché). Voici ce qu'on lit dans la *Pravda* dans l'article intitulé « Pour les gens doués d'initiative et d'esprit d'entreprise » :

La revue *Delovyé ludi* paraîtra en russe et en anglais. Bien entendu, nous ne sommes pas à ce point naïfs que nous prétendions faire concurrence à des leaders incontestés de la presse économique mondiale comme *Business Week* ou *Fortune*. Mais ce qui est impossible aujourd'hui peut devenir réalité demain. Quoi qu'il en soit, la couverture de chaque numéro de la revue *Delovyé ludi*, portera la devise : «Revue indépendante pour les cinq continents», une ambition pas facile à réaliser.

Nous commencerons notre activité sur le marché international en appliquant le même principe que sur le marché intérieur : construire un édifice sur un terrain inoccupé. Ce que j'entends par là ? De nombreux hommes d'affaires du monde entier manifestent aujourd'hui un grand intérêt pour l'URSS. Notre revue sera, pour eux, une source supplémentaire d'information sur la vie économique en Union soviétique, sur ses particularités et sur ses tendances actuelles. Comme objectif,

nous voulons qu'un numéro récent de *Delovyé ludi* se trouve dans le porte-documents de tout homme d'affaires se rendant en URSS. Notre revue tâchera d'aider les hommes d'affaires en Union soviétique et à l'étranger à mieux se comprendre, à établir des contacts utiles.

L'édition de la revue en anglais a une autre vocation encore. Nous allons juger par la demande qu'elle suscitera si notre revue correspond aux normes internationales. Le fait est que la revue *Delovyé ludi* sera entièrement préparée par sa rédaction à Moscou (avec l'aide, il est vrai, d'auteurs des cinq continents), mais elle sera imprimée à Paris. Dans l'ensemble, la presse «économique» soviétique n'est malheureusement pas au niveau de la presse occidentale. A mon avis, la différence est celle qui existe entre une Moskvitch et une Mercedes. Nous sommes habitués à écrire une prose prolixe et assez molle. Et il est difficile d'obtenir des photos expressives, même à des prix élevés. Mais j'estime que nous avons résolu ces problèmes. Nos partenaires français sont contents du numéro d'essai et du premier numéro.

Pour conclure, je tiens à souligner que notre mensuel est destiné, avant tout, aux gens mentionnés dans le titre. Par conséquent, une partie insignifiante du tirage sera vendue dans les kiosques de Soyouzpetchat. Le reste sera distribué aux abonnés. Nous n'avons pas l'intention de briguer la popularité, et nous voulons parler des phénomènes les plus complexes de la vie de la société tranquillement, sans emphase. Notre style se distinguera par la compétence et le pragmatisme.

Les éditeurs de la revue *Delovyé ludi* ont de grandes ambitions. Pour l'instant, ils réussissent à résoudre de nombreux problèmes. Le tirage des premiers cinq numéros a été épuisé dans 40 pays. Cent-mille exemplaires en russe sont vendus en URSS. Il est superflu de préciser que la publicité dans la revue n'est payée qu'en devises.

*Moskovski komsomolets*, journal jouissant du plus grand prestige auprès de la jeunesse de Moscou, a fait savoir le 25 août 1990 qu'à l'imprimerie de Minsk on a commencé à publier en russe, pour la première fois, *BusinessWeek*, revue américaine de réputation mondiale qui en plus de l'anglais paraît depuis 1986 en chinois (*Business Week/Chine*) et en hongrois depuis le printemps 1990 (*BusinessWeek/Hongrie*). La compagnie américaine McGraw Hill publie la version russe de l'hebdomadaire conjointement avec les Editions soviétiques Kniga, pas très régulièrement pour le moment. Mais, à partir de 1991, elle envisage de le faire paraître chaque mois :

*BusinessWeek I URSS* est un recueil d'articles traduits et empruntés à *BusinessWeek* et à *BusinessWeek International* qui au total diffusent à un million d'exemplaires. La version russe contient des articles traitant de problèmes économiques, de la conjoncture du marché mondial et des marchés régionaux, de la finance et des banques. Ils sont richement illustrés et accompagnés de diagrammes et de schémas. Chaque numéro con-

tient de la publicité. Le tarif est de 2 400 dollars pour un tiers de page en noir et blanc et jusqu'à 9 000 dollars pour une page entière en couleurs.

Dans le mensuel *Moscou; Magazine* (7 roubles le numéro) apparu en 1990 et tiré à 60 000 exemplaires, dont les deux tiers sont diffusés à l'étranger, une page de publicité coûte environ 6 000 dollars.

*Moscou; Magazine* est le premier fruit de l'entreprise soviéto-hollandaise *Moscow Illustrated-Press* dont les fondateurs sont l'Association des maisons d'édition hollandaises, la section moscovite de l'Union des journalistes de l'URSS et la Banque commerciale intersectorielle pour le développement du commerce de gros.

Le cœur de la revue, lit-on dans un communiqué destiné à la presse moscovite, sera une rubrique économique renfermant des articles d'éminents économistes occidentaux et soviétiques, une ample information économique, des nouvelles et des conseils aux hommes d'affaires étrangers, des interviews et des essais consacrés à ceux d'entre eux qui travaillent en URSS, ainsi que de récentes informations sur la législation soviétique dans ce domaine.

Les autres articles de la revue donnent au lecteur une connaissance en profondeur de la vie sociale, politique et culturelle en URSS. Les thèmes principaux sont les suivants : événements actuels, tendances sociales, essais, comptes rendus de livres, guide de ce qu'on peut voir à Moscou, comment obtenir des services nécessaires, ainsi que d'autres informations sur notre capitale importantes pour les étrangers : taxis, théâtres, restaurants, etc.

La revue de 100 pages luxueusement illustrées paraît en anglais, et une de ses sections (sur papier de qualité inférieure) contient la traduction en russe de la rubrique économique. Mais, par la suite, selon les éditeurs, la revue s'améliorera et s'étendra : on traduira alors tous les articles.

Le rédacteur en chef pour la partie soviétique est Guennadi Moussaëlian qui, avant cela, avait dirigé la section internationale de l'Union des journalistes de l'URSS. Pour l'autre partie, le rédacteur en chef est Derk Sawyer, journaliste hollandais qui s'est vu attribuer en Hollande, en 1989, le titre de « Rédacteur de l'année ». Le personnel n'est pas nombreux : 10 à 11 personnes, y compris les techniciens.

« Une combinaison des possibilités techniques de l'Occident et du talent des journalistes soviétiques » : c'est ainsi que D. Sawyer a défini la nouvelle recette journalistique à son arrivée à Moscou où se trouve la rédaction de *Moscow Magazine*. Mais la revue est imprimée aux Pays-Bas. Si l'affaire marche, il est prévu qu'elle acquière, à Moscou, sa propre imprimerie. En ce qui concerne le contenu, en plus des articles de journalistes soviétiques, on pourra lire également dans les colonnes de *Moscou; Magazine* ceux de leurs collègues étrangers. Le

point de vue de ces derniers sur ce qui se produit en URSS jouit, pour le moment, de plus de crédibilité auprès des lecteurs occidentaux et, d'ailleurs, leur style et leur manière d'écrire sont plus familiers à ce public.

Un leitmotiv de presque tous les articles de la partie économique du numéro d'essai est le suivant : les investissements occidentaux dans l'économie soviétique comportent un risque, car on ne sait pas comment seront réalisées nos réformes. Que pense D. Sawyer des perspectives de son entreprise ?

« Nous ne comptons pas réaliser des bénéfices dans de brefs délais », a-t-il dit. « Une firme importante doit songer avant tout à l'avenir. Nous sommes intéressés au développement de la coopération avec l'URSS dans le domaine de l'édition ».

Des revues pareilles à Moscou; *Magazine* paraissent dans toutes les grandes villes du monde. La qualité artistique et technique de cette revue moscovite la distinguent avantageusement parmi des centaines de revues soviétiques pâlichonnes où l'on ne sait pas (et on ne veut pas) faire de bonnes illustrations en couleurs. A ce qu'on voit, Moscou; *Magazine* n'est pas pauvre : il peut se permettre d'envoyer gratuitement, à travers l'Union soviétique, plus de 4 000 exemplaires de chaque numéro : aux bibliothèques, aux établissements gouvernementaux, aux ministères, aux départements, aux banques, aux entreprises mixtes. Dans le local le plus prestigieux de Moscou (après les palais du Kremlin) pour les réceptions, à la salle de concert du Sovintsentr, au Centre du commerce international, le premier numéro du Moscou; *Magazine* a été remis aux invités par Mme Ria Lubbers, épouse du premier ministre des Pays-Bas et M. Jeller, vice-président de la direction du consortium Philips. Des forces soviétiques influentes ont également soutenu la revue. Il ne s'agit pas de personnalités du CC du PCUS ou de leurs parents. Non, nous avons aujourd'hui des établissements dont la bienveillance est non moins souhaitable. On remarque, parmi les partenaires de l'entreprise mixte soviéto-hollandaise, les banquiers soviétiques de la Tokobank, la susmentionnée Banque commerciale intersectorielle pour le développement du commerce de gros, fondée en 1989 avec la participation de géants du système soviétique comme le puissant Comité d'État de l'URSS pour l'approvisionnement (avec ses filiales territoriales), les Assurances d'État de l'URSS, le Secrétariat du CC du Komsomol, le Ministère de la marine de l'URSS, le Minmontajspetsstroï (Ministère de la construction d'entreprises spéciales) de l'URSS, l'Agrobanque de l'URSS, la caisse d'épargne de

l'URSS, des banques commerciales, de nombreuses grandes entreprises et coopératives.

Depuis septembre 1990, une fois par trimestre, une imprimerie de Stockholm expédie le tirage d'une autre revue municipale soviétique prestigieuse, *Leningrad News*, publiée en anglais et tirée à 250 000 exemplaires. Son éditeur, la compagnie aérienne soviétique Aéroflot, diffuse cette revue consacrée à la vie économique et culturelle de la grande cité sur la Neva essentiellement parmi les voyageurs des lignes aériennes internationales se rendant à Leningrad, ainsi que dans les bureaux touristiques d'Europe et des États-Unis.

Des éditeurs d'importance figurent aussi parmi les fondateurs du projet de la revue *Megapolis*. Au centre du commerce international, en juillet 1990, a eu lieu sa présentation et la rencontre officielle et solennelle des journalistes occidentaux et des milieux d'affaires avec les fondateurs de la nouvelle revue *Megapolis International*. Parmi ceux-ci figurent le comité exécutif du Conseil municipal de Moscou, l'Institut international de recherche en matière de gestion (IIRG), l'agence TASS et l'agence Novosti. La revue est éditée par la rédaction principale de la revue internationale de l'IIRG (*Problèmes de la théorie et de la pratique de la gestion*) en coopération avec la firme ouest-allemande PRO Public Kommunikation GmbH. Format : 210 x 270 mm ; volume : jusqu'à 250 pages ; prix d'un numéro : 9 roubles 90 kop.

Comme nous l'ont fait savoir des collaborateurs de la rédaction, *Megapolis* est appelée à satisfaire les besoins des hommes d'affaires soviétiques et étrangers qui tiennent à être au courant des problèmes économiques, sociaux, culturels et humains qui se posent à Moscou et dans d'autres mégapoles du monde.

Qui plus est, *Megapolis* a déjà participé à la fondation de plusieurs sociétés travaillant dans le domaine des contacts humains, des services de médiation, de consultations et du show-business. Quant aux subventions initiales, *Megapolis* les a obtenues grâce à ses parrains mais, selon ses éditeurs, la revue pourra à l'avenir passer à l'autofinancement.

*Megapolis* peut être rangée parmi les magazines de luxe qui ont vu le jour ces derniers temps (comme *On-Ona* (Lui-Elle), *Moscow-Magazine*, etc.) et qui sont faits d'après un schéma presque identique : impression à l'étranger, remboursement des devises étrangères grâce à la publicité, orientation vers le grand public. Cependant, les tarifs pour la publicité, sont assez élevés, même pour des publications de ce genre pour une page 10

400 roubles, soit 19 700 dollars US (pour les entreprises et organisations étrangères).

Les plans commerciaux de *Megapolis* ne se limitent pas aux seules annonces publicitaires. La revue prendra part à toutes sortes d'initiatives et de programmes internationaux, fera appel aux moyens des investisseurs soviétiques et étrangers pour réaliser des projets conjoints et trouver des partenaires commerciaux.

Cela veut dire, selon toute vraisemblance, que *Megapolis* met à profit son nom et ses potentialités pour procéder à des activités commerciales sur le marché des services d'information et de médiation. A preuve, les structures commerciales que la revue ne cesse de multiplier, comme, la société Megapolis TACOM qui se spécialise dans les télécommunications ou encore les studios Megapolis qui participent de l'industrie du spectacle.

Le rédacteur en chef de la revue, Evgueni Bystrov, était en 1990 premier vice-président du comité exécutif de la municipalité de Moscou, mais, d'après des sources officieuses, il avait l'intention de démissionner bientôt. Le poste d'homme d'État qu'il occupe confirme indirectement qu'il existe en Union soviétique une règle : à quelques exceptions près, les nouvelles publications ne sont fondées par des entrepreneurs indépendants qu'avec le soutien d'une institution étatique ou commerciale puissante. L'une des causes de ce phénomène réside dans le fait qu'en URSS le marché libre n'existe pas, et que seul un initié peut s'orienter dans les dédales de la bureaucratie.

Selon le rédacteur en chef, la revue doit surmonter les difficultés propres à toutes les nouvelles publications soviétiques et qui concernent notamment les locaux, le papier et l'imprimerie. Et cela malgré le fait que son éditeur est la société ouest-allemande Neef + Stumme.

*Megapolis* sera diffusée à l'intention d'éventuels partenaires commerciaux étrangers, ainsi que des membres du gouvernement soviétique, des ministères et départements. Il est aussi prévu de diffuser des éditions en langues étrangères de la revue dans les bateaux, trains et avions des lignes internationales.

Son abonnement s'effectue sans aucune restriction dans tous les bureaux des postes soviétiques. Le coût d'abonnement à l'édition russe est de 19 roubles 60 kopecks. Les douze premiers mois la revue paraîtra une fois par trimestre, en russe et en anglais, avec un tirage global de 200 000 exemplaires, 100 000 exemplaires pour chaque langue.

Il importe de souligner que le projet *Megapolis* ne poursuit aucun but lucratif. Tous les bénéfices faits par la revue iront au financement et à

l'organisation sous forme concrète de programmes de bienfaisance pour les invalides et les personnes à faibles revenus, comme cela se fait dans les pays civilisés.

Aujourd'hui, sous l'égide de *Megapolis*, paraissent dans notre pays, en russe, l'hebdomadaire très populaire *Megapolis-Express* et le journal humoristique *Outioug* (fer à repasser). Il est prévu d'entamer la publication de la revue *Cinapolis* en tant que supplément à *Megapolis*. Elle nous fera part, comme son nom l'indique, du cinéma à travers des villes. Les villes cinématographiques bien connues, telles que, par exemple, Rimini ou Hollywood, ont une vie qui leur est propre et qui les distingue des autres « polis ». Quant à notre pays, l'honneur de se ranger parmi les villes de ce genre peut revenir à Yourievets, ville natale d'Andreï Tarkovsky, réalisateur soviétique bien connu.

De nouvelles revues destinées aux Soviétiques et publiées avec une participation active de partenaires étrangers peuvent être aussi considérées comme des publications pour hommes d'affaires. La revue ouest-allemande *Burda Modem*, doyenne de nos partenaires étrangers, est publiée en russe en RFA et presque tout son tirage est transporté en URSS. Selon les données obtenues pour octobre 1990, le partenaire ouest-allemand a publié la revue à crédit. La dette de la partie soviétique se chiffrait alors à 9 millions de DM et tout le projet « *Burda* russe » était menacé. La société mixte *Burda Modem* a sollicité l'aide de fonctionnaires soviétiques haut placés.

Tout avait si bien commencé : présentation du premier numéro de la revue en russe, le 3 mars 1987, dans la Salle des colonnes de la Maison des syndicats ; soutien actif de la part de Raïssa Gorbatchev et d'Edouard Chevardnadzé ; organisation des agences de la revue à Riga, Leningrad, Rostov-sur-le Don, Vladivostok et Nijni Taguil ; organisation d'un centre de consultation *Burda* à l'Exposition des réalisations nationales ; ouverture d'un atelier de couture expérimental ; apparition du magazine télévisé national « *Burda Modem* propose » ; octroi par la municipalité de Moscou d'un terrain pour la construction d'une imprimerie et commencement des travaux de construction ; récent emménagement dans des bureaux magnifiques à proximité de la Place Rouge, dans une des rues les plus prestigieuses de la capitale ; présentation de l'édition russe d'une autre revue de la riche collection de Mme Anne *Burda*.

Et soudainement, cette crise en été-automne 1990. Déjà les titres de la presse en disent long. Le journal *Rabotchaïa tribouna* (tribune ouvrière), organe du CC du PCUS qui vient d'être lancé à la place d'une autre publication, très peu populaire et à petite diffusion, s'est montré par-

ticulièrement méchant. Dans son numéro du 16 octobre 1990, il a publié un article foudroyant intitulé « Affaire louche nommée *Burda* : ils demandent l'aumône en termes « aristocratiques » ». Le leitmotiv était le suivant : le peuple s'appauvrit et les gens de chez *Burda* circulent en BMW rouges et emploient comme secrétaires une « Miss URSS » et ses dauphines.

Il serait dommage que *Burda* russe ne paraisse plus. Au marché noir, un exemplaire coûte 20 roubles ou plus - alors que le prix marqué est de 5 roubles. Telle est en URSS la demande insatisfaite pour les revues féminines !

En octobre 1990, on a vendu à Moscou 10 000 exemplaires des 302 pages d'une édition exceptionnelle, en russe, de la revue *Ladies' Home Journal*, un des plus anciens magazines américains. Aux États-Unis elle paraît chaque mois et vend de 5 millions d'exemplaires. Pour que la revue puisse être présentée aux lecteurs russes, Meme Blith, son rédacteur en chef, a dû recourir au soutien actif de Natalia Yakovleva, membre du conseil administratif de l'agence Novosti, et de Galina Semenova, députée du peuple de l'URSS, membre du Bureau politique du CC du PCUS. Au cours des cinquante dernières années, il n'y avait pas eu au Bureau politique de femme aussi instruite et charmante. Avant juin 1990, Galina Semenova a été, pendant dix ans, rédacteur en chef de la revue *Krestianka* (Paysanne) qui paraît mensuellement à 21 millions d'exemplaires. Naguère nous n'avions eu en URSS que deux revues pour femmes. La deuxième était *Rabotnitsa* (Ouvrière) qui est aussi populaire que *Krestianka*. Je n'ai jamais vu ces revues dans les kiosques. Seuls les abonnés les reçoivent - et il est très difficile de s'y abonner.

Les femmes soviétiques n'aiment pas la politique. Elles s'intéressent plus aux problèmes sociaux, psychologiques et familiaux. L'article de fond dans la *Pravda* ne leur permettra ni de nourrir leur enfant, ni de l'habiller, ni de l'éduquer. Fait intéressant : malgré les dramatiques différences du niveau et du mode de vie des femmes en URSS et en Occident, elles ont beaucoup en commun et cela ne se borne pas au fait qu'une grande partie de la population soviétique est attirée par la mode, la culture et le comportement occidentaux. Galina Semenova a évoqué, dans les pages de *Nedel'ia* (n° 32, 1990), un sondage sociologique portant sur les problèmes de la famille contemporaine organisé par la revue *Krestianka* en collaboration avec la revue américaine *Woman's Day*. D'après elle, 65% des femmes interrogées aux États-Unis et 67% des femmes soviétiques ont répondu de la même façon : « Je ne veux pas que ma fille répète mon destin ». Une triste unanimité. Cela donne matière à réflexion.

Par son importance, l'activité de Robert Maxwell représente sans doute le deuxième projet occidental sur le marché de l'édition en l'URSS. Son activité n'a pas provoqué de scandale car il investit ses capitaux sans rien prendre chez nous. Dans son numéro du 8 septembre 1990, le journal *Sovetskaïa kouloura*, organe du CC du PCUS, évoque son action philanthropique très réussie :

Aucune publication sans doute n'a provoqué un si grand intérêt au moment de sa naissance que *Naché nasledié* (Notre héritage). Il y a trois ans, à sa présentation au Centre de presse du Ministère des affaires étrangères de l'URSS, il y avait plus de journalistes qu'à l'occasion d'un grand événement politique. Aujourd'hui, on peut dire que leurs espoirs ont été justifiés. La revue a acquis une réputation solide non seulement grâce à la qualité de l'édition, mais aussi grâce à la profondeur de ses articles.

Robert Maxwell, éditeur anglais de *Naché nasledié*, la considère comme la meilleure revue littéraire de son immense empire et du monde.

La liberté de la presse et le marché poseront beaucoup de problèmes aux éditeurs de journaux et de revues. En tout cas, la lutte pour les abonnés va s'aggraver. Aussi notre première question à Vladimir Enicherlov, rédacteur en chef de *Naché nasledié* concerne-t-elle non pas la gamme des contenus envisagés, mais la place qu'il envisage pour la revue dans le nouveau contexte.

- Rien ne change pour nous : la revue ayant de nobles objectifs déterminés par la notion de «culture», nous continuerons de les réaliser. La haute qualité des articles littéraires et des reproductions sera maintenue. Pour nous, le mot «forme» n'est ni un son creux ni une notion sans importance. Le journal ouest-allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a écrit ce qui suit dans son compte rendu de la revue *Naché nasledié* : « Bien éditée et présentée, cette revue permet de dire : «Tout peut se passer autrement !» Notons que *Naché nasledié* diffère foncièrement de toutes les revues de luxe occidentales car sa culture est plus raffinée ». Je crois que le critique a bien compris une des idées fondamentales de la revue instituée par la Fondation de la culture.

Nous voulons que notre lecteur reçoive, une fois tous les deux mois, un numéro de revue digne d'un grand pays, de ses traditions morales, éthiques et culturelles qui survivent malgré tout.

- Que pensez-vous de l'éventuelle apparition de publications concurrentes ?

- Nos affaires culturelles sont si mauvaises que ce danger est très éloigné. Dmitri Likhatchev, animateur de notre revue, a bien dit au premier Congrès des députés du peuple que tous nos maux s'expliquent par l'absence de culture. Cette idée peut être développée, mais pas contestée. Plus nombreux seront les journaux et les revues de qualité traitant des problèmes de la culture, plus nombreux seront les livres, les musées et les théâtres - et plus vite notre pays sortira de la crise catastrophique dans laquelle il se trouve. Je serai content de voir l'apparition de ces «concurrents». La

Fondation de la culture les aidera au maximum. Hélas, je ne vois pas trop de personnes qui voudraient éditer de nouvelles revues «culturelles». Tous se sont lancés dans les secteurs de la politique et du commerce. La plupart des nouvelles publications n'aspirent qu'à gagner le marché à tout prix : à partir des récits concernant les secrets du KGB jusqu'à la description de la vie nocturne de Moscou. Je ne vois nulle part ce qu'Alexandre Blok avait qualifié d'«idée longue», c'est-à-dire un objectif qu'auraient ces publications à part la soif de profits. La culture ne peut pas être rentable. Elle n'apporte pas de bénéfices. Il faut l'aider. Aujourd'hui, notre revue est assez rentable, mais je n'exclus pas la possibilité qu'elle ne le soit plus un jour. Et ce sera tout à fait normal.

- Vous avez un avantage incontestable : votre revue est un des pionniers de l'entreprise mixte en matière d'édition.

- Quelqu'un a toujours un avantage relatif. Et je me félicite de ce qu'il s'agisse d'une revue consacrée à la culture et non pas aux affaires. Notons d'ailleurs que les revues commerciales paraissent l'une Après l'autre. Mais leur avenir est, à mon avis, assez incertain dans notre pays.

- On a l'impression que vous êtes surs de vos lecteurs ?

- Je sais que nos lecteurs potentiels sont beaucoup plus nombreux que les 200 000 que nous pouvons nous permettre aux termes du contrat signé avec Robert Maxwell, qui édite la revue sur une base philanthropique. Ayant accordé d'immenses sommes à la publication de notre revue, il a fourni un modèle d'attitude envers la culture d'un autre pays. En même temps, nos grandes entreprises qui ont des millions et des milliards de roubles ne se proposent point de devenir mécènes.

- Je sais que vous n'avez pas succombé à la tentation d'augmenter le prix de la revue en 1991.

- Cela s'explique de plusieurs façons. Bien que la demande de notre revue dépasse toujours l'offre (dans la rue, un numéro coûte de 10 à 15 roubles), nous comprenons bien que nos lecteurs (principalement, gens de culture) ne sont pas riches, tant s'en faut. Deuxièmement, pour que notre revue soit rentable à 100%, si nous refusions le mécénat de Maxwell et d'autres avantages, un numéro devrait coûter 25 roubles et plus, ce qui correspond aux prix mondiaux de tels magazines. Troisièmement, nous avons trouvé un autre moyen de diffuser la revue afin d'éviter les services du Ministère des PTT qui travaille d'une façon abominable. Notre courrier abonde de lettres dont les auteurs se plaignent que les abonnés ne reçoivent pas la revue, que les numéros se perdent dans les bureaux de poste et que les facteurs ne s'empressent pas de l'apporter. Et ce ministère incapable a presque triplé le coût de ses services.

Le prix d'un numéro de notre revue reste le même, 3 roubles. Maintenant, pour s'abonner à la revue, vous devez vous rendre dans une librairie et non pas au bureau de poste. A partir de 1991, la revue *Naché nasledié* ne sera diffusée que par les librairies où sont aussi vendus les livres par abonnement. Je tiens à rappeler que l'abonnement est limité par le tirage de la revue et que 20% du tirage seront octroyés aux bibliothèques.

Et maintenant, je voudrais parler en bref des plans de notre revue pour 1991. Nous nous proposons de publier la nouvelle *La petite Thérèse* de Merejkovski, les mémoires du prince Troubetskoï *Notes d'un cuirassier*, des variantes du roman *Maître et Marguerite* (r l'occasion du centenaire de Boulgakov), la nouvelle *Un timbre d'Égypte* avec des fragments inconnus (r l'occasion du centenaire de Mandelstam).

L'étude des archives a permis de commencer la publication des œuvres de Kliouev, de Dombrovski, de Guertsyk, de Mouratov, de Sloutski et de Tarkovski, des lettres de Bounine, de Tsvétaéva et d'Alexandre Tolstaïa, des poèmes de poètes russes installés à l'étranger (Smolenski, Dikson, Savine), des mémoires de Denis Davydov, de Léon Tolstoï, de Sergueï Volkonski, d'Olsoufiev et de Rodzianko, le journal intime d'Erstroem consacré à Moscou en 1812.

La rubrique «Pensée russe» présentera des ouvrages des philosophes, Boulgakov, Zemov, Fedotov, Frank et Ern, ainsi que ceux des «Euro-Asiatiques» Troubetskoï et Savitski.

La revue continuera de reproduire des chefs-d'œuvre de l'art russe et mondial faisant partie des collections de Romanov, d'Abramian, de Chouster et d'autres particuliers, ou bien se trouvant dans les dépôts des musées d'État.

La revue évoque l'œuvre et les toiles peu connues de V. Vasnetsov, de Popova, de Sokolov et de Soutine. Elle publiera les mémoires consacrées au poète Khlebnikov et au metteur en scène Meyerhold.

Les lecteurs apprendront beaucoup de choses nouvelles concernant les trésors du Kremlin à Moscou, verront des chefs-d'œuvre des joailliers de la firme russe Fabergé, prendront connaissance des documents des archives militaires et historiques d'État, liront des reportages sur les ventes aux enchères chez Sotheby's, Christie et Philips.

Les problèmes relatifs à la culture contemporaine seront examinés dans les articles de Likhatchev, d'Averintsev, de Bouatchidzé, de Kariakine, de Lotman, de Neroznak, de Ryjov, de Soloukhine, de Schmidt et d'Yamchchikov ».

On ne saurait surestimer l'importance du travail accompli pour les Soviétiques par Anne *Burda*, Ted Turner (j'en parlerai dans le chapitre consacré à la télévision) et Robert Maxwell. Ces gens nous prennent par la main pour nous introduire dans le monde civilisé. Ainsi, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, on voit apparaître chez nous une presse normale : politique, commerciale, urbaine, féminine, spécialisée et distractive. Les mois passent et nous comprenons de mieux en mieux que nous ne nous passerons pas de l'aide des spécialistes occidentaux et de leurs capitaux. Pour le moment, il ne s'agit que de l'aide de personnes très riches, capables de lutter contre la routine et la bureaucratie soviétiques, de risquer leurs capitaux, de subir des pertes et d'attendre patiemment le succès. Ce succès vient couronner les efforts des hommes d'affaires occidentaux qui ont avec nous de vastes

contacts, qui deviennent nos amis, qui connaissent en détail notre système politique et administratif, qui ont acquis des partenaires solides, des protecteurs et des compagnons d'idées.

En 1990, le marché soviétique a vu apparaître, pour la première fois, un groupe de revues ayant une grande importance pour notre société exténuée par les maux sociaux et la situation catastrophique des retraités, des invalides et autres groupes de sous-privilegiés. C'est dans ce domaine que nous avons besoin de parraineurs, de mécènes, de philanthropes, de financiers et de gestionnaires. Parmi les nouvelles revues on peut citer le mensuel *Sotsialnaïa zachtchita* (La défense sociale) du Comité d'État pour le travail de l'URSS. C'est sans doute l'unique périodique soviétique à promettre de ne pas augmenter son prix en 1991. C'est pour cela que Soyouzpetchat refuse de le diffuser. En cas de succès, la revue deviendra un maillon liant ceux qui ont besoin d'aide et ceux qui peuvent en donner. Chaque numéro publie nombre de brefs récits évoquant les destins difficiles de personnes concrètes et appelant à venir à leur aide. On est en train d'organiser dans la rédaction une banque des données pour ceux qui ne veulent plus être solitaires. Annonces matrimoniales ? Oui, mais aussi l'organisation active de l'aide aux malades, aux réfugiés, aux chômeurs, aux vieillards, aux femmes, aux familles nombreuses, aux orphelins et aux veuves. En même temps, ce sera un bureau permanent de renseignements sur les problèmes de l'emploi et de la migration, les prestations et les compensations, la Loi sur les retraites (le Comité d'État pour le travail a reçu plus de 500 000 questions concernant la nouvelle Loi et le flot des lettres ne cesse d'augmenter) et les autres documents normatifs. La rubrique « Aide-toi toi-même » offrira aux lecteurs des conseils de psychologues, de gérontologues, de juvéno-logues, de sexologues, et aussi d'experts en médecines douces, en astrologie et en parapsychologie.

Le Comité d'État de l'URSS pour la presse a reçu la demande d'enregistrer la revue *Préodolénie* (Le dépassement) destinée aux gens ayant des fonctions limitées ou, si l'on utilise le langage habituel, aux handicapés. Un correspondant du journal *Vetcherniaïa Moskva* du 2 octobre 1990 a prié le journaliste moscovite Vladimir Kalinichev, auteur de cette demande, de répondre à quelques questions :

— « Comment en êtes-vous venus à l'idée de faire paraître cette revue ?

— Cette idée était, pour ainsi dire, dans l'air. Des décennies durant, notre société faisait semblant de ne pas percevoir qu'à côté des gens sains qui, je le dis en passant, ressentent eux-aussi au sein de notre système une infériorité injustifiée, il y a ceux qui trouvent encore plus difficile de se réaliser ici-bas. Privés de protection de la part de l'État, ils sont également isolés les uns des autres et ont perdu la possibilité de se contacter.

C'est là tout le tragique de leur existence. La revue peut les protéger et les unir en quelque sorte, faire part de leurs soucis, les aider à vaincre leur malheur, les faire revenir à la vie active. Nous voudrions bien que notre revue devienne leur ami, leur conseiller et même leur tribune. Notre pays compte 30 millions d'invalides qui ne possèdent pas même un organe de presse. *Rousski invalid* (Invalide russe), revue que la Russie tsariste avait fait paraître pendant plus d'une centaine d'années, a été interdite... en 1917.

— *Comment sera votre revue ? Qui sera son éditeur ?*

— *Préodolénié* est destinée au plus large public. Illustrée en noir et blanc et en couleurs, elle sera divisée en rubriques d'intérêt général ou particulier. Il est prévu que son volume sera de 40 pages du format européen traditionnel et qu'elle paraîtra au début une fois tous les deux mois avec un tirage global de 300 000 exemplaires au moins. Elle sera éditée à Moscou : son fondateur est le centre Érudition-Concours-Éducation (ECE) près la Fondation humanitaire de l'URSS A. Pouchkine.

— *Je pense qu'en entamant ce noble projet vous êtes en droit de compter sur le soutien de l'opinion...*

— Sans ce soutien, notre revue ne pourra pas exister. Aujourd'hui, nous passons tous notre examen d'humanisme. Notre petit groupe de journalistes compte sur l'assistance des députés du peuple pour lesquels les termes de «humanisme» et de «miséricorde» ne sont pas qu'un laissez-passer pour aller parler du haut de la tribune publique. Il nous faut le concours des organisations sociales, étatiques et ecclésiastiques. Nous invitons à coopérer avec nous nos futurs lecteurs parmi lesquels il y a pas mal de gens doués, tels que des poètes, des écrivains, des peintres, des journalistes. Car, au fond, nous partons de zéro et serons reconnaissants pour toute l'aide possible.

Je suis heureux que notre entretien me permette de m'adresser au plus large public : si les hauts fonctionnaires font la sourde oreille, que nous entendent les gens dont les cœurs sont pleins de charité envers le faible. Nous comptons sur ces gens. Nous saurons tout surmonter ensemble !

Le *Sovietski chkolnik* (Écolier soviétique) est l'unique revue au monde pour les enfants aveugles et malvoyants. Elle est publiée en caractères Braille. Qu'y trouve-t-on ? Des nouvelles, des récits, des contes et des poèmes. Quarante-huit disques avec l'enregistrement de stars soviétiques et étrangères. Des romances anciennes et des reportages pris sur le vif, ainsi que douze dessins en relief sur une pellicule en polymère. Telle est la revue *Sovietski chkolnik*, que les éditions de Moscou Molodaïa gvardia diffusent aux abonnés pour 1 rouble 20 kopecks par an.

En septembre 1990, on a vu paraître l'hebdomadaire national *Milosserdié* (Miséricorde) sur 16 pages et la revue littéraire *Soglassié* (Entente). Une marguerite, traditionnel symbole russe de la miséricorde, est devenu l'emblème officiel de ces nouvelles publications. Un entretien

avec le professeur Sviatoslav Fedorov, ophtalmologue de renommée mondiale, directeur général de l'Institut de Microchirurgie de l'œil ; un essai sur le destin d'une des victimes de la répression stalinienne qui s'est trouvée de nos jours à l'épicentre du cauchemar d'un conflit ethnique en Asie centrale ; des monologues de pasteurs de toutes les confessions principales ; de l'information concernant la vie culturelle du pays, tel est le contenu, une part du contenu, du premier numéro de l'hebdomadaire national *Milosserdié*.

Instituée par la Fondation soviétique de la santé et de la miséricorde (dont le président est le même Sviatoslav Fedorov, qui est aussi député du peuple de l'URSS), la nouvelle revue n'intéressera pas seulement ceux qui voudraient offrir ou recevoir une aide charitable. Il suffit de voir comment s'appellent des services de la rédaction (tolérance religieuse et entente interethnique, défense et réinsertion sociales, droits des citoyens, culture) pour comprendre le caractère universel du journal.

L'hebdomadaire *Milosserdié* est la première production des Éditions qui portent ce nom et qui viennent d'être créées en vertu de l'arrêté du Conseil des ministres de l'URSS. Le conseil social des éditions comprend Sa Sainteté Alexis, Patriarche de Moscou et de toutes les Russies, de célèbres écrivains, de personnalités publiques et de journalistes. Leurs nobles objectifs sont nets : contribuer à la diminution des tensions sociales et protéger les couches les plus vulnérables de la population. La première action du nouveau centre d'édition -une majoration de huit kopecks du prix très modéré du journal (25 kopecks) - permettra de collecter 1 million de roubles pour la construction d'un asile de vieillards solitaires dans le district de Taldom (région de Moscou).

Il existe une autre catégorie de la population de l'URSS qui a enfin obtenu plusieurs périodiques apolitiques. Les adolescents de 14 à 18 ans peuvent lire, pour la première fois, l'hebdomadaire littéraire *My* (Nous) édité en Finlande. En 1990, 2 millions de jeunes se sont abonnés aux premiers numéros de cette nouvelle publication de la Fondation soviétique pour l'enfance. Deux millions de lecteurs plus petits ont eu aussi de la chance : ils ont obtenu leur revue, *Tramway*, éditée elle aussi en Finlande sur papier glacé. Depuis août 1990, on a commencé à diffuser en URSS la version russe de *Mickey Mouse*, revue de bandes dessinées de l'entreprise soviéto-danoise Egnot-FIS. Publiée au Danemark, la revue paraît 4 fois par an à 200 000 exemplaires. Les dépenses en devises ne seront jamais couvertes par les roubles provenant de la vente de ces trois revues. Mais elles acceptent des annonces publicitaires. En

outre, les Soviétiques reconnaissants trouveront toujours une possibilité de compensation et permettront l'exportation en Occident de matières premières ou de produits semi-finis. L'essentiel est déjà obtenu : on a vu apparaître une petite tache claire dans le flot des publications médiocres qui inondent la vie de nos enfants. Même de bons manuels, avec des illustrations en couleur, n'existent pas chez nous, sans parler des contenus.

Se pourrait-il que nous cessions d'économiser aux dépens des enfants - et des gens en général ? Voyons un autre acquis de 1990. Une firme australienne publie pour nous en russe 200 000 exemplaires des revues mensuelles *On* (Lui) et *Ona* (Elle) des Editions soviétiques Kniga, de la Gostéléradio de l'URSS et du Goskompetchat de l'URSS. Sur le marché noir, elles coûtent de 25 à 50 roubles, le prix officiel étant de 6 roubles. « Nous livrons un combat contre la psychologie de la misère », a déclaré Alexandre Poliakov, rédacteur en chef des revues. Les Soviétiques ont longtemps attendu ces paroles.

*On* et *Ona* : on a beaucoup parlé des premiers numéros de ces revues bien avant leur parution. Ça se comprend bien d'ailleurs ! C'est la première fois que LUI et ELLE ont été séparés de la masse amorphe qui s'appelle « l'homme soviétique » pour devenir tout simplement Homme et Femme. A vrai dire, ils ne le sont pour le moment que dans les pages de ces revues qui ne sont pas trop nombreuses. Derrière les couvertures bien illustrées on voit un contenu très riche. *On* a montré comment de vrais hommes surmontent l'échec : « La vie après le fiasco, ou bien.. ». comment Anatoli Sobtchak est devenu l'homme qu'il est aujourd'hui. Il a très bien prouvé que nos femmes sont en effet les plus belles. Grâce aux numéros suivants, les lecteurs apprendront pourquoi l'âme féminine est si encline au mysticisme et comment un important homme politique voit sa vie familiale.

Sous la rubrique « Philosophie de l'amour », *Ona* a publié une lettre de Nikolaï Berdiaev à L. Rapp, sa future épouse, les extraits de l'ouvrage mystérieux le *Kama-soutra*, des modes et des coiffures raffinées. On voit dès aujourd'hui que *On* et *Ona* sont des revues pour tous et que chacun pourra y trouver son thème : Carrière d'un homme, Sermons du révérend père Serge, Vous avez 60 ans ? Votre vie commence à peine..., Le monde des revues pour dames, L'art de plaire, 1001 moyens de faire connaissance, Conseils d'une femme pragmatique. Tels sont quelques appellations, parmi bien d'autres, des friandises que, leurs créateurs l'espèrent, les lecteurs trouveront à leur goût. Les nouvelles revues regorgent d'illustrations. Il est très agréable de les feuilleter. Et pourtant les

journalistes professionnels qui ont travaillé à les préparer pendant plus d'un an ne cherchaient pas du tout à en faire de pures décorations de salon.

Les Soviétiques veulent être aussi libres que leurs frères européens, libres en tout. Mais il faut apprendre à être libre. Il faut créer son style original et surmonter les obstacles quotidiens. Il faut savoir créer son image, trouver la chance et la joie pour lesquelles l'homme est né et vivre une vie heureuse !... A quoi rêvent Lui et Elle, perdus dans un monde immense et morcelé ? Au bonheur ! Chacun a son idéal du bonheur. Une femme le trouve Lui exténué par la misère et les échecs, faible, paresseux, incapable d'amour et d'action. Un homme a aussi des difficultés avec Elle qui peut être agressive et négligée, telle qu'elle est devenue Après de longues années d'émancipation. « Lui » et « Elle » aideront chacun à retrouver son visage. Le choix peut être fait sans pression ni moralisation. Les directeurs et les éditeurs des revues veulent les rendre belles et compétitives. Il n'est pas impossible qu'elles deviennent bientôt des revues européennes.

La perestroïka a tout à la fois posé et aggravé les problèmes de la politique, de la conscience, de la morale, du niveau et du mode de vie. En 1990, année remarquable pour la presse soviétique, on a vu paraître en URSS (en anglais, allemand et russe) la revue *Ecos*, la première revue soviétique consacrée à la protection de l'environnement. Pour le moment, son tirage est minimal : 15 000 exemplaires. Son éditeur, l'agence d'information Novosti (Ex-APN), la fabrique en Finlande et l'apporte ensuite à Moscou. Vu le danger réel d'une dégradation de la situation écologique en URSS et le fait que notre pays, en quête de devises fortes, joue volontiers le rôle de décharge mondiale des déchets nocifs, la revue *Ecos* a toutes les chances de gagner un large public. Tous les citoyens s'intéressent, bien sûr, à apprendre les causes de la catastrophe écologique sur la presqu'île soviétique de Yamal, le dopage dans les sports et l'action nocive qu'exerce la navette spatiale américaine sur la couche d'ozone de la Terre par rapport aux engins soviétiques analogues. La rédaction de la revue a proclamé son intention de devenir un organe de surveillance indépendant. Elle a déjà obtenu des propositions de coopération de la part de Greenpeace International et d'autres mouvements et centres de recherches internationaux. La revue veut devenir porte-parole des « verts » en URSS. Bien que la rédaction recherche des parraineurs pour augmenter son tirage, elle a proclamé qu'elle n'accepterait pas l'argent « sale » d'administrations soviétiques telles que le Ministère de l'industrie chimique et le Ministère des eaux.

Désintoxiquer le cerveau des Soviétiques à l'époque post-communiste et dans le contexte favorable de la fin de la guerre froide, porter à la connaissance des jeunes et des autres gens actifs l'information concernant les acquis de la civilisation, aider au maximum les gens nécessiteux et défavorisés : autant de tâches nobles qu'on accomplit dans notre pays avec la participation du capital étranger. Il existe donc comme un « plan Marshall » non proclamé pour journaux et magazines - encore que, dans la plupart des cas, il y ait aussi des administrations soviétiques très influentes qui versent d'importantes sommes en devises convertibles. Parfois, quelqu'un d'autre le fait, mais sur leur demande et avec leur consentement officiel. Bien que la CENSURE ait été supprimée, seuls les périodiques qui ne choquent pas nos dirigeants peuvent être publiés à un tirage assez important. Les périodiques qui n'arrangent pas le Kremlin ne sont pas diffusés par Soyouzpechat. Ces publications « indésirables » peuvent être rangées parmi les « samizdat ». J'en parlerai dans un moment.

L'historien Alexandre Glezer, ex-citoyen soviétique qui vit aujourd'hui entre New York et Paris, a su lancer, en juillet 1990, son hebdomadaire international indépendant *Rousski kourier* (Courrier russe). Il est publié à Moscou, dans l'imprimerie des *Izvestia*. Chaque semaine, le journal de Glezer paraît en russe avec un tirage de 200 000 exemplaires. En outre, il sera publié en Occident. Une fois par mois, *Rousski kourier* paraîtra en anglais sous forme de digest. En outre, les éditeurs se proposent de publier mensuellement un supplément traitant de l'art et de la littérature. En Occident, l'hebdomadaire russe est principalement destiné aux slavisants, aux politologues et aux émigrés. *Rousski kourier* leur promet une information objective concernant les processus et les événements qui se déroulent en URSS. Les lecteurs soviétiques apprendront notamment comment vivent divers groupes d'émigrés.

Alexandre Glezer a caractérisé son hebdomadaire comme une revue libérale et démocratique. En témoigne notamment le comité de rédaction du *Rousski kourier* qui comprend des représentants de l'intelligentsia libérale démocratique formée en URSS dans les années 60 et 70. Ce sont l'écrivain Vassili Aksenov et le sculpteur Ernst Néizvestny (qui tous deux habitent les États-Unis) ; l'écrivain Guéorgui Vladimov (en Allemagne) ; Vitali Korotitch, rédacteur en chef d'*Vgoniok* ; Yakovlev Egor, rédacteur en chef des *Nouvelles de Moscou* ; Vladislav Starkov, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Argoumenty i fakty*. *Rousski kourier* comprend 24 pages. Le prix d'un numéro en URSS est d'un rouble (en cas d'abonnement, 50 kopecks). Le supplément mensuel traitant de l'art et de

la littérature (16 pages) coûte autant. En France, un numéro de l'hebdomadaire coûte 8 francs et la collection annuelle pour les habitants d'Europe 546 francs, frais de transport compris. Aux États-Unis et au Canada, un numéro coûte 1 dollar et 50 cents.

Comme l'a dit Alexandre Glezer, l'édition du journal s'effectue principalement à ses frais, bien que le nombre de ses fondateurs soit assez important. Les fondateurs du *Rousski kourier* sont l'Association internationale de l'intelligentsia en faveur de la perestroïka et de la glasnost, les Editions Troisième vague (Paris-New York), le consortium intersectoriel socio-politique Vostok (Oufa) avec participation de la maison d'édition et de publicité Korona-print (Moscou).

Il y a un ou deux ans, la noble initiative d'Alexandre Glezer a été considérée par ses ex-compatriotes comme une brillante utopie. Il est en effet impossible qu'un intellectuel de Moscou ou de Tbilissi trouve régulièrement dans sa boîte aux lettres des numéros de *Rousskaïa mysl*, journal qui paraît en russe à Paris. N'oublions pas que ses exemplaires, même adressés à certaines bibliothèques soviétiques, se perdent toujours.

Aujourd'hui, ceux qui ont la chance de mettre la main dessus adorent *Rousski kourier* et demain, peut-être, *Novoië rousskoïé slovo* va sous-traiter sa fabrication, pour les Soviétiques, auprès de l'imprimerie des *Izvestia*. C'est tout à fait possible.

Et aujourd'hui, les abonnés soviétiques reçoivent régulièrement une nouvelle publication qui rappelle à certains égards la revue américaine *Time*. Il s'agit de la revue *Stolitsa* (Capitale) qui a vite gagné en popularité auprès des Moscovites. Dans son numéro du 1<sup>er</sup> août 1990, le journal *Vetcherniaïa Moskva* a publié une interview avec A. Malguine, le rédacteur en chef de la nouvelle revue :

Un commentateur littéraire de la station radio Liberty l'a qualifié de «leader de la jeunesse littéraire de gauche». Et Vladimir Karpov, secrétaire de l'Union des écrivains soviétiques, l'a caractérisé comme «critique par divine grâce». Depuis lors cependant, Andreï Malguine s'est transformé en critique politique. Il a remporté la victoire aux élections au Soviet de la ville de Moscou et il est devenu rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Stolitsa*, organe de la municipalité.

— *On prétend que vous vous proposez de publier chaque semaine un numéro à succès, une «bombe» farcie de nouvelles à sensation. Avez-vous assez d'articles pour ça?*

— *Pour le moment, nous en avons assez, et assez d'auteurs désireux de collaborer.*

— *Aujourd'hui où les nouveaux journaux poussent comme des champignons, vous devriez sans doute avoir du mal à trouver des lecteurs ?*

— En effet, le nombre des journaux augmente sans cesse. Notre hebdomadaire étant une revue, cette concurrence ne nous préoccupe pas. Malheureusement, il existe dans le pays très peu de revues hebdomadaires. En apparence, *Stolitsa* va rappeler le *Time* américain ou bien les *Temps nouveaux* soviétiques, mais il sera beaucoup plus gros et intéressant car nous allons commenter principalement la situation à l'intérieur du pays et non pas les affaires internationales.

— *On vous connaît comme un démolisseur du passé lugubre qui démasque les privilèges des conservateurs haut placés. N'avez-vous pas peur que si votre mouvement l'emporte et que la stabilité s'instaure, les émotions s'apaiseront, vos ventes diminueront et vous, critique littéraire, ne serez plus élu à la municipalité ?*

— J'espère que j'ai été élu à la municipalité non pas pour mes qualités de critique littéraire, mais en tant que personnalité ayant de fermes opinions que j'ai exposées lors de mes rencontres avec les électeurs et dans des articles qui avaient peu à voir avec la littérature. Je ne me propose point de m'occuper des affaires littéraires dans notre hebdomadaire. Nous avons pour cela un service spécialisé dans les arts. Je crois d'ailleurs que notre littérature et nos littérateurs ne sont pas à l'avant-garde et c'est pour cela que je m'y intéresse peu.

En été 1980, quand Solidarité faisait ses premiers pas dans la Pologne éveillée, Andreï Malguine, alors étudiant soviétique à l'Université de Varsovie, a été expulsé vers URSS pour « propos antisocialistes » - comme le lui ont expliqué des agents du KGB. Dix ans après, ces mêmes « propos » lui ont permis d'être élu député du peuple du Soviet de Moscou (avec deux fois plus de suffrages que son concurrent, chef du KGB de l'arrondissement) et de se placer à la tête de la revue *Stolitsa*, premier hebdomadaire indépendant du Mossovet. Agé de 32 ans, ce rédacteur en chef a été à bonne école : quatre ans de travail comme chroniqueur à la *Literatournaïa gazeta* et autant comme chef du service littéraire à l'hebdomadaire *Nedelia*. Si dans les premières années de sa carrière de journaliste, on a pu lire ses articles même dans les pages de la *Pravda*, ces temps derniers ses commentaires décapants ont été plus souvent transmis par la station radio Liberty. Une autre métamorphose : s'étant fait une réputation de critique littéraire et ayant fait paraître quatre ouvrages littéraires, Andreï Malguine a brusquement changé d'emploi et s'est adonné à la politique.

Dans une intervention télévisée, il a ainsi défini le trait caractéristique de sa revue : « C'est une revue qui offre ses pages aux militants de la nouvelle génération, eux qui ont surmonté l'étroitesse de la génération des années 60, qui orientent leurs efforts à l'époque de la perestroïka vers la revanche à prendre pour les défaites des décennies précédentes. Notre

revue est la première publication de l'époque de la perestroïka qui n'a ni thèmes tabous ni vaches sacrées ».

Le premier numéro de *Stolitsa* permet d'espérer que l'hebdomadaire deviendra une des publications soviétiques les plus radicales. L'hebdomadaire a une position bien nette. On voit sur la couverture du premier numéro une photographie en couleur de Youri Afanassiev, député du peuple de l'URSS et sa déclaration : « La perestroïka conçue par l'appareil du parti est terminée ». Il est évident que l'hebdomadaire deviendra un organe des forces démocratiques.

Le tirage initial de l'hebdomadaire est assez important et se chiffre à 300 000 exemplaires, normal pour les publications de ce genre destinées au grand public. Le prix de détail de la revue n'est pas assez élevé (80 kopecks), ce qui est aussi typique des publications à orientation générale. Seize des 64 pages de l'hebdomadaire seront consacrées aux annonces publicitaires (dont le coût sera de 15 000 roubles pour une page). Elles devront rapporter plus de la moitié de tous les revenus perçus par l'hebdomadaire (le montant des revenus est tenu secret). Les 100 000 roubles nécessaires au lancement représentaient des avances sur l'achat de publicité.

Le reste des revenus viendra de la vente du magazine et aussi de la vente d'information. Un accord pour la vente d'articles a été déjà conclue avec le *Sunday Times* de Londres. Les dépenses occasionnées par l'achat du papier et les services d'imprimerie sont un secret commercial de l'hebdomadaire qui sera publié aux Éditions de *Moskovskaïa Pravda*. Trente journalistes, collaborateurs en titre de la rédaction, toucheront un traitement et des droits d'auteur s'élevant à quelque 100 roubles pour une page. Mais, en général, le montant de leur salaire sera fonction de la qualité des articles. Naturellement, il est prévu de récompenser les efforts de ceux qui fourniront des informations.

Aux dires du rédacteur en chef, l'hebdomadaire se propose de rehausser son prix pour le porter à un rouble au minimum. Cela s'explique par la hausse de 50,6% des tarifs que le Ministère des PTT a établie pour la diffusion de la presse. Andreï Malguine a déclaré que pour s'opposer aux tarifs exorbitants du Ministère, Moscou a l'intention de créer, avec la participation de l'hebdomadaire *Stolitsa* et d'autres publications indépendantes, un réseau de kiosques parallèles à ceux de Soyouzpetchat. Cependant, estime-t-il, il est encore tôt pour parler d'une l'implantation de ce réseau à l'échelle de l'URSS.

Voilà la réplique donnée par A. Malguine, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Stolitza*, dans les pages de l'hebdomadaire *Argoumenty i fakty* (n° 40, 1990) :

Ayant reçu le premier numéro de l'hebdomadaire *Stolitza* relevant du Mossovet et destiné à la diffusion, Soyouzpetchat de Moscou a eu un comportement plutôt étrange. Il ne l'a mis en vente qu'en petites portions durant tout un mois : certains kiosques l'ont reçu ces jours-ci, c'est-à-dire, en octobre. Qui plus est, des marchands de journaux nous ont rapporté plus d'une fois des plaintes au sujet des périodiques qu'ils ont dû, à peine reçus, renvoyer aussitôt à l'entrepôt sur ordre de la direction. Ainsi, la base centrale a transmis à l'agence interrégionale Prolétarsky de Soyouzpetchat 15 120 exemplaires de *Stolitza* et le 9 septembre, tous les marchands de journaux des kiosques ont reçu l'ordre de ne pas vendre cet hebdomadaire, ainsi que toute une série d'autres périodiques, comme *Demokratitsheskaïa Rossia*, *Komerçant*, *Megapolis-Express*, *Moskovskié vedomosti*, etc.

Pour en finir, je dirai quelques mots sur notre abonnement. Enregistrés en tant que publication fédérale, nous avons annoncé l'abonnement à travers tout le pays. Or, le Ministère des PTT «n'a pas eu le temps» de nous inclure dans le catalogue fédéral. Le vice-ministre des télécommunications de l'URSS, E. Maniakine, a qui j'ai rendu visite m'a affirmé que l'information sur l'abonnement à l'hebdomadaire *Stolitza* (index 73746) a été envoyée à tous les bureaux des postes. Cependant, bien des villes l'attendent encore aujourd'hui des postes.

Le 31 juillet 1990, le premier numéro du journal *Moskovskié vedomosti* a vu le jour. La première de ses seize pages offre aux lecteurs une déclaration des fondateurs parmi lesquels la société anonyme Groupement ELEX, les Éditions Kniga, l'Union des coopératives de Moscou, l'entreprise mixte Ail Moscow et d'autres. Comme il ressort de la déclaration, *Moskovskié vedomosti* est un journal social, commercial, informatif et politiquement indépendant. Son rédacteur en chef est Léonide Krasner, ex-satiriste du *Moskovski komsomolets*. *Moskovskié vedomosti*, le plus vieux journal du pays Après *Sankt-Peterbourgskié vedomosti*, fut publié de 1756 à 1917. Nous espérons que le journal, fidèle aux traditions du journalisme russe, retrouvera ses lecteurs, malgré son prix assez élevé d'un rouble.

Moscou a vu paraître encore une autre publication, indépendante de tous les partis politiques. C'est l'hebdomadaire *Kouranty* fondé par la municipalité de Moscou.

En janvier de 1991, le premier numéro en version russe de la revue américaine bien connue *The Journal of Commerce* a paru en URSS. Les éditeurs ont promis de préparer pour les Soviétiques des digests mensuels des articles les plus intéressants du périodique et de les envoyer à 20 000 hommes d'affaires soviétiques qui s'y étaient abonnés.

En février de 1991, la prochaine parution du magazine pour hommes Andreï, la première publication de ce type en URSS, à tirage de 100 000 exemplaires coûtant chacun 9,95 roubles, a été annoncée à Moscou. Sur sa couverture, la rédaction avertit : « Interdit aux moins de 18 ans ». Son rédacteur en chef Alexeï Veitsler a 27 ans. La rédaction se propose d'organiser des shows « Les filles de l'année », des festivals de bandes dessinées et de dessins animés érotiques, d'éditer des livres, des albums d'art et de photos.

En janvier de 1991, une nouvelle publication a paru à Moscou : le journal en anglais *Moscow Observer*. Destiné aux touristes étrangers, il renferme des nouvelles mondaines et beaucoup d'informations utiles aux hommes d'affaires.

L'hebdomadaire *Komerçant* du 28 janvier 1991 indique que la plupart des publications soviétiques adressées aux milieux d'affaires ne jouissent pas de demande à Moscou. Par exemple, on voit s'accumuler dans les kiosques des exemplaires du *Delovoï mir* (depuis que cette publication est devenue quotidienne, certains tirages restent entièrement invendus dans certains kiosques), *Buisnes i banki* (Le business et les banques), *Manager; Moscow Business* ne s'achètent pas non plus. Pas une seule revue imprimée à l'étranger n'est demandée, sauf peut-être les premiers numéros des magazines *Lui* et *Elle*. Les vendeurs de journaux affirment qu'ils vendent moins de la moitié des exemplaires de *Delovoyé ludi* et de *Moscow Magazine*.

Qui a dit que le papier manque en URSS ? En tout cas, le PCUS en a en abondance et à des prix fixes. La revue *Les Nouvelles du CC du PCUS* l'hebdomadaire glasnost ne rencontrent pas de problèmes d'approvisionnement. En plus de cela, la *Pravda* a commencé à éditer, dès décembre 1990, un « journal de commerce hebdomadaire » qui s'appelle *Ouspekh* (Le Succès) : 16 pages de petit format, 30 kopecks le numéro, ce qui n'est pas cher aujourd'hui. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991, cet hebdomadaire est tiré à 200 000 exemplaires. Dans notre immense empire soviétique, on peut diffuser n'importe quoi et à des tirages encore plus importants avec le soutien de l'agence Soyouzpetchat du Ministère des PTT de l'URSS. *L'Ouspekh* publie des photos de belles nues (en noir et blanc, il est vrai, et sur papier journal), des recommandations sur le jeu de roulette au bridge, des reportages de correspondants de la *Pravda* à l'étranger, des horoscopes, des romans policiers et d'aventure d'auteurs étrangers, des analyses économiques ennuyeuses ; en somme, tout ce qui n'a pas pu paraître, pour telle ou telle raison, dans la *Pravda*. *L'Ouspekh*, tout comme la *Pravda* modèle 1991 est

adressé aux milieux les moins instruits, sans prétentions. D'où le « style nouveau » du journalisme du parti : moins de théorie, davantage d'informations amusantes, davantage d'illustrations ; des notes succinctes au lieu d'articles volumineux, d'étiquettes politiques collées sans argumentation sérieuse, de slogans terrifiants attribués gratuitement à ses adversaires.

## Chapitre sixième

### Édition de livres

Il suffit de visiter une dizaine de librairies soviétiques pour comprendre le fond du problème. Il n'y a pas de livres à part ceux de Lénine et Gorbatchev (il n'y a pas encore longtemps, il y avait aussi ceux de Staline, Brejnev, Andropov et Tchernenko). A noter qu'après chaque changement de pouvoir, les œuvres du prédécesseur disparaissaient des rayons des librairies pour se retrouver soit à la décharge publique ou sous le couteau pour être recyclées. A Tbilissi, capitale de la République de Géorgie, par exemple, on manque d'œuvres classiques comme *Le chevalier à la peau de tigre* (Roustavéli), d'abécédaires, des manuels, et d'autres livres en géorgien, de livres pour enfants, etc. Dans les librairies, on ne trouve ni dictionnaires ni la plupart des livres que font paraître les 200 maisons d'édition soviétiques. A titre de comparaison, il y a 1 600 firmes en Italie, 4 500 au Japon et 7 000 aux États-Unis.

Pourquoi ne trouve-t-on pas sur le marché les livres qu'on voudrait ? Certains d'entre eux sont vendus au marché noir ; les moins demandés sont distribués aux 300 000 bibliothèques scolaires et autres ; d'autres encore sont expédiés à la campagne ou en province où ils grossissent les stocks d'invendus. Résultat : la plupart des Soviétiques se heurtent à beaucoup de difficultés pour acquérir n'importe quel manuel, livre classique ou moderne. Pour ne pas avoir à fermer les écoles, l'État a été obligé de prendre sous son contrôle l'édition de manuels pour les distribuer par l'intermédiaire des écoles. Peut-être les choses vont-elles bouger grâce à la fondation, en 1990, d'une Association nationale d'éditeurs indépendants ?

Pour l'instant, les groupements «informels soviétiques» (en URSS, ceux qu'on appelle les informels sont tous plus ou moins dans l'opposition) donc, les militants d'opposition arrivent à tirer à un nombre très restreint d'exemplaires une feuille qui ressemble très vaguement à un journal. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a pas de livres édités en dehors des cadres officiels. Le département de CENSURE, le Glavlit, et le Comité d'État de l'URSS pour l'édition tirent les ficelles dans ce domaine qui n'est pas encore touché par la perestroïka. Tout comme Cuba, l'Albanie, et la

Chine, l'URSS reste un pays où les tirages des livres sont fonction non pas de la demande mais des directives des organismes du parti. Par exemple, on édite à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires des livres d'écrivains orthodoxes, dont personne ne veut. Ces livres trament pendant des mois dans des dépôts, des librairies et des bibliothèques publiques, pour être réformés et détruits par la suite. Les droits d'auteur, les écrivains soviétiques les touchent pourtant juste à la sortie du livre et non Après la vente. Si l'auteur est mort, ses proches ne touchent pas un sou. Si l'auteur publie ses livres à l'étranger, l'Agence nationale des droits d'auteur, qui détient le monopole des rapports entre l'auteur et les maisons d'éditions étrangères, ne paie à l'auteur que 20% tout au plus des droits versés et ce, le plus souvent, en roubles et non en monnaie forte.

Autre fait curieux : les librairies soviétiques ne vendent pratiquement pas de livres édités à l'étranger. Il n'y a pas de librairies étrangères spécialisées à l'exception de deux ou trois, à Moscou et dans les plus grandes villes d'URSS. L'URSS reçoit un ou deux exemplaires de certains livres édités à l'étranger qui sont transmis aussitôt aux plus grandes bibliothèques nationales. Il n'y a pas encore longtemps, en 1989, la lecture de livres et de journaux édités par l'émigration russe pouvait avoir des conséquences fâcheuses. Officiellement, il était pratiquement impossible de les lire. Des journaux en russe tels que la *Rousskaïa mysl* paraissant à Paris ou le *Novoïé rousskoïé slovo* édité aux États-Unis n'étaient reçus que par deux ou trois organismes moscovites. Certains nouveaux livres occidentaux, des succès de librairie à caractère politique, étaient vite traduits et édités en russe mais pour « diffusion restreinte ». Seuls six cents dignitaires du régime, tout au plus, y avaient accès. Cette pratique est en usage depuis plusieurs dizaines d'années. Tous les ans, 20 à 30 des meilleurs livres occidentaux sont ainsi publiés dont *L'histoire d'URSS* en plusieurs tomes de l'Italien Giuseppe Boffa. Les apparatchiks du Parti pouvaient être surs que les faits n'y étaient pas falsifiés, à la différence des manuels soviétiques auxquels on ne peut trop se fier. D'autant plus que toutes les erreurs étaient scrupuleusement corrigées par le rédacteur soviétique : « vous avez tort, collègue, cette année-là, le NKVD fusilla non pas 15 maréchaux et généraux d'URSS mais 14 ».

Il y a une vingtaine d'années, l'Académie des sciences soviétique fonda un établissement unique, l'Institut d'information scientifique sur les sciences sociales, dans le but de préparer des études et des analyses « à diffusion restreinte » pour les dirigeants soviétiques. Le très chic bâtiment de l'Institut, en verre et en béton, possédait une bonne bibliothèque de livres étrangers. On y faisait paraître plusieurs centaines d'ouvrages de

référence et d'annotations sur des livres d'auteurs étrangers. Peine perdue. Personne n'aurait permis que soit faite une analyse véridique. Et d'ailleurs pour la faire, il aurait fallu avoir une qualification au moins égale à celle de l'auteur.

Les Occidentaux ont du mal à comprendre qu'en 70 ans de pouvoir, les Soviétiques ont su anéantir les spécialistes des sciences sociales - et les sciences sociales elles-mêmes. Vu l'incompétence et la désinformation qui régnaient, les chercheurs qui sont de vrais spécialistes dans les domaines de l'économie, du droit, de l'histoire, de la philosophie, de la philologie et de la sociologie, apparaissent comme des fossiles. Seuls les écrivains et les acteurs de théâtre et de cinéma les plus connus et les plus populaires font exception à la règle. Ceux-ci ont appris à s'exprimer par des euphémismes, dans la mesure de leurs capacités artistiques et de la conscience personnelle. Les sciences sociales, elles, sont condamnées et aucune perestroïka ne les ramènera à la vie. Il faut du temps et de nouvelles générations de diplômés de grandes écoles, d'enseignants du supérieur et du secondaire. C'est là le domaine où l'aide occidentale apparaît comme prioritaire. Formez nos enfants ! Aidez-nous à rétablir l'instruction publique, l'édition et les bibliothèques.

99% des Soviétiques n'auront jamais les livres dont ils ont besoin car les librairies et les bibliothèques ne les ont pas. Aujourd'hui on est sûr d'avoir uniquement les livres de Lénine et de Gorbatchev. Quant aux autres, on n'est pas aussi certain. Pendant des années et des années, sous le régime soviétique, les censeurs venaient régulièrement dans les bibliothèques urbaines, rurales ou scolaires pour donner au directeur la liste des livres à détruire. Dans le meilleur des cas, ils étaient dirigés sur des dépôts prétendument spécialisés, fermés au grand public. Résultat : chaque république fédérée ne possède qu'un seul exemplaire des œuvres de Trotsky ou de Bakounine, de Nietzsche et de Djilas. Après la révolution de 1917, tous les livres politiques et les romans étrangers que le pays a reçus dans le cadre d'échanges entre les bibliothèques se sont retrouvés dans les dépôts spéciaux. Aujourd'hui en conséquence, les bibliothèques soviétiques n'ont pas de livres étrangers modernes sur la religion, sur la théologie, la soviétologie, les affaires, le marketing la sexologie. Les dépôts spécialisés ont toujours gardé secrets non seulement les livres eux mêmes mais aussi leurs catalogues. Aucun Soviétique n'a jamais été au courant des dernières parutions. Souvent, des ouvrages de référence ont été préparés pour certains hauts dignitaires intéressés, très peu nombreux, et peu compétents en matière de livres étrangers. Et les étudiants, les jeunes chercheurs, que pouvaient-ils trouver ? Dans le meilleur des cas, ces intel-

lectuels avaient - et ont toujours - accès aux bibliothèques scientifiques où le choix des livres est néanmoins beaucoup moins riche que dans la Russie du début du XX<sup>e</sup> siècle. A l'époque, il n'y avait pas de purges de bibliothèques, ni de dépôts spécialisés. Il n'y a toujours pas de systèmes informatiques de stockage d'information dans les bibliothèques de Moscou et de Leningrad. Ces dernières non seulement ont stagné mais se sont dégradées. Au printemps 1990, au dépôt spécialisé de la Bibliothèque nationale Lénine, la plus importante du pays, le tiers de tous les livres n'était pas encore fiché dans le catalogue destiné aux lecteurs. On ne peut que supposer qu'ils s'y trouvent. La Bibliothèque Lénine n'accueille pas sur ses rayons les ouvrages sur l'URSS et la Russie parus à l'étranger, ni les samizdat. Il se peut qu'une collection plus ou moins complète de petits journaux indépendants paraissant en URSS existe au KGB : cette collection y serait réunie à des fins autres que celles d'éducation.

Le budget de la bibliothèque du Congrès américain se chiffrait en 1990 à 268 millions de dollars alors que celui de la Bibliothèque Lénine, dispose seulement de 11 millions de roubles non convertibles. Les bibliothèques de tous les pays industrialisés possèdent des disques optiques, des systèmes électroniques de communication, des catalogues informatisés, d'importants services de recherche. En URSS, on a l'impression que le pays n'est toujours pas sorti du XIX<sup>e</sup> siècle - à cela près qu'on n'y trouve plus la gent cultivée qui alors foisonnait. On a des instituts de recherche mais les cadres leur manquent.

Des progrès dans le domaine de l'édition ont été faits en URSS grâce à la presse et aux expositions internationales du livre qui montrent aux gouvernants l'immensité du fossé d'ignorance qui s'est creusé dans ce domaine. Des pas positifs ont été accomplis. L'Association des éditeurs indépendants a vu le jour. Le nombre de maisons d'édition officiellement enregistrées a franchi le cap des 260. Une fois adoptée, la Loi sur la presse a conféré un statut légal à près de la moitié des périodiques paraissant aujourd'hui, dont 700 en russe. Les auteurs ont la possibilité d'éditer leurs œuvres à leurs frais. Mais il faut se rappeler que même ces livres devaient jusqu'en 1990 passer d'abord par la CENSURE, à la différence des journaux du samizdat qui contournent encore cette barrière.

La tragédie ou le drame est ailleurs. Les Soviétiques n'ont plus l'habitude des bibliothèques. Un jeune sur trois « n'aime pas lire ». Un jeune sur trois ne sait pas où trouver le livre qui l'intéresse, et les prix du marché noir sont inabordables pour lui. Nous avons aussi privé du livre nos enfants qui sont pourtant notre avenir. Dans les années 20, pendant la NEP (nouvelle politique économique), l'Union soviétique faisait paraître

30 000 à 50 000 titres de livres pour enfants par an. Ensuite vint la période de stagnation.

A ce jour, le choix des écrivains publiables est soumis à un contrôle idéologique rigoureux. En raison de la multitude des classifications et des tarifs, un auteur peut être payé entre 100 et 2 000 roubles par feuille d'imprimerie, soit 16 pages dans un livre. L'éditeur peut lui payer le minimum s'il classe son œuvre comme œuvre journalistique. S'il la considère comme œuvre de fiction, il pourra lui payer le maximum, plus 200 à 300% en fonction du tirage. Il faut dire que les tirages ne dépendent ni de l'auteur ni de la demande.

En général, les journalistes et les écrivains soviétiques ne sont pas beaucoup plus riches que la plupart de leurs lecteurs. Une page dactylographiée de texte littéraire est payée 15 roubles - alors qu'au début de 1991, un dollar américain était coté 20 roubles au marché noir et les fermiers vendaient la viande 15 à 20 roubles le kilo. Même cet honoraire misérable est considéré comme un tarif normal, voire élevé. Les auteurs de thèses scientifiques ne touchent pratiquement rien du tout. C'est pourquoi la plupart des livres et des ouvrages sont mal écrits et mal présentés : on n'a même pas envie de les feuilleter.

Quels titres étaient aux devantures des libraires au début de 1991 ? Vous y découvriez avant tout une quantité impressionnante de livres dits « socio-politiques », des centaines de titres que personne n'achetait de son plein gré. C'étaient des ouvrages bons à mettre au panier. « La littérature de rebut. Portrait du lecteur à l'époque de la désorganisation de la vente des livres », a titré nouvel hebdomadaire moscovite *Megapolis Express* du 20 décembre 1990, dont le correspondant a interviewé Anatoli Soloviev :

Encore enfants, nous avons appris des vérités éternelles, telles que «le peuple soviétique lit beaucoup plus que n'importe quelle autre nation» et «le métro de Moscou est le plus beau métro du monde». Mais quelle est en vérité notre niveau de consommation de publications imprimées ? Comment se présente aujourd'hui, à la veille du transfert de l'économie soviétique au marché, la conjoncture sur le marché du livre et le rapport entre l'offre et la demande ? Ce sont quelques-unes des questions que notre correspondant a posées au professeur Anatoli Soloviev, directeur de l'Institut du livre (Moscou).

*Megapolis Express* : Anatoli Ivanovitch, est-il vrai que notre lecteur moyen lit beaucoup plus que les lecteurs d'autres pays ?

A. S. : Non, aujourd'hui la situation se présente autrement : d'après le volume des produits imprimés par habitant, notre pays occupe, selon certaines statistiques, la 42<sup>e</sup> ou même la 50<sup>e</sup> place au monde. Pour vous donner une idée de ce niveau, il suf-

fit de dire que l'URSS est suivie de près par le Bénin et par Zanzibar. Je souligne exprès que ces statistiques tiennent compte de toute la quantité de papier consommé par l'imprimerie. Mais en réalité, il est difficile de préciser combien un peuple lit de livres. Il y a quelques années, nous avons estimé que les Soviétiques conservaient dans leurs bibliothèques personnelles plus de 50 milliards de livres ; aujourd'hui, après la vérification des chiffres, h s'est avéré que cette réserve ne compte que près de 14 milliards de volumes. Et c'est très peu.

*M. E. : Y a-t-il d'autres indices caractérisant la consommation des produits imprimés ?*

A. S. : Il y en a évidemment. Par exemple, dans notre pays le nombre des livres édités par an et par habitant est de 8 à 9 exemplaires y compris les brochures, les notices méthodologiques, les manuels. Les œuvres littéraires ne constituent qu'un quart seulement de cette quantité. Mais, en général, on évalue partout dans le monde le degré d'approvisionnement des lecteurs en livres d'après le nombre des titres et non pas d'après la quantité des volumes édités. En URSS, toutes les maisons d'édition ne font paraître que 280 à 290 titres de livres et de brochures par million d'habitants et par an. Ce chiffre peut vous donner l'idée de notre retard relatif par rapport aux pays d'Europe, où l'on fait paraître en moyenne 700 titres de livres par million d'habitants et par an.

*M. E. : Il est assez difficile de se représenter un lecteur moyen, ce fameux «habitant» qui figure dans tous les calculs, car les uns lisent peu, d'autres lisent davantage...*

A. C. : Je ne vous révélerai certainement pas grand chose en disant que la quantité des livres «consommés» par un lecteur dépend directement de son niveau de formation. Les écoliers et les étudiants lisent beaucoup, mais leur lecture est liée le plus souvent à leurs études. Les intellectuels exerçant des professions libérales sont les lecteurs les plus assidus, tandis que ceux qui exercent un travail manuel n'ont pas de goût pour la lecture. Actuellement, l'ouvrier de 30 ans est le type social qui lit le moins.

*M. E. : Mais il existe aussi, semble-il, des personnes qui ne lisent rien et préfèrent passer le plus clair de leur temps devant leurs téléviseurs ou dans des discothèques ?*

A. S. : D'après les statistiques dont disposent l'Institut du livre et l'Office d'État pour les statistiques, 13,6% de la population ne lisent rien du tout (cela fait approximativement 40 000 000 de personnes. Ajoutez-y ceux qui ne lisent que rarement (92 000 000 de personnes) et vous aurez au total 132 000 000 de «non-lecteurs», soit presque la moitié de la population soviétique.

*M. E. : Quel est le livre le plus populaire de cette année ?*

A. S. : La Bible. Dans le contexte actuel, c'est tout à fait compréhensible, car beaucoup découvrent ce livre éternel. D'après le niveau de popularité, l'*Archipel du GOULAG* d'Alexandre Soljénitsyne vient immédiatement après.

*M. E. : Cela veut dire que d'après sondage auprès des lecteurs, Soljénitsyne est l'écrivain le plus populaire de cette année.*

A. S. : Les écrivains les plus populaires de l'année sont Alexandre Soljénitsyne et Andreï Sakharov, mais j'attribue plutôt leur popularité à l'attrait exercé par la personnalité hors du commun de ces défenseurs des droits de l'homme. En disant cela, je ne veux pas diminuer la valeur littéraire de leurs écrits.

*M. E. : Il paraît que les romans policiers sont les livres les plus demandés actuellement. Est-ce que l'intérêt démesuré pour ce genre de littérature est explicable ?*

A. S. : Je pense que le peuple est las des débats politiques, des privations et de la misère, de notre histoire affreuse et de l'absence de perspectives. Les gens veulent se distraire un peu.

*M. E. : On peut espérer que le transfert à l'économie de marché sera capable de rassasier la demande de livres et, d'autre part, habituera à la lecture ceux qui ne lisent pas maintenant.*

A. S. : Mais l'essence du problème consiste justement dans le fait que le marché et ses prix «contractuels» diviseront la société en élite qui lit beaucoup et en citoyens moyens qui ne lisent pratiquement rien. Les 60 000 000 de retraités, les 30 000 000 d'invalides, les 45 000 000 d'enfants et d'écoliers seront pratiquement privés de lecture. C'est une vraie tragédie. Il y aura toute une génération soviétique rejeté hors de la culture littéraire. Nous assisterons alors à la montée du vandalisme, de l'agressivité, au mépris de l'individu. Les causes de ces phénomènes négatifs sont multiples mais le manque des livres s'y ajoutera.

*M. E. : Est-il possible que l'économie de marché n'apporte rien aux lecteurs ?*

A. S. : Je suis loin de l'affirmer : le marché permettra de satisfaire la demande massive d'œuvres littéraires. Rappelez-vous qu'il y a cinq ans à peine, il était pratiquement impossible de se procurer des livres de Boulgakov, de Grossman, de Platonov. Et maintenant, leurs œuvres sont tirées à 10 000 000 ou 15 000 000 d'exemplaires. Leurs prix au marché parallèle baissent.

*M. E. : Vous parlez du manque des livres, tandis que les rayons des libraires sont encombrés de littérature de rebut.*

A. S. : Ce type de produits imprimés (et il s'agit principalement de la littérature dite «socio-politique») ne correspond à aucune demande et ce fait est connu, mais ils paraissent toujours à cause de l'égoïsme collectif de certaines maisons d'édition et de leur servilité devant les supérieurs : ce sont des sentiments difficiles à déraciner. La réduction des tirages de ces produits pourrait dégager des réserves supplémentaires de papier pour faire paraître des livres vraiment intéressants et utiles.

Le premier contact avec la réalité soviétique exerce sur le citoyen occidental l'effet d'un bain glacé, car les premières impressions qu'il en tire semblent défier le bon sens et la logique la plus élémentaire. Personne pourtant ne prend le soin d'expliquer à nos sympathisants occidentaux nos règles du jeu, qui ne ressemblent nullement aux normes de vie en Occident. Les principes organisationnels de nos administrations, des

maisons d'édition, ainsi que l'infrastructure de toute la production sont très spécifiques et ne ressemblent à rien. Nous avons par exemple notre Chambre de commerce du livre qui a des dizaines de filiales ou d'organisations similaires dans les républiques fédérées et autonomes. Ces chambres sont des dépôts de tous les titres : livres, brochures, revues, journaux, etc., paraissant en URSS. Ils sont conservés, mais il est impossible de les voir et de les consulter. Les différences sont nombreuses. Les Occidentaux qui sont des gens civilisés doivent nous prêter une assistance dans tous les secteurs, parce que nous leur donnons un exemple de ce qu'ils ne doivent en aucun cas faire chez eux dans les domaines politique, économique et culturel. Le monde entier doit tirer des leçons de nos erreurs incessantes.

Nous avons les quotidiens les plus minces du monde dont les tirages défient l'imagination. Par contre, nous avons les revues littéraires les plus épaisses. Chez nous et nulle part ailleurs, les livres revendus au marché parallèle coûtent plusieurs fois leur prix nominal et cette situation dure depuis plus de 70 ans déjà. Notre pays diffère en tout des autres, mais on constate déjà un certain progrès vers l'uniformisation. Pendant plusieurs décennies, il n'y avait pas de syndicat de journalistes en URSS ni d'institut de recherche sur la presse. C'est le dissident Sergeï Grigoriantz qui a fondé le premier syndicat indépendant de journalistes en URSS. La Loi sur la presse, promulguée pendant l'été de 1990, a aboli la CENSURE préliminaire de la presse et le monopole d'État sur l'édition. Mais nous n'avons pas jusqu'ici de centre d'étude des problèmes des médias et de la communication. L'Institut de recherche sur le livre vient d'être organisé : il est subordonné au Comité d'État pour les imprimeries et les éditions. La deuxième interview accordée par le directeur de cet Institut, Anatoli Soloviev, docteur d'État en sciences philosophiques, présente le grand intérêt de toute information recueillie à la source. Elle a été insérée par le journal *Sovietskaïa kouloura* (du 09 juin 1990) sous le titre « Est-ce que les Soviétiques lisent plus que les autres ? » :

**Parmi les intellectuels soviétiques, on rencontre souvent des personnes qui n'éprouvent aucun besoin d'être au courant des idées, des principes et des idéaux formulés dans les écrits d'Homère, de Socrate, de V. Soloviev, de Florenski, de Bekhtérev, de Bogdanov, de Platonov, de Boulgakov, de Boukharine, de Vavilov, de Vemadski. Maintenant beaucoup de lecteurs sont en train de découvrir ces noms à travers des publications assez rares dans la presse. Un fait intéressant : 25 auteurs lauréats du Prix Nobel, sur un total de 86, n'ont jamais été publiés par les éditions soviétiques (du moins ils n'ont jamais eu le droit à un livre entier). Dans la période de 1973 et 1987, 9 lauréats du Prix Nobel sur 16 n'ont pas eu droit à un livre édité en URSS : ce sont Patrick White (Australie), Eyvind Johnson (Suède), Saul Bellow (États-**

Unis), Vicente Alexandre (Espagne), Isaak Bashevis Singer (États-Unis), Odysseus Alepoudhelis dit Elytis (Grèce), Czeslaw Milosz (Tchécoslovaquie), Claude Simon (France), Joseph Brodsky.

— *U se peut que notre conception du livre diffère de celle des Occidentaux. A propos, comment votre Institut définit-il le Livre ?*

— Il y a beaucoup de définitions : chaque statisticien pratiquement donne sa définition du livre. Certains préfèrent calculer en pages, d'autres calculent en mots. Soucieux de donner une meilleure image de notre société, nous nous sommes obstinés jusqu'ici à affirmer que le terme de «livre» s'appliquait à tous les imprimés sans distinction. L'URSS fait paraître 2 milliards de livres par an ; ajoutez-y des livrets innombrables, des thèses destinées à un usage restreint, des notices de toute sorte. Tous ces produits ne peuvent être trouvés en vente et ne sont donc pas des livres au sens propre du terme.

— On estime généralement que l'URSS possède des bibliothèques d'État et privées très riches, mais si l'on divise la quantité des livres conservés par le nombre d'habitants...

— ... le résultat obtenu n'incitera pas à l'optimisme : 150 livres approximativement par habitant, mais il faut toujours avoir en tête que nous opérons avec des données faussées. On estimait notamment que, depuis 1918, le pays avait imprimé et accumulé près de 60 milliards de livres, dont 40 milliards qui se trouvaient dans des bibliothèques privées. Notre Institut est en train de réaliser des études qui permettront de fournir des chiffres plus précis.

Nous pouvons aussi étudier le problème du livre du point de vue quantitatif, en comptant les titres des publications. Les statistiques établies là-dessus reflètent fidèlement les hauts et les bas de la vie spirituelle du pays. La hausse la plus spectaculaire a été constatée pendant les années de la nouvelle politique économique (de 1925 à 1931) : le nombre des titres édités a progressé de 32 300 à 54 600. Le dégel sous Krouchtchev a été marqué par une progression comparable : le nombre des titres a augmenté de 54 700 en 1955 à 79 100 en 1962. Par contre, le nombre des titres édités a chuté rapidement pendant la période des répressions staliniennes : de 54 600 titres en 1931 jusqu'à 37 600 titres en 1937. Ce chiffre à lui seul suffit pour se faire une idée de la vraie signification du slogan «la fin de la construction du socialisme». La victoire remportée par le socialisme stalinien a conduit à un appauvrissement sans précédent de la vie intellectuelle et spirituelle du peuple.

— *Quelle est la situation sous la perestroïka ?*

— Dans les années 70, notre industrie du livre s'est maintenue à peu près au même niveau. Plus tard, on a remarqué une tendance à la hausse mais, immédiatement après, la politique soviétique dans ce domaine a causé une régression lente qui se poursuit encore aujourd'hui. Je vous citerai quelques chiffres : 84 000 titres ont paru en 1985, 83 500 en 1986, 83 000 en 1987, 81 600 en 1988. Ces données témoignent que les efforts déployés par l'académicien Likhatchev n'ont pas pu arrêter cette ten-

dance dangereuse à la diminution du nombre des titres qui conduit tout droit à la dévaluation spirituelle de la nation. Aujourd'hui, nous aurions besoin de plusieurs centaines d'années pour éditor les auteurs potentiels qui vivent à l'heure actuelle, mais qui ne deviendront jamais des écrivains faute de moyens.

Ces quelques dernières années, le Comité d'État pour les imprimeries et l'édition a pris des mesures désespérées pour sortir le secteur de la crise, pour refréner les tendances négatives qui s'étaient manifestées pendant de nombreuses années, pour se libérer enfin de l'arbitraire des producteurs et faire prévaloir les droits du consommateur. Mais jusqu'ici nous n'avons pensé qu'à la répartition la plus juste des livres qui manquaient. Je ne peux pas comprendre pourquoi une société qui se considère comme «civilisée», pourquoi le peuple qui «lit beaucoup plus que les autres» ne font rien pour mettre fin au rationnement, pour améliorer les ressources en imprimeries et pour se dégager des obstacles dressés par le régime administratif dirigiste.

Je vous rappellerai encore une fois que notre pays qui a le territoire national le plus étendu et qui occupe la première place au monde pour la superficie des forêts ne figure pas parmi les principaux producteurs mondiaux de papier : l'URSS se trouve quelque part entre la 40<sup>e</sup> et la 50<sup>e</sup> places. D'après les statistiques, la capacité de production soviétique ne permet de traiter que 12% seulement du bords stocké, tandis que le même indice est de 50 à 70% dans les pays occidentaux industrialisés. Les cadences d'accroissement de la production sont approximativement de 5% par an. C'est une situation intolérable. Le ministère de l'Industrie forestière, que projette-t-il de faire et comment arrive-t-il à rester jusqu'ici à l'abri des critiques alors que même le Ministère de la défense vient d'ouvrir ses portes à l'opinion ? L'industrie forestière est-elle en mesure de rattraper le retard ? Quand et comment vont agir ses dirigeants ?

Notre gouvernement préfère ne pas commenter ce problème.

Un amateur du livre occidental qui se trouvera par hasard au marché noir du livre à Moscou se dira que cet auteur doit être un dénigrateur systématique de la réalité soviétique. Un dollar est coté 20-30 roubles ; aussi même les énormes prix en roubles qu'imposent les revendeurs paraîtront minimes à un habitant de Paris ou de New York qui touche 2 000 à 3 000 dollars par mois. Tandis que pour les Soviétiques les livres reviennent très cher et pour beaucoup sont trop coûteux pour qu'ils en achètent. Il y a quand même des personnes qui peuvent se, le permettre. Comme n'importe quelle marchandise, un livre a plusieurs prix en URSS. Il y a très peu de bibliophiles qui peuvent acheter un livre très demandé au prix fixe établi par l'État : pour cela, ils doivent figurer sur des listes plus ou moins longues de privilégiés, avoir accès à des ventes fermées au grand public. Pour les représentants de l'élite soviétique l'accès à une « liste de livres » que l'on vous remet régulièrement a été de tout temps un des privilèges les plus recherchés et une preuve de votre haute situation sociale. La « liste de livres » est un avantage accordé beaucoup plus rarement qu'une voiture personnelle avec chauffeur, qu'un appartement gratuit ou un bon de séjour

pour toute la famille dans une très élégante maison de repos. Ceux qui reçoivent chaque mois la fameuse « liste de livres » imprimée marquent en marge de chaque page les publications qui les intéressent et renvoient la liste à l'adresse indiquée avec une somme d'argent purement symbolique.

Pendant des décennies, le pouvoir soviétique a bénéficié de cet immuable régime de distribution, d'après lequel les meilleurs produits alimentaires, les meilleurs articles de consommation courante, les services et même les postes les plus élevés étaient réservés à ceux qui détenaient le pouvoir - ou étaient détournés et revendus sur le marché parallèle à des prix démesurés. Car chez nous tout se vendait pourvu qu'on y mît le prix : l'adhésion au PCUS, les études supérieures, le lit d'hôpital, la place au cimetière. Toute généralisation est une exagération, mais en gros, la situation en URSS avant le passage au marché, quand les rapports socialistes dominaient partout, était telle que je viens de vous la décrire. L'apparatchik recevait dans un magasin fermé au grand public une quantité impressionnante de produits alimentaires de la meilleure qualité et à des prix très bas, suffisamment pour nourrir toute sa famille pendant une semaine ; le travailleur (ouvrier, professeur, etc) faisait ses courses dans des magasins à vitrines dégarnies pour acheter de la nourriture chère et peu appétissante. Le premier recevait très vite un appartement d'État très chic dans un immeuble en briques, tandis que le deuxième restait sur une liste d'attente pendant des années (vous n'aviez même pas le droit au privilège de la liste d'attente si vous disposiez de plus de 5 mètres carrés de surface d'habitation par membre de famille) pour emménager finalement dans un appartement assez minable pour lequel il devait ensuite verser à l'État près de la moitié de son salaire mensuel pendant 20 ans. Ainsi, les uns vivaient déjà selon les principes du communisme (un terme que l'on employait à tort en URSS pour désigner la future société prospère où chacun pourrait recevoir tout ce qu'il voudrait pour rien), alors qu'à côté de leurs immeubles, une moitié de la population de la capitale habitait dans des appartements communautaires et des foyers. Les citoyens occidentaux ne comprennent pas très bien comment les choses se passent en URSS. C'est pourquoi il faut toujours faire preuve de patience pour leur expliquer ce qu'est un appartement communautaire : les autorités chargées de la répartition des logements mettent assez souvent deux ou trois familles dans un trois-pièces d'où elles ne sortiront plus. C'est plus commode pour les bâtisseurs qui luttent contre les dépenses superflues et aussi pour la milice qui surveille les locataires.

La perestroïka a déjà six ans et les fonctionnaires de la nomenclatura reçoivent de moins en moins d'appartements, de voitures, de

marchandises importées, de meubles, de datchas, de lopins de terre, de bons de séjour pour passer leurs vacances et d'autres prestations pour lesquelles les citoyens normaux doivent payer deux, trois et même dix fois le prix ordinaire. Mais ils en reçoivent toujours - et certains types de privilèges ne se prêtent pas du tout à la tarification, car ils sont réservés à un groupe social bien défini : des inconnus ne peuvent pas entrer à l'Institut des relations internationales ou bien à l'école des interprètes de japonais, militaires ou civils ; un inconnu n'ira jamais comme correspondant à Paris, etc. Aujourd'hui, l'URSS ou plutôt ce qu'il en reste glisse vers le marché et s'y habitue à grand-peine. Toutes les marchandises et prestations retrouvent des prix qui sont à peu près les mêmes pour tout le monde. La nomenclatura grince des dents, remet de l'ordre dans ses rangs et s'adapte.

Mais les « listes de livres » existent toujours. Avant le printemps de 1991, tous les départements pratiquement avaient leurs propres canaux pour approvisionner leurs dirigeants en livres. Une liste de nouvelles publications était remise aux fonctionnaires du CC du PCUS et d'autres instances du Parti, et une autre liste aux cadres supérieurs et moyens faisant partie de l'appareil du Conseil des ministres. Il y avait aussi des listes pour les membres de l'état-major des ministères et des comités d'État de l'URSS, pour les députés du peuple de l'URSS, etc. Les généraux de l'Armée soviétique, l'Académie des sciences de l'URSS, l'Union des écrivains soviétiques, les clans dirigeants des régions, des territoires, des républiques fédérées et autonomes avaient leurs propres canaux d'approvisionnement en livres. Mais la véritable tragédie n'apparaît qu'au moment où vous apprenez que plusieurs centaines de milliers de bibliothèques soviétiques ne reçoivent que ce que les dirigeants et les fonctionnaires veulent bien leur octroyer, c'est-à-dire des livres dont ils n'ont pas voulu.

Quels produits imprimés sont partagés entre la nomenclatura et les spéculateurs ? Il s'agit de toute une série de publications, quel que soit leur tirage. Mais il est impossible de se partager des livres qui n'ont jamais été édités. Khoudojstvennaïa Literatoura, une des maisons d'édition les plus prestigieuses en URSS, a informé qu'elle lance la collection « Les livres oubliés », où paraîtront 300 écrits retirés finalement des archives spéciales, une sorte de dépôt pour les tentatives trop hardies dans le domaine des belles lettres.

On peut maintenant acheter le *Livre Guinness des records* en version russe dans les librairies de Moscou, le plus souvent sous les comptoirs. Avant 1988, cette encyclopédie n'avait jamais été éditée en URSS pour des raisons idéologiques. Quelques exemplaires étaient conservés dans les

dépôts spéciaux de deux ou trois bibliothèques nationales, où les lecteurs ordinaires n'avaient pas accès.

Il est possible de se passer du *Livre des records*. Mais les livres éternels, la Bible et le Coran, ainsi que la littérature sur la religion sont fournis en UES S presque uniquement par les Occidentaux. Des tirages de plusieurs millions d'exemplaires en version russe pénètrent en URSS en dépit des obstacles dressés par la douane. La lutte contre l'importation de livres religieux en URSS était subordonnée, comme toutes les questions ayant trait à la lutte contre l'idéologie bourgeoise, à la compétence du V<sup>e</sup> département du KGB. D'autre part, notre pays qui compte beaucoup de peuples et d'ethnies est très mal équipé en dictionnaires. Tout représentant d'un peuple ou d'une ethnie non russe, diplômé d'études supérieures, serait content d'acheter un dictionnaire bilingue indépendamment du prix qu'il faudrait payer.

Vladimir Nazarov, directeur des Editions Rousski yazyk (Moscou), a dit que les statistiques de la Chambre nationale du livre témoignent que les dictionnaires et les guides parlés qui paraissent parfois dans les républiques fédérées sont destinés le plus souvent à la population autochtone qui apprend le russe. Et personne ne veut penser aux problèmes de communication qu'éprouvent les 3 000 000 de russophones habitant un milieu linguistique étranger dans une république fédérée. Pendant des décennies, l'État soviétique évitait ce problème en réalisant indirectement mais infailliblement sa politique de russification. On ne le disait pas tout haut et, tout au contraire, on parlait surtout de l'« épanouissement des cultures nationales ».

Alexandre Soljenitsine a préparé un dictionnaire de la langue russe, où il a rassemblé beaucoup de mots et d'expressions pratiquement oubliés. Les diasporas Arménienne et ukrainienne dont les représentants se sont implantés dans divers pays font tout ce qu'elles peuvent pour assurer la conservation et le devenir de leurs cultures. Il y aura donc des dictionnaires Arméniens, ukrainiens, Litvaniens, lettons, estoniens, mais il n'y a personne pour penser aux Géorgiens ou encore aux autochtones des dizaines de républiques et de régions autonomes. En ce qui concerne les régions autonomes soviétiques, où habitent les Kalmouks, les Tchouktches, les Adyghéens, les Gagaouz, les Tatars de Crimée, les Mansis, elles se sont déjà transformées en déserts culturels : la russification totale est un fait accompli.

On se félicite déjà du fait que l'apport linguistique d'Alexandre Soljenitsine servira notamment à composer un dictionnaire en 20 volumes de la langue russe moderne. Quelques-uns des premiers volumes sont déjà publiés. Les États-Unis aideront l'URSS dans la mise en œu-

vre du projet international prometteur qui consiste à éditer *l'Encyclopédie russe*. Faut-il s'étonner de cette assistance à l'URSS de la part des États-Unis et de Soljenitsine ? Si, il y a 3 ou 4 ans, un citoyen soviétique avait formulé l'idée de cette coopération (sauf peut-être Andreï Sakharov qui se permettait des propositions encore plus bizarres), il aurait vite été mis à l'ombre dans un asile des fous. Il n'aurait même pas eu le temps de dire adieu à sa famille : on l'aurait pris là où il était, un fou à lier, dangereux.

Un fait intéressant ou plutôt symbolique : l'année 1991 a été déclarée l'Année de la culture russe et elle doit être célébrée sous l'égide de l'UNESCO. La fondation soviéto-américaine « L'Initiative culturelle » a implanté une maison d'édition qui se propose de faire paraître *l'Encyclopédie russe* en 50 volumes qui doivent tous être publiés entre 1996 et l'an 2000. A partir de 1991, cette maison d'édition fera paraître des encyclopédies dites « intermédiaires ». Quelques-unes d'entre elles seront consacrées à diverses branches scientifiques : *Encyclopédie philosophique*, *Encyclopédie économique*, *Dictionnaire des saints de Russie*, etc. Il y aura aussi des encyclopédies consacrées aux régions géographiques : *Encyclopédie de l'Oural*, *Encyclopédie du Caucase*, *Encyclopédie de la région du Baïkal*, etc.

La *Grande Encyclopédie soviétique* contient déjà beaucoup d'informations utiles sur les Russes. Mais, pour ne prendre que le dernier volume (le 30<sup>e</sup>), on constate l'oubli manifeste de milliers de personnalités connues, victimes des répressions sous le régime soviétique, parmi lesquelles il y a des émigrés, mais aussi ceux qui sont morts en URSS inconnus de tout le monde. Ainsi, nous sommes maintenant en droit d'espérer que notre histoire nationale sera restaurée, qu'on reconnaîtra enfin que les émigrés russes, parmi lesquels il y avait des personnes célébrés en Occident, ont quand même fait beaucoup de bien. Il le faut, car aujourd'hui les Soviétiques ne connaissent pratiquement pas les ouvrages et les noms de ceux qui figurent dans la *Bibliographie de la littérature russe étrangère* (livre édité par Lioudmila Foster, citoyenne des États-Unis, en 1974) et dans *L'émigration russe : revues et recueils en russe, 1920-1980*, ouvrage préparé par l'Institut slave de Paris et édité en 1988.

Jusqu'aujourd'hui, *Le Dictionnaire encyclopédique* de Brockhaus-Efron qui avait paru il y a 100 ans, sous le pouvoir tsariste, reste la meilleure *Encyclopédie russe* et la fois par son contenu et par sa présentation. A la fin de 1990, quelques éditeurs entreprenants ont fait paraître en fac-similé les 86 premiers volumes de ce dictionnaire encyclopédique célébré. Le tirage n'était pas grand et le prix, exorbitant, mais toutefois

accessible aux amateurs des livres rares à la mode auxquels la publication s'adressait.

A l'exemple des Occidentaux qui achètent volontiers des tableaux, voilà déjà plusieurs décennies qu'en URSS on considère les livres comme une forme d'investissement très sûre et beaucoup moins dangereuse que l'or. Les objets de luxe présentent un appât pour les cambrioleurs - et aucune banque soviétique n'accepte en garde des bijoux remis par des particuliers. Le plus souvent, les voleurs ne prennent pas les livres car ils sont trop encombrants. Ou peut-être les cambrioleurs savent déjà que bientôt les bibliophiles ne débourseront plus le triple du prix nominal pour se procurer un *Dictionnaire encyclopédique soviétique (DES)*. Il se trouve que même le *Quid* français, dictionnaire en un volume, contient beaucoup d'informations sur l'URSS que vous ne trouverez pas dans le *DES*.

Le *DES* a déjà été réédité à plusieurs reprises en URSS et toujours à de forts tirages : c'est un dictionnaire largement répandu, mais on se demande pourquoi cet ouvrage sans doute très utile s'obstine à ignorer les réalités de la perestroïka. Les « fronts populaires » développent leurs activités dans toutes les républiques soviétiques ou peu s'en faut ; la presse fait état de centaines de grévés et rend le parti communiste responsable de l'organisation de la famine dans la région de la Volga et en Ukraine dans les années 20 et 30, mais le *DES*, lui, ne change pas. La *Komsomolskaïa Pravda* du 10 mars 1990 a cité trois extraits tirés de la quatrième édition du *DES* (Moscou, 1989):

« *Front populaire*, une forme d'organisation des masses... pour lutter contre le fascisme et la guerre, pour la démocratie, la souveraineté nationale, ainsi que pour la protection des principaux intérêts économiques des travailleurs... Des fronts populaires ont été actifs en France entre 1936 et 1938, en Espagne entre 1936 et 1939, au Chili entre 1938 et 1941... Dans certains pays, ils ont joué un très grand rôle dans la victoire des révolutions démocratiques et populaires et des révolutions socialistes.»

« *Grevé (débrayage)*, (...) une des formes essentielles de la lutte du prolétariat sous le capitalisme... La grève est un instrument puissant de lutte de classe contre la politique économique et sociale réactionnaire des monopoles et contre la domination de la bourgeoisie, ainsi que contre la course aux armements et le déclenchement d'une nouvelle guerre.»

« *Famine*, un fléau social qui se manifeste sous deux formes essentielles : une forme apparente (la famine à proprement parler) et une forme cachée (la malnutrition, l'absence de composants indispensables dans la ration alimentaire, c'est-à-dire la «famine relative» par opposition à la «famine absolue»). Des dizaines de milliers de travailleurs dans les pays capitalistes industrialisés souffrent de malnutrition [...]. La famine n'est éliminée qu'après la transformation socialiste de la société ».

Avez-vous apprécié ces trois chefs-d'œuvre ? Même en Albanie, on n'écrira bientôt plus de mensonges aussi manifestes. Mais nous continuons à mentir à notre propre peuple ou plutôt, à le priver de sources d'information. Ainsi, 99% des enfants soviétiques n'ont jamais vu de bandes dessinées (les autorités n'ont donné que tout récemment la permission de les publier à la maison d'édition panorama). La plupart de nos enfants n'ont jamais feuilleté de belles encyclopédies en couleurs et de livres correctement présentés qui leur seraient destinés. De tels livres sont tirés à 100 000 ou 300 000 exemplaires et ne sont publiés que par deux maisons d'édition moscovites. De toute façon, quel que soit le tirage, ils sont exportés ou vont droit au marché noir où leurs prix sont automatiquement multipliés par 7 ou 10.

La particularité essentielle du marché soviétique du livre consiste dans le fait que les auteurs et les vendeurs (plus précisément, le groupe national SoyouzKniga qui détient le monopole dans le commerce du livre) ne veulent avoir que des livres très demandés, qui se vendent en quelques jours. Les maisons d'édition n'acceptent que des manuscrits pour lesquels les lecteurs n'hésiteront pas à faire la queue pendant plusieurs heures : cela veut dire qu'en URSS il n'est possible de publier que des livres qui pourraient être vendus au marché parallèle. C'est pourquoi les éditeurs préfèrent nettement les romans policiers, les livres d'aventure, la littérature un peu osée, les mémoires, les guides, bref, tous les livres qui jouissent d'une demande stable. On achète volontiers des écrits de certains membres du Parlement soviétique qui ont fait parler d'eux. Ce n'est pas ce que dit le Russe : les mémoires de Ligatchev, Eltsine, ou Kounaïev sont surs de se vendre comme des petits pains ; par contre, la demande a nettement baissé sur les livres de Doudintsev, Granine ou Rybakov qui avaient pourtant fait un tabac hier. Bientôt le marché des romans policiers sera saturé, et aussi le marché des livres de science-fiction et érotiques.

La société a besoin de milliers de livres et non pas de quelques dizaines de titres. Les lecteurs, ceux qui lisent effectivement et ne se bornent pas à acheter des livres, voudraient en finir une fois pour toutes avec la demande insatisfaite. Les livres, comme les médicaments, ne doivent pas manquer. Alors qu'en URSS nous manquons de tout en ce moment, de livres comme de bon sens, d'honneur, de conscience, de marchandises ou de services. Le manque de livres enrichit la nomenklatura et les brasseurs d'affaires. La nomenklatura impose au marché des publications qui se vendent bien, mais qui ont aussi une certaine valeur idéologique. C'est ainsi notamment que les instances supérieures ont donné la permis-

sion de publier des ouvrages des « compagnons » de Staline que celui-ci avait exterminés : ces ouvrages avaient été conservés pendant des décennies dans des archives spéciales. Trotski, Zinoviev, Rykov, Boukharine avaient été des victimes de la répression mais s'ils avaient été plus rusés que Staline, on sait déjà quel sort ils lui auraient réservé. Tous les bolcheviks, fidèles successeurs de Lénine, étaient de la même trempe. Ils ont fait saigner la nation et maintenant on nous propose des ouvrages de ces utopistes dangereux au lieu de livres pour enfants. L'État ne ménage pas d'efforts et de papier pour l'édition de leurs chefs d'œuvre - mais très rares sont ceux qui les achètent.

Que voudrions-nous lire en fin de compte ? Pour répondre à cette question, il suffit de jeter un coup d'œil dans les catalogues des publications en russe (pendant ces cinq dernières années) de n'importe quelle maison d'édition occidentale. Je ne parle pas pour le moment des meilleurs livres d'auteurs occidentaux. Pendant plusieurs décennies, nous avons été censés ne lire que des romans d'« écrivains progressistes » d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, ainsi que des responsables d'unions d'écrivains de « pays frères ». Mais avant de passer maintenant à la lecture des écrivains occidentaux, nous voudrions bien rendre hommage aux auteurs russes. Je reproduis ci-dessous un extrait de l'article de Maria Chnéerson « L'exploit de Vassili Grossman » paru dans le journal américain *Novoé rousskoé slovo* du 15 octobre 1990 :

« Cette année est une année anniversaire dans la vie et l'œuvre de Vassili Sémionovitch Grossman. En 1990, il pourrait célébrer ses 80 ans ; en 1990, nous allons célébrer le 40<sup>e</sup> anniversaire du jour où il a commencé à écrire son roman *La vie et le destin* ; 30 ans depuis le jour où *La vie et le destin* a été terminé ; 20 ans depuis la première publication de *La vie et le destin* à Genève.

En 1990, le roman a été publié en texte intégral d'après le manuscrit de l'auteur, revu par lui-même (Moscou, Editions Knijnaïa Palata). C'est déjà la quatrième édition du roman dans le pays d'origine de Grossman, si l'on compte sa publication dans la revue *Oktiabr* où la CEN SURE a fait des coupures importantes. Un peu plus tard, la revue a aussi publié sa nouvelle *Tout coule*.

Les dates que je viens de citer se passent de commentaires. Nous nous souvenons de l'époque terrible où Grossman a commencé son livre principal, et où il écrivait parallèlement avec quelque retard, sa nouvelle *Tout coule* dans laquelle il nous expose avec franchise sa conception historique, philosophique et esthétique du Monde. Nous nous souvenons aussi que ces deux œuvres avaient été longtemps conservées chez des amis avant de réapparaître en Occident. En URSS, les œuvres de Grossman ont dû attendre d'être publiées avec d'autres livres réhabilités.

Le destin du livre principal de Grossman est unique, aussi bien que son contenu. Quand le roman était presque terminé, Grossman a écrit au poète Sémion Lipkine, un de ceux qui ont sauvé le manuscrit : «Il (le roman) se réalisera de lui-même, sans mon intervention, sans moi peut-être, car il se peut que je ne sois plus de ce monde».

En février 1961, les autorités ont fait une perquisition au domicile de l'auteur et ont pris le manuscrit avec d'autres pièces à conviction. Une année plus tard, peut-être sous l'influence du XXII<sup>e</sup> congrès du PCUS, Grossman a écrit une lettre à Khrouchtchev où il y avait notamment ces lignes bouleversantes : «Il n'y a pas de raison pour moi (...) d'être en liberté «physique» tandis que mon livre est emprisonné, lui qui est le fruit des efforts de toute ma vie. C'est moi qui l'ai écrit ; je n'ai jamais renoncé et je ne renonce pas à mon œuvre (...) Je pense avoir toujours écrit la vérité et je l'ai écrite parce que j'aimais les gens ; je leur faisais confiance et je les plaignais. Je demande qu'on rende la liberté à mon livre».

En guise de réponse à cette lettre, l'auteur a été convoqué devant Souslov qui lui a déclaré : «... la publication de ce livre serait nuisible au communisme, au pouvoir soviétique et au peuple de l'URSS». L'idéologue soviétique en chef a estimé qu'il serait dangereux de restituer le manuscrit à son auteur. Il a dit finalement que si tout de même le livre était publié, ce serait dans 200 ou 300 ans et pas avant : Souslov pensait que la puissance qu'il représentait était faite pour durer des siècles.

Mais la vie nous réserve parfois des surprises et seulement quelques années plus tard, les suppôts de Brejnev ont mis à l'index les mémoires de Khrouchtchev. Le persécuteur de Grossman a dû subir le même sort qu'une de ses victimes - toutes proportions gardées, bien entendu.

Le destin du roman du siècle (nous n'hésitons pas à attribuer ce qualificatif à *La vie et le destin*), n'était pas seulement la tragédie personnelle de son auteur. Alexandre Tvardovski a lu le roman en octobre 1960 et a été ébranlé par la force exceptionnelle, la véracité et la sincérité de l'œuvre. Il a marqué dans son journal intime : «La parution de ce livre (...) signifierait le commencement d'une nouvelle étape dans le développement de la littérature, où elle retrouverait son rôle authentique qui consiste à témoigner des événements de la vie ; signifierait un grand tournant dans notre littérature qui s'est complètement perdue dans Dieu sait quel labyrinthe de mensonges, de conventions et de partis pris absurdes. Mais ce tournant est-il possible ?»

Aujourd'hui, il serait un peu tardif d'essayer de se représenter le développement de la littérature au cas où *La vie et le destin* aurait été publié, car la publication de ce roman était tout simplement impossible. Le roman parle des camps et des répressions. Pis que ça, son auteur fait un rapprochement entre les deux variétés, nationale-socialiste et communiste, du fascisme, et dévoile les tares du totalitarisme hostile par définition à l'individu. Grossman nous a décrit une société pourrie paralysée par la peur ; il a mis au pilori les représentants de la «nouvelle classe» ; il a parlé de la politique terrifiante de l'extermination des paysans à l'époque de la collectivisation. Le livre du siècle pose des questions philosophiques cardinales et leur solution n'a rien à voir avec l'idéologie marxiste. *La vie et le destin* est l'œuvre d'un

maître, d'un penseur génial, d'un savant, d'un prophète. Et Souslov avait raison de la craindre : elle a porté un coup foudroyant au régime soviétique.

«C'est un de ces livres Après lesquels vous sentez, jour et nuit, que quelque chose de très important s'est accompli dans votre âme, que vous venez de franchir une étape dans le développement de votre conscience...», a écrit Alexandre Tvardovski. Mais le roman a vu le jour en URSS quand beaucoup avait changé et quand les compatriotes de Grossman avaient déjà découvert eux-mêmes beaucoup de ce dont il parlait. Les lecteurs qui ont lu *La vie et le destin* dans les années 80 ne pouvaient pas éprouver un choc aussi profond que Tvardovski en 1960.

Est-ce que cela signifie que de nos jours le roman de Grossman a un peu perdu de son acuité ? Que non ! Il y a des livres qui ne durent pas et qui ne reflètent que la vérité du moment. Ils ne disent rien aux générations suivantes, même s'ils possèdent une certaine valeur esthétique. Mais il y a aussi des livres qui durent des siècles parce qu'à côté des problèmes passagers, ils soulèvent des questions éternelles et présentent aux lecteurs des archétypes humains créés par un maître de l'art. *La vie et le destin* est de ces œuvres.

En réfléchissant à la portée du roman de Grossman, il ne faut pas oublier dans quelles conditions il le créait. Cette création était un exploit qui n'était qu'à la mesure d'un homme d'une grande force spirituelle.

Quand on réfléchit à l'exploit de Grossman, on se souvient automatiquement de celui de Soljenitsine. Il est hors de question de comparer les deux génies et les deux exploits. Le destin n'a pas voulu accorder à Grossman un rôle comparable à celui qu'a joué et que joue toujours Soljenitsine dans la littérature et dans la vie sociale. Les voies que les deux écrivains ont choisies pour arriver à comprendre la vérité ont été différentes. Mais il y a quand même une certaine ressemblance entre leurs destins et leurs œuvres.

A l'époque où Grossman a commencé *La vie et le destin*, l'«écrivain clandestin» Soljenitsine a commencé lui aussi son roman *Le premier cercle* et a déjà écrit la nouvelle *Une journée d'Ivan Denissovitch* ; c'est pendant les mêmes années qu'il a projeté d'écrire *Le pavillon des cancéreux* et *l'Archipel du GOULAG*. Et si l'on compare ce que les deux écrivains composaient à la même époque, presque simultanément, on verra tout de suite la similitude des motifs, des sujets, de l'interprétation des phénomènes, indépendamment de la différence profonde entre les deux personnalités sur le plan de la conception du monde et du tempérament social.

La vie et le destin des deux auteurs diffèrent beaucoup. Soljenitsine qui, au début de sa carrière littéraire, était déjà «un écrivain clandestin» et qui était donc voué «au silence jusqu'à la mort», s'est mis à parler soudain d'une voix tonitruante et a été entendu dans le monde entier. Le destin n'a réservé à Grossman que le silence quand il était encore en vie et même pendant de longues années après sa mort. Mais son sort nous rappelle une nouvelle fois la conviction de Soljenitsine selon laquelle il n'était pas le seul à travailler en secret. «Nous sommes plusieurs dizaines, solitaires, isolés mais obstinés, disséminés sur tout le territoire de la Russie et chacun de nous

décrit notre temps et ce qu'il pense être la plus grande vérité en se référant à son honneur et à sa conscience (...) Mais le temps viendra et, comme les trente-trois preux du conte, nous sortirons des flots de la mer et c'est ainsi que notre grande littérature sera restaurée». Soljenitsine pensait tout de même que les preux n'étaient que «le symbole de l'au-delà» (...) « Ce ne seront que nos livres conservés grâce à la fidélité et à l'ingéniosité de nos amis ; ce ne seront pas nos corps, car nous ne serons plus nous-mêmes de ce monde ». Heureusement que cette prévision de Soljenitsine ne s'est pas réalisée en ce qui le concerne, lui. Mais dans le cas de Grossman, en revanche, cette prophétie s'est réalisée à la lettre.

Les livres de Grossman et de Soljenitsine, de Sakharov et de Pasternak devraient être étudiés à l'école. Mais l'école soviétique en est encore loin, car les œuvres de ces fils glorieux de la Patrie sont introuvables, comme la Bible. La Bible est vendue à des prix qui dépassent 50% du salaire mensuel moyen. Il faut payer autant au revendeur pour n'importe quelle œuvre des écrivains que nous venons de citer. Il ne s'agit pas de Sakharov pour le moment : à la mi-1991, les principaux livres qu'il avait écrits dans sa vie, dont ses mémoires n'avaient pas paru en URSS. L'interdiction non officielle de citer dans la presse ou à la télévision le nom de Sakharov a été en vigueur pendant encore trois ou quatre ans. Après le retour à Moscou, en 1986, du lauréat du Prix Nobel déporté à Gorki, où il avait passé 7 ans. C'est seulement après la mort de Sakharov, en décembre 1989, que les journaux ont commencé à donner son nom en toutes lettres et sur toutes les pages. De son vivant, pas une seule fois il n'a eu droit à une grande interview dans la presse ou à la télévision.

Si les autorités ne trouvent plus rien à redire, elles décident enfin de publier quelque ouvrage, mais en abrégé et à faible tirage. En 1990, la rédaction de la maison d'édition Naouka (Moscou) a commencé à préparer la publication sous une forme tronquée des *Etudes sur la rébellion russe* du général Anton Ivanovitch Dénikine, un des participants les plus actifs au mouvement des Blancs pendant la guerre civile en Russie. Remarquons que cet ouvrage a été édité à l'étranger en cinq volumes.

L'histoire véridique de l'État soviétique n'a jamais été écrite en URSS. Les falsifications ne manquaient pas. Chaque secrétaire général du PCUS nouvellement élu commandait à ses rédacteurs de composer une « nouvelle » histoire soviétique répondant à ses désirs. La première version de la Seconde guerre mondiale n'avait évidemment d'autres objectifs que de chanter des louanges au « guide génial et père des peuples le camarade Staline ». La deuxième version, la troisième version... et nous en passons. Écoutons plutôt le point de vue de Stanislaw Lem, futurologue et auteur

des livres de science fiction largement connus (voir *Literatournaïa gazeta* du 14 novembre 1990) :

« Dans les années 50, je m'étais abonné à La *Grande Encyclopédie soviétique*. Lorsque j'ai reçu le volume comportant la lettre «B», la rédaction m'a adressé un message où elle priait les lecteurs de retirer l'article «Séria» et de coller à sa place l'article «Bering, détroit de...» Mais je n'en ai rien fait, j'ai pris le volume et l'ai porté chez un antiquaire. Que la rédaction découpe elle-même des articles et en colle d'autres à leur place ! Plus tard, ont paru 6 volumes consacrés à la «Grande guerre patriotique du peuple de l'Union soviétique». Il y avait beaucoup d'histoires imaginées sur Khrouchtchev et son rôle exceptionnel... Ayant reçu les livres, je me suis dirigé tout droit chez les bouquinistes. Je n'ai gardé pour moi que le sixième volume en guise de souvenir. Après il y a eu une nouvelle publication en 12 volumes consacrée à la guerre, avec Brejnev comme capitaine suprême des armées soviétiques.

Actuellement, je découvre pour moi une histoire tout à fait différente de la Seconde Guerre mondiale ! Les jeunes Polonais et les jeunes Soviétiques qui font leurs études se trouvent dans une situation désastreuse. Ils n'ont pas de livres qui relatent les événements historiques authentiques, les éditeurs ne trouvant pas le temps de les commander et de les publier.

On se propose quand même de publier une toute nouvelle histoire de la guerre pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de l'URSS sur le fascisme hitlérien. Cette publication en 10 volumes ne contiendra évidemment pas de louanges pour le génie militaire de Staline, de Khrouchtchev ou de Brejnev. Mais cela ne changera rien, car la plupart des archives sont toujours gardées sous le sceau du secret et naturellement les documents qui se trouvent dans les dépôts ne seront pas reflétés dans cette publication. Ce n'est pas par caprice que les *Izvestia* du 19 novembre 1990 ont proposé de suspendre la préparation de cette version (la quatrième déjà) de l'histoire de la Grande guerre patriotique. Il vaudrait mieux publier à sa place des documents inconnus pour que les chercheurs puissent s'en servir ou quelques livres pour les jeunes avec la description objective des événements de la guerre : c'est d'autant plus nécessaire qu'en 1989 et en 1990 on est allé jusqu'à supprimer tous les examens sur l'histoire soviétique dans l'ensemble des écoles secondaires et des universités, faute de manuels adaptés.

En décembre 1990, la cérémonie de la présentation du livre de Marcus Wolf, ancien chef des services secrets de la République démocratique allemande, a eu lieu au siège somptueux de l'Agence d'information Novosti. Micha Wolf qui est né à Moscou, rue Arbat, où il a passé sa jeunesse, a été pendant 33 ans celui qui terrifiait ses compatriotes et celui qu'ils haïssaient. Maintenant, étant un homme âgé, Micha Wolf s'est de

nouveau installé à Moscou, car les autorités allemandes ont depuis longtemps signé son mandat d'arrêt. Et nous voyons bien qu'on lui a réservé un accueil chaleureux à Moscou. On a même trouvé le papier nécessaire à la publication de ses grimoires, tandis que jusqu'ici personne n'ose par exemple publier autrement qu'en fascicules les mémoires de Nikita Khrouchtchev.

Les ouvrages sociologiques de Zbigniew Brzezinski, de Richard Pipes, d'Hélène Carrère d'Encausse sont toujours inaccessibles au grand public. Nous avons eu juste le courage de faire paraître en 1989 l'ouvrage de Stephen Cohen sur Nikolaï Boukharine, dont l'édition originale avait paru aux États-Unis en 1973. Nous nous bornons toujours à citer de temps en temps des livres édités en Occident dont les auteurs sont des citoyens soviétiques, condamnés en URSS à la peine capitale pour trahison : Kravtchenko, Krivitski, Nossenko, Khokhlova, Penkovski, Chevtchenko, Gordievski, Levtschenko. Cette liste est très incomplète. Les ouvrages de ce type présentent un grand intérêt pour les Soviétiques. La revue *Ogoniok* a publié des extraits des romans de John Le Carré *L'espion qui venait du froid* et *La maison russe*. Est-ce que ces best-sellers écrits par un Occidental qui ne connaît pratiquement rien de la vie soviétique peuvent être aussi intéressants que les écrits de nos compatriotes ? Nous n'avons pas encore édité à fort tirage et autrement qu'en fascicules *Les hauteurs béantes* d'Alexandre Zinoviev et *L'île de Crimée* d'Aksionov. Tous les romans de ce type qui paraissent chez nous sont presque introuvables. Par exemple, fin 1990, chez les revendeurs (qui à Moscou s'installent de préférence dans les passages souterrains à l'abri des intempéries) il était possible d'acheter des livres d'Avtorkhanov, d'Allilouïeva, de Topol. Le premier est connu pour ses études historiques, la deuxième pour ses mémoires, assez ternes d'ailleurs, sur la vie de Staline.

Le roman de Topol mérite, quant à lui, quelques mots. Il y a en fait deux auteurs, Topol et Neznanski, qui ont écrit *Le journaliste pour Brejnev* (le titre français est *Une disparition de haute importance*), paru dans une maison d'édition inconnue (serait-ce une entreprise coopérative, privée ou avec participation d'investisseurs étrangers ?). Le roman a été tiré à 500 000 exemplaires et vendu au prix nominal de 15 roubles. D'après les normes admises qui étaient encore en vigueur en 1990, le prix dépassait de 300 % le niveau plafonné. Mais le roman vaut bien 15 roubles : pas une seule fausse note, pas une seule exagération, pas d'invraisemblances et de tournures, grotesques. C'est la vérité toute crue, sur notre presse, sur la CENSURE, la milice, le KGB, les asiles psychiatriques, les prisons, sur

notre vie quotidienne, sur les instances du PCUS et sur le monde criminel. Après ces révélations, l'auteur ferait mieux de quitter l'URSS et de ne jamais y revenir. Nous sommes à peu près sûrs que les personnages qu'il a décrits ne le laisseront pas en paix. Tout au moins en Azerbaïdjan, où les partisans de l'ancien chef de la république Gueïdar Aliev, qui a toujours conservé son influence politique, voudront sûrement régler son compte à l'auteur du *Journaliste pour Brejnev*. Ces hommes que Topol avait connus à Bakou n'apprécieront pas sa franchise et le poursuivront avec plus de cruauté que les Arméniens.

Il y a une chose que je voudrais savoir : quand est-ce que nos dirigeants comprendront enfin que les enfants soviétiques sont en train de devenir une génération qui n'aime rien ni personne, qui ne sait rien et ne veut rien entendre ? En Occident, il y a quand même beaucoup de chaînes de télévision, des enregistrements vidéo, une industrie prospère des loisirs, suffisamment de jouets pour les petits. Nos enfants, quant à eux, n'ont rien de tout cela. On ne trouve plus de livres pour enfants, même mal écrits, mal présentés : il n'y en a pas du tout. L'Église orthodoxe russe a lancé en novembre 1990 à Kiev une campagne de souscription à la collection « Les grands écrits de la théologie » en 12 volumes. L'Association internationale chrétienne de bienfaisance a demandé aux croyants de verser 130 roubles en avance. Dans 12 mois, les abonnés recevront peut-être effectivement leurs 12 volumes comme cela a été promis, mais aujourd'hui *La Bible pour enfants* (un mince livret édité à l'étranger) coûte déjà 85 roubles chez les bouquinistes moscovites.

En URSS, les enfants n'ont jamais eu de manuels scolaires qu'on aurait pris plaisir à lire ou à feuilleter tout simplement. Ces manuels publiés à de forts tirages ne sont composés ni par des écrivains, ni par des chercheurs. Leurs auteurs sont des fonctionnaires des organismes dirigeants de l'enseignement public qui ne sont capables que d'écrire des textes plats dans un patois bureaucratique difficilement déchiffrable. Les manuels sont imprimés sur du papier jaunâtre et ont des illustrations floues et délavées. Quelle que soit la discipline - l'histoire, la géographie, la littérature, les langues étrangères - ces manuels de malheur font vite disparaître tout intérêt que les enfants éprouvent ou pourraient éprouver pour les sciences humaines.

Encore aujourd'hui, nous vivons d'après les lois du « pays des merveilles » qu'Alice a découvert de l'autre côté du miroir. Chez nous les livres ne s'achètent pas comme partout : il faut se les procurer. On publie peu, mais on revend beaucoup. Des livres sont « arrêtés », interdits, cachés. On y investit son argent. On les présente parfois à l'occasion d'expositions

pour les décrire ensuite dans tous les journaux. Avec un peu de chance, vous pourrez même voir leurs couvertures dans une émission télévisée.

L'IMKA-press est connue dans le monde entier comme la maison d'édition russe étrangère la plus ancienne. Elle a été fondée en 1921 à Prague et, à partir de 1925, s'est installée à Paris. En septembre 1990, elle a enfin eu le droit d'organiser son exposition à la Bibliothèque d'État de littérature étrangère. L'initiative d'organiser cette exposition avait été prise par la Chambre du livre de l'URSS et les Éditions Khoudojestvennaïa Literatoura. Les organisateurs de l'exposition ont reçu l'autorisation d'amener en URSS 40 000 exemplaires des publications d'IMKA-press en version russe. Une fois l'exposition terminée, tous ces livres devaient être vendus au public et pour une part remis à la Bibliothèque de littérature étrangère.

En décembre 1989, la Bibliothèque de littérature étrangère a accueilli une exposition de 250 titres de livres ecclésiastiques en russe ; en février 1990, vous avez pu y admirer 300 livres religieux juifs en version russe. Dans le cas des deux dernières expositions, les livres n'ont pas été vendus et les lecteurs n'avaient pas le droit de les feuilleter. En revanche, la direction a promis d'ouvrir dans le proche avenir une salle de lecture d'ouvrages religieux, la première en URSS. Ce n'était qu'une promesse assez vague, mais la presse en a fait toute une affaire. Les *Izvestia* du 2 avril 1990 ont reconnu dans leur rapport sur l'exposition récente à Leningrad des livres et des publications périodiques de maisons d'édition étrangères : «... la plupart des œuvres de Voinovitch, de Zinoviev, de Klioutchevski, de Berdiaïev et de plusieurs dizaines d'autres auteurs «indésirables» se trouvent toujours dans des dépôts spéciaux, tandis que les dirigeants du KGB qualifient toujours les maisons d'édition implantées à l'étranger de « centres de propagande impérialiste et hostile qui sape l'édifice du socialisme ». Et je vous assure qu'ils n'ont pas honte de le déclarer en public.

Rendons-leur cette justice : ils ne sont pas bêtes du tout, là-haut, ceux qui s'occupent d'idéologie. Regardez avec quelle habileté ils s'y prennent pour nous laisser voir des trucs à la télévision et autoriser quelques émigrations de temps à autre ; pour publier tout à la fois des auteurs aussi exquis que Boulgakov et les écrits discutables de Pikoul, tout en nous laissant le marché noir pour que nous achetions - selon nos préférences - des romans de Soljenitsine ou des feuilles pornographiques. Les journaux publient des interviews (très détaillées, mais finalement très prudentes) des membres des rédactions de *Rousskaïa mysl* qui paraît à Paris, et qui ne cache même pas son orien-

tation antisoviétique ; de la revue russe *Grani* paraissant à Berlin-Ouest (les quelques centaines d'exemplaires de *Grani* que la maison d'édition Possev à Francfort envoie à ses abonnés en URSS sont régulièrement retenus pendant plusieurs mois par la douane soviétique) ; et même du mensuel du gouvernement américain *Les problèmes du communisme* (une interview avec Abraham Brumberg, ex-rédacteur en chef de cette publication très sérieuse, a été insérée dans la revue *Ogoniok* № 52, 1990).

Et pourquoi pas ? On a fait paraître en 1990 un recueil de discours officiels de Ronald Reagan, que l'on n'achetait pas parce que ce n'était pas une lecture amusante, et l'autobiographie de George Bush : le livre a été présenté à la télévision, mais Après je n'ai jamais revu sa couverture haute en couleurs ni dans les librairies, ni chez les bouquinistes. La *Pravda* et les *Izvestia* reproduisent depuis plusieurs décennies des discours de dirigeants étrangers qu'ils prononcent aux réceptions solennelles au Kremlin à l'occasion de leurs visites à Moscou. Maintenant, on nous promet de publier en russe la revue américaine *Reader's Digest* : ce mensuel paraît en 40 versions dans 16 langues ; son tirage global est de 29 000 000 d'exemplaires. En 1991 s'y ajouteront plusieurs milliers d'exemplaires de *Reader's Digest* publiés en URSS.

L'hebdomadaire *Komerçant*, très populaire à Moscou, a publié dans son numéro du 10 décembre 1990 une information titrée « La revue *Continent* est toujours rédigée à Paris, mais sera tirée à Moscou ».

La revue littéraire et artistique *Continent* fondée en 1974 à Paris par l'écrivain émigré Vladimir Maximov, sera tirée en URSS à 100 000 exemplaires à partir du premier trimestre de 1991. C'est le Avers consortium qui se chargera de sa publication. Cela a été révélé au cours de la présentation de la revue le 9 décembre 1990 à Moscou, à la Maison centrale des hommes de lettres.

Jusqu'à l'été dernier, il était interdit d'introduire des exemplaires de cette revue en territoire soviétique. Andreï Erokhine, directeur général d'Avers, a déclaré au correspondant du *Komerçant* que *Continent* concurrencera bientôt d'autres revues littéraires sur le marché soviétique. *Continent* paraîtra 4 fois par an en fascicules de 380 pages. De chaque tirage de 100 000 exemplaires, 2 500 exemplaires seront vendus en Occident.

La revue *Continent* est une publication littéraire qui, depuis la mort d'Axel Springer, éprouve des difficultés financières. Les journaux russes paraissant dans les pays occidentaux reproduisent maintenant sans cesse

les appels de la rédaction de *Continent* à l'assistance financière. La revue paraîtra donc en URSS et, pour les partisans de la perestroïka, c'est une acquisition très importante. On ne peut la comparer qu'au soutien que Sakharov a accordé à Gorbatchev au début de la perestroïka et qu'à la permission donnée par Soljénitsyne, en automne de 1990, de publier largement dans les principaux journaux soviétiques sa lettre « Comment réorganiser notre Russie ? » La direction soviétique semble aujourd'hui soucieuse de redorer son blason aux yeux de l'opinion à l'étranger ou, au pis aller, aux yeux de l'intelligentsia de son propre pays. C'est pour cela qu'on organise dans la presse des débats sur le sort de la bibliothèque publique russe Ivan Tourgueniev à Paris. Nous sommes d'accord qu'il vaudrait mieux investir dans la renaissance de la culture russe pratiquement détruite par les communistes que de prodiguer des milliards de dollars à Fidel Castro et à Najibullah.

L'essentiel est que nous n'avons pas évité ce sujet épineux et peut-être en avons parlé un peu trop. Mandelstam, Goumiliov, Akhmatova, Tsvétaïéva, Pasternak, ces noms reviennent sans cesse dans la presse. Il y a 30 ou 50 ans, en dépit de l'expulsion et de l'extermination en masse des intellectuels, il y avait quand même plus de citoyens soviétiques capables de comprendre le message de leurs compatriotes. Aujourd'hui, il y a moins de personnes bien éduquées et formées en URSS qu'auparavant. On constate que les Soviétiques n'éprouvent pas le même besoin d'écouter la parole de Dieu ou tout simplement la vérité. Beaucoup sont satisfaits de la marge de liberté qui leur est accordée par le dégel actuel. Mais il faut en exiger davantage. J'ai trouvé des réflexions très intéressantes à ce sujet dans un article écrit par un contestataire soviétique connu (qui en 1987 encore était détenu dans le GOULAG pour ses convictions politiques) et publié par la *Literatournaïa gazeta* du 23 mai 1990. Cet article a été remarqué par tous les médias du monde, parce que c'était la première fois qu'un organe officiel, celui de l'Union des écrivains de l'URSS, reconnaissait, sous la plume de Félix Svétov, que le soleil ne faisait que poindre à l'horizon, que ses premiers rayons étaient là mais qu'ils ne chauffaient pas encore et qu'il restait beaucoup à faire pour obtenir la liberté authentique. Des milliers de contestataires sont graciés, mais il ne sont pas encore réhabilités et ils restent toujours des criminels aux yeux du régime. L'État accorde son assistance non pas à l'Église, mais à la hiérarchie ecclésiastique. En gros, nous devons en conclure que Svétov n'aime pas du tout la perestroïka, car elle est trop indécise quand il s'agit de donner des libertés. Je vous propose de lire ci-dessous un extrait de son article « Comme vous voudrez.. » :

Et finalement, en littérature, le succès le plus spectaculaire de la perestroïka. De quoi s'agit-il au juste ? Nous nous réjouissons évidemment en apprenant la publication à grands tirages de livres autrefois interdits, surtout que leurs auteurs les avaient destinés à leurs compatriotes. Mais il n'est pas permis d'oublier qu'ils sont bien connus en Occident dans des éditions en langues diverses et que ces versions ont leur propre destin. J'estime donc que leur publication aujourd'hui, 20, 30, 50 ou 70 ans après leur création, ne facilite pas du tout leur assimilation ; assez souvent, ces œuvres nous paraissent un peu déplacées ; en tout cas, elles ne peuvent pas s'adapter au contexte littéraire actuel auquel elles sont étrangères. Les affirmations purement rhétoriques sur l'unité de la culture russe chez nous et à l'étranger sont absurdes : Platonov et Trifonov, Koltsov et Mandelstam, Akhmatova et Siniavski, Voinovitch et Zamiatine, Pasternak et Rybakov... Tous ces livres sont broyés ensemble pour donner un hachis homogène édité à forts tirages. La glasnost transforme la littérature en quelque chose d'incohérent : est-il possible de publier *Le Requiem* d'Anna Akhmatova dans le seul et même numéro d'*Oktiabr* que les calomnies proférées par Yakovlev N. ? Et pourtant vous pouvez les trouver sous la même couverture. C'est une tentative honteuse d'insérer dans la littérature soviétique les chefs-d'œuvre de la littérature russe du XX<sup>e</sup> siècle en même temps que les vies tragiques de leurs auteurs, c'est une interprétation forcée de ces œuvres comme une composante de la culture officielle. Les livres qui hier encore étaient persécutés sont maintenant déversés sur le marché de la perestroïka et paradoxalement deviennent une marchandise qui se vend au rabais, des objets de musée qui n'influencent plus les esprits.

Dans cette optique, comme d'ailleurs sur tous les autres plans, c'est le phénomène de *i. qui* reste le plus intéressant. Sans aucun doute, vous pouvez constater ici les mêmes tentatives de «broyer» ses œuvres et notamment *l'Archipel du GOULAG* en l'interprétant comme une «étude historique», une reconstitution d'événements révolus et le fait même de sa publication comme une réalisation de la nouvelle mentalité. *L'Archipel du GOULAG* sert également à dérober aux regards les asiles de fous encore existants, les «zones de détention», l'existence des «prisonniers de conscience» non réhabilités, le maintien des articles 64 et 70 du Code pénal, la bonne santé des organes répressifs et leurs mains prétendument propres. Mais *l'Archipel* est un ouvrage trop encombrant pour qu'on le commercialise sur le marché en escomptant des bénéfices politiques éventuels pour le régime : c'est notre destin commun, c'est un verdict sur le totalitarisme.

Thomas Mann qui dans l'après-guerre s'était établi en Californie a écrit à l'un de ses correspondants en Allemagne (qui l'invitait à prendre part à la «réorganisation» dans son pays d'origine) qu'il se heurtait tout le temps à la même pensée et qu'il était incapable de comprendre comment il était possible que des musiciens brillants interprètent à cette époque des œuvres de Wagner dans les salles de concert de Berlin et qu'ils rassemblent des mélomanes venus les écouter. Moi aussi, je me surprends tout le temps à constater que les livres qui ont paru en URSS ces dernières décennies, indépendamment du talent de leurs auteurs, ont en commun leur fausseté. Ils débitent des mensonges ou sont pleins d'allusions très fines, mais ils ne dis-

ent rien de ce que chaque auteur russe doit dire ouvertement. Je n'y vois pas de différence, pour moi tous ces livres sont pareils.

Il y a quelques années, le samizdat (lancé dans les années 60 et qui avait commencé ses activités par la publication des romans de .i.) multipliait les tirages du *Requiem*, du *Cœur de chien*, des écrits de Platonov, de Volochine, de Chalamov et de Mandelstam. Ses publications avaient piètre mine à côté des livres de Trifonov et d'Aïtmatov qui étaient thés à des centaines de milliers d'exemplaires, traduits et exportés en Occident. Le samizdat était une « maison d'édition » qui ajournait le paiement des droits d'auteur de trois à dix ans (on distingue la similitude avec les peines de prison qui menaçaient ses auteurs). Aujourd'hui, on distingue déjà un grain de vanité dans le désintéressement du samizdat. La vanité est vite interprétée comme calcul : ceux qui n'avaient pas de talent devaient bien s'imposer en faisant du scandale. Mais je crois sincèrement que c'est là l'opinion de ceux qui n'ont jamais été en prison.

La littérature authentique est hostile à tout calcul politique : ces deux choses ne vont jamais ensemble. Impossible de faire vivre ce qui est déjà mort. Mais nous sommes en droit de tirer une conclusion sévère : la nuit après la bataille est le temps des détrousseurs de cadavres.

L'article de Félix Svétov s'adresse à la conscience des hommes. La morale doit devenir l'orientation prioritaire dans la politique et dans toutes les activités humaines. Notre réveil Après le sommeil léthargique de la conscience a été difficile. Les uns ont été jetés en prison ; les autres le voyaient et se taisaient ; ni les uns ni les autres ne veulent se repentir aujourd'hui, mais ils essaient une nouvelle fois de tout réorganiser pour prendre une place privilégiée dans le système de répartition des biens. Il est impossible d'être « un peu enceinte » : la morale et la conscience ne tolèrent pas de compromis. Mais justement, nous manquons terriblement des deux choses à la fois et il est impossible de les emprunter.

Les contestataires soviétiques disent qu'ils ont donné leurs vies, leur santé, ont consacré tous leurs efforts au service désintéressé de la vérité et de la patrie pour arracher aux autorités les libertés actuelles. Le PCUS avec Mikhaïl Gorbatchev à sa tête affirme que dès le début la perestroïka a été conçue et mise en œuvre par le Kremlin. Les uns et les autres disent vrai. On déplore seulement le fait que les autorités supérieures, après avoir déclaré illégales les répressions des années 20, 30, 40 et 50, qui avaient fait des millions de victimes, ont refusé tout de même de condamner publiquement les répressions tout aussi terribles des années 60, 70 et 80. C'est ainsi que les dirigeants du Kremlin n'ont pas voulu condamner les coupables du massacre du 9 avril 1989 à Tbilissi ; ils n'ont pas eu assez de cœur pour prêter une assistance réelle (et non pas verbale) aux victimes du tremblement de terre en Arménie et du pogrom à Soumgaït.

En 1990, le PCUS a perdu tout son pouvoir et toute son influence en Géorgie et en Arménie, comme cela avait été le cas un peu avant en Lituanie, en Lettonie et en Estonie. Dans ces trois républiques baltes, il était quand même possible de sauver la situation, si le PCUS avait reconnu tous les méfaits du génocide stalinien et avait restitué aux républiques la plupart des pouvoirs administratifs et politiques.

Les lecteurs comprennent que l'analyse de la situation en URSS que je leur propose est forcément incomplète. Entre 1988 et 1991, les publications périodiques en estonien, letton, Lituanien, moldave, géorgien et Arménien, à la différence des revues et des journaux paraissant dans d'autres langues avaient une orientation franchement antisoviétique et anticommuniste. C'est aussi vrai de quelques-unes des publications peu nombreuses en russe qui sont parues durant la même période dans les républiques baltes, en Moldavie et dans la Transcaucasie.

Quelle a donc été la situation à Moscou où sont concentrées la plupart des publications russes de notre pays ? La *Literatournaïa gazeta* a écrit que l'Union des écrivains soviétiques ne fait strictement *rien* pour commencer l'édition des œuvres des écrivains victimes des répressions dont les écrits n'avaient paru ni en Occident, ni en URSS. C'est le moins qu'on puisse dire. En réalité, il s'agit des centaines d'auteurs de talent qui ont péri, les uns dans les années 20, les autres tout récemment. Dans toutes les autres républiques on fait quelque chose dans ce sens, mais pas à Moscou : apparemment, il n'y a pas assez de papier.

L'écrivain Zalyguine, rédacteur de la revue littéraire la plus populaire en URSS, *Novy mir*, est bien reçu dans toutes les hautes instances qui siègent à Moscou. Mais lui aussi rencontre parfois des problèmes de papier.

Tout est extrêmement difficile dans notre pays et l'échange de messages entre .i. et Silaïev, premier ministre de la Fédération de Russie, en est un nouveau témoignage. Je reproduis ces messages, tels qu'ils ont été publiés dans le journal américain *Novoié rousskoïé slovo* du 25 août 1990:

**Moscou. A l'attention de M. Ivan Silaïev, Président du Conseil des ministres de la Fédération de Russie. Le 23 août 1990.**

**Cher Ivan Stépanovitch,**

**J'ai appris dans les journaux que vous m'avez adressé une lettre ouverte que je n'ai pas reçue personnellement.**

**Je vous remercie de votre proposition de venir en Russie comme votre invité personnel.**

Seulement pour moi il est impossible d'être un invité ou un touriste sur le sol natal, impossible de venir et de partir. Lorsque je reviendrai, ce sera pour vivre et pour mourir en Russie. Pendant les années les plus désespérées, je croyais que je pourrais revenir un jour.

Les peines de mon pays ont toujours été les miennes. Je viens de terminer un article où j'ai exposé mes réflexions (dans la mesure où le permettait ma situation actuelle de résident à l'étranger) sur la condition actuelle du pays et les mesures à prendre, telles que je les entends. Je ne sais pas si en URSS il y a du papier pour les présenter sous forme d'une brochure peu chère et de grand tirage.

Si je le dis, c'est parce que vous avez écrit que «ma parole a touché enfin les oreilles» de mes compatriotes. Que non ! On m'oppose une résistance farouche. *L'Archipel du GOULAG*, un livre qui parle de nos souffrances et des millions de nos victimes, n'est vendu que contre devises aux étrangers dans des hôtels et des magasins Bériozka. Comment qualifier ça autrement que de moquerie ? Un simple citoyen n'est pas en mesure de se procurer mes livres à Moscou : qu'en est-il alors dans les grandes étendues qui sont la véritable Russie ? La revue *Novy mir* où sont insérés pour la plupart mes écrits est écrasée. *La Roue rouge*, l'ouvrage sur la révolution de 1917 auquel j'ai consacré 50 années de ma vie, ne sera pas accessible aux lecteurs de sitôt.

Moi, je ne peux pas devancer mes livres. Pendant des décennies, on a proféré des calomnies à mon sujet. Avant que je vienne, il faut que je sois familier à mes compatriotes, pas seulement à Moscou, mais dans tout coin retiré en province.

Le temps est venu de dissiper les calomnies visant le Fonds social russe que j'avais constitué en y versant les honoraires que je touchais pour *l'Archipel du GOULAG*, de considérer comme nulles les condamnations prononcées contre les partisans du fonds, de réparer le préjudice qui leur a été infligé par des poursuites, de légaliser le Fonds, tout au moins dans la Fédération de Russie afin qu'il puisse agir et prêter assistance en toute légalité.

Je vous remercie de m'avoir adressé des paroles de sympathie.

Respectueusement vôtre, A. i. ».

L'hebdomadaire soviétique *Knijnoïe obozrénie* qui jouit d'un fort prestige auprès du public a dressé au mois de juillet 1990 le bilan d'un concours national des lecteurs et il a nommé les 100 meilleurs livres de l'année passée. Ce retard s'explique par l'opposition de la part des dirigeants de l'association Kniga (Le Livre) : en mai 1989, ils n'avaient pas eu le courage d'octroyer, à la demande des lecteurs, un prix spécial à Alexandre i. pour son roman *l'Archipel du GOULAG, 1918-1956*. Les résultats du concours pourront évidemment être contestés si l'on applique des critères scientifiques très stricts. Mais, on voit tout de suite que grosso modo

l'hebdomadaire a donné un tableau des goûts des lecteurs soviétiques assez proche de la réalité.

La première place est occupée par les *Œuvres poétiques et prosaïques* de Vladimir Vyssotski, largement connu pour ses talents de chanteur, de poète et d'acteur. La deuxième place a été attribuée au livre *Vladimir ou le vol arrêté* qui est un recueil de mémoires de Marina Vlady, actrice française et femme de Vyssotski. On déplore seulement le fait que les deux livres ne soient pas parus en texte intégral. Vyssotski est très populaire en URSS. Ses chansons, où il s'attaque aux mensonges, à l'hypocrisie, aux dirigeants qui oppriment la pensée libre, parlent de choses bien réelles en termes simples. Elles sont chantées par des jeunes, des intellectuels, des ouvriers. Les obsèques de Vyssotski en 1980 et les obsèques de Sakharov en 1989 ont provoqué à Moscou la plus grande affluence de ces quelques dernières décennies. De leur vivant, le chanteur et le contestataire du régime avaient été poursuivis par les autorités, en conséquence de quoi leurs livres n'avaient jamais été publiés en URSS.

Parmi les écrivains vivants, Alexandre .i. est le seul à occuper une place (la cinquième) parmi les dix meilleurs écrivains de l'année. Le livre de R. Stillmark *L'héritier de Calcutta* occupe la troisième place. Suivent Alexandre Dumas avec *Le comte de Monte-Cristo*, Valentin Pikoul avec *Les forces du mal* et *Le Favori*, Charlotte Brontë avec *Jane Eyre*, Vassili Grossman avec *La vie et le destin* et Boris Pasternak avec *Le Docteur Jivago*.

Au nombre de livres remarquables par les lecteurs, c'est Valentin Pikoul (récemment décédé) qui domine incontestablement : ses six livres occupent la 6<sup>e</sup>, la 7<sup>e</sup>, la 17<sup>e</sup>, la 38<sup>e</sup>, la 56<sup>e</sup> et la 98<sup>e</sup> places. Les lecteurs ont aussi remarqué cinq livres d'Alexandre Dumas : ils sont à la 4<sup>e</sup>, la 15<sup>e</sup>, la 24<sup>e</sup>, la 75<sup>e</sup> et la 87<sup>e</sup> places. *Les enfants de l'Arbat* qui avait occupé une des premières places pendant les concours des années précédentes, se trouve en 13<sup>e</sup> position.

Parmi les auteurs des 100 livres les plus populaires auprès des lecteurs il n'y a pas un seul écrivain latino-américain, asiatique ou africain. Même Garcia Marquez, qui est mondialement connu, ne figure pas parmi les cent meilleurs. On n'y trouve pas non plus mention des livres de Kafka. Au marché noir ses livres coûtent une fortune, mais les grandes masses des lecteurs soviétiques ne semblent pas avoir de goût pour la littérature avant-gardiste. Par contre, je suis sûr et certain que les ouvrages du philosophe Mérab Mamardachvili (mort en 1990 et persécuté par les autorités de son vivant) pourraient présenter

un grand intérêt pour les lecteurs soviétiques. Seulement, ils ne sont pas encore publiés. Yakovlev Alexandre, ex-membre du Conseil présidentiel, a dit un jour que Mamardachvili « a causé beaucoup de problèmes à certains dirigeants, surtout à l'époque d'immoralité et de l'oubli de conscience ».

Les résultats du concours permettent de juger des intérêts des lecteurs. Ils s'intéressent premièrement à l'histoire, au passé éloigné et au passé récent. Ils s'intéressent aussi aux romans policiers et aux pamphlets politiques, aux livres de science-fiction et d'aventure. Pendant assez longtemps, les Soviétiques n'avaient pas eu le droit de choisir ce qu'ils pouvaient lire, car les dirigeants supérieurs d'État et du parti leur imposaient leur volonté et leur goût. Aujourd'hui, ils peuvent déjà faire un certain choix et, naturellement, ils prêtent attention aux sujets les plus captivants et à ceux qui les préoccupent. Mais le choix n'est pas grand. Il faut des écrivains de talent, mais où peut-on les trouver ? Les meilleurs sont déjà partis à l'étranger et beaucoup contre leur gré. Les lecteurs soviétiques ne connaissent ni le nom, ni les ouvrages d'Alexandre Zinoviev, ex-professeur à l'Université de Moscou qui habite en Allemagne. La *Pravda* a publié tout de même une interview accordée par cet auteur satirique exceptionnel, comparable à Zochtchenko et à Saltykov-Chtchedrine. *Les hauteurs béantes* de Zinoviev pourraient être publiées en URSS à des tirages astronomiques et apporter des profits énormes : il faut seulement les faire paraître sous forme de livres et non pas sous forme de publications disséminées dans les revues littéraires.

Les meilleures œuvres littéraires russes du XX<sup>e</sup> siècle ont été éditées à l'étranger et sont jusqu'ici inconnues en URSS. C'est également vrai des ouvrages historiques, philosophiques, sociologiques et économiques ; c'est vrai aussi de la critique littéraire et de la critique d'art. Si nos dirigeants manifestent un certain intérêt dans ce domaine, les éditeurs étrangers, appuyés par leurs gouvernements, pourraient rendre le livre, qui est à la base de toute connaissance, accessible au peuple soviétique. Les dépenses seraient minimes. On n'aurait même pas besoin de traduire les livres choisis, car les lecteurs soviétiques assumeront volontiers n'importe quelles dépenses pour avoir enfin le droit de lire des écrivains de talent et non des auteurs soviétiques faisant partie de la nomenklatura.

Ces derniers ont toujours pensé avant tout à éditer leurs propres livres. Assez souvent, ils se prêtaient assistance les uns aux autres. Supposons que j'étais avant 1990 directeur d'une maison d'édition géorgi-

enne qui publie des livres (et en Géorgie il y a au moins une dizaine de maisons d'édition). Je suis donc libre de publier mon propre roman dans une revue littéraire géorgienne, ensuite, dans une revue littéraire russe. Ensuite, il paraît sous la forme d'un livre entier en géorgien dans la maison d'édition que je dirige plus tard, il paraît en version russe dans une maison d'édition moscovite. Il reste encore des maisons d'édition dans les treize républiques fédérées (déduction faite de la Géorgie et de la Russie) et même des maisons d'édition de pays socialistes frères. Évidemment, je serais tenu de rendre service à mes collègues des deux revues littéraires dont j'ai parlé, ainsi que ceux des maisons d'édition dans d'autres républiques et à l'étranger. En fin de compte, le processus devient incontrôlable : c'est une réaction en chaîne qui a pour seul effet de multiplier des livres de peu de valeur et de me faire toucher des droits d'auteur qui auraient fait pâlir d'envie un Alexandre Dumas.

Et à propos d'Alexandre Dumas, il faut remarquer que nos éditeurs aiment publier les livres d'auteurs classiques étrangers du XIX<sup>e</sup> siècle qui n'exigent pas d'être payés. D'autre part, comme ils sont déjà morts, ils ne prononceront pas de propos malveillants sur notre conception de la démocratie. Leurs collègues occidentaux qui sont encore en vie nous réservent parfois des surprises assez désagréables. Il ne s'agit pas seulement des contradictions idéologiques. Nous avons pris l'habitude de considérer l'imprimerie comme une industrie qui rapporte gros à l'État. Même avant, quand le prix des livres n'était pas élevé, l'État défalquait à peu près 50 pour cent du prix nominal de chaque publication pour verser dans ses caisses. On ne faisait exception que pour la littérature propagandiste (y compris les œuvres de Marx, de Lénine, des secrétaires du CC du PCUS et des dirigeants de partis communistes étrangers), les manuels d'écoliers, les journaux de faible tirage et les ouvrages qui paraissaient dans les maisons d'édition scientifique.

En ce qui concerne les auteurs, selon une tradition depuis longtemps établie, seuls les communistes et une dizaine ou une vingtaine d'amis fidèles de l'URSS étaient choisis par notre gouvernement, qui agissait par l'intermédiaire du Comité d'État pour les imprimeries et l'édition, de l'Agence soviétique des droits d'auteurs ou plus précisément, du département idéologique du CC du PCUS. Le département était subdivisé en secteurs : secteur des journaux, secteur de la télévision, secteur des maisons d'édition, etc. Chacun de ces secteurs commandait les organisations qui lui étaient « subordonnées » : la télévision centrale, les journaux, les maisons d'édition et même le Comité d'État pour les imprimeries et l'édition apparemment tout-puissant. Lorsqu'il s'agissait

d'éditer en URSS un livre d'un des milliers d'auteurs occidentaux qui n'était ni communiste, ni partisan de l'URSS, les directeurs des maisons d'édition devenaient tristes en se rappelant le mécontentement de leurs chefs et ils invoquaient le manque de devises pour payer les droits d'auteur. Il était possible à la rigueur d'acheter à l'étranger avec de l'or des millions de tonnes de blé (tandis que près de 50% des produits agricoles soviétiques pourrissaient à cause des mauvaises conditions de stockage), des technologies pour notre industrie de guerre, des produits manufacturés pour notre élite, y compris des cigarettes américaines, des boissons et des produits de beauté français. C'était déjà beaucoup plus difficile quand il s'agissait d'acheter des médicaments - et il était hors de question d'acheter des livres.

Je pense que les auteurs occidentaux, soucieux d'accorder une assistance culturelle aux pays d'Europe de l'Est pourraient renoncer, tout au moins pour quelques années, à toucher des droits en devises pour la reproduction de leurs écrits de l'autre côté du rideau de fer. Je suis sûr que les maisons d'édition des républiques baltes, de Transcaucasie et d'autres régions de l'URSS ne laisseraient pas échapper cette occasion pour diversifier leur production et faire paraître des romans et des manuels dont nous avons vraiment besoin. Il faut pour cela une expression de bonne volonté de la part des Occidentaux. De toute façon, il s'agit de sommes minimes. Les maisons d'édition géorgiennes, Arméniennes, estoniennes, lettonnes, Lituanienes pourraient alors produire suffisamment de livres de bonne qualité pour l'ensemble de la population du pays.

Mais à vrai dire, il y a encore un obstacle qui empêche de le faire. On ne sait pas si cette situation s'est créée d'une manière anarchique ou si elle a été planifiée, mais il n'y a pas de grandes imprimeries capables de produire des livres sur la plus grande partie de l'URSS. Elles sont concentrées à Moscou ou dans des agglomérations toutes proches (Tchékhov, Mojaïsk, Smolensk, Kalinine). La Biélorussie et la Moldavie ont chacune un combinat d'imprimerie, l'Ukraine dispose de plusieurs combinats. Les imprimeries d'autres républiques et régions ne sont pas grandes et sont orientées surtout vers la publication de manuels d'écoliers et des livres de faible tirage. Par souci de précision, il faut remarquer que tout tirage au-dessous de 100 000 exemplaires est considéré comme petit en URSS.

Par contre, les autorités ont implanté dans les républiques et sur tout le territoire immense de la Fédération de Russie des combinats qui s'occupent de préférence de la production des quotidiens nationaux à

grand tirage, des magazines, etc. Un délai de deux semaines est suffisant pour imprimer à Moscou 200 000 exemplaires d'un livre qui pèse près d'un kilogramme, de brocher les exemplaires et de les expédier dans les librairies, alors qu'à Tbilissi l'impression et le brochage d'un livre de ce tirage peut prendre des mois.

En règle générale, la parution d'un livre en URSS est un long processus qui dure plusieurs années, mais il est quand même possible d'éditer un livre en quelques jours, si les instances supérieures l'exigent : c'est notamment le régime de publication des discours des secrétaires du PCUS et aussi de quelques publications politiques sur les faits brûlants ou consacrées à une date importante. La technologie de la publication d'un ouvrage rappelle chez nous le théâtre de l'absurde : quelque chose de tout à fait incohérent. L'auteur contacte l'éditeur et lui expose son idée. Il doit obligatoirement avoir sur lui le plan de son livre avec une description détaillée du contenu, éventuellement son résumé en quelques lignes et même un chapitre entier. Si l'éditeur et toutes les autorités compétentes n'ont rien à reprocher à l'auteur, sa demande fait le tour complet des bureaux de la maison d'édition et aussi du comité pour les éditions qui la contrôle. Si nous sommes dans une république fédérée, le texte de la demande est expédié pour consultation au Comité d'État de l'URSS pour les imprimeries et l'édition. Après avoir rempli toutes les formalités, la maison d'édition concernée fait paraître la notice du livre dans son plan pour l'année suivante. Les organismes centraux de commerce du livre envoient les plans des maisons d'édition à toutes les organisations subordonnées pour que ces dernières commandent un certain nombre d'exemplaires de chaque publication qui figure dans le plan. Chaque dirigeant d'une organisation de commerce comprend sans explications qu'il devra commander obligatoirement des publications propagandistes pour lesquelles il n'y a pas de demande. C'est la maison d'édition du CC du PCUS Polititcheskaïa literatoura qui les fait paraître : vous pouvez voir ses brochures dans n'importe quel magasin de village à côté des produits de consommation courante ; parfois on réserve même tout un rayon pour les œuvres de Lénine et des dirigeants du PCUS qui sont encore en vie. Et le dirigeant comprend aussi qu'il ne recevra pas la quantité nécessaire, ni tous les titres commandés, des livres paraissant dans les maisons d'édition centrales : Sovietski pissatel, Khoudojestvennaïa Literatoura, Molodaïa gvardia, Moskovski rabotchi, Mysl, Progress, Radouga. Les responsables du commerce du livre en Géorgie peuvent commander 10 000 ou 25 000 exemplaires du livre de Vyssotski et des mémoires de sa femme : les autorités supérieures n'en tiendront pas compte et les tirages

seront définis dans les cabinets des fonctionnaires haut placés à Moscou qui savent ce qu'ils font. Les livres dont je parle ne paraîtront qu'en 50 000 exemplaires tout au plus et la Géorgie n'en recevra que quelques centaines pour satisfaire la demande des dirigeants. Cela dit, on en trouvera quand même chez les vendeurs d'occasion. Les livres d'auteurs communistes classiques ne seraient jamais vendus en Géorgie sinon avec un recueil de recettes de cuisine ; autrement, on ne les achète pas. Mais le plus souvent, les livres de ces auteurs restent sur le comptoir, tandis que les recettes de cuisine sont revendues à un prix trois fois plus élevé. Un commerçant qui s'occupe de la vente des livres sait que la plupart des titres qui figurent dans les plans ne seront pas demandés ; il sait aussi que les livres imprimés dans la plupart des républiques fédérées et des régions de Russie sont mal présentés, mal collés et que des succès de librairie ne paraissent que rarement en périphérie - à moins qu'il s'agisse des romans d'Agatha Christie et de livres d'aventures.

Mais revenons à notre malheureux écrivain qui fait le tour des fonctionnaires de la maison à laquelle il s'est adressé. Il se réjouissait au printemps en voyant le titre de son livre dans le plan de publications de l'année suivante. En automne, les commandes des organisations de commerce sont collectées ; on définit les tirages et son manuscrit est inséré dans le plan des travaux de rédaction et dans le plan des travaux d'imprimerie : son livre doit paraître en janvier ou même en décembre. Le manuscrit est étudié sous tous les aspects par le rédacteur, par le chef de la rédaction, par le chef de la maison d'édition, par le censeur et par deux ou trois spécialistes d'autres organisations qui expriment leurs considérations par écrit. Chacun de ces personnages essaie de dénicher des déviations éventuelles par rapport à la ligne politique du PCUS, d'interpréter toutes les allusions à la réalité quotidienne, bref, de créer des problèmes à l'auteur. En outre, on ne tient pas compte du point de vue de l'écrivain et on introduit des corrections innombrables dans son texte sans même le consulter. Après quoi le manuscrit passe à l'imprimerie et le processus technologique commence qui peut durer des mois. D'habitude, il faut attendre 2 ou 3 ans la parution de son livre. Après avoir déposé le manuscrit à la rédaction. Mais lorsque la maison d'édition reçoit finalement l'épreuve à tirer de votre écrit, on vous paie tout de suite la somme complète de vos droits.

Il est vrai que la perestroïka apporte des changements dans ce processus qui date de plusieurs décennies. La CENSURE préliminaire a été abolie au mois d'août 1990 et voilà déjà deux ans que les maisons d'édition peuvent faire figurer les manuscrits de leur choix dans leurs plans de

publication sans demander le consentement des comités pour les imprimeries auxquels elles sont subordonnées.

Mais d'autres problèmes sont apparus, notamment en ce qui concerne la vente des publications. Autrefois, les choses suivaient leur cours naturel en s'accordant parfaitement à l'ordre établi : on éditait ce que les autorités jugeaient bon ; certains livres étaient vendus ; d'autres ne se vendaient pas et encombraient les rayons des dépôts, des magasins, des bibliothèques, pour finalement aller au pilon. Aujourd'hui, les autorités fédérales ont besoin, encore davantage, du groupement SoyouzKniga qui est, si l'on peut dire, le représentant officiel de l'État dans le commerce du livre. La situation actuelle se présente ainsi : les livres de Gorbatchev sont vendus dans toutes les librairies soviétiques à des prix symboliques ; les mémoires d'Eltsine sont aussi vendues un peu partout en URSS, mais elles sont beaucoup plus chères et pour les acheter il faut s'adresser aux bouquinistes.

Les écrits des chefs politiques de diverses républiques fédérées : Prunskene (Lituanie), Ter-Pétrossian (Arménie), Gamsakhourdia (Géorgie), même si l'on suppose qu'ils seront un jour publiés en russe, ne seront jamais diffusés en dehors de leurs républiques respectives. Vaclav Havel, lauréat du Prix de la Paix (qui lui a été décerné en 1989 par les éditeurs et les vendeurs de livres ouest-allemands, à l'époque où il était encore un contestataire comme tous les autres et non pas le Président de Tchécoslovaquie), si un jour il vient en URSS, ne verra pas non plus ses livres dans les librairies et ne pourra pas en acheter chez les bouquinistes. Je voudrais bien lire des livres de Jean-Paul II, de Lech Walesa, de mère Térésa, ainsi que des milliers d'autres livres que les éditeurs occidentaux, soucieux qu'ils sont de satisfaire leurs lecteurs, font paraître immédiatement en de nombreuses langues.

Les Editions du progrès (URSS) se spécialisent dans la publication des livres traduits à partir des langues étrangères. Mais sommes-nous en droit de parler de « progrès », alors que les livres que cette maison fait paraître ont été écrits en version originale il y a 5 ou 9 ans. Les Editions du progrès et Radouga, autre éditeur de même spécialité, éditent des livres sociologiques, politiques, des romans, des guides touristiques, etc. La gigantesque maison d'édition Mir (Moscou) se spécialise, quant à elle, dans la traduction à partir des langues occidentales et dans la publication des ouvrages consacrés à diverses branches scientifiques et technologiques. En URSS, on attribue une grande attention au développement des sciences naturelles et exactes pour satisfaire avant tout les besoins du secteur militaro-industriel. On traduit immédiatement en russe tous les ouvrages

ayant une certaine importance pour les spécialistes. La technologie d'édition des livres en URSS permet de fournir aux librairies la traduction d'un ouvrage technique une ou deux années après sa publication en Occident. Sont traduits en russe les magazines techniques les plus connus dans les principaux pays de l'OTAN. Ils sont publiés et distribués par abonnement aux organismes intéressés. C'est pourquoi les librairies soviétiques qui se spécialisent dans la vente des livres techniques, tout aussi bien en territoire soviétique que dans les pays d'Europe de l'Est, ont toujours beaucoup attiré de clients. Vous pouvez être sûrs d'y trouver une centaine de titres et même davantage consacrés à l'informatique, ouvrages écrits par des auteurs soviétiques et étrangers.

En même temps, vous ne pourrez trouver, même dans les libraires les plus grandes, que deux ou trois titres d'ouvrages occidentaux consacrés à l'économie. La situation est à peu près identique en ce qui concerne d'autres sciences humaines. Sur l'ensemble du territoire soviétique, on ne trouve qu'une dizaine de librairies où l'on vend parfois des livres de maisons d'édition étrangères consacrés avant tout aux sciences naturelles. Il y a aussi des albums de peinture, des manuels de langue ou des dictionnaires raisonnés. Mais d'habitude, vous ne trouverez qu'une dizaine ou une vingtaine de titres dans chacune des trois ou quatre langues européennes les plus répandues. C'est compréhensible parce que les partenaires soviétiques et étrangers n'ont pas l'intérêt à développer leur coopération. Les Occidentaux ne veulent pas être payés en roubles et les Soviétiques craignent que les éditeurs occidentaux ne ruinent leur monopole idéologique. La Loi sur le pluralisme politique en URSS est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1991, et le PCUS a perdu officiellement son monopole du pouvoir. La Loi n'a fait que légaliser ce qui avait été un fait réel depuis longtemps. Nous allons donc peut-être voir à Moscou ou à Leningrad une librairie qui propose aux acheteurs des livres d'occasion d'éditeurs occidentaux. Nous serons très contents d'acheter des livres peu chers en payant en roubles ou en devises, même s'il n'y a que des titres qui datent d'un an ou plus. Les Soviétiques qui étudient des langues étrangères achèteraient volontiers des illustrés occidentaux qui n'ont pas trouvé d'acheteurs en Occident, tout aussi bien *Paris-Match* ou que *Le Monde de la musique*. Ce genre de commerce donnerait des bénéfices assez confortables.

Mais il ne faut pas se faire d'illusions. Actuellement, tous les journaux sont pleins de publicité proposant aux Soviétiques d'acheter à peu près tout ce qu'ils voudraient à des prix démesurés, mais il n'est malheureusement pas question des livres. C'est ici peut-être que nous com-

mençons à ressentir les limites de la glasnost et de la perestroïka. Les photopieurs, les ordinateurs, les voitures (Mercedes, Nissan), les voyages touristiques à l'étranger, les produits alimentaires, les médicaments, toutes ces marchandises sont proposées aux Soviétiques à des prix libres assez élevés, tout au moins pour la plupart des travailleurs. Tout sauf les livres occidentaux. Pour les douaniers soviétiques les livres sont toujours des objets dangereux. Dans la plupart des cas, il ne s'agit même pas de taxes à payer : les douaniers vous opposent leur interdiction formelle sans fournir d'explications.

Les commerçants occidentaux qui sont des hommes bien éduqués sont optimistes et préfèrent patienter en attendant que la conjoncture change. Ils rappellent à leurs collègues soviétiques qu'il existe déjà en URSS un certain nombre de maisons d'édition coopératives et indépendantes de l'État. Mais cette nouveauté assez réjouissante n'a cependant pas changé le fait que l'État conserve toujours intact son monopole dans l'édition et le commerce du livre. Le temps du contrôle direct de la part des censeurs et des fonctionnaires du PCUS est passé ; maintenant les autorités obtiennent ce qu'elles veulent en contrôlant les grandes imprimeries, les grosses usines de papier et elles réalisent leur politique financière et fiscale dans le secteur. Le nouveau mécanisme de contrôle est aussi simple et efficace que le précédent. Si vous voulez avoir une maison d'édition privée, il vous faut enregistrer votre entreprise d'après la procédure établie en remplissant toutes les formalités. Le fondateur doit verser une petite cotisation au Trésor public, après quoi il est libre d'ouvrir sa maison où il veut, chez lui par exemple : tout ce qu'il faut, c'est une table, une chaise et un téléphone. Avec un peu de chance, le nouvel éditeur pourra acheter à l'étranger un lot d'équipements d'imprimerie électronique, il pourra donc fabriquer chez lui une ou deux centaines de livres. Mais il est impossible en URSS d'acheter une imprimerie (grande entreprise) ou une usine de papier (l'atelier où se trouve la machine à papier est assez grand pour abriter deux Airbus).

Ces entreprises appartiennent à l'État qui a donné maintenant une certaine marge de liberté aux imprimeurs et aux producteurs de papier ; ces derniers peuvent disposer d'approximativement 20 % du papier fabriqué et de 20 % des capacités d'imprimerie. Le volume de la commande d'État (qui n'est rien d'autre que l'ancien plan) imposée à ces entreprises a diminué. Tout ce que les travailleurs produisent en sus du volume fixé par la commande d'État pourrait être vendu à des prix libres, et non à des prix fixes imposés par les administrations.

Depuis le début de 1991, le prix d'État pour une tonne de papier journal a progressé de 400 à 600 roubles. Mais dans l'antichambre du cabinet qu'occupé le directeur d'une usine de papier (ces entreprises se trouvent de préférence dans le Nord-Est de la Russie, près de la taïga), vous rencontrez toujours des hommes débrouillards qui sont prêts à payer 7 000 et même 8 000 roubles pour une tonne de papier journal de basse qualité. Les directeurs d'imprimerie ont déjà pris l'habitude de publier les livres des maisons d'édition auxquelles ils sont subordonnés (par décision du Goskomizdat) en facturant le prix officiel pour chaque livre, tandis qu'ils exigent déjà des prix de 50 % à 100 % supérieurs pour publier des livres d'autres maisons d'édition, même si elles sont aussi des entreprises d'État. Maintenant le directeur d'imprimerie a reçu le droit d'utiliser, par exemple, quatre machines pour servir ses clients ordinaires et la cinquième machine pour imprimer des publications de clients indépendants. Pour les clients qui sont des entreprises d'État, cela signifie une augmentation de 100 % des tarifs. Les clients indépendants doivent s'habituer aux prix libres donc pharamineux. Dans ces conditions économiques, une grande imprimerie moscovite s'intéressera aussi bien aux commandes du Goskomizdat et d'autres instances qui conservent jusqu'ici leur prestige (par exemple, à propos de la publication d'un recueil de discours de Gorbatchev) qu'aux livrets de trois pages intitulés *37 façons de faire l'amour* - car cette commande permettra de verser une prime assez élevée à tous les travailleurs de l'imprimerie.

On suppose que la commande d'État couvrira aussi l'édition des manuels et des livres pour enfants, mais il est clair cependant que leurs prix vont augmenter parallèlement à la dégradation de leur qualité. On se prépare aussi à la diminution d'un tiers environ de leur tirage, comme cela a été le cas en 1990.

*Avec un peu de chance*, l'industrie soviétique produira toujours 280 des 600 types de papier nécessaires pour satisfaire les besoins des maisons d'édition de livres.

*Avec un peu de chance*, nous pourrions peut-être bloquer l'évacuation progressive des sciences humaines des programmes scolaires. Entre 1940 et 1985, les programmes scolaires de littérature ont été tronqués de 182 heures d'étude, tandis qu'au cours du quinquennat qui vient de s'écouler, 50 % des lecteurs ont renoncé à recourir aux services des bibliothèques publiques.

*Avec un peu de chance*, on publiera en URSS moins de livres inutiles, c'est-à-dire, d'après le quotidien *Komsomolskaïa Pravda* du 16

octobre 1990, moins « d'œuvres d'auteurs classiques du marxisme-léninisme et de leaders du PCUS, anciens ou actuels ». En 1989, on a versé dans les rebuts des publications socio-politiques pour près de 19 millions de roubles : c'est une grande richesse gaspillée pour rien, surtout si l'on tient compte que les livres et les brochures de cette sorte ont toujours été imprimés sur du papier de haute qualité dans les meilleures imprimeries et vendus à des prix très bas.

*Avec un peu de chance*, nous n'exporterons plus de papier à l'étranger, tandis que nos imprimeries qui sont en train de réorganiser leurs structures fabriqueront sur commande des livres pour des maisons d'édition étrangères afin de compléter nos réserves de devises.

*Avec un peu de chance*, nous serons en mesure de repousser un peu le monstre qui s'appelle le Goskomizdat (comme nous avons déjà fait reculer le PCUS qui contrôle actuellement tout le secteur d'édition). Et qui, Après avoir publié quelques bons auteurs pour respecter les convenances, s'amuse maintenant à multiplier œuvres choisies, recueils de nouvelles, revues ou collections où des chefs-d'œuvre voisinent avec des écrits franchement médiocres. C'est ainsi qu'est gaspillé un papier rare. Le Goskomizdat, tout récemment rebaptisé en Goskompetchat avait été créé le 10 août 1963 et c'est justement au milieu des années 60 que nous avons commencé à ressentir un manque de papier de plus en plus grave.

Nous disons toujours « avec un peu de chance », car nous sommes optimistes. Je voudrais citer à ce propos une information brève parue dans *Les Nouvelles de Moscou* (n°18 de 1990) sous le titre assez éloquent : « Essayons de nous passer du ministère » :

L'Association des éditeurs soviétiques vient de lancer un appel pour en finir avec le monopole d'État sur la publication de livres. Alexandre Avelitchev, directeur des Editions du progrès, parle des objectifs poursuivis par cette organisation : «A partir de la fin des années 20, l'édition de livres est devenue en URSS une sphère d'activité étatique. Le résultat a été que la solution des problèmes professionnels des éditeurs était sans cesse reportée à plus tard. Le prestige social et culturel des éditeurs baissait et a atteint le niveau le plus bas. Il y a beaucoup de livres dans les librairies, mais on ne les achète pas, tandis qu'en général les livres manquent terriblement.

A mon avis, la mise en place de notre association est le premier pas vers l'élévation du niveau professionnel des éditeurs. Nous ne voulons plus avoir honte pour nos produits, des livres qu'on n'achète pas.

Les éditeurs doivent trouver de nouvelles formes de financement, pour ne plus avoir à demander à l'État qu'il leur fournisse du papier (ce que nous avons fait ces

60 dernières aimées), mais afin d'essayer plutôt de rechercher d'autres possibilités : mettre sur pied des entreprises mixtes, investir de l'argent là où il donne des profits.

Nous voudrions prendre part à la préparation des lois sur les droits d'auteur qui doivent être conformes aux normes admises en Occident. Les éditeurs occidentaux ne comprennent pas du tout nos relations avec les auteurs : elles leur semblent illogiques et absurdes. Nous prévoyons de mettre en place plusieurs agences littéraires pour donner la liberté de choix aux auteurs. L'Association est mise en place non pas pour lutter contre la dictature idéologique (essayez un peu de faire pression sur nous sur ce plan), mais pour défendre les éditeurs contre l'intervention incompétente des organismes économiques. Nous voudrions bien que l'Association se charge des fonctions de Goskompetchat.

Les rêves sont agréables, mais inutiles. On se demande tout de même si le temps viendra

où nos présidents sortants publieront leurs mémoires et ouvriront leurs propres archives à tout le monde, qu'on pourra les consulter dans des bibliothèques spécialement implantées comme aux États-Unis ;

où un commentateur de télévision connu (comme, par exemple, Bernard Pivot en France) présentera régulièrement aux lecteurs des livres nouveaux et où les bibliothèques et les librairies aujourd'hui dé garnies deviendront un lieu où nos jeunes passeront le plus clair de leur temps libre ;

où tous les députés de nos parlements innombrables, à Moscou et dans les républiques, pourront se servir des livres et d'autres sources d'information aussi efficacement que cela est le cas pour les parlementaires d'autres pays ;

où nous n'offrirons plus notre rare papier aux « partis communistes frères » et « amis de l'Union soviétique » dans le monde entier, où notre appareil d'État cessera ses tentatives d'étouffer la glasnost à l'aide de prix de plus en plus élevés pour les publications imprimées tout en distribuant aux ministères et départements la moitié du papier produit dans le pays à très bas prix. Soyez certains que le complexe militaro-industriel est en mesure de satisfaire ses besoins de papier.

L'augmentation des prix du papier et des travaux d'imprimerie pourra peut-être en finir avec le manque de livres grâce à leur transformation graduelle en objets de luxe, mais cela est contraire à nos objectifs. Quelle est donc la solution à choisir ? Qu'est-ce que proposent les experts, les professionnels ? Donnons la parole une nouvelle fois à Alexandre dont l'interview au mensuel illustré soviétique *Delovye ljudi* a été commentée par Lévine (voir le numéro du mensuel paru au mois de

novembre 1990). Tout la fabrication de cet illustré en russe et en anglais est réalisé à Paris :

Voilà ce qui s'est passé : ceux qui, pendant des années, prélevaient des redevances en raflant 70 % des revenus réalisés par les maisons d'édition et en les privant de toute possibilité de voler de leurs propres ailes ; ceux qui se sont adjugé le droit de réparer les réserves de papier ; ceux qui vilipendaient, il n'y a pas longtemps, «les forces subversives» et «les extrémistes» (ces derniers auraient prétendument l'intention de détruire tout ce qui avait été construit en 70 ans de pouvoir soviétique), ces mêmes personnages ont maintenant le droit de faire progresser arbitrairement de 200 à 500 % les tarifs d'imprimerie et de 2 ou 3 fois les prix du papier ; pis que ça, les éditeurs ne reçoivent plus de devises (qu'ils ont pourtant gagnées eux-mêmes) pour acheter des matériels de fabrication étrangère (est-il possible de publier des imprimés de bonne qualité dans ces conditions ; ou de les acquérir), des droits d'auteur à l'étranger (plus question d'initier nos lecteurs aux chefs-d'œuvre de la littérature mondiale) ; ou pour payer les services des spécialistes étrangers et acheter du papier pour des livres destinés à l'exportation. C'en est fini de notre aspiration à déboucher sur le marché mondial.

En abandonnant leurs prérogatives, les fonctionnaires manifestent leur ressentiment. Cela signifie une vie dure pour la plupart des maisons d'édition soviétiques. Le Conseil des ministres aggrave encore la situation en introduisant un nouveau système fiscal. « Si aujourd'hui notre culture et nos arts sont confrontés à la nécessité de payer des taux d'imposition comparables à ceux qui sont en vigueur aux États-Unis ou en France (où la culture n'a jamais reçu une ration budgétaire aussi maigre que chez nous - 1,2 % à peine du budget national), ce sera un coup de poing sur la tête de quelqu'un qui essaie de se tenir à la surface et de ne pas se noyer », a dit Alexandre , philologue, qui à l'âge de 28 ans était déjà directeur des Éditions de l'université de Moscou et qui, à l'âge de 42 ans, est devenu directeur des Éditions du progrès qui sont citées dans le *Livre Guinness des records* comme la maison d'édition ayant le plus grand nombre d'employés, est partisan de l'humanisme : sa thèse de doctorat *La métaphore en dehors du contexte poétique* traite à la fois de sémiotique et du langage d'écrivain. Les Éditions du progrès, la maison d'édition qui avant lui ne publiait que des ouvrages de chefs politiques soviétiques, a vite changé d'aspect sous sa direction. Les livres des Éditions du progrès: *Il n'y a pas d'alternative*, *Vladimir ou le vol arrêté*, *Comment se faire des amis* sont vendus au marché noir 30, 50 et 70 roubles l'exemplaire - ce qui est un signe certain de succès en URSS, un pays où tout manque. Tout récemment, Alexandre a pris une part active dans l'organisation de 1' : plus de 200 maisons d'édition se sont regroupées pour coordonner leurs activités indépendamment du Goskompetchat.

Il s'agit bel et bien d'une crise, ou même d'une faillite, de l'édition en URSS. Qu'est-ce qui a provoqué cette crise - la dégradation générale du système soviétique, la stupidité des fonctionnaires ou la politique délibérément destructrice des dirigeants ? «Toutes ces raisons sont valables et contribuent à notre perte, dit. Et pourtant les partisans de l'ancien système de gestion s'efforcent de rendre la transi-

tion aussi pénible que possible : « Vous avez voulu vivre d'après les lois du marché, vous êtes servis ! ». En dénigrant le marché, ils espèrent qu'on les rappellera un jour...

Les maisons d'édition n'ont pas d'argent pour acheter des chaises, mais leur esprit d'entreprise est à toute épreuve. L'Association des éditeurs servira peut-être à sauver notre culture face aux fonctionnaires qui se regroupent pour la croisade. « Nous n'avons pas l'intention de puiser notre argent au budget d'État », dit Alexandre . D'après lui, il faut libérer l'industrie du livre des impôts pour cinq ans au moins ou ramener le taux d'imposition à un niveau très bas, par exemple 10 % des revenus. Les moyens financiers qui resteront dans les caisses des maisons d'édition serviront à augmenter les salaires, à moderniser et à rééquiper les services.

L'Association propose également de ne pas imposer pendant cinq ans les recettes en devises réalisées grâce à la vente des livres soviétiques à l'étranger. C'est la mesure qu'on a adoptée en 1982 en Pologne, qui se trouvait alors dans une situation critique. Comme résultat, les maisons d'édition polonaises ont pu acheter des ordinateurs, d'autres équipements modernes indispensables et elles publient maintenant des livres compétitifs.

Les éditeurs, ne sont-ils pas en train de demander trop de faveurs à la fois ? « Aucun pays ne peut se passer de maisons d'édition prospères, tandis que nous sommes en train de les ruiner en refusant de prendre les mesures qui s'imposent d'elles-mêmes », insiste Alexandre.

Est-ce que les Occidentaux peuvent nous aider ? Au moment où les possibilités manquent, où on n'a plus aucun espoir de voir l'État adopter un programme d'assistance aux maisons d'édition, on se tourne naturellement vers l'Occident qui est assez riche pour nous donner un coup de main.

L'assistance occidentale sera la bienvenue, mais l'Association des éditeurs n'est pas assez naïve pour espérer une assistance gratuite. « Ce n'est pas notre objectif : l'URSS est une nation industrialisée en dépit de toutes les déformations dans son développement », précise. Nous voudrions avoir des crédits à long terme, mais nous respecterons infailliblement les délais de paiement.

Où peut-on investir de l'argent dans l'industrie du livre soviétique ? « Si on débâle les limitations de la CENSURE, un marché immense s'ouvrira en URSS », pense le directeur des Editions du progrès. D'après lui, les barrières linguistiques ne sont pas un obstacle pour la coopération entre les Occidentaux et les maisons d'édition soviétiques qui pourraient se charger notamment de la traduction des livres publiés. Il est aussi possible d'implanter des maisons d'édition mixtes. « Evidemment, au début, nous ne pourrions payer qu'en roubles les services accordés, mais si une partie des livres est vendue à l'étranger, nous serons aussi en mesure de payer en devises. Qui plus est, on pourrait aussi penser à d'autres types de produits, jeux éducatifs, cassettes vidéo, disques compacts avec des enregistrements très variés (par exemple, pouvant servir d'instruments de référence). L'assistance occiden-

taie doit se développer avant tout dans le rééquipement technologique et dans l'évaluation de nos possibilités nouvelles ».

Les Éditions du progrès ont déjà signé un contrat avec la société française Hachette pour la mise en place en place de deux entreprises mixtes, à Moscou et à Paris. Leurs plans prévoient notamment la création d'une encyclopédie électronique qui sera disponible sous forme classique (des livres) et sous forme de disques compacts.

L'hebdomadaire *Argoumenty i fakty* (n°1, janvier 1991) a publié la réponse à la question d'un lecteur qui demandait : « Pourquoi des Bibles portant l'inscription «Ne peut être vendu» sont-elles vendues devant les églises à un prix allant de 150 à 200 roubles ? » Pour la majorité des travailleurs soviétiques cette somme est égale à leur salaire mensuel. L'hebdomadaire répondait que le problème de l'importation ou de l'édition en URSS de la Bible en russe à un tirage de 30 millions d'exemplaires sera résolu dans les quelques années à venir. Aujourd'hui, les spéculateurs proposent les trois volumes de *L'Archipel du GOULAG* de Soljenitsine à 150 roubles. La situation dans le commerce du livre en URSS est telle qu'un best-seller n'est jamais, ou presque jamais, vendu au prix figurant sur sa couverture, mais à des prix plusieurs fois plus élevés. Les éditions privées, dites coopératives, font exception car c'est ce prix exorbitant qu'elles inscrivent sur la couverture.

Le nouvel hebdomadaire *Pravitelstvenny vestnik* (Bulletin gouvernemental) (n°6, 1991) a publié une interview avec le professeur A. Soloviov, directeur de l'Institut du livre de Goskompetchat. Soloviov s'y dit inquiet qu'un habitant sur six du pays se voie obligé aujourd'hui d'acheter ses livres au « marché noir ». Les budgets des bibliothèques sont restés les mêmes tandis que le prix des livres, même officiels, ont augmenté de trois ou quatre fois durant les 10 dernières années. Aujourd'hui, les bibliothèques publiques ne reçoivent que 8 % du tirage global des livres. Leurs commandes pour les œuvres de fiction et les livres pour enfants sont satisfaites à moins d'un tiers et pour les best-sellers, seulement à 7 ou 10 %. D'où ce triste bilan, déjà cité : le nombre des jeunes qui ne lisent pas monte et frôle en ce moment 40 millions. Il y a aussi un autre problème. En URSS où habitent des représentants de 150 ethnies les livres paraissent dans 73 langues seulement dont 9 langues des petits peuples qui sont, eux, au nombre de 22. La faible rentabilité des publications destinées à ces derniers en est la cause.

Les *Izvestia* ont publié le 31 janvier 1991 une interview fleuve de Mikhaïl Nénachev qui a repris, après 18 mois d'intervalle, le poste de

président de Goskompetchat. Comparé à ses collègues, N. Efimov (président de Goskompetchat pendant les 18 mois d'absence de Nénachev, avant d'être muté aux *Izvestia*) et L. Kravtchenko (qui a remplacé Nénachev au poste de président du Comité d'État de l'URSS à la radio et à la télévision - Gostéléradio, en novembre 1990). Dans son interview, Nénachev a dit qu'il allait réduire de moitié le personnel du Comité à la presse, prendre sous sa tutelle l'agence de diffusion de la presse Soyouzpetchat relevant du Ministère des PTT de l'URSS, établir un contrôle direct sur les entreprises produisant du matériel d'imprimerie et même devenir le maître du... Glavlit (Comité à la CENSURE). Selon Nénachev, un dispositif colossal et unique sera bientôt mis en place sous le nom de Ministère de la presse et de l'information de l'URSS. Les ventes en détail de la presse augmenteront et le pourcentage distribué par abonnement diminuera, a-t-il encore promis.

Cela dit, un homme faisait bien mieux il y a cent ans. Le 5 février 1991, la presse soviétique a célébré le 140<sup>e</sup> anniversaire de la naissance d'Ivan Sytine, un des éditeurs de livres les plus remarquables de Russie. Au début du siècle, il publiait jusqu'à 25 % des livres imprimés en Russie, et c'est grâce à ses efforts que le livre était à cette époque-là plus accessible au grand public qu'aujourd'hui. Cas unique en son genre : après avoir exproprié et nationalisé toutes les richesses de Sytine, le gouvernement soviétique lui a permis de travailler et lui a même attribué plus tard une pension à titre personnel.

La presse, étatique ou privée, cède à la pression de l'argent. La *Komsomolskaïa Pravda* du 6 février 1991 a amplement mis en valeur sur ses quatre pages la possibilité offerte à ses lecteurs de s'abonner au livre *Le karaté*, du grand maître R. Habersetzer, coûtant 10 roubles et édité à Alma-Ata. Pourtant cette publicité typique n'a pas été présentée comme telle. Les mauvaises langues affirment, et avec raison, que ce genre d'annonce publicitaire « camouflée » (c'est-à-dire non présentée comme telle à la comptabilité) et non accompagnée du mot « publicité » dans le texte ou sur les ondes constitue à l'époque de la perestroïka une source de revenus supplémentaires, non officiels, pour les journalistes peu honnêtes de la presse écrite, de la radio et de la télévision soviétiques. Auparavant, il n'existait presque pas en URSS de publicité proprement dite.

La *Nézávissimaïa gazeta* du 2 février 1991 s'est permis elle aussi de rendre un service d'ami à une maison d'édition coopérative en publiant 90 lignes pour vanter les *Aventures de Tarzan* en 6 volumes, réplique exacte tirée à 100 000 (soit en tout 600 000) exemplaires d'une collection qui fut

en vente dans les librairies de Pétrograd au début des années 20. A croire que ces 25 romans de l'Américain Edgar Rice Burroughs sont ce qui nous manque le plus aujourd'hui.

Vers la fin de 1990, des maisons d'édition soviétiques les plus différentes ont réédité les œuvres intégrales de Lev Trotski ainsi que toutes sortes de souvenirs sur Grigori Raspoutine, le favori du dernier couple impérial. Quels autres auteurs ont été réédités en URSS ? Les Éditions du CC du PCUS Politizdat proposent pour 3,80 r. seulement un best-seller, vieux d'un siècle et demi, *La Russie en 1839*, par le marquis de Custine. Débarqué à l'embouchure de la *Néva*, ce Français avait visité en 10 semaines non seulement Pétersbourg, mais aussi Moscou, Iaroslavl et Nijni Novgorod. Aujourd'hui, ce livre de Custine paraît beaucoup moins dangereux que des dizaines, des centaines de livres parus à Paris, dus non pas à des Français mais à nos compatriotes. Si on édite aujourd'hui en URSS le livre d'un certain B. Nossik sur Victor Kravtchenko, l'audace ne va toutefois pas jusqu'à publier le livre de Kravtchenko lui-même intitulé *J'ai choisi la liberté*. Ingénieur soviétique resté en 1944 aux États-Unis où il avait été envoyé en mission, Kravtchenko a non seulement écrit un livre dont le tirage - 4 millions d'exemplaires - a été immédiatement vendu, mais aussi gagné le procès contre un hebdomadaire communiste paraissant à Paris, *Lettres françaises*, qui avec ses amis politiques dont Pierre Courtade, André Wurmser, Frédéric Joliot-Curie, Roger Garaudy, D'Astier de la Vigerie l'avaient accusé de plagiat et de falsification. Pour les aider, Staline avait envoyé à Paris un groupe de « témoins », mais en vain. Après cela, le livre de Kravtchenko a été traduit dans une vingtaine de langues. Rien qu'en France il en a été vendu 400 000 exemplaires.

Le journal *Vetchemi Tbilissi* (Tbilissi-soir) du 31 janvier 1991 rapporte que la maison d'édition soviéto-américaine Sprint avait refusé de publier en russe (cela après la conclusion du contrat et la composition du texte intégral de l'ouvrage) un compte rendu de 200 pages de l'enquête d'un journaliste géorgien, Irakli Gotsiridzé, sur la tragédie du 9 avril 1989 à Tbilissi, date où une manifestation paisible a été noyée dans le sang. Pour réaliser cette enquête, Gotsiridzé s'est entretenu avec Chevardnadzé, Yazov, Yakovlev et Ligatchev. Il a élaboré sa propre version des événements qu'il a fait paraître en géorgien. A Moscou, de nombreuses maisons d'édition avaient promis au journaliste de publier son ouvrage en russe, pour se rétracter au dernier moment. La situation est devenue particulièrement désespérante après la démission de Chevardnadzé qui patronnait officiellement la publication du livre. Mais Gotsiridzé, simple rédacteur aux studios cinématographiques de Tbilissi et journaliste connu dans le passé,

n'en sera pas moins entré dans l'histoire comme le premier journaliste soviétique à avoir mené à bonne fin sa propre enquête sur un grand crime politique - non pas un vulgaire abus administratif ou pénal -commis avec l'approbation tacite des instances supérieures de l'État.

Lu dans la *Literatournaïa gazeta* du 30 janvier 1991 : le groupement de commerce du livre MosKniga a prévenu la maison d'édition du CC du PCUS Politizdat qu'il entendait mettre au pilon une cinquantaine de titres qu'elle venait tout juste d'éditer, et notamment la brochure de Gorbatchev, *Agir activement, sans perdre le temps*, son livre *Accélérer la perestroïka, agir par de nouvelles méthodes* et 15 autres ouvrages du même auteur. Le même sort était réservé aux livres de Ryjkov, Slioukov, Maslioukov, V. Medvedev et Razoumovski... Cette mise en garde était une façon de laisser entendre à Politizdat que les œuvres des Grands Chefs méritent des tirages plus modestes. Voilà un autre signe de la perestroïka et de la glasnost. Tout récemment encore, les mises au pilon d'œuvres officielles étaient beaucoup moins fréquentes. En tout cas, la presse n'en parlait jamais.

En février 1991, 500 000 exemplaires du livre *Moscou 2042* de Vladimir Voïnovitch édité en URSS ont été vendus en un clin d'œil, surtout que le prix en était plus qu'abordable. Il y a 10 ans, en pleine ère brejnévienne, Voïnovitch avait envoyé son héros dans un proche avenir en lui faisant franchir 60 années d'un saut de puce. Qui pouvait prévoir alors que son pronostic fantastique se vérifierait si rapidement et que le monde lugubre décrit par Voïnovitch paraîtrait si curieusement familier au lecteur d'aujourd'hui ?

Selon les chiffres de la *Literatournaïa gazeta* (numéro du 9 janvier 1991), 86 % de la population de l'URSS ne liraient, au mieux, que des journaux et des revues « minces » comme *Rabotnitsa* ou *Krokodil*. Deux indices auxquels il est couramment fait référence dans la pratique mondiale sont cités. Le premier est le nombre des titres édités en un an dans la langue de la nationalité majoritaire par million d'habitants autochtones (sans cet indice, il est difficile de comparer la puissance des industries du livre des grands et des petits pays). L'autre indice est le nombre de livres parus dans la langue de la nationalité autochtone par habitant. Si le premier indice reflète le degré de variété culturelle et de liberté d'accès aux nouveautés, le second témoigne de l'accessibilité des idées et aux textes imprimés.

En 1966-1988, le premier indice était de 1 322 pour les Estoniens (un des plus élevés du monde, la palme appartenant aux pays Scandinaves), de 769,5 pour les Lituanais, de 690,9 pour les Lettons, de

331,8 et de 454,9 pour les Russes (dans la Fédération de Russie et toute l'Union respectivement), de 443,6 pour les Géorgiens, de 201,5 pour les Kirghiz, de 181,6 pour les Moldaves, de 161 pour les Arméniens, de 148,5 pour les Azéris, de 141,5 pour les Turkmènes, de 128,7 pour les Tadjiks, de 131,4 pour les Ouzbèks, de 42,7 pour les Biélorusses et de 42,0 pour les Ukrainiens.

Le second, exprimé en exemplaires, est de 12,7 pour un Russe dans la Fédération de Russie (de 14,4 dans toute l'Union), de 12,2 pour un Estonien, de 8,7 pour un Letton, de 7,5 pour un Lituanien, de 5,4 pour un Géorgien, de 2,8 pour un Moldave, de 2,2 pour un Ouzbèk, de 2,2 pour un Turkmène, de 2,1 pour un Kazakh, de 2,1 pour un Tadjik, de 2,0 pour un Azéri, de 1,9 pour un Arménien, de 1,19 pour un Ukrainien, de 1,7 pour un Kirghiz et de 0,8 pour un Biélorusse.

Quiconque sait lire les chiffres mesurera sans peine les tensions qui s'y cachent, et saura entrevoir, derrière les indices « abstraits » caractérisant l'édition dans les républiques, les processus d'assimilation et de russification forcés ou, au contraire, de renaissance nationale dont elles sont le théâtre.

Ce n'est donc pas un hasard si la résistance au totalitarisme est la plus forte dans les républiques baltes où le niveau de vie culturel et matériel est largement supérieur à la moyenne de l'Union et où la densité du réseau des périodiques et le taux d'abonnement sont de ce fait deux fois plus élevés.

La conclusion qui s'impose n'a rien de rassurant : c'est la génération nouvelle, mieux instruite, moins endoctrinée qui devra sortir le pays du fossé dans lequel il s'est retrouvé.

En Occident, on appelle parfois la Russie « le pays d'une modernisation irréalisable » en pensant aux tentatives spasmodiques qu'elle renouvelle de temps en temps pour devenir un pays civilisé. Les six années de la perestroïka et de projets de réformes montrent que les idées démocratiques sont tout simplement mal comprises et mal assimilées à cause de la pauvreté et de l'épuisement de la couche culturelle. Dans l'hypothèse d'un coup d'État réalisé par la droite, d'une société de « redoublants sociaux », nous risquerions fort de devenir « pays des sots ».

*Deuxième partie*

**MÉDIAS ÉLECTRONIQUES  
EN URSS**

## *Chapitre premier*

### **La radio**

Aux États-Unis en 1990, comme tous les ans, a été publié le rapport de Freedom House sur la liberté de la presse. Des extraits de ce rapport ont été reproduits dans beaucoup de journaux soviétiques. En effet, une dépêche de l'Agence TASS a été diffusée le 15 décembre 1990 sous le titre « Partiellement libre ? ».

Pour la première fois les médias soviétiques peuvent être caractérisés comme « partiellement libres ». Telle est la conclusion du rapport sur la liberté de la presse dans le monde en 1990 préparé par l'organisation de recherche new-yorkaise Freedom House qui naguère était considérée comme franchement antisoviétique. D'après les auteurs du document, les transformations qui se sont produites en URSS, y compris notamment l'abrogation de la CENSURE préliminaire de la presse, conformément à la nouvelle Loi nationale, sont les événements les plus remarquables dans le journalisme mondial en 1990. Le parti communiste et le gouvernement contrôlent toujours les imprimeries, la radio et la télévision, ainsi que la diffusion des publications, mais les reporters et les rédacteurs soviétiques ont maintenant la possibilité de critiquer les dirigeants, est-il souligné dans ce rapport qui est rédigé pour la neuvième année consécutive par Freedom House.

Parmi les 157 pays couverts par le rapport, 61 seulement ont la liberté de la presse absolue. Par rapport à l'année précédente, ce contingent est devenu plus représentatif grâce à l'inclusion de la Bolivie, de la Hongrie, du Panama, de la Pologne, de la Thaïlande, de la Tchécoslovaquie et du Chili.

Mais en même temps, les auteurs ont remarqué qu'en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, le journalisme de propagande prédominait toujours sur la présentation impartiale des faits. « Il est paradoxal, mais il reste que dans les pays récemment libérés, on trouve assez souvent une version des événements plus précise dans les journaux communistes que dans certains journaux nouveaux rattachés aux partis non communistes », remarque le rapport.

La radio. Ce média occupe une place de choix dans l'histoire de l'État des Soviets. La plupart des Soviétiques n'ont pas de téléphone mais tous possèdent des radios par câble diffusant un, parfois deux ou trois programmes. Dans les années trente, quarante, cinquante, dans tous les villages soviétiques, des hauts-parleurs accrochés sur les poteaux des places centrales diffusaient tout au long de la journée des mots d'ordre du parti

et des articles de fond des journaux en les entrecoupant de marches et de chansons patriotiques. Aujourd'hui encore, les immeubles d'habitation ont tous la radio par câble en plus de l'eau et de l'électricité. Ils peuvent ne pas avoir le gaz et l'eau mais ils auront toujours la radio par câble.

A partir des années 50, les Soviétiques ont pris aussi l'habitude d'écouter d'autres radios, étrangères. Il est difficile de dire pourquoi, après Staline, on a décidé de commercialiser en URSS des radios à ondes courtes. Il est probable que les plus hauts responsables du parti, ne voulant ni ne sachant dire au peuple la vérité sur la nature du régime soviétique, croyaient tout de même que les apparatchiks moyens devraient disposer d'informations objectives sur la situation internationale. C'est pour cela que chaque jour plusieurs centaines des plus hauts dignitaires du régime trouvaient sur leurs bureaux quelques dizaines de pages de transcriptions des émissions d'une dizaine de radios occidentales émettant en russe et dans d'autres langues soviétiques.

Plusieurs milliards de roubles ont été consacrés au brouillage des « radios occidentales hostiles à l'URSS ». Aujourd'hui, on ne les brouille plus mais la réception de transcriptions des émissions occidentales classées « secrètes » constitue toujours le privilège des plus hauts responsables, par exemple, d'un ministre fédéral, du secrétaire du parti de république fédérée, de région.

Un jour viendra où les speakers des stations occidentales émettant en russe seront considérés comme des héros nationaux de l'Union soviétique. Cette reconnaissance sera officielle car depuis plusieurs dizaines d'années les jeunes et les intellectuels soviétiques entendent leurs voix et leur savent gré de la vérité qu'ils disent. Il existe toujours des sujets tabous, de moins en moins nombreux, il est vrai, dont seules les radios occidentales peuvent parler aux Soviétiques. Sans la radio occidentale en russe, les Soviétiques auraient appris l'accident de Tchernobyl non pas plusieurs jours plus tard mais plusieurs mois. La Voix de l'Amérique, la BBC, Deutsche Welle, radio Liberty sont souvent revenues sur la catastrophe de Tchernobyl : a eu pour résultat de forcer l'URSS à reconnaître que :

- 1) l'alerte de l'accident à la centrale nucléaire n'avait pas été donnée,
- 2) dans la ville de Kiev contaminée, le 1er mai 1936, des écoliers ont pris part à la manifestation de la fête du travail,
- 3) les réfugiés des régions sinistrées ont été relogés dans une autre zone, polluée elle aussi,

- 4) en 1990 encore des centaines de milliers de personnes vivent toujours sur des territoires dont les produits agricoles ne devraient pas être consommés.

Pourtant ces aliments sont produits, stockés et « dans le meilleur des cas » expédiés vers d'autres régions du pays : on rajoute de la viande radioactive au saucisson qu'on fabrique quelque part en Sibérie ; le lait en poudre radioactif est commercialisé en Asie centrale. Cette liste des crimes que la presse soviétique censurée a passé sous silence pendant des années et des années est loin d'être close : l'approvisionnement en produits alimentaires propres n'est toujours pas assuré, pas plus que l'assistance médicale ; et les irradiés n'ont toujours pas touché d'indemnités, dont le montant n'a d'ailleurs pas encore été fixé. Tout ce qu'on sait, c'est que les plus insistants ont eu droit à des allocations mensuelles de 15 roubles et que les régions contaminées dans la Russie centrale, en Ukraine et en Biélorussie sont immenses et comparables, par la superficie, à la moitié de l'Europe de l'Ouest.

Et s'il n'y avait pas eu les efforts des radios occidentales émettant en russe, notre gouvernement aurait pu cacher ces informations horribles des années durant. Aujourd'hui, seulement les autorités ont laissé comprendre que des millions de personnes succomberaient à des maladies causées par la radioactivité. L'URSS a refusé jusqu'ici l'aide que proposait la communauté internationale et avant tout le Japon. On aurait pourtant dû, et cela reste toujours actuel, passer un accord de paix avec ce pays, et céder les îles Kouriles en échange d'un vaste programme d'assistance aux victimes de Tchernobyl. Au lieu de cela, notre industrie de guerre, avec l'assentiment du gouvernement, a lancé la construction de trois porte-avions dont la seule exploitation, pour reprendre les paroles de l'académicien Arbatov, membre du Soviet suprême de l'URSS, nous coûterait 54 milliards de roubles par an.

En 1989, l'URSS a arrêté le brouillage de la station américaine radio Liberty et dans les journaux nationaux soviétiques on a vu paraître des reportages objectifs, pas hostiles, sur cette station dont le siège se trouve à Munich - et même des interviews bienveillantes et détaillées de ses collaborateurs. Officiellement, seule la Voix de l'Amérique a un envoyé permanent à Moscou.

Radio Moscou vient en première position dans le monde pour le volume des émissions à destination des pays étrangers (2 257 heures par semaine dans 80 langues). D'après les données fournies par le Comité des affaires étrangères de la Chambre des communes du parlement bri-

tannique, les auditeurs les plus nombreux écoutent le Service international de la BBC (120 millions de personnes par an). Ensuite, viennent des radios comme la Voix de l'Amérique (85 millions), radio Liberty et radio Free Europe (55 millions), Deutsche Welle (30 millions), radio Moscou (15 millions), radio France Internationale (10 millions), radio Pékin (5 millions). Pendant 60 ans, radio Moscou a pratiqué la désinformation et l'apologie du socialisme stalinien, Khrouchtchevien et brejnévien. Actuellement, les patrons de la radiotélévision de l'URSS sont en principe d'accord sur le fait qu'il est insensé de continuer à gaspiller l'argent des contribuables (le budget de radio Moscou Internationale s'élève à 150 millions de roubles par an) et qu'il faudrait essayer de vendre ou d'échanger des émissions avec des stations occidentales.

En mai 1990, les Moscovites ont eu la possibilité d'écouter radio Nostalgie, radio Moscou rajoute à la partie musicale diffusée depuis Paris par satellite des chansons soviétiques et des flashes d'information. Cette émission conjointe à l'intention des Moscovites émet tous les jours en ondes moyennes et pendant 5 heures. Elle diffuse beaucoup de musique française, des chansons populaires soviétiques et un peu de publicité (six minutes par heure).

La Société française B-COM a obtenu en 1990 l'accord des autorités soviétiques pour le lancement de la première radio indépendante non gouvernementale qui émettra 24 heures sur 24 à Moscou et dans la région moscovite. La station diffusera de la musique, des publicités, des informations culturelles et sportives. Si les affaires marchent bien, la nouvelle station, M-radio, ouvrira des filiales dans les capitales des républiques fédérées et dans d'autres grandes villes du pays.

En 1990, on a levé les restrictions sur la production de récepteurs de radio à bandes de moins de 25 mètres. L'absence de postes capables de recevoir les émissions dans la bande de 13 à 25 mètres permettait d'économiser sur le brouillage des stations occidentales émettant dans les langues des peuples d'URSS. A ce propos, jusqu'ici les émissions des stations des républiques fédérées ne pouvaient pratiquement être reçues que sur le territoire de ces dernières. A présent, après l'arrêt du brouillage des radios occidentales et vu le nombre important d'émetteurs et de bandes de fréquences devenus disponibles, les stations des républiques fédérées ont la possibilité d'émettre sur l'ensemble du territoire national. Désormais, les Arméniens de Moscou peuvent recevoir radio Erevan en arménien, et les Ukrainiens résidant au Kazakhstan, les stations ukrainiennes de Kiev, etc.

Qu'est-ce qui a changé encore ? Pour la première fois de l'histoire de la radio soviétique, les journalistes ont le droit de faire des émissions en direct, sans recourir aux services de speakers. Ils n'ont plus besoin de les faire viser et de passer par la CENSURE. Les émissions de la radio soviétique rappellent de plus en plus celles auxquelles les Occidentaux sont habitués depuis des décennies.

Voilà pour notre « bloc de nouvelles en bref » sur la radio soviétique. Quant à un récit plus circonstancié des événements majeurs de 1990 dans l'histoire de la radio en URSS, il est difficile de trouver meilleure entrée en matière que ce texte de Sergueï Korzoun, l'homme qui a réussi le tour de force de lancer et de faire enregistrer Ekho Moskvyy (Echo de Moscou), la première radio soviétique vraiment indépendante. Son article dans la revue *Ogoniok* (n°34, août 1990) est intitulé « Face à face avec le monopole » :

La naissance d'un enfant a souvent pour conséquence de reléguer les aînés au second plan de l'attention parentale. Curieusement, la télévision qui semble pourtant avoir depuis longtemps dépassé l'âge tendre, continue d'éclipser son frère aîné, la radio. Au point que le 7 mai, le Jour de la radio, la radio est la dernière source d'information à laquelle nous songeons. Minuit largement passé, on tourne toujours le bouton de son téléviseur, sautant de chaîne en chaîne, d'un congrès à un autre, pour se mettre, Après qu'on s'est lassé de ce petit jeu, à décortiquer journaux et revues à la recherche des commentaires.

Il existe, il est vrai, une autre source d'information qui, elle aussi, fait la part belle aux commentaires : radio Liberty, qui se fraie un chemin jusque chez nous à travers les parasites qui pullulent sur les ondes courtes. On peut discuter, certes, du degré de liberté dont radio Liberty jouit elle-même, mais ce qui compte c'est que les Soviétiques l'écoutent. Ils l'écoutent parce qu'ils n'ont pas de radios libres et qu'en revanche ils ont le Gostéléradio d'URSS, et rien d'autre. Ce Comité d'État à la radiotélévision a le pouvoir de bâillonner n'importe quel journaliste devenu gênant, ou de punir pour l'exemple une émission qui, comme *Âouditoria* (Audience), a eu l'audace de donner lecture d'extraits du livre de Boris Eltsine. Il peut aussi (pluralité oblige) donner droit de cité sur ses ondes à deux radios nouvelles d'un coup : radio Nostalgie et Europe Plus. On sait que pour lancer ces deux stations musicales et récréatives franco-soviétiques il aura fallu obtenir l'accord des plus hautes instances, mais que ne ferait-on pas là-haut pour son institution chérie, le Gostéléradio !

J'ai l'impression du reste que, dès l'entrée en vigueur de la Loi sur la presse, c'est précisément dans le domaine de la radiodiffusion qu'il faut s'attendre à l'accélération la plus fulgurante. La presse est pluraliste par définition car, malgré la persistance de la pénurie, le papier qui lui sert de support est néanmoins possible à trouver, moyennant des devises fortes. A la différence de la radio, la télévision a besoin d'une infrastructure passablement complexe et onéreuse, ce qui la rend plus sujette

aux inerties. Alors que la radio, dont le fonctionnement normal n'exige pas de matériel très coûteux, se trouve de ce fait à la portée de bien des organisations et même à la portée de particuliers qui concevraient le projet d'attenter au monopole de l'État en matière de radiodiffusion. Et là, nous touchons le point le plus sensible des radios et des télévisions : l'attribution des fréquences.

Notons pour commencer que le nombre même des bandes de fréquence propres à la radiodiffusion est, en URSS, ridiculement petit du fait des normes d'émission des signaux radio les plus archaïques sans doute, tout particulièrement dans la bande FM 4m stéréo, la plus utilisée dans le monde à cause de l'excellente qualité du son qu'elle procure. En plus, la gamme de nos ondes métriques à nous ne coïncide pas avec celle qui est en usage dans le reste du monde, raison pour laquelle les postes récepteurs et émetteurs FM fabriqués en Occident ne marchent pas chez nous à moins de subir d'importantes modifications. Enfin - et c'est là le point le plus sérieux - l'attribution des fréquences demeure la prérogative du tandem formé par Gostéléradio et le Ministère des PTT d'URSS. Ce sont, nous assure-t-on, les intérêts de la sécurité qui le réclament, de la sécurité sous toutes ses formes, de celle des vols aériens à celle de l'État. Et Ton sait que la défense de ces intérêts fait également partie des attributions de certain ministère et de certain comité que l'opinion n'a pas la moindre possibilité de contrer même si elle en a, en principe, le droit.

L'article 7 de la Loi d'URSS sur la presse stipule notamment : «Un média (presse, radio, télévision ou autre) ne peut jamais faire objet de monopole». L'on a pu constater, depuis l'entrée en vigueur de cette loi le 1<sup>er</sup> août 1990, que l'état réel des choses est en contradiction flagrante avec elle. Comment y remédier ? En instituant, avant tout des radios vraiment indépendantes de Gostéléradio. Mais est-ce bien une raison pour se précipiter au guichet d'enregistrement ? «Le droit de procéder à la diffusion de l'information est conservé par un média pendant un an à compter du jour de délivrance de la licence», nous dit la Loi sur la presse, mais nous savons pertinemment qu'il n'y a tout simplement pas de bandes de fréquence disponibles ; et que toutes les nouvelles radios admises sur les ondes ne le sont qu'au détriment d'anciennes dont elles reprennent les fréquences. Qui pourrait donc en faire l'attribution aux radios indépendantes ? A l'évidence, seul un organisme spécial relevant du parlement, qui ne rendrait compte de ses activités qu'aux élus et dont notre pays serait bien inspiré de se doter à l'image des autres États. C'est précisément un tel organisme qui devrait se charger de la remise des licences donnant droit à l'utilisation d'une bande de fréquence, en même temps qu'il devrait vérifier qu'il n'y ait pas transgression.

L'arrêté présidentiel en date du 14 juillet 1990, premier acte officiel où il est fait état de la nécessité une licence en tant que base d'activité des médias, constitue un premier pas en ce sens. Mais on comprend mal pourquoi des licences sont exigées pour «la création et le fonctionnement» des centres ou des studios de radio et de télévision alors que rien ne prouve dans ce texte que l'attribution de licence implique l'attribution d'une bande de fréquence ? La création et le fonctionnement des médias, y compris ceux relevant de l'audio-visuel, ne sont-ils pas déjà réglementés par la Loi

sur la presse que nous avons approuvée ? Certes, la spécificité de la radio-télévision ne doit pas être ignorée et il n'est pas exclu que le Soviet suprême conclut à la nécessité d'une loi spéciale la concernant.

Mais comment se fait-il que, selon l'arrêté, pourtant éloquent, sur la nécessité d'une «démonopolisation», c'est toujours au Gostéléradio et au Ministère de la justice d'URSS qu'il faille confier la «rédaction définitive» (pas une simple «mise au point» !) des Dispositions provisoires relatives à la procédure d'attribution des licences ?

La destruction d'un monopole ne saurait être le fait de celui qui le détient.

Des août 1990, Ekho Moskvyy commençait à Moscou ses émissions quotidiennes sur petites ondes (de 19 à 22 h.), captées sur 200 km à la ronde par 20 à 30 millions d'auditeurs (les chiffres restent à préciser). Au nombre de ses projets : des programmes diffusés 24 h. sur 24, l'extension de la gamme utilisée aux ondes métriques, et enfin, l'acquisition d'un nouvel émetteur de puissance accrue, ce qui devrait inmanquablement lui attirer des annonceurs.

Sergueï Korzoun est devenu rédacteur en chef d'Ekho Moskvyy, et Mikhaïl Rosenblatt son directeur, radio M, du nom que cette station se donne sur les ondes, se signala d'emblée par les monologues musclés de présentateurs talentueux, qui avaient tous été écartés de leurs fonctions du temps de leur collaboration avec Gostéléradio pour avoir porté des « jugements excessivement audacieux » ou « insuffisamment pondérés ». Indépendante, la radio Ekho Moskvyy ne l'était sans doute pas du fait que l'on dénombrait, parmi ses fondateurs, des organismes comme la municipalité de Moscou, la rédaction de la revue *Ogoniok*, la faculté de journalisme de l'Université de Moscou, l'Agence d'information Novosti (AIN) et même radio, une association affiliée... au Ministère des PTT d'URSS. Or, c'est elle justement qui, ayant réussi à une époque à se réserver une bande de fréquence, en avait maintenant fait cadeau à Korzoun. Gostéléradio quant à lui, jugeant sans doute avoir suffisamment sacrifié à la glasnost en mettant en place ses deux succursales mixtes, Europe Plus et radio Nostalgie, avait refusé d'octroyer un canal à Ekho Moskvyy, radio qui, selon lui, « n'a pas de raison d'exister ». On imagine en effet mal une structure monopoliste encourager la prolifération de ses concurrents ou bien se dissoudre elle-même.

A un énième moment dramatique survenu dans l'histoire de notre katastroïka, alors que l'Armée soviétique se livrait à un massacre en règle sous les murs du Centre TV et devant la tour de télévision de la capitale Lituanienne, la *Literatournaïa gazeta* rendait hommage, dans sa livraison du 16 janvier 1991, au courage d'Ekho Moskvyy :

**LES SALVES ET L'ECHO** - Alors que, comme à l'ère brejnévienne, des millions de gens s'étaient rabattus sur les radios occidentales pour se maintenir au courant des

événements à Vilnius, la nouvelle se répandit à Moscou comme une tramée de poudre : sur 250 m, 1 206 kHz - Ekho Moskvy ! Ecoutez Ekho Moskvy !

Tout Moscou restait à l'écoute. Treize heures durant, sans discontinuer, se relayant seulement de temps à autre, une poignée de jeunes journalistes d'une radio indépendante de Gostéléradio, ont parlé avec douleur et émotion, pour dire la vérité et rien que la vérité : la seule raison qu'on puisse avoir de choisir le métier de journaliste.

Connus de peu de gens avant dimanche dernier, ils le furent de plusieurs centaines de milliers en un jour.

S'il y a une chose sur laquelle le gouvernement soviétique n'a jamais lésiné, c'est bien la diffusion de programmes radio destinés à l'étranger (r partir d'émetteurs implantés non seulement à Moscou, mais aussi dans bien des villes situées le long de la frontière soviétique, donc plus près des pays destinataires), et ce même lorsqu'on savait parfaitement que ces émissions ne pouvaient être entendues de personne. Comment eût-on pu s'attendre, en effet, que les programmes en anglais, émis sur les ondes courtes et adressés aux Américains, soient écoutés sur ce *Continent* où la majorité des postes récepteurs ne sont pas équipés pour capter ces ondes ? Mais je suis peut-être en train de faire du mauvais esprit. Les Chinois n'ont-ils pas, plusieurs dizaines d'années durant, diffusé nuit et jour en direction de l'URSS des programmes que l'on ne prenait même pas la peine de brouiller, que personne n'écoutait pour autant, bien que dans la plupart des régions ces émissions en russe, truffées des idées et des citations du Grand Mao et de ses successeurs, fussent souvent mieux reçues que la radio nationale ?

Les diplomates soviétiques à l'étranger, équipés, eux, de puissants postes récepteurs, captaient régulièrement les émissions en langues étrangères provenant de Moscou, ce dont ils référaient avec satisfaction à leurs supérieurs. Les correspondants du Gostéléradio à l'étranger n'avaient pas de mal non plus, grâce aux contacts entretenus avec diverses associations d'amitié locales, pour organiser l'envoi à Moscou d'une ou deux dizaines de lettres exultantes d'inconditionnels de radio Moscou. Sur la foi de ces seules lettres, amoureusement traduites et publiées dans des bulletins spéciaux marqués « usage réservé au personnel », on obtenait l'aval pour continuer les émissions. Le financement, de plus en plus généreux, de celles-ci était d'ailleurs garanti, d'autant que jamais ce genre de poste du budget n'avait fait l'objet d'un examen spécial au parlement soviétique. Rien ne prouve en fait que les élus eussent consenti à financer, avec l'argent puisé dans les poches percées du contribuable soviétique, l'activité des soi-disant « clubs des amis de radio Moscou à l'étranger ». De

cet argent, on le comprend, ce ne sont pas les fameux « clubs » qui bénéficieraient, mais les services s'occupant des émissions vers l'étranger et dont le budget n'a jamais jusqu'ici été rendu public. Le nouvel hebdomadaire *Pravitelstvenny vestnik*, qui doit certainement avoir des lecteurs au Soviet suprême d'URSS, s'est pourtant interrogé sur l'efficacité des émissions de radio Moscou (n° 25, juin 1990) : « Nos postes récepteurs sont étudiés pour capter les ondes courtes, gamme de moins en moins populaire parmi les Occidentaux qui, à la maison ou dans leur voiture, écoutent de préférence la FM ou les ondes moyennes. Pour cette simple raison, bien des choses que nous eussions aimé porter à la connaissance des gens à l'Ouest passent hors de leur atteinte, et notre sous-équipement technique est seul à blâmer pour cela ».

Avec la perestroïka, radio Moscou a abandonné les clichés de propagande des années de « guerre froide » au profit d'une couverture des événements plus responsable et plus objective. Elle participe même à de fréquentes actions conjointes avec les plus importantes compagnies de radiodiffusion du monde qui émettent en russe depuis Paris, Pékin, Washington, Stockholm, Londres, Munich et Cologne et héberge dans ses studios radio Nostalgie Moscou - programme soviéto-français combinant musique et informations et émettant en russe pour les auditeurs soviétiques. Six heures par jour, un savant mélange de tubes français et européens, d'actualités et (bien sûr !) de publicité, se répand sur les ondes courtes (r terme, la gamme sera étendue aux métriques). De son côté, la partie française organise des stages à Paris pour les producteurs d'émissions musicales et autres employés de la radio soviétique.

Comment radio Nostalgie Moscou a-t-elle vu le jour ? Voyons ce qu'en dit la *Moskovskaïa Pravda* (29 avril 1990) :

Un couple sympa quoique pas très jeune nous promet avec le sourire : «Tout, autrement». Telle est l'image choisie par la radio parisienne se posant à l'heure qu'il est comme une des plus écoutées de France : radio Nostalgie.

«Tout, autrement». Cela suppose avant tout une autre audience : à la différence de la majorité des radios FM, Nostalgie vise non pas le clan des adolescents, mais «l'âge d'or» - celui qui se situe entre 30 et 50 ans. Non qu'en-dessous ou en-dessus de cette limite elle n'intéresse plus personne, certes non ; mais il s'agit en tout cas de ceux qui ont déjà eu leur content de hard rock et de heavy métal et qui se sont découvert à présent un goût pour une musique plus... musicale.

Le choix fait en 1984, date où radio Nostalgie fut créée, fut en quelque sorte, une forme de protestation. Au début des années 80, sur la France comme sur bien d'autres pays d'Europe avait déferlé la marée d'une culture de masse à l'améri-

caïne, menaçant de tout envahir : l'écran, la scène, la production littéraire, et notamment les ondes sur lesquelles on n'entendait plus depuis un moment que le fracas de la musique rock. Un fracas où, semblait-il, toute autre musique serait bientôt noyée : folklore, classique, chanson... Dans l'opinion, ce fut la révolte. Au forum international de Mexico, le Ministre français de la culture Jack Lang prononça une diatribe contre la dictature culturelle des États-Unis. Les «États généraux de la culture» qui ont réuni la fine fleur des musiciens, cinéastes, artistes et écrivains français ont pris fait et cause pour l'art national alors même que Frédéric Coste, avec un flair remarquable, soumettait au jugement du public le concept d'une radio que l'on baptiserait Nostalgie : information et publicité généreusement assaisonnées de musique française contemporaine. A un moment où le tube *made in USA* sévissait sur les ondes, la nouveauté de l'idée avait de quoi séduire. Effectivement, elle séduisit. Le public en France d'abord, puis celui de Belgique et de Suisse où la transmission des programmes de Nostalgie avait également commencé au bout d'un moment. A partir du 1<sup>er</sup> mai, les habitants de Moscou pourront à leur tour capter radio Nostalgie sur leurs postes. Les émissions qu'ils écouteront seront composées de musique française, transmise de Paris via l'espace, d'une part, et de musique soviétique additionnée d'actualités, de l'autre. Les informations seront fournies par les journalistes de l'Office central de radiodiffusion vers l'étranger.

Connaissant l'intérêt que les Soviétiques portent traditionnellement à la culture française, je suis certain que notre programme attirera leur attention. Et, pour le monde des affaires en France, radio Nostalgie, c'est une autre fenêtre ouverte sur Moscou. Aujourd'hui que la restructuration de l'économie soviétique fait miroiter l'espoir d'un développement de contacts considérable, les hommes d'affaires français sont nombreux à y prendre intérêt, dit Frédéric Coste, un des pères-fondateurs de radio Nostalgie qui vient d'être élu un des coprésidents de l'Association France-URSS.

Le nouveau programme parviendra-t-il à gagner la faveur des auditeurs moscovites ? «Le temps nous le dira, estime A. Plévako, vice-président de Gostéléradio. Mais son succès me paraît très probable à moi. Un programme quotidien de cinq heures comportant beaucoup de bonne musique française, des chansons populaires soviétiques, un peu de publicité (six minutes par heure seulement) et les dernières nouvelles, apportera un peu plus de variété sur nos ondes.

Il est curieux que, même du point de vue technique, la réalisation de ce projet repose sur une sorte de reconversion : ce programme soviéto-français sera diffusé de l'endroit même où avait autrefois été installé l'équipement utilisé pour brouiller les radios étrangères émettant vers l'URSS. Symbolique, non ?

Radio Nostalgie n'est pas le seul de nos projets à être lié à la France. Une autre radio musicale à vocation commerciale - la première en URSS - a été lancée le 16 avril 1990, jour où Georges Polianski, directeur général d'Europe Plus France, et Vladimir Tavrine, directeur général de la centrale Sovtéléexport apposèrent à Moscou leurs signatures au bas des

documents portant création de l'entreprise mixte Europe Plus URSS dont la radio Europe Plus Moscou allait faire partie. Quinze heures d'émission par jour (24 bientôt) en FM stéréo sur 69,8 MHz et, en ondes moyennes, sur 1 116 kHz - Europe Plus Moscou est, à l'heure actuelle, la radio sans doute la plus écoutée dans la capitale soviétique et dans un rayon de 200 km autour de celle-ci. Jack Lang et son homologue soviétique, Nikolai Goubenko, qui, par un long travail commun, avaient préparé l'apparition d'Europe Plus Moscou, ont tous deux assisté à la cérémonie d'inauguration, le 21 juin 1990. Ils ont confirmé à cette occasion au cours d'un échange de vues, leur intention d'organiser, en plus des émissions de radio, diverses manifestations culturelles communes.

« Les émissions musicales seront constituées à 60 % de programmes de chanson populaire française, a dit alors Jack Lang. Les informations seront présentées en russe, en français et en anglais (...) J'estime qu'il est nécessaire de maintenir l'équilibre entre les radios d'État et les radios privées. En tout cas, celles-ci stimulent toujours l'activité de celles-là. »

« Je suis un homme libre et pour moi le comble du bonheur est de voir la liberté se manifester, a déclaré Alain Delon, le célèbre acteur, qui était lui aussi de la partie. Il y a trente ans, j'ai été heureux qu'une première radio libre soit créée en France. A présent, c'est le même sentiment que j'éprouve. »

L'inauguration de cette radio musicale eu lieu dans le cadre de la Fête européenne de la musique à laquelle des invités français avaient également pris part. Voici neuf ans déjà que, à l'initiative de Jack Lang, cette fête annuelle donne lieu à des manifestations se déroulant à travers tout le *Continent* européen. Elle sera désormais célébrée aussi en URSS. Selon Nikolai Goubenko, Ministre soviétique de la culture, l'idée de cette fête est de contribuer, par le biais de la musique et de l'art, à l'union spirituelle des peuples d'Europe au nom de la paix et du bon voisinage.

Ses principaux profits, l'entreprise mixte Europe Plus URSS à laquelle Europe Plus Moscou est affiliée, les tire des messages publicitaires qu'elle passe sur les ondes. Le tarif de base, pour un message de 30 secondes, est de 500 roubles ou, dans le cas des entreprises mixtes ayant un compte en devises ou des firmes étrangères, de 580 dollars. Depuis janvier 1991 cependant, Europe Plus Moscou n'émet plus sur ondes moyennes, c'est-à-dire dans la gamme qui lui assurait l'audience la plus vaste. D'où une chute notable des revenus que lui apportait la publicité. Pourquoi n'y émet-elle plus ? Parce que Gostéléradio refuse de régler la question des nouveaux tarifs du loyer de l'émetteur appartenant à l'Association radio, donc au Ministère des PTT d'URSS. Vraiment, la

musique française et un style de présentation des nouvelles peu conforme aux canons de la radio soviétique n'ont pas l'air d'être au goût de tout le monde.

Pourtant, ce ne sont pas les émetteurs vacants qui manquent, tant s'en faut ! A en croire le *Pravitelstvenny vestnik* (n° 1, janvier 1991), « des quelque 2 000 brouilleurs d'une puissance allant de 5 à 200 kW qui avaient été utilisés pour tenir tête, sur tout le territoire soviétique, aux « menées sournoises » des radios étrangères, 200 servent à l'heure qu'il est à retransmettre vers Moscou les émissions en provenance des républiques fédérées, comme nous l'avons dit plus haut. Deux cents autres sont utilisés par l'armée, la marine, la milice, etc., pour communiquer sur ondes courtes ; 80 ont été mis en stock, et le reste enfin a été réformé ».

Janvier 1991 a vu geler bien d'autres entreprises lancées par des journalistes soviétiques, de ceux notamment qui avaient conservé fut-ce une faible dépendance vis-à-vis de Gostéléradio. Alors que déjà nombre d'employés de l'Office de radiodiffusion vers l'étranger de Moscou s'étaient vu limoger au cours de 1990, pour d'autres la série noire continuait. Même contées par un journal aussi peu contaminé par le libéralisme que la *Pravda* (article de S. Oganian « Gostéléradio contre Interfax », dans la livraison du 16 janvier 1991), leurs mésaventures font impression :

Il n'y a pas de fumée sans feu : cela est notoire. Plutôt que de palabrer sur la dissolution forcée de l'agence Interfax, essayons donc de dissiper quelque peu le brouillard du mystère amassé autour de toute cette histoire. Le 11 janvier, le Conseil d'administration de Gostéléradio avait consacré à la question près de trois heures de débats afin d'analyser non pas le « contenu de l'activité » de l'agence mais, ainsi que L. Kravtchenko l'a déclaré, « d'aspect proprement juridique des relations entre Interfax et Gostéléradio qui est un de ses cofondateurs » ; l'autre fut l'entreprise mixte Interquadro.

Ce n'est pas fortuitement que nous disons qu'Interquadro «fut» l'autre cofondateur. Avant même que la séance ne fut ouverte, ses participants apprenaient qu'Interfax n'était plus une « filiale » de Gostéléradio puisque, trois mois auparavant environ, elle s'était fait enregistrer comme une agence d'information indépendante. Intervenant devant le Conseil, M. Komissar, le patron d'interfax et directeur adjoint de la Rédaction principale d'information et de propagande par radiodiffusion vers l'étranger de Gostéléradio, avait donné à ce geste les raisons suivantes : le licenciement, au mois de septembre, de plusieurs collaborateurs hors-statut d'interfax par le service du personnel de Gostéléradio avait fait peser une menace sur l'existence même de l'agence. D'autre part, des difficultés avaient surgi dans les relations entretenues par celle-ci avec son autre cofondateur, Interquadro. D'où le divorce dont personne ne s'était, il est vrai, douté à Gostéléradio, à l'exception de V. Siviakov, directeur de la Rédaction principale d'information et de propagande de

radiodiffusion vers l'étranger qui avait été informé tant de la naissance d'Interfax que de sa décision de se passer dorénavant de la tutelle de Gostéléradio.

A vous de juger maintenant si l'agence Interfax a cessé ou non d'exister. A l'évidence, elle existe, et la meilleure preuve nous en est fournie par la déclaration de cette même agence publiée le lendemain et où on peut notamment lire qu'Interfax occupe toujours quelques petites pièces au siège de Gostéléradio, 25, rue Piatnitskaïa ; qu'elle les occupe en attendant qu'aient pris fin les travaux de réparation dans ses nouveaux locaux, ceux que la mairie de Moscou a consenti à lui louer à long terme. Comme nous l'apprenions au moment de boucler ce numéro, le parlement russe a lui aussi tendu à l'agence une main secourable en acceptant de l'héberger à la Maison des Soviets.

Et Gostéléradio ? Il réagit en provoquant la saisie des biens appartenant à Interfax, arguant qu'aux termes d'un accord passé il y a six mois celle-ci était tenue de lui verser la moitié de ses revenus en roubles et un pourcentage de ses recettes en devises. Or, Gostéléradio n'en a jamais rien reçu. En plus, dit un des documents, Gostéléradio avait supporté la totalité des dépenses afférentes au loyer des locaux, à leur entretien, à la rémunération du personnel de service, à l'utilisation des moyens de communication, etc. M. Komissar est accusé par-dessus le marché d'avoir cumulé le poste de directeur d'Interfax et celui de directeur adjoint de la Rédaction principale de radiodiffusion vers l'étranger alors qu'il n'en avait pas le droit, mais aussi d'avoir enregistré son agence au Ministère de la presse et de l'information de la Fédération de Russie alors que cela aurait dû être fait auprès de l'agence TASS. Bref, les griefs sont nombreux, M. Komissar s'est vu signifier son congédiement et le procès de divorce continue...

Dans le rayon des innovations, signalons-en enfin une qui eut paru parfaitement incroyable il y a quelques années : dans leur livraison du 14 août 1990, les *Izvestia*, journal officiel s'il en est, ont publié les régies du concours littéraire organisé parmi les auditeurs soviétiques par la rédaction russe de... Deutsche Welle. A l'organisation de ce concours dont le jury comprenait un membre soviétique, ont pris part, outre les collaborateurs de cette radio ouest-allemande, l'ambassade d'Allemagne de l'Ouest à Moscou, les consulats généraux de Leningrad et de Kiev, et surtout, l'Institut Goethe qui avait ajouté aux 5 000 DM - prix à l'auteur du meilleur récit et de la meilleure pièce destinée à la radio, deux bourses pour étudier l'allemand pendant un mois en RFA, tous frais payés.

Le concours en question n'était qu'un volet d'un programme plus vaste. Le 7 août, il s'est passé à Moscou une chose que l'on serait tenté de qualifier d'inimaginable : Gostéléradio a signé un accord coopération avec... Deutsche Welle, la radio ouest-allemande que, il n'y a pas si longtemps, l'URSS avait classée parmi les « voix ennemies ». Aux termes de ce document paraphé par le vice-président de Gostéléradio A. Plévako

et le directeur de Deutsche Welle Dieter Weirich, les deux partenaires vont procéder pendant trois ans à un échange non commercial de programmes. Ils s'aideront aussi mutuellement à préparer des émissions et réaliseront des émissions communes.

Un événement analogue est rapporté par le *Novoïe rousskoïe slovo* (Nouvelle parole russe) paraissant à New York. Voici ce que ce « journal russe le plus ancien du monde » (si l'on en croit son sous-titre : il a été fondé en 1910) écrit dans sa livraison du 20 septembre 1990 :

Moscou, 19 septembre. Ceux des habitants de Kiev qui goûtent ce qu'on appelle l'«antisoviétisme» ont assurément été régalez en se rendant à une réunion extra-muros de la rédaction de radio Liberty domiciliée à Munich, lit-on dans l'hebdomadaire international *Megapolis Express* paraissant à Moscou.

Ce fut pour eux l'occasion de rencontrer des gens comme Vladimir Malenkovitch, rédacteur de l'émission «Les Droits de l'homme» et membre du Groupe ukrainien pour l'application des accords d'Helsinki, Davy Arkadiiev, auteur permanent de radio Liberty, et nombre d'autres journalistes dont les voix sont si bien connues des auditeurs soviétiques de radio Liberty, les couche-tard dont on compterait plus de 50 millions en URSS, au dire des experts de cette radio.

On découvrirait aussi à cette occasion que la glasnost faisait toujours défaut en Ukraine et que les informations des radios étrangères n'ont rien perdu de leur actualité : il fallait voir la ruée pour assister à cette réunion où étaient évoquées d'aussi passionnants sujets que la version non officielle du décès de l'académicien Sakharov ou l'activité d'Ivachko, ex-vice-secrétaire général du CC du PCUS et ex-premier ministre d'Ukraine, dans le poste de conseiller militaire en Afghanistan.

Comme on lui demandait si cette radio munichoise avait de l'avenir, Vladimir Malenkovitch a répondu : «Les propos actuellement diffusés par vos médias sont parfois plus vifs que ceux de nos émissions à nous. Mais, jusqu'à nouvel ordre, le regard d'autrui garde toujours sa valeur. Lorsque toutes les barrières seront levées et que tout citoyen soviétique aura la possibilité de se rendre à l'étranger et de tout juger par lui-même, alors radio Liberty n'aura peut-être plus de raison d'exister. Mais, a-t-il ajouté, ce n'est pas demain la veille».

Pendant des dizaines d'années, des Soviétiques s'étaient privés de sommeil pour chercher dans la nuit les voix des radios étrangères malgré le sifflement des brouilleurs, ces voix qui leur racontaient ce qui se passait dans leur pays et dans le monde. Sous Staline, cela suffisait à vous faire jeter derrière les barbelés d'un camp ; sous Khrouchtchev et sous Brejnev, on vous interdisait de répéter ce que vous aviez entendu et les autorités ne prenaient pas de gants avec ceux qui s'avisait de diffuser les informations apprises de « voix ennemies ». Mais malgré tout, l'argent du contribuable occidental n'était pas dépensé en vain : tout Soviétique plus ou moins politisé savait que la « voix » de Londres faisait pour lui le point des

nouvelles politiques et musicales ; que celle de Washington l'informait de ce qui se passait aux États-Unis ; que Deutsche Welle relatait par le menu les dernières nouvelles concernant non seulement l'Allemagne de l'Ouest mais aussi les pays de l'Est et qu'il n'y avait rien de tel, enfin, pour être au courant des événements dans son propre pays que d'écouter régulièrement l'américaine radio Liberty émettant depuis Munich.

La presse soviétique, de son côté, suivait en silence, mais très attentivement, tout ce que disaient les radios étrangères et se mettait même de temps à autre à polémiquer avec elles sans toutefois en citer aucune. Que n'a-t-on pas inventé pour lutter avec ces intruses ? On les avait truffées d'espions, fait sauter leurs émetteurs, dépeint à longueur de pages de roman l'immoralité de ces renégats d'émigrés dont elles louaient les services, étouffé leurs émissions à grands coups de brouilleur, fabriqué des millions de postes-récepteurs sourds à leurs programmes, terrorisé leurs auditeurs soviétiques... Peine perdue. Sitôt arrivé le matin à son travail, le Soviétique commençait par discuter en cachette avec un ami sur de ce qu'il avait entendu la nuit sur les ondes. Et tandis que des dizaines de millions de Soviétiques collaient l'oreille à leur poste, dans les établissements d'études supérieures du PCUS et dans les facultés de sciences humaines, des centaines de permanents du Parti en toge de savant pondaient brochure sur brochure, article sur article, sur la nécessité d'ériger « une barrière efficace sur la voie de la propagande bourgeoise et impérialiste qui souffle sur les braises du nationalisme et qui cherche à détruire la foi portée dans les idéaux communistes ».

Pour les Soviétiques, les émissions russes des radios étrangères étaient donc pareilles à un rayon de lumière brillant dans les ténèbres. Pour les hommes au pouvoir, elles étaient une source d'information qu'ils utilisaient à leurs propres fins. Les brouilleurs hululaient et jacassaient sans arrêt : on plaçait devant un micro un petit moteur très puissant et extrêmement bruyant, et les ondes s'emplissaient de la cacophonie qu'il produisait. Cette procédure était de rigueur dans toutes les villes soviétiques (naturellement, brouiller une émission revient plus cher que la diffuser, et c'est ainsi que là où la Voix de l'Amérique dépensait un dollar nous en dépensions plusieurs centaines). Malgré tout, il restait dans l'immense territoire soviétique de nombreux endroits qui se trouvaient hors du champ d'action des brouilleurs. Et notons en passant que dans les pays de l'Est le brouillage des émissions étrangères n'a jamais été pratiqué car la proximité des postes émetteurs rendait inefficace toute protection de ce genre.

Les programmes russes des radios occidentales étaient captés à l'aide de postes récepteurs puissants installés non loin des frontières ouest de l'Union soviétique, puis transmis par fil à Moscou, dans les studios d'«interception» de Gostéléradio, rue Piatnitskaya. Une légion de sténos, de dactylos, de rédacteurs et de techniciens s'attachaient alors à les enregistrer au magnétophone, à déchiffrer l'enregistrement et à en transcrire à la main le texte puis à le taper à la machine en trois exemplaires. A mesure qu'elles arrivaient, ces informations étaient lues de bout en bout par le responsable de service de l'échelon correspondant et rapportées aussitôt à la direction de Gostéléradio qui, à son tour, se chargeait de les porter à la connaissance des gens du CC du PCUS, tout au sommet de la hiérarchie soviétique. Ce mécanisme n'avait rien de secret pour les directions des radios occidentales (gouvernementales ou très étroitement liées au pouvoir, pour la plupart) qui savaient parfaitement que toute nouvelle vraiment importante, du moment qu'elle avait été passée en russe sur les ondes, était sûre de faire quelques minutes plus tard, à toute heure du jour ou de la nuit, l'objet d'un rapport spécial au Kremlin et donc d'être connue de ceux qui avaient besoin de la savoir. Ainsi avait fonctionné, et fonctionne toujours, cette sorte de système de « réaction rapide ».

Des opérations semblables dans le but de fixer par écrit le contenu des émissions interceptées ont été pratiquées dans les républiques fédérées, et le sont encore. A l'heure qu'il est, Moscou ne fait que commencer à retransmettre sur toute l'Union les émissions en provenance des républiques fédérées, réalisées dans leurs langues respectives. La radio centrale n'émet pas dans les langues nationales parlées dans ces républiques, mais seulement en russe. Par contre, les Américains parlent à leurs auditeurs soviétiques dans deux dizaines de langues et c'est ainsi que Géorgiens, Arméniens, Ukrainiens, habitants des républiques baltes et d'Asie centrale ont la possibilité d'entendre le point de vue de leurs compatriotes travaillant pour la Voix de l'Amérique ou radio Liberty qui s'adressent à eux dans leur langue maternelle. Et, croyez-moi ils n'en perdent pas un mot.

Par inintelligence, par méconnaissance des spécificités locales ou tout simplement parce qu'ils sont anxieux de se faire bien voir par le Kremlin, les journalistes de langue russe au service de Gostéléradio commettent régulièrement des gaffes monstrueuses lorsqu'ils prétendent traiter d'un sujet aussi épineux et embrouillé que l'existence, dans les républiques fédérées d'aujourd'hui pourtant souveraines, de mouvements de libération nationale. Cela arrive beaucoup moins souvent aux Géorgiens ou aux Ouzbèks travaillant dans les rédactions correspondantes de la Voix de

l'Amérique ou de radio Liberty. Alors que Moscou fait de la propagande et cherche à imposer aux républiques son point de vue et sa volonté, les émigrés soviétiques travaillant dans les radios étrangères se contentent d'informer leurs compatriotes, se gardant soigneusement de toute provocation, évitant de bousculer les choses. Et cela fait curieux de voir les journaux des républiques fédérées réserver dans leurs pages un accueil des plus chaleureux et dédier des articles élogieux (avec photo, interview, et tout, et tout), à ces mêmes commentateurs d'une radio américaine qui, il y a seulement trois ans, n'auraient eu droit qu'à des invectives.

Tout Géorgien s'intéressant un peu à la politique a toujours connu le nom et la voix de Marina Ellis (Ebralidzé), de la rédaction géorgienne de la Voix de l'Amérique, ainsi que ceux de Constantin Nadirachvili de la rédaction russe de radio Liberty. Imaginez sa surprise lorsqu'il découvre dans le *Vetcherni Tbilissi* du 12 décembre 1990, ou dans le *Molodioj Grouzii* (La jeunesse de Géorgie) du 31 août 1990, les portraits de ces gens et une correspondance de Vladimir Matoussévitch, envoyé spécial de radio Liberty à Oslo, sur la remise à Mikhaïl Gorbatchev du Prix Nobel de la Paix de 1990. En ouvrant le *Vetcherni Tbilissi*, on a envie de se pincer pour s'assurer qu'on ne rêve pas : à côté d'une interview de Marina Ellis, un commentaire fleuve de Matoussévitch, le chef du service russe de radio Liberty ! Ni vous ni moi ne doutons cependant que le compte rendu par l'Agence TASS de la cérémonie qui s'est déroulée dans la capitale norvégienne a été incomplet, ennuyeux et qu'on n'en apprenait pas grand-chose. On ne peut quand même pas demander à un correspondant de TASS qu'il nous parle des interventions faites à Oslo par des membres des Soviets suprêmes de Lituanie, de Lettonie et d'Ukraine, et des militants des mouvements pour la défense des droits de l'homme de Russie et de Moldavie qui avaient vivement critiqué l'actuel Comité Nobel pour sa décision.

Nous savons, certes, que les émigrés des radios occidentales sont payés pour faire leurs émissions. Nous savons aussi que ces émissions « impérialistes » en russe dont notre pays est la cible depuis le début des années 50, défendent les intérêts des États qui les ont instituées et qui les financent : il faut quand même que ceux-ci en aient pour leur argent. Mais si nous continuons à écouter les « voix ennemies », c'est que nous n'avons pas tellement le choix. Et eux en profitent, les futés, pour nous approvisionner en sources d'informations objectives, servies toutes chaudes, qui nous concernent nous-mêmes. C'est à notre bien qu'ils pensent, pas de doute. Parce qu'avec nos médias à nous, on n'a droit qu'à des omissions ou à des faits déformés. Depuis que la presse du PCUS a été démantelée, ce

sont la radio et la télévision centrales qui ont pris sa relève. En l'an six de la perestroïka, les voici devenues le porte-voix par excellence du pouvoir présidentiel, de Moscou, et de tout ce que cette ville compte de forces centristes et de droite.

Les émigrés collaborant à radio Europe Libre qui ont été la voix de l'opposition dans les pays de l'Est, ont tenu ce rôle jusqu'à l'écroulement définitif des partis communistes dans ces pays. Même chose chez nous où la Voix de l'Amérique et radio Liberty, épaulées par bon nombre d'autres radios dont la BBC et Deutsche Welle, contribuent à renforcer et à répandre l'influence des anticommunistes, nationalistes et autres réformateurs qui sont à l'œuvre en URSS, en assurant en temps voulu à ceux-ci la possibilité de s'adresser à tous les Soviétiques, et même au monde entier. Sans les efforts des deux stations américaines de Munich, il n'y aurait eu ni Lech Walesa avec Solidarité, ni Vaclav Havel, ni Boris Eltsine.

Dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les régimes communistes dont la domination s'étendait de l'Europe de l'Est aux côtes du Pacifique, couvrant le tiers du globe, s'étaient heurtés à une redoutable opposition de la part des « voix » antisoviétiques et anticommunistes qui s'élevaient depuis Munich et de leurs collègues non moins compétents d'une dizaine de radios occidentales au moins.

Dès 1989, les dispositifs utilisés par l'URSS pour brouiller les radios étrangères ont arrêté de fonctionner. Gostéléradio a décidé de profiter du silence pour faire une bonne action et à présent, pour la première fois depuis que l'URSS existe, les habitants de sa partie centrale ont la possibilité d'écouter, du matin jusqu'au soir, sur courtes et moyennes ondes, un programme de chaque capitale de république fédérée, complétement fort apprécié aux sempiternels 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> programmes de la radio centrale et des autres programmes à taux d'écoute élevé comme Maïak (Phare, programme musical et informatif) ou le Service universel d'information de radio Moscou, présenté en russe.

Dans quelques républiques, il faut ajouter à cet inventaire les radios « pirates » émettant sans l'accord des autorités locales. Telle Nadejda (Espoir), franchement hostile dans ses propos au gouvernement actuel d'Estonie, qui avait été lancée en septembre 1990 pour émettre deux à trois heures tous les jours, depuis une base navale située en plein centre de la capitale estonienne, Tallinn, à quelques mètres de la résidence du gouvernement et de celle du Soviet suprême d'Estonie. Aucun recours contre cela. Le geste d'impuissance qu'Edgar Savisaar, chef du gouvernement estonien, avait eu devant les journalistes qui l'assaillaient

de questions en témoigne. Les Ministères soviétiques de l'intérieur, des affaires étrangères, le KGB, ainsi que le Ministère de la défense et celui de l'aviation civile ont leurs propres bandes de fréquence, et l'Inspection d'État de la communication électrique n'a aucun moyen de contrôler l'usage qu'ils en font.

Nous apprenons bientôt la suite par *Les Nouvelles de Moscou* qui publiaient dans leur livraison du 6 janvier 1991 l'article suivant intitulé « Les programmes de TV émis par les garnisons » :

Depuis le 28 août dernier, une puissante station de radio du Mouvement internationaliste d'Estonie Nadejda, diffuse des programmes depuis le territoire d'une unité de l'armée.

Une émission de télévision de deux ou trois heures doit être lancée dans un proche avenir sur la décision du chef des communications du Ministère fédéral de la Défense. Le reste du temps étant réservé à la première chaîne de la TV nationale.

Le studio sera construit dans une banlieue de Tallinn et les relais seront établis dans huit garnisons. Leur réseau couvrira l'ensemble du territoire de la république. Les équipements ont été déjà fournis, le montage sera réalisé par l'armée.

A l'heure actuelle 96,3 % de la population d'Estonie regardent la première chaîne de la TV nationale, dit Toomas Somera, ministre des Communications d'Estonie. Le nouveau programme prônera les intérêts des chefs militaires du Mouvement internationaliste (pro-communiste) comme le fait la radio Nadejda. C'est pourquoi cette fois-ci également, personne n'a eu l'idée de demander l'autorisation des autorités estoniennes pour créer une chaîne de télévision.

Il s'agit en fait d'ingérence directe de l'armée dans les affaires civiles. Une ingérence qui dépasse sensiblement les limites dessinées le 27 novembre à la télévision nationale par le maréchal Dmitri Yazov, Ministre de la défense de l'URSS.

Quant aux journalistes des radios des républiques fédérées, ils s'en tiennent fermement à une position que les patrons de Gostéléradio auraient défini comme « indubitablement nationaliste », alors que d'autres parleraient peut-être de patriotisme et de défense des intérêts nationaux. Le journalisme a toujours été dans notre pays un métier politique et comportant des risques considérables. Un journaliste qui s'était fait licencier ne pouvait compter ni sur l'aide des tribunaux ni sur celle de son syndicat. Aujourd'hui, dans la rue où son devoir le pousse à suivre au plus près les affrontements entre divers groupements antagonistes, le reporter, avec son magnétophone, son appareil photo ou son caméscope, s'expose à tous les dangers. Même s'il ne quitte pas les bureaux de la rédaction, il lui est à présent beaucoup plus difficile de travailler qu'auparavant, comme il y a deux ans seulement, quand les émissions en direct étaient très rares. Le plus souvent, un programme

était enregistré, et sa diffusion n'était autorisée qu'après une longue série de concertations.

Dans une interview publiée sous le titre « Gostéléradio à l'heure de la perestroïka ? », l'hebdomadaire *Argoumenty i fakty* (Arguments et faits, n° 30, juillet 1990) levé le voile sur un des aspects du travail de radio reporter en URSS :

En février 1989, sur ordre de A. Aksionov, alors président de Gostéléradio, deux journalistes, A. Jetvine et S. Fonton, s'étaient vu interdire la participation aux émissions en direct et affecter pour trois mois à des postes moins bien rémunérés pour avoir cité, au cours du journal du programme Maïak, un article de la revue polonaise *Odrozzenie* sur l'affaire de Katyn et « commis de ce fait, lit-on dans l'ordre d'Aksionov, une erreur politique grossière de nature à causer un préjudice aux intérêts de notre pays ».

Un peu plus d'un an plus tard, dans une déclaration de l'Agence TASS, la partie soviétique témoignait aux Polonais son profond regret à propos de la tragédie de Katyn qualifiée dans ce texte de « grave crime du stalinisme ». Les deux journalistes ont alors adressé à M. Nénachev qui avait succédé à Aksionov à la tête de Gostéléradio la demande d'annuler un ordre où ils sont accusés d'« irresponsabilité » et d'« immaturité politique ». Le correspondant de *Argoumenty i fakty* a rencontré A. Jetvine et S. Fonton.

— Nous avons dû attendre trois mois pour apprendre, par un secrétaire de Nénachev, que celui-ci n'avait pas l'intention d'abroger cet ordre bien qu'il le reconnaisse injuste, a dit A. Jetvine. Il ne voudrait pas, nous a-t-on expliqué, créer un précédent qui provoquerait une vague d'actions en recours de la part des gens ayant injustement souffert. Nous considérons ce refus opposé par le président de Gostéléradio comme la preuve que le système qui avait existé à la radio et à la télévision sous Aksionov continue d'exister sous Nénachev. Un tel précédent serait pourtant nécessaire, à notre avis, pour convaincre les gens que Gostéléradio est, à son tour, touché par la perestroïka et que la justice y triomphe.

— *La punition consistant à interdire à un journaliste de participer aux émissions en direct peut-elle exister dans une société démocratique ?*

— Bien sûr que non. Une telle punition est absolument irrégulière, car un journaliste ne peut se voir retirer ce droit que pour deux raisons : s'il enfreint les normes constitutionnelles, en appelant par exemple à la violence, à la guerre, en cherchant à raviver les animosités entre les ethnies, ou bien si son professionnalisme est remis en question. Malheureusement, à la radio et à la télévision, cette punition est couramment pratiquée. J'en ai moi-même été plusieurs fois victime au cours de ces quelques derniers mois : au mois de février, pour un reportage sur la manifestation des mouvements démocratiques sur la place Manejnaïa ; au mois de juin, pour m'être enquis, dans une émission sur la révoltante pagaille qui règne dans les aéroports de Moscou, dans quelles conditions se déroulaient les vols de nos hauts responsables. Enfin, en ce moment je n'ai pas ce droit non plus, pour m'être avisé,

durant les travaux du XX-VIII<sup>e</sup> congrès du PCUS, d'engager sur les ondes la polémique avec un permanent du parti qui soutenait que Lénine était pour une direction collective du Parti et qu'il n'exigeait pas que les responsabilités soient personnalisées.

Le plus curieux, c'est qu'aujourd'hui, pour vous retirer le droit de participer aux émissions en direct, plus besoin d'ordre ni d'étiquettes politiques. Tout simplement, on vous convoque et on vous dit que vous manquez de professionnalisme.

— *Il y a quelques jours, un nouvel arrêté présidentiel est paru, cette fois sur la «démocratisation et le développement de la télévision et de la radiodiffusion en URSS». Qu'en pense-t-on parmi les professionnels ?*

— Dans l'ensemble, il faut s'en féliciter, mais certains détails mettent la puce à l'oreille. Ce n'est pas un hasard si, en le commentant à la télévision, M. Nénachev a omis, délibérément je pense, de parler de certains points pourtant substantiels. Ainsi il n'a pas dit un mot de l'endroit où l'on lit que la «télévision-radiodiffusion d'État ne peut jamais servir à la propagande des vues politiques personnelles de ses employés». Or, ce point se trouve en contradiction flagrante avec la Loi sur la presse et les médias qui proscriit cette forme de discrimination, et ce même si le point de vue du journaliste ne concorde pas avec celui de la direction de l'organe auquel il collabore.

Le président de Gostéléradio a déclaré qu'il convient de restituer au peuple la télévision et la radiodiffusion dont il a reconnu qu'elles s'étaient trouvées auparavant sous la dictature du PCUS. Pourquoi, dans ce cas, n'avoir pas secoué cette emprise aussitôt que l'article 6 de la Constitution sur le rôle directeur du PCUS a été annulé ?

En 1991, la radio centrale a changé les noms de ses chaînes. La première est devenue radio 1 ; la chaîne d'information et de musique Maïak a gardé son nom ; la troisième chaîne est devenue radio 2 et la quatrième, Orphée, radio Russie fait partie de la Compagnie de radiodiffusion et de télévision indépendante de Russie, récemment implantée. Les programmes diffusés le matin (radio 1, de 6 h 30 à 9 h 00) sont appelés à mettre les auditeurs de bonne humeur (autant que possible). Les programmes diffusés dans la journée (Maïak, de 14 h 00 à 16 h 00) sont réservés aux rencontres avec des personnalités remarquables qui répondent en direct aux appels téléphoniques des auditeurs. Les programmes du soir (radio 2 de 22 h 15 à 24 h 00) sont consacrés aux divers problèmes de la vie culturelle.

Quelques temps après, radio Russie a failli être fermée. L'interdiction de diffuser ses émissions sur la première chaîne de la radio centrale et sur la chaîne Maïak a réduit d'un tiers le nombre de ses auditeurs. Le 5 février 1991, le gouvernement de la Fédération de Russie s'est déclaré prêt à prendre des mesures spéciales si le gouvernement de l'URSS n'annulait pas les restrictions imposées à l'activité de radio Russie, Le

gouvernement de Russie a exigé qu'une chaîne de radio et une chaîne de télévision, choisies parmi les plus importantes, soient placées sous son contrôle. Autrement, il profitera de son droit souverain et remplira son obligation constitutionnelle d'informer la population de la République. Dès les premiers jours du mois de février, la gamme des fréquences dans laquelle émettait radio Russie, fidèle à Boris Eltsine, a été brusquement rétrécie. Ces mesures ont suivi les événements à Vilnius et à Riga qui avaient provoqué des critiques à l'adresse du pouvoir central de la part de radio Russie. A ce propos, radio Russie a rompu (r l'échelle de l'Union ou presque) le blocus des informations concernant la Lituanie : ses journalistes ont été les premiers à transmettre un reportage en direct sur les événements en mettant dans une situation embarrassante leurs collègues de Maïak. Les émissions de ces derniers suivaient immédiatement celles de radio Russie sur les mêmes ondes, et étaient diffusées à partir des mêmes studios en s'inspirant des informations mensongères de TASS. Il faut reconnaître que l'agence TASS a ensuite largement commenté le reportage de radio Russie, marquant ainsi un grand tournant dans l'histoire de la radio soviétique. Après cela les critiques de radio Russie dans les publications du PCUS sont devenues beaucoup plus acerbes. Léonid Kravtchenko, Président du Comité d'État de l'URSS pour la radio et la télévision, a tout simplement affirmé que cette radio était une station ennemie et qu'il ne connaissait pas d'ennemi plus dangereux sur les ondes.

Glasnost, nouveau journal du CC du PCUS, mince, à faible tirage et à petit format a annoncé avec mécontentement dans son numéro du 24 janvier 1991 que radio Liberty installée à Munich avait augmenté la durée de ses émissions dans les langues des trois républiques soviétiques baltes. Tout récemment, cette station émettait pendant une heure par jour vers le territoire de chacune de ces républiques. Après l'occupation de la Maison de la presse de Riga par les militaires, après les événements à Vilnius, la durée des émissions a triplé.

Dans le numéro suivant de la glasnost (31 janvier 1991), l'opinion de la rédaction a été exprimée dans le gros titre « radio Liberty n'est pas satisfaite » qui évoquait douloureusement un passé encore récent. Avec quelle nostalgie nos idéologues vieillissants doivent se rappeler cette époque où une seule radio diffusait dans notre empire ! Il ne s'agit pas de la radio par fil installée aujourd'hui dans tous les appartements, foyers, chambres d'hôtel, à tous les postes de travail dans les usines et les administrations soviétiques. Mais d'une radio qu'on ne peut pas débrancher, qui vocifère sur toutes les places de quelques dizaines de milliers de petites

villes et de villages du pays. Cette habitude d'écouter collectivement la radio de 6 heures du matin à minuit n'a commencé à faiblir réellement que vers la fin des années 80.

Il est d'autant plus réjouissant que l'hebdomadaire *Sobessednik* (l'Interlocuteur, n° 4, 1991) ait cru possible de publier sur toute une page une interview de Savik Chuster, rédacteur responsable du programme Dans le pays et le monde de radio Liberty. Étroitement lié au journal Komsomolskaïa *Pravda* et au CC du Komsomol, *Sobessednik* notait dans le commentaire de la rédaction et dans l'interview avec Chuster que notre pays a reconnu que l'introduction des troupes soviétiques en Afghanistan avait été une erreur grossière de notre direction politique. Mais ces dirigeants refusent de se repentir ceux qui avaient provoqué cette guerre et l'avaient justifiée durant de nombreuses années en fermant la bouche de ceux qui disaient la vérité se sentent en sécurité. Non seulement 15 000 soldats soviétiques, mais aussi un million d'Afghans ont péri au cours de cette guerre. Et qui est coupable de l'apparition en URSS de centaines de milliers de vétérans irrités et malheureux, mutilés physiquement et moralement ? On n'a encore rien écrit sur les atrocités qui étaient pratique courante pour les troupes d'occupation soviétiques en Afghanistan. Les Américains, qui avaient abandonné le Vietnam à cause d'une pareille épidémie de violence, ont beaucoup écrit à ce sujet. Et nous, nous n'en disons rien pour le moment. Au cours de l'interview accordée au *Sobessednik*, S. Chuster a noté un détail peu connu en URSS : l'escalade de la violence, les excès de cruauté, l'intensité maximale des opérations militaires de nos troupes en Afghanistan datent des années... 1985 et 1986 ! Si les moudjahiddines n'avaient pas reçu des Stinger, fusées portatives très efficaces contre les attaques aériennes, le Bureau politique aurait gagné la guerre en Afghanistan. L'Armée soviétique s'est retirée du pays, mais les livraisons massives d'armes et de vivres aux marionnettes soviétiques dans ce pays continuent, et cela coûte cher aux contribuables soviétiques.

La vérité perce maintenant dans les émissions de radio diffusées en URSS même, pas seulement de l'étranger. Le Gostéléradio de l'URSS a été privé de son monopole par la station Echo de Moscou. A la fin de janvier dernier, le Soviet de Moscou, un de ses fondateurs, a affecté à la station 250 000 roubles pour la construction d'une tour de 150 m. « Le 13 janvier, la station a sauvé l'honneur de Moscou par ses reportages sur les événements en Lituanie », écrivait la *Nézávissimaïa gazeta* du 5 février 1991.

« Dis-moi qui te fait de la publicité et je dirai qui tu es ». Cette sentence s'avère suffisamment juste pour une autre station de radio nouvelle de Moscou, Europe Plus Moscou dont les annonces publicitaires avec la silhouette de la Tour Eiffel ont envahi tous les périodiques centraux du CC du PCUS. Cette station soviéto-française a été fondée, en fait, comme une entreprise affiliée au Comité d'État pour la radio et la télévision de l'URSS. Entièrement contrôlée par ce dernier, elle respecte le principe fondamental : pas un mot sur la politique. Dès le commencement de la radiodiffusion régulière à destination de Leningrad en février 1991, l'auditoire d'Europe Plus a dépassé 20 millions de personnes. La phonothèque des enregistrements de musique de variétés occidentales dont dispose la station compte plus de 1 000 disques laser et ses studios sont bourrés des équipements informatisés les plus modernes. Les émissions interrompues temporairement sur les ondes moyennes ont repris. On fait des tentatives énergiques d'étendre la diffusion, par l'intermédiaire de filiales disséminées sur tout le territoire de l'URSS. Des auto-radios bon marché accordés aux fréquences d'Europe Plus ont été commandés à des entreprises soviétiques. La première chaîne de la télévision centrale de l'URSS fait intensément, elle aussi, de la publicité à l'Europe Plus en tant que première station radio musicale du pays.

Le journal *Komsomolskaïa Pravda* du 5 février 1991 a annoncé l'enregistrement officiel de la première station radio privée d'URSS : radio-Vladivostok. Son fondateur est le journaliste Dmitri Bruzguine, spécialiste des émissions d'information et de publicité.

Le 8 février 1991, un arrêté du Président de l'URSS a annoncé la création de la Compagnie d'État de radiodiffusion et de télévision pour remplacer le Comité d'État pour la radio et la télévision.

## Chapitre deuxième

### Les étoiles du petit écran

A la télévision soviétique, depuis 1989, les speakers qui donnaient la lecture des dépêches de l'agence gouvernementale TASS cèdent la place aux commentateurs et aux animateurs. Les résultats ne se sont pas fait attendre. Bien des journalistes de télévision sont vite devenus assez populaires pour être élus aux parlements de l'Union et des républiques fédérées ainsi qu'aux Soviets locaux. Certains commentateurs de la TV ont au contraire accru leur popularité en prenant leurs distances par rapport à la politique. C'est le cas de Vladimir Moltchanov, animateur d'une émission de la première chaîne de la TV d'URSS, reçue par la quasi totalité des Soviétiques, qui a été reconnu meilleur présentateur de l'année. La deuxième chaîne est reçue par un peu moins de Soviétiques. A Moscou, il y a aussi une chaîne locale et une chaîne éducative. Pour la première fois de l'histoire soviétique, la deuxième chaîne a été utilisée pour la retransmission en direct des travaux des Congrès des députés du peuple de l'URSS, des sessions du Soviet suprême de l'URSS, des conférences nationales et du congrès du PCUS. Ce sont les lecteurs de la *Literatournaïa gazeta* qui ont manifesté le plus d'intérêt pour les émissions de Moltchanov. En deuxième position, vient la couverture en direct des sessions du Parlement de l'Union au Kremlin. Je suis sûr et certain que ce même Moltchanov ou deux ou trois de ses collègues pourraient procéder à une analyse objective des débats et en présenter une synthèse dans un style détendu, à l'occidentale, et non moins intéressant. Mais on sait qu'à la TV soviétique, est de rigueur dans les émissions politiques, c'est ce style rigide, cette langue de bois, propre à la *Pravda*, à l'*Humanité*, etc. D'autre part, pour la première fois de l'histoire de la TV soviétique, on a vu des parlementaires faire la queue devant le micro pour crier haut et fort la vérité. Ce n'était plus un spectacle politique mis en scène par le Comité central du PCUS.

On peut affirmer qu'il n'y a pas eu de changements radicaux à la TV d'URSS, tout comme il n'y en a pas eu dans le PCUS. Scission, effondrement, perte de pouvoir et d'autorité, cela oui, mais changements réels, et repentir pour la mer de mensonges et les années de terreur idéologique, non. Mikhaïl Nénachev, l'homme qui sous Brejnev était l'un de ses plus

proches collaborateurs et qui, depuis le CC du PCUS, dirigeait les organismes de propagande et qui était l'artisan de la « théorie de l'efficacité de la propagande communiste » (sujet de dizaines d'articles et de deux thèses de doctorat), détient toujours le pouvoir au Ministère soviétique de l'audiovisuel, au Gostéléradio.

Pourtant la situation s'améliore. Au centre de TV à Ostankino (Moscou), Vladimir Moltchanov, 38 ans, commence son émission mensuelle d'une heure et demie, *Avant et Après minuit* : les Soviétiques voient sur leur petit écran de brefs sujets sur l'élevage de cigognes en Australie, sur un robot japonais capable de monter à cheval et sur l'œuf le plus gros du monde. Apparaissent aussi des vedettes du rock comme Michael Jackson et Sting. Par rapport à la télévision d'autrefois, rigide et orthodoxe, les clips occidentaux et le passage des plans intérieurs aux plans extérieurs et vice versa apparaissent comme une vraie révolution. Mais les millions de Soviétiques qui regardent cette émission le font pour une autre raison : ils veulent voir de leurs propres yeux des résultats de la politique de glasnost prônée par Mikhaïl Gorbatchev : un écrivain soviétique de renom qui condamne l'« horrible esclavage stalinien », des wagons de marchandise rouillés sur une voie ferrée du GOULAG et même des images, très rares d'ailleurs, du tsar Nicolas II et de sa famille.

Une autre émission, appelée *Vzgliad* (Regard), mélange de 60 minutes (CBS aux États-Unis) et de MTV, est animée par deux journalistes, Alexandre Lioubimov, 27 ans, et Dimitri Zakharov, arborant chacun un costume de loubard, T-shirt et jean. Parfois ils semblent un peu trop insolents, quand ils invitent les spectateurs à leur envoyer des pâtes avec des clous et des baguettes de pain avec des morceaux de verre dedans pour constituer un musée pas comme les autres. Mais tout comme Moltchanov, les jeunes journalistes paraissent bien décidés à voir jusqu'où va la glasnost.

*Vzgliad* qui passait tous les vendredis traite en règle générale de sujets jusqu'ici tabous et qui préoccupent l'opinion publique. Les correspondants de l'émission ont interviewé de jeunes néo-fascistes, des magistrats qui sont sur les traces de mafiosi, des anciens soldats soviétiques d'Afghanistan tabassés par la police et montrant leurs ecchymoses en guise de preuves. Même la musique de l'émission traduit un désir de protestation comme par exemple le clip d'Eurythmies reproduisant des séquences du film tiré du roman *1984* de George Orwell, ou encore des chansons folkloriques interprétées par le groupe Aquarium sur fond de documentaires de l'époque stalinienne et de bottes piétinant tantôt une machine à

écrire, tantôt un saxophone. Pour reprendre les paroles de Zakharov, « plus il y aura de glasnost à la TV, plus il y en aura dans la vie ».

En Union soviétique, l'estimation des émissions télévisées n'est pas fondé, comme aux États-Unis, sur des calculs d'audience mais, à en croire un sondage de la *Literatournaïa gazeta*, *Vzgliad* et *Do i posle polounotchi* (Avant et Après minuit) viendraient respectivement en première et en troisième positions pour la popularité. Les Soviétiques manquent cruellement d'information : aussi les journaux et les débats télévisés occupent-ils les sept premières places. Pour reprendre les paroles d'un ancien réalisateur de spectacles télévisés, Boris Poulgarine, « à quoi bon regarder des émissions sportives quand les débats télévisés tournent au véritable combat ? ».

Il n'y a pas encore longtemps, la télévision était très ennuyeuse et sur leur petit écran les spectateurs voyaient très peu de ce qui les intéressait - mis à part les journaux du soir, les documentaires sur la nature, les émissions critiques aux audaces bien limitées et les jeux de questions et réponses. Les émissions nocturnes ne convenaient pas beaucoup aux ouvriers qui devaient se lever tôt pour poursuivre la « révolution permanente ». Selon le journaliste estonien Urmas Ott, la chaîne centrale était comme une « boîte de conserve, ronde, bien fermée pour que rien n'y pourrisse ; une chose qui ne change pas et ne présente de ce fait aucun intérêt ».

Arrivé au pouvoir en mars 1985, Gorbatchev a apporté avec lui un vent nouveau. Sergueï Lapine, qui au poste de président du Comité d'État pour la radiotélévision avait veillé pendant 15 ans à ce que l'antenne soit interdite à la contestation, fut mis à la retraite. Avec une énergie rappelant un peu John Kennedy, Gorbatchev a donné au pays des leçons de glasnost. Il prit goût aux bains de foules tout en donnant l'impression qu'il ne savait pas que les caméras étaient braquées sur lui.

Se fixant pour objectif de contrer les apparatchiks conservateurs et de faire connaître sa politique de perestroïka, il a trouvé naturel de faire appel à la télévision. L'eau courante n'existe peut-être pas dans toutes les régions rurales d'URSS mais même au fin fond du pays il y a des antennes de TV qui se dressent sur les toits des maisons. En 1960, on ne dénombrait à travers le pays que 22 téléviseurs pour 1 000 habitants. En 1986, ce chiffre était monté à 299. D'après un sondage réalisé par le Gostéléradio, 86 % des Soviétiques considéraient alors la TV comme la source principale de leur information sur le monde extérieur. Qui plus est, 63 % estiment que la TV influe beaucoup sur leur mentalité et leurs principes.

La télévision a répondu à l'appel à la perestroïka lancé par Gorbatchev en ajoutant quatre heures d'antenne sur les deux chaînes fédérales. Les émissions débutent tôt et se terminent tard. L'émission *90 minutes* qui passe le matin s'est révélé si populaire qu'il a fallu l'allonger à *120 minutes*. Pour les kolkhoziens il suffit d'allumer la télé pour avoir les données sur la récolte dans la région de Volgograd. Pour les distraire, il y a les clips avec des numéros de danse présentés par les filles du ballet de la télévision est-allemande arborant des tenues suggestives à bordure d'hermine.

Même le fort orthodoxe journal télévisé *Vrémia* qui passe le soir et qui est considéré comme l'un des piliers du système soviétique a été influencé par la « nouvelle mentalité ». On l'a fait suivre d'un autre journal, *Le phare de la perestroïka*, d'une durée de 10 minutes, qui couvre pratiquement tout, des distilleries clandestines à la catastrophe écologique de la mer d'Aral en passant par la pénurie de prothèses chirurgicales.

Des expériences sont tentées par les stations locales. L'émission *Bonsoir; Moscou* dépêche ses jeunes journalistes pour filmer des faits divers dans les rues de Moscou. Elle invite aussi des officiels pour qu'ils répondent aux questions posées par téléphone. La station de Leningrad a lancé des émissions audacieuses comme la *Cinquième roue*, consacrée aux nouveaux noms des arts et de la littérature, et le journal télévisé *600 secondes* présenté par Alexandre Névozorov, journaliste qui rend compte de la journée à Leningrad, depuis les phénomènes culturels jusqu'aux faits divers. Urmas Ott, de la TV d'Estonie, a acquis grâce à ses interviews de personnalités une popularité si grande que son émission *Connaissance télévisée* est rediffusée sur la chaîne centrale.

La glasnost à la TV a ses pierres d'achoppement. Dans un pays où il suffisait aux présentateurs de donner lecture des dépêches de TASS, peu nombreux sont les journalistes capables d'improviser en direct. Par exemple, on est allé chercher les animateurs de *Regard* à la rédaction étrangère de radio Moscou où les commentateurs bénéficiaient de plus de liberté pour préparer leurs émissions à destination des auditeurs étrangers.

Certains critiques de la TV d'URSS sont plutôt sceptiques quant aux changements à la télé. La seule idée inédite qu'ait eue la TV centrale, affirment-ils, a été le nouveau type d'émission musicale et d'information que sont *Regard, Avant et Après minuit* et *120 minutes*. Une journaliste de la *Literatournaïa gazeta*, Lidia Polskaïa, propose même d'avoir deux chaînes fédérales concurrentes pour promouvoir la créativité et la recherche d'idées nouvelles.

Les Occidentaux expérimentés ne croiront jamais que le puissant État qui détient le monopole des alcools, de l'émission de billets de banque et de la radio-télévision le partagera avec quelqu'un d'autre. Je suis d'accord et je peux même vous citer un exemple de fraîche date pour le prouver. En 1990 les députés communistes qui n'étaient pas d'accord en tous points avec le CC du PCUS et le Comité du parti de la ville de Moscou, ont gagné la majorité à la mairie de Moscou. Le nouveau maire de Moscou Gavriil Popov, connu pour son activité au sein du Soviet suprême de l'URSS, avait souhaité que les quotidiens du parti, la *Moskovskaïa Pravda*, *Vetcherniaïa Moskva* (Moscou Soir), ainsi que l'émission *Bonsoir, Moscou* tiennent compte, d'une manière ou d'une autre, du nouveau rapport de forces politiques. En réponse, la direction de la TV centrale, qui agit sous la houlette des instances du parti, a écarté de leurs fonctions les deux commentateurs les plus populaires de la chaîne de Moscou dont Guéorgui Kouznetsov, très aimé des Moscovites.

Déjà, on ne voyait plus que très rarement les interviews brillantes d'Umas Ott à la télévision fédérale. Mais le plus grand scandale allait éclater à la suite de la liquidation du journal télévisé du dimanche dont le taux de popularité était très élevé. Voilà ce qu'en dit dans les pages de l'hebdomadaire *Argoumenty i fakty* (n° 16, 1990) Edouard Sagalaïev, chef de la rédaction principale d'information de la TV centrale d'URSS :

Le journal *7jours* est passé la première fois sur les ondes le 2 novembre 1989 et la dernière, le 4 mars 1990. En moins de quatre mois, l'émission a reçu plus de 20 000 lettres de soutien.

L'émission a été liquidée sur un ordre de la direction du Gostéléradio de l'URSS, stipulant notamment : «Vu la nécessité de couvrir plus largement les événements intérieurs et extérieurs et attendu que la situation socio-politique en URSS est tendue, le journal télévisé *Vrémia* sera désormais de nouveau diffusé tous les dimanches. Il faut trouver un autre créneau pour l'émission *7 jours*.

A en juger par notre courrier, 99 % des spectateurs soviétiques désapprouvent cette mesure. Le centre national d'études sociologiques du Conseil central des syndicats soviétiques et du Comité d'État de l'URSS pour le Travail a réalisé un sondage objectif dont il ressortait que seuls 2 % de téléspectateurs étaient contre la substitution de *7jours* au journal *Vrémia*.

Etant donné le besoin d'un journal télévisé le dimanche, nous étions prêts à le rétablir plus tard mais la direction de la Radiotélévision de l'URSS a exigé la révocation d'un des présentateurs, A. Tikhomirov, comme condition préalable.

Dans cette situation, l'équipe de *7 jours* considéré comme peu éthique le rétablissement du journal.

Les choses en sont là aujourd'hui. Nous sommes pour rétablir *7 jours* dans les plus brefs délais.

Hélas, la très orthodoxe émission *Vrémia*, rétablie de nouveau dans ses droits, est redevenue quotidienne. Elle me fait à moi l'effet d'une lecture à haute voix de la *Pravda* ou de *l'Humanité* rédigées par le membre du Politburo Egor Ligatchev et notre valeureux général Rodionov qui, après avoir noyé dans le sang la manifestation pacifique d'avril 1989 à Tbilissi, s'en était ensuite vanté du haut de la tribune du Soviet suprême de l'URSS. Moi, j'aimerais voir quelque chose dans le genre d'*Ogoniok*, des *Nouvelles de Moscou*, du *Monde* ou du *Figaro* à la place de mensonges criminels sur les événements dans les républiques fédérées. Et si je «tape» sur la télévision soviétique, je n'en tiens pas moins en haute estime nombre de ses journalistes dont les efforts font avancer la perestroïka.

« Télé alternative : le pour et le contre », tel a été le sujet d'une table ronde organisée par la *Literatournaïa gazeta* le 30 mai 90 et qui avait réuni les présentateurs les plus populaires auprès des 200 millions de téléspectateurs soviétiques. A la fin des débats, la rédaction du journal rapporte que les agences APN et TASS, ainsi que le Comité d'État de l'URSS pour le cinéma, le Soviet de Moscou sont prêts à organiser leurs propres chaînes, tout comme de nombreux autres organismes, mouvements politiques et coopératives. L'Union soviétique aura une télévision alternative qui fournira des informations plus amples, plus franches et ouvertes. C'est ce qu'ont dit les participants à la table ronde :

V. Tsvétov. Depuis que notre télévision existe, elle n'a jamais été dirigée par un professionnel. Mais ce n'est pas très grave. Au Japon, le ministre n'est jamais un professionnel : aujourd'hui il dirige la santé publique, demain, la diplomatie. C'est un homme politique qui prend des décisions politiques. Mais le reste de la structure ministérielle se compose de professionnels. Chez nous, à tous les niveaux du pouvoir, l'amateurisme fleurit. Dans les pages d'*Ogoniok*, Dimitri Zakharov cite un exemple typique de ce dilettantisme. Un cameraman qui se prépare à filmer une exposition de sculptures dit que pour monter l'éclairage, il lui faudrait une heure. Son chef réplique : une heure, c'est beaucoup trop, cinq minutes suffisent bien à un photographe.

Le deuxième congrès des députés du peuple de l'URSS, avait pris la décision de ne pas faire de reportages télévisés de la séance consacrée à l'enquête sur les événements de Tbilissi le 9 avril 1989. Mais la séance a été enregistrée. Or, au moment où la délégation géorgienne quittait la salle, les caméras s'en détournaient pour montrer des gros plans des visages de députés assis à leurs places. Ainsi, au moment même où elle était écrite, l'histoire s'est trouvée faussée. D'ici 10 ou 20 ans, qui sait, cette

sortie de la salle pourrait être considérée comme un jalon marquant de la pere-stroïka ou des rapports entre la Géorgie et l'URSS mais faute de professionnalisme, la télévision l'a enterrée. Quelle est la différence entre un dilettante et un professionnel ? Le premier ne fait que détruire, le second, Après avoir détruit, édifie. Une autre maladie grave de la télévision, c'est la «kachpirovisation» (du nom de Kachpirovski, guérisseur populaire - *N.d.T.*). L'emprise des guérisseurs est lourde de conséquences. Je vous ordonne, clame Kachpirovski, de vous mettre devant le petit écran, de croiser les bras et d'attendre. Je vous épargnerai les maux physiques, les crises sociales, les problèmes économiques. Ne bougez surtout pas. C'est une sorte de lyssenkisme dans le domaine spirituel (L'académicien T. Lyssenko était un aventurier qui au temps de Staline parvint à se faire sacrer maître de l'agronomie soviétique. *N.d. T.*). Au contraire *Regard* ou *Avant et Après minuit* incitent les gens à réfléchir, à lutter, en leur disant que personne ne les sauvera sinon eux-mêmes et qu'il faut donc agir. Et c'est précisément cela qui effraie les patrons de la télévision.

I. Fessounenko. La télévision doit s'élever aujourd'hui au niveau de la société. Jusqu'ici, on était au fond un élément des structures idéologiques qui suivaient nos activités beaucoup plus attentivement parfois que nous ne l'eussions souhaité. Je vais vous citer un exemple : le 11 avril dernier, deux jours Après que les troupes y avaient violemment dispersé une manifestation informelle, j'ai été dépêché à Tbilissi pour, m'avait-on expliqué, «apaiser les tensions». Dès les premières interviews, une question douloureuse s'est posée à moi : qui était responsable de l'emploi de gaz contre les manifestants ? A Moscou, toute information en la matière était censurée. Résultat : mes reportages qui passaient au journal télévisé *Vrémia* déchaînaient les passions des Géorgiens au lieu de les calmer. La tutelle mesquine du centre provoque le contraire de l'effet escompté. Moralité : il faut faire davantage confiance aux journalistes qui se trouvent sur les lieux. En principe, la télévision ne doit plus être le porte-parole des apparatchiks. On devrait suivre le principe posé par le 1<sup>er</sup> Congrès des députés du peuple : le Gostéléradio de l'URSS devrait être subordonnée au parlement qui, du moins en théorie, exprime toute la gamme des opinions de la société.

V. Moltchanov. Que dire, comment et à propos de quoi. Voilà les questions les plus importantes, problèmes insolubles parfois. D'être obligé comme je le suis de présenter tout le journal *Vrémia* me donne des cauchemars. Que due dans cette émission des événements baltes, Moi, je ne peux répéter ce qu'en dit l'agence TASS. Nos envoyés sur place, ils ne diront rien de précis non plus. Quant aux journalistes locaux, jamais notre direction n'acceptera de leur donner la parole. Franchement, j'aurais préféré avoir à présenter uniquement les informations internationales plutôt que passer aux yeux du public pour un imbécile qui commente la situation dans le pays sans en avoir la moindre idée.

V. Pozner. Là encore, c'est la question du professionnalisme qui se pose. Il est clair que toute émission régulière doit être réalisée par une équipe permanente. Chaque édition du journal télévisé *Vrémia* doit avoir son équipe à lui. C'est alors qu'il pourra y avoir concurrence entre elles. A quoi bon ce chasse-croisé ? Ou prenons 120 minutes, qui touchent la plus vaste audience, je crois. En Grande-Bretagne, en

Amérique, en Italie, les émissions analogues sont réalisées par une même équipe, des gens qui se couchent à neuf heures du soir et se lèvent à cinq heures du matin, et qui font ça cinq jours par semaine. Ce travail infernal est très bien payé. Et savez-vous combien sont payés ceux qui font *120 minutes* ?

Le Gostéléradio, tel qu'il est aujourd'hui, est l'émanation d'une certaine étape dans l'évolution d'une société qui n'a jamais eu le souci de se doter de professionnels. Aujourd'hui qu'elle essaie de changer, le professionnalisme se heurte au mur du dilettantisme. Et cela se fait sentir de plus en plus souvent à la TV. »

Mais même à la télévision il y a des journalistes honnêtes pour qui la conscience n'est pas un mot creux et qui ont le courage de défendre leur point de vue au mépris des sanctions de la part de leurs supérieurs que cela peut leur valoir. Voici l'opinion d'un autre journaliste de la TV centrale.

Privé de son enfant chéri, (ce fut d'abord, le 72<sup>e</sup> étage qui s'est éteint sous la pression de la direction, puis, 12 mois plus tard, 7 jours) Edouard Sagalaïev, téléjournaliste réputé, a accordé aux *Izvestia* du 6 avril 1990 une magnifique interview qui vaut la peine d'être citée, tellement l'appréciation de la situation est précise et professionnelle :

Aujourd'hui la première chaîne fédérale de la TV centrale est reçue en principe par 96 % de la population du pays ; la deuxième, par 72,5 % ; la quatrième, la seule à pouvoir servir de base à une TV alternative, par environ 10 % de la population. 10 % seulement ! Mais une autre question se pose aussitôt, beaucoup plus importante. Que deviendra la TV centrale si la possibilité de s'exprimer librement passe à la TV alternative ? Dans cette hypothèse, 10 % des téléspectateurs regarderont manifestement une télévision alternative passionnante, créative, indépendante et intelligente alors que la quasi totalité des Soviétiques devront se contenter de la télévision orthodoxe, morne et ennuyeuse.

L'idée d'une TV alternative est soutenue, dans les pages de la *Pravda* du 5 février 1990, par M. Nénachev, président du Comité d'État de l'URSS pour la radio-télévision. L'objectif de Nénachev est pourtant différent. Lui aussi est d'accord pour «...mettre en place, parallèlement à la TV publique, une TV alternative qui refléterait les vues et les prises de position de diverses organisations et groupes non gouvernementaux.

Je crains que la réalisation de cette idée, dans le but de prendre ses distances par rapport à ceux qui voudraient nous «fourvoyer», aboutisse non pas à la victoire mais à une défaite de la TV d'État que des dizaines de millions de Soviétiques regardent simplement parce qu'ils n'ont pas le choix.

Dans ce même article, le chef du Gostéléradio remet en question la possibilité même pour la télévision centrale de refléter différents points de vue : « Beaucoup de nos difficultés... découlent de ce que nous cherchons, dans le cadre d'une télévision publique unique, à exprimer en même temps des prises de position différentes, opinions et approches qui existent réellement aujourd'hui dans les conditions de la démocratie et

du pluralisme ». D'où la nécessité de mettre en place une TV alternative qui permettrait de pousser la pluralité d'opinions hors de la TV d'État. Et pourtant, les principes de pluralisme s'affirment dans notre société. Une télévision populaire dans un État populaire se doit de refléter toute la gamme des points de vue existants.

En réalité, on applique souvent une politique anti-nationale si vous voulez, nuisible à l'État. Vous croyez que j'exagère ? Le ciel ne s'écroulera pas si les Soviétiques ne voient pas un sujet quelconque. Mais le silence de la télévision centrale sur les pogroms à Bakou a porté un grave préjudice aux peuples Arménien, azéri et autres. Je souligne que je ne parle que des informations et non pas des appréciations ou des commentaires analytiques. Les informations, comme vous le savez, ne tolèrent pratiquement pas les épithètes ni les étiquettes. En effet, les Soviétiques veulent que le journal *Vrémia* soit une source d'informations nationales et internationales et non pas qu'il expose le point de vue des autorités sur le pays et le monde tels qu'ils auraient du être selon elles.

Les omissions, les raccourcis, les faits censurés privent les Soviétiques, du téléspectateur de base au président, d'informations objectives. Les informations objectives sont un appui sur du pouvoir et de ceux qui l'exercent. Si elles ne le sont pas, on n'est plus sûr de rien.

C'est pourquoi je veux que la télévision publique le devienne réellement.

Pour cela, il faut d'importants efforts. Je crains que les débats animés au sujet des structures ne nous fassent oublier certaines évidences, telle que la présentation orthodoxe et figée de la première et de la deuxième chaînes de la TV centrale. Pour le moment, elles sont plutôt anonymes et n'ont pas d'orientation claire et nette. Autre problème : la TV est trop politisée au détriment de sa vocation artistique : bientôt toutes les chaînes ne diffuseront que des congrès et des sessions des députés du peuple. C'est un sens de la mesure qu'il nous faut. D'autre part, la TV de Russie représente un immense champ de travail.

J'avoue que j'aime rêver et inventer un avenir pour la TV. Je suis pédagogue par vocation, non politicien, et mon projet est né sous l'effet de la chaîne éducative qui me semble très intéressante. Cette chaîne m'apparaît à moi comme une sorte d'école télévisée. Elle aura une noble mission, celle d'accroître son auditoire et de distribuer les vidéocassettes des meilleurs films. Je voudrais que les Soviétiques possèdent chez eux non seulement *L'aube rouge*, mais aussi des cours d'anglais, des cours d'histoire sur la civilisation mondiale, les chefs-d'œuvre du théâtre et du cinéma mondiaux. Il faut réunir tous ces dossiers en vidéocassettes, procéder à des projections régulières afin d'inciter les gens à avoir ces enregistrements chez eux. Ce sera une chaîne sociale tournée vers l'avenir, aussi relatif soit-il.

L'homme du XXI<sup>e</sup> siècle devra savoir manier l'ordinateur, connaître le langage des affaires, au moins deux langues étrangères, la Bible, la mythologie, la philosophie. Les Soviétiques doivent donc être aussi «calés» que les autres peuples sur le plan intellectuel, moral ou physique. Mais je comprends que la TV à elle seule ne saurait atteindre un objectif aussi ambitieux.

A une époque, le journal *Vrémia* était appelé le miroir de la TV centrale. Aujourd'hui le principal journal d'information du pays est souvent cité pour illustrer le retard pris par la TV centrale sur la presse. *Vrémia* change, c'est sûr, mais il change trop lentement.

Il ne montre certes plus seulement des tracteurs. Sur l'écran de *Vrémia*, on voit des gens aux idées originales, des reportages intéressants, des interviews intelligentes et vives. Les informations intérieures ont l'air plus véridique, tout comme les reportages sur les événements dans le monde. Et pourtant, les téléspectateurs ne sont pas satisfaits car on ressent toujours les strictes limites imposées au journal. Les débats idéologiques, les exemples de confrontation sociale, les événements qui démentent la position officielle ne trouvent toujours pas leur place dans le journal.

On a souvent vu *Vrémia* donner sur le Haut-Karabakh, la Transcaucasie ou les pays baltes des informations qui différaient beaucoup ou prenaient même le contre-pied de celles fournies par le *Regard*, *Avant et Après minuit*, la *Cinquième roue* (Leningrad) qui devaient être, elles, confirmées plus tard au plus haut niveau. Cela n'a pas manqué de nuire au prestige du premier journal télévisé du pays. *Vrémia*, disent de nombreux spectateurs, est un porte-parole officiel qui ne peut par conséquent être sincère à 100 %.

Il semble que les téléspectateurs ne soient pas les seuls à être mécontents du journal *Vrémia*. Le 12 novembre 1989, à 21 h 00 (heure de Moscou) le journal *7 dnei* (*7 jours*) passait pour la première fois sur les ondes. Pendant 4 mois, tous les dimanches, *7 jours* a joué le rôle du principal journal télévisé. Dès les premières éditions, on avait eu le sentiment que c'était non seulement une nouvelle émission, mais aussi une nouvelle conception de la télévision fédérale.

Le journal télévisé devenait enfin en URSS, comme partout dans le monde civilisé, une émission plus personnelle, donc moins orthodoxe. Résultat : au bout de deux mois, *7 jours* égale en popularité les émissions du soir.

Autre fait curieux : la première édition de *7 jours* a été présentée par Edouard Sagalaïev, chef de la rédaction d'information. Or, ce n'est pas un secret qu'aux yeux des spectateurs, les journalistes et les cadres administratifs passent pour deux camps adverses, les premiers faisant des émissions critiques et vives et les seconds s'employant à arrondir les angles au point de rendre ces émissions méconnaissables. Cette fois-ci, le chef de la rédaction de l'information, membre du Conseil d'administration du Gostéléradio, commença l'émission par les paroles suivantes : « Nous

comprenons qu'il y a beaucoup de fausses rumeurs, d'informations peu exactes, voire délibérément déformées. Nous croyons que les téléspectateurs ont le droit de connaître la situation réelle et de faire leur choix en toute conscience. Vous pouvez compter sur notre objectivité et notre sincérité. Nous n'allons pas vous imposer notre opinion, mais nous n'allons pas la dissimuler non plus. »

Qu'y avait-il de nouveau à cela ? La théorie et la pratique de la TV ont prouvé depuis longtemps que les informations « personnalisées » constituaient l'un de ses principaux atouts. Et pourtant, sur le petit écran soviétique, dominé par des speakers qui donnaient lecture de textes écrits par on ne savait trop qui, ce principe n'avait pratiquement pas été appliqué pendant longtemps.

Les émissions du soir furent les premières à proposer une autre façon de présenter les informations, plus libres et plus objectives. Du coup, elles se sont retrouvées en opposition avec le journal *Vrémia*. Pour que les téléspectateurs commencent à surmonter leur méfiance à l'égard de la TV centrale, il fallait un nouveau journal télévisé national qui, passant tout comme *Vrémia* aux heures de grande écoute, réaffirmerait par là même la position du Gostéléradio.

Edouard Sagalaïev et Alexandre Tikhomirov, autre présentateur permanent de *7 jours*, ont fait montre de responsabilité personnelle dans le choix et la présentation des principaux événements de la semaine. On peut affirmer avec certitude que *7 jours* n'a jamais fait de ces omissions importantes auxquelles *Vrémia*, toujours pris en défaut par les radios occidentales, doit sa triste réputation.

La manifestation alternative du 7 novembre 1989 à Moscou, l'assaut du Ministère de l'intérieur à Kichinev par les participants à une manifestation non autorisée, des reportages parlants sur les deux meetings de Leningrad, couverture ponctuelle des changements spectaculaires en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est, en Roumanie, les résultats des sondages sociologiques présentés dans toute leur crudité, des interviews avec les gens les plus différents, d'un modeste ouvrier au guérisseur Kachpirovski ou à Boris Guidaspov, secrétaire du PCUS pour Leningrad, autant de sujets qui distinguaient *7 jours* des journaux télévisés ordinaires. Non seulement par la qualité de ses sujets (aujourd'hui encore des reportages pareils sont difficiles à imaginer au journal *Vrémia*) mais aussi par l'orientation globale des meilleures éditions.

On constatait dès le départ que, aussi différents que fussent leur styles et leurs penchants personnels, Sagalaïev et Tikhomirov aspi-

raient à l'objectivité. Dans les sujets les plus incisifs, sur les grévés des mineurs, les meetings de Leningrad, ou la scission du PC Lituanien, la parole a toujours été donnée aux représentants des deux parties opposées. Souvent mais pas toujours, les présentateurs permanents faisaient connaître leur avis personnel sur la question. On a même vu, une fois, Tikhomirov polémiquer ardemment et de façon argumentée avec un membre du Politburo. J'explique cette audace de la part de Tikhomirov non seulement par ses qualités personnelles mais aussi par son sens des responsabilités, celui d'un présentateur soucieux de l'image de marque de son émission. C'est une des raisons pour lesquelles on n'aurait pas dû accroître le nombre d'auteurs-présentateurs de *7 jours*. L'expérience de *Vzgliad* a montré que lorsqu'une émission commence à passer de mains en mains, le moment vient où elle cesse de passer sur les ondes.

Souvent on comparait *7 jours* à *Regard* en disant que c'était un *Regard* pour adultes, un *Regard* sans musique. Je crois que ces parallèles constituent une autre preuve du manque d'émissions objectives et passionnantes à la TV soviétique.

« Le développement politique de notre télévision est en retard sur l'évolution de la société. Si je voulais aujourd'hui faire connaître mes propres positions, mes propres idées, mes propres généralisations, je serais obligé de les confier à la presse. A la TV centrale, c'est le monopole officiel. Moi qui suis membre du PC et commentateur politique, je ne pourrais jamais m'exprimer au sujet de certains événements dans le journal *Vremia*. » C'est ce qu'a déclaré dans son interview à l'hebdomadaire *Nédélia* (n°12, 1990) le commentateur politique de la TV centrale Vladimir Tsvétov, qui avait travaillé pendant 8 ans comme son envoyé spécial au Japon. Jusqu'à 1991, il a animé l'émission *Bonsoir; Moscou* aux côtés de Vladimir Pozner, une autre idole du public qui a animé une bonne dizaine d'émissions soviéto-américaines en duplex. Comment voyez-vous un commentateur politique idéal de la TV centrale ? a demandé à Tsvétov le journaliste de *Nédélia* :

Je vais essayer vous en donner le portrait-robot, cela devrait être amusant. A l'intelligence et l'esprit analytique de Stanislav Kondrachov (journaliste des *Izvestia* qui apparaît souvent à la TV) il faut ajouter la spontanéité de Bovine, (une autre star des *Izvestia*), la facilité de contact de Pozner (les manières impeccables et l'esprit critique de Moltchanov, aussi, il me semble - *N.d.A.*), et mon sens de la contestation... Vous savez, mes meilleures émissions, je les ai faites en m'insurgeant contre la TV centrale !

En 1989, les Soviétiques ont aperçu pour la première fois sur leurs petits écrans l'académicien Andrei Sakharov et nombre d'autres personnalités en vue dont des dissidents et des hiérarques de l'Église orthodoxe. Ils ont découvert qu'on recensait officiellement plus d'un million d'orphelins, soit plus qu'avant la guerre ; que tous les ans naissaient en URSS 45 000 enfants souffrant de malformations congénitales du cœur et que la moitié mouraient, faute qu'on ait moyens de les opérer ; que 400 000 enfants soviétiques étaient atteints de paralysie cérébrale ; que 6 000 petits soviétiques décédaient tous les ans des suites d'un cancer ; que sur un millier de nouveau-nés 24 présentaient des troubles de l'appareil locomoteur et 48 autres des pathologies psychoneurologiques. La santé, l'industrie médicale et la pharmacologie en URSS se trouvent à un niveau qu'on ne rencontre qu'en Afrique noire et la seule chose que la télévision puisse faire c'est d'organiser des collectes publiques de moyens comme elle l'avait fait à l'occasion du dernier télémarathon au profit des victimes de Tchernobyl et des autres programmes du Fonds soviétique pour l'enfance. Ce télémarathon a été présenté par Tamara et Vladimir Maximov, journalistes très connus de Leningrad. Outre qu'elle a permis de réunir des millions de roubles et de dollars, cette émission qui a duré 24 heures a rappelé aux Soviétiques l'existence de notions telles que l'honneur, la conscience, la grandeur d'âme, la charité, le soutien qui semblaient être tombées dans l'oubli depuis des décennies. A en croire la télévision et la presse, tout récemment encore nous n'avions ni pauvres, ni sans abri, ni handicapés, ni malades, ni invalides, ni personnes seules, ni orphelins ni même chômeurs.

En 1986, nous avons vu se produire dans notre pays une explosion nucléaire, sur laquelle nous allions faire le silence total pendant des années. En avril 1990, ces mêmes Maximov animaient un deuxième télémarathon au profit des enfants et adultes, victimes de la guerre nucléaire, victimes de l'indifférence criminelle des autorités de Biélorussie, d'Ukraine, des régions centrales de Russie qui ont laissé des millions de Soviétiques pourrir doucement dans les zones contaminées. Pratiquement aucun cadre du parti, ni le Ministre du nucléaire, ni celui de la santé, ni celui de la défense n'ont été sanctionnés. Et pourtant, pendant cinq ans, ils avaient interdit la publication des informations sur l'ampleur réelle de la catastrophe. Et c'est seulement en 1990, sous la pression des députés du parlement soviétique que la télévision a timidement annoncé que certains milieux concernés de l'opinion soviétique auraient aimé qu'il soit procédé à une enquête sur les raisons pour lesquelles les gens restaient aussi longtemps dans les zones contaminées.

Croyez-vous que la TV centrale ait dépêché une seule équipe de journalistes pour filmer la production agricole à Naroditchy ou dans la région de Jitomir, où non seulement des enfants meurent de radioactivité mais d'où des produits agricoles radioactifs sont expédiés vers d'autres régions du pays ? Non, il n'y a pas eu une seule émission de ce genre. La TV n'a pas parlé non plus de l'arrivée d'un convoi de wagons-réfrigérateurs contenant de la viande radioactive à la boucherie de Gori, en Géorgie. C'est par hasard qu'un taux de radioactivité élevé a été détecté. Le train a été finalement renvoyé au producteur. La TV centrale n'a pas parlé non plus du thé géorgien contaminé par les précipitations radioactives de 1986. Certains journaux en ont parlé mais pas la télévision centrale. Ce n'est pas un hasard si l'on ne voit plus de voitures bariolées de la TV centrale dans les capitales des républiques fédérées. En 1988-89, elles ont été attaquées par des téléspectateurs indignés.

La direction de la TV centrale de l'URSS et les autres responsables de l'idéologie savent ce qui se produirait si l'on montrait sur la première chaîne nationale, le soir et non pas la nuit, ne serait-ce qu'une infime partie des images témoignant des souffrances de la population restée dans la zone de Tchernobyl, dans un rayon de 30 km autour de la centrale et dans d'autres zones polluées disséminées à travers toute la partie occidentale d'URSS. Seul un vent miraculeusement favorable aura épargné en 1986 des précipitations atmosphériques radioactives à des villes importantes comme Moscou, Minsk, Kiev ou Donetsk. A ce propos, en mai-juillet 1986, aucune pluie n'est tombée sur Moscou car la moindre nuée était dissipée à coups de missiles.

Seule une poignée de critiques ont vu des documentaires comme *Microphone* de Guéorgui Chkliarevski ou *Le point de non-retour*; film dont la cassette vidéo avait été remise à Mikhaïl Gorbatchev par Alla Yarochinskaïa, députée du peuple de l'URSS. Je vais vous décrire un épisode de ce film, un seul, tourné en mai 1989 et rapporté dans la *Literatournaïa gazeta* du 28 février 1990 :

Quand je vois sur l'écran des enfants jouer à côté d'un compteur Geiger pris en gros plan et dont l'aiguille s'enfonce dans le rouge, moi qui suis pourtant un adulte et qui ai les nerfs solides, je me surprends à pleurer, car ce sont nos enfants. Demain mon fils pourrait épouser cette fille, ils auraient des enfants, puis des petits-enfants... Mais en auront-ils? Pense-t-on qu'on puisse vivre, isolé du monde derrière une sorte de muraille de Chine et se nourrissant de produits spécialement sélectionnés, et tenir ses enfants à l'abri de la réalité ?

La *Literatournaïa gazeta* avait précisé au moment de la publication de cet article, en février 1990, que la situation ne s'était pas améliorée dans les régions contaminées. Si la télévision avait été libre, tous les principaux ministres auraient dû, honteux, présenter leur démission. Ce n'est pas un hasard si, fin mai 1990, des députés du parlement soviétique ont exigé (nous l'avons vu à la TV centrale) la levée des dogmes idéologiques dans les domaines de l'économie et de l'information qui jouent le rôle le plus important dans notre vie.

Quoi qu'il en soit, il existe des télévisions libres en URSS dans les capitales des républiques fédérées, dans des chefs-lieux de Russie. Les centres de TV de Tbilissi et d'Erevan, de Riga et de Vilnius, de Tallinn et de Leningrad se distinguent de la TV centrale autant que *Komerçant*, se distingue de la *Pravda*. Or, les audiences respectives de ces télévisions ne sont pas comparables entre elles, et les échanges d'émissions entre la télévision centrale et les chaînes locales ne se font pas non plus sur un pied d'égalité. La TV de Géorgie se voit réserver une demi-heure par trimestre à la TV centrale, alors que cette dernière est présente tous les jours en Géorgie : la première chaîne est retransmise sans coupures et à 21 h 00 (heure de Moscou), le journal télévisé *Vrémia* passe à la fois sur la première chaîne nationale et sur la seconde chaîne, locale.

Seule la TV de Leningrad fait exception à la règle. Ses émissions peuvent être reçues par 50 millions de Soviétiques dans les régions de Leningrad, de Moscou, dans les pays baltes et les zones attenantes. Les journalistes de la TV de Leningrad se voient permettre beaucoup de choses, mais pas tout. Aux termes du règlement en vigueur, la TV de Leningrad constitue une filiale de la télévision centrale de l'URSS. Donc, côté personnel et programmation, elle est plus étroitement rattachée à Moscou que celles de Sverdlovsk, de Tbilissi ou de Tallinn. En 1979, le Conseil des ministres de l'URSS adoptait un arrêté ayant pour objectif de mettre en place, en 1983, une cinquième chaîne de la Télévision centrale sur la base de la télévision de Leningrad.

Le 6 avril 1990, aux alentours de 22 heures, une chose inouïe et impensable jusque-là en URSS s'est produite. Alexandre Névezorov, présentateur de *600 secondes*, journal télévisé très en vogue, avant de dire au revoir aux spectateurs, a lancé aux techniciens les paroles suivantes : « Ne coupez pas, s'il vous plaît. Je cède maintenant ma place à Nikolaï Ivanov, député du peuple de l'URSS et collaborateur de Thelmann Gdlian ». L'intervention en direct de celui-ci allait pourtant être coupée pour montrer un documentaire mais une dizaine de minutes plus tard Nikolaï

Ivanov réapparaissait sur le petit écran pour y rester trois heures à parler des péripéties de l'affaire ouzbéque (des centaines de personnes emprisonnées pour « crimes économiques ») instruite par l'équipe de Gdlian et d'Ivanov, petits juges devenus des héros. Il en résultait un millier de volumes de documents de nature à compromettre nombre de fonctionnaires haut placés de l'État soviétique dont des cadres du parti et de l'Intérieur. Comme l'a fait remarquer le député du peuple de l'URSS Gdlian dans une interview aux *Nouvelles de Moscou* (n° 15, 1990), cette émission avait permis de :

**rompre le blocus de l'information de près de 18 mois sur cette affaire. Ivanov n'avait rien montré de nouveau pour le CC du PCUS, le Parquet, le KGB ou la Cour suprême de l'URSS. Mais des dizaines de millions de nos compatriotes ont eu pour la première fois la possibilité de juger par eux-mêmes si les accusations portées contre nous étaient justes et fondées. A présent, ils auront du mal à croire que dès montages d'or avaient été confisqués à de pauvres paysans ouzbeks, comme l'affirment les médias. Les téléspectateurs ont également pu constater que les interrogatoires, les confrontations et tous les autres éléments de l'enquête sur la corruption de la partocratie étaient corrects. Qu'on laisse enfin au peuple la possibilité de décider à qui il peut faire confiance.**

Un scandale a éclaté dans les échelons supérieurs de la direction soviétique. Dans une conférence de presse sur cette affaire, M. Nénachev, président de Gostéléradio, a qualifié à deux reprises de « voyou » le présentateur de l'émission, Névozorov, et l'incident à la télévision léningradienne, de « prise de la TV par un groupe de députés de la municipalité de Leningrad ». Comme l'ont rapporté les *Izvestia* le 7 avril 1990, plusieurs dizaines de députés de la municipalité de Leningrad, Nikolai Ivanov en tête, sont venus un soir à la TV pour présenter la résolution de la première session de la municipalité de Leningrad sur le transfert de la TV de Leningrad sous l'autorité de la municipalité léningradienne nouvellement élue, et sur la destitution de Pétrov, président de la télévision de Leningrad. Le député Ivanov est intervenu deux fois en direct à la TV de Leningrad. A la fin de sa deuxième intervention, il a promis de revenir le 5 avril 1990 pour apporter de plus amples détails sur l'affaire. Le 4 avril, Pétrov a annoncé que l'intervention de Nikolai Ivanov serait annulée. Dans la soirée du 6 avril, M. Sénine, vice-président du Comité de la radiodiffusion-télévision de Leningrad, a rencontré à la TV un groupe de députés de la municipalité de Leningrad pour modifier le programme. Il y a quatre ans, tous les protagonistes de cette histoire se seraient retrouvés en prison avant de pouvoir dire un mot devant les caméras.

Les régions où seule la TV centrale est reçue restent nombreuses. Les chaînes locales se sont faites à leur rôle de programme

provincial de troisième ordre et elles ne cherchent plus à contrer le monopole de la capitale. C'est là une manifestation de la centralisation, caractéristique, hélas, de nombreuses sphères de notre vie. Aussi l'intérêt, de plus en plus vif, que les Soviétiques marquent à la TV de Leningrad doit-il être considéré comme un phénomène de l'époque de la glasnost.

« Une grande ville au destin régional ». Ce triste lot est celui de Leningrad, ancienne capitale de Russie, qui tout comme bien d'autres chefs-lieux administratifs de région a perdu sa place privilégiée dans la vie du pays. En toute objectivité, je dois dire qu'aujourd'hui la TV de Leningrad contribue notablement à rehausser le prestige de la grande ville sur la *Néva*. En dépit des impératifs de la centralisation qui veulent limiter la portée d'une chaîne locale à sa région, la TV de Leningrad étend son réseau de diffusion à d'autres régions européennes d'URSS. Et il n'est pas rare d'entendre à Moscou : « Tu as regardé hier soir la chaîne de Leningrad ? C'était fantastique... »

Le succès de la TV de Leningrad s'explique par sa capacité de trouver les sujets les plus actuels et les formes qui conviennent le mieux.

Prenons, à titre d'exemple, les émissions musicales et les shows télévisés. Pendant longtemps, ils avaient été considérés comme un attribut malsain d'un « mode de vie étranger ». Plus tard, avec le recul du rigorisme protecteur, les tout premiers pas faits par les variétés télévisées soviétiques ont révélé un manque d'imagination catastrophique chez les réalisateurs soviétiques. Le *Ring musical* de la télévision lénigradienne fut le premier à rompre avec cette tradition. Ce programme a été conçu par Tamara et Vladimir Maximov comme un dialogue entre les vedettes des variétés et leur auditoire. Les questions des spectateurs sont sérieuses ou badines, parfois caustiques, mordantes, franchement malveillantes ; les réponses témoignent parfois d'un esprit d'à-propos, mais le plus souvent sont plutôt décousues et bredouillantes. Les commentaires de l'animatrice Tamara Maximova et les sondages-éclairés auprès des spectateurs s'y ajoutent. Pour étoffer leurs premières éditions, les auteurs du *Ring musical* ont commencé par présenter quelques leaders du « rock intellectuel » et notamment le groupe Aquarium qui, interdit à l'époque, est mondialement connu à l'heure actuelle.

Plus tard, le *Ring musical* donna la parole à des musiciens de tout poil, depuis les ensembles de variétés largement connus aux groupes rock amateurs à réputation scandaleuse. Les premiers qui n'avaient plus rien à dire, étaient systématiquement détrônés. Les autres s'en tenaient ferme-

ment à leur position, celle de ne parler que de ce qui leur semblait digne d'intérêt à eux. L'époque de la glasnost inaugurée un peu plus tard allait favoriser l'émergence d'un rock d'orientation sociale aux sources d'inspiration aussi hétéroclite que la vérité historique, le non-conformisme et l'économie politique. Une des émissions assez récentes de *Ring* en a donné un exemple éclatant : l'invité était cette fois le groupe Antis de la ville de Kaunas dirigé par Algidas Kauspedas, un des leaders Lituaniens du mouvement pour la perestroïka. Les réponses d'Algidas, parodie burlesque et venimeuse des rapports présentés par les apparatchiks, commençaient toutes par une formule chère à ces derniers : « Eh bien, camarades !.. »

Une autre émission, *Les disques tournent*, allait très vite dépasser le stade d'apprentissage pour jeter les bases de l'école lénigradienne du vidéoclip cultivant le laconisme de l'image et une esthétique peu banale, que l'on retrouve dans les meilleurs clips (« Je ne t'aime pas ! » d'AVIA et « Le colonel Vassine » d'Aquarium) qui sont en fait des mini-films.

Mais c'est dans le domaine politique que la télévision lénigradienne enregistre les meilleurs résultats.

Tout phénomène nouveau a ses partisans et ses adversaires, et ceux qui hésitent à rejoindre les uns ou les autres. Les organisateurs du programme *L'opinion publique* ont tenté de mettre à leur profit cette répartition de forces traditionnelle. Ils organisent des débats sur les projets des arrêtés importants, des problèmes d'actualité assez variés qui suscitent l'intérêt de la population et les solutions qui pourraient leur être apportées. Trois groupes d'experts, les « Oui », les « Non » et les « Oui, mais... » sont en lice. Les spectateurs qui suivent le programme peuvent eux aussi prendre part au vote par téléphone. Le nombre d'appels téléphoniques et les résultats du vote par groupes sont traités par l'ordinateur et affichés sur les écrans. Cette « bourse des projets sociaux » examine non seulement les projets officiels, mais aussi les alternatifs. C'est ainsi qu'on a débattu le projet de Statuts de l'école secondaire : le projet proposé par le Ministère de l'instruction publique a été réfuté par les téléspectateurs qui ont voté pour les propositions avancées au cours de la même émission par un groupe de pédagogues-réformateurs favorables à une révision des principes fondamentaux de l'instruction.

On peut aussi citer l'émission qui a été entièrement consacrée à la seule question : « Croyez-vous aux bienfaits de la perestroïka ? » : ceux qui y croyaient se prononçaient devant le microphone installé près de la cathédrale de la Vierge de Kazan, ceux qui n'y croyaient pas

se sont rassemblés près du théâtre Pouchkine. La discussion a clairement montré le degré d'émancipation atteint par la conscience sociale : il suffit de dire que le Bureau politique du CC du PCUS et Mikhaïl Gorbatchev en personne ont été critiqués pour leur manque de radicalisme... Une autre émission de *L'opinion publique* a rassemblé au studio quelques délégués léninradiens ayant pris part à la XIX<sup>e</sup> Conférence nationale du parti, y compris les dirigeants municipaux. Le dialogue avec les spectateurs tournait autour de quelques sujets concernant le pluralisme politique, ses garanties et les droits de la minorité politique de se faire entendre. Après cette émission, le premier secrétaire du comité du PCUS de la ville de Leningrad a carrément reconnu que lui et ses collègues n'étaient pas prêts à un tel dialogue ; ce qui prouve qu'il faut faire renaître la tradition des discussions politiques libres.

*La Cinquième roue* à la télévision de Leningrad, fut la première émission d'un genre entièrement nouveau : un canal vidéo regroupant des sujets extrêmement divers tant par leur contenu que par leur genre. Le nom même de l'émission témoigne de son sens de la dérision : la cinquième roue (du carrosse, s'entend), c'est quelque chose dont on peut parfaitement se passer.

Pour vous donner une idée du niveau des émissions proposées par *La Cinquième roue*, en voici quelques-unes comme on n'en avait jamais faites depuis qu'existait la télévision soviétique : la première interview avec l'académicien Sakharov ; les premiers reportages en direct nous montrant des meetings de Pamiat, association franchement chauvine ; des films de cinéastes « alternatifs » ; reportages sur les premiers meetings de soutien à l'édification d'un mémorial aux victimes du stalinisme ; le premier entretien avec Venedikt Eroféev, auteur largement connu parmi les amateurs de l'« underground » littéraire. Et ainsi de suite...

Vu que *La Cinquième roue* accompagne d'habitude ses sujets d'un commentaire analytique de bonne qualité, je pense que ses meilleures émissions sont en fait ce qu'il y a de meilleur à la télévision soviétique. Citons, par exemple, Vladimir Arseniev, commentateur des *Izvestia*, qui a décrit ses impressions d'une des émissions dans le numéro du 23 mars 1990 du journal :

« *La Cinquième roue* est devenue une tribune libre pour exprimer des opinions qui contredisent en tout le point de vue des autorités officielles de la ville.

Ce n'est qu'une opinion exprimée par un spectateur parmi tant d'autres. Mais lorsque je suis venu à Leningrad pour rencontrer Bella Kourkova, rédactrice en chef de *la Cinquième roue*, c'est avec une vive satisfaction que j'ai constaté que j'avais tiré

les bonnes conclusions des programmes que j'avais vus. C'est ainsi que j'avais conclu en regardant au mois de novembre une interview en direct qu'Anatoli Sobtchak, député du peuple de l'URSS, a accordée à Bella Kourkova, qu'il était en train de se radicaliser. Sobtchak n'avait pas mâché ses mots en parlant des événements tragiques à Tbilissi en avril 1989 et des qualités personnelles du chef d'organisation du parti de la région de Leningrad. Il avait parlé avec tant de franchise que je fus sur le point d'applaudir.

— Cette émission a effectivement marqué une étape importante ne serait-ce que pour moi personnellement, a reconnu Bella Kourkova. Même si je n'avais rien fait d'autre que cette interview, je serais en droit de considérer ma carrière de journaliste comme réussie.

— Si je comprends bien, tous les auteurs du programme partagent les mêmes idées que vous ? Vous avez la même façon de voir les choses ?

— C'est juste, m'a-t-elle répondu, nous avons défini assez clairement un cercle des personnes ayant des positions avec lesquelles nous nous solidarisons. Nous sommes toujours prêts à les inviter chez nous pour prendre part au programme. Ce sont des hommes politiques. Quel que soit notre attachement aux problèmes culturels et quelle que soit notre aspiration à faire renaître l'intérêt pour les choses de l'esprit, nous ne pouvons pas être indifférents à la politique. Mieux, nous refusons de l'être, car les orientations politiques déterminent pour beaucoup le niveau culturel de la société...

Révéléateur, son point de vue sur le pluralisme : celui-ci serait impossible à réaliser dans le cadre d'un seul programme, tout comme il ne saurait se réaliser en un seul individu. D'après ce que j'ai compris en l'écoutant, l'« espace » qui est accordé à l'émission ne laisse pas de place à la multiplicité de positions. Ses auteurs sont donc forcés d'en choisir une qu'ils partagent sincèrement. Chaque programme doit avoir sa propre couleur bien visible parmi d'autres nuances, aussi bien que sa propre voix. Tandis que le pluralisme n'est réalisable qu'au niveau du studio de télévision dans son ensemble. L'animateur et le spectateur doivent faire leur choix, comme ils le font devant les urnes : un programme, une voix.

L'équipe de *la Cinquième roue* a l'oreille fine et l'œil juste pour suivre les événements. Il faut en outre remarquer que la gamme de ses centres d'intérêts est très étendue. Les spectateurs attendent avec impatience chaque émission non seulement pour participer aux débats politiques, mais aussi pour écouter Sergueï Cholokhov faire la critique des films et pour faire des voyages inattendus (il n'y a pas longtemps, *la Roue* a fait une excursion dans les quartiers de radio Liberty. *La Roue* vous fournit des informations que vous ne trouverez nulle part, ni dans la presse écrite, ni dans la presse parlée.

Avec le temps, il y aura peut-être en URSS cette télévision « alternative » dont l'utilité suscite aujourd'hui des débats si acharnés. Son niveau sera évidemment beaucoup plus élevé qu'aujourd'hui, mais d'ores et déjà, le prototype existe à Leningrad, 6, rue Tchapliguine, là où se trouvent les studios de *la Cinquième roue*.

... Le 4 mars dernier, Bella Kourkova a été élue députée du Soviet de Leningrad et députée du peuple de la Fédération de Russie. C'est un témoignage de son mérite et de la confiance dont elle jouit parmi les Léningradiens. »

Je voudrais aussi vous présenter deux autres nouveautés originales parmi les émissions destinées spécialement aux habitants de Leningrad : *Le télécourrier* et *600 secondes*. *Le télécourrier* est un recueil de reportages assez courts filmés chaque samedi et diffusés à minuit approchant. L'équipe de reporters circule en ville à bord d'un minibus équipé d'un radiotéléphone par lequel elle apprend les dernières nouvelles, depuis la visite d'un Premier ministre étranger jusqu'au malheur d'une vieille femme solitaire qui a perdu son chien. Les nouvelles arrivent non pas uniquement par le canal officiel, chacun est libre de téléphoner au studio, le numéro du *Télécourrier* est largement connu.

*600 secondes*, qui par définition est une émission éclair, est capable de concurrencer les programmes beaucoup plus longs. Elle propose une grande variété de sujets se succédant à une vitesse vertigineuse : c'est un kaléidoscope de nouvelles fournies par des agences d'information, d'événements criminels et curieux commentés d'une manière concise et légèrement ironique. Alexandre Névozorov, l'animateur en titre de cette émission provoque à lui seul le soir une véritable ruée vers le petit écran et se pose maintenant comme un des journalistes les plus populaires de la télévision soviétique.

En fait, la télévision de Leningrad réussit souvent à résoudre les problèmes sur lesquels s'acharnent en vain leurs collègues de Moscou et des autres villes soviétiques. Et si l'on considère la glasnost comme la conquête majeure de la perestroïka, ne faut-il pas reconnaître que sur l'écran léningradien nous assistons à une vraie révolution ?

Révolution, oui... n'empêche qu'aujourd'hui, après les enseignements amers de la révolution d'Octobre, les ennemis du communisme que nous voyons autour de nous, même les plus intraitables, nous inspirent de la méfiance, surtout lorsque ce sont des hommes politiques ou des journalistes de la télévision. Alexandre Névozorov en est justement un, une vraie vedette de l'antenne. Vers la fin de 1990, son nom était connu, en URSS, même de ceux qui, habitant trop loin de Leningrad ou de Moscou ne le voient pratiquement jamais sur leurs écrans. Le 12 décembre, sur un terrain vague de Leningrad, un inconnu a tiré sur Névozorov, en visant le cœur ; le journaliste n'a survécu que par miracle. Mikhaïl Gorbatchev lui a témoigné publiquement sa sympathie. Tous les services du Ministère de l'intérieur et du KGB de Leningrad ont été sur les dents pour trouver son agresseur. Vitali Ighnatenko, secrétaire de presse du président, n'est toute-

fois pas allé jusqu'à expliquer la sollicitude manifestée par Gorbatchev à l'égard de la victime par le fait que celui-ci se solidarise avec la position politique de Névozorov.

Moi personnellement, comme beaucoup d'autres d'ailleurs, je n'aime pas Névozorov avec sa haine de *l'establishment* soviétique, sa manière de tout critiquer, son monarchisme, son « combat pour sauver la Russie ». Ne connaissons-nous pas des gens qui sont réputés pour leur amour de Sa Majesté l'Empereur de Russie, qui adorent les gouvernements musclés et qui détestent bolcheviques, coopérateurs et avant-gardistes ? Avez-vous deviné qui ils sont ? Il est désagréable, n'est-ce pas, de reconnaître dans ce portrait les membres de Pamiat, la mine sérieuse, les épaules carrées, l'instruction incomplète, blouson de cuir noir et drapeau de même couleur portant tête de mort et tibias entrecroisés. Mais, oui, exactement le même drapeau que l'on voit déployé derrière Alexandre Névozorov, sur la photo dans le *Komerçant* du 10 décembre 1990. Nous sommes donc en 1990. Névozorov a 32 ans. Il est né à Leningrad, a chanté dans un chœur d'église, a failli entrer en religion, puis s'est essayé au métier de cascadeur. Depuis trois ans, il anime l'émission 600 *secondes* où il montre, par exemple, comme des gens brûlent leurs cartes de membre du parti avec l'effigie de Lénine. Contre toute logique, cette émission, on ne l'interdit jamais. Quand on le regarde, nerveux, le regard dur, toujours à stigmatiser quelqu'un, à jouer sur la peur des gens, l'air de savourer le mal, les dessous sordides de la vie qu'il nous dévoile, on n'a qu'une seule pensée : non, pas de ça chez nous, pas ce genre de Garde rouge, de révolutionnaire justicier : on en a assez vu.

La télévision de chez nous semble éviter soigneusement de laisser l'écran à des gens qui ont des choses à dire et que l'on se ferait un plaisir d'écouter. On aimerait voir un peu plus souvent de vraies personnalités, des gens qui ont de l'éclat - mais la plupart d'entre eux refusent de collaborer avec la télévision parce que mentir leur répugne et ils savent que jamais on ne les laisserait dire TOUTE la vérité. Sur l'écran, Garri Kasparov est libre de plisser le front, penché sur l'échiquier ; Alla Pougatcheva, de chanter, mais jamais nous ne verrons la moindre preuve de la capacité qu'on leur devine de penser librement, hors des sentiers battus. Les gens bien, on ne les voit jamais qu'en différé, dans un enregistrement passé au crible par la CENSURE. Ces procédures de contrôle méticuleuses, systématiques, finissent par avilir même les vedettes de la télévision, ainsi que tous ceux qui participent à la réalisation des émissions, y compris bon nombre de journalistes animés pourtant au départ

des meilleures intentions. A preuve, ce reportage d'A. Soloviov, envoyé spécial à Moscou du journal américain *Novoïe rousskoïe slovo* dans le numéro du 24 juillet 1990 :

La première chose qui m'a sauté aux yeux, en arrivant à Moscou, c'est que ça grouille de mendiants et de mendiantes - les rues, les gares, les stations de métro, les passages souterrains. Les Moscovites ne leur marquent pas de sympathie, mais pas de mépris non plus. On dirait plutôt qu'ils les jalouent parce que ceux-ci ont déjà appris des choses qui restent encore à apprendre à ceux qui les condamnent. On m'a raconté que les mendiants louaient les enfants dont on les voit souvent accompagnés et lorsque, incrédule, je leur demandais comment ils le savaient, mes interlocuteurs prenaient toujours un air froissé. D'aucuns pensent que les mendiants de Moscou sont des millionnaires clandestins et réclament que l'on procède à des perquisitions à leur domicile. En tout cas, dans le conflit ayant opposé une mendicante anonyme et un célèbre reporter de la télévision, la plupart ont pris le parti de ce dernier.

J'ai eu au sujet de cette émission une discussion avec Aliocha, un garçon de 14 ans, au demeurant intelligent et cultivé, qui a été le premier à me raconter ce qui s'était passé. En fin de journée, le reporter qui se trouvait dans la rue avec toute l'équipe de tournage transportant microphones et caméras, s'approcha d'une mendicante à qui il demanda à combien se montait sa recette journalière. Comme celle-ci ne semblait pas pressée de lui répondre, il lui arracha son sac et, sous les yeux des millions de téléspectateurs, entreprit de compter l'argent qui se trouvait dedans et qui représentait, si je ne me trompe, quelques centaines de roubles (bien que rien ne prouvât que ce fut la recette d'un seul jour, et non pas de plusieurs).

Aliocha a beaucoup aimé cette émission. Il en bafouillait en m'en parlant, tant il était excité. L'émission aurait connu, à l'en croire, un succès fou ; le lendemain, on n'aurait parlé que d'elle dans la ville, admirant la présence d'esprit que le reporter avait eue devant la millionnaire clandestine, elle unanimement condamnée.

— En fait-on chez vous des émissions comme ça ? m'a-t-il demandé, tout fier.

— Une pareille émission serait impensable chez nous, lui ai-je répondu. D'abord, ce reporter se serait fait arrêter par la police pour avoir importuné la mendicante, pour voies de fait et attentat à la propriété d'autrui. Ensuite, il aurait été contraint de quitter son travail, parce qu'à la différence des téléspectateurs soviétiques, la majorité des téléspectateurs américains auraient vivement désapprouvé ce reporter et son comportement inqualifiable.

Aliocha parut tout autant frappé par les mœurs des Américains que je l'étais par ceux de ses concitoyens. En nous y mettant à deux, le père d'Aliocha, mon ami de longue date et moi, nous avons finalement réussi à convaincre le garçon que le reporter de la télévision avait en l'occurrence abusé de ses pouvoirs. Mais comment le faire reconnaître au reporter en question et à la multitude de ses admirateurs auprès de qui sa cote de popularité est des plus élevées ?

J'ai déjà pu constater qu'en matière de télévision, mes goûts n'étaient pas exactement les mêmes que ceux du Soviétique moyen. Mais cette fois-ci, ce n'est pas d'esthétique qu'il s'agit, mais d'éthique.

Les hommes que, des dizaines d'années durant, nous avons vus se produire à la télévision en qualité de journalistes politiques et traiter de la vie en Occident avec un air d'expert, savaient, certes, ce qu'était en réalité l'Occident qu'ils déclaraient « corrompu et pourri ». Mais cela ne les empêchait pas de débiter, les contre-vérités les plus biscornues, ni d'écrire par la suite des livres de la même veine qui leur valait de recevoir des titres universitaires n'ayant pas plus de valeur que leurs écrits, ni d'enseigner à des étudiants cet art du bourrage de crâne auquel eux-mêmes excellaient. Il est significatif que, bien que sous le masque du bonimenteur de la télé se cachât toujours un conseiller du Ministère des affaires étrangères (ou du CC du PCUS, ou du Conseil des ministres, etc.), jamais les deux visages ne nous étaient montrés en même temps, car la direction soviétique a toujours su faire la différence entre les clichés de propagande et la politique réelle. Par contre, en Occident, les étoiles du journalisme, les soviétologues les plus talentueux ont toujours été d'éminentes figures du monde politique ou académique, des hommes comme R. Pypes ou Z. Brzezinski sur le compte desquels il a été proféré tant d'injures durant la « stagnation » qu'il n'est plus nécessaire de les présenter au public soviétique. Une autre soviétologue de renom mondial, Hélène Carrère d'Encausse connue de tous les Français grâce à ses interventions fréquentes sur le petit écran, a été élue le 13 décembre 1990 à l'Académie française. Troisième femme dans l'histoire de France à se voir décerner cet honneur, elle est l'auteur de livres prophétiques sur la politique de l'URSS qui ont connu, en Occident, des tirages record.

Alors que chez nous... Voici un autre extrait, tiré d'un article d'A. Térékhouv publié dans la revue *Ogoniok* (n°42, 1990), article ressenti comme une mise en garde lancée contre les *Chroniques criminelles* des télévisions de Moscou et de Leningrad, et autres émissions du même genre appelés à flatter les goûts les plus vils :

Lorsque la nuit tombe sur le monde ancien et que, sur le monde nouveau, le jour ne s'est pas encore levé, la plèbe sort des catacombes ; les ténèbres, c'est son heure ; elle sort et réclame son dû.

Alors, notre télévision indigente lui donne, dans le creux de sa main, sa pitance quotidienne : matières pourries mélangées de chansonnettes où le refrain «Russie, Russie...» revient comme une incantation sourde sur fond d'églises en ruine ; alors, nous nous apercevons que notre culture est écrasée sous le poids des «souhais de la plèbe» qui ne sont pas plus optimistes que «les souhaits des travailleurs», et qu'il ne nous reste plus un seul journal décent qui, en quête de profits supplémentaires, n'ait

pas fait le trottoir avec des articles sur les «soucoupes volantes», les «armoires qui bougent» et des élucubrations astrologiques sur la fin du monde. En marge de ce flot, on a souvent envie de tracer ces mots gémissants : tout n'est pas si simple ! La foule se transforme en troupeau lorsque la nourriture est la même. Donc, ne simplifions pas les choses ! Nous sommes trop pauvres pour nous permettre la dictature de la plèbe.

Qu'une révolution suppose toujours des changements dans la hiérarchie sociale, soit, mais pas un nivellement, Dieu nous en préserve ! Nous avons déjà pu, à une époque, jeter dans la boue les dentelles et le marbre des palais de la noblesse, mais à vouloir ensuite soulever la campagne, nous n'avons réussi qu'à en arracher les racines et à nous priver du sol sous nos pieds et de l'air à respirer.

On n'a pas le droit de céder à la plèbe qui n'a de goût que pour ce qui lui chatouille les nerfs ; qui aime, avant d'aller au lit, les petits moments excitants lorsque le cœur se pâme d'angoisse et que le dos devient tout moite de plaisir. On n'a pas le droit de regarder en souriant les cadavres ou un malade mental dégotté on ne sait trop où. Que la souffrance reste la souffrance. Il ne faut pas forcer la dose.

Le temps viendra sans doute où la plèbe aura ses journaux et ses revues, ses chaînes de télévision et ses bandes dessinées. Mais cela ne dispense pas pour autant la nation de son éternel devoir moral, celui d'éduquer, d'élever, de civiliser même les moins dignes de ses fils. En attendant le moment est venu de nous défendre contre la plèbe. La plèbe dédaigne détours et zigzags : pour elle le chemin le plus court est toujours le meilleur, et ce chemin ne comporte jamais que deux étapes : une, hop ! on renverse le tsar ; deux, vive la dolce vita ! Ou bien : une, hop ! on se débarrasse du koulak ; deux, vive la dolce vita ! Ou encore : Après avoir choisi dans la foule un crâne solide qui servira de bélier : une, hop ! on défonce l'entrée du Kremlin (ou la porte du KGB, me Loubianka, peu importe), on tire dehors une paire de riches par les cheveux, et deux, vive la dolce vita !

En cédant à la plèbe, nous poussons le peuple à s'expatrier, nous réduisons le temps de ceux qui n'ont pas encore baissé les bras. Nous forçons les gens à croire qu'ils vivent à la veille de quelque événement horrible, terrifiant, d'une explosion qui emportera tout. Et ces gens, habitués à trouver tous les jours dans le journal quelque chose de piquant, dont ils sont si friands, s'ennuient lorsqu'il ne se produit rien d'excitant et vivent d'événements qu'ils ont eux-mêmes imaginés. A force de rêver toujours d'imposteurs et de révolte, la plèbe croit en voir partout.

Mais ce qu'on ne voit plus, ces derniers temps (et c'est le plus horrible) ce sont des gens dévorés de doutes ou plongés dans des réflexions. Tous ont l'air de tout connaître depuis longtemps sur le compte de chacun, et ont toujours hâte d'en apprendre davantage.

Toutefois ce n'est pas cette vague qui m'effraie, mais l'absence totale de résistance.

Je ne rêve plus d'aristocrates d'extraction soviétique ou de princesse couchée sur son petit pois, et je n'ai plus l'espoir de rencontrer un homme d'État, dont la glorieuse carrière n'aurait pas commencé à 13 ans, alors qu'il aidait à garder les vaches dans

un kolkhoze, époque qui a laissé une marque indélébile sur ses manières et son vocabulaire.

Mais où sont des gens tout simplement bien élevés, qui auraient éteint leur téléviseur après la question que le présentateur de *600 secondes* a posée à l'auteur d'un viol, à savoir : à quoi sa victime avait-elle semblé tenir davantage, à son honneur ou à la bouteille qu'elle avait sur elle ? Les queues à n'en plus finir et la domination d'idiots an Alphabètes auraient-elles entièrement réduit à zéro nos diplômes universitaires, la pudeur traditionnelle du peuple, les leçons reçues de nos parents et les paroles des bons livres ? Serions-nous devenus incapables de distinguer la vérité qui, tel un grain d'or extrait au prix de sueur et de sang, sert à la renaissance spirituelle et aux recherches d'une voie ardue, pénible, de l'autre vérité, celle qu'un plébéien aux ongles sales jette dans notre gamelle, telle une soupe malodorante ?

J'ignore la réponse et y réfléchir me torture.

Mais il y a une chose dont je suis sûr : le devoir de ceux qui ont la plume facile, de ceux qui se font écouter est d'aider à réhabiliter socialement les gens soudain dépourvus de fondements moraux. En cette époque tragique, les gens sont pareils aux enfants, et les enfants, il faut leur dire la vérité, rien que la vérité, mais jamais il ne faut chercher à les intimider. Car un enfant apeuré veut toujours retourner dans le sein maternel.

On commence à dépolitiser une société en détruisant le monopole informationnel consistant à enfoncer dans nos têtes les mêmes choses ; de bonnes choses, peut-être, mais toujours les mêmes. La vie privée doit primer les élections, les meetings, la curiosité à propos des chances du général Kalouguine d'être élu député du peuple, la façon dont une pauvre vieille a été violée dans les toilettes publiques.

C'est une honte qu'en s'abordant dans la rue les gens ne parlent plus d'eux-mêmes, mais de la souillure maculant les pages des journaux.

Laissez aux gens un pot de géranium, les soirées paisibles au sein de la famille, le jardin potager, les livres éternels, le repos Après le travail. Moins de réunions et de meetings, moins de télé, plus de temps pour vivre.

Si vous voulez qu'en se couchant, il tarde à l'homme de voir l'aube se lever le lendemain, il faut lui donner la certitude que même si tout s'effondre, vérité, honneur, courage, conscience, bonté, désintéressement resteront des principes inébranlables. Qu'ils le restent toujours.

Que l'émission *Vzgliad* ait lieu ce soir ou non, le fait de vivre devrait suffire pour se réjouir. Car, en fin de compte, aucun discours du président ne vaut plus que ce banc humide ou ce tournoisement de feuilles mortes, dans le doux grincement des branches.

Laissez les gens dormir tranquilles.

## Chapitre troisième

### Une télévision pour le président ?

Le président Gorbatchev ne peut pas et ne veut pas se passer de la télévision centrale qui lui est subordonnée. Or, il y a aussi les télévisions des républiques, en qui la centrale trouve depuis quelque temps des concurrents de plus en plus redoutables. Le Kremlin donne l'impression d'être prêt à tout sacrifier, la *Pravda* et le Bureau politique du CC du PCUS y compris, pour être sûr de conserver, à la télévision, son ancien monopole de l'information.

Aux moments où la tension monte au maximum entre le Kremlin et les mouvements de libération nationale des républiques, il arrive que les troupes du KGB, du Ministère de la défense et de celui de l'Intérieur, donnent l'assaut aux studios de télévision fonctionnant dans ces républiques. Depuis 1989, tout studio dans les pays baltes, en Transcaucasie ou en Moldavie a été au moins une fois assiégé sinon ravagé par l'armée. A l'heure qu'il est, les télévisions de Lituanie, de Lettonie, d'Estonie, de Moldavie, tout comme celles de Géorgie et d'Arménie dédaignent les directives du Kremlin - bien qu'en 1991, pour respecter les convenances, toute la population soviétique, suive le soir *Vrémia*, émission gouvernementale diffusée depuis Moscou. Les télévisions d'Ukraine, de Biélorussie, d'Azerbaïdjan et du Kazakhstan ainsi que celles des trois républiques d'Asie centrale (la Turkménie, la Kirghizie, l'Ouzbékistan) n'hésitent pas à critiquer en termes souvent vifs le refus du gouvernement soviétique de déléguer bon nombre des pouvoirs que réclament ces républiques. Quant à la Fédération de Russie, république au territoire le plus important, elle n'avait pas jusqu'au printemps 1991 de télévision à elle. D'aucuns penseront que, du moment qu'une seule capitale suffit pour l'URSS et la Russie - une seule télévision devrait également suffire et cependant, pour Boris Eltsine, président du Soviet suprême de la RSFSR, il ne se trouve presque jamais de créneau libre à la télévision centrale.

Le 14 janvier, Après avoir laissé la parole pendant une heure à Mikhaïl Gorbatchev et à deux ministres soviétiques, Dmitri Yazov (Défense) et Boris Pugo (Intérieur), qui s'étaient évertués à justifier aux

yeux du monde l'occupation des studios de télévision de Lituanie qui venait d'être perpétrée par l'armée soviétique (plusieurs centaines de morts et de blessés parmi les civils, un seul militaire tué), l'émission *Vrémia* nous a montré, dans son édition principale, celle du soir, des images tournées à Riga, devant les studios de la télévision lettonne. On a vu un bâtiment qu'en prévision d'un assaut la population avait entouré de plusieurs dizaines de poids lourds et de tracteurs, de blocs de béton et de tas de gravier, pour en bloquer l'accès. Les 30 secondes suivantes furent consacrées à la visite d'un jour effectuée par Boris Eltsine dans les pays baltes et à la conférence de presse qu'il avait donnée à Moscou. On voyait Eltsine qui parlait, mais on n'entendait que le commentateur qui ne s'est interrompu que pour nous laisser entendre une seule phrase du discours d'Eltsine, celle-ci : « Maintenant, je suis persuadé qu'il est indispensable à la Russie d'avoir sa propre armée ». Les présentateurs de *Vrémia* ont réussi, dans ce reportage, à nous escamoter le fait que la visite en question s'est terminée par la signature, pour la seconde fois depuis 1990, d'un document conjoint par les chefs des parlements russe, estonien, letton et Lituanien, cette fois-ci, pour protester contre les tentatives de dissoudre manu militari les parlements et les gouvernements élus par le peuple de ces républiques, donc parfaitement légitimes.

La façon que la télévision centrale, l'émission *Vrémia* en particulier, à d'interpréter les événements qui se passent dans les républiques fédérées peut être trouvée insatisfaisante par les centaines de millions de téléspectateurs, de Sofia à Kaboul, et de Berlin à l'Alaska, mais c'est un vrai choc qu'éprouvent devant ce genre de « couverture » les témoins vivants de ces mêmes grands événements de libération nationale qui sont passés sous silence ou déformés par les studios d'Ostankino. Le 12 janvier 1991, à quelques heures du drame sanglant qui s'était joué aux portes des studios de télévision de Vilnius, la presse géorgienne publia une lettre ouverte adressée par les employés de la télévision géorgienne à leurs collègues et à la direction de la télévision centrale, lettre de protestation contre le flot de mensonges et de désinformation qui avait accompagné les événements à Tskhinvali, région de Géorgie peuplée principalement d'Ossètes, et de l'état d'urgence qui y avait été instauré. La chose n'a rien à voir, bien sûr, avec l'attitude de Moscou vis-à-vis des querelles entre Géorgiens et Ossètes (querelles sans cesse ranimées de l'extérieur et que quelqu'un a donc intérêt à entretenir), ces Ossètes qui ont soudain pris la décision de former, sur un lopin de terre, un État indépendant de la Géorgie baptisé d'urgence République soviétique socialiste d'Ossétie du Sud (avant, c'était la Région autonome d'Ossétie du Sud). La chose n'a, disons-nous, rien à voir avec les

Ossètes, mais plutôt avec l'échec cuisant essuyé par le PCUS aux élections parlementaires de 1990 en Géorgie, qu'il a perdues tout comme précédemment celles qui ont eu lieu en Lituanie, en Lettonie, en Estonie et en Arménie. Avant la perestroïka non plus, le journal d'actualités de la télévision centrale n'était pas particulièrement apprécié par les habitants des républiques fédérées, mais la télévision n'était alors qu'un « chewing gum pour les yeux » mâchouillé avec la même indifférence par toute la population de notre grand État multinational. Quel journaliste, quel rédacteur de la télévision centrale se serait alors permis, dans l'émission *Vrémia*, de taper pour de bon sur une république, la Géorgie par exemple ? Qui aurait commis cette imprudence alors que le « patron » de Géorgie, le premier secrétaire du CC du Parti communiste de la république en question (poste occupé jusqu'à 1986 par Edouard Chevardnadzé) était en même temps membre suppléant du Bureau politique du CC du PCUS ?

Maintenant, tout est différent, et c'est Zviad Gamsakhourdia qui est le « patron » à Tbilissi. Si les autorités centrales n'ont pas approuvé son élection au poste de président du parlement, elles n'en ont pas moins le mérite d'avoir rendu à cet homme, à plusieurs reprises, la liberté dont elles-mêmes l'avaient privé. La dernière fois qu'il avait été « mis à l'ombre », pendant quelques jours seulement, il est vrai, c'était au printemps de 1989. Après la tragédie du 9 avril. Gamsakhourdia ne peut pas se vanter d'être en odeur de sainteté auprès du Kremlin et c'est pourquoi la télévision centrale débîne à cœur joie les nationalistes géorgiens : il ne reste plus de partisans du PCUS en Géorgie, et le PC local, après avoir ramassé une veste aux élections parlementaires, s'est déclaré indépendant. D'où toutes ces lettres que l'on adresse « à la télévision centrale de l'Union soviétique » et dont quelques-unes sont publiées dans la presse géorgienne. Celle qui se trouve ci-dessous, parue le 12 octobre 1990 dans le *Narodnoié obrazovanié* (Instruction publique), hebdomadaire géorgien en langue russe, compte parmi les moins virulentes. Son auteur est V. Rtskhiladzé, président de l'Union chrétienne de Géorgie :

Dans la nuit du 9 octobre courant, on a pu voir à la Télévision centrale une émission publicitaire concernant l'abonnement à des journaux et des revues. Il y a été notamment question d'une revue nommée *Sovietskaïa literatoura* (Littérature soviétique). Aux fins de publicité donc, on nous a montré un de ses futurs collaborateurs, le général Rodionov, un « ancien » de l'Afghanistan et le « héros » de la tragédie du 9 avril 1989 à Tbilissi, qui, en souriant, nous a mis au courant de ses projets. Et Prokhanov, le rédacteur en chef de *Sovietskaïa literatoura* qui se tenait assis à côté de lui, de déclarer quelque chose comme : on entend beaucoup parler, aujourd'hui, de la Russie du mal, de la Russie satanique, mais n'en existe-t-il pas aussi une autre, la Russie sainte, la Russie mystique ?

Après quoi défilèrent sur l'écran des chefs-d'œuvre de peinture religieuse russe, merveilleuses images dont *Sovietskaïa literatoura* se propose de publier les reproductions.

Je tiens à préciser que l'auteur de ces lignes est un Géorgien, un homme de foi, un chrétien orthodoxe, un ancien détenu politique aussi qui, même en déportation, s'efforçant de se recueillir malgré le martèlement obsédant de la botte russe, levait les yeux avec amour et espoir vers la Sainte Russie, la Russie mystique, celle de Serge de Radonège et de Séraphin de Sarovsk, celle aussi de Vladimir Soloviov et de Léon Tolstoï.

Depuis mon premier jour de liberté, je n'ai cessé de traduire et de publier en géorgien les perles de la pensée religieuse russe, de Nikolaï Berdiaïev à Vladimir Losk, de la pensée russe, je le souligne. Mais en voyant, dans votre émission, discuter des choses saintes de la Russie avec le bourreau du peuple géorgien, je crie au sacrilège comme le ferait, je n'en doute pas, n'importe quel autre Géorgien, mais aussi n'importe quel Russe, à condition d'être un homme honnête et d'avoir la foi. C'est précisément de ce genre d'émission ou de publication que se nourrit la russo-phobie.

Le deuxième point sur lequel j'appelle votre attention, ce sont les déclarations faites dans la salle d'un tribunal de Moscou par un antisémite du nom de Smimov-Ostachvili, entendues au cours d'un reportage montré dans la même émission quelques minutes après l'intervention du général Rodionov. Dans la présentation de cet antisémite à des millions de téléspectateurs, son patronyme russe, Smimov, a disparu et seul le géorgien, Ostachvili, a subsisté. Cela non plus n'a pas été dû au hasard, j'en suis convaincu. Les antisémites portant un nom typiquement russe sont-ils si rares au sein de Pamiat pour justifier que le seul nom cité soit un nom géorgien ? Ou bien les Géorgiens seraient-ils aussi à blâmer pour la propagation de l'antisémitisme en Russie ?

Depuis l'automne 1990, la télévision centrale dérive de plus en plus vers les positions des « forces communistes saines », appellation qui leur fut donnée tout récemment encore. S'il indigné le téléspectateur dans les républiques fédérées, son journal d'actualités plonge aussi l'intelligentsia russe dans le chagrin. Henri Vartanov, un Moscovite au prénom français et au nom Arménien, docteur de troisième cycle et critique d'art de surcroît, nous explique pourquoi l'émission *Vrémia* fait tellement peine à voir. Son analyse qui dénote un coup d'oeil de professionnel est publiée par le nouvel hebdomadaire *Ekran i stséna* (L'Ecran et la scène, 25 octobre 1990), peu connu encore du fait de son tirage limité sans doute. *U Ekran i stséna* est le supplément d'un journal plus connu, *Sovietskaïa koultoura*, qui est l'organe du CC du PCUS - fait qui, hier encore, excluait toute critique de l'émission *Vrémia*. A présent, se sentant évincé peu à peu de la scène politique, le CC du PCUS peut se permettre d'envoyer un ou deux coups de pied en douce à ce bulletin d'information officiel du président de l'URSS

(curieux, n'est-ce pas, que l'on commence déjà à oublier que ce dernier est toujours secrétaire général du CC du PCUS). Mais revenons à Henri Vartanov. Voici ce qu'il écrit :

Dans le deuxième numéro du nouvel hebdomadaire *Kouranty*, on a pu lire les résultats proprement sensationnels d'un sondage d'opinion : non seulement *Vrémia* est jugée la plus mauvaise des émissions, mais encore elle vient loin derrière l'émission qui occupe l'avant-dernière position sur la liste.

De quoi envoyer au tapis pour le compte tous ceux qui ne se lassent pas de répéter à tous

les coins de rue que l'émission *Vrémia* est le miroir des changements engendrés par la perestroïka ! Même des correspondants étrangers, et non des moindres, ont récemment reconnu, dans les pages de la *Literatournaïa gazeta*, qu'elle a beaucoup changé !

Changé, oui, mais seulement par rapport aux années de la stagnation qui l'ont vu naître. De plus (et c'est déplorable) bien des traits substantiels qu'on lui connaissait alors, elle les a toujours. *Vrémia* reste une émission pompeuse, imbue de son rôle d'organe officiel, énonçant une position qui est celle de l'État dans le sens le plus général du mot et ne suggérant aucun point de vue alternatif. Depuis que la perestroïka suit son cours, la position en question a changé du tout au tout, mais le principe du monologue est maintenu ; un paradigme en chasse un autre, mais la possibilité d'interprétation demeure unique.

C'est tout juste si cette émission a voulu renoncer à ses vieux mythes au travers desquels l'Occident nous apparaissait comme l'Enfer. Mais d'autres mythes ont aussitôt pris leur place - et voilà l'Occident paré de tous les attraits du Paradis ! La métamorphose n'a pas déplu aux observateurs étrangers, ni à l'intelligentsia soviétique férue de démocratie. Peu ont prêté attention au fait qu'à un mensonge, un autre avait été substitué. D'ailleurs, ce qu'a surtout remarqué un journaliste japonais cité par la *Literatoumala gazeta*, ce sont les éloges prodigués à l'adresse de son pays par la télévision centrale. Je dirai même plus : je prévois beaucoup d'ennuis pour le journaliste qui aujourd'hui s'aviserait d'affirmer comme avant dans l'émission *Vrémia* qu'en Occident aussi, les gens ont des problèmes.

Tant que nous n'aurons qu'une seule émission d'information, créée dans une seule rédaction, *Vrémia* restera ce journal morne et primitif, qui simplifie l'événement parce qu'il en refuse toute autre interprétation que la sienne. Comme autrefois sous Brejnev, *Vrémia* demeure la «voix de l'État», une sorte d'agence TASS «à images». Mais si personne ne doute que l'agence TASS est restée imperméable à la perestroïka, *Vrémia*, grâce à ses images justement, peut donner au téléspectateur borné une impression (illusoire) de variété, encore que la diversité de l'image ne puisse abolir le sens unique du discours.

Dès le départ, *Vrémia* a été une émission totalitaire. Faisant brutalement irruption dans le programme du son qui se trouva divisé en deux parties inégales, non seulement elle s'est approprié le meilleur temps d'écoute, mais elle s'est encore installée sur toutes les chaînes à la fois, ne laissant d'autre choix au téléspectateur que de suivre, du moins pendant qu'il durait, le journal officiel. Aujourd'hui (perestroïka

oblige) l'état se desserre quelque peu et sur les cinq chaînes captées dans la capitale, *Vrémia* n'en occupe plus que trois ou quatre, selon le jour de la semaine.

La direction de la télévision centrale ne rate pas une occasion de nous rappeler que *Vrémia* est la plus importante des émissions ; elle est la seule d'ailleurs pour qui il n'y ait pas d'horaires. Si vous attendez la fin de *Vrémia* pour voir le film de 21 h 40, il arrive souvent que vous alliez vous coucher sans que le film ait encore commencé. Censée être un bulletin de nouvelles, *Vrémia* se transforme presque chaque jour en une sorte de compte rendu verbeux autant qu'indigeste de quelque manifestation ou cérémonie officielle qui aurait pu être résumée en deux minutes de reportage, la presse se chargeant de fournir les détails à quiconque s'y intéresse.

Non seulement son interminable longueur, mais aussi sa structure, l'ordonnement des nouvelles selon l'importance qui leur est accordée, prouvent que ce n'est pas des intérêts et des besoins des téléspectateurs qu'il est tenu compte en réalisant cette émission - ce qui serait le cas dans n'importe quel pays à télévision développée : il est tenu compte des vœux d'une administration autoritaire. Voilà pourquoi *Vrémia* fait la part belle à des nouvelles qui n'en sont pas. Qu'y a-t-il de neuf, en fait, dans l'adoption, par le gouvernement, d'un énième arrêté nous engageant à tout faire pour sauver la récolte ? Ou dans l'émission, par un ministère, d'une directive aux termes de laquelle une usine relevant de celui-ci passe désormais sous le régime de l'autonomie comptable ? Est-il vraiment nécessaire de porter cela à la connaissance de toute la population ?

Notez que toutes ces prétendues nouvelles ainsi que les comptes rendus prolixes se trouvent regroupés dans l'édition du soir de l'émission *Vrémia*, alors que ses deux autres éditions, celles de 12 h 30 et de 18 h 30, ne dépassent jamais la demi-heure réglementaire. Pourquoi ? Mais pour la simple raison que ceux à qui le journal officiel du soir est destiné vaquent à leurs occupations durant la journée et ne s'installent devant leurs postes qu'après être rentrés chez eux. Ne vaudrait-il pas mieux alors mettre au point pour cette caste d'apparatchiks - peu nombreuse d'ailleurs - une télévision en circuit fermé afin qu'ils puissent regarder leur émission préférée sans l'imposer à tous les autres ?

On trouvera peut-être que mes propos sont trop vifs, mais je suis persuadé qu'on ne peut remédier aux principales défaillances de notre émission d'information numéro un par des réformes de façade. A preuve, les quelques innovations que l'on a pu essayer d'appliquer dans ce domaine et qui n'auront débouché que sur l'apparition des deux éditions supplémentaires de *Vrémia*, celles de 12h 30 et de 18h 30. «Le courant continu d'information» que ses auteurs» voyaient comme le moyen sinon de contrebalancer *Vrémia*, du moins de l'enrichir, s'est trouvé finalement réduit à une simple reprise des images et reportages montrés la veille au soir. Les nouvelles qui étaient naguère transmises par satellite vers la partie Est de l'URSS sont simplement répétées pour sa partie européenne. La rédaction de *Vrémia* serait-elle incapable de préparer trois émissions qui ne se ressemblent pas comme trois gouttes d'eau ?

Voyons maintenant ce qu'il en est de l'autre volet de la réforme, consistant à remplacer un des speakers par un commentateur. Le but était évidemment de «faire comme dans les meilleures maisons».

Le speaker qui, les yeux baissés sur son papier, lisait sans y changer un iota les textes impersonnels que quelqu'un avait écrits pour lui s'inscrivait au moins dans une certaine logique : en tout cas, entre l'image et la parole, l'accord était parfait. Le remplacer par un commentateur dont on devine que toute liberté de commentaire lui est refusée a eu le résultat ridicule de réduire son rôle à celui de speaker. C'est toujours le point de vue de l'État, cette entité abstraite, qui est exprimé, et la seule différence entre le speaker et le commentateur est que ce dernier est maintenant obligé de faire semblant qu'il s'agit de son point de vue à lui. En outre, côté présentation, il a du mal à rivaliser avec le speaker qui est, lui, un professionnel. Ainsi, A. Kroutov qui, avec ses envolées pathétiques serait plus à sa place à la tribune d'une réunion électorale n'arrive pas à la cheville d'Igor Kirillov, tombé lui en disgrâce. S'il n'avait pas la prétention de faire de la «télé d'auteur», Kirillov savait au moins parler distinctement, placer correctement ses accents et s'insérer exactement dans son créneau sans jamais être en retard sur l'image ni la devancer.

Il faut reconnaître en outre que l'émission *Vrémia* accuse un manque de professionnalisme de plus en plus évident. A chaque émission du soir, il arrive à ses speakers, et à plusieurs reprises, d'oublier de brancher leur micro au moment d'ouvrir la bouche et quand finalement ils le font sur le conseil de quelqu'un que l'on ne voit pas, ils n'ont pas l'air embarrassé le moins du monde. Pas de doute, dans les studios d'Ostankino, c'est le même bordel que dans tout le pays. Les pauses inutiles qui ponctuent l'émission en sont une autre preuve : on voit souvent le speaker qui, sa réplique donnée, reste pendant un moment à fixer l'objectif de la caméra, en attendant que le technicien se décide à mettre en route le magnétoscope.

Je ne parle pas de ces curieuses expériences avec l'éclairage lorsque les jeunes visages des speakers et speakerines se strient soudain de rides comme ceux de vieillards ou que s'allume dans leurs prunelles cette lueur infernale qui n'est pas sans rappeler le personnage de *L'Exorciste*. Du temps de Lapine, ancien chef de la télévision, les auteurs de ces bourdes les auraient payées cher. Heureusement pour eux, la réforme excuse tout...

La valse des speakers et des commentateurs dans l'édition du soir de l'émission *Vrémia* n'a rien d'étonnant. On comprend qu'il leur est difficile, dans cette émission qui se fait en direct, de « jouer » l'indignation devant les caméras à propos des « menées nationalistes » en Lituanie (ou en Géorgie), sachant parfaitement que les mêmes événements sont couverts beaucoup plus objectivement par les radios étrangères et une bonne moitié des journaux soviétiques. Comment, lorsqu'on est présentateur à la « télévision présidentielle » (censée exprimer la volonté du président de l'URSS), garder un air sérieux en

répétant, dans les émissions réalisées du 13 au 15 janvier 1991, que l'ordre de donner l'assaut nocturne aux studios de télévision de Vilnius avec des chars et d'ouvrir le feu avec des pistolets mitrailleurs sur la foule a été donné par le commandant de la garnison de Vilnius sans l'autorisation préalable de Moscou ? *Vrémia* n'a aucun scrupule à choisir le côté des groupuscules militaro-communistes qui, dans certaines républiques, ne dissimulent même pas leur intention de renverser les gouvernements légitimes. Ou bien la télévision centrale croit-elle le PCUS invincible du fait que, même s'il échoue aux élections dans les républiques, il pourra toujours reprendre le pouvoir quand bon lui semblera grâce à l'armée ? Sous Brejnev, les speakers de *Vrémia* se bornaient à lire des textes que d'autres avaient écrits pour eux. A présent, soucieux d'exécuter, avec le zélé d'un acteur qui en remet, les directives émanant des noyaux communistes qui, à Moscou comme à Vilnius, à Erevan ou à Bakou, sentent que le temps leur est compté, les commentateurs de *Vrémia*, menteurs chevronnés ou menteurs débutants, apportent leur contribution personnelle à l'œuvre subversive du pouvoir central.

Lorsqu'elle s'exprime au sujet des républiques baltes ou de celles de Transcaucasie, *Vrémia*, émission officielle, s'emploie systématiquement à ranimer la flamme de la guerre civile en vantant et en encourageant les activités menées dans ces républiques par des éléments allogènes. N. Kôguinova et L. Polskaïa, commentatrices de télévision à la *Literatournaïa gazeta* paraissant à Moscou, s'insurgent contre une telle pratique dans un article intitulé « Temps, en arrière ! » (*Vrémia* signifie « temps » en russe ; allusion au nom d'un célèbre musicien servant d'indicatif à l'émission : « Temps, en avant ! » -N.d.T.) :

La position actuelle de Gostéléradio ne peut qu'être qualifiée de « violence dans le domaine de l'information ». Les reportages sur la Lituanie que l'on voit dans l'émission officielle *Vrémia* ne fournissent qu'une information tendancieuse, tronquée et souvent délibérément fautive sur les événements qui y ont lieu. Au fond, ce programme contrôlé par l'État ne sert plus qu'à induire systématiquement en erreur la société soviétique. Pour recevoir leur maigre ration de vérité, il ne reste plus à des centaines de millions de gens qu'à regarder le soir le *Service d'information TV*, mais par là également, les ciseaux du censeur sont passés.

En ces moments critiques pour l'URSS, informer objectivement le public devient vital. Si les choix de la direction de Gostéléradio en font le véhicule de certaines idées politiques, elle risque de jouer le rôle de catalyseur dans un enchaînement d'événements futurs dont le dénouement pourrait être catastrophique.

A la même page de ce numéro du 16 janvier 1991 de la *Literatournaïa gazeta*, on trouve cet appel vibrant de son autre collab-

orateur largement connu, Youri -Rost, sous le titre : « Ils ont tiré sur toi ! » :

C'est sur toi que lis ces lignes qu'on a tiré à Vilnius. C'est toi qu'on a tué à Tbilissi. En Tchécoslovaquie, et à Novotcherkassk (ville au Sud de l'URSS où en 1962 furent fusillés des centaines d'ouvriers - *N.d.T.*), c'est toujours toi qu'on a tué, en Afghanistan, et en Hongrie aussi.

Et s'ils ne t'ont pas eu, ce n'est pas parce que tu as eu le réflexe de te baisser. La rafale qui t'est destinée n'est pas encore partie. Le petit-fils de ton voisin est encore trop petit pour te faire la peau, et ton fils à toi n'est pas encore en âge, lui non plus, de régler son compte à ton voisin.

Mais un jour, ils seront grands.

Or, ils grandissent et se développent selon les lois douteuses d'un monde où la première des vertus est l'obéissance sans réplique aux ordres des chefs, galonnés ou pas, qui ligotent nos enfants en les obligeant à participer aux actes qu'eux-mêmes commettent et qui de citoyens en font des criminels. Les aînés ont eux aussi été enfants à une époque, avant qu'on les ait entraînés dans cette ronde. A présent, les voilà déjà capables de se charger d'y entraîner les plus jeunes qu'eux.

Une société où le lien existant entre les gens est le lien d'un crime qu'ils ont commis ensemble, n'a que faire de la loi ni de la liberté. Ses idéologues associent à leurs méfaits génération après génération ; ils empoisonnent les consciences, poussent au crime et soustraient au châtement ceux qui les y ont poussés.

Qui a été puni pour les milliers de tués en Afghanistan ? Qui a été puni pour les morts de Tbilissi ?

Qui a été puni pour le sang versé à Bakou, à Prague, à Novotcherkassk, à Budapest ?

Personne.

Qui sera puni pour cette nuit de janvier ensanglantée tombée sur Vilnius ?

D'autres hommes, grands et petits, se verront donc entraînés dans l'horrible ronde. D'autres gens, des dizaines, des centaines de milliers de gens peut-être avec, sur leur conscience, un poids dont un juste châtement n'est jamais venu les soulager, vont donc se ranger aux côtés de ceux qui les auront impliqués dans de funestes œuvres. Le lien tissé entre les uns et les autres sera la peur d'être dénoncés comme auteurs d'un même crime - qui est, d'ailleurs, la condition sine qua non pour réussir sa carrière politique dans une structure sociale comme la nôtre.

Mais quel est cet État, mon Dieu, où il faut avoir transigé avec sa conscience (et savoir que cette compromission est connue des autres) pour pouvoir gravir les échelons de la hiérarchie.

Arrêtez de faire des complices de vos concitoyens ! Cachez vos pistolets mitrailleurs. Retirez-vous de Lituanie, ne pénétrez jamais à Leningrad, ni à Moscou, ni à Kiev, ni à Vorkouta. Regarde ton fils toi aussi, lecteur. C'est lui qui tirera sur toi. Ne détourne pas ton regard, détourne plutôt sa main. Nous n'avons pas plus besoin de morts que de criminels.

**Laissez grandir une génération d'hommes honnêtes, ne serait-ce qu'une seule, et ces hommes sauveront leur pays. Chacun le sien.**

Mais cette génération d'hommes honnêtes ne viendra jamais avec une télévision comme la nôtre. On comprend pourquoi elle a si souvent changé de patron, ces derniers temps. Pas facile de faire la propagande de la perestroïka tout en respectant ces trois régies du jeu :

- 1) ne jamais rien changer au Système ;
- 2) rester le gardien des « valeurs socialistes » tout en préconisant le marché ;
- 3) glasnost ou pas glasnost, tenir un bâillon prêt pour chaque bouche.

Le 14 novembre 1990, Léonide Kravtchenko, 52 ans, député du peuple d'URSS, fut nommé le patron de la radio et de la télévision soviétiques par un arrêté présidentiel, et succéda ainsi à M. Nénachev qui avait occupé ce poste pendant 18 mois. Les trois hauts lieux de la télévision - rue Piatnitskaïa où se trouve le siège de Gostéléradio, rue Chabolovka et Ostankino - sont familiers à Kravtchenko qui a été quatre mois durant premier vice-président de Gostéléradio avant de quitter ce poste pour celui de Directeur général de l'agence TASS (où sa présence fut relativement brève). Mais c'est pendant ces quatre mois justement, alors que Kravtchenko avait la charge de superviser ses productions, que la télévision soviétique avait connu ses plus forts changements et qu'elle a vu naître les émissions dont la popularité allait monter en flèche : *120 minut, Vzgliad, Do i posle polounotchi* (Avant et après minuit).

Hélas, changer est le propre de l'homme, et la façon dont Kravtchenko a changé n'a certainement pas échappé à VI. Arséniev, correspondant des *Izvestia* dont l'expérience n'a d'égal que sa causticité, qui intitulait son entretien avec le nouveau chef de la télévision centrale (livraison du 4 décembre 1990) : « Léonide Kravtchenko : «Je viens exécuter la volonté du Président ». Excellent titre, mais on peut douter que les quelque 90 000 employés des télévisions soviétiques veuillent reprendre cette devise de Kravtchenko à leur compte.

Kravtchenko évoque dans cette interview la nouvelle conception de la télévision en URSS, basée sur des décisions adoptées au plus haut niveau. Il commence par asséner la nouvelle-choc : l'époque de la toute-puissance du Département d'idéologie du CC du PCUS est révolue ! Une ère nouvelle commence pour la télévision centrale dont les quatre

chaînes se voient désormais affecter chacune, en même temps qu'une relative indépendance commerciale, une mission rigoureusement définie.

La première chaîne, qui est aussi la chaîne principale, celle qui dessert effectivement toute l'Union soviétique, serait ainsi entièrement subordonnée au président et aurait, parmi ses cofondateurs, le Soviet suprême de l'URSS et le gouvernement soviétique. La deuxième, puisqu'elle n'est de toute façon reçue que sur une partie du territoire soviétique, serait partagée entre la télévision de Russie récemment créée et la télévision centrale, d'où son nouveau nom, *Sodroujestvo* (Alliance). La troisième chaîne serait réservée à l'usage des Moscovites et deviendrait une société en commandite par actions gérée par la municipalité de Moscou et quelques organisations sociales, dont le PCUS. La quatrième chaîne enfin, dévolue en ce moment aux émissions éducatives, est pensée comme une « télévision du XXI<sup>e</sup> siècle », ce qui veut dire qu'elle serait ce qu'elle est actuellement, mais en mieux.

Les relations que la télévision centrale entretient avec les comités de radio-télévision des républiques qui, récemment encore, étaient sous ses ordres, seraient remodelées à l'image de celles qui existent aujourd'hui dans le domaine du livre et des publications périodiques. Cela signifie que la possibilité de s'approvisionner, à prix plus ou moins fixe, en matériel et en équipements de télévision, sera garantie à celles des républiques qui signeront un accord de coopération avec Gostéléradio (plus exactement, avec le Conseil de coordination pour la radiotélévision qui prendra sa place), et tant pis pour les autres. On comprend que cette décision pénalise tout particulièrement les télévisions rebelles des pays baltes, de Géorgie, de Moldavie, etc., qui devront acheter ce dont elles ont besoin à l'étranger moyennant des devises, à moins que Moscou ne consente à les fournir - à un prix très élevé, évidemment.

Dans une autre interview (la *Pravda* du 27 novembre 1990), Kravtchenko nous rappelle par ailleurs que « sur les 2,7 milliards de roubles de subvention annuelle versés à la télévision, 2 sont encaissés par les télécommunications ». Le matériel de tournage, les réseaux de relais, les satellites de télévision, les antennes au sol, les horaires d'émission et les bandes de fréquence sont en effet du ressort du Service des télécommunications et l'on sait aussi que tout cet appareillage sophistiqué est fabriqué par l'industrie de guerre. Pas de raison donc, lit-on en filigrane dans le discours de Kravtchenko, de laisser aux journalistes ces jouets coûteux. Le titre de cet article de la *Pravda* est on ne peut plus évocateur : « Partage amiable à Ostankino ». Il y

aura donc bel et bien partage, et que les fortes têtes s'estiment heureuses si elles ont gardé, à son issue, ce qu'elles possédaient déjà - car leurs possessions pourraient tout aussi bien leur être reprises de force, comme à Vilnius. Reconnaissez que, comme forme de CENSURE, c'est assez original. Au lieu du type avec des ciseaux, il y aura maintenant, pour mettre au pas une télévision, les militaires, les financiers et les conseillers du président.

La population des républiques ou celle des régions a toujours eu la possibilité de recevoir des émissions en provenance de Moscou qui alternent sur les ondes avec les locales. Mais la liaison en retour n'a jamais existé. Les Moscovites sont libres de regarder toutes les émissions imaginables (même celles des télévisions étrangères, à condition de se doter d'une antenne parabolique qui, à usage individuel ou collectif, reste toujours un objet de luxe) - mais jamais les télévisions des républiques. Exception est toutefois faite pour les programmes de Leningrad, auxquels on trouve peut-être plus de loyauté qu'aux autres. Maintenant, la télévision centrale fait la promesse de diffuser à l'intention du public soviétique, sur la deuxième chaîne qui, on s'en souvient, accueillera aussi les émissions de la télévision de Russie, des émissions réalisées dans les républiques fédérées - sélectionnées évidemment par la direction de la télévision centrale.

Aucune date n'a été citée concernant la mise en œuvre de ces innovations ni non plus celle de la division définitive du groupement tentaculaire en quatre compagnies de télévision indépendantes. Telle qu'on la connaît, aujourd'hui, la télévision centrale tient ses journalistes en bride d'une main de fer. Subventionnée par l'État, elle n'a pas besoin d'être financièrement soutenue par le public, et ce ne sont pas les rares interruptions publicitaires ou « sujets commerciaux » (c'est-à-dire ceux dont la diffusion a été parrainée par quelqu'un) qui y changeront quoi que ce soit. Notre télévision centrale « n'est pas intéressée à augmenter son audience » : c'est M. Nénachev qui l'a déclaré, lors de son départ du poste de président de Gostéléradio. Quoi que l'on put dire sur le compte de Nénachev, il n'était sans doute pas le pire chef de la TV que l'on puisse concevoir. Dix jours ne s'étaient pas écoulés depuis sa démission que le monde entier voyait se manifester, sur les ondes, les premiers signes de ce brusque virage à droite qui avait commencé à modifier l'ensemble de la politique des maîtres du Kremlin : souvenons-nous des départs, survenus à si bref intervalle, de Yakovlev A., V. Bakatine, E. Chevardnadzé - autant de personnages remarquables disparus de la scène politique.

Aujourd'hui, par exemple, il ne peut plus être question de voir diffuser par la télévision centrale l'édition de *Vzgliad* dont le journaliste de télévision Evgueni Dodolev nous avait récemment parlé dans les pages d'un journal de jeunes très populaire, le *Moskovski komsomolets*. Son article, paru le 27 octobre 1990, est intitulé « Pamiat, le KGB et *Vzgliad* » :

Valentin Koroliov, lieutenant-colonel du KGB à la retraite, ne veut plus être un pion dans le jeu de personne. Je crois que son acte de résipiscence a du lui coûter beaucoup, mais il ne s'en est pas moins trouvé le courage d'une double intervention, dans les pages de la revue *Ogoniok* (n°43, 1990) et dans l'émission *Vzgliad i drouguié (Vzgliad & Cie)* du 19 octobre qui a été suivie par des milliers de téléspectateurs à travers toute l'Union soviétique.

De l'avis de Koroliov, l'organisation Pamiat (sous le visage que nous lui connaissons aujourd'hui) a été créée par le KGB de Moscou pour servir d'instrument de lutte politique et éventuellement de lutte armée, contre les tendances sociales jugées indésirables. C'est ainsi que, toujours selon Koroliov, les personnalités en vue de Pamiat sont toutes des agents du KGB et que nombre de ces gens estiment que ce sont eux, les nationaux-patriotes russes, qui orientent les activités du Comité. Comme il proposait à ses supérieurs de procéder au recrutement d'un des membres de Pamiat, on avait laissé entendre à Koroliov que c'était inutile du moment que tous les chefs de Pamiat travaillent de toute façon pour le KGB.

Quel que soit celui que l'autre croit contrôler - la Pamiat (comme on le croit au KGB), ou le KGB (comme en sont convaincus les parrains du fascisme russe), il n'en reste pas moins qu'à l'heure H, les deux sont prêts à se lever comme un seul homme pour passer à l'action. Selon Koroliov l'interpénétration de ces deux organismes serait sur le point d'atteindre, un degré critique.

Je rappelle que l'émission *Vzgliad* est diffusée en direct, le jour, vers l'Extrême-Orient soviétique (pour être retransmise ensuite via l'espace vers la Sibérie et l'Asie centrale), puis, le soir, toujours en direct, vers la partie européenne. Elle donne ainsi lieu à deux éditions qui le plus souvent diffèrent l'une de l'autre.

Le 19 octobre, il n'y a pas eu de coupures dans les enregistrements utilisés dans les deux éditions, mais à la différence des textes enregistrés, les séquences filmées en studio des deux éditions de *Vzgliad* diffèrent fortement les unes des autres. Dans l'édition retransmise via le satellite Orbita, il y avait à la fin de l'entretien avec Koroliov, ce dialogue entre les deux présentateurs :

**DODOLEV** : Mais revenons au KGB. On sait que depuis le printemps Koroliov avait constamment essayé de prendre contact avec les députés les plus célèbres ou les rédactions des journaux et des revues qui ont la réputation d'être à la pointe de la glasnost. Mais il semble que le vigilant Comité ait des informateurs bénévoles partout...

**Liubimov** : Le terme préconisé par le comité serait plutôt «collaborateur bénévole».

**DODOLEV** : Va pour aide. Or, parmi ces aides, il y a ceux qui sont payés et ceux qui rendent service au KGB sans le vouloir. Même la revue *Ogoniok* qui ne manque pourtant pas d'audace avait opposé à Koroliov le refus écrit, clair et net, de publier son article intitulé «Les secrets des services secrets». Il est vrai qu'au dernier moment la rédaction a décidé de garder l'article par-devers elle au lieu de le retourner à l'envoyeur avec les formules d'usage. Le temps qui s'est écoulé depuis a eu raison de ses hésitations, et je me félicite de pouvoir annoncer aux lecteurs d'*Ogoniok* que, dans son numéro 43, celui dont la livraison aux abonnés commence demain, ils trouveront enfin l'article de Koroliov.

**Lioubimov** : Son auteur, craignant sans doute que Pamiat n'aille lui faire un mauvais parti, a remis à l'équipe de *Vzgliad* une partie de ses archives... Je signale d'ailleurs à l'intention des chefs de Pamiat qui voudraient démentir leur collaboration avec la police secrète que nous sommes prêts à les inviter sur le plateau pour en discuter.

**DODOLEV** : Beaucoup furent en fait surpris d'apprendre qu'il existe un lien entre la Pamiat et le KGB. Moi, non plus, je n'arrivais pas à comprendre à une époque comment il se fait que les nazis de Leningrad se payent impunément du bon temps au jardin Roumiantseff, comment il se fait que les Gardes rouges en herbe de Pamiat ne se soient jamais vu appliquer aucune des sanctions prévues par le Code pénal, comment la Pamiat a obtenu l'autorisation de tenir un meeting en pleine place Rouge... Cela me dépassait que ses membres aient réussi à s'introduire à la Maison des écrivains, alors que moi-même et mes collègues qui avons pourtant nos cartes de presse, n'avons jamais pu y entrer. Maintenant cela ne m'étonne plus. J'ai compris que la Pamiat est au KGB ce que le PCUS est à l'État.

**Lioubimov** : A moins que le KGB ne soit le valet et la Pamiat, le maître... Personnellement, je n'ai pas toujours l'impression que l'armée ou ce supersyndicat qu'est le KGB sont subordonnés au président...

**DODOLEV** : La majorité des hauts responsables du KGB se recrute non pas parmi les barbouzes ni les spécialistes du contre-espionnage, mais parmi les anciens permanents du parti. Or, cette caste a ses principes, et l'on n'ignore plus que sur ces principes, il n'est pas question de transiger. Au sein de la direction du KGB il y a aussi bon nombre de, euh... disons, de vétérans. Tel le lieutenant général Tolkounov qui coiffe toujours l'inspection du KGB bien qu'il soit âgé de 75 ans. A l'époque où Gorbatchev travaillait dans la région de Stavropol, c'est lui qui était le patron du KGB local. Détail pas du tout dénué d'importance, selon l'ex-général Kalouguine. A qui Tolkounov rend-il ses comptes ? Et le KGB, à qui rend-il les siens ? Mais à personne ! Il peut très bien inventer un danger (comme Kalouguine l'a lui-même fait d'ailleurs), puis convaincre la haute direction soviétique de la réalité de ce danger, et c'est toujours le Comité qui fera signer et adopter les décisions qui s'imposent. Il s'agit bel et bien d'un État au sein d'un autre État.

**Lioubimov** : Ça me fait penser à l'aveu de Victor Ilioukhine que j'ai lu l'autre jour dans la *Literatournāia gazeta*. Dans cet article, Ilioukhine qui dirige la section du Parquet chargée du contrôle de la légalité des activités de la Sûreté d'État, recon-

naît, je cite : «Le renseignement et le contre-espionnage échappent à toute surveillance de notre part. Il est impossible de réglementer leurs activités par la loi». On peut, bien sûr, veiller à ce qu'il n'y ait pas d'abus à la prison de Léfortovo, mais c'est à peu près tout ce qu'on peut faire. Bon. Admettons même que le Parquet garde plus ou moins le KGB à l'oeil. C'est du moins ce qu'on peut croire. Mais savez-vous qui est chargé de superviser ces mêmes activités de surveillance ? Abramov, le substitut du Procureur général, qui avait lui-même travaillé au KGB auparavant !

Lioubimov : Au Cinquième département plus exactement dont il était le chef. Le département qui s'occupe soi-disant aujourd'hui de contrôle de constitutionnalité, et le même qui avait autrefois eu parmi ses «clients» Soljenitsine et Sakharov...

DODOLEV : Abramov avait alors travaillé sous la savante direction de Bobkov qui est aujourd'hui premier vice-président du KGB et avec qui Abramov entretient encore des rapports fraternels tout à l'image de la coopération entre l'incorruptible Parquet et le formidable KGB qui remonte à l'époque où l'un était dirigé par Vychinski et l'autre, par Béria. Nos deux hommes s'entendent comme larrons en foire... »

Après que l'émission retransmise via l'espace eut pris fin, nous avons eu une petite réunion où il fut décidé que l'édition destinée à Moscou serait encore plus forte. Nous allions jouer notre va-tout.

Mais le KGB allait se charger lui-même d'apporter quelques retouches à ce plan. Il faut savoir qu'il y a à Moscou au moins trois endroits où on regarde très attentivement la première édition de *Vzgliad* : le Gostéléradio, la place Staraja (où siège le CC du PCUS) et la Loubianka. La diffusion de *Vzgliad* vers l'Extrême-Orient s'était achevée à 16 h environ : deux heures plus tard, dans la pièce 1231 où se trouve la direction de l'émission *Vzgliad* le téléphone faisait entendre une sonnerie alarmée et, vers 21 h, au moment où commençait l'émission *Vremia*, nous avions de la visite. Nos hôtes, un colonel et un commandant, nous ont annoncé qu'ils aimeraient commenter la partie de l'émission où il était question du KGB. En direct, bien entendu.

Il eut été impoli de notre part de refuser cette petite faveur à des gens qui s'étaient dérangés pour venir nous trouver à Ostankino, alors qu'ils le font si rarement d'ordinaire. Quand à savoir quelle tournure notre conversation prendrait, nous en étions réduits à des conjectures. On pouvait toutefois supposer que ce serait l'occasion d'apprendre un tas de choses sur Koroliov qui se révélerait être : a) un agent double au service d'Israël ; b) un malade mental ; c) un calomniateur soudoyé par les coopérateurs qui, comme chacun le sait, sont tous des sionistes ; d) un alcoolique qui s'est fait éjecter du KGB pour éthylisme. Ou bien que toutes ces accusations, variante d) exceptée, seraient adressées aux présentateurs de *Vzgliad*.

Nous avions d'autant plus de raisons de pencher pour cette dernière hypothèse que, quelque temps auparavant, alors que *Vzgliad* était en train de préparer l'émission avec K., autre vétéran du KGB, un autre visiteur avait essayé de faire chanter Artiom Borovik, présentateur de l'émission, et Tatiana Dmitrakova, la réalisatrice.

« Nous avons un dossier sur chaque membre de l'équipe de *Vzgliad*, les avait-il prévenu. Si cette séquence n'est pas exclue de l'émission, nous allons publier dans les grands quotidiens certains faits qui sont de nature à vous compromettre ».

Eh bien, lui avait-on répondu alors, videz votre sac, on verra ça ensemble... Malheureusement, les propos de K. devaient rester inconnus du public car le KGB allait trouver le moyen de faire pression sur d'autres gens.

Vendredi dernier, il n'y a pas eu de menaces. Les deux officiers se sont montrés des as du débat télévisé. D'emblée, ils ont fait dévier la conversation vers des sujets n'ayant pas le moindre rapport ni avec Koroliou, ni avec la Pamiat. Du coup, nous nous trouvions devant deux personnes nous parlant poliment des sous-sols de Loubianka qui, apprenions-nous, n'ont jamais existé, du suicide de Savinkov, de nouveaux livres, que saisje encore...

Fin décembre 1990, Edouard Chévardnadzé, Ministre des affaires étrangères de l'URSS, donnait sa démission. Non content d'être le premier des hauts responsables soviétiques à l'avoir fait de son propre gré depuis 70 ans, Chévardnadzé poussa la différence jusqu'à annoncer sa décision de la tribune du Soviet suprême de l'URSS, au cours d'une séance diffusée en direct de surcroît. Son départ était une manière de protester contre les pressions croissantes de la part d'une dictature militaire en gestation. Il n'est pas exclu que, sachant qu'on l'obligerait de toute façon à quitter le poste qu'il occupait au Ministère des affaires étrangères, Chévardnadzé n'ait tout simplement pas voulu se laisser faire avec la même docilité que Bakatine, écarté de ses fonctions de Ministre de l'intérieur quelque temps auparavant. Quelques heures après sa déclaration, le nom de Chévardnadzé cessait d'être mentionné à la télévision centrale, bien que l'homme continuât à occuper son poste pendant trois semaines encore.

Dans la *Komsomolskaïa Pravda* du 29 décembre 1990, on a pu lire à ce sujet :

L'édition de *Vzgliad* qui a été annulée hier soir avait l'intention de proposer à ses téléspectateurs un entretien avec deux collaborateurs les plus proches d'Edouard Chévardnadzé, ministre des Affaires étrangères d'URSS, qui vient de présenter sa démission. Il s'agit de Teïmouraz Stépanov, adjoint du ministre, et Sergueï Tarassenko, Directeur du Département des évaluations et de la planification, qui, comme nous l'avons appris, ont aussi été les premiers à connaître la décision de Chévardnadzé.

Nous appelons la rédaction de *Vzgliad*. C'est Alexandre Lioubimov qui décroche.

« C'est exact, nous nous étions proposés d'inviter Stépanov et Tarassenko à un entretien qui serait diffusé en direct. Mais Kravtchenko, le président du Gostéléradio, et ses adjoints, nous ont opposé un refus catégorique. Depuis lundi,

nous nous étions efforcés de les faire changer d'avis mais, à l'évidence, toutes nos conversations ont été inutiles. Il est clair que les motifs de ce refus sont politiques.

Comme il n'était pas question pour nous de faire une émission sans y évoquer la démission de Chévardnadzé, nous avons pris le parti d'annuler le *Vzgliad* du vendredi. Nous voulions éviter à tout prix de faire du bruit autour de cette histoire, même si cela nous avait permis de marquer des points. Mais le sort en a décidé autrement.

- D'après ce qui m'a été communiqué, Kravtchenko aurait eu à ce sujet une discussion avec Gorbatchev.

- Je le pense aussi. Kravtchenko, qui n'a été nommé que récemment à son poste, avait forcément dû soumettre au pouvoir supérieur une décision dont on savait d'avance qu'elle allait être très mal reçue par le public. En outre, nous avons aussi pensé montrer, au lieu de *Vzgliad*, le 4 janvier, le film *L'Equipe* sur Edouard Chévardnadzé et ses collaborateurs. Mais cela nous a également été interdit ».

Nous composons le numéro de téléphone de Kravtchenko.

« Nos jeunes amis voulaient inviter Chévardnadzé à leur émission. Je leur ai déconseillé de le faire, sachant que leur proposition serait de toute manière déclinée par Chévardnadzé lui-même. Le soir, j'ai eu une conversation avec Lioubimov qui m'a informé qu'ils n'allaient pas monter en plateau cette fois.

- Mais, pour autant que nous sachions, vous avez interdit l'émission à laquelle devaient prendre part des collaborateurs de Chévardnadzé ?

- Interdit, moi ? Non... Je ne sais pas. Des jeux louches, tout ça... Nouveau coup de fil à Lioubimov :

- Pour la première fois depuis un an et demi, on nous avait interdit non pas d'inviter Untel, mais d'évoquer un sujet devenu tabou : Chévar-nadzé. Si vous voulez une hypothèse, je crois qu'il s'agit de la tactique habituelle qui illustre la persistance du réflexe majeur de toute structure hiérarchisée : mieux vaut rester plus près du sommet que de la base... ».

La situation paraît plus qu'étrange. Nous nous sommes déjà habitués aux lapins que *Vzgliad* nous pose de temps à autre mais cette fois-ci, c'est d'Edouard Chévardnadzé qu'il s'agit ; or, tout se passe comme si toute mention de son nom sur les ondes était désormais interdite. Qui croira maintenant aux déclarations sur une politique extérieure d'URSS demeurée inchangée ?

Le mois de janvier 1991 sonnait ainsi le glas de ce qui était sans doute la meilleure émission politique de la télévision centrale. Ce fait qui n'a rien pour nous inciter à l'optimisme allait inspirer à l'hebdomadaire *Argoumenty i fakty* (n° 2, janvier 1991) cet article, placé tout en haut de la une :

L'édition de *Vzgliad* de fin d'année a été annulée, et ses éditions suivantes reportées sine die. Le 4 janvier, la direction du Gostéléradio a répondu par un refus à la demande de rediffusion de «L'Equipe», documentaire sur Edouard Chévardnadzé

et ses collaborateurs. Le 8, A. Lioubimov qui dirige l'émission a été convoqué au bureau de P. Réchétoy, vice-président du Gostéléradio, pour s'y entendre signifier que *Vzgliad* n'allait plus passer sur les ondes pendant un temps dont la durée n'a pas été précisée. A. Binev, notre correspondant, a rencontré l'équipe de cette émission dont la cote de popularité avait été si extraordinairement élevée.

- S'agit-il d'une décision sans appel de l'administration du Gostéléradio?

A. Lioubimov. Il nous a été signifié que la diffusion de *Vzgliad* ne serait plus possible tant que nous n'en aurions pas précisé la conception - alors que cette conception qui consiste à éclairer la vie politique et sociale en URSS est on ne peut plus nettement formulée dans des documents dont l'existence ne saurait être ignorée par l'administration du Gostéléradio. Je pense que c'est la façon dont nous avons fait cet éclairage qui n'a pas plu à Kravtchenko, son président.

- Se pourrait-il qu'il y ait aussi une autre raison, le fait, pour *Vzgliad*, d'avoir abordé les changements à la tête du pouvoir soviétique, et notamment, la déclaration de Chévardnadzé ?

A. POLITKOVSKI (envoyé spécial de l'émission). Je crois que cela n'a été qu'un prétexte pour en finir une fois pour toutes avec nous. Non, la raison en est tout autre. Le 11 janvier, nous avons déjà présenté le script d'une émission ne contenant pas la moindre allusion à l'affaire Chévardnadzé. Ça a été pareil, on nous a interdit de la faire.

- Quelle serait donc la raison que vous avez mentionnée ?

A. Lioubimov. Il nous a été déclaré qu'il y avait divergence entre les vues politiques de l'équipe de *Vzgliad* et celles de la direction de Gostéléradio, ce qui n'est d'ailleurs un secret pour personne. La vraie raison, c'est ça.

- Se pourrait-il que cela annonce une croisade contre les médias démocratiques en général ?

A. CHIPILOV (directeur de *Vzgliad* & Cie). Nous ne pouvons pas savoir ce qui se passera avec tous les médias, mais ce qui se passe avec *Vzgliad* ne peut que nous rendre très inquiets. En fait, il ne s'agit pas simplement de la décision de supprimer une émission, *Vzgliad* en l'occurrence, mais d'un fait confirmant certaines tendances qui commencent à se dessiner dans notre vie politique. J'y vois pour ma part une manifestation de la CENSURE politique, proscrite pourtant par la Loi sur la presse et les médias.

V. LISTIEV (commentateur de *Vzgliad*). Pendant deux ans et demi, la télévision avait offert la possibilité d'exprimer des points de vue différents. C'est justement ce que *Vzgliad* avait fait ; non seulement cela s'était inscrit alors dans le mouvement général, mais en plus, *Vzgliad* avait été à l'origine de ce mouvement. Maintenant que la tournure prise par les événements va dans le sens d'un renforcement du pouvoir central, un autre mouvement s'amorce, et *Vzgliad* devient gênant.

- Qu'avez-vous l'intention d'entreprendre ?

A. POLITKOVSKI. Nous allons nous battre pour notre émission. Je ne m'imagine plus en dehors d'elle. Il y a un an, j'avais proposé à nos téléspectateurs d'instituer un fonds d'aide aux personnes qui se sont trouvées dans une situation sans issue. A présent, je le comprends, c'est notre tour à nous de demander de l'aide.

Comme l'a dit un commentateur de *Vzgliad* (cité dans le *Komerçant* du 31 décembre 1990), « bien que le contrôle de la part du parti ne soit plus exercé, nous nous sommes retrouvés à nouveau dans une situation qui oblige les créateurs d'une émission à dépenser 80 % de leurs efforts pour obtenir des instances supérieures l'autorisation d'y parler de ce dont ils veulent parler. Nous ne savons toujours pas d'où émane la résistance à laquelle ces efforts se heurtent ». Dans le même numéro du *Komerçant* sont rapportés les propos d'Aïgar Missan, chef du département de télévision-radiodiffusion, selon lequel *Vzgliad* aurait tort de s'attendre à des concessions de la part de Kravtchenko qui a été nommé à son poste par le président dans le but précis d'appliquer une politique de rigueur. Missan signale par ailleurs que « des décisions historiques en matière de télévision vont prochainement être adoptées par le Président », Après quoi « la situation devrait se détendre un peu. Mais, ajoute-t-il, « contrairement aux espoirs du personnel de la télévision centrale, le partage de celle-ci en une télévision présidentielle et une télévision russe n'aura pas lieu ». Vladislav Listiev estime pour sa part que le seul moyen d'éviter, à l'avenir, les accrochages idéologiques avec la direction de la télévision centrale consiste à racheter une chaîne à celle-ci, ce qui pourrait, selon lui, coûter plusieurs dizaines de milliards de roubles.

Dans les premiers discours prononcés Après son parachutage à la tête de Gostéléradio, Kravtchenko avait exhorté son personnel à faire preuve de conscience, à ne pas se faire l'écho des points de vue extrêmes et à commencer enfin à travailler en vrais professionnels. Mais tout président qu'il soit, Kravtchenko ne décide pas de tout, au comité qu'il dirige. Les instructions concernant la façon de faire chaque émission, le sujet de celle-ci et sa durée pleuvent littéralement sur Gostéléradio, venant d'une part du Kremlin qui lui est relié par une ligne téléphonique directe, et venant d'autre part, des tribunes du présidium du Soviet suprême de l'URSS. Or, en accédant aux requêtes des députés, Gostéléradio leur rend souvent un mauvais service : au lieu de commentaires intelligents faits par des professionnels, nous sommes alors obligés de suivre des heures durant tous les jours, en direct ou en différé, les interminables séances du Soviet suprême de l'URSS et pratiquement toutes les allocutions du Président. De quoi nous faire

regretter nos dirigeants d'antan, peu disert du fait de leur âge vénérable, et dont les discours prononcés en public étaient beaucoup plus rares qu'aujourd'hui - ce dont nous aurions du leur savoir gré. Et l'on peut douter que les interventions télévisées interminables de Gorbatchev qui ont accompagné les événements dans les pays baltes, cette kyrielle de recommandations et de justificatifs en tout genre aux fins de monter en épingle le point de vue de l'orateur, aient beaucoup profité à son image publique.

Quelles sont les autres émissions balayées de l'écran pour injecter « plus de professionnalisme » et « plus de retenue » sur nos ondes ? Les premières semaines de 1991 ont vu radier de la grille des émissions de la télévision centrale toutes les rubriques élaborées avec tant de goût pour un public appartenant à l'intelligentsia, par une organisation publique autofinancée, l'Association pour la télévision d'auteur (ATV). Ce fut un foisonnement de films et de clips, publicitaires ou autres, mais jamais dans le genre du cinéma commercial ; le niveau de réalisation était parfois discutable, mais en revanche toutes les idées et tous les scénarios étaient bienvenus. L'ATV ne devait malheureusement exister que pendant quelques mois avant d'être dissoute sur l'ordre d'une instance supérieure et on a même ordonné à sa jeune et talentueuse équipe, dont les productions avaient peut-être préfiguré la télévision de demain, de vider les locaux qu'ils avaient occupé.

Pour la majorité des Soviétiques, c'est donc la première chaîne de la télévision centrale, avec l'incontournable émission *Vrémia*, qui reste toujours la principale source d'informations sur le monde où ils vivent, et ce d'autant plus que les journaux et magazines sont devenus très chers. Du reste, des millions de gens en URSS semblent avoir perdu l'habitude de lire et n'en éprouvent plus le besoin.

Il ne reste plus qu'à déplorer que les évolutions timides que l'on avait pu observer au cours des cinq dernières années dans la pratique de la propagande totalitaire, chère à la télévision soviétique, aient débouché vers le mois de janvier 1991 sur un retour brutal à une prise de position idéologique se situant dans le droit fil de la tradition léniniste. La couverture des événements dans les pays baltes par la télévision centrale n'aura pu que rappeler les mêmes torrents de mensonges déversés à propos du drame polonais, de l'agression contre l'Afghanistan, de l'occupation armée de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie. Même après nous être retirés avec nos tanks et nos troupes de tous ces pays, même après avoir évacué la RDA et les autres bastions du communisme au-delà de nos frontières, nous n'avons pas changé. Pas plus que n'a changé la télévision

centrale qui demeure, malheureusement, un rempart sur de l'aile la plus réactionnaire de la bureaucratie militaro-communiste en URSS.

Les chaînes de télévision des républiques fédérées (qui restent pour le moment sous le contrôle du gouvernement fédéral) exigent que leurs émissions aient accès à la télévision centrale, ce qui demandera une plus grande autonomie financière et organisationnelle. Le Président de l'URSS et le gouvernement fédéral, qui ont pratiquement perdu leur monopole et leur contrôle idéologique de la presse, voudraient garder à tout prix ceux de la télévision. Pendant l'été 1990, le Président Gorbatchev a émis un arrêté sur la démocratisation et le développement de la radio et de la télévision en URSS. Ce document avait pour but de réaffirmer la volonté des autorités fédérales de garder le plein contrôle de la radio et de la télévision sur l'ensemble du territoire national. Les parlements des républiques fédérées qui luttent pour leur indépendance voudraient avoir, quant à eux, leurs propres radios et chaînes de télévision. Cette tendance s'est exprimée pour la première fois et le plus clairement à Leningrad où les députés du Soviet de la ville ont forcé la chaîne de télévision locale d'obéir à leurs ordres. Afin de prévenir les initiatives d'autres Soviets locaux, Gorbatchev a jugé nécessaire de promulguer une Loi réglementant les activités des radios et des chaînes de télévision en URSS et d'abroger tous les actes des autorités républicaines, régionales ou territoriales, adoptés sans consentement du Conseil des ministres de l'URSS et visant le changement du statut juridique et patrimonial des centres locaux de la radio-télévision. Tels étaient les objectifs que poursuivait le nouvel arrêté présidentiel riche d'une terminologie flatteuse pour l'oreille d'un démocrate : pluralisme, démocratie, renforcement du rôle des comités locaux pour la radio et la télévision, etc.

C'est ainsi que, d'une part, les lois et les décrets ne sont pratiquement pas respectés en URSS (depuis la mort de Staline, les Soviétiques n'ont plus ce respect quasiment religieux de la loi), tandis qu'on assiste à une guerre entre les lois de l'Union et celles des républiques ; et que, d'autre part, la lutte pour le contrôle de la télévision devient de plus en plus acharnée. En janvier 1991, les centres de télévision de Vilnius et de Riga occupés par des partisans de l'indépendance nationale, fidèles aux parlements Lituanien et letton ont été repris de force par l'armée. Les autorités ont traîné plus d'un an pour remplir leur engagement de réserver la 2<sup>e</sup> chaîne nationale à la télévision de Russie ; de jure, c'était déjà fait, mais de facto, tout restait comme avant.

Les *Izvestia* du 19 février 1991 nous ont informés par un article minuscule que la télévision d'Azerbaïdjan avait commencé la retrans-

mission des programmes de la télévision turque sur l'ensemble du territoire de la république. Il m'est aussitôt venu à l'esprit que le pays suivant dont les programmes seront retransmises par la télévision Azerbaïdjanaise sera l'Iran, un pays où les Azerbaïdjanais se chiffrent également par centaines de milliers. Depuis des années déjà, la radio iranienne diffuse des programmes pour les habitants d'Azerbaïdjan. Luttant bec et ongle contre l'aspiration à l'indépendance des républiques baltes, de la Géorgie, de l'Arménie, de la Moldavie et de l'Ukraine occidentale, le Kremlin semble inconscient du fait que la Russie se heurtera bientôt à des problèmes très graves dans ses relations avec les musulmans d'Azerbaïdjan, du Kazakhstan et d'Asie centrale, c'est-à-dire avec ceux qui se rangent pour le moment du côté du PCUS. Ces quelques derniers mois, des millions de Russes ont abandonné leurs maisons dans les républiques où la population musulmane prédomine et sont venus en Russie où personne ne les attendait. Et il est maintenant des gens qui rappellent que Staline, réputé pour sa cruauté, avait au moins eu la bonté d'installer les peuples qu'il déplaçait d'un bout à l'autre du pays sur un même territoire sans briser les communautés déjà établies. Dans les trois années à venir, avec l'exacerbation des conflits ethniques et avec le rapatriement des troupes soviétiques cantonnées dans les pays d'Europe de l'Est, les problèmes sociaux et de logement deviendront de plus en plus graves en Russie. Même aujourd'hui, après l'adoption d'arrêtés assez contradictoires d'ailleurs sur les réfugiés, ces derniers sont privés d'assistance et de protection dans leur propre pays. Ils ont perdu leurs maisons et leurs appartements, mais l'État ne leur garantit pas de logements et pas d'emploi dans leurs professions ; ils n'ont pas le droit d'enregistrer leurs passeports dans les villes et ne touchent pas d'allocation.

La *Néavissimaïa gazeta* du 5 février 1991 rapporte que la récente session de l'Organisation internationale de la radio et de la télévision a condamné la mainmise sur le centre de télévision et la tour de retransmission à Vilnius et a proposé une assistance matérielle importante à la télévision de Lituanie. Pendant les événements tragiques du 13 janvier 1991, les collaborateurs du centre de télévision de Vilnius avaient tenu bon jusqu'au bout : alors que les soldats étaient déjà dans le bâtiment les speakers continuaient à parler. Aussitôt après la prise du centre de télévision, la radio Lituanienne et le centre de télévision de Kaunas (une autre ville importante de Lituanie) ont pris la relève pour tenir la population de la république au courant des événements. La télévision de Kaunas a même transmis tous les programmes habituels de la télévision

Lituanienne. Pour quelques mois, la radio et la télévision de Lituanie ont été partagées entre les partisans de l'indépendance et les gens du Comité du salut national. A Vilnius, c'est le tégénique colonel Kasparavicius qui apparaissait pendant quelques heures tous les jours devant les spectateurs : les installations du centre étaient desservies par des ingénieurs de la radiotélévision de l'URSS venus d'urgence à Vilnius et travaillant dans des locaux gardés par des soldats. C'est ainsi que le parti communiste de Lituanie a repris le contrôle du petit écran, sans pouvoir en tirer grand profit, il est vrai. Les collaborateurs du centre de télévision de Vilnius ont refusé de travailler pour le PCUS même sous la menace des armes. Mieux, ils ont mis au point des méthodes artisanales pour préparer leurs propres programmes consacrés aux actualités politiques et sociales et les retransmettre depuis Vilnius, Kaunas, Siauliai, Panevezys et Klaipeda. Après la prise du centre de télévision à Vilnius par les troupes du Ministère de l'intérieur, Laimonas Tapinas, Président de la direction de la télévision de Lituanie, a demandé au gouvernement de l'URSS de lui rembourser les dégâts subis par son organisation et de lui restituer ses biens.

Le journal *Kouranty* du 30 janvier 1991 nous apprend que Boris Eltsine a publiquement accusé le Président de l'URSS Mikhaïl Gorbatchev de lui avoir effrontément menti à trois reprises en lui promettant de réserver la 2<sup>e</sup> chaîne de la télévision centrale à la Fédération de Russie. Six mois plus tard il n'y avait toujours pas de résultats concrets. Kravtchenko qui a remplacé Nénachev au poste du Président de Gostéléradio a reçu le jour de sa nomination la consigne de ne jamais discuter avec les représentants de Russie la question de la 2<sup>e</sup> chaîne nationale. Sans télévision, ni radio (ils se sont en effet fait reprendre radio Russie récemment créée), il est très difficile au Parlement de la Fédération de Russie et à son Président de contacter leurs électeurs, car en dehors de la région de Moscou, les journaux et les périodiques de tendance démocratique sont introuvables. Oleg Poptsov, président de la Compagnie de la radio et de la télévision de Russie, relève dans son interview au journal *Radical* (n° 3, 1991) que le Président de l'URSS n'avait jamais démenti les propos d'Eltsine, ce qui veut dire que Gorbatchev avait effectivement formulé des promesses concernant la 2<sup>e</sup> chaîne nationale, promesses qu'il n'a jamais tenues. « La notion d'honneur d'un officier ou d'un gentilhomme avait toujours eu une grande signification en Russie, tout comme celle de la «parole d'honneur». Aux États-Unis le Président est cru sur parole par tout le monde. Mais en URSS, on est libre de donner sa parole pour se rétracter ensuite,

de tenir ses promesses ou bien de ne pas les tenir ». La télévision de Russie a enfin commencé ses émissions au mois de mai 1991 et elle est devenue immédiatement très populaire.

## Chapitre quatrième

### Le matériel de télévision

Le comité de radio-télévision de Leningrad emploie aujourd'hui 2 000 personnes. Signalons, à titre de comparaison, que le Comité d'État de radiodiffusion et de télévision d'Ukraine compte des dizaines de milliers d'employés à Kiev et au sein des 14 comités de radio-télévision régionaux. L'Ukraine se propose en plus d'implanter encore une dizaine de centres de télévision locaux à travers le territoire de la république. Après la mise en service d'un nouveau centre de télévision à Kiev (une tour de 380 mètres, un bâtiment haut de 100 mètres à 24 niveaux avec des dépendances, plusieurs studios et salles d'appareillages), Kiev deviendra la deuxième capitale d'URSS après Moscou à avoir cinq chaînes de télévision.

Précisons tout de même qu'un grand nombre de cadres habitant Moscou ont depuis longtemps la possibilité de regarder, en plus des 5 chaînes ordinaires (4 chaînes de la capitale et la chaîne de Leningrad), la CNN (Cable News Network) émettant 24 h. sur 24 en direct des États-Unis.

Depuis le mois d'août 1983, les spectateurs du monde entier ou peu s'en faut peuvent regarder *Les Nouvelles de Moscou* transmises trois heures de suite : il suffit d'acheter une petite antenne et de l'accorder sur la fréquence du satellite soviétique. Mais la majorité de la population de RDA, de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Roumanie et de Bulgarie n'ont même pas besoin d'antenne supplémentaire pour capter tous les programmes de la 1<sup>re</sup> chaîne qui sont diffusés par un canal spécial. Le monopole de la propagande, et à plus forte raison de la propagande télévisée, a toujours été, en URSS, une question considérée avec le plus grand sérieux. Mais si on était toujours prêt à diffuser nos programmes vers l'étranger, on faisait tout en même temps pour empêcher les émissions étrangères de filtrer sur le petit écran soviétique. Il y a à peine trois ans, un cameraman de la télévision centrale qui aurait filmé les rayons d'un magasin d'alimentation ou d'un supermarché occidental risquait de perdre son emploi, tout comme le rédacteur en chef qui aurait donné la permission de montrer ces images.

En 1990, les autorités soviétiques ont enfin autorisé l'usage par des particuliers des antennes paraboliques, des photocopieurs, des walkie-talkie et de la télécopie. Il est vrai que tous ces équipements sont pratiquement introuvables en vente libre en URSS, et on n'en verra certainement pas produire massivement avant longtemps. Par contre, vous pouvez en acheter facilement au marché noir à des prix défiant toute imagination... Le salaire moyen en URSS est maintenant de 230 roubles, un dollar vaut 30 à 35 roubles au marché noir, tandis que la photocopieuse la plus simple coûte 17 000 roubles au moins, un lecteur vidéo est vendu 5 000 roubles, un magnétoscope plus de 7 000 roubles, une antenne parabolique 20 000 roubles et plus. Sur la plus grande partie du territoire soviétique, une antenne parabolique ne permet de capter à l'aide d'un téléviseur ordinaire que deux programmes américains retransmis par satellite : Worldnet et la CNN. Tous les programmes autrement intéressants que l'on peut capter même dans les campagnes d'Europe occidentale, y compris en Scandinavie, sont en principe à la portée des habitants de la zone qui s'étend d'Istanbul à Varsovie, et dans les pays baltes jusqu'à Leningrad. Mais plus on approche du centre de l'URSS, c'est-à-dire plus on progresse vers l'Est et plus les signaux émis par la plupart des satellites occidentaux faiblissent. Dommage qu'on ne puisse capter, par exemple, *American Image* en russe, comme on capte *La voix de l'Amérique* ! Stanislav Chataline, membre du Conseil présidentiel d'URSS, académicien-secrétaire de la Filiale d'économie de l'Académie des sciences de l'URSS a dit dans une interview accordée à la revue *Ogoniok* (n° 20, 1990) que les lois qui règnent aujourd'hui dans l'économie soviétique sont celles d'une maison de fous. Le problème est que la *Pravda* et la télévision centrale sont incapables à elles seules de provoquer rapidement une prise de conscience et d'éclairer les esprits, et je n'exagère pas en disant que, sans les radios occidentales, nous en serions toujours à l'heure qu'il est à l'âge de pierre au lieu d'être les artisans de la perestroïka.

Les *Izvestia* du 13 juillet 1990 ont publié l'article de Hendrikas Juskiavicius, vice-président de Gostéléradio, sur les perspectives de la modernisation technique de la télévision centrale. Les 124 centres de télévision soviétiques diffusent leurs programmes dans 48 langues. Pendant les dix prochaines années, 67 nouveaux studios de télévision seront créés dans les régions et districts autonomes, où ils sont manquant pour le moment. Des centres de télévision entreront bientôt en service à Jamboul, à Termez, à Gouriev, à Léninabad, à Birobidjan.

Mais où prendre de l'argent pour financer tous ces projets, se demande Juskiavicius. Les paiements d'abonnement à la télévision ont été supprimés en 1962 et remplacés par une augmentation du prix des téléviseurs qui nous paraît aujourd'hui bénigne. Les devantures des magasins d'appareils électroménagers sont vides. Il n'y a pratiquement pas de concurrence entre les producteurs de téléviseurs ; or, seule la concurrence peut donner un bon élan au développement de la publicité.

Gostéléradio détient le monopole dans le secteur, mais il doit aussi assumer tous les frais qui en découlent, notamment financer l'équipement des nouveaux studios de télévision, en imposant de nouvelles charges au contribuable. Les équipements de télévision sont fabriqués en URSS par des entreprises subordonnées au Ministère de la défense en raison de ce qui est en fait un embargo occidental sur les ventes du matériel de haute technicité à l'URSS. D'où les 5, voire 10 années, de retard que nous avons sur l'Occident dans le domaine des équipements de télévision. Ce retard tend à augmenter à cause de la crise économique et de la reconversion de l'industrie de guerre. L'URSS est incapable de tirer profit des réalisations récentes dans le domaine de la télévision, la multiplication des canaux notamment. Aujourd'hui, la chaîne est captée par 97 % des citoyens soviétiques ; 91 % peuvent capter deux chaînes ; 41,5 % trois. A la campagne, seuls 22,7 % des habitants peuvent capter trois chaînes de la télévision centrale. La situation est encore pire en Russie avec son territoire immense, où l'ensemble de trois chaînes nationales sur quatre sont à la portée de 28,3 % seulement de la population. Tandis qu'aux États-Unis un spectateur peut choisir entre 27 chaînes en moyenne, chiffre qui tombe à 6 chaînes pour seulement 7 % des spectateurs américains.

Est-ce que ce niveau pourrait être atteint en URSS ? Juskiavicius a informé les lecteurs des *Izvestia* que les groupements Energuia et Kvazar avaient proposé un système de transmission directe à partir de satellites qui pourrait permettre, avant 1995, de couvrir l'ensemble du territoire soviétique et de garantir à tous les citoyens la possibilité de capter 4 chaînes nationales, dont 3 transmises avec un décalage du à la différence des fuseaux horaires : tout le territoire de l'URSS sera réparti en 5 zones où la transmission se fera à des heures différentes. La chaîne de la Fédération de Russie couvrant tout son territoire immense tiendra elle aussi compte de ces zones. Il devrait aussi être possible d'augmenter la puissance des centres de télévision implantés dans les régions et les territoires. Le système de transmission par satellite est également propice à une amélioration de

la qualité des émissions : programmes de haute définition et diffusion des émissions de radio en stéréo.

Mais ce ne sont là que des projets, écrit le vice-président de Gostéléradio. Même les équipements qui normalement devraient déjà être en service, ne sont pas encore installés. En 1990, nous avons attendu en vain la mise en service du nouveau système de transmission par satellite Hélicon permettant de capter non seulement les chaînes nationales, mais aussi de retransmettre les émissions en provenance des républiques fédérées, des régions autonomes et des territoires administratifs. Maintenant, on nous promet de lancer les premiers satellites Hélicon en 1992 ou en 1993. Le Congrès des députés du peuple de Russie a pris la décision de se doter de sa propre chaîne de télévision et de sa propre radio. Mais la mise en place d'un système de transmission par satellite demande, aussi bien chez nous qu'à l'étranger, cinq années approximativement. Il est impossible d'en implanter un du jour au lendemain. Le Ministère des PTT de la Fédération de Russie a proposé d'utiliser entre temps la 2<sup>e</sup> chaîne nationale pour la transmission des programmes de la télévision de Russie. Quoi de plus facile ? Mais là également, il y a un problème. Le réseau existant qui sert à assurer le fonctionnement de la 2<sup>e</sup> chaîne ne permet pas de limiter sa portée au territoire de Russie. C'est ainsi que les émissions de la 2<sup>e</sup> chaîne sont transmises vers Voronej par le biais d'un relais installé en Ukraine. Or, à en croire des sondages préliminaires, certaines républiques fédérées envisageraient de cesser la retransmission des programmes de la 2<sup>e</sup> chaîne lorsque celle-ci ne s'adressera plus qu'aux habitants de Russie. Juskiavicius a proposé une autre solution : réserver d'abord aux émissions de la télévision russe une partie de l'infrastructure de la 2<sup>e</sup> chaîne, tout en procédant à la mise en place d'un réseau indépendant pour la télévision et la radio de Russie, aménager des relais supplémentaires et tirer le meilleur parti possible des satellites. Dans tous les cas, il faudra obligatoirement implanter un centre important de préparation des émissions et des programmes pour la Fédération de Russie. Ce centre pourrait occuper par exemple le bâtiment du Conseil d'assistance économique mutuelle qui se trouve non loin du siège du gouvernement de Russie. Je me rappelle qu'au moment de la construction d'un centre de télévision spécial (en prévision des Jeux Olympiques de 1980), on avait reproché sa mégalomanie à Gostéléradio en disant que tous les locaux du centre seraient vides une fois les Jeux terminés et ne pourraient pas être exploités convenablement. Aujourd'hui, dix ans après sa construction, le centre est surchargé. Le développement de la radio et de la

télévision va beaucoup plus rapidement que ne l'avaient pensé les spécialistes du Gosplan (le Comité d'État pour le plan).

Hendrikas Juskiavicius qui occupe depuis de longues années le poste de vice-président du Gostéléradio, a toujours été considéré comme « the right man in the right place ». C'est lui qui a élaboré la stratégie de la télévision soviétique dans le domaine technique. Le 3 septembre 1990, Juskiavicius a été nommé au poste de Directeur adjoint de *Y UNESCO*. A Paris, il a reçu le Prix d'honneur de l'Académie nationale de la télévision et des sciences des États-Unis pour son apport au développement des relations Est-Ouest : en 1989, le même prix avait été remis à Ted Turner, propriétaire de la chaîne de télévision CNN d'Atlanta. En UES S, Juskiavicius est aussi connu comme vice-président de la Fédération de tennis et membre du Comité national olympique. Il avait commencé sa carrière en 1958 comme ingénieur à la télévision de Lituanie.

En 1990, la tour de télévision à Ostankino (540 mètres, la plus haute tour de télévision du monde avant 1974, date où ce titre lui fut ravi par celle de Toronto, 553,33 mètres) a adhéré à la Fédération internationale des tours de télévision. Le centre de télévision d'Ostankino a reçu de nouvelles propositions commerciales, y compris de la part de la direction de la tour Eiffel à Paris concernant la préparation du championnat mondial de bridge. Les équipements installés à Ostankino ont permis, fin 1990, de recevoir sans décodage les le journal télévisé mondial de CNN. Au début, ce programme a été transmis aux Moscovites aux fins de publicité. En 1991, on se propose de résoudre deux problèmes majeurs : la traduction simultanée et l'abonnement. Des antennes braquées sur les satellites sont déjà installées à Ostankino.

Le service d'information de CNN qui couvre l'actualité dans tous les pays du monde est un des programmes les plus prisés par les spectateurs moscovites. Et la CNN a organisé des reportages en pleine ville et notamment sur la Place Rouge devant l'enceinte du Kremlin et le mausolée de Lénine.

La *Literatournaïa gazeta* du 25 juillet 1990 nous apprend que CNN a été l'initiatrice d'un concours pour la meilleure œuvre littéraire. Ted Turner, son propriétaire, a promis d'organiser ce concours annuel pour au moins les 30 ans à venir. Les vainqueurs recevront le Prix Turner. Leurs écrits devront être consacrés aux problèmes de la survie de *l'Humanité* et à l'épanouissement de notre civilisation. Plusieurs prix ont été institués pour récompenser les efforts des hommes de lettres de divers pays et leurs initiatives dans la recherche de solutions positives à divers problèmes d'ordre général. Le Grand prix représente 500 000 dollars,

donc plus que le Prix Nobel ; et quatre autres prix de 50 000 dollars, sont aussi prévus.

D'après les informations parues dans le *Pravitelstvenny vestnik* (Bulletin gouvernemental) n° 3, janvier 1991, les autorités soviétiques ont autorisé les citoyens à capter des émissions diffusées via l'espace depuis l'étranger, décision prise en 1990. Mais l'Union soviétique n'a toujours pas signé la convention internationale de Berne concernant la protection des droits d'auteur sur les œuvres d'art. Cela permet aux coopératives soviétiques de gagner des sommes fabuleuses en captant des émissions occidentales à l'aide d'antennes paraboliques et de les retransmettre par câble à leur clients : Après la signature de la convention de Berne, elles seront tenues de déboursier des sommes énormes pour l'abonnement mais rien ne prouve qu'elles le feront. Les spectateurs soviétiques sont obligés de recourir aux services des coopératives parce qu'ils ne peuvent pas capter les programmes occidentaux sur leurs téléviseurs : aucun satellite occidental ne retransmet directement sur notre territoire et le signal qui atteint l'URSS est de ce fait très faible. De plus, élaboré selon des normes occidentales ce signal n'est pas « reconnu » par nos téléviseurs. Le standard de télévision ne permet aux soviétiques de capter que 10 programmes sur 20 à l'aide d'antennes énormes et coûteuses, et ce dans la partie occidentale de l'U.R.S.S. seulement. C'est ainsi que pour capter un programme ouest-allemand et un américain, il faut une antenne de 1,5 mètre. Pour prendre la CNN et les programmes sportifs et récréatifs en provenance de France et de Grande-Bretagne, le diamètre requis est déjà de 2,5 mètres. Pour capter tous les autres programmes, il faut une antenne de 4 mètres de diamètre au moins. Et dans tous les cas, le satellite doit se trouver dans le « champ de vision » de l'antenne. A la latitude de Moscou, les satellites occidentaux sont visibles sous un angle de 10 à 20 degrés au-dessus de l'horizon. Le balcon ou le toit où l'antenne est installée doivent être orientés vers le sud et la ligne d'horizon doit être bien visible. Outre l'antenne, il faut aussi des décodeurs et des convertisseurs, c'est pourquoi quiconque veut suivre des programmes télévisés occidentaux doit être prêt à déboursier plusieurs milliers de dollars ; l'équivalent de cette somme en roubles s'exprime par un nombre à quatre zéros qui suffit à décourager la grande majorité des spectateurs soviétiques. Le prix d'une antenne parabolique varie entre 8 000 et 30 000 roubles, et il ne semble pas devoir évoluer dans les années à venir. Les antennes paraboliques sont fabriquées en petit nombre par les usines Iskra de Krasnoïarsk, les usines de la Révolution de 1905 de Moscou, les usines de téléviseurs de Vitebsk, Vest

de Lvov, Electropribor de Penza, Kvant de Novgorod. Les décodeurs (en Occident un décodeur coûte dans les 350 dollars et plus), les convertisseurs (PAL-SECAM), et le câble de télévision sont pratiquement introuvables en URSS, car ils sont fabriqués en quantité très limitée. Afin de garantir aux habitants de Moscou l'accès à ces matériels, le centre de télévision à Ostankino a déclaré au début de 1991 son intention de créer une entreprise mixte avec la société LCI.

Je voudrais préciser qu'aujourd'hui Gostéléradio fait des pieds et des mains pour augmenter, dans ses programmes, la part des émissions et des films étrangers qui lui semblent beaucoup moins dangereux à montrer que les discours de gens comme Eltsine, Popov, Sobtchak, Landsbergis, Ter-Pétrossian ou Gamsakhourdia. Sous la domination du PCUS, aux époques de Khrouchtchev, de Brejnev et d'Andropov aucune influence culturelle occidentale n'était tolérée et les émissions de radio étaient brouillées ; maintenant, le Kremlin écoute avec satisfaction radio Liberty de Munich critiquer la politique de Zviad Gamsakhourdia en Géorgie. Je rappelle qu'on ne brouille plus les émissions des radios étrangères, qui peuvent être captées à l'heure qu'il est dans tous les coins de l'URSS.

Voici par exemple le texte d'une interview parue dans *Sovietskaïa kouloura* du 21 novembre 1989 sous le titre « CNN arrive à Moscou » :

Stuart Loory, journaliste américain célèbre qui a travaillé pendant longtemps dans les journaux les plus importants de New York, de Los Angeles et de Chicago a occupé en 1980 le poste de directeur du bureau de CNN à Washington. En 1983, il a ouvert le bureau de CNN à Moscou et a travaillé trois années et demie comme son chef et correspondant. Le 17 novembre 1989, Stuart Loory a signé à Moscou, en sa qualité du représentant de la firme TBS (États-Unis) à laquelle CNN est subordonnée, un contrat avec Gostéléradio concernant l'abonnement aux programmes de la CNN en territoire soviétique.

Nous avons contacté Stuart Loory le lendemain de la signature du contrat.

— TBS, tout comme sa filiale, CNN, entretient des relations parfaitement organisées et polyvalentes de longue date avec notre pays. Beaucoup de projets sont déjà en cours de préparation. Pourriez-vous nous en citer quelques-uns ?

— Le projet le plus important auquel nous travaillons activement à l'heure actuelle sont évidemment les Goodwill Games à Seattle (Washington) qui se tiendront en juillet-août 1991 (Il s'agit d'une vaste rencontre américano-soviétique, inspirée des jeux olympiques, manœuvrée par Ted Turner, patron de CNN - N du T). Dans les mois à venir, nous comptons terminer les négociations sur les nouveaux rapports entre TBS, d'une part, et Gostéléradio et Goskomsport de l'URSS, d'autre part, en ce qui con-

cerne les Goodwill Games III en 1994 qui se dérouleront à Moscou et à Leningrad, ainsi que les Goodwill Games IV en 1998 qui auront de nouveau lieu aux États-Unis.

Il y a aussi beaucoup de projets courants. Citons notamment nos pourparlers avec Gostéléradio sur une éventuelle diffusion en URSS de toute une série de chefs-d'œuvres cinématographiques dont les droits appartiennent actuellement à TB S. Nous projetons de montrer 24 films en deux ans, à raison d'un film par mois. Ces films font partie de la collection que Ted Turner a achetée, il y a quatre ans, au studio cinématographique Métro Goldwin Meyer et qui est peut-être la plus riche du monde.

Nous entendons ainsi montrer en URSS *La Saga des Forsyte* qu'on a déjà projetée une fois avec un grand succès à la télévision soviétique, ainsi que quelques films merveilleux des époques passées. On étudie également la possibilité de montrer à la télévision soviétique des dessins animés américains.

Gostéléradio nous a proposé de lancer un programme intitulé *Le monde vu par CNN* qui pourrait ouvrir chaque semaine une émission spéciale consacrée à la publicité des firmes étrangères à la télévision soviétique.

Pour ce qui est des accords déjà signés, il faut citer notamment celui que nous venons de conclure avec Interspoutnik, Consortium international des communications par satellite dont le siège est à Moscou). Ce contrat qui est échelonné sur cinq ans et sur lequel nous fondons beaucoup d'espairs prévoit, qu'Interspoutnik se chargera de transmettre les programmes de CNN vers les pays du bassin de l'océan Indien. Sa date d'entrée en vigueur est le 1<sup>er</sup> octobre 1990. Le signal émis par le satellite est si puissant que les programmes de CNN peuvent être captés sur un très vaste territoire, depuis l'extrémité nord de la Norvège à l'extrémité sud de la Nouvelle-Zélande et la qualité de l'image est très bonne.

— Si je ne me trompe pas, les journalistes rassemblés à Moscou en mai 1988, à l'occasion de la rencontre au sommet, pouvaient suivre les programmes de CNN dans les centres de presse internationaux. Tout récemment vous avez signé au nom de TBS un accord avec Gostéléradio concernant la diffusion des programmes de cette chaîne dans notre pays...

— Nous avons effectivement signé un accord avec Gostéléradio. Il est échelonné sur cinq ans et constitue, à notre avis, un document historique qui octroie au partenaire soviétique le droit exclusif de diffuser les programmes de CNN sur l'ensemble du territoire soviétique. Gostéléradio détient désormais nos licences et il a même le droit de les transmettre à des tiers. L'accord prévoit une répartition à égalité des profits réalisés dans le cadre de cette coopération. Je suppose qu'au début l'abonnement aux programmes de CNN devra être payé en devises. Parfois, à titre d'exception, certaines organisations et établissements pourront s'abonner en roubles. Mais nous aspirons unanimement à pouvoir octroyer finalement cette possibilité à tous ceux que cela intéresse. L'obstacle principal est le refus de votre Ministère des finances d'accorder à la TBS le droit d'accepter des paiements en roubles pour les équipements supplémentaires dont tous les abonnés auront besoin pour capter nos programmes.

Quoiqu'il en soit, l'accord est signé et on se prépare à installer nos équipements. Si ces travaux sont achevés dans les 2 ou 3 mois à venir, CNN pourra commencer à émettre ses programmes à Moscou dès le premier trimestre de 1990. En pratique, lorsque les premiers émetteurs commencent à fonctionner, tous les autres équipements sont mis en service très rapidement.

En ce qui concerne la rencontre au sommet de 1988, les 5 000 journalistes accrédités à Moscou pour couvrir la rencontre pouvaient tous, comme vous l'avez fait remarquer, suivre nos programmes. C'était pour nous un point d'honneur. On sait qu'aujourd'hui ces programmes peuvent être capter dans certains studios de Gostéléradio, ainsi que dans les chambres de l'hôtel Savoy dont le bâtiment, situé dans le centre-ville, vient tout juste d'être remis à neuf par une entreprise mixte soviéto-finnoise. Il est vrai que ces émissions se font à titre d'essai et les résultats en sont encourageants : l'image est aussi bonne que celle que je vois sur mon écran à Atlanta (Georgia) où se trouvent les sièges de CNN et de TBS.

— Pendant combien de temps avez-vous préparé ce contrat et comment sa signature s'est-elle passée ?

— Nous avons commencé les négociations il y a 4 ans. Depuis, beaucoup de gens, tant du côté soviétique que du côté américain, ont travaillé à ce contrat. Au début, le travail avançait plutôt lentement, mais au fur et à mesure que la situation dans votre pays se modifiait, on voyait augmenter les chances que ce document finisse par être signé. Du côté soviétique, le contrat a été paraphé par Vladimir Tavrine, directeur général de la centrale de commerce extérieur Sovtéléexport. Après la signature, j'ai eu une rencontre significative avec Mikhaïl Nénachev. Le Président de Gostéléradio m'a exprimé l'espoir que 6 Américains et 6 Soviétiques auront la possibilité de faire un stage d'un an, respectivement en URSS et aux États-Unis, pour enrichir leur expérience et partager leurs connaissances avec leurs collègues. Il s'agit maintenant de mettre au point ce programme d'échange.

— Est-ce que vous vous proposez d'organiser dans l'avenir des conférences pareilles à celle qui s'est déroulée à Atlanta avec votre participation ?

— Sans aucun doute. Nous projetons une II<sup>e</sup> conférence du service mondial des actualités de CNN dans la première quinzaine de septembre 1990 à Moscou. Gostéléradio en sera l'organisateur et le parraineur à même titre que CNN. D'après nos prévisions, 200 à 300 journalistes de divers pays viendront à Moscou, fait très important en soi. La rencontre aura pour thème «Les actualités télévisées dans l'expansion des droits de l'homme», sujet assez vaste et philosophique si vous voulez. Quant à nous, nous parlerons évidemment du perfectionnement de notre service mondial des actualités. Je pense que maintenant, que les Soviétiques ont la possibilité de suivre les programmes de CNN, ils seront intéressés à les voir constamment perfectionnés. Nous avons discuté avec nos partenaires soviétiques de la possibilité de lancer des programmes quotidiens du service mondial des actualités de CNN émis depuis Moscou, à la veille de la conférence et au cours de ses travaux.

C'est ainsi que pourrait naître le premier programme d'actualités soviéto-américain. Je suppose que ce programme sera, du début à la fin, le fruit de notre coopération, tant par le choix des reportages et des sujets que par la rédaction et le montage. Une fois la conférence terminée, les journalistes étrangers seront invités à visiter une multitude d'endroits en URSS pour y faire leurs propres reportages. Plus tard, nous réaliserons en commun un grand programme télévisé sur l'Union soviétique qui permettra à une équipe nombreuse de journalistes étrangers de faire part des impressions qu'ils ont ramenées de leurs voyages à travers l'URSS. C'est avec enthousiasme et émotion que nous envisageons la possibilité de réaliser ce projet d'envergure.

Tous ces projets réalisés par CNN et tous les efforts qu'il déploie seront couronnés un jour par l'émission de ses programmes sur tout le territoire de l'URSS avec leur traduction simultanée. Mais il faudra pour cela que le Ministère des finances consente enfin à permettre à CNN de vendre des antennes paraboliques de fabrication occidentale à la population soviétique contre des paiements purement symboliques en roubles.

Aujourd'hui, cela n'a rien d'impossible. C'est exactement ainsi que la firme «International Videobroadcasting» de Washington et la station de télévision WGBH de Boston avaient organisé pendant deux semaines en février 1990, l'émission du journal soviétique *Vremia* avec la traduction simultanée en anglais. Pourquoi donc ne pourrait-t-on pas lancer demain un programme franco-géorgien pour la RSS de Géorgie en le transmettant à partir du centre de télévision de Tbilissi ? Ou bien un programme américano-Lituanien émis de Vilnius, ou encore un programme canado-ukrainien diffusé de Kiev ?

Est-ce que la télévision centrale ne pourrait pas organiser, des maintenant, la diffusion des nouvelles qu'elle reçoit en abondance des agences occidentales d'information télévisée et de plusieurs centaines de centres de télévision soviétiques, républicains, régionaux et locaux, d'autant plus qu'elle ne fonctionne pas 24 heures sur 24. La nuit, les informations pourraient être présentées par la première et la deuxième chaînes et le jour, par les autres chaînes de la télévision soviétique. Le niveau technique de la télévision centrale permet de faire beaucoup plus qu'elle ne fait aujourd'hui, mais la psychologie de protection idéologique constitue toujours un grand obstacle. En même temps, l'augmentation du nombre des chaînes et la diversification des programmes selon les goûts, l'âge et les intérêts professionnels des spectateurs aideraient les Soviétiques à retrouver un équilibre psychologique, leur fournirait la possibilité de s'initier à des valeurs culturelles, meublerait leurs loisirs et améliorerait leur niveau d'instruction.

Y a-t-il une solution adéquate, réalisable des aujourd'hui ? Un article paru dans le numéro du 20 février 1989 du quotidien *Troud* répond par l'affirmative :

Un centre de réception des émissions télévisées en provenance du Japon, des États-Unis et de Chine est implanté à Vladivostok. De quoi s'agit-il au juste ?

- Il y a quelques jours, nous avons commencé les essais d'un nouveau centre de réception d'émissions télévisées diffusées par l'intermédiaire des satellites de télécommunication, dit Raïssa Moroz, directrice du centre culturel des syndicats du territoire de Vladivostok. Longuan, une compagnie de commerce extérieur chinoise nous a fourni à titre gracieux les antennes et les équipements nécessaires pour six mois. Une des antennes capte les signaux émis par le satellite américain, l'autre, les signaux du satellite japonais. Le centre permet de prendre six chaînes de télévision américaines et deux chaînes de télévision japonaise. Qui plus est, il devient également possible grâce à lui de capter les émissions retransmises par les satellites soviétiques et chinois...

- Comment entendez-vous exploiter les opportunités qui vous ont été accordées ? Allez-vous enregistrer d'abord vos programmes ou bien les transmettre en direct aux téléspectateurs habitant dans le territoire de Vladivostok ?

- Plusieurs variantes sont possibles. En fait, nous exploitons le nouveau centre en commun avec le centre vidéo affilié à la coopérative de construction de logements pour jeunes de Vladivostok. Nos partenaires se proposent de mettre en place leur propre télévision par câble. Nous espérons que la télévision territoriale de Vladivostok nous assignera des heures fixes de transmission. Nous avons en outre l'intention d'installer des écrans de contrôle dans la salle du centre et de transmettre des émissions en direct. On pourrait aussi ouvrir une salle vidéo pour les petits et leur montrer des dessins animés et d'autres émissions récréatives. Nous envisageons également d'enregistrer les programmes éducatifs les plus intéressants pour les retransmettre ensuite.

- Quand est-ce qu'on pourra assister à ces séances télévisées dans votre centre ?

- Le délai d'exploitation gratuite des équipements chinois expire au mois d'août. Après il faudra les payer et on se demande où prendre alors les moyens ? Car nous n'avons pas de devises, et le centre coûte quelque 400 000 dollars. Notre seul espoir est de trouver un parraineur suffisamment riche...

La coopération des centres de télévision d'Estonie, de Lituanie et de Lettonie avec un studio de télévision danois se trouvant dans l'île de Bornholm (au sud de la Suède) qui avait déjà commencé en avril 1990 se développe fructueusement. Ces studios ont aussi conclu un accord avec le centre de télévision léningradien sur la production en commun et l'échange gratuit de programmes télévisés. Cette coopération a commencé par la diffusion, dans les républiques baltes et à Léninegrad, de téléfilms s'inspirant des contes d'Andersen, tandis que

les spectateurs danois ont pu voir des documentaires et des reportages télévisés sur la vie de leurs voisins. Le centre de télévision régional de Bornholm ne produit pratiquement pas de programmes et se borne à retransmettre la deuxième chaîne de télévision nationale du Danemark.

Les habitants de Barnaoul, chef-lieu principal du territoire d'Altaï, aiment à regarder la troisième chaîne que la compagnie de télévision par actions Sibir a choisie pour présenter ses émissions. Elle fonctionne depuis le printemps 1990. Jusqu'à maintenant, ses programmes sont diffusés. Après la fin des émissions de la télévision territoriale qui prête à la compagnie ses installations. Pour l'instant, les habitants de Barnaoul sont les seuls à pouvoir les capter, mais à terme, le programme Sibir sera à la portée des téléspectateurs d'autres régions.

C'est Pavel Tchérépanov, jeune journaliste originaire de la région d'Altaï, qui a organisé cette chaîne et qui en est aujourd'hui le directeur artistique :

« Notre objectif est de mettre sur pied une chaîne de télévision tout à fait indépendante qui se guide avant tout sur les intérêts des téléspectateurs, dit-il. Les spectateurs sont nos correspondants principaux : ce sont eux qui nous fournissent les informations pour nos programmes. Un petit groupe de journalistes se charge du traitement de ces informations et de leur transmission. Chaque téléspectateur et chaque collectif peuvent devenir nos actionnaires. »

Je répète encore une fois que techniquement les spécialistes de la télévision soviétique sont prêts à élargir considérablement la sphère de leurs activités. Quant à leurs capacités de développement, l'histoire montre qu'ils n'en manquent pas. On sait que la radiodiffusion a été inventée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle presque simultanément par Alexandre Popov en Russie et par Guglielmo Marconi en Italie, presque simultanément à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Parmi les pionniers de la télévision, citons le professeur Boris Rozing, le Pétersbourgeois qui, en 1907, a proposé d'utiliser le tube cathodique pour transmettre l'image. Il a déposé la demande d'enregistrer son invention d'abord en Russie le 25 juin 1907, puis en Allemagne le 26 novembre 1907 et en Grande-Bretagne le 13 décembre 1907. Au début des années 30, le professeur Rozing a été arrêté comme « ennemi du peuple » et il est mort en déportation en 1933. Avant la révolution, Rozing avait eu parmi ses élèves Vladimir Zworykin qui a émigré aux États-Unis et a conçu, dans les années trente, les premiers équipements de télévision. Il a même contribué à la réalisation d'une transaction entre la firme américaine RCA

et l'URSS grâce à laquelle notre pays a reçu tout un lot d'équipements de sa conception. A partir de 1938 et jusqu'au début de la Grande guerre patriotique en 1941, les équipements américains (construits par Zworykin) ont servi à transmettre des émissions télévisées à Moscou. En 1943, Zworykin a perfectionné son système de télévision à tel point que jusqu'à nos jours il est à la base de la télévision américaine. Il est mort aux États-Unis en 1982.

L'inventeur soviétique Konstantinov a proposé en son temps un tube de transmission plus perfectionné que celui de Zworykin, conçu dans les années 30, mais il fut arrêté lui aussi. Parmi les pionniers de la télévision électronique, citons aussi Kataïev, Chmakov et Timoféev. Kataïev a conçu en septembre 1931, indépendamment de Zworykin, un tube cathodique à accumulation et, en 1935, il a créé sur cette base un système de télévision électronique à 250 lignes. Depuis la fin des années 40, un groupe de chercheurs et d'ingénieurs soviétiques a élaboré et implanté un système de télévision qui allait servir de base au système actuel.

Maintenant, en 1991, nous devons enfin décider auquel des standards de haute définition il faudrait accorder la préférence dans l'avenir : à celui d'Europe occidentale (1 250 lignes), à celui du Japon (1125 lignes) ou bien au standard soviétique (1 375 lignes) ? Sans approfondir les problèmes techniques de la haute définition, je rappellerai que si l'on opte pour le standard soviétique, on aura la possibilité réelle d'obtenir une image TVHD (haute définition) de qualité supérieure au standard en vigueur en Europe occidentale (625 lignes). Cela signifie notamment qu'après l'introduction de la TVHD, des centaines de millions de propriétaires de vieux téléviseurs - l'URSS seule en compte 90 millions - pourront regarder ces émissions.

Mais la meilleure chose à faire, pour les Soviétiques comme pour tous les habitants de la planète, serait d'adopter un standard unique. L'Union soviétique et tous les autres pays intéressés doivent prendre une décision très importante. C'est surtout vrai pour la télévision soviétique qui a déjà beaucoup souffert du standard technique peu efficace imposé par les dirigeants du pays afin de renforcer la coopération soviéto-française. Il suffit de citer dans cette optique l'implantation dans notre pays, à l'initiative des deux chefs d'État concernés, de la télévision en couleur SECAM. Cela nous a déjà causé beaucoup de pertes et nous en essayons toujours.

C'est aux spécialistes de prendre, en dernier ressort, la décision concernant le choix du système de la TVHD. On a promis aux téléspectateurs soviétiques qu'en 1995 beaucoup d'entre eux pourront avoir accès à la TVHD. Mais pour le garantir, il faut fabriquer de plus en plus d'équipements TV nouveaux et peut-être des téléviseurs de la nouvelle

génération. Or, l'industrie soviétique n'est pas encore en mesure de garantir la production de téléviseurs de bonne qualité en quantité suffisante. Par ailleurs, même des appareils moins sophistiqués, tels que dictaphones, lecteurs vidéo, machines à écrire électroniques avec seulement deux pages dactylographiées de mémoire, nous n'en fabriquons, à titre expérimental, que quelques centaines de pièces par an. Autre cri du cœur : notre pellicule cinématographique est impropre aux tournages professionnels et nous n'avons ni papier carbone (aussi archaïque qu'il soit) ni ruban pour machine à écrire de bonne qualité. Du reste, cette liste de nos pénuries est bien incomplète. Il faudrait encore citer les crayons, les stylos, la colle, etc. Notre industrie de guerre est capable de fabriquer sans regarder à la dépense une ou deux navettes Bourane, analogues du Shuttle américain, mais la fabrication des articles de consommation courante (chaussures de sport, par exemple) paraît poser des problèmes insurmontables, et aucun effort n'est fait pour les résoudre. Même aujourd'hui, les usines de la défense confectionnent les appareils ménagers électroniques avec ce qui leur reste après la production des matériels militaires. Bien entendu, leurs profits, ce n'est pas des téléviseurs qu'elles les tirent.

TABLEAU 1

## Le développement de la télévision et de la radiodiffusion en URSS

	1970	1980	1985	1986	1987	1988
Nombre de centres de télévision destinés à l'ensemble des abonnés .....	1233	3447	6912	7401	8066	8828
Nombre de téléviseurs et de postes radio par 1000 habitants (population permanente) .....	532	..777	..962	..969	..984	1000
y compris:						
de téléviseurs .....	143	..240	..296	..303	..308	..314
de récepteurs de radio .....	199	..244	..294	..294	..292	..292
de prises (principales et parallèles) du réseau de radiodiffusion par fil .....	190	..293	..362	..372	..384	..394
Nombre de téléviseurs et de postes radio par 1000 habitants à la campagne (population permanente) .....	411	..640	..762	..778	..793	..790
y compris:						
de téléviseurs .....	SB	..203	..254	..263	..270	..270
de postes radio .....	152	..213	..261	..264	..266	..265
de prises (principales et parallèles) du réseau de radiodiffusion par fil .....	170	..224	..247	..251	..257	..255

(Les chiffres ci-dessus ont figure dans le Press-release du Comité d'État de l'URSS pour les statistiques n°266 du 21 juin 1989).

A la fin de 1986, il y avait (selon *VUNESCO*) aux États-Unis 813 téléviseurs et 2 126 récepteurs de radio pour 1 000 habitants, les chiffres étant de 379 et de 439 pour la EFA et de 346 et de 1 157 pour la Grande-Bretagne.

Dans le domaine de la production des récepteurs de radio, la palme est détenue par Hongkong qui en fabrique quelque 53 millions par an. Suivent la Chine (15 millions), le Japon (14 millions) et finalement l'URSS (8 millions). En 1989, la Chine a produit 26 millions de téléviseurs, le Japon 15 millions, les États-Unis 14 millions, l'URSS 10 millions, la Corée du Sud 10 millions, la RFA 4 millions, la Grande-Bretagne 3 millions, la Pologne un million. Dans la plupart de ces pays on ne fabrique que des téléviseurs couleur, tandis que dans le cas de la Chine et de l'URSS, la part des téléviseurs noir et blanc est supérieure à 50 %.

Pendant l'été 1990, les appareils ménagers, les récepteurs de radio, les téléviseurs, les appareils photo et tous les articles associés sont devenus pratiquement introuvables en URSS. Pour en acheter, il faut maintenant obtenir un bon délivré par son entreprise ou administration. Les disettes sont, certes, une des constantes du commerce soviétique. Mais si auparavant, il aurait été possible d'acheter un modèle plus récent de téléviseur ou de frigidaire, ou un modèle d'aspirateur plus perfectionné à condition d'y consacrer beaucoup de temps et de s'arranger avec le vendeur, maintenant on ne trouve plus dans les magasins même ces marchandises qui ne se vendaient pas et qu'on avait vu se couvrir de poussière. Il n'y a que les magasins de revente qui profitent de cette situation et où l'on trouve tous les articles imaginables de fabrication soviétique ou étrangère, vendus à un prix triple évidemment.

Cette conjoncture ne constitue pas, on le devine, un bon stimulant pour améliorer la qualité des marchandises et faire qu'elles durent plus longtemps. Les prix montent, même dans les magasins d'État, mais la qualité ne progresse pratiquement pas. En 1988, dans la seule Fédération de Russie, un téléviseur sur quatre (un sur trois pour les TV couleur) a été réparé par le service après-vente cela signifie que des défauts graves se sont déclarés au cours des 12 premiers mois de son utilisation par l'acheteur. Même tableau pour les magnétophones (un sur cinq) et les postes radio (un sur douze).

TABLEAU 2

**La qualité des appareils ménagers de fabrication soviétique**  
 Nombre d'appareils ayant suscité des réclamations et exige des réparations  
 par le service après-vente (en milliers de pièces)

	1987	1988	1989
Frigidaires.....	396....	379... ..	339
Machines à laver.....	274....	369... ..	352
Magnétophones.....	1281... ..	1196... ..	1237
Postes radio.....	750....	668... ..	612
Téléviseurs.....	2904... ..	2369... ..	1527
<b>y compris</b>			
téléviseurs couleurs.....	1930... ..	1611... ..	1081
Magnétoscopes.....		19,6.. ..	20,5
Aspirateurs.....	129....	130... ..	115
Machines à coudre.....	72,0....	58,9 .. ..	55,2
Appareils photo.....	86,9....	85,7 .. ..	80,4
Montres.....	3192... ..	3083... ..	2929

Les dépenses réelles pour la réparation des défauts ont diminué de 113 millions de roubles en 1989 par rapport à 1987.

(Les chiffres ci-dessus ont figure dans le Press-release du Comité d'Etat de l'URSS pour les statistiques n°124 du 29 mars 1990).

Les spécialistes pensent que nous avons déjà pris 5 à 10 ans de retard sur les pays capitalistes industrialisés en ce qui concerne la fabrication des appareils de radio et de télévision. Les consommateurs estiment, quant à eux, que ce retard est beaucoup plus important. Notre pays ne produit à l'heure actuelle qu'un nombre insignifiant de photocopieur, de magnétoscopes, de machines à écrire et d'ordinateurs personnels. De plus, tous ces appareils sont de très mauvaise qualité. Nous ne savons même pas fabriquer des stylos à bille convenables. Faut-il s'étonner des pannes fréquentes des magnétoscopes qui sont, eux, des appareils beaucoup plus sophistiqués que les stylos ?

N'oubliez pas que les téléviseurs soviétiques sont sujets à l'implosion et s'enflamment comme des torches : officiellement jusqu'à 7 000 incendies par an sont dus aux téléviseurs. D'après les statistiques, 271 personnes auraient péri en URSS en 1988 à cause de ces incendies. Remarquez que l'on trouve parmi les modelés incriminés même ceux datent d'entre 1987 et 1990. Les modelés précédents sont encore plus dangereux, surtout les appareils vieux de 5, 10 ou 12 ans. Ce n'est pas un hasard si la notice d'utilisation des téléviseurs soviétiques insiste dans la plupart des cas pour qu'on ne laisse pas un poste branché en sortant. Autre fait déplorable pour les consommateurs soviétiques : en règle générale,

personne ne vous rembourse, les dégâts que vous avez subis à cause d'un appareil défaillant. C'est que les droits de l'homme et les droits des consommateurs, notions assez proches, ne sont garantis et respectés que dans un Etat démocratique basé sur la légalité. Tous ces faits expliquent suffisamment pourquoi les Soviétiques préfèrent les postes japonais ou sud-coréens, quitte à devoir payer 5 ou 10 fois le prix d'un téléviseur soviétique, car dans ce cas ils peuvent être sûrs que leur téléviseur fonctionnera sans défaillance pendant 15 ou 20 ans et que cela leur évitera d'avoir à rechercher des pièces de rechange quasiment introuvables.

Notre pays ne produit toujours pas de lecteurs de CD portatifs et pour voitures, d'égaliseurs à traitement numérique du signal, d'amplificateurs de grande puissance commandés par microprocesseurs, ni d'autre matériel à haute-fidélité de qualité supérieure. Faut-il donc s'étonner de nos pénuries endémiques et de l'indigence de notre commerce, lorsqu'on sait que 20 % des téléviseurs vendus dans les magasins de Moscou sont défectueux, Chiffre cité par le journal *Sotsialisticheskaia indoustrïa* du 2 décembre 1989.

Peu de gens savent que l'URSS produit 5 fois plus de tracteurs que les États-Unis et 5 fois plus de matériels spatiaux. Nous avons déjà pu lancer la production en série de satellites peu chers et encore moins sophistiqués prenant ainsi le contre-pied du principe universellement admis stipulant qu'il est préférable de fabriquer moins mais mieux. Si, à une certaine époque, le complexe militaro-industriel et le CC du PCUS avaient fait un effort supplémentaire, chaque famille soviétique pourrait déjà avoir un téléphone et un téléviseur captant 20 à 30 programmes. Mais le CC du PCUS ne s'est jamais fixé d'objectif de ce genre et les dirigeants de l'industrie de guerre se sont bornés à lancer à la une de tous les grands quotidiens les biographies des cosmonautes soviétiques et leur menu au jour le jour. L'aéronautique, c'est-à-dire le secteur technique le plus avancé qui concentrait toutes les technologies les plus récentes, remplissait ainsi sa tâche de faire la propagande des acquisitions du socialisme. Cette orientation idéologique a fait que nos satellites n'atteignent même pas une durée de vie de cinq ans et qu'on ne verra pas avant longtemps un téléviseur soviétique fonctionner une vingtaine d'années sans tomber en panne.

A New York, un magnétoscope coûte à peu près 300 fois plus qu'une miche de pain. A Moscou, il coûte 10 000 à 20 000 fois plus. Cela témoigne moins du bon marché du pain en URSS que de l'incapacité du matériel audiovisuel pour les Soviétiques gagnant, dans le

cas d'un ouvrier, 10 à 15 fois moins que les Américains. Selon le Goskomstat (Bureau des statistiques de l'URSS), au milieu de 1990, lorsque les téléviseurs n'étaient plus vendus librement, mais étaient déjà distribués d'après des listes d'attente et contre des bons, la qualité des appareils avait considérablement baissé. En 1989 et en 1990, les magasins soviétiques ont vendu du matériel radio et audiovisuel dont une bonne partie était défectueuse, 20 %, pour les magnétophones, 6 % pour les postes radio et 12 % pour les téléviseurs. « Faites attention à ce que vous achetez ! » ont même écrit certains journaux soviétiques. Et les rayons des magasins restent vides, bien que en 1990 les entreprises de la Fédération de Russie aient produit 3,6 fois plus de magnétoscopes qu'en 1989 (+ 0,5 million d'appareils). La production d'autres types d'appareils a aussi considérablement augmenté : +14 % ou 3,4 millions pour les magnétophones, +4 % ou 5,7 millions pour les postes de radio, +25 % ou 0,8 million pour les radiocassettes, +5 % ou 4,7 millions pour les téléviseurs, et +11 % ou 2,6 millions pour les téléviseurs couleurs.

Le journal moscovite *Rynok* (Marché, n°2, janvier 1991), estime qu'en 1991 l'industrie des appareils électroniques et audiovisuels ne sera capable de satisfaire la demande qu'à 50 %. Cet article a pour titre « Changer de téléviseur : trop beau pour être vrai ». A mesure que les devantures des magasins se dégarnissent, la position des spéculateurs et des revendeurs se renforce. La plupart des articles électroménagers de fabrication soviétique sont vendus à double prix. Dans les magasins à prix libres un magnétoscope japonais, taiwanais ou coréen (ou un téléviseur de fabrication étrangère) est vendu presque aussi cher qu'une voiture dans un magasin d'État. En ce qui concerne les voitures, également introuvables, au printemps de 1991, leurs prix au « marché noir » étaient 4 à 5 fois supérieurs aux prix d'État.

Nous n'irons pas jusqu'à affirmer que l'État conserve un calme olympien face à la hausse anarchique des prix du marché parallèle. Au début de 1991, les appareils électroménagers de fabrication soviétique ou étrangère ont été vendus dans les magasins d'État sur l'ensemble du territoire de l'URSS à des prix dits contractuels, c'est-à-dire des prix ont été convenus entre les producteurs et les vendeurs sans tenir le moindre compte de l'avis des consommateurs. Pour une raison qu'on ignore, seules les voitures font encore exception à la règle.

La loi de l'offre et de la demande commence progressivement à se manifester dans l'industrie. Il n'est pas exclu qu'en 1991, les usines Electron de Lvov parviennent à produire les 500 000 téléviseurs de la

sixième génération avec traitement numérique du signal qu'elles nous avaient promis, surtout qu'elles coopèrent comme on le sait avec la multinationale ITT, un des leaders mondiaux dans la production des appareils et des équipements électroniques. Mais rien ne prouve que les Soviétiques pourront s'en procurer. Jusqu'ici, même la production en série des téléviseurs multisystèmes de la cinquième génération nous pose des problèmes, car nous sommes toujours obligés d'en importer les pièces principales. Cela a conduit d'ailleurs les usines de Lvov et les usines de Minsk à reporter le début de leur production à 1992.

L'évolution rapide de la coopération économique entre l'URSS et la Corée du Sud a poussé quelques producteurs coréens à envisager l'octroi à l'Union soviétique d'un crédit de 3 à 5 milliards de dollars. Sur cette somme environ 300 millions de dollars serviront vraisemblablement à implanter des ateliers d'assemblage et à organiser la livraison de sous-ensembles pour la fabrication de 1,5 million de téléviseurs en 5 ans. Les nouveaux ateliers seront aménagés aux usines Gorizont de Minsk qui relèvent jusqu'ici du Ministère de la défense. Le nouveau téléviseur soviéto-coréen à 40 programmes sera une preuve éclatante des succès de la reconversion et de nos victoires diplomatiques en Asie du Sud-Est. Le journal *Komerçant* (n°2 du 7 janvier 1991) note qu'à l'étape initiale, toutes les pièces et tous les blocs seront de fabrication coréenne. Au milieu de l'année 1990, les principales sociétés industrielles de Corée du Sud ont ouvert des représentations à Moscou et conclu avec les organisations soviétiques compétentes des contrats pour la livraison en URSS d'articles de consommation courante pour un montant de plusieurs millions de dollars par an, dont une partie sera remboursée par troc. Ces contrats et ces promesses n'avaient toujours pas donné de résultats palpables au printemps de 1991 ni à Moscou ni ailleurs.

La récente réunion de la commission intergouvernementale soviéto-française pour la coopération économique, industrielle, scientifique et technique, en février 1991 à Paris, a pris la décision d'implanter à Moscou, en coopération avec la société Thomson, une entreprise produisant 600 000 téléviseurs couleur par an. Les deux parties contractantes ont convenu de construire en URSS deux usines de circuits imprimés selon une technologie française et d'aménager une première par câble en fibre optique à travers le lac Baïkal.

En ce qui concerne le prix d'un magnétoscope importé, il a déjà atteint celui, officiel, d'une Lada, mais on peut acheter un lecteur pour moins cher. Il existe aussi des magnétoscopes soviétiques (fabriqués aux

usines de Voronej) qui coûtent plus de 4 500 roubles chez les revendeurs et sont aussi très demandés. Les usines de Voronej, les seules à fabriquer des magnétoscopes en URSS, n'en avaient sorti que 250 000 en 1990. Signalons toutefois que plusieurs usines métallurgiques se sont dotées d'ateliers d'assemblage de magnétoscopes à partir de pièces détachées et de blocs importés. Début 1990, les usines de Voronej ont reçu toutes les pièces nécessaires grâce à leur collaboration avec la société sud-coréenne Samsung. Un atelier d'assemblage équipé par des spécialistes danois aux usines métallurgiques de Lipetsk (ville au centre de la Russie, non loin de Voronej) monte des magnétoscopes Funai, dont tous les éléments sont fournis par la firme japonaise. Le contrat avec Funai prévoit en échange la livraison au Japon de l'acier produit à Lipetsk.

Que deviendrons-nous demain ? Si la société échappe aux flammes de la guerre civile (que certains observateurs s'accordent à prédire) ou aux incendies de téléviseurs, elle vivra toujours dans l'attente de changements. Ce qui veut dire que nous ferons toujours exactement la même chose que ce que nous avons fait depuis l'instauration du pouvoir soviétique en 1917 : nous continuerons à échafauder des projets pour l'avenir. Nous sommes déjà passés maîtres dans le genre mais nos plans prospectifs, de plus en plus détaillés, volumineux et optimistes, tranchent de plus en plus désagréablement avec la réalité.

TABLEAU 3

Types d'appareils radio- électroniques ménagers	Nombre d'appareils en possession de 100 ménagés soviétiques		
	1987	1990	1995
Téléviseurs .....	100	108	121
y compris les téléviseurs couleurs .....	34	44	65
Postes de radio .....	96	105	120
Magnétophones et combines radio-magnétophone .....	41	60	83
Magnétoscopes (y compris de fabrication étrangère) .....	0,7	1,4	3,1
Lecteurs CD et combines .....	-	0,5	1,5
Appareils téléphoniques: en ville .....	24	30	66
a la campagne .....	7	10	40

TABLEAU 4

Types d'appareils radio- électroniques ménagers	Volume de production en millions de pièces		
	1985	1990	1995
Téléviseurs .....	...9,4...	... 11,0 ..	...13-14
Magnétoscopes.....	...0,04 ...	... 0,12 ..	... 2,0
Camescopes.....	... ..	... 0,02 ..	...0,03
Postes de radio et combinés radio-magnétophone.....	...8,8 ...	... 12,6 ..	...14,0
Tourne-disques.....	...3,4 ...	... 4,5 ..	... 5,0
y compris lecteurs CD.....	... ..	... 0,02 ..	... 0,3
Magnétophones.....	...4,6 ...	... 6,0 ..	... 7,0

TABLEAU 5

Types de produits	Taux d'accroissement de production en%entre 1990 et1995
Matériel radio et à haute-fidélité y compris: .....	140,8
Téléviseurs couleur	
Téléviseurs noir et blanc.....	147,6
Postes de radio.....	77,9
Combinés radio-magnétophone.....	115,0
Lecteurs CD à traitement.....	271,0
numérique du signal	
Magnétophones .....	125,0
Appareils téléphoniques .....	136,6
Nouveaux articles de consom.	
courante, y compris : .....	121,5
Talkie-walkies.....	330,0
Ordinateurs personnels .....	1200,0
Camescopes.....	850,0
Installations d'information et de jeux électroniques .....	160,0

Il est vrai que l'industrie soviétique fabrique des appareils beaucoup plus sophistiqués que ces équipements radioélectroniques banals. Rappelons-nous que l'Union soviétique a lancé en 1957 le premier satellite artificiel de la Terre et que Youri Gagarine, le premier cosmonaute, a été lui aussi un Soviétique.

C'est à partir du 23 avril 1965, date du lancement du premier satellite de télécommunications Molnia 1 (évoluant autour de la Terre sur une orbite elliptique très étirée avec une période de rotation de 12

heures, synchronisée à celle de notre planète) que notre pays a commencé à utiliser les satellites artificiels pour la transmission des signaux télévisés.

TABLEAU 6

Type d'appareils	Nomenclature des modèles au cours du quinquennat				Renouvellement de la nomenclature au cours du quinquennat		Conformité aux normes techniques mondiales	
	Nbre de pièces progression en %							
	1990 pièces	1995 %%	1990 pièces	1995 %%	1990	1995	1990	1995
Appareils radioélectroniques, total	243	35	326	38	27	335	770	85
Y compris:								
Téléviseurs	56	19	72	28	26	40	85	85
Postes radio et combinés								
radio-magnétophone	130	51	186	42	32	42	60	85
Magnétophones	26	33	31	16	22	25	65	85
Appareils téléphoniques	28	11	35	25	20	24	-	-

Les solutions techniques proposées dans le cadre de ce système de télécommunications étaient si efficaces et avaient une telle importance sociale pour notre pays que, des 1967, on a implanté en URSS le premier système de distribution de télévision par satellites au monde, avec un réseau de 20 stations de réception au sol du type Orbita. Ces stations servaient à capter et à retransmettre les programmes de la télévision centrale ; elles couvraient ainsi de vastes régions peu peuplées et desservaient plus de 20 millions de personnes.

La mise au point de satellites artificiels équipés de réémetteurs plus puissants permet de simplifier considérablement les stations de réception au sol et d'en diminuer le coût. De tels systèmes destinés uniquement à capter les émissions télévisés sont désignés par l'abréviation américaine TVRO.

La première installation TVRO soviétique, *Moskva*, fonctionne à partir de satellites Gorizont dans la bande de 4 GHz. Les stations de réception au sol qui en font partie possèdent des équipements assez simples avec antenne parabolique de 2,5 mètres de diamètre. Actuellement, le système *Moskva* comprend cinq satellites artificiels de la Terre qui assurent la retransmission des programmes de la télévision centrale compte tenu des fuseaux horaires et couvrent l'ensemble du territoire

soviétique, ainsi que les territoires de l'Europe occidentale, de l'Afrique du Nord et des pays asiatiques qui ont des frontières communes avec l'URSS. En augmentant le diamètre des antennes de réception jusqu'à 7 mètres, il est possible de étendre la zone de réception jusqu'à 15° de latitude nord.

En territoire soviétique on implante communément des stations *Moskva* équipées de réémetteurs de faible puissance (1,10 ou 100 W) pour desservir les agglomérations isolées. A l'étranger, de telles stations sont installées pour permettre aux établissements soviétiques de capter les programmes de la télévision centrale et de les retransmettre ensuite par câble aux maisons d'habitation de nos citoyens.

*Moskva-Globalnaïa*, qui est un nouveau système du même type et utilise deux satellites artificiels, donnait depuis 1989 la possibilité de couvrir l'ensemble de la superficie du globe, sauf le nord-ouest de l'Amérique du Nord.

Le premier câble de télévision a été posé à Moscou avant 1941. Mais ce n'est qu'en 1988 que le Soviet de Moscou a approuvé le Schéma général du développement de la télévision par câble. Aujourd'hui plus d'un millier de réseaux collectifs assez importants sont implantés dans la capitale. Ils permettent de capter les émissions faites à partir de la tour d'Ostankino et de les retransmettre par câble aux habitants de certains quartiers. Les installations les plus puissantes desservent de 10 000 à 13 000 abonnés. Au total ces systèmes collectifs couvrent une moitié de la ville. Pour le moment, ils ne servent qu'à garantir une réception très stable et de bonne qualité des programmes de la télévision centrale. Mais au milieu des années 90, les habitants de Moscou devraient pouvoir regarder une douzaine de chaînes qui s'ajouteront à celles qui fonctionnent actuellement, et aussi contacter à l'aide de leurs téléviseurs l'ambulance, les sapeurs-pompiers et, au besoin, obtenir des prévisions météorologiques. Pour cela, ils n'auront pas besoin de recourir au réseau téléphonique. J'essayerai d'approfondir ce sujet un peu plus loin.

Afin de garantir la fiabilité d'un système de télévision collectif, il faut que le contrôle de tous les maillons qui le composent soit assuré par ordinateur. L'ordinateur installé à la station centrale contrôlera la qualité du signal retransmis à chacun des abonnés.

Les équipements sophistiqués permettant d'utiliser une seule antenne pour plusieurs milliers de téléviseurs et les systèmes de contrôle assistés par ordinateur exigeront des investissements importants. Si

auparavant les recettes dues à l'abonnement (15 kopecks par foyer et par mois) suffisaient tant bien que mal à maintenir en état de fonctionner l'antenne collective desservant un bloc d'appartements, il faudra dans l'avenir payer un rouble au moins par mois pour couvrir tous les frais d'entretien qui s'imposent, sans parler des investissements nécessaires pour l'implantation et le développement du réseau et pour la mise en place des nouveaux équipements. Et aucun des abonnés ne voudra payer six fois le prix pour les mêmes programmes que ceux qu'on lui propose aujourd'hui.

Il faudra donc conférer de nouveaux traits à la télévision, la rendre plus intéressante et même captivante. Premièrement, il faudra améliorer substantiellement la qualité de l'image. Deuxièmement, pourront être créés, de concert avec d'autres organisations, le Goskino par exemple, des programmes payants qui ne seront transmis que par câble. Ces programmes seront payés à la minute tout comme les communications téléphoniques interurbaines.

Dés 1991, il y aura à Moscou des systèmes de télévision collectifs avec contrôle automatique incorporé. Les foyers de nombreuses zones seront équipées à titre expérimental sur la télévision par câble, et les premières émissions de TVHD auront lieu. Après la modernisation des systèmes collectifs, ceux-ci permettront de retransmettre jusqu'à 20 programmes à la fois. Malheureusement, aucun des téléviseurs fabriqués actuellement en URSS ne pourra les capter tous et c'est pourquoi nous devons penser à mettre au point un nouveau modèle de téléviseur. Mais comme, rien qu'à Moscou, le coût total de tous les téléviseurs équipant les foyers s'élève à près d'un milliard de roubles, on comprend qu'il est impossible de les remplacer tous du jour au lendemain. Il faut donc concevoir et fabriquer des adaptateurs pour les modèles anciens.

C'est en 1995 que s'achèvera le passage de Moscou aux systèmes collectifs et par câble. Pour donner une idée des travaux à accomplir, je dirai que la capitale à elle seule aura besoin d'environ 10 millions de mètres de câble coaxial.

Autre problème : sitôt mises en place, les installations d'amplification, élément indispensable de la télévision par câble, ont été victimes de ces mêmes vandales qui cassent les ampoules des entrées d'immeuble et les cabines téléphoniques. C'est un symptôme très alarmant qui témoigne d'un niveau de culture extrêmement bas. Il semble que le développement des systèmes modernes de télévision demande, au-delà des technologies avancées, un certain degré de civilisation.

Il y a évidemment d'autres problèmes d'un tout autre ordre de complexité, comme ceux dont il s'agit, par exemple, dans cet article de Vladimir Arséniev, commentateur de télévision connu, paru dans les *Izvestia* du 30 mars 1990 :

Le développement de la télévision par câble, l'apparition d'un grand nombre de studios de télévision indépendants, paraissent être un sujet des plus passionnants aux yeux des spécialistes de la TV en URSS. Et bien qu'officiellement, ces studios se définissent comme des «studios de télévision par câble» ou «systèmes d'information et de télévision», on ressent déjà l'avènement de à ère d'une télévision nouvelle, différente de celle dont nous avons déjà pris l'habitude.

Quel visage aura-t-elle ? A quoi faut-il s'attendre ? La première conférence nationale consacrée au développement de la télévision par câble (qui s'est tenue la semaine passée à la Maison de repos Sofrino réservée aux collaborateurs de Gostéléradio) pourrait avoir apporté des réponses adéquates à ces questions.

Des années plus tard, un historien de la télévision réservera peut-être quelques lignes bienveillantes à ces deux journées du mois de mars qui ont marqué un nouveau progrès informationnel de notre société. Pour beaucoup de pays, les efforts que nous entreprenons aujourd'hui dans le domaine de la télévision par câble sont une page tournée déjà depuis longtemps. Mais pour nous, ce sont les tout premiers pas sur un terrain encore mal exploré. C'est toujours pareil, nous ne commençons à réfléchir sur les réalités qu'à partir du moment où nous ne pouvons plus les ignorer.

A quelle instance faut-il subordonner la télévision par câble ? Le bon choix est ici d'une importance extrême, et c'est pourquoi les représentants des studios de télévision par câble implantés à Tallinn, à Vladivostok, à Minsk et à Magadan sont venus à Sofrino. Beaucoup se tenaient sur leurs gardes, les quelques contacts qu'ils avaient eus avec les comités locaux pour la radio et la télévision leur ayant manifestement appris la méfiance. Et comme l'initiative de créer l'Union nationale de la télévision par câble émanait de Gostéléradio, ils craignaient qu'on ne veuille tout simplement les mettre en tutelle. Ces craintes ont d'ailleurs dominé les interventions qu'on y a entendues.

L'actuel président du Comité d'État pour la radio et la Télévision (Kravtchenko) et son prédécesseur (Nénachev) partagent le point de vue du président de l'URSS qui se déclare contre la politisation excessive de la télévision. Cette unanimité a eu pour effet de favoriser le développement des télévisions par câble. Faire appel à des actualités à l'« occidentale », au sexe, à la musique et autres distractions pour dissiper un peu la grisaille de notre vie quotidienne, et retenir les Soviétiques devant leur petit écran pour leur faire oublier meetings et manifestations, l'idée, il faut bien en convenir, avait du bon. En août, Après une longue période de préparation et de discussions, l'Union des centres de télévision par câble fut créée et Edouard Sagalaïev, rédacteur en chef de la Rédaction des informations de

la télévision centrale de l'URSS, en a été élu président. Les organisateurs de la nouvelle union ont déclaré à l'époque qu'ils représentaient près de 500 centres de télévision par câble officiellement enregistrés en URSS à ne pas confondre avec les salles vidéo, leurs concurrentes) qui desservent de 5 à 15 millions d'abonnés.

La plupart de ces centres fonctionnent dans des conditions difficiles, les équipements nécessaires n'étant fabriqués qu'aux usines de Grodno (Biélorussie). Les animateurs des centres de télévision par câble doivent préparer leurs propres programmes, former leurs propres ingénieurs et réalisateurs. Il faut qu'ils travaillent en respectant toutes les règles de la profession et ne cèdent pas à la tentation de projeter tout simplement des films vidéo de fabrication occidentale, ce qui est d'ailleurs interdit par les conventions internationales sur la propriété intellectuelle.

Le *Komerçant* du 13 décembre 1990 rapporte que l'hôtel Oukraïna s'est ajouté aux hôtels et organisations moscovites disposant des appareillages nécessaires pour capter les programmes télévisés internationaux (en plus de CNN). L'Oukraïna possède maintenant son propre centre de télévision par câble qui capte des émissions transmises par satellites. L'équipement a été installé en coopération avec une entreprise soviéto-autrichienne. Les clients de l'hôtel peuvent maintenant regarder CNN et quatre chaînes européennes et ont également accès au réseau télétexte d'information par satellite. La direction de l'hôtel organise également des projections de films achetés sous licence par Sovavstratechexport par l'intermédiaire du Goskino (Comité d'État pour la cinématographie). On peut évidemment suivre aussi les émissions des quatre chaînes de Moscou et de la chaîne de Leningrad. Les clients soviétiques ne paient que 3 roubles par jour pour tous ces services (3 dollars, pour les étrangers).

Entièrement autonome et sans analogue en URSS, le réseau de télévision de l'Oukraïna possède 24 canaux, est capable de capter tous les signaux non codés et s'oriente sur le satellite européen G 4. Le studio principal et les antennes ont été fournis par la société hongroise Hivadstechnika, et un millier de téléviseurs à 40 programmes par la société sud-coréenne Gold Star. Le réseau câblé de l'hôtel d'Oukraïna a été modernisé selon les exigences techniques les plus strictes. Il est possible d'y connecter encore 18 000 abonnés des quartiers environnants et notamment le Centre de commerce international, l'hôtel Mir ou les immeubles d'habitation se trouvant dans l'avenue Koutouzov. L'installation de ce réseau a coûté deux fois moins cher que l'implantation

d'un réseau de fabrication étrangère, qui aurait demandé études de projet et travaux de montagnes qui, en Occident, sont très chers. Or, à l'Oukraïna, ces mêmes travaux ont été accomplis par des spécialistes soviétiques.

Le journal *Vetcherni Tbilissi* du 29 décembre 1990 a informé ses lecteurs que l'entreprise mixte soviéto-américaine « Télévision commerciale par câble de Géorgie », créée il y a un an, était en train d'embaucher des ingénieurs, des techniciens et des journalistes, (près de 3 000 personnes au total), pour mettre sur pied en Géorgie un réseau de télévision indépendant. Les locaux qui abriteront son studio central (dans une banlieue de Tbilissi) et ses 14 filiales dans d'autres villes sont déjà prêts. A la différence de l'administration précédente, le nouveau gouvernement non communiste (au pouvoir depuis l'automne 1990) a appuyé cette initiative. Si la télévision indépendante est implantée en Géorgie, une compagnie de parachutistes ne suffira pas à la démanteler et il faudra sans doute pour la mettre au pas cesser l'alimentation de la Géorgie en électricité. C'est d'ailleurs à cause des coupures d'électricité régulières que, depuis janvier 1990, la télévision géorgienne ne transmet plus que de 20 à 23 heures.

La vidéo et les disques compacts. En 1989, l'URSS a fabriqué 73 000 magnétoscopes. En 1990, on recense en URSS 2 500 000 magnétoscopes en possession des particuliers, et ils sont de fabrication étrangère pour la plupart. Il y a en gros un magnéscope par 70 familles soviétiques. Par contre, l'URSS ne produit pratiquement pas de cassettes vidéo (ni vierges, ni enregistrées). Dans les magasins de revente, une cassette vidéo vierge coûte 100 roubles, soit presque la moitié du salaire mensuel moyen en URSS.

Avant 1987, les Soviétiques qui regardaient des enregistrements vidéo et à plus forte raison ceux qui en possédaient couraient des risques énormes. Imaginez le scénario suivant : des miliciens coupent l'électricité dans tout l'immeuble et, s'introduisant sous un prétexte plus ou moins valable dans l'appartement, prennent en flagrant délit tous ceux qui assistent à la projection : dans le magnéscope se trouve - horreur ! - une cassette avec un film érotique. Vous vous rendez compte, des femmes presque nues ! De la pornographie, quoi ! Qui plus est, le propriétaire du magnéscope regardait le film en compagnie de ses amis - il y a donc eu diffusion des films pornographiques à des fins lucratives, de la débauche, etc. Il était bon pour la prison. Aujourd'hui, la législation soviétique n'a pas beaucoup changé mais on ne distribue plus les peines de prison aussi allègrement, du moins pour les projections de films en vidéo. N'empêche, tous ceux qui avaient été mis à l'ombre pour en avoir organisé y restent

toujours et personne n'a eu l'idée de réhabiliter ceux qui ont déjà purgé leur peine.

Il y a à peine trois ans, les Soviétiques assez riches pour acheter un magnétoscope préféraient le plus souvent s'en passer pour s'éviter des ennuis, car il suffisait qu'un voisin ou un collègue vous ait dénoncé aux autorités pour « utilisation illégale » de votre appareil pour déclencher immédiatement une intervention musclée de la part de l'organisation du parti de votre établissement, avec toujours la même question qui se lisait dans le regard sévère de vos inquisiteurs : où donc avez-vous pris l'argent pour acheter ce joujou dont le prix s'élève au moins à trois salaires annuels ?

Mais toutes ces mesures draconiennes n'auront pu endiguer en URSS l'épanouissement de la vente au noir des cassettes vidéo avec des films occidentaux assortis de traduction simultanée en russe. C'en est fini avec les projections en cachette (du reste, même auparavant un bon pot-de-*vin* vous débarrassait facilement de la vigilance des gardiens de la loi) et les films occidentaux sont aujourd'hui montrés dans des centaines, voire des milliers de salons vidéo disséminés à travers l'URSS. La plupart des films occidentaux sont toujours à l'index, mais les contrebandiers s'arrangent pour introduire en URSS les titres les plus demandés, qu'ils font traduire, qu'ils recopient et distribuent parmi les consommateurs, sans se soucier évidemment de payer aucun droit d'auteur.

Le *Komerçant* (n°47, décembre 1990) rapporte que le 5 décembre 1990, après avoir pris en compte la « préoccupation des Soviétiques face à la prolifération des films érotiques et des livres pornographiques et pseudo-médicaux », le président Gorbatchev a publié un décret sur « La mise au point des mesures urgentes pour protéger la morale publique ».

La décision du président se basait, comme il l'a expliqué, sur les arguments exposés dans un rapport rédigé par l'académicien Evgueni Primakov et par l'écrivain Valentin Raspoutine. Le président n'a toutefois pas jugé nécessaire de mettre le public au courant de ces « arguments ». Mais les observateurs bien informés n'ont pas été surpris outre mesure. D'après la revue *Dom kino* (La maison du cinéma), éditée par le Club des cinéastes des Moscou, Gorbatchev qui avait assisté à la projection du film soviétique *La petite Vera* avait quitté la salle en voyant Vera se livrer à l'acte charnel.

C'est Nikolaï Goubenko, Ministre de la culture de l'URSS, qui a été désigné par le président comme arbitre suprême en matière de morale.

On ne sait pas trop comment il va remplir cette mission sans doute très difficile. Goubenko a refusé de discuter de cette question avec les journalistes et n'a donné aucune précision.

Jusqu'ici la morale publique a été protégée par un arrêté gouvernemental en date de 1987 interdisant l'apologie de la violence et la pornographie. Sa mise en œuvre pratique était confiée aux organes du Ministère de l'intérieur. Il suffit de dire que la liste des films interdits dressée par le Ministère de l'intérieur commençait par *Le dernier tango à Paris* de Bertolucci. Le récent décret présidentiel a appelé l'opinion publique à « se soulever » contre la prolifération de la pornographie en suivant l'exemple des pays occidentaux et en appliquant leur expérience en la matière.

En ce qui concerne l'expérience occidentale, elle a déjà servi à l'Académie des sciences de l'URSS qui a publié en novembre 1988 ses « Recommandations méthodiques relatives à l'expertise des films, des programmes de télévision et des productions photographiques ». D'après les statistiques du Ministère de l'intérieur, 200 personnes seraient allées en prison pour la diffusion d'articles ou de films pornographiques avant l'entrée en vigueur de ces « recommandations », mais personne n'aurait été inculpé pour apologie de la violence. Après leur entrée en vigueur, une quinzaine de personnes seulement auraient été condamnées.

Les fonctionnaires du Ministère de l'intérieur estiment que les « recommandations » de l'Académie des sciences de l'URSS ont pratiquement légalisé la pornographie, car il est impossible maintenant de classer comme pornographiques des films comme *Les filles en culottes transparentes* qui sont la spécialité de certains salons vidéo.

D'après Alexandre Gorélov, expert du *Komerçant* en matière de vidéo, le répertoire des vidéothèques du pays pendant ces cinq derniers mois composé à 70 % de films érotiques, les seuls à assurer des recettes stables. En revanche, les films pornographiques classés XXX ne sont plus projetés car l'intérêt des Soviétiques pour le porno hard semble avoir nettement baissé par rapport à il y a 18 mois.

Le principal canal de diffusion des films pornographiques, ce sont maintenant les cassettes vidéo enregistrées par des propriétaires de magnétoscopes pour leur usage personnel.

D'après Gorélov, un original du film *Dirty Dancing* de John Stagliani largement diffusé en Europe coûte 300 roubles en URSS. Une cassette de 180 minutes avec des copies de films pornographiques coûte de 150 à 200 roubles. Les consommateurs, de plus en plus exigeants,

préfèrent les films en version russe. L'adaptation est assurée par des Léningradiens, interprètes professionnels qui touchent leur part des bénéfices alors que le prix de la cassette augmente d'autant.

D'après des experts, dans la seule ville de Moscou, le total des bénéfices tirés de l'enregistrement sans licence de cassettes vidéo est de 6,5 millions de roubles par mois, 10 % de ces profits fabuleux étant dus aux films pornographiques.

En annonçant sa décision, le président Gorbatchev a évoqué « un professeur qui a fait à la TV centrale la propagande des diverses façons d'avoir les relations que l'on sait ». « C'est à se demander s'il y a un pouvoir dans ce pays », a-t-il ajouté.

D'après le *Komerçant* la décision du président aurait suscité des réactions différentes dans les milieux du pouvoir, et c'est ainsi que des fonctionnaires du Ministère public de l'URSS ont dit en privé au correspondant du *Komerçant* qu'il s'agissait selon eux d'une tentative de lancer une nouvelle campagne idéologique et qu'ils avaient l'intention de s'opposer à cette vague répressive dans la mesure de leurs forces.

Chez nous aucune des salles de projection ne paie rien aux agences soviétiques et occidentales chargées de la protection des droits d'auteur et on ne connaît le nombre précis de copies tirées des films occidentaux. Désespérant d'en contrôler la prolifération, le gouvernement se borne à prélever un impôt, au demeurant modéré, sur les propriétaires. Si les droits d'auteur étaient respectés en URSS, Spielberg et Bertolucci ne sauraient plus que faire des sommes en roubles qu'ils recevraient. Mais en revanche, chaque citoyen soviétique pourrait acheter ou louer des cassettes vidéo occidentales avec des enregistrements de très haute qualité et il aurait le choix entre 7 000 à 10 000 titres pour tous les goûts et tous les âges. Le marché soviétique des films vidéo vous propose plusieurs centaines de titres qui sont pour la plupart des « comédies érotiques » ou des films d'aventure qui font l'objet de la demande la plus forte. En URSS, la vidéo n'appartient même pas au domaine culturel, c'est tout simplement un moyen comme un autre de soutirer de l'argent aux jeunes, exception faite toutefois pour les dessins animés de production américaine ou japonaise, enregistrés et diffusés par quelques vidéoclubs subordonnés au Goskino mais dont la part n'excède pas 1 % du marché soviétique. C'est pourquoi en ce qui concerne l'enregistrement, la location et la vente des cassettes la vidéo reste toujours un domaine d'activité anarchique. La filière n'est contrôlée que par des brasseurs d'affaires sans scrupules.

En septembre 1990, la presse de Moscou a fait la publicité de cassettes vidéo avec 12 longs métrages japonais, américains, italiens et espagnols en annonçant qu'elles étaient en vente dans les magasins d'État. C'était la première livraison de cassettes depuis plusieurs années.

Les documentaires soviétiques ou étrangers filmés dans diverses « zones de tension » en URSS et consacrés aux événements tragiques qui préoccupent les spectateurs ne peuvent être achetés que sous le manteau. Les centres de télévision locaux et certaines salles de cinéma en montrent parfois des extraits, mais on peut gager qu'ils intéressent des millions de Soviétiques. Beaucoup de Géorgiens aimeraient ainsi pouvoir se procurer une copie du documentaire filmé par le KGB dans la nuit du 8 au 9 avril 1989 sur la place occupée par des manifestants devant le siège du gouvernement de la RS S de Géorgie. Le Congrès des députés du peuple de l'URSS, instance suprême qui dispose de tous les pouvoirs imaginables, avait pris la décision de projeter ce film à la télévision afin que tout le monde puisse voir comment les paras portant uniforme soviétique avaient dispersé à coups de crosse une manifestation pacifique. Mais le film n'a jamais été montré. Ce documentaire que les cameramen du KGB avaient filmé pendant plusieurs heures est d'autant plus intéressant que le montage était exclu : impossible d'escamoter ou d'interpoler les épisodes lorsqu'une horloge électronique faisant le décompte des minutes et des secondes est incorporée à l'image. On pouvait donc dire à quel moment exactement les soldats ont chargé les manifestants, et voir tous les détails de ce massacre qui n'a duré que 20 minutes : des manifestants écrasés par des chars, frappés à coups de pelles de sapeur : pas un seul soldat de tué, mais 20 cadavres sur la place devant le siège du gouvernement géorgien, dont deux jeunes hommes et 18 femmes tous âges confondus.

A la mi-janvier 1991, l'Association soviétique des initiatives sociales a organisé à Moscou un festival intitulé « Les chefs-d'œuvre de la cinématographie européenne inconnus en URSS » qui a attiré beaucoup de spectateurs. Le soir du 16 janvier, une rencontre avec les cinéastes français avait été prévue pour la presse à l'ambassade de France, mais ceux des journalistes qui avaient opté pour la Maison des cinéastes ont pu voir à la même heure le film des documentaires Litvaniens consacrés aux événements qui s'étaient déroulés dans la nuit du 12 au 13 janvier à Vilnius, lorsque les troupes avaient pris d'assaut le centre de télévision (Le soir du 17 janvier, ce film a été projeté à la télévision de Leningrad).

Vilnius. Le 12 janvier 1991. Des blindés et des camions transportant des soldats dans la rue. Des chars encerclent la tour de transmission du centre de télévision.

La foule barre la route aux blindés et aux soldats armés de fusils mitrailleurs qui se préparent à entrer dans le bâtiment. Une rafale est lâchée par-dessus la tête des citoyens qui sont venus défendre leur télévision. On entend des cris : « N'ayez pas peur, les armes sont chargées à blanc ! » Mais nous voyons sur l'écran les trous que les balles ont creusés dans un mur. On voit ensuite un groupe de personnes transportant en direction d'une ambulance un homme ensanglanté, la joue en lambeaux. Des cris : « Qui a tiré ? » La caméra vient se fixer sur un gaillard en treillis, debout sur un char, dominant la foule, l'air victorieux.

La tourelle d'un char se met en mouvement, son canon cherchant lentement sa cible.

Des voitures écrasées par des chars. Un camion complètement écrasé qui transportait des jouets d'enfants. Les voitures écrasées sont restées là où elles étaient, les ambulances ont emporté les blessés. Un hôpital. Sur l'écran, un homme âgé, le chauffeur du camion avec les jouets d'enfants. Une fracture de la colonne vertébrale, mais il peut parler. Il évoque 1940, l'entrée des troupes nazies...

C'est l'assaut du centre de la télévision. On entend des rafales. Des gorilles en uniforme rouent des civils de coups de crosses. Des cris, des coups précis et brefs, contre lesquels il n'y a pas de parade, ce sont de vrais artistes au travail ; on les admire presque. La crosse d'un fusil mitrailleur vole dans l'objectif. L'image devient heurtée, sautillante et on comprend : l'opérateur a sauvé la caméra, mais c'est sa tête qui a pris le coup, il chancelle, tombe, mais même par terre, il continue à filmer.

Aux premiers rayons du soleil, on voit des soldats en tenue de combat, en casque et gilet pare-balles, se faufilant entre les arbres et les arbustes. Leurs silhouettes se découpent nettement sur le fond du ciel qui commence à s'éclaircir. Cela vous rappelle quelque chose, mais oui, un de ces films américains sur la guerre du Vietnam : juste sortis de l'enfer, leur mission remplie, les commandos fourbus mais indemnes, font route vers leur base.

Mais on voit soudain un homme de haute taille, costaud, portant chapeau mou et pardessus, un personnage impossible dans la jungle vietnamienne. Je ne le connais pas, cet homme-là, mais il me rappelle beaucoup nos dirigeants : il a la même dégaine, la même

démarche que ceux qui passent en revue les défilés militaires les jours de fête et saluent les manifestants, qui posent devant les photographes un enfant dans les bras et qui coupent les rubans aux cérémonies d'inauguration.

Qu'est-ce qu'il fait ici parmi les chars et les soldats, avec cet air de patron qui vérifie comment le travail est fait ? Cet homme en civil, le seul à avoir gardé tout son calme au milieu des pleurs et des cris de détresse.

Plus tard, on verra sur l'écran d'autres civils, tranquilles eux aussi, mais qui ne ressemblent en rien au premier personnage. Ce sont des citoyens Lituanais qui sont venus protéger leur parlement, au prix de leur vie s'il le faut. Ils passent toute la nuit dehors ; ils entendent évidemment les coups de feu et les explosions, mais ils ne retournent pas chez eux. Parmi eux, personne à porter un chapeau mou (détail significatif car un chapeau mou, c'est comme un signe de caste). Ces hommes se taisent, mais dans une minute, quand ils apprendront ce qui s'est passé au centre de télévision, ils vont crier : « Fascistes ! Honte à vous ! »

Fin du film. Un film décousu, au rythme saccadé, mais un chef-d'œuvre quand même.

Chef-d'œuvre que la plupart des Soviétiques ne verront ni aujourd'hui, ni demain, ni au cinéma, ni à la télé, surtout pas dans les régions d'URSS dominées jusqu'ici par les communistes. Les autorités refuseront de le projeter sous le prétexte invoqué d'ailleurs pour tous les autres films de ce genre, qu'il ne fera pas recette. L'explication est cynique et mensongère ; autrefois, quand nos dirigeants n'avaient pas besoin de rechercher des raisons pour justifier leurs décisions, les films étaient répartis en catégories, et se voyaient assigner chacun des limites géographiques et des délais de distribution. Les meilleurs films soviétiques, ceux notamment qui gagnaient des prix aux festivals internationaux à l'étranger, n'étaient jamais montrés au grand public.

Fin 1990, les cinéastes moscovites ont organisé un meeting politique à la Maison du cinéma. Ils y ont soutenu l'idée d'un de leurs collègues de suivre l'exemple des intellectuels polonais qui avaient boycotté, pendant plusieurs années, la dictature de Wojciech Jaruzelski. Les participants au meeting ont aussi formulé l'idée de mettre au point un code d'honneur des artistes, afin de s'opposer à la dictature. Je crains fort qu'en URSS ce boycottage de dictature ne marche pas car il ne sera pas respecté par les cinéastes, exception faite pour quelques dizaines de réalisateurs largement connus qui ont déjà leur code d'honneur et le suivent infailliblement. Tous les autres travailleurs de la cinématographie

(ceux qui s'occupent de la vente des films et de leur distribution, ainsi que les fonctionnaires et les administrateurs, soit plus de 300 000 personnes au total, auxquelles il faut encore ajouter les distributeurs clandestins de cassettes vidéo) ont avant tout l'intention de survivre dans le contexte d'une crise économique profonde. Et pour survivre, ils accepteront de faire tout ce qu'on leur demandera. Il est donc impossible de leur faire respecter les normes et les régies en vigueur dans le monde, même s'ils coopèrent avec des partenaires occidentaux. L'Association nationale des travailleurs de la distribution des films (formée il y a un an et dont le deuxième congrès avait occupé pendant trois jours, en janvier 1991, le Palais des congrès du Kremlin !), a déclaré avoir acheté des centaines de longs métrages américains qu'elle se proposait de projeter en URSS.

La différence des prix en URSS et en Occident est considérable lorsqu'il s'agit des productions vidéo, d'où l'intérêt, pour les hommes d'affaires étrangers qui s'y spécialisent, à coopérer avec leurs collègues soviétiques. Fin 1990, la première salle de cinéma soviéto-française a été implantée à Moscou, boulevard Tsvetnoi. Le Soviet de Moscou vient d'approuver un contrat d'après lequel Hollywood procédera prochainement à la construction de six salles de cinéma dans la capitale soviétique d'après des projets américains. Le 5 janvier 1991, la présentation des premiers films tournés par les studios cinématographiques Artel a eu lieu à Minsk. La BBC a déjà acheté son film *Good bye, URSS* tandis que son long métrage *Démon* a été envoyé à la foire nationale du film à Sotchi, où son prix de départ a été fixé à 1,8 million de roubles. Le studio cinématographique indépendant de Minsk a déjà recueilli assez de crédits pour tourner 8 longs métrages. Il coopère avec des sociétés occidentales qui lui fournissent le matériel, et se charge en revanche d'assumer toutes les dépenses en roubles de ses partenaires intervenant en territoire soviétique.

Au début de 1990, un événement remarquable s'est produit en URSS : les premiers 50 000 CD ont été en partie mis en vente dans les magasins soviétiques desservant les touristes et acceptant des paiements en devises, en partie exportés. Enregistrés en URSS à l'aide d'équipements ouest-allemands, ils comportent 15 programmes de musique classique russe. La capacité de l'Usine expérimentale Gramzapis (Moscou) d'après le projet est de 3 à 5 millions de disques compacts par an, mais on n'en fabriquera pour le moment que 500 000.

Au début du mois de janvier 1990, la presse a annoncé l'apparition en URSS d'un concurrent de la firme Mélodia qui enregistre des disques

et des cassettes. La société Erio nouvellement créée se propose de lui arracher le contrôle des 10 à 15 % du marché soviétique des enregistrements musicaux, elle fabriquera et vendra des disques (vynil et compacts) et des cassettes avec des chansons et des pièces musicales tirés à 20 000 exemplaires. Les premiers échantillons des produits d'Erio sont déjà en vente dans les magasins spécialisés de Moscou, de Leningrad et dans les républiques baltes.

## *Chapitre cinquième*

### **Réseaux de télécommunication**

Les communications sont une des branches les plus arriérées du pays des Soviets qui se distingue par son économie peu efficace et par sa politique sociale inhumaine. Cet état déplorable des PTT, ainsi que l'impossibilité pour la population de recourir aux réseaux de communication assistés par ordinateur et d'avoir accès aux banques de données s'expliquent par l'instinct d'autoprotection qui est le propre des sociétés totalitaires et la psychologie qui en découle.

Il n'y a pas si longtemps, on ne vendait pratiquement pas de machines à écrire à la population. Celles qui étaient nécessaires au fonctionnement des établissements étaient enregistrées aux commissariats de police ou étaient déposés en même temps des échantillons de texte correspondant à chaque machine. La veille des jours fériés, les dactylos étaient tenues de placer leurs machines à écrire dans un même local strictement gardé. Les organismes de pouvoir implantés sous Staline et renforcées par Khrouchtchev et Brejnev (ce régime subsiste encore en Chine) estimaient à juste titre qu'il était plus facile de diriger un peuple pauvre et mal informé : aussi rien n'était fait pratiquement afin d'encourager l'acquisition d'autos, d'appartements, et de téléphones personnels ou la diffusion d'informations libres, c'est-à-dire de tout ce qui rend un homme libre et indépendant.

Deux tiers des ménages habitant en ville occupent toujours des appartements communautaires, c'est-à-dire qu'ils ont des chambres à eux, mais partagent la cuisine, les toilettes et la salle de bain. Le nombre de locataires peut varier assez fortement (de deux à dix ménages) et la durée de leur cohabitation forcée, s'étendre sur plusieurs décennies. Ce système donne, il est vrai, des avantages considérables l'omniprésent KGB en lui facilitant sa tâche de surveillance, mais débouche sur des résultats désastreux : les difficultés permanentes vous ôtent toute envie de travailler ; par conséquent, vous travaillez mal, vous gagnez peu et dépensez encore moins. Pendant des dizaines d'années les gens sont sur une liste d'attente pour avoir un appartement ou une chambre financés par l'État ou avoir le droit d'installer un téléphone à leur domicile. A la campagne, le problème des logements n'est pas aussi pressant, mais pour ce qui est du téléphone

personnel, la situation semble pire qu'en ville. Les téléphones ne sont installés que dans les bureaux et les appartements des dirigeants locaux. Qui plus est, en campagne, appeler une autre ville ou un autre district pose souvent de gros problèmes, car les centraux téléphoniques sont vétustés et que la standardiste en reste la cheville ouvrière.

Du reste, peu de villes soviétiques ont des codes téléphoniques interurbains. Si vous téléphonez par l'automatique de Moscou à Leningrad, vous pouvez d'ordinaire joindre votre interlocuteur sans trop de difficulté, ce qui est loin d'être le cas si, vous trouvant dans une petite agglomération provinciale vous tentez d'appeler une autre ville de la province profonde, qu'elle soit éloignée de 100 ou de 1 000 kilomètres. Faut-il préciser que les chemins de fer, l'aviation, les établissements gouvernementaux et du parti, les services du KGB et de l'Intérieur, le Ministère de la défense ont leurs propres réseaux qui, eux, fonctionnent on ne peut mieux et que, même dans le réseau interurbain au service de la population, les commandes des établissements prennent toujours le pas sur celles des particuliers ?

En ce qui concerne les communications téléphoniques internationales, la situation est encore plus compliquée. En janvier 1990, la mise en service de la première cabine téléphonique de communication internationale en URSS payable avec une carte de crédit, donc en devises fortes, donnait lieu à une cérémonie pompeuse dans le luxueux hôtel Savoy. Mais l'événement n'a rien de glorieux, si l'on se souvient que, 1) il faut mettre entre quelques heures et plusieurs jours pour obtenir une communication internationale depuis Moscou et les autres grandes villes soviétiques ; 2) seuls les étrangers peuvent se servir des lignes automatiques, à condition de se trouver à Moscou et d'avoir réglé au préalable leur communication en devises ; 3) dans les années 70 déjà, tout Polonais pouvait appeler n'importe quel endroit en Pologne ou à l'étranger (ou peu s'en faut) de n'importe quelle cabine publique en automatique. A Moscou (mais à Moscou seulement) pratiquement tous les abonnés ont la possibilité de joindre de la même manière de chez eux un numéro de leur choix en Bulgarie, en Roumanie, en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en RDA, en Mongolie et même à Cuba, liste qui prouve une nouvelle fois que, jusqu'à ces derniers temps, l'accès du réseau téléphonique en URSS était considéré comme un problème idéologique.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1991, les tarifs des communications téléphoniques nationales ont doublé en URSS. Le prix d'une minute est de 12 roubles maintenant, pour des pays où il y a beaucoup de nos compatriotes (États-Unis, Canada, Israël), de 8 pour le Japon. Ceux qui n'ont pas

l'heur d'habiter à Moscou ou dans les capitales des républiques fédérées ont toutes les peines du monde de contacter quelqu'un qui réside en Occident. Le journal *Zaria Vostoka* paraissant à Tbilissi a publié sans la commenter dans son numéro du 5 décembre 1990 une lettre de Mme E. Chamliidi-Grammatikopoulo, habitante de Soukhoumi, qui affirme avoir essayé sans succès pendant deux ans de téléphoner à ses enfants habitant à Salonique (Grèce). La plainte qu'elle a déposée au Ministère des FIT de la République de Géorgie lui a valu une réponse officielle de celui-ci que reproduit dans ses colonnes le *Zaria Vostoka* ; la Géorgie, y peut-on lire, ne dispose pour le moment que de 4 canaux de communication téléphonique internationale d'une capacité totale n'excédant pas 320 appels, en 24 heures or, il y a 5 millions d'habitants en Géorgie. Il y a aussi des lignes de communication automatiques reliant Tbilissi avec 40 villes géorgiennes et 200 agglomérations dans d'autres républiques. Ceux qui n'habitent pas à Tbilissi se trouvent dans une situation beaucoup plus difficile car leur possibilité d'appel direct est très limitée.

Fin 1990, les Américains ont enfin obtenu le consentement des autorités soviétiques pour mettre en place un réseau de communication téléphonique directe URSS - États-Unis par satellite Inmarsat. On sait que les hommes d'affaires américains se heurtent constamment à des difficultés innombrables quand ils veulent contacter leurs partenaires soviétiques et c'est pourquoi ils préfèrent parfois prendre un avion pour l'URSS et régler leur problème sur place. Cela vaut mieux que d'attendre pendant des heures une communication qu'on n'obtiendra peut-être jamais. Essayez un peu de contacter la direction de General Motors à partir du siège des usines automobiles de Togliatti (Lada) pour une question urgente concernant l'application du contrat portant sur plusieurs milliards de dollars que les deux sociétés ont signé. General Motors a payé en novembre 1990 la livraison aux usines de Togliatti à partir de New York d'équipements fabriqués par Belka International et Can Chiffer et destinés à assurer la communication par satellite. Il le fallait pour sauver le contrat. Si l'étranger veut coopérer avec nous, qu'il pourvoie lui-même aux équipements nécessaires pour assurer la communication. C'est à peu près ainsi qu'on a réagi, en URSS, à la décision des Japonais qui, à bout de patience, entendent augmenter en 1991 de 24 à 60 le nombre des lignes téléphoniques reliant Moscou à Tokyo et établir une liaison téléphonique directe avec Leningrad. Il se donne sept appels téléphoniques internationaux par habitant et par an en URSS, le chiffre correspondant étant de 66 pour la RFA et de 100 pour les États-Unis.

Plusieurs générations de centraux téléphoniques sont aujourd'hui en service dans notre pays, des mécaniques datant de la fin des années 30, dont le nombre est en régression, aux commutateurs qui prédominent chez nous mais n'équipent plus aucun des pays industrialisés. La fabrication de centraux téléphoniques électroniques n'en est qu'à ses premiers pas : les équipements fabriqués en 1990 ne pourront équiper qu'un million d'abonnés, encore faut-il les installer.

TABLEAU 7

## Le développement des communications courantes en URSS

	1975	1980	1985	1986	1987
<b>Courrier:</b>					
lettres, en milliards de plis.....	9,0...	9,5...	8,8...	8,5...	8,3
journaux et revues, en milliards d'exemplaires.....	41,1...	43,8...	47,7..	50,3...	53,5
colis, en millions de pièces mandats cartes et bordereaux de paiement des retraites, en millions de pièces.....	724 ..	761...	800..	814...	832
télégrammes, en millions de pièces .....	443 ..	531...	455..	449...	450
Courrier par avion, en milliers de tonnée.....	375 ..	421...	375..	384...	392
<b>Nombre de bureaux de poste, de télégraphe et de téléphone ( à la fin de l'année correspondante), en milliers d'unités .....</b>	<b>88...</b>	<b>91...</b>	<b>92...</b>	<b>92...</b>	<b>91</b>
y compris dans les campagnes.....	63...	64...	64..	64...	63
<b>Nombre d'appareils téléphoniques du réseau général ou pouvant déboucher sur ce réseau (à la fin de l'année correspondante), en millions de pièces.....</b>	<b>.17,2...</b>	<b>23,7...</b>	<b>31,1..</b>	<b>33,0...</b>	<b>35,3</b>
y compris le réseau urbain .....	.14,7...	19,9...	26,2..	27,7...	29,7
le réseau extra-urbain .....	2,5...	3,8...	4,9...	5,3...	5,6
<b>Nombre d'appareils téléphoniques du réseau général installés dans les appartements, en millions de pièces.....</b>	<b>7,7...</b>	<b>11,8...</b>	<b>17,1..</b>	<b>18,5...</b>	<b>20,2</b>
y compris, le réseau urbain .....	6,9...	10,3...	14,8..	16,0...	17,4
<b>Nombre de taxiphones du réseau interurbain, en milliers .....</b>	<b>.11,5...</b>	<b>18,9...</b>	<b>27,5..</b>	<b>32,9...</b>	<b>41,5</b>

(Les chiffres ci-dessus ont figuré dans le n°423 (21 novembre 1988) des Informations pour la presse publiées par le Comité d'État de l'URSS pour les statistiques).

En décembre 1990, les organisations soviétiques compétentes ont conclu un contrat avec la firme sud-coréenne II Shin concernant la livraison en URSS des pièces détachées et des produits semi-fabriques pour assembler en URSS 500 000 appareils téléphoniques. La Corée du Sud

prévoit aussi mais dans un avenir plus éloigné, l'exportation et le montage en URSS de chaînes d'assemblage d'appareils téléphoniques.

La *Pravda* du 6 février 1989 rapporte que 25 % seulement des ménages soviétiques ont un téléphone dans leur appartement. La population dispose ainsi de 22 millions d'appareils, donc deux fois moins qu'on n'en dénombre au service des entreprises et administrations. Mais comme les chiffres moyens ont tendance à maquiller la vérité il serait peut-être intéressant de préciser que si, à Moscou, 87 % des appartements sont équipés, ce chiffre tombe à 60 % pour les républiques baltes, et à 15 ou 10 % pour Sverdlovsk, Nijni Novgorod, Achkhabad et autres grandes villes soviétiques. Dans les campagnes (une honte !) 6 millions d'abonnés seulement sont recensés, un peu plus de la moitié des appareils étant installés dans des appartements. Dans la zone dite des terres non noires de la Fédération de Russie, pour ne prendre qu'elle, 20 000 localités n'ont ni téléphone ni autres moyens de communication.

Le journal *Sovietskaïa Rossia* du 13 octobre 1990 a fait état de 126 000 familles inscrites sur des listes d'attente pour l'installation d'un téléphone à domicile, rien qu'à Moscou.

Le retard immense du développement des moyens soviétiques de communication par rapport au niveau occidental est du aux choix idéologiques. Ce n'est pas un hasard si dans l'ex-RDA il y a maintenant moins de téléphones qu'il n'y en avait avant la Seconde guerre mondiale. En Hongrie, il faut attendre 10 à 15 ans avant de pouvoir installer le téléphone chez soi. Pourtant, ce ne sont pas les moyens qui manquent. La *Komsomolskaïa Pravda* du 5 février 1991 a parlé de la découverte d'appareils d'écoute téléphonique, dans les chambres 420 et 420a au siège du Soviet suprême de la Fédération de Russie, Quai Krasnopresnenskaïa, situées juste au-dessus du bureau d'Eltsine. Cela aurait, dit-on, été fait sur l'ordre de l'ancien chef du département des affaires courantes du Conseil des ministres de Russie qui travaille maintenant au KGB. Ni Eltsine, ni la presse soviétique n'ont voulu déclarer la guerre au KGB et il n'y a pas eu d'autres informations à ce sujet.

Sait-on qu'avant 1990, garder chez soi une photocopieuse portative était beaucoup plus dangereux que d'avoir dans son appartement une mitrailleuse lourde ? Et faut-il s'étonner que les lettres échangées entre des correspondants résidant en URSS voyagent pendant des semaines, et le courrier destiné à l'étranger ou venant de l'étranger, pendant des mois entiers ? Vous postez une carte à Paris et, 35 jours après votre retour à Moscou, vous la trouvez dans votre boîte à lettres. C'est que, disent les

mauvaises langues, l'inspection du courrier international prend de plus en plus de temps à la poste soviétique.

La société française Sofipost et le groupement soviétique Mejdounarodnaïa Potchta ont signé en octobre 1990 un contrat concernant l'implantation en URSS, en 1991, de l'entreprise mixte Garantnost qui siègera au 37, route Varchavskoïé, au bâtiment de la Poste centrale de Moscou. Cette entreprise s'occupera de la réception et de l'expédition en URSS du courrier international et des petits colis, ainsi que des expéditions par avion à l'intérieur du pays. A ces fins, on envisage de commencer à implanter, à partir de 1991, un réseau de bureaux de « poste rapide » dans les grandes villes soviétiques (ces bureaux n'existant pour le moment qu'à Moscou, Leningrad, Kiev, Riga et Tallinn), et de construire des locaux pour la filiale de la Poste centrale à l'aéroport Chérévétievo 2. Les expéditions postales parviendront en 48 heures aux destinataires en URSS et en 2 ou 4 jours tout au plus aux destinataires à l'étranger. Il est impossible de savoir si les services des PTT tels qu'on les connaît seront à la hauteur de la tâche. Jusqu'à nouvel ordre, il n'y a que le KGB à posséder un réseau téléphonique et postal qui fonctionne normalement et c'est lui qui se charge de ce fait, depuis des décennies, des communications et des expéditions postales de la nomenklatura du Parti et de l'État ; c'est également lui qui entretient et contrôle toutes les lignes téléphoniques dans les grandes villes. Les fonctionnaires supérieurs ont accès au réseau téléphonique à haute fréquence qui relie la capitale de l'URSS aux capitales des républiques fédérées et aux chefs-lieux des régions et des territoires. Il existe aussi un Office des courriers d'État qui assure grâce à la diligence de son personnel l'arrivée des messages rédigés par les hautes instances dans n'importe quel endroit en URSS en 24 heures tout au plus.

La *Pravda* du 18 novembre 1990 informe que la Bourse centrale des valeurs et la Bourse des matières premières situées toutes les deux à Moscou se proposent d'investir 50 à 60 millions de roubles dans le lancement de leur propre satellite qui assurera leurs activités futures à l'échelle nationale. Dans cette perspective, les Bourses, les consortiums et les entreprises mixtes soviétiques se proposent de mettre sur orbite une plate-forme spatiale pour assurer les communications avec leurs partenaires dans le monde entier. Des projets, toujours des projets, direz-vous. Peut-être, mais il n'en reste pas moins qu'il y a un an seulement, ces Bourses elles-mêmes n'existaient pas, donc tous les optimismes sont permis.

L'industrie des matériels spatiaux orientée vers la défense craignant d'être privée des crédits illimités dont elle a l'habitude, elle a déclaré dans la presse qu'elle pourrait satelliser des plates-formes truffées d'équipements électroniques qui, assure-t-elle, pourrait résoudre le problème des communications téléphoniques même dans les villages les plus retirés de Sibérie ou de l'Extrême-Orient. Un seul détail risque de compromettre ce beau projet : la qualité médiocre des équipements électroniques soviétiques qui limite la durée de service des satellites soviétiques à 3 ou 5 ans. Alors que les satellites américains et européens, on le sait, durent 7 à 10 ans et, que, leur longévité devrait être portée à 15 ans.

Comment résoudre ce problème ? La seule solution semble être de passer au câble à fibres optiques. Mais on n'en produit jusqu'ici en URSS qu'à titre d'essai. Le premier système téléphonique en URSS utilisant des guides de lumière à faibles pertes en verre de quartz a été créé à Zélénograd, une banlieue de Moscou. L'Institut de physique générale, l'Institut de la chimie et l'Institut des équipements radiotechniques et électroniques, subordonnés tous les trois à l'Académie des sciences de l'URSS, ont fabriqué dans leurs laboratoires les équipements nécessaires et installé, dans les années 80, plusieurs lignes téléphoniques à fibres optiques à Moscou, à Leningrad et à Nijni Novgorod.

On regrette beaucoup qu'en vertu des restrictions imposées par le COCOM, les Occidentaux refusent de nous révéler et de nous vendre leurs technologies de pointe dans le domaine des fibres optiques et de l'électronique. Un contrat que nous avons signé avec la filiale belge de la firme française Alcatel a été suspendu en septembre 1989 à cause de ces restrictions qui pénalisent les pays membres du Pacte de Varsovie. Or, le contrat en question prévoyait notamment la fabrication en URSS de centraux téléphoniques automatiques à traitement numérique du signal pour 1 500 000 abonnés par an.

Le Ministère des PTT de l'URSS a accepté que soit posé sur le territoire de notre pays un tronçon du câble à fibres optiques transcontinental, ce qui devrait nous permettre d'ici 1993 environ, de doter l'URSS d'un réseau numérique de communication.

La vitesse de transfert des informations dans ce réseau s'élèvera à plusieurs milliards d'unités binaires par seconde. Et si l'on considère qu'il fonctionnera parallèlement aux systèmes de télécommunications par satellite, tels qu'Intelsat et Interspoutnik, ce réseau apparaît comme étant tout à fait en mesure de subvenir aux besoins de la communauté mondiale dans le domaine des communications entre les continents et entre les États, des échanges d'informations par téléphone et par télécopie,

d'échanges de données entre les réseaux d'ordinateurs. Des centaines de millions d'abonnés pourront profiter ainsi des réalisations les plus récentes en matière de « courrier électronique » et auront accès, grâce à leurs ordinateurs personnels, à des banques de données nationales et internationales.

La mise en place du tronçon transsoviétique du réseau mondial à fibres optiques est appelée à assurer des échanges massifs d'informations entre l'Europe et l'Asie, y compris les pays du bassin du Pacifique et le Japon, ainsi que d'autres pays de l'Asie du Sud-Est, d'Océanie et même l'Australie.

D'après les spécialistes occidentaux et soviétiques, la mise en place de cette ligne de communications à travers l'URSS serait, de par la longueur de celle-ci (près de 17 000 km), le projet le plus important de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Ce réseau comportera, dans la première phase, trois secteurs étrangers, celui du Nord qui reliera Copenhague à Kaliningrad, celui du Sud (Palerme - Sébastopol) et celui de l'Est (Nakhodka - Yamada). Étendant des confins ouest de l'URSS à ses frontières est, ses 8 000 canaux téléphoniques à traitement numérique du signal, il devrait non seulement résoudre le problème des communications des villes situées le long du réseau, mais aussi assurer aux régions centrales d'URSS comme à l'Occident, une possibilité de contact avec les régions de la Sibérie et de l'Extrême-Orient soviétique.

La pratique internationale dans l'exploitation des lignes de communication de ce type permet une vente anticipée des canaux afin de collecter ainsi les crédits requis pour le financement des travaux. Le coût de ceux-ci représente près de la moitié du coût total, l'autre moitié (plusieurs centaines de millions de dollars) étant constituée par le prix du câble optique et celui du système électronique de transfert d'informations. Les équipements et le câble seront fournis par des firmes étrangères spécialisées dans les communications. Les fournisseurs seront sélectionnés parmi les meilleurs producteurs pour garantir une meilleure qualité des équipements.

En mai 1990, le Ministère du commerce des États-Unis a résolulement protesté contre la livraison à l'URSS d'équipements et de matériaux nécessaires à la construction d'une ligne en fibres optiques Europe-Japon. Certaines firmes occidentales intéressées ont essayé de rassurer les Américains en assurant qu'elles ne fourniraient en URSS que des technologies classiques. Mais les États-Unis, tout comme les autres membres du COCOM, n'ont pas eu le courage de lever en 1990 et en 1991 leur interdiction de vendre à l'URSS des technologies occidentales sophis-

tiquées dans la sphère des communications. Le 6 juin 1990, la Chambre des représentants du Congrès américain a voté par 340 voix contre 6 l'interdiction d'exporter en URSS plusieurs types de haute technologie pour protester contre le blocus économique de la Lituanie. En janvier 1991, le COCOM a prononcé de nouvelles interdictions concernant les exportations en URSS liées aux événements tragiques en Lituanie. Si Gorbatchev essaie de limiter d'une manière ou d'une autre l'émigration des Juifs, les sanctions seront durcies, ont déclaré des fonctionnaires américains haut placés.

On peut comprendre les Américains qui hésitent à partager avec l'URSS les résultats de leurs percées technologiques. Il suffit de dire qu'à Leningrad, 700 000 ouvriers sur 1 100 000 sont employés aux entreprises relevant du Ministère de la défense (*Rossiïskaïa gazeta* du 5 février 1991) et vous pouvez facilement trouver d'autres agglomérations en URSS où le rapport entre le nombre des ouvriers qui travaillent pour l'industrie de guerre et celui des ouvriers travaillant dans l'industrie civile est le même. Parce qu'ils trouvent qu'un Saddam Hussein c'est déjà plus qu'assez, les Occidentaux se sentent plus tranquilles en sachant que les radars, les bâtiments de guerre, les moyens électroniques et même les téléviseurs soviétiques sont moins performants que les leurs. Et on peut parier que les États-Unis se félicitent qu'un sous-marin américain soit capable à lui seul de détruire une dizaine de soviétiques parce qu'il est dix fois plus silencieux (*Les Izvestia* du 4 février 1991). Les Occidentaux ne peuvent pas digérer le fait qu'en 1991, les militaires soviétiques aient demandé au Budget 40 milliards de roubles pour l'achat d'armes, alors que 4,6 milliards de roubles seulement étaient investis dans l'instruction publique et 2,9 milliards, dans la Santé, ainsi que le député soviétique Arbatov en témoigne dans les *Izvestia* du 10 janvier 1991. L'académicien Arbatov précise d'ailleurs qu'un rouble dépensé pour l'achat de produits de consommation courante équivaut à 0,5 dollar US approximativement, tandis qu'un rouble investi dans l'achat d'armements et de matériels de guerre est de 6 à 9 fois plus « lourd ». Cela signifie que les 30 milliards de roubles consentis en 1990 pour les armements représentent en réalité une somme astronomique. En 1991, le Conseil des Ministres de l'URSS a demandé 100 milliards de roubles pour couvrir l'ensemble des dépenses militaires, y compris l'achat d'armements. Cette augmentation fut accompagnée de propos creux concernant la possibilité d'une légère diminution, alors que la situation dans le monde devrait nous permettre une réduction radicale

de ces dépenses. J'y ajouterai pour ma part que l'académicien Arbatov, tout comme les autres députés de l'URSS, sont mal informés de la situation réelle dans le secteur. Le professeur Rakitov, membre du Conseil consultatif supérieur du Parlement de Russie, a témoigné que même le groupe de Chataline-Yavlinski n'avait pu obtenir d'informations précises et complètes là-dessus lorsqu'il travaillait sur le programme de transfert de l'économie de marché en 500 jours. Rakitov cite des données fournies par l'Institut national de recherche spécialisée dans les informations techniques témoignant que les informations dont disposent nos chercheurs sont 100 fois moins complètes que celles dont disposent les chercheurs aux États-Unis, d'où le rendement insuffisant de leur travail.

Vous avez sûrement compris, d'après ce que j'ai écrit plus haut, que dans les conditions soviétiques, il ne faut pas trop croire aux projets échelonnés sur l'avenir, car ils risquent bien de n'être jamais réalisés. Mais s'ils sont réalisés cela n'en démontre que mieux l'utilité que leur trouve tel ou tel département, ou les militaires, ou les idéologues du Parti, ou encore les brasseurs d'affaires de l'économie parallèle, les coopérateurs ou enfin les firmes étrangères qui ont leurs propres raisons d'implanter des entreprises en URSS. Les hommes d'affaires occidentaux sont parfois des personnes d'origine russe, ukrainienne, géorgienne et ainsi de suite, ce qui est une raison valable de leur engagement. Autrement, il faudrait les soupçonner d'être des agents de la CIA, car les firmes étrangères qui coopèrent avec des partenaires soviétiques et fonctionnent dans le contexte de notre économie courent des risques énormes et ne collectent que de très maigres recettes. Qui plus est, cette conjoncture défavorable risque de durer assez longtemps.

Mais les plus obstinés finissent toujours par gagner. C'est pourquoi les hommes d'affaires occidentaux essaient de s'implanter sur le marché soviétique des communications. Depuis plusieurs dizaines d'années, notre pays investissait 10 à 12 fois moins que les États-Unis dans le développement du secteur civil. Les Américains ont été les premiers à organiser l'échange des informations électroniques avec l'URSS par le biais des postes centrales de 6 villes soviétiques et de 12 villes américaines. La Poste centrale de Moscou accepte lettres, dessins et autres messages graphiques traités informatiquement. Le message envoyé par un citoyen soviétique est transmis outre-océan par télécopie et reçu par la poste centrale de la ville correspondante, qui le confie ensuite au facteur pour le porter au destinataire. Toute l'opération ne prend que 24 heures tout au plus ; or, avant 1990, la chose était inconcevable en URSS.

En 1989, une entreprise mixte soviéto-américaine Sovam Téléport, créée par l'Institut national de recherches dans le domaine des systèmes appliqués assistés par ordinateur (VNIIPAS) et par la firme San Francisco Moscow Teleport (États-Unis), s'est ajoutée au nombre des *joint-ventures* qui sont actuellement au nombre de 600 en URSS. Nous sommes très intéressés par les échanges d'informations au travers des systèmes d'ordinateurs soviétiques et occidentaux car, outre la possibilité de communiquer rapidement avec nos destinataires, nous avons ainsi l'accès à des centaines voire des milliers de banques occidentales d'information dans tous les domaines de la connaissance. Dans notre pays, il n'y a pratiquement pas de réseaux d'ordinateurs ni de banques de données d'accès général. Quelques centaines d'établissements soviétiques ont obtenu l'accès aux réseaux d'information occidentaux par l'intermédiaire de l'ordinateur de base installé à l'Institut VNIIPAS, après avoir acheté contre devises les terminaux nécessaires. Ainsi, l'agence de presse Novosti qui compte 7 000 employés possède un terminal mais n'a le droit de solliciter les banques d'informations occidentales que 2 ou 3 heures par jour. Novosti n'a pas d'argent pour s'offrir des heures supplémentaires. Or, il s'agit bien du pendant soviétique de l'USIA (États-Unis). Que dire alors des centaines d'instituts de recherches et des millions d'étudiants et de spécialistes soviétiques dont 99 % n'ont pas accès au courrier électronique, ni aux banques de données, ni aux autres systèmes assistés par des ordinateurs. L'URSS n'a pas de services d'information et de bibliothèques électroniques, et l'accès des réseaux occidentaux outre qu'il coûte assez cher, fait toujours se crisper certains responsables de l'idéologie.

Soixante-dix ans durant, le chercheur soviétique ne pouvait correspondre avec un établissement ou un particulier à l'étranger que par l'intermédiaire d'un fonctionnaire spécial de son institut : contrevenir à cette règle pouvait vous valoir des ennuis de la part du KGB. Le fonctionnaire en question lisait votre courrier et vous remettait vos plis déjà ouverts. Or, à supposer que vous communiquiez par ordinateur, il ne pourra plus le faire. Jusqu'à présent, nous ne pouvions abolir une vieille tradition mise en place par nos dirigeants, celle qui fait des informations et de la communication le privilège des fonctionnaires haut placés, du complexe militaro-industriel et de l'appareil du Parti dont les fonctions sont parfois franchement policières, et non un droit de la société dans son ensemble. C'est ainsi que nous nous sommes trouvés dans une impasse après avoir désorganisé les communications à tel point qu'il est pratiquement impossible maintenant de contacter Tbilissi par le réseau téléphonique interurbain. Seuls les systèmes de communication au service du Gouvernement (deux

systèmes interurbains et un système national de communication avec l'étranger) fonctionnent normalement, ainsi que ceux de l'Armée, de l'aviation, des chemins de fer et les réseaux de service des PTT. Si ceux qui occupent des postes élevés disposent de tous les moyens de communication possibles, y compris les émetteurs-récepteurs et le service de messagers, les simples citoyens, eux, n'ont pas accès à ces réseaux spéciaux, au demeurant vétustés.

Que ferions-nous sans les technologies occidentales ? Mais on n'imagine pas non plus une situation où les milieux intéressés en Occident accepteraient d'être coupés de leurs sources d'information sur l'URSS. Nous n'exagérerons donc pas en disant que ce que les Occidentaux font pour nous dans le domaine des communications, ils le font aussi pour eux-mêmes. Le *Baltimore Sun* évoque notamment dans son numéro du 23 mars 1990 un contrat de 3 000 000 de dollars concernant la livraison des équipements qui assureront la liaison par satellite entre le siège de l'agence TASS à Moscou et ses 48 bureaux à travers le monde.

Les nouveaux équipements, y compris les antennes paraboliques permettront à l'agence TASS de se brancher sur le réseau de l'Organisation internationale des télécommunications par satellites (INTELSAT). Ces équipements devraient être montés et mis en service courant de 1991. Pour le transfert des données et les échanges d'informations entre ses bureaux disséminés en URSS et à l'étranger l'agence TASS se servira tant de ses propres canaux que de ceux qu'elle loue. Ceci permettra aux abonnés d'obtenir des informations sous forme de textes, de télécopies et de photos 10 fois plus rapidement que le système actuel par télétype.

La firme américaine Contel Corporation fournira à l'agence TASS les équipements nécessaires pour installer au sol les trois stations centrales qui enverront leurs données au satellite, ainsi que des antennes paraboliques orientées sur ce satellite qui, déployées dans les régions éloignées, permettront aux bureaux *et* aux abonnés de l'agence TASS qui s'y trouvent de recevoir régulièrement ses bulletins d'information.

En automne 1990, le groupement Stchetmach de Koursk a lancé la fabrication en série du premier ordinateur personnel soviétique Istra-4816. Le groupement s'est engagé à en produire d'ici à la fin de l'année 3 500 qu'il fournira à son client, le Comité d'État pour l'imprimerie, les éditions et le commerce du livre. Mais les citoyens et les autres entreprises devront patienter. En URSS, les coopératives de médias apparues à la fin des années 80, se spécialisent dans l'importation et la vente, aux prix

du marché noir, aussi bien aux particuliers qu'aux établissements d'État, d'ordinateurs personnels bon marché de fabrication asiatique. Les programmes sont préparés par des spécialistes soviétiques dans des centaines de centres de calcul qui possèdent les matériels nécessaires de fabrication soviétique, un peu obsolètes il est vrai. Mais les spéculateurs ont beau être débrouillards, ils ne sont pas capables pour le moment de faire le plus important : installer des réseaux informatiques et créer des banques de données pour les propriétaires d'ordinateurs personnels. Et encore moins, d'implanter des systèmes nationaux de référence et d'informations, comme le Minitel français ou le vidéotex équipant des dizaines de pays.

En attendant, la douane perçoit des taxes sur chaque ordinateur personnel importé en URSS par des particuliers : votre premier ordinateur personnel est taxé 5 000 roubles (deux salaires annuels moyens), le deuxième, 10 000 et le troisième, 15 000 roubles.

Curieux, n'est-ce pas ? Pourtant, depuis dix ans déjà, le Gouvernement polonais encourage en leur payant des primes les enthousiastes qui achètent en Asie du Sud-Est et importent à Varsovie à leurs propres frais des sous-ensembles et des pièces détachées d'ordinateurs pour les assembler et les vendre en Pologne.

Les spécialistes n'ignorent pas qu'il y a aux États-Unis des archives très complètes sur l'histoire russe qui sont accessibles à tout le monde. Même en ce qui concerne l'histoire soviétique, les banques de données occidentales pourraient proposer aux chercheurs soviétiques des documents quasiment introuvables en URSS. Les députés du soviet suprême de l'URSS seraient heureux de disposer dans leur propre pays de réseaux électroniques de référence et d'information. Mais leur mise en place relève à l'heure qu'il est du domaine des projets : les services d'information des départements moscovites se servent toujours de fichiers ! Alors qu'à l'Université de l'Arizona, un ordinateur de base, en service depuis 1984, dessert plus de 500 spécialistes des problèmes d'Europe de l'Est et d'URSS dans 17 pays. Pour une cotisation symbolique de 100 dollars par mois, les soviétologues occidentaux peuvent communiquer chaque jour par le biais du courrier électronique en composant des messages sur le clavier de leurs ordinateurs personnels et ils peuvent même organiser des conférences de cette manière. Ils recourent régulièrement aux banques de données mises à jour en permanence et obtiennent facilement des informations dont la collecte exige des semaines, voire des mois de travail intense dans les bibliothèques pour les chercheurs soviétiques.

Parmi les entreprises mixtes enregistrées en UES S, un dixième à peine fonctionnent réellement. Par ailleurs, il y a une foule d'organisations qui clament haut et fort leur intention de créer des entreprises mixtes avec des partenaires étrangers mais qui n'en font rien. Dans le domaine des moyens de communication, des centaines de projets restent lettre morte, certes, mais il y en a quand même quelques-uns qui ont été réalisés, notamment le branchement des abonnés soviétiques aux réseaux de la Bourse électronique par l'intermédiaire de la firme Inpred. Le 27 novembre 1990, se déroulait au Centre de commerce international à Moscou, la cérémonie de présentation du World Trade Centers (WTC) Network, grâce auquel le Centre de commerce soviétique a été relié, par un réseau ramifié de communications électroniques, à une centaine de centres analogues dans le monde. Cet événement sans doute très important avait été précédé par deux années de négociations, tandis qu'en Chine, par exemple, il existe déjà 20 centres de commerce international reliés au WTC Network. Toute entreprise soviétique possédant une licence de commerce extérieur a maintenant la possibilité de contacter la Bourse électronique dont l'ordinateur principal se trouve à Toronto et dont les 4 millions d'abonnés sont disséminés dans presque tous les pays du monde. Il est vrai que faute d'un réseau informatique suffisamment développé, la plupart des clients soviétiques ne peuvent accéder à la Bourse électronique que par télex.

Certaines banques soviétiques ont la possibilité de rechercher leurs clients plus efficacement qu'auparavant, grâce à l'assistance de l'organisation internationale non gouvernementale Society for Worldwide Interbank Financial Télécommunication (SWIFT) qui, comme son nom l'indique, assure les télécommunications entre les banques. SWIFT a accrédité les banques soviétiques sur son réseau à partir de 1991. Pour ce faire, il aura fallu implanter en 1989 une entreprise mixte Lanit, avec la participation de l'URSS, de la Suède, de la Finlande et du Danemark.

En janvier 1989, le président de l'URSS, le gouvernement du pays et la compagnie IBM, un des leaders mondiaux des télécommunications assistées par ordinateur, ont convenu d'implanter en URSS une filiale d'IBM dont la société-mère détiendrait 100 % du capital, fait sans précédent en URSS. Normalement les sociétés étrangères ne sont autorisées à créer des entreprises mixtes qu'en copropriété avec des partenaires soviétiques. En 1991, IBM fournira à l'URSS 40 000 ordinateurs scolaires et lancera l'assemblage des ordinateurs PS 2 à partir de blocs importés en embauchant des ouvriers soviétiques.

Progressivement, la part des éléments fabriqués en URSS pourrait augmenter jusqu'à 90 %, niveau atteint dans des filiales européennes d'IBM.

Les spécialistes de la firme américaine commencent déjà à installer dans des écoles moscovites à équiper des classes entières d'IBM PS 2 (un ordinateur pour le professeur et 10 pour les élèves). En septembre 1991, un millier d'écoles soviétiques seront dotées de telles classes. Les représentants d'IBM se sont engagés à équiper, en 1992 et en 1993, près de 5 000 écoles soviétiques.

Aujourd'hui, l'URSS occupe le 45<sup>e</sup> rang mondial dans le domaine de l'informatisation. Aux États-Unis, où l'on compte 25 cadres pour 100 travailleurs, le prix des équipements en possession de chaque administrateur est de 3 000 dollars, tandis que chez nous, il ne dépasse guère 300 roubles. Même disproportion sur le plan des infrastructures : pour les communications électriques il y en a pour 270 milliards de roubles aux États-Unis et de 38 milliards de roubles en URSS. Si l'on considère que l'accroissement annuel des fonds représente 2 milliards de roubles en URSS, on comprend que ce n'est pas demain que nous approcherons le niveau des pays le plus développés du monde. Personne en URSS ne s'occupera sérieusement de l'information tant qu'il n'y aura pas de propriété privée, de concurrence et de lutte pour la clientèle.

Nous sommes pourtant capables de faire quelque chose nous-mêmes pour ne plus nous tramer derrière l'Occident en matière de technologies nouvelles. Nous avons pourtant aussi à notre actif des réalisations, tel le laser inventé par les chercheurs soviétiques Prokhorov et Bassov. Aujourd'hui, le laser joue un rôle décisif dans le développement des nouveaux domaines de l'informatique et de l'électronique. La physique des semi-conducteurs, la base même de l'électronique moderne, a connu par tradition un niveau de développement très élevé dans notre pays. Toutes nos percées n'étaient pas dues aux opérations du KGB et des services de reconnaissance militaire qui envoyaient leurs agents dérober à l'Occident ses réalisations les plus récentes, contrairement à ce que nos ex-« adversaires potentiels » s'obstinent parfois à affirmer. En 1946, lorsque l'importance des sciences exactes dans la création de l'arme nucléaire était devenue évidente, Staline avait octroyé aux physiciens des privilèges et des salaires auxquels les chercheurs occidentaux ne pouvaient même pas rêver. Cela a permis d'élever très vite l'efficacité et le prestige de notre recherche dans l'après-guerre. Dans les années 50 et au début des années 60, un professeur soviétique, de médecine ou de physique, un docteur d'État travaillant dans n'importe quelle branche au

sein d'un institut de recherche touchait un salaire si élevé qu'il pouvait entretenir sa famille, avoir un appartement en ville et une résidence secondaire à la campagne, acheter une voiture et louer les services d'une femme de ménage et d'un chauffeur. Des dizaines d'années se sont écoulées depuis cette époque. Les chercheurs soviétiques sont à présent la seule catégorie de la population dont les salaires n'ont pas été majorés depuis près de 50 ans. Ces professionnels, dont le nombre a décuplé après la guerre, sont devenus aujourd'hui des parias, tandis que se poursuit la dégradation générale de tout le système de la recherche, de l'enseignement et de la culture. Aujourd'hui, à l'exemple des Indiens et des Chinois, les jeunes chercheurs soviétiques de talent s'engagent volontiers comme collaborateurs dans les firmes et les laboratoires occidentaux. C'est à peu près ce qui s'était passé dans les années 70, lorsque les représentants les plus honnêtes et les plus doués de l'art et de la littérature soviétique ont dû émigrer en Occident sous les pressions du régime brejnévien...

*Troisième partie*

**SA MAJESTÉ LA CENSURE**

## *Chapitre premier*

### **Il n'y a plus de CENSURE en URSS**

Le 1<sup>er</sup> août 1990, l'URSS a aboli la CENSURE de la presse. Est alors entrée en vigueur la Loi sur la presse dont rêvait Lénine à l'époque où il était dans l'opposition. Pendant les 72 ans du pouvoir soviétique, on n'a jamais eu une liberté de presse aussi étendue qu'à l'automne de 1990. Les experts en la matière disent que la glasnost déclarée actuellement en URSS est à mille lieues de la liberté de parole authentique et que la démocratie ne peut pas être introduite par des décisions gouvernementales. C'est en réalité, un processus très long et très complexe. Ils prétendent aussi que l'absence de CENSURE ne garantit pas la liberté aux éditeurs, car il reste beaucoup d'autres moyens pour leur fermer la bouche, les forcer à être dociles et les apprivoiser.

Le mensuel littéraire *Néva* paraissant à Leningrad a publié dans son numéro de mars 1990 « Notes sur l'histoire de la CENSURE russe » de Valentin Krasnogorov. C'est une étude très intéressante où l'auteur compare la CENSURE soviétique à la CENSURE russe d'avant la révolution. Il y a deux siècles, en 1789 la Révolution française a garanti la liberté de la presse ; le premier amendement à la Constitution des États-Unis en a fait autant, il y a deux ans. On sait bien que la Russie tsariste était toujours en retard par rapport à l'Occident en matière de progrès sociaux, mais en 1905 l'empire russe a aboli la CENSURE préliminaire, c'est-à-dire avant la publication. Elle fut réintroduite le 8 novembre 1917. C'est la date de la formation du premier gouvernement soviétique. Le matin suivant, toute la presse non bolchevique a été démantelée et interdite juridiquement sur le territoire national. Cet état de choses a duré 72 ans.

Rappelez-vous qu'auparavant Lénine et tous les bolcheviques avaient prêché la liberté de la presse en faisant appel à leurs talents de propagandistes. A partir de 1905, ils pouvaient même publier en Russie à peu près tout ce qu'ils jugeaient nécessaire. Lénine a témoigné qu'en 1905 il y avait trois quotidiens sociaux-démocrates à Pétersbourg, qui étaient en vérité des publications bolcheviques, voire communistes. Leur tirage variait de 50 000 à 200 000 exemplaires. Krasnogorov écrit dans ses

« Notes » que les autorités tsaristes n'étaient, certes, pas irréprochables. Il suffit de se souvenir que la plupart des littérateurs russes du XIX<sup>e</sup> siècle ont eu des relations très tendues avec les censeurs et le pouvoir. Chaque écolier soviétique sait que l'empereur Nicolas I<sup>er</sup> se chargeait lui-même de la CENSURE des œuvres de Pouchkine. Beaucoup de ses écrits sont restés dans les tiroirs pendant des années et n'ont été publiés qu'après sa mort. La comédie de Griboïedov *Le malheur d'avoir trop d'esprit* n'a jamais été mise en scène ou publiée de son vivant. Le roman *Les âmes mortes* de Gogol a été censuré et n'a pu paraître qu'après neuf ans de luttes incessantes et après que l'auteur ait accepté des « corrections » importantes.

Mais les empereurs russes cultivés du XIX<sup>e</sup> siècle ne pourraient pas être comparés à Lénine, à Staline ou à Brejnev. La différence entre la CENSURE russe et la CENSURE soviétique était aussi sensible que celle entre les bagnes et les « résidences assignées » tsaristes et le GOULAG. Il n'y avait pratiquement pas d'évasions des camps du GOULAG, tandis qu'il était relativement facile de s'évader des lieux de détention en Sibérie sous le pouvoir tsariste : seuls les fainéants n'osaient pas le faire, ce qui était peut-être dû en partie à des conditions de vie tolérables.

Krasnogorov souligne que le Décret sur la presse a été proclamé dans les heures qui ont suivi la formation du premier gouvernement soviétique, le 8 novembre 1917. La neutralisation de toute la presse d'opposition (où qualifiée comme telle par les bolcheviques) et même des publications éditées par leurs alliés est entrée dans la sphère d'activités de la Tchéka, la fameuse Commission extraordinaire qui exécutait, sans autre forme de procès, les ennemis présumés de la révolution. La Tchéka a jeté les bases d'organes répressifs dont la tradition s'est perpétuée à travers de nombreux changements de sigle NKVD, MGB, KGB. Le Décret sur la presse a souligné tout particulièrement que la limitation des libertés de la presse avait « un caractère temporaire » et serait « abrogée par un arrêté spécial immédiatement après l'établissement de conditions de vie normales ». Il a fallu attendre 72 ans cette abrogation.

Dans son essai volumineux et passionnant, Krasnogorov relève encore une conséquence importante du Décret sur la presse. Le démantèlement des journaux d'opposition signifiait que les opposants des bolcheviques ne pouvaient plus envisager la poursuite de la lutte par des moyens politiques. Dès le premier jour de son existence, le pouvoir soviétique leur a déclaré une guerre sans merci. Il ne leur restait plus qu'à prendre les armes. Krasnogorov en conclut en toute logique que « le jour où le

Décret sur la presse a été adopté devrait être considéré comme la date du commencement de la guerre civile ». C'est en tout cas un raisonnement qui se défend. Le 8 novembre 1917, les bolcheviques ont fermé les rédactions de tous les journaux d'opposition à Petrograd avant de saccager les bureaux de tous les autres organes de celle-ci à travers tout le territoire du pays.

Pendant 72 ans, il a été impossible d'imprimer une étiquette pour des boîtes d'allumettes ou une carte de visite sans solliciter auparavant le visa de la CENSURE : tout produit imprimé devait être approuvé au préalable. Chaque mot prononcé au théâtre, à la radio ou à la télévision devait être approuvé. Après des concertations dans d'innombrables instances. Outre le censeur, n'importe quel texte devait être revu par le rédacteur et Après sa publication était contrôlé un nouvelle fois par un fonctionnaire du parti. En somme, c'était un triple contrôle dont le mécanisme de fonctionnement n'a jamais été simple, mais qui était en revanche tout à fait imprévisible.

L'auteur d'un livre ou d'un article traitant d'un sujet idéologique (ce terme, s'appliquait invariablement à toute mention de la réalité occidentale, de l'histoire russe d'avant la révolution, de l'histoire soviétique, à l'analyse des activités des autorités soviétiques, etc.) - ne pouvait se sentir tranquille et recourait largement aux euphémismes, aux allusions, aux paraboles, aux réticences, à l'art de ne jamais révéler toute la vérité. Finalement, il faut le dire sans scrupules (j'ai moi aussi honte de mon expérience passée de journaliste), l'auteur était amené à mentir aux lecteurs en dénigrant ce qui était bon et en vantant ce qui ne l'était pas. Assez souvent, il en était conscient et le faisait de son propre gré. Mais, étant un homme comme tous les autres, le journaliste soviétique voulait être sûr de pouvoir rentrer chez lui. Après le travail sans courir le danger d'être incarcéré ou jeté dans une clinique psychiatrique. Le moindre mal qu'il risquait était de se retrouver licencié sans aucune possibilité de se recaser dans sa profession. C'est pourquoi les intellectuels soviétiques suivaient strictement les régies d'autoCENSURE, ne dépassaient donc jamais les limites de ce qui était généralement admis.

Le secrétaire de rédaction qui révisait un article ou un livre devant passer à la presse faisait lui aussi des corrections idéologiques, ou de conjoncture. Et je dois vous assurer qu'il y mettait beaucoup de conscience professionnelle pour ne pas être licencié à son tour, pour ne pas se retrouver en prison ou en asile psychiatrique. Le même problème préoccupait également le rédacteur en chef, le responsable de la rédaction, le

directeur général de la publication, l'archiviste (qui devait vérifier les faits) et même le correcteur. Le censeur recevait finalement le manuscrit sur lequel une dizaine de signatures étaient apposées dont celle de l'auteur évidemment et d'un ou deux critiques qui se spécialisaient dans tel ou tel domaine des connaissances. Si toutefois le censeur éprouvait quand même quelques doutes concernant la loyauté de l'auteur, il pouvait exiger une vérification supplémentaire du texte et de son auteur. Si le censeur ne voyait pas d'objections, le manuscrit était envoyé à l'imprimerie et avant la parution, le censeur contrôlait une nouvelle fois les épreuves. Finalement, il apposait son cachet personnel numéroté qui donnait le droit à la rédaction de diffuser la publication. Mais, par mesure de précaution, l'imprimerie envoyait une dizaine ou une vingtaine d'exemplaires à toutes les instances du parti et à toutes les organisations de la CENSURE sans oublier évidemment les organismes supérieurs situés à Moscou. Si les échelons supérieurs ne réagissaient pas dans les dix jours, le livre (la revue, la brochure, l'emballage, la picce de théâtre, l'affiche publicitaire, en somme, tout produit imprimé) était considéré comme édité et le tirage pouvait être retiré de l'imprimerie. Les journaux et les agences d'information avaient un autre régime de CENSURE, et leurs dirigeants les plus élevés avaient le droit, en cas de litige, de prendre personnellement la décision de publier tel ou tel article, même si le censeur (qui faisait partie de toute rédaction) refusait d'apposer sa signature. On disait dans ce cas que le rédacteur en chef prenait des risques énormes ; on le comparait même à un démineur qui ne peut commettre qu'une seule grosse erreur dans sa vie. Vous comprenez que le rédacteur en chef d'une publication, tout comme le démineur, risquait de ne jamais pouvoir répéter sa faute.

Mais supposons que tout aille bien et que le livre et l'article paraissent sans difficultés insurmontables. Il fallait évidemment attendre son tour un ou deux ans pour faire figurer son manuscrit dans le plan de publication de la maison d'édition et encore un an que prenaient les travaux de composition et d'impression. Vous ne pouviez pas encore vous sentir à l'abri des risques. Un fonctionnaire du parti pouvait déclarer pour telle ou telle raison que votre œuvre contenait des fautes ou des imprécisions déplorables, qu'elle était donc imparfaite du point de vue idéologique. Les raisons de cette critique tardive pouvaient être diverses : les fonctionnaires étant des hommes comme vous et moi, ils sont parfois jaloux des succès d'autrui ; ils ont tendance à écouter leurs amis que vous ne comptez peut-être pas parmi vos admirateurs ; ils écoutent des radios étrangères qui peuvent vanter votre bouquin, (Dieu vous en garde !). Votre livre devenait tout

à coup « nocif » et servait de pâture à une abondante et scandaleuse critique dans la presse, tandis que vous, l'auteur, et les éditeurs insouciants étiez bons pour toute sorte de mesures coercitives sans fondements juridiques. Le censeur en souffrait aussi évidemment.

C'est pourquoi un éditeur moscovite expérimenté préférait envoyer le manuscrit au département intéressé du CC du PCUS ou au Bureau de presse du KGB en leur demandant de faire par écrit la critique de l'œuvre contre des honoraires confortables. Après avoir reçu l'approbation écrite d'un fonctionnaire haut placé, il pouvait dormir tranquille. Mais, assez souvent, les bonzes communistes qui étaient eux aussi des bureaucrates expérimentés préféraient ne pas donner d'approbation écrite et ne pas recevoir d'honoraires et ils se bornaient à dire quelques mots au téléphone. Dans ce cas, ils ne risquaient rien : en cas de scandale retentissant, ils avaient la possibilité d'affirmer que la maison d'éditions n'avait pas suivi leurs très précieux conseils. Faut-il préciser que les tribunaux n'acceptaient pas, avant 1990, de recours en justice qui risquaient de mettre en question le prestige des instances militaro-communistes.

La peur et le mensonge ont constitué un cercle vicieux duquel ne pouvait sortir aucun auteur. En effet, la liste des sujets interdits était longue. D'après Krasnogorov, « la liste des livres interdits en 1913 par la CENSURE tsariste comprenait 2 300 titres approximativement. Ces listes étaient publiées et diffusées ouvertement. Au début de 1990, le volume des titres interdits à la diffusion avait beaucoup augmenté. Plus de 500 000 livres étaient conservés dans une réserve spéciale de la Bibliothèque Lénine, l'établissement bibliothécaire le plus important d'URSS. Les lecteurs ordinaires ne pouvaient pas y accéder ». Il faut préciser que le catalogue spécial des livres et des publications interdites était lui-même des plus secrets. Supposons qu'un chercheur qui jouissait de la confiance des autorités veuille consulter des études historiques consacrées au trotskisme ou aux décabristes parues à l'étranger. Il- devait réunir au préalable beaucoup de certificats et permissions qui, dûment signés et cachetés, étaient délivrés par des organes de sécurité ainsi que beaucoup de références signées par ses supérieurs. Après avoir rempli toutes ces formalités, il se présentait donc au dépôt spécial (le *spetskhran*). Un bibliothécaire renfrogné lui disait alors qu'il devait lui-même nommer le livre qu'il désirait consulter. C'était vraiment difficile, car le chercheur ignorait assez souvent les titres des ouvrages qui paraissaient à l'étranger. Il y avait évidemment une possibilité d'y remédier : il fallait tout simplement consulter régulièrement les publications périodiques étrangères qui, normalement, étaient également conservées au *spetskhran*.

L'ensemble des publications socio-politiques étrangères étaient interdites sauf, il est vrai, quelques journaux communistes et une dizaine ou une vingtaine de livres de la même tendance idéologique. L'interdit sur la diffusion frappait aussi toutes les publications périodiques soviétiques d'avant 1956 et les périodiques d'avant la révolution, même la *Pravda* et la revue *Bolchevik*. Si j'apportais à l'Institut de sociologie auprès de l'Académie des sciences de l'URSS, où je travaillais, un numéro de *Paris-Match* et lisais sans me cacher un article sur le régime du Kremlin, j'étais sûr d'avoir des problèmes. Venant d'où ? Des vigilants camarades du Comité du parti de notre établissement et des travailleurs de la « première section », un euphémisme pour désigner les représentants officiels du KGB dans n'importe quelle organisation soviétique. Cet état de choses s'est maintenu inchangé jusqu'à 1989. Ce n'était pas à cause des tendances antisoviétiques de *Paris-Match* : j'ai choisi le titre de la revue un peu au hasard et vous pouvez le remplacer aisément par *L'Express*, *Le Figaro*, *Le Monde* ; on ne tolérait que *l'Humanité*, mais à écorche-cul.

Vous pouvez demander quels secrets d'État pouvaient bien contenir la presse russe ou étrangère d'avant la révolution, ou encore les publications soviétiques qui avaient paru avant 1956. La question même ne semble pas sérieuse, mais vous comprendrez mieux la situation, si je vous dis que la griffe « secret » était apposée en haut de chaque page des sténogrammes des réunions d'un Comité du PCUS siégeant dans quelque district rural au cœur même de la Russie. En vérité, c'était un truc fort habile. Du moment qu'il était impossible de citer les sténogrammes, il était impossible de critiquer le Comité. Nous nous débattions dans un cercle de plus en plus serré de secrets et d'interdits qui nous étouffaient. Je vous assure que les autorités veillaient strictement à ce que tous ces interdits soient respectés à la lettre. Il y avait des légions de fonctionnaires qui contrôlaient le respect des ordres de ceux qui détenaient le pouvoir dans le pays, à savoir des comités du PCUS. Il était interdit de faire des analyses critiques « de la situation dans les pays socialistes frères » ; il convenait d'exprimer des sentiments amicaux aux partis communistes des pays capitalistes et de les préserver de toute critique. Il fallait faire l'éloge des régimes les plus barbares (celui de Pol Pot ou celui de Kadhafi) qui entretenaient des relations d'amitié avec l'URSS ; il ne fallait pas mentionner le Pape du tout, etc. Les dirigeants des quotidiens nationaux, des agences et des maisons d'éditions moscovites étaient régulièrement convoqués « là haut » (c'est-à-dire au CC du PCUS) pour recevoir des instructions précises concernant les cibles de critique virulente ou les objets de dithyrambe.

Un des meilleurs journalistes des *Izvestia* a écrit tout récemment (dans le numéro du 27 août 1990) :

En 1987 le rédacteur en chef de l'époque avait été convoqué chez Egor Ligatchev qui lui avait interdit formellement de faire paraître des informations sur le Haut Karabakh en lui expliquant que les articles sur la situation conflictuelle dans cette région pouvaient causer la mort de citoyens habitant cette contrée divisée par une guerre fratricide ».

Pendant près de 12 mois, les *Izvestia* n'avaient pas publié une seule ligne sur le Haut Karabakh, mais cela fut d'aucun effet pour prévenir la tragédie de Soumgaït où du 11 au 13 janvier 1988, les Azéris habitant à Bakou organisèrent des pogroms sanglants d'Arméniens, tandis que les autorités azéries et les autorités fédérales implantées à Moscou ne firent rien pendant trois jours pour arrêter le massacre. Les troupes cantonnées en ville n'intervenaient pas. Le 19 janvier, l'appareil du parti de Bakou a senti que le Front populaire était sur le point de lui souffler le pouvoir. C'est alors seulement, dans la nuit du 20 janvier, que des détachements militaires supplémentaires sont entrés en ville sans ménager ni la population civile, ni leurs propres effectifs. Quelle était donc leur mission ? Pourquoi ne sont-ils pas intervenu des le 11 janvier pour sauver les Arméniens ? Le ministre de la Défense Dimitri Yazov a répondu ouvertement à cette question : « pour écraser les organisations du Front populaire qui existaient dans toutes les entreprises ». A l'époque, il était impossible de trouver cette information dans la presse nationale et dans les émissions de la télévision centrale.

J'ai passé cette année à Washington d'où je pouvais observer attentivement les événements en Lituanie à travers les articles de la presse américaine. Je ne signalerai qu'un fait que j'ai pu relever : à l'époque où il était interdit aux correspondants étrangers de résider à Vilnius, le ton des informations était beaucoup plus hostile qu'après l'ouverture de la capitale Lituanienne un mois plus tard.

Est-ce que l'interdiction de publier dans les *Izvestia* des informations sur le Haut Karabakh a aidé à rétablir la paix dans ce foyer de tension ? Est-ce que la situation en Lituanie a évolué positivement Après l'expulsion des reporters étrangers ? Est-ce qu'on fait plus confiance à nos commentaires Après qu'on a interdit aux étrangers de séjourner à Erevan ? Notre gouvernement ne comprendra jamais qu'Ulster ouverte vaut «mieux qu'Och fermée ? De fait, la cause des Irlandais provoque plus de sympathie dans le monde que les massacres sanglants en Kirghizie. »

Il n'y a plus de CENSURE en URSS ; du moins on ne pense pas pour le moment à la réintroduire. Mais il vaut mieux parler d'une lampée de liberté. On pourrait au moins se souvenir du sort qui avait été réservé au texte de Dardykin et Dyniev, des correspondants particuliers des *Izvestia*, intitulé « Soumgaït avant et Après la tragédie » qui était censé paraître dans le numéro du 9 avril 1988. Il a été refusé par la rédaction pour des raisons inintelligibles. Mais l'article a été publié quand même en samizdat à Moscou, et il a aussi paru à l'étranger.

En août 1990, tandis que le *gros* matou de la CENSURE sommeillait, les souris dansaient et tenaient des conciliabules incessants. On disait, par exemple, que l'incompétence des initiateurs de la campagne anti-alcoolique (sous Staline on aurait parlé plutôt de sabotage) avait causé au Budget un préjudice de 40 milliards de roubles, tandis que les pertes indirectes s'étaient élevées à une somme plusieurs fois supérieure. Ajoutées « aux contrecoups du programme d'intensification économique, elles ont fini par dérégler la circulation monétaire dans le pays » (*Argoumenty i fakty*, n° 35, 1990). Est-il possible de contester cette affirmation ? Pourquoi donc Egor Ligatchev avait-il approuvé, en sa qualité de responsable de l'agro-industriel, et même exigé, la liquidation des vignobles soviétiques, tout au moins d'une partie considérable d'entre eux ? On avait tous l'impression de faire un mauvais rêve, mais la réalité était pire encore.

Dans son allocution devant le XXVIII<sup>e</sup> congrès du PCUS, Ligatchev a reconnu implicitement le bien-fondé de ces accusations : « Avant tout, on avait l'illusion qu'il était possible d'en finir avec ce mal perfide et endémique d'un seul élan ».

Les *Izvestia* du 12 juillet 1990 ont révélé au grand public un fait de la biographie de Ligatchev. Auparavant, la presse soviétique n'en avait pas soufflé mot.

« Beaucoup d'entre nous savent parfaitement qui était ce fameux dirigeant, chargé « de la gestion économique » Après le départ de Mikhaïl Gorbatchev à l'étranger, qui, dès le lendemain matin de la publication dans *Sovietskaïa Rossia* du manifeste antiperestroïkiste signé Nina Andrééva, professeur de Leningrad, a convoqué les responsables des médias nationaux et devant eux a qualifié cet article de modelé de journalisme communiste. L'Agence TASS a donné en même temps ordre aux organes de presse locaux de reproduire l'article de Nina Andrééva intitulé « Je ne peux pas transiger sur les principes ». La Commission spéciale du Congrès des députés du peuple a présenté des documents confirmant le rôle peu reluisant que Ligatchev avait joué dans les événements à Tbilissi, lors desquels des détachements militaires avaient dispersé les manifestants devant le siège du Comité du PCUS de Géorgie. Il paraît que les démentis présentés par Ligatchev n'ont satisfait personne ».

Les lecteurs occidentaux, citoyens des pays civilisés, ne pourront peut-être pas comprendre la gravité des mutilations qui estropient la vie sociale en URSS, où le droit de s'exprimer est broyé par une CENSURE barbare et par un groupe restreint de dirigeants monopolisant le pouvoir. Pourquoi mentionner encore une fois Egor Ligatchev, fonctionnaire tout-puissant avant 1990, alors que tout responsable même très subalterne est chez nous un petit dictateur dans les limites de sa compétence. Je pourrais vous citer l'exemple d'un spécialiste du Vatican qui 15 ans durant a occupé

un poste de grande responsabilité au sein du Département international du CC du PCUS : il ne permettait de publier des articles sur le Saint-Siège qu'à un petit groupe de ses compagnons de pensée. C'était aussi le style de gestion que préféraient les mandarins du PCUS chargés des problèmes de la médecine, de la physique nucléaire, de l'aéronautique, de l'automobile, de même que leurs collègues s'occupant des sciences humaines et de la propagande. Ils œuvraient tous non pas pour le bien de l'État, mais pour préserver leur monopole du pouvoir, leurs droits et leurs privilèges. Les contacts internationaux dans le domaine de la recherche, dans l'enseignement et l'industrie étaient pratiquement gelés. Quels résultats pouvait-on attendre de l'envoi dans les congrès internationaux d'académiciens séniles avec leurs épouses qui jouaient auprès d'eux le rôle de gardes-malades. On y envoyait aussi assez souvent des fonctionnaires du PCUS et des collaborateurs du KGB « déguisés » en chercheurs.

La pensée créatrice est indestructible par définition. Et donc même en URSS on parvenait à éditer beaucoup d'ouvrages utiles. Il fallait seulement surmonter beaucoup d'obstacles pour réaliser son désir ardent de publier quelque chose. Beaucoup écrivaient pour eux-mêmes sans espoir de faire paraître leurs œuvres. D'autres encore, plus courageux, envoyaient leurs écrits en Occident. Le lecteur soviétique pourrait m'objecter que la punition pour ce type de contacts internationaux ne tardait jamais et il aura raison. Les « coupables » étaient corrigés de manière exemplaire et sans tenir compte de leur rang et de leurs mérites antérieurs.

Ce n'était qu'un aspect du problème. La tragédie véritable était que nos dirigeants dégénéraient. Lénine parlait plusieurs langues et lisait des ouvrages étrangers dans le texte. La plupart de ses collaborateurs les plus proches étaient des personnes cultivées. Mais toute la vieille garde léniniste fut exterminée sous Staline. Faut-il s'étonner qu'aujourd'hui on ne trouve pas de professeurs compétents pour animer des cours d'histoire, de philosophie, d'économie, de jurisprudence, de littérature ? On manque aussi de professeurs compétents dans les écoles secondaires. Les sciences techniques souffrent énormément que notre pays ait été, pendant des dizaines d'années, isolé du reste du monde. Impossible d'espérer que les fonctionnaires du PCUS aient un bon niveau d'instruction : ils étaient sélectionnés en tenant compte de leurs origines uniquement : ils devaient être d'origine ouvrière et paysanne. Mais nos intellectuels ne valaient guère mieux. Aujourd'hui, les partisans de la perestroïka aux échelons supérieurs du pouvoir éprouvent le besoin d'avoir de bons consultants, c'est-à-dire de bons spécialistes

dans leurs sphères d'activité. Personne en URSS n'est naïf au point de croire que nos docteurs d'État et académiciens soient les meilleurs dans leurs branches. Ce sont pour la plupart des personnes douées qui ont dû prouver leur conformisme à tous les niveaux de la hiérarchie politique, être magouilleurs et déployer d'autres qualités bien distinctes de celles d'un chercheur.

Défendre les secrets d'État n'entre pas dans les attributions de nos valeureux censeurs. De tout temps cela a été la fonction des services spéciaux du KGB. Ce fait fondamental est reconnu par Vladimir. Vatchenko qui occupe le poste de responsable du Département de la CENSURE de la région de Novossibirsk. Il a accordé une interview au rédacteur du *Molodost Sibiri* (La jeunesse de Sibérie) qui n'a pas eu le courage de la publier dans son journal par crainte de s'attirer les foudres des dirigeants du Comité du parti de Novossibirsk. L'interview a finalement paru dans le numéro du 20 décembre 1989 de *Komsomolets Tadjikistana*. Les réponses du censeur ont été si intéressantes que l'article a été remarqué par des journalistes étrangers.

Pour commencer, le censeur principal de la région de Novossibirsk a rassuré le journaliste en lui disant : « Votre journal ne pourrait jamais divulguer des secrets d'État même s'il le voulait ». Il a expliqué que le Glavlit (l'organe de CENSURE en URSS) n'avait jamais compté parmi ses fonctions la protection des secrets d'État : cela seul était une révélation.

**Jugez-en vous-mêmes : est-ce que le régime stalinien et le système administratif qui existait Après et se perfectionnait sans cesse pouvaient définir ouvertement le Glavlit comme un organe idéologique pour surveiller la presse et assumer la fonction d'un organisme de contrôle politique ? Non, et en ce qui concerne la protection des véritables secrets d'État, notre pays possède tout un réseau d'organes spécialisés auprès des ministères et départements et les services compétents du KGB qui en dirigent le fonctionnement au niveau national.**

Voyant le journaliste déconcerté devant tant de subtilités, son interlocuteur a senti le besoin d'ajouter quelques détails significatifs.

Au Glavlit, le terme de secret d'État ne s'utilise pas : on parle plutôt de « renseignements interdits à la publication ». Il existe aussi le tampon désignant les matériaux « à distribution restreinte ». Il faut remarquer qu'il n'y a pas de régies strictes précisant quand il faut l'appliquer. Tout fonctionnaire qui décide que telle ou telle information ne doit pas figurer dans la presse est libre de s'en servir. Il ne reste plus aux censeurs qu'à veiller au respect inconditionnel d'interdits qui protègent des secrets de Polichinelle.

On entre ici en plein univers kafkaïen, à preuve ce petit détail :

Le côté le plus absurde et comique de notre travail est que les collaborateurs du Glavlit ne connaissent pas de secrets d'État véritables. Notre département emploie surtout des diplômés des facultés de sciences humaines. Dites-moi, s'il vous plaît, ce qu'un juriste ou un pédagogue peuvent comprendre des réalisations les plus récentes de la technique ou de la physique du plasma ?

Les révélations du censeur de Novossibirsk ont été reprises par le chef du Glavlit de la RSS de Lettonie dans son interview à (numéro du 22 janvier 1990):

En 1985, lorsque j'ai commencé à travailler dans la CENSURE j'étais sûr et certain que je protégeais effectivement les secrets d'État. Mais maintenant, je pense plutôt que nous avons protégé des intérêts sectoriels qui, pour une raison inconnue, étaient associés aux intérêts de l'État.

Mais du moment qu'on est dans le coup il faut faire son travail consciencieusement et si un censeur nourrit des convictions progressistes, son supérieur saura le corriger à temps. La glasnost, comme tous les autres dons consentis au peuple par le PCUS, pourraient être repris à la prochaine étape. On le comprend d'autant mieux que l'appareil du Glavlit, loin d'être élagué, grossit toujours.

Nous sommes toujours prêts à réagir, nous confie le chef de la CENSURE de Novossibirsk. Nous n'attendons que l'ordre de nos supérieurs. En décembre 1989, le chef du Glavlit de l'URSS nous a expliqué dans sa circulaire que notre mission principale reste toujours le contrôle idéologique et politique. Le volume du travail a diminué considérablement, mais cela n'a pas arrêté l'expansion de l'appareil central du Glavlit où sont apparues de nouvelles structures depuis trois ans. Les chefs ont été promus à des postes aux échelons supérieurs et leurs salaires ont été majorés de 50 % en moyenne. Ils touchent en plus des primes et on leur rembourse les frais de traitement médical. En province, on observe en gros le même processus de multiplication des sinécures.

Ceux qui ne sont pas casés trouveront sûrement une occupation, car en URSS, un censeur a toujours à faire.

Mais écoutons un peu ce que dit de la CENSURE Joseph Brodski. Ses propos ont été cités par le journal parisien *Rousskaïa mysl* (La pensée russe) du 23 septembre 1988. Le Prix Nobel avait été traduit en justice à Leningrad pour parasitisme ; ses poésies n'avaient pas été publiées en Russie « pour des raisons idéologiques et politiques ». Voilà ce qu'il dit :

C'est paradoxal, mais la CENSURE peut jouer un rôle positif dans le développement de la langue, car elle pousse l'écrivain et le poète à se servir de figures de style, d'images et d'allégories de plus en plus subtiles et sophistiquées. En d'autres termes, elle contribue au développement de la fantaisie du créateur. Beaucoup de grandes œuvres ont été écrites en Russie dans un contexte de CENSURE draconienne.

Nous pourrions approfondir sans cesse le sujet de la CENSURE qui est aussi inépuisable que le thème de l'amour. Vous pouvez en par-

ler sans cesse à condition de faire preuve d'éloquence et de ne pas abuser de la patience des lecteurs. D'autant plus que pour les Soviétiques la CENSURE n'est pas morte. Elle existe toujours, car elle est éternelle. « Qui a dit que le Glavlit n'est plus ? » a titré l'hebdomadaire *Nédélia* du 20 août 1990, la veille de l'entrée en vigueur de la Loi nationale « Sur la presse et les médias ». La Loi interdit la CENSURE des médias, ainsi que l'intervention dans leurs activités des organes d'État et des organisations sociales. Mais en même temps, elle interdit de se servir des médias pour divulguer les renseignements qualifiés de secrets d'État ou tout autre type de secrets protégés par la Loi. Cela signifie que le Glavlit existera toujours. La CENSURE est morte. Vive la CENSURE ! Je vous cite un extrait de l'article de Gouline paru dans ce numéro de *Nédélia* :

Mes collègues les journalistes jubilent. Ils ont commencé à pavoiser le 1er août et ne peuvent pas s'arrêter. Toujours à propos de l'abrogation de la CENSURE, c'est-à-dire du Glavlit.

Mais il paraît tout de même que les bruits qui courent sur le démantèlement de cet établissement sont exagérés. Qui a dit que le Glavlit n'est plus ? Il existera encore longtemps, sera toujours prospère et veillera toujours à ce que nous, les journalistes, ne révélions pas par inadvertance des secrets militaires ou des secrets d'État. Dorénavant, le Glavlit ne nous donnera plus d'instructions mais, en revanche, il nous contrôlera plus strictement encore. En d'autres termes, on nous fait confiance sur le plan idéologique, mais en même temps, on nous oblige à assumer la responsabilité de la divulgation des secrets d'État.

Auparavant, à l'âge d'or de la CENSURE, lorsque tous les textes étaient contrôlés minutieusement le crayon à la main, les journalistes n'avaient pas besoin de stocker tous les interdits dans leur mémoire surchargée. Les fonctionnaires du Glavlit rassemblaient régulièrement les rédacteurs des médias pour leur rappeler une nouvelle fois ce qu'ils pouvaient publier, parce que la liste des interdits changeait d'un jour à l'autre.

Lorsque j'ai pris part pour la première fois à une réunion de ce type et que j'ai écouté tout ce qu'on y disait à propos des interdits, j'ai eu une peur bleue, car avant la réunion je ne savais strictement rien des usines secrètes, des équipements, des appareils et des mécanismes, des médicaments, des inventions et des découvertes dont il ne fallait pas parler. Et d'un seul coup j'ai appris beaucoup de secrets qu'il ne fallait divulguer à aucun prix. A quoi bon m'avoir donné toutes ces informations ? Et si je tombe dans un piège dressé par les services secrets d'une puissance étrangère ? Car je parlerai sûrement sous la torture, déjà que j'ai horreur qu'on me chatouille ou qu'on me touche avec des mains froides ! Et maintenant, je me pose la question : est-ce que dorénavant on remettra à toutes les rédactions cette brochure assez volumineuse avec l'énumération de toutes les choses dont il ne faut pas souffler mot ? C'est possible. Mais d'autre part, il arrive que des choses

connues de tous soient soudain considérées comme secrètes par un coup de baguette magique. Comment ne pas se perdre dans ce labyrinthe et comment éviter des sanctions inévitables en cas de violation du code énigmatique du secret d'État. C'est alors que les bons vieux censeurs nous ont réconforté quelque peu : Pas besoin de vous tracasser pour des choses aussi futiles, nous ne vous abandonnerons pas à votre sort, nous protégerons votre liberté, nous vous aiderons à éviter les amendes et les punitions. Nous possédons la compétence et l'expérience accumulée aux cours de longues années de travail dans ce domaine. Alors, si vous voulez préserver votre système nerveux, vous pouvez conclure un accord avec nous et nous nous chargerons à votre place d'extirper des secrets de vos articles. Cela ne coûtera pas très cher et vous pourrez dormir tranquillement.

Mais pourquoi a-t-il fallu rendre les journalistes responsables de la non-divulgateion des secrets d'État et des secrets militaires? Il aurait été beaucoup plus logique d'en rendre responsables ceux qui possèdent ces secrets, mais sont parfois trop volubiles et ont tendance à les révéler aux journalistes ? Premièrement, ils connaissent mieux que nous ce qu'on peut dire et ce qui doit être caché au grand public. Deuxièmement, en entrant dans les fonctions qui leur donnent accès aux secrets d'État, ils signent l'engagement formel de ne pas les divulguer. Voilà un instrument efficace pour préserver les secrets véritables même à l'époque de la transparence, pour verrouiller tous les canaux d'écoulement des informations stratégiques aussi sûrement que les frontières. »

La CENSURE ne peut pas disparaître d'un jour à l'autre, car c'est un avatar du pouvoir communiste que personne n'a aboli en URSS, au moins jusqu'ici. En URSS, chaque établissement digne de ce nom a des censeurs parmi son personnel, même si parfois ils sont appelés d'un autre nom. Personne ne conteste leurs interdits et pour les contrer à propos d'un problème concret, le rédacteur a besoin de se trouver dans une « catégorie de poids » supérieure sur l'échelle hiérarchique. Pendant des dizaines d'années, les journalistes soviétiques dociles n'ont pas osé s'opposer aux censeurs retranchés dans tel ou tel département. Même aujourd'hui, ces derniers ne relâchent pas leur contrôle.

Peut-on dire que les organes de CENSURE aux Ministères de l'électro-nucléaire, de la santé publique, des affaires étrangères et de l'intérieur donnent des signes de faiblesse ou sont dissous ? Est-ce que nos archives sont déjà ouvertes au grand public ? Est-ce que les douaniers soviétiques ne feuilletent plus les livres et les manuscrits des voyageurs ?

*Les Nouvelles de Moscou* du 10 février 1991 ont fait un gros titre de l'opinion suivante de Mikhaïl Fédotov, Docteur en droit, vice-ministre de la presse et de l'information de la Fédération de Russie : « La CENSURE existe toujours ». Selon lui, les attaques non dissimulées qu'on lance aujourd'hui contre la transparence ont été précédées de mesures moins évidentes, mais orientées vers un but précis. Après la Loi sur la

presse, toute une série d'actes normatifs contraires à ce document ont été adoptés. Comme on le sait, la Loi sur la presse a aboli la CENSURE. Mais le Conseil des ministres l'a réorganisée en adoptant un règlement provisoire concernant la Direction principale pour la protection du secret d'État. L'arrêté du Président sur la prétendue démocratisation de la télévision et de la radio a aboli, en fait, le droit du journaliste d'exprimer sa propre opinion.

L'offensive à pas feutrés contre la transparence comprend l'adoption d'un règlement sur la procédure d'enregistrement des médias audiovisuels par le Comité d'État pour la radio et la télévision conjointement avec les Ministères de la justice et des PTT. Ce règlement est inspiré par un vieux principe : si nous voulons autoriser, nous autoriserons ; si nous voulons interdire, nous interdirons. Il existe beaucoup de formes d'arbitraire juridique, mais ce document est un exemple révoltant du mépris des lois.

Une offensive évidente bien que le plus souvent voilée est menée contre la transparence à l'échelon local. On exerce une puissante pression sur les Soviets et les rédactions des journaux locaux enregistrés comme organes des Soviets pour que les rédactions se fassent enregistrer de nouveau, donc à la fois comme organes du parti et des Soviets (remarques d'abord « du parti » et ensuite « des Soviets »). Ce processus est très intense dans le Territoire de Krasnoïarsk, en Yakoutie, dans de nombreuses autres régions. A Rostov-sur-le Don, l'organisation régionale de l'Union des journalistes de l'URSS a fait une déclaration selon laquelle de nombreux comités du parti s'ingèrent dans le travail des rédactions et les articles des journaux subissent toujours une CENSURE.

On impose énergiquement un blocus économique à la presse indépendante. Le Ministère des PTT perçoit des impôts très élevés sur les médias. Les prix du papier et des services des imprimeries pour les journaux dociles aux organes des pouvoirs locaux sont assez « décents », mais ils montent brusquement quand il s'agit de journaux qui préconisent une autre politique. C'est dans cette situation que s'est retrouvé, par exemple, le journal *Vybor* qui paraît à Lipetsk, dans la région centrale des terres noires. Presque toutes les publications semblables se heurtent aux mêmes problèmes.

Il y a aussi d'autres formes, encore plus ingénieuses, de lutte contre les médias démocratiques. Par exemple, les comités locaux pour la radiodiffusion par fil transmettent leurs propres programmes pendant les heures d'antenne de radio Russie. S'ils l'avaient fait à l'égard des programmes de la radio centrale, on les aurait tout de suite accusés d'arbitraire.

Le *Komerçant*, journal toujours plein d'esprit, ayant un sens élevé des affaires et sympathisant avec les démocrates, a caractérisé le fond du problème dans un titre (numéro du 4 février 1991) : « Les guerres informationnelles de l'époque du déclin de la transparence ». Selon l'auteur de l'article, Mitrofanov, une « guerre informationnelle », inévitable dans le contexte de la polarisation de la société, est engagée en URSS. Dès le début de 1991, elle a revêtu des formes très nettes traduisant la confrontation politique et économique entre les dirigeants de l'URSS et ceux de la Fédération de Russie.

Après l'arrivée de Léonid Kravtchenko à la télévision centrale et de Nikolai Efimov aux *Izvestia*, ces deux instruments d'information puissants se sont retrouvés entre les mains d'hommes politiques d'orientation communiste. Le programme télévisé *Vzgliad* a été écrasé ; le Comité d'État pour la radio et la télévision a résilié son contrat avec l'agence d'information indépendante Interfax ; le journal *Grajdanskoïe dostoiñstvo* des démocrates constitutionnels, qui sortait de l'imprimerie des *Izvestia*, n'est plus publié. Les collaborateurs des *Izvestia* et les journalistes de la télévision centrale se plaignent toujours plus souvent de la CENSURE politique de leurs matériaux.

D'après les collaborateurs des *Izvestia*, il a été interdit de publier dans le journal des articles consacrés à l'ouverture et à la lecture du courrier privé par les autorités ; à l'activité du KGB ; à l'installation définitive à Moscou (contraire aux règlements) d'Ivan Polozkov à Moscou en tant qu'habitat permanent, aux aventures extraordinaires d'Alexandre Nevzorov : en janvier, Efimov a interdit à Albert Ploutnik, commentateur démocrate renommé, d'écrire la vérité sur Nevzorov. Et on a aussi interdit de nombreuses publications sur les événements dans les républiques baltes. Mais c'est autour d'Igor Golembiovski, premier adjoint du rédacteur en chef qui incarne dans le journal une position indépendante de la volonté des autorités, que s'est engagée une lutte particulièrement âpre. Sur décision spéciale du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, il a failli être envoyé en « exil d'honneur » en Espagne.

Selon des collaborateurs de la Compagnie de radiodiffusion et de télévision de Russie, la direction de la télévision centrale lambine pour solutionner le problème des chaînes de radio et de télévision indépendantes de Russie. Un des dirigeants de la Compagnie a qualifié de « geste de mauvaise volonté » l'éviction de radio Russie de la chaîne Maïak et de la Chaîne I, ce qui l'a privée d'un tiers des auditeurs : elle ne demeure que sur la 3<sup>e</sup> chaîne.

Il est vrai que, comme le notent les observateurs, la direction du Comité d'État pour la radio et la télévision cherche à maintenir l'apparence de pourparlers. Au cours d'une conférence de presse tenue le 7 février 1991, son président Léonid Kravtchenko a qualifié sa position de neutre. Il a également affirmé que la question des 6 heures d'antenne pour la Russie sur la 2e chaîne de la télévision centrale aurait été pratiquement résolue. Il s'agissait aussi du message de quatre ministres de Russie (Poltoranine, Boulgakov, Lazarev et Fiodorov) qui insistaient sur la remise à la Russie d'une partie des biens de la télévision centrale, ce qui était, selon Kravtchenko, irréalisable.

Anatoli Toupikine, président de la radio centrale, a déclaré que la direction du Comité d'État pour la radio et la télévision respectait son engagement de ne pas mener campagne contre la Russie, mais que la partie adverse (radio Russie) multipliait des appels à pendre les communistes. Selon Toupikine, la direction du Comité d'État pour la radio et la télévision était en train de lutter non pas contre la Compagnie de radiodiffusion et de télévision de Russie, mais contre le « monopole d'un autre parti ».

La politique du Comité a été qualifiée par les démocrates « de massacre de la transparence ». Le 5 février, les cinéastes de Moscou ont fait connaître leur adhésion collective au mouvement Russie démocratique, institué le Fonds de protection de la transparence, soutenu l'appel des hommes de culture à boycotter la télévision centrale et adopté le message « A tous ceux qui veulent restaurer le régime totalitaire dans le pays ». De nombreux cinéastes de Moscou ont décidé de ne pas participer aux émissions *Ciné-panorama*, *Ciné-serpentin*, *Salle de cinéma du dimanche*, *Illusion* et autres émissions sur le cinéma.

Mikhaïl Poltoranine, ministre de la presse et des médias de Russie, a cru que l'action des cinéastes avait effrayé Kravtchenko. « Si la direction du Comité d'État pour la radio et à la télévision ne fait pas de concessions à la compagnie de radiodiffusion et de télévision de Russie, a dit Poltoranine, le gouvernement de Russie trouvera des moyens de faire pression sur le Comité ».

Une campagne de désobéissance s'est déployée avec succès aux *Izvestia*. Au cours des réunions du collectif des travailleurs, un soutien total a été exprimé à Golembiovski (le collectif menaçant de se mettre en grève dans le cas de renvoi) et la méfiance envers Efimov. Le 7 février, cette question a été débattue au Présidium du Soviet Suprême de l'URSS. Dans les couloirs, les correspondants du *Komerçant* ont appris que Nikolai Efimov aurait dit au Présidium du soviet suprême qu'il était au courant

d'un « complot antiparti aux *Izvestia*, mais qu'il n'avait pas, malheureusement, su le déjouer pour le moment ».

Pourtant, l'issue de la « guerre pour les ondes » n'est pas très claire, et tous les démocrates ne l'envisagent pas avec optimisme. A preuve, une phrase de la déclaration des cinéastes de Moscou qui comprennent que le matériel de TV leur sera inaccessible dans un avenir prévisible : « Que les spectateurs sachent que nos films, spectacles, concerts sont transmis sans notre consentement et en dépit de notre volonté ». De nombreuses personnalités éminentes de la culture, dont Mark Zakharov, Grigori Gorine, n'ont pas pu élaborer une position nette, car le boycottage les prive avant tout un auditoire permanent.

« Les hommes de la culture » ont reçu très vite (le 8 février, soit trois jours après le début du boycott) la réponse du président de l'URSS, comme toujours sous forme d'un décret. Par cet arrêté le Comité d'État pour la radio et à la télévision a été transformé en Compagnie de télévision d'État à laquelle tous les biens de l'ancien Comité ont été transférés. Kravtchenko est devenu président de la Compagnie avec rang de ministre. Cette transformation lui a donné le droit de renouveler, ou non, les contrats de tous les membres du personnel.

A propos, certains collaborateurs de la télévision centrale défendent, selon *Komerçant*, une autre position. Elle a été exprimée par Choumakov, rédacteur en chef adjoint de la rédaction des programmes cinématographiques de la télévision centrale. En parlant devant les cinéastes au nom de ceux qu'on ne voit et ne connaît pas », il a dit : « Il s'agit d'un combat au corps-à-corps. Nous sommes tous devenus otages de la politique. Écoutez les discours et vous entendrez les mots « parti », « bloc », « front », « offensive ». On en devient fou tout simplement. J'oppose mon propre petit boycottage au vôtre : je quitte la télévision centrale.

## Chapitre deuxième

### La nouvelle politique du PCUS

Outre la CENSURE, il y a en URSS beaucoup d'autres entraves qui immobilisent le journalisme officiel. Même les députés du peuple qui discutaient le projet de Loi sur la presse n'ont pas été insensibles aux intrigues que des personnalités anonymes et influentes tramaient dans les coulisses pour retirer du projet quelques-uns des articles fondamentaux ou pour les amender au point de dénaturer leur contenu. J'en ai déjà parlé.

Le temps que le projet de Loi soit discuté par les comités et, ensuite, par le Soviet suprême, les dirigeants communistes, préoccupés par tout ce que les médias écrivaient sur leur compte, ont organisé le 13 octobre 1989 une conférence pour les journalistes (ne pas confondre avec une conférence de presse) au siège du CC du PCUS, où ils n'ont invité évidemment que les responsables des médias. A l'occasion de cette réunion, les dirigeants du PCUS ont répété les mêmes objurgations à protéger le socialisme et ont expliqué comment il fallait traiter les rédacteurs récalcitrants.

Starkov, rédacteur en chef du journal *Argoumenty i fakty*, hebdomadaire très populaire en URSS, a souffert le premier de la nouvelle ligne politique du PCUS consistant à responsabiliser les rédacteurs en chef pour ce qui est écrit dans leurs organes de presse. *Argoumenty i fakty*, dont le tirage a atteint en 1990 le sommet de 33 000 000 d'exemplaires, attirait le grand public par des informations sensationnelles. C'était notamment les fameux « protocoles » au Pacte Molotov-Ribbentrop, les statistiques bouleversantes du GOULAG stalinien qui témoignaient notamment que le nombre des prisonniers sous Staline n'avait jamais atteint le nombre des prisonniers sous Brejnev. Mais tout finit un jour et pour *Argoumenty i fakty*, ce fut le jour où l'hebdomadaire publia les résultats d'un sondage d'opinion récent selon lequel malheureusement, le secrétaire général du PCUS n'était plus l'homme politique le plus populaire dans le pays, ce qui était grave. Starkov connaît beaucoup de monde au Comité central, c'est pourquoi on lui a proposé aimablement, mais fermement, de quitter son poste. Mais l'affaire a eu une suite inattendue, parce que Starkov ne s'est pas exécuté et que, tout au contraire, il s'est servi de son hebdomadaire (ce

n'est pas pour rien que nous avons mentionné plus haut sa diffusion) pour démasquer les pressions occultes du CC. A partir du n° 46 de 1989, il publia des articles où il se défendait farouchement. Toute la presse et toute l'opinion pratiquement, depuis l'Union des journalistes de l'URSS jusqu'à la revue *Chakhmaty v SSSR* (Les échecs en URSS) se sont rangées de son côté.

Vu l'impossibilité de le renverser de front, les fonctionnaires du PCUS se sont livrés à une manœuvre de contournement : l'agence TASS a proposé de reprendre l'hebdomadaire à la société Znanié (r laquelle il était subordonné) pour « renforcer la direction ». Mais ce truc habile n'a pas marché car la société *Znanié a* manifesté son indépendance. Starkov a conservé son poste, mais *Argoumenty i fakty* ne parvenait plus aux abonnés, car les Editions *Pravda* et *Moskovskaïa Pravda* (appartenant au CC du PCUS) ont refusé de l'imprimer. Le journal *Moskovskaïa Pravda* du 10 janvier a fait savoir aux lecteurs des *Argoumenty i fakty* que son imprimerie ne possédait pas de réserves suffisantes de papier pour assurer le tirage grandissant de l'hebdomadaire et a imposé à Starkov de trouver un autre éditeur.

Avérine, rédacteur principal du journal *Knijnoié obozrenié* (Revue des livres), est devenu la victime suivante de la nouvelle politique du PCUS. Il a souffert de son attachement à la glasnost. Son hebdomadaire s'est occupé soudain de politique au lieu de vanter les nouveaux romans de Rybakov, de Bondarev et d'Aïtmatov. Avérine a été convoqué au Comité d'État pour l'imprimerie (qui formellement est considéré comme le fondateur d'*Obozrenié*), et on lui a proposé de demander par écrit d'être libéré de ses fonctions de rédacteur en chef. Mais, les temps changent : personne ne veut plus partir de son plein gré, tandis que l'atmosphère de transparence ne permet pas de chasser impunément les rédacteurs récalcitrants.

L'affaire Ananiev, rédacteur en disgrâce de la revue littéraire *Octiabr*, s'est transformée en débat national avec la participation des littérateurs soviétiques qui voulaient à tout prix savoir lesquels parmi eux étaient des « judéo-maçons » et « ennemis de la Russie » et lesquels étaient seulement des « ennemis de la perestroïka ». La revue littéraire *Octiabr* s'est distinguée par la publication des auteurs de l'émigration extérieure (Abram Terz) et de l'émigration dite « intérieure » (Vassili Grossman). L'opinion publique patriotique n'est pas restée à l'écart et a sonné l'alarme. La polémique lancée dans la presse a enflammé l'Union des écrivains de Russie et a pris fin au VI<sup>e</sup> plénum de sa direction : là fut prise la décision de remplacer Ananiev par un écrivain « plus patriotique » (on

peut se demander ce que cela signifie au juste). On a même trouvé une candidature « suffisamment patriotique » en la personne de Litchoutine. Malheureusement, ce dernier n'a pas eu l'occasion d'occuper le cabinet du rédacteur en chef de la revue, car Ananiev a fait prévaloir son statut d'immunité parlementaire et a refusé de libérer le poste.

Cela dit, le conflit le plus éclatant a été l'histoire du licenciement, à la fin de 1989, du rédacteur en chef du *Znamia komounizma*, quotidien paraissant à Noguinsk, une agglomération des environs de Moscou. Ce conflit est très intéressant par le fait que cette fois la glasnost a fonctionné à plein : beaucoup de journaux et revues, en effet, publiaient des comptes rendus détaillés sur son évolution. Poutchkov, le rédacteur principal du quotidien, avait été démis de ses fonctions sur l'ordre du Comité du PCUS de Noguinsk pour avoir publié des articles « déstabilisant les forces perestroïkistes ». En réalité, le *Znamia komounizma* avait publié pendant l'été de 1989, à l'époque de la campagne électorale, un article d'Affanassiev, député de la circonscription électorale de Noguinsk. Affanassiev avait remporté les élections haut la main aux dépens d'un candidat de la nomenklatura de la ville et avait publié un nouvel article dans le quotidien municipal avec des critiques acerbes à l'adresse de deux dirigeants de la municipalité et de la république. Le Comité du PCUS de Noguinsk qui est officiellement considéré comme l'éditeur du *Znamia komounizma* a interdit que soient publiés de nouveaux articles du député de la ville, car ils auraient « déstabilisé la situation politique et sociale ». A ce point il faut se souvenir de l'arrêté du I<sup>er</sup> congrès des députés du peuple de l'URSS qui confirmait le « droit prioritaire des députés de publier des articles concernant leurs activités d'élus du peuple dans les journaux paraissant dans leur circonscription ». Il faut remarquer que le rédacteur en chef Poutchkov ne s'est pas formalisé lorsque le Comité du PCUS a exigé de lui qu'il lui soumette les articles d'Affanassiev pour approbation. Le Comité interdisait successivement et logiquement, tous les articles d'Affanassiev que Poutchkov lui soumettait et ce dernier se pliait à ses décisions sans opposer de résistance, mais il fut licencié quand même, car les apparatchiks ne pardonnent aucune faute.

Un mauvais esprit dirait que la situation s'accordait parfaitement à l'atmosphère générale de la glasnost et de la perestroïka. Cela dit, on n'a pas pris en compte les réactions possibles des collègues de Poutchkov. Indignés par l'arbitraire de la mafia communiste, ces journalistes qui avaient tout juste commencé à croire à la perestroïka ont entamé une grève politique en exigeant que leur rédacteur en chef disgracié soit réem-

bauché. La grève a commencé le 3 novembre et le 20 novembre le tribunal de la région de Moscou l'a déclarée illégale du fait que les grévistes avaient oublié d'adresser un préavis à l'Oblpolygraphizdat (organisation qui s'occupe de l'imprimerie dans la région de la capitale). C'était une grève politique, mais vu qu'il n'y a pas de Loi soviétique sur les grèves politiques, le tribunal a pris la liberté de la qualifier de « conflit du travail » et, dans le principe, sa décision était conforme à la législation en vigueur.

Mais, sans même attendre la décision du tribunal, les apparat-chiks ont opéré des coupes sombres dans le personnel : ils ont notamment licencié Bobrov, rédacteur en chef adjoint et Linkov, président du Comité de grève. Au bout du compte, on a licencié tous les dix grévistes, et le briseur de grève Redkine, seul collaborateur de la rédaction qui n'a pas appuyé ses collègues, a obtenu le poste de rédacteur en chef. On a fait circuler une pétition : 8 000 électeurs de la circonscription de Noguinsk ont signé en faveur des grévistes. Mais en vain. L'intervention du Comité des jeunes communistes de Noguinsk, du Comité pour la glasnost du Soviet suprême de l'URSS, du Conseil pour l'éthique et le respect de la loi de l'Union des journalistes soviétiques, les commentaires dans les revues *Ogoniok* et *Journaliste*, dans les journaux *Sobessednik*, *Argoumenty i fakty* et *Journalistskié Novosti* (Les Nouvelles du journalisme) n'ont produit aucun effet. Les journalistes sont restés sans travail et l'appareil du parti poursuit sa lutte « pour consolider toutes les forces saines, afin de réaliser les objectifs de la perestroïka » (citation tirée d'un arrêté du bureau du Comité du PCUS de Noguinsk).

Noguinsk n'est pas loin de Moscou et les informations sur les sanctions contre des journalistes ont vite été reprises tout d'abord par la presse indépendante (*l'Express-Chronika* en faisant part le premier) et ensuite par la presse nationale. Il est beaucoup plus difficile de savoir ce qui se passe dans la presse des régions périphériques : c'est pourquoi je lis avidement toutes les bribes d'information sur les poursuites contre la presse qui commence à prendre ses distances vis-à-vis des autorités. Même les informations très incomplètes qui sont à ma disposition me permettent d'affirmer qu'on lance des offensives contre les journalistes un peu partout, depuis les républiques baltes (où les progrès de la liberté de la presse sont beaucoup plus sensibles) jusqu'à l'Asie centrale et la Sibérie (où la mafia communiste est beaucoup plus forte qu'à Noguinsk).

Les procédés dont on se sert pour museler la presse balte sont très variés. Encore au mois de novembre 1990, le journal, indépendant du PCUS, a raconté que le Comité du parti de Riga avait pris la décision de

reprenre le contrôle du *Rigas Balss* qui commençait à ruer dans les brancards. Le Comité de ville a institué une « rédaction sociale » composée de dix fonctionnaires communistes de rangs divers. Ils ne comprennent strictement rien au journalisme, mais cela ne les empêche pas de veiller à la préservation de la « pureté idéologique » du quotidien ; ils ont le pouvoir de refuser les articles qu'ils n'aiment pas et d'en insérer d'autres qui leur semblent utiles aux habitants de Riga. Une situation presque identique prévaut dans certains districts en Lettonie où les comités du PCUS ont imposé un contrôle très strict aux journaux locaux.

Notre pays est immense et chacun comprend la perestroïka à sa façon. La *Literatournaïa gazeta* du 13 décembre 1990 a raconté l'histoire du licenciement de Zapolski, rédacteur en chef adjoint du *Vetchemi Frounze* (Frounze soir). Le Bureau du comité du PCUS de Frounze lui avait reproché d'avoir reproduit dans le quotidien un article de la *Pravda* et quelques articles de l'agence Novosti. Cette fois encore le collectif de la rédaction a contesté la décision des dirigeants communistes et a menacé de faire grève. Les journalistes ont même envoyé un piquet devant le siège du Comité du parti, où le sort du journal se décidait lors d'une réunion spéciale. Les camarades kirghiz ont très habilement utilisé ce petit fait. Huit journalistes ont été convoqués devant le tribunal qui les a accusés « d'avoir manifesté pour exprimer leur opinion ». Le juge, qui se plaignait de pressions incessantes de la part du Comité, a déclaré qu'on avait exigé de lui qu'il fasse payer des amendes démesurées aux uns et envoie les autres en prison. Mais, étant un « homme honnête », il s'est borné à prévenir les journalistes qu'ils ne devaient plus prendre part à des manifestations de rue et n'avaient plus le droit de paraître là où se rassemblaient « des provocateurs désireux de s'exprimer ».

Et du moment qu'il est question ici de la presse soviétique dans son ensemble, il m'est impossible de passer sous silence la situation des journaux d'entreprise qui traitent surtout des problèmes dont se préoccupe leur collectif, que ce soit des problèmes industriels ou des problèmes de la vie quotidienne. Parfois, ces journaux prennent un engagement nettement politique. Dans le bassin houiller de Kouzbass où l'Union des mineurs de Kouzbass (organisation de caractère politique) ne possédait pas d'imprimerie, elle a fait appel à plusieurs journaux d'entreprise qui publient à tour de rôle le bulletin de l'Union. Tantôt c'est le *Jelesnodorojnik* Kouzbassa (Le cheminot du Kouzbass) qui abandonne ses soucis quotidiens pour faire paraître des numéros entièrement com-

posés de matériaux de P Union des travailleurs. La semaine suivante, cette tâche est confiée au journal *Za Bolchouïou Khimiyou* (Pour la grande chimie), ensuite au *Stroïtel* (Le bâtisseur) et ainsi de suite. Il faut garder à l'esprit que les travailleurs du Kouzbass ont une expérience de plusieurs mois de luttes incessantes pour obtenir le droit de s'exprimer.

Nous manquons terriblement de liberté en Russie. On se demande si la Loi sur la presse qui a été adoptée en 1990 pourra y remédier en quoi que ce soit. Dans tous les cas que j'ai cités, les fondateurs ou les éditeurs d'une publication ont essayé d'étouffer la voix des journalistes avides de liberté qui y travaillent : c'étaient le plus souvent les comités du PCUS de la ville ou de la région, les comités syndicaux ou l'administration. La Loi sur la presse resserre davantage ces entraves, car d'après ses dispositions, l'organe de presse ne peut être enregistré que si son fondateur est reconnu par les autorités. C'est le fondateur qui désigne le rédacteur en chef et approuve les statuts de la rédaction. C'est toujours le fondateur qui définit l'orientation générale de la publication et c'est lui également qui assume le rôle d'arbitre dans le règlement des conflits. Est-ce qu'on est en droit de parler de liberté dans ces conditions quand les journalistes se trouvent sous les ordres des fondateurs que nous avons vu en action ? Il ne faut pas attendre beaucoup de progrès de la presse officielle agissant toujours sous la férule de surveillants qui s'obstinent à contrôler tous ses mouvements.

A une certaine époque qui n'est pas encore très éloignée, à l'automne de chaque année, les comités du PCUS défalquaient du salaire des militants le prix de l'abonnement annuel à la *Pravda*. L'opération était effectuée d'une manière centralisée. Maintenant, les dirigeants soviétiques ont choisi une autre méthode : ils répartissent les réserves de papier, les imprimeries, la publicité, et imposent leurs prix.

Tout a changé à partir de l'automne de 1990. Si auparavant une maison d'édition littéraire (ou la rédaction d'un quotidien peu important) demandaient à une imprimerie d'exécuter leurs commandes, celle-ci ne refusait pas, mais exigeait d'être payée à des tarifs une fois et demi plus élevés que les prix normaux en prétextant le caractère complexe et urgent du travail. Mais on n'essayait pas de dépasser cette marge de profit assez confortable. Dans le contexte du marché, les prix courants (c'est-à-dire les prix de base) ont augmenté, mais personne ne les prend plus en considération. Les fournisseurs de papier, les imprimeurs et les postiers ont décidé d'imposer des prix contractuels qui ne sont pas plafonnés.

C'est ainsi que Gourévitch décrit le processus dans son article « La liberté du marché et de la presse » paru dans le numéro du 29 juillet 1990 des *Nouvelles de Moscou*.

La presse parle du rouleau compresseur qui peut l'écraser à chaque instant : le gouvernement a, en effet, l'intention d'organiser la campagne d'abonnement pour l'année prochaine de façon différente.

De loin tout paraît beau : la presse libre, grâce à la Loi sur la presse, aura accès au marché libre. La traditionnelle campagne d'abonnement ordonnée par en haut s'enfonce dans les brumes du passé. Le tirage, le papier, l'imprimerie, la distribution et même le prix de vente deviennent des sujets de souci pour les éditeurs et font l'objet d'accords avec de nouveaux partenaires. Mais en réalité, en signant un accord, c'est son arrêt de mort qu'on signe : le ministère de l'Industrie forestière (avec l'autorisation du gouvernement, naturellement), a décidé d'augmenter de 74 % les prix du papier à partir de 1991, et les imprimeurs, dont le matériel tombe en morceaux, exigeront 84 % de plus et la poste qui assure la distribution augmentera elle aussi ses tarifs. Étant donné que les prix réels sont encore plus élevés que les prix officiels, la glasnost coûtera presque trois fois plus cher au consommateur.

« Le premier pas dans le sens de l'économie du marché pourrait tourner à la catastrophe, même pour les publications les plus populaires, estiment les *Izvestia*. Alors que due des éditions très spécialisées ! Dans les conditions du marché, quelque 60 revues des Éditions Médecine qui sont déjà aujourd'hui pratiquement déficitaires, disparaîtront tout simplement... » En ce qui concerne les publications spécialisées appartenant à l'État, on ne peut rien proposer, sinon qu'elles soient subventionnées par leurs éditeurs, les ministères : il en était déjà ainsi auparavant et il faut revenir à cette pratique. Mais comment les autres vont-elles survivre ?

Nos collègues des *Izvestia* se sont visiblement emballés en annonçant des dangers, une catastrophe que causerait le marché. On ne peut pas être écrasé par quelque chose qui n'existe pas. Par contre, ce que nous avons déjà ou que nous sommes prêts à installer est dangereux. Nous conservons les mêmes structures monopolistes et l'État continue de pratiquer son occupation favorite qui est d'enlever et de redistribuer. Après avoir absorbé Soyuzpetchat, l'organisme de distribution, avec son demi-milliard de bénéfices, le Ministère des communications n'est pas devenu plus riche pour autant. Au lieu d'encourager les services de distribution parallèles ou de motiver les facteurs en leur accordant ne serait-ce qu'un milliard - et d'améliorer ainsi les ventes, l'État a préféré forcer les périodiques à plonger dans les poches des lecteurs. Mais en se servant des mains d'autrui, pour ainsi dire. Il agit avec la presse comme il a tenté d'agir, il y a deux mois, avec le blé. A ce moment-là, les exploitations agricoles exigeaient une augmentation du prix d'achat des céréales. Le gouvernement l'a donc augmenté. Mais en ce qui concerne les prix de détail, il les a soumis à l'examen du parlement, se disant qu'il valait mieux que les députés les augmentent à sa place pour garder bonne mine aux yeux des citoyens. C'est la même chose aujourd'hui : on augmente les salaires des distributeurs et des imprimeurs, mais en ce qui concerne les prix des publications, les éditeurs n'ont qu'à se débrouiller avec les lecteurs.

D'aucuns pensent que la presse est étouffée par une pénurie de papier artificiellement créée. Il y a deux ans déjà, on persuadait la population qu'il n'y en avait nulle part et qu'il faudrait limiter les tirages, mais lorsque les passions se sont déchaînées, le papier est apparu. D'autres se disent qu'en deux ans, la crise s'étant aggravée et la pénurie étant devenue générale, il n'y a pas de raison que le papier fasse exception.

D'une manière ou d'une autre, les journaux défendent leurs intérêts. Ayant oublié leurs appels à libérer les industries des corvées obligatoires imposées par l'État, ils exigent que l'État donne aux entreprises des instructions urgentes concernant la distribution du papier. La *Pravda* a même précisé à qui il convient de le distribuer. Le Conseil des ministres « doit, coûte que coûte, maintenir en 1991 le système des commandes d'État pour le papier » au profit des publications « sérieuses qui ne se sont pas compromises dans les horoscopes, la reproduction des rumeurs, commérages, anecdotes et autres potins ».

C'est un appel qui mérite qu'on lui prête grande attention. Mais si l'on commence à faire une liste des articles véhiculant les commérages et potins les plus retentissants, disons par exemple à propos d'Eltsine, la *Pravda* risque d'être impliquée elle-même. Et permettez-moi de demander qui pourra évaluer le « sérieux » d'un organe de presse ? En répondant aux questions des délégués du XXVIII<sup>e</sup> congrès du PCUS, Vadim Medvédev a défini son attitude envers *Argoumenty i fakty*, *Les Nouvelles de Moscou* et *Ogoniok* comme « réservée » et a promis d'« organiser une réponse à nos opposants ». A l'heure qu'il est, la réponse aux « opposants » peut être organisée facilement sur le plan économique : l'abonnement n'est pas interdit, mais seules les publications « sérieuses » obtiendront du papier.

A un moment catastrophique pour l'ensemble des périodiques, on trouve du papier pour augmenter le tirage d'une publication nationale qui ne compte pas parmi les journaux les plus populaires, écrit *Karetny riad* (Le marché des carrosses, ancien nom d'une rue de Moscou) qui paraît dans l'arrondissement Sverdlovski. On constate l'apparition d'une revue mensuelle les *Izvestia du CC du PCUS* et cela ne paraît pas contenter le « fondateur » qui lance aussi un hebdomadaire affilié à ces *Izvestia* sous le titre prétentieux de glasnost. Faut-il préciser que ces deux publications ne plafonnent pas leur tirage. Le département tout puissant a remporté la lutte pour le papier ». Mais le nom du vainqueur était connu d'avance. Si quelques-uns éprouvaient des doutes et craignaient que tout le papier ne soit versé au marché libre, ils ont été vite rassurés. Les producteurs de papier ont reçu une commande d'État ; on a proposé au Gosplan d'émettre des propositions concernant les quotas garantis pour les maisons d'édition. Les choses ont bougé ! Mais il faut encore savoir qui est le véritable gagnant.

Il est très possible qu'un nouveau scandale national éclate à cause des abonnements. Et il sera encore plus grand si la politique des prix du gouvernement prive les lecteurs de nombreuses publications. Dans cette situation, le silence du Comité parlementaire pour la glasnost semble de plus en plus étonnant.

Afin de survivre, les éditeurs de journaux et de revues créent en toute hâte une association nationale. C'est bien. Mais ce qui l'est moins, c'est que les publications périodiques n'ont hélas pas assez souvent leurs propres imprimeries. La crise du papier se transformera facilement en crise de l'imprimerie. Aucune décision prise aujourd'hui ne sera définitive. Et la presse devra porter la croix avec tout le monde sur le Golgotha national. Il y a cependant une solution plus réjouissante : la presse libre et le marché libre doivent se soutenir mutuellement pour le bien commun. »

En URSS, il y a 22 machines produisant du papier journal (le Canada en possède près de 500. J'en ai déjà parlé au début de ce livre : les conditions de travail dans l'industrie de la pâte et du papier sont tellement difficiles que les ouvriers perdent leurs forces et leur santé avant même l'âge de retraite, qui dans cette branche est accordée plus tôt que normalement. Je peux vous dire qu'au cours de mes visites aux usines de transformation du bois de Syktyvkar, une entreprise énorme, j'ai toujours déploré de ne pas avoir sur moi un masque à gaz. A côté des usines, à une distance de quelques centaines de mètres seulement, j'ai vu des quartiers d'habitation nouvellement construits pour les ouvriers. Si vous calculez les volumes de soufre et autres déchets rejetés annuellement dans l'atmosphère, vous comprendrez qu'il n'y a pas à Syktyvkar d'habitants bien portants. Auparavant, les bagnards composaient la main-d'œuvre principale dans cette partie de la RSSA des Komis, comme d'ailleurs sur l'ensemble du territoire de cette république couverte d'épaisses forêts. Beaucoup de camps et de barbelés ont été démontés depuis cette époque glorieuse, mais en gros, l'atmosphère du GOULAG se maintient. Les habitants de la RSSA des Komis sont décidés à rétablir la justice en imposant des prix exorbitants sur le papier et en refusant de remplir pour rien les commandes d'État.

Les usines de Syktyvkar ont déjà accueilli beaucoup de délégations d'hommes d'affaires américains et d'autres pays qui promettent de dégager des crédits et de moderniser la production en garantissant en plus la maintenance des équipements installés et la formation du personnel. Ils sont d'accord de ne prendre en retour qu'environ 30 % du papier *supplémentaire* qui sera produit grâce à l'implantation de systèmes de gestion électroniques pour les machines à papier déjà installées. Tout ceci contribuerait à assainir l'environnement et permettrait d'améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs des usines de transformation du bois de Syktyvkar qui sont aujourd'hui un *enfer*. Cependant, le Ministère des industries forestières n'a pas accepté ces propositions prometteuses et s'est lancé la tête la première dans une nouvelle campagne de désinformation : il n'a pas

donné d'informations authentiques même à la demande du Conseil présidentiel. Le ministre s'accroche au pouvoir, car il comprend que s'il est possible de régler les problèmes économiques et sociaux des exploitations forestières en se basant sur les principes du bon sens, on n'aura plus besoin de lui pas plus que du secteur du CC du PCUS chargé des ressources forestières. Ces lignes ont été écrites en août de 1990. Le CC a depuis perdu ses pouvoirs dans ce domaine, mais le ministre reste toujours à son poste. Et nous avons aussi des ministres pour la télévision et pour la presse périodique. Les imprimeries sont subordonnées à un autre ministre et il fait de son alors que mieux pour les développer à sa manière, qui n'a rien à voir avec le sens commun. Les réserves de papier sont réparties par le Conseil des ministres : inutile de préciser une fois de plus qu'avec ce système les publications du PCUS n'en manquent pas ? Et cet état de choses va durer jusqu'au moment où les lecteurs exigeront haut et fort une authentique liberté pour la presse.

Jusqu'ici l'idéologie stalinienne règne à tous les échelons du vaste mécanisme économique et idéologique, qui a un énorme potentiel de résistance. La société et l'économie tombent en ruines, mais le mécanisme du pouvoir qui se trouve entre les mains de l'appareil du PCUS n'a pas encore épuisé ses ressources. Il existe à Moscou une organisation dont le siège se trouve dans une petite rue tranquille à quelques pas de la place Pouchkine et qui porte sur son enseigne des lettres énigmatiques, VAAP. C'est l'Agence soviétique pour les droits d'auteurs qui a été de tout temps la bête noire des intellectuels : on la couvrait d'épithètes scandaleuses déjà à l'époque où la critique des établissements d'État n'était pas tolérée. Aujourd'hui, on pourrait composer plusieurs volumineux fascicules avec les déclarations indignées de ceux qui ont eu affaire à cette agence. Mais rien n'a changé.

Auparavant, on avait une peur bleue des fonctionnaires de cette organisation, choisis de préférence parmi les agents du KGB à la retraite, et l'on tolérait patiemment toutes leurs exactions : il arrivait que la VAAP prélève au profit du Trésor jusqu'à 90 % des honoraires touchés à l'étranger par les chercheurs, les écrivains, les acteurs soviétiques. Tout le monde était au courant des régies du jeu et les acceptait. La nomenklatura, les hauts fonctionnaires des unions d'écrivains et d'artistes et des organisations soviétiques officielles savaient contourner habilement les interdits de la VAAP pour traiter directement avec les éditeurs étrangers, y compris les questions financières. Le directeur d'une maison d'édition moscovite (ou tbilissienne) était toujours au courant des travaux de fabrication de son roman chez un des éditeurs polonais (par exemple) et se

rendait quand il le fallait à Varsovie pour toucher le total de ses honoraires sans rien verser à la VAAP. Le représentant de la VAAP dans le pays était au courant. Ce qui était possible pour un directeur était à plus forte raison possible pour les fonctionnaires des « partis frères » qui se rendaient volontiers des services semblables les uns aux autres. A ce sujet, la VAAP avait toujours des explications plausibles, disant que l'ouvrage en question avait été remanié en version étrangère ou en deuxième édition et qu'il était très important, une sorte de « commande sociale » réalisée par l'auteur soviétique à la demande des « camarades étrangers ». Les « camarades étrangers » avaient tout l'intérêt à le faire, car on leur rendait des services pareils. Les camarades les plus fidèles touchaient leurs honoraires en URSS non pas en roubles, mais en devises étrangères à un cours d'échange très avantageux.

Actuellement, la VAAP vit à l'heure de la réorganisation. Ses dirigeants adoptent d'autres orientations et prétendent être indépendants des bons conseils de Staria Plochtchad (place au centre de Moscou où se trouve le siège du CC du PCUS) et se guider surtout d'après les suggestions des juristes et des financiers. Mais la VAAP n'en bafoue pas moins les droits des intellectuels. Notre État dépouille ses intellectuels sans vergogne, ce qui les plonge dans la misère et leur impose de choisir entre l'abandon de leur métier et l'émigration.

L'État ordonne à ses artistes de faire l'éloge du régime sans pousser de fausses notes et sans ménager les nuances de la couleur rose. Jusqu'à la fin des années 80, la nomenklatura communiste était d'accord pour payer l'interprétation par les intellectuels de cet hymne au socialisme. Sa mélodie se modifiait légèrement suivant la conjoncture politique au Kremlin et avec le changement des dirigeants supérieurs. Et en conséquence bien des œuvres acceptées de bonne grâce il n'y a pas longtemps devenaient soudain inacceptables.

Non seulement l'avenir, mais aussi le passé sont toujours imprévisibles dans la réalité soviétique. Jusqu'ici, toutes les archives d'État (le patrimoine historique de la nation) restent fermées au grand public et aux chercheurs. Nikita Khrouchtchev a raconté dans ses mémoires que pour préparer son rapport au XX<sup>e</sup> congrès du PCUS il a dû d'abord dépouiller lui-même des sacs entiers de documents qu'on avait transportés dans son cabinet de travail depuis les Archives centrales du parti. Il a fait un tri préliminaire et a pu plus tard remettre quelques documents à l'équipe qui préparait ses discours.

Les Archives d'État de l'URSS (Glavarkhiv) se sont avérées beaucoup plus difficiles à manier que le Glavlit. Ces archives ont pour tâche de

« protéger les Soviétiques de la nocive influence occidentale et de celle de l'idéologie bourgeoise ». Les archives du KGB, du Ministère des affaires étrangères, du Ministère de la défense, du CC du PCUS contiennent des documents et des informations très intéressants pour l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle. Jusqu'à ces dernières années, beaucoup de ces documents étaient cachés à tout le monde. Les chercheurs soviétiques savent parfaitement qu'il est souvent beaucoup plus facile d'obtenir le droit d'aller travailler dans les archives et les bibliothèques occidentales pour obtenir tout dont ils ont besoin que de pénétrer dans les archives et dépôts spéciaux soviétiques. On sait que les permissions de travailler dans les archives sont délivrées par les ministères et les organisations auxquelles ces archives appartiennent, et plus précisément par des dirigeants du rang des MM. Chevardnadzé, Krutchkov, Yazov et Gorbatchev qui ne sont pas toujours disposés à accueillir de jeunes chercheurs pour discuter avec eux les sujets de leurs thèses de doctorat. Même si nous supposons que les portes de leurs cabinets sont grand ouvertes à tout le monde (ce qui évidemment n'est pas le cas), beaucoup de chercheurs et d'écrivains eux-mêmes refuseront d'être initiés aux secrets d'État : en effet, cette initiation implique notamment l'engagement écrit de ne pas les divulguer, de ne pas partir à l'étranger, et de ne pas contacter des citoyens d'autres pays.

En 1990, des commissions parlementaires soviétiques ont timidement commencé à discuter quelques projets de loi sur les archives. Car il est dangereux d'exiger l'accès au sanctuaire des documents secrets, vu que leur publication pourrait priver de pensions-retraites des milliers de bourreaux et de mouchards qui sont toujours en vie et se la coulent douce. Les peuples de l'URSS condamneraient les communistes et renverseraient tous les monuments au guide de la révolution et à ses successeurs qui restent encore dans notre pays ; pis que ça, l'ensemble des apparatchiks se trouveraient du coup hors la loi. Les citoyens mettraient en ruines tous les panthéons communistes, des centaines de sépultures qui se trouvent dans le mur du Kremlin et ils n'en épargneraient qu'une dizaine seulement, à coup sur les urnes contenant la dépouille mortelle des aviateurs et des cosmonautes qui ont péri en s'acquittant de leur mission. Il serait horrible d'apprendre soudain sur notre passé tout ce qui a été caché et préservé farouchement pendant des décennies.

Mais nous n'avons pas d'autre choix. Si nous ne divulgons pas maintenant les archives du PCUS et de la police politique de la période du léninisme-stalinisme, à Moscou comme dans l'ensemble des républiques fédérées soviétiques, de nouvelles générations de stalinistes et de néofascistes soviétiques auront l'impression que les crimes sont vite oubliés et

qu'eux non plus n'auront jamais à rendre des comptes pour l'arbitraire, la terreur et la violation des droits de l'homme. Celui qui écrit aujourd'hui des délations doit savoir que, tôt ou tard, ses enfants condamneront ses activités actuelles. Aucun crime ne doit rester secret. Même des pharaons égyptiens tout puissants se gardaient d'user trop de leurs pouvoirs absolus, car Après leur mort, ils n'étaient inhumés que si personne parmi leurs sujets ne présentait publiquement de preuves irréfutables des crimes que le souverain aurait commis. Notre société ne peut pas se permettre le luxe d'entretenir éternellement des appareils de communistes et de tchékistes qui, eux, ne rendent compte à personne. Les agissements des enfants prodiges de la Patrie doivent être révélés publiquement. Après avoir rétabli le prestige des sciences sociales et des médias, nous aurons une idée plus réaliste de notre passé, de notre présent et de notre avenir. Nous saurons alors apprécier à leur juste valeur tant nos « opposants idéologiques » que les représentants de la culture occidentale qui, directement ou indirectement, consciemment ou non, avaient essayé de blanchir nos guides communistes.

Dans l'État de droit auquel nous aspirons, l'accès aux archives sera défini par la Loi comme dans n'importe quel pays civilisé. Si la glasnost survit, la douane soviétique sera forcée de fermer ses sections de contrôle sur les produits imprimés et les enregistrements audiovisuels. Même aujourd'hui, ces institutions sont anachroniques, ce qui n'empêcherait pas les douaniers, en 1990, de confisquer des livres édités à l'étranger, des caricatures de dirigeants soviétiques, des cassettes avec des longs métrages occidentaux et des livres de culte. Il n'existe pas de règlement précis de ce type d'activités, ni de listes suffisamment complètes des produits interdits, ce qui provoque un mécontentement justifié des étrangers et mêmes des Soviétiques qui sont pourtant habitués à l'injustice. Essayez un peu d'amener en URSS trois Bibles : on dira que vous êtes un spéculateur ; et tentez d'introduire en URSS des livres que vous pourrez revendre au triple de leur prix. Par ailleurs, une grande partie des produits imprimés et largement diffusés en URSS est interdite à l'exportation. Quels sont ces produits ? Aucun douanier ne saura vous le dire, car il se guide dans son travail sur ses propres convictions et sa propre intuition.

Laissons en paix la douane qui malgré tout ne reste pas insensible aux vents du renouveau, et visitons plutôt un bureau de poste : vous apprendrez qu'il est interdit d'envoyer à l'étranger plus d'un jeu de cartes postales, dont le nombre ne doit pas dépasser 10 pièces. Il s'agit des cartes postales tout à fait ordinaires avec des paysages ou des vues de villes que

l'on trouve dans la plupart des librairies et dans bien des kiosques. Cet interdit s'appliquait en juillet 1990, je peux en témoigner personnellement. Qui plus est, il est interdit d'envoyer à l'étranger des cartes postales représentant des monuments architecturaux de Pétrodvoretz et de Pouchkine (les *Izvestia* du 5 juillet 1990). Vous pouvez les prendre avec vous en partant dans un autre pays, mais vous ne pouvez pas les poster, ce qui est assez curieux. Même chose en ce qui concerne certains albums d'art. Force est de reconnaître que notre Poste n'a pas encore dépassé l'âge du stalinisme.

Tout habitant de Moscou vous dira qu'au début de 1990 aucun annuaire du téléphone ne contenait les numéros des ambassades, des représentations commerciales, industrielles et de presse des pays étrangers. Tout ceux qui reçoivent une correspondance de l'étranger savent que les lettres et les colis contenant des journaux et des revues mettent parfois plusieurs semaines pour arriver à Moscou : c'est le délai minimum quand il s'agit d'abonnés haut placés, car tous les autres doivent attendre plus longtemps encore.

En août 1990, quand la CENSURE n'existait pas officiellement, on a organisé à Leningrad une exposition du livre à bord du navire *Le Lotus-2*. Deux cents chrétiens de 35 pays y sont venus pour proposer aux visiteurs de regarder et d'acheter éventuellement à des prix modestes, en roubles, plus de 3 000 titres de littérature artistique, ainsi que des livres à caractère religieux, des livres pour enfants, des ouvrages de référence et des dictionnaires. C'étaient d'excellents échantillons des produits édités tout récemment dans des maisons d'édition étrangères. Mais les autorités ont interdit la vente des livres, y compris de la Bible et des livres illustrés pour enfants. Y a-t-il des changements en URSS ? Évidemment, car nous venons de vous exposer le contenu d'un article critique à ce sujet paru dans les *Izvestia* du 3 août 1990. Il y a un an, aucun journal soviétique n'aurait eu le courage de le publier.

Prochainement, tous les tribunaux soviétiques seront submergés par des recours en justice de citoyens contre des bibliothèques et des archives refusant d'ouvrir au grand public leurs dépôts spéciaux. La reconstitution de l'intelligentsia soviétique, du potentiel scientifique et créateur du pays, de l'opinion publique civilisée, tout devient possible à condition que les autorités soviétiques revoient enfin leur attitude envers les bibliothèques et les archives. C'est ainsi que les *Spetskhrams* (dépôts spéciaux) doivent être accessibles à tout le monde, sauf disposition contraire de la Loi concernant des documents d'importance suprême. Mais il est absurde d'interdire la communication aux lecteurs de milliers de livres ; c'est là un

crime. En 1989, le gouvernement a donné l'ordre de verser la plupart de ces livres dans les fonds des bibliothèques ouverts aux lecteurs. Mais il est clair que ce processus peut prendre beaucoup d'années. C'est tellement simple pour les bureaucrates. Ils essaient de gagner du temps en espérant que la glasnost n'est qu'un dégel passager.

Des centaines d'intellectuels soviétiques ont déjà publié des centaines d'articles dans lesquels ils ont essayé d'attirer l'attention publique sur le sort des bibliothèques qui se trouvent aujourd'hui dans un état déplorable. Mais personne ne fait rien pour sauver les fonds d'une valeur inestimable qui brûlent, qui sont inondés, sont gelés et qui pourrissent. A l'époque post-stalinienne, des branches du PCUS et du Ministère de la défense ont construit des bâtiments somptueux au centre de Moscou. Même le présidium de l'Académie des sciences de l'URSS (l'État-major d'une science soviétique déclinante) a eu droit à un bâtiment pompeux. Mais les bibliothèques et les galeries de peinture végètent toujours sans espoir d'amélioration. Les apparatchiks n'ont évidemment pas besoin de livres et de manuscrits. Les permanents du parti et les membres du Politburo des années 80 qui sont aujourd'hui à la retraite ou ne sont plus de ce monde étaient tous, sauf quelques rares exceptions, des hommes dont le niveau d'instruction était très bas. Ils étaient, certes, doués pour certains types d'activité, avaient des talents innés pour se débrouiller et n'étaient pas privés de sens commun. Mais ils avaient été élevés dans la méfiance à l'égard de tout ce qui touchait de près ou de loin aux intellectuels et préféraient voir aux postes dirigeants des bibliothèques, des maisons d'édition et des archives non pas des professionnels cultivés, mais des censeurs et des agents du KGB.

On peut comparer les bibliothèques soviétiques aux bibliothèques occidentales, les archives soviétiques et les archives étrangères, se dire qu'il y a à Paris des dizaines de bibliothèques bien équipées en tout ce qui leur est nécessaire, évoquer le Centre Georges Pompidou et les travaux de construction de la nouvelle Bibliothèque nationale. Actuellement, l'opinion publique peut voir à la télévision et lire dans la presse la description de la somptueuse bibliothèque du Congrès américain. Mais pour ne pas nous éloigner trop de la vie soviétique de tous les jours, qui n'a rien de réjouissant, lisons plutôt un article paru dans *Les Nouvelles de Moscou* du 5 février 1989. Il avait pour titre : « Si nous perdons du temps, des manuscrits d'une valeur inestimable se transformeront en poussière » :

**Les longs couloirs souterrains aux murs tapissés de tuyauteries entourées de chiffons sont parcourus par des chariots chargés de manuscrits provenant du cœur de la**

Bibliothèque Lénine. On est en train de les transférer de la Maison Pachkov, où il y a avoir des travaux de réparation, dans les locaux d'une imprimerie hors service située à proximité. Or, là-bas la température atteint près de 30°C et l'humidité n'est pas réglée, ce qui signifie, selon les spécialistes, que le papier pourrira et que les dégâts seront irréparables. Est-ce donc une rechute de cette maladie ancienne de notre société, le mépris de l'héritage culturel ?

Le fonds des manuscrits de la Bibliothèque Lénine est un des plus riches au monde. Il contient, entre autres, l'exemplaire unique de l'Évangile de l'Archange de 1092, le célèbre Évangile Mariinski, manuscrit glagolitique du XI<sup>e</sup> siècle, l'Évangile Khitrovo, chef-d'œuvre du XIV<sup>e</sup> siècle illustré par Andrei Roublev. Il y a des dizaines de milliers de manuscrits en ancien slavon et en ancien russe, des manuscrits grecs, arabes, persans, turcs, hébreux, indiens, chinois, européens conservés pendant plus d'un millier d'années, des lettres et des manuscrits de Lermontov, de Dostoïevski, de Gogol, de Tourgueniev, de Nékrassov, de Korolenko, de Tchékhev, d'Ostrovski, de Brussov, d'Esséine, de Boulgakov... 825 collections en tout. Des mécènes occidentaux proposent jusqu'à cent millions de dollars rien que pour garantir la conservation d'une de ces collections, celle du baron Guinzbourg.

— Rien que pour la conservation ! souligne Victor Dériaguine, responsable du département des manuscrits.

Nous jugeons nécessaire d'attirer votre attention sur l'État catastrophique des fonds... Cette phrase se répète dans d'innombrables documents constatant l'état lamentable des systèmes de ventilation, des conduites d'eau, du réseau d'éclairage, de la signalisation anti-incendie, des ascenseurs et des transporteurs automatiques.

La presse, inquiète du sort de la bibliothèque nationale, a sonné l'alarme. Surtout lorsque les constructeurs de métro ont ébranlé le sous-sol au-dessous de l'édifice de la bibliothèque avec leur matériel, la mettant dans un état désastreux.

Ces faits sont notoires, l'opinion publique a protesté, mais rien n'y a fait. L'année passée on aurait pu célébrer le 20<sup>e</sup> anniversaire de la première décision du Conseil des ministres de l'URSS sur la modernisation de la bibliothèque. Il y a eu aussi deux autres décisions gouvernementales sur la construction, le réaménagement et le développement de l'infrastructure de la célèbre bibliothèque. Elles n'ont guère été réalisées.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, la bibliothèque n'a plus de véritable maître et défenseur. Le Ministère de la culture se soucie surtout de cacher sa situation réelle. Le directeur de la bibliothèque, N. Kartachov, s'occupe, au moment où il faut sauver les collections menacées de destruction, de la création d'un somptueux musée du Livre dans la Maison Pachkov, après la restauration de celle-ci !

La Bibliothèque Lénine jouit de subventions des dizaines de fois inférieures à celles qui sont octroyées aux bibliothèques de même importance dans le reste du monde. Ces moyens ne suffisent même pas à maintenir un ordre rudimentaire, sans parler du développement. La Bibliothèque achète de moins en moins de livres à l'étranger : 3000

en 1987, 2000 en 1988. Cette année, on en achètera au mieux un millier. Il y a eu des années, où elle n'a pas acheté de livres, car elle ne disposait pas d'argent !

Le pays qui peut financer la construction du chemin de fer Baïkal-Amour et le projet de la navette spatiale n'a-t-il plus aucun moyen pour sauver ses richesses culturelles ?

La dégradation du domaine de l'information et de la culture a porté un préjudice énorme à toute la vie sociale en URSS. Les instituts de recherche dans les sciences humaines, les facultés, les bibliothèques et les archives sont pleins de cerbères bornés qui ne connaissent pas leur métier. C'est avec un grand étonnement que les *Izvestia* du 24 juillet 1990 ont signalé le fait que les archives de films et de photos de Krasnogorsk, le dépôt le plus important en URSS pour les documents de ce type, comptent très peu de chercheurs et de collaborateurs scientifiques qui jouissent de quelque réputation dans leur métier. Les Archives centrales des documents photographiques et cinématographiques, un des établissements le plus importants au monde, qui possède une riche collection de documentaires, ne comptent parmi leur collaborateurs aucun spécialiste de la cinématographie. Des microorganismes abîment les films de valeur inestimable d'une cinémathèque dont les documentaires commencent par le couronnement du tsar Nicolas II et vont jusqu'au premier vol spatial habité. On n'observe pas les normes requises de température et d'humidité. Les pellicules ne sont pas éternelles et il faut enregistrer les images sur des supports électroniques : c'est ce qu'on fait depuis longtemps au Japon. Mais Krasnogorsk est trop loin de Tokyo. La directrice des Archives Zapriagaïeva, désignée à ce poste par le comité du PCUS de Krasnogorsk, n'aspire nullement à élever le niveau scientifique et technique de l'établissement. On n'y admet que rarement des visiteurs et le régime secret rend possible de liquider sans trop de bruit les anciens fonds. Dans les années 20 et 30, on a rasé des centaines d'églises à Moscou - et alors ? La destruction des pellicules se fait d'elle-même sans attirer l'attention de personne, de même que celle des fonds de la bibliothèque la plus vaste d'URSS. On peut même invoquer des causes objectives : auparavant, l'atmosphère des villes soviétiques était moins polluée.

Nous vivons à l'époque de la révélation de ce qui a été caché jusqu'ici. C'est ainsi qu'on commence à apprendre quelque chose du budget militaire. L'État a reconnu qu'il donnait auparavant des informations truquées à ce sujet, mais nous, de notre côté, n'étions pas très curieux de connaître la situation dans le pays : le nombre des invalides et le nombre des illettrés, les données précises du recensement de la popula-

tion et le budget du KGB, le montant de nos réserves en or et de nos dettes envers les pays étrangers. Cela sans parler des statistiques qui, assez souvent, ne sont pas simplement erronées, mais franchement truquées. Nous voulons tromper les autres, mais nous nous trompons nous-mêmes. Est-ce que ces mensonges nous aident à survivre ? Je n'en sais rien. Mais la manie du secret total permet aux autorités d'inculper n'importe qui de calomnie ou de divulgation de secrets.

L'exemple le plus récent c'est la dégradation, l'interdiction d'exercer des fonctions militaires, la déchéance des honneurs, la privation de pension-retraite infligées à l'ex-général du KGB Kalouguine. Quelle a été la cause de toutes ces sanctions contre lui pendant l'été de 1990 ? Il avait été trop bavard avec les journalistes et les députés. Mais si tout ce qu'a révélé Kalouguine était des calomnies ou des secrets d'État, pourquoi ne pas le traduire en justice ? On l'a menacé tout simplement de poursuites judiciaires, mais on n'a même pas daigné engager l'instruction. De telles choses sont possibles maintenant, dans la sixième année de la perestroïka lancée par Gorbatchev. L'ex-général s'est avéré un homme très prudent et expérimenté sur le plan politique. S'il avait commis une petite erreur, il aurait pu partager le sort des milliers de ses compatriotes que les autorités ont condamnés pour espionnage, accusation absurde mais fatale : il était pratiquement impossible de prouver le contraire. Même si parfois le fautif n'était pas accusé d'espionnage, il y avait toujours la possibilité de le tenir en respect par l'éventualité même de cette accusation. On sait maintenant que cette menace pesait même sur Lénine, Staline ou Mikoïan.

Nous sommes à l'époque de la glasnost. Les *Izvestia* du 14 août 1990 ont révélé que l'ex-général du KGB a déposé une plainte au tribunal de Moscou contre MM. Gorbatchev, Ryjkov et Krioutchkov pour l'avoir privé de ses décorations d'État. Tout le pays, et même tout le monde, suivaient attentivement le développement de cette farce politique qui d'un seul coup a placé Kalouguine au rang des martyrs de la perestroïka, à côté d'Ivanov et de Gdlian. L'ancien général est devenu assez facilement député du peuple de l'URSS, ce qui n'était après tout qu'un atout de plus pour le KGB. Rien n'est perdu pour une agence qui compte parmi ses effectifs des hommes de la trempe de Kalouguine !

La CENSURE soviétique authentique ne se réduit pas au seul culte du secret. Elle se soucie également de lancer des slogans propagandistes retentissants. On sait que l'agence TASS est un des filtres dans le système de contrôle échelonné des médias soviétiques. L'Agence télégraphique de l'Union soviétique est l'analogue du Glavlit à ceci près que, si le Glavlit indique ce qui ne doit pas être publié, l'Agence TASS

distribue ses matériaux sur le territoire national en précisant qui doit les publier et quand cela doit être fait. Il s'agit évidemment de matériaux politiques des plus importants qui sont dénaturés par le trio CC du PCUS/Kremlin/TASS ou, tout au contraire, sont enrichis au point que l'on ne peut plus les reconnaître. Dans sa rubrique « Le Phare de la glasnost » l'hebdomadaire *Argoumenty i fakty* du 7 juillet 1990 a commis un crime de lèse-majesté à l'encontre du régime soviétique en publiant un article titré « Qu'est-ce que nous publions sous le cachet de TASS ? ». « L'agence TASS est habilitée à déclarer... », cette formule dont j'ai déjà parlé, est devenue un vrai slogan de l'Agence télégraphique la plus importante. Papet, le correspondant spécial de TASS pour la RSSA des Mordves, a révélé aux lecteurs soviétiques ce que cette phrase signifiait au juste :

Pour commencer je vous proposerai deux variantes d'une communication du correspondant de TASS. La première, telle que l'agence l'a distribuée et telle que les médias l'ont reproduite :

« SARANSK. Les communistes de la RSSA des Mordves ont choisi 18 délégués au XXVIII<sup>e</sup> congrès du PCUS et, parmi eux, les camarades Vas-sine, chef d'une équipe de monteurs du Groupement de construction d'immeubles ; Zorine, médecin de l'hôpital central du district de Kovytkino ; Bérésine, premier secrétaire du comité régional du PCUS de la RSSA des Mordves ; Outchaïkine, Président du Conseil des ministres de la RSSA des Mordves ; Storojev, directeur général du Groupement Mordovtsément » et bien d'autres.

Et maintenant, je vous donne le texte complet transmis par le correspondant de l'Agence TASS en RSSA des Mordves :

« SARANSK. Le 11 juin (TASS). Les communistes de la RSSA des Mordves ont choisi 18 délégués au XXVIII<sup>e</sup> congrès du PCUS. La campagne électorale au sein de l'organisation régionale du PCUS a pris fin. Parmi les délégués, il n'y a que deux travailleurs : Vassine, chef d'une équipe de monteurs du Groupement de construction d'immeubles, et Zorine, médecin de l'hôpital central du district de Kovytkino. Tous les autres délégués sont des responsables de différentes structures étatiques et économiques et des secrétaires de comités régionaux du parti de divers niveaux. En l'absence de candidatures alternatives ont été élus dans leurs circonscriptions cinq candidats : Bérésine, premier secrétaire du comité régional du PCUS de la RSSA des Mordves ; Outchaïkine, Président du Conseil des ministres de la RSSA des Mordves ; Storojev, directeur général du Groupement Mordovtsément ; Vassine, chef d'une équipe de monteurs du Groupement de construction d'immeubles ; Nénachev, Président du Comité d'État de l'URSS pour la télévision et la radiodiffusion.

*La conclusion s'impose d'elle-même.* Depuis longtemps, l'agence TASS, en tant que partie intégrale du système bureaucratique et administratif, ne prend pas en compte

les souhaits et les désirs du peuple et se borne à desservir les instances bureaucratiques qui ont fait leur temps. Ses activités sont déformées par la dépendance où le CC du PCUS la maintient encore aujourd'hui. C'est au CC que l'on discute les plans état-major de l'agence ; c'est là que l'on demande des ressources et des majorations de salaires. L'agence d'information pilote de notre pays se guide depuis plusieurs dizaines d'années sur les ordres du CC et se plie au diktat des dirigeants supérieurs du PCUS. Elle se spécialise dans la préparation de matériaux principalement pour les journaux nationaux et dans la meilleure tradition de la présentation de rapports innombrables.

*Est-ce que l'Agence TASS dit la vérité et rien que la vérité ?* Sous la pression du CC, les matériaux de l'agence ont pris une coloration fortement idéologisée. Le désir de fane le jeu du CC du PCUS amené à la déformation des processus et des phénomènes qui se manifestent au sein de notre société, ainsi qu'au sein du parti lui-même.

Des manipulations comme celle que nous venons de décrire ne sont plus tolérables à l'heure actuelle. Seulement, l'Agence TASS dans l'état où elle se trouve, ne peut pas y renoncer. Son isolement par rapport à la vie réelle, son orientation vers une « vérité absolue », son absence de principes ont fait qu'un cinquième seulement de ses dépêches paraissent dans la presse ou sont diffusées par la radio et la télévision. Assez souvent, elles sont publiées dans des périodiques de faible tirage. L'agence ne fait rien pour abonner à ses informations de nouveaux partis, mouvements, de nouvelles structures et organisations - sans parler des associations naguère « informelles » et, à plus forte raison, des associations non enregistrées par les autorités. Faut-il remarquer que cette absence de contacts avec le monde extérieur se répercute sur la qualité des matériaux de l'agence. Ce n'est pas par hasard que l'on constate l'apparition d'agences d'information nouvelles, alternatives, dans le pays. J'en ai traité au début de ce livre.

*A tout hasard, il faut mettre certains matériaux dans les tiroirs.* L'agence a, paraît-il, pris goût à cet isolement vis-à-vis du peuple et poursuit toujours sa même politique. En invoquant des prétextes factices, l'agence nivelle, abrège, et déforme les matériaux de ses correspondants jusqu'à ce que leurs textes perdent leur sens. La multiplication, ces derniers temps, de « rédactions générales » et de « rédactions unies » qui travaillent chacune d'après leur propre plan contribue pour beaucoup à aggraver ces processus négatifs. Beaucoup d'unités fonctionnelles de l'agence ont perdu pratiquement tout contact avec les correspondants spéciaux et produisent leurs propres « chefs-d'œuvre » sans quitter la capitale. Faut-il préciser que ces écrits n'intéressent personne dans la province ?

*Que faut-il faire ?* Cela n'intéresse nullement la presse écrite et parlée de la Russie et sa population. Pourtant le glasnost tous azimuts est inconcevable si l'on n'a pas d'informations prises sur le vif. Les journaux, la radio et la télévision ne pourront pas à eux seuls réaliser ce travail d'envergure. Il faut absolument implanter une Agence télégraphique de Russie (RosTA).

Il n'y a aucun obstacle à son organisation. Des bureaux de TASS parfaitement

équipés sont disséminés sur tout le territoire de Russie. La base technique de TASS à Moscou répond aux exigences internationales les plus élevées. Ces infrastructures suffisent pleinement pour organiser l'Agence télégraphique de Russie.

*A-t-on besoin des oracles ?* Compte tenu de l'éventuelle implantation de l'Agence de Russie et dans le contexte de la perestroïka, il faut revoir beaucoup des fonctions habituelles des médias en ce qui concerne l'information de la population. Pourquoi notamment la radio nationale ne fait-elle que rarement des comptes rendus du contenu des journaux et donne-t-elle la préférence à la seule *Pravda* uniquement ? Un résumé de ce quotidien, qui est fait pour éclairer la vie intérieure du PCUS, ne devrait pas intéresser la majorité de la population, à en juger par le tirage du journal. Pourtant des comptes rendus du dernier numéro publié sont présentés à la radio trois fois au cours de la matinée. On constate ici une injustice et un déséquilibre important. Il existe un grand nombre de publications beaucoup plus populaires dont l'Agence de Russie pourrait présenter un résumé aux habitants de la Fédération.

Lénine, Staline et leurs successeurs moins glorieux ont mis au point tout un système de couverture informationnelle du passé, du présent et de l'avenir. Les mensonges insolents ou subtils ont été de tout temps à la base de la propagande soviétique totalitaire, et les sciences sociales à son service. La CENSURE et l'Agitprop (l'actuel Département idéologique du CC du PCUS) devraient être contents. Les historiens du PCUS et de l'URSS ont si longtemps travaillé dans le des galimatias qu'ils sont aujourd'hui incapables de s'exprimer autrement. Mais le plus grave est qu'ils se recopient. La revue *Ogoniok* du 19 mai 1990 a publié une lettre d'un de ses lecteurs, Bondarenko, un journaliste de Donetsk :

Quels sujets sont choisis aujourd'hui en sixième année de la perestroïka soviétique pour écrire les thèses de doctorat ?

Je vous propose de consulter le Bulletin n° 1 pour 1990 de la Commission d'attestation supérieure auprès du Conseil des ministres de l'URSS. Dans les rubriques « Histoire » et « Philosophie » vous pouvez lire des annonces suivantes :

« Ont été soutenues des thèses pour le titre du Docteur d'État sur les thèmes suivants :

- Les activités des organisations du PCUS du Kazakhstan pour éduquer les travailleurs des industries dans l'esprit de l'attitude créatrice au travail (dans la période entre 1959 et 1970) ;
- La gestion par le PCUS du développement et du renforcement de la coopération économique entre les républiques soviétiques dans les années 60 et 70 (sur l'exemple de la RSS du Kazakhstan) ;
- La gestion par le PCUS de la formation des intellectuels en Ouzbékistan (dans la période de 1961 à 1985) ;

- L'éducation antireligieuse sur la base des méthodes scientifiquement argumentées des habitants de la campagne en Ouzbékistan dans les années 60, 70 et 80 ;
- Les valeurs internationalistes du peuple soviétique en tant que nouvelle communauté humaine historique (les aspects théoriques et méthodiques) ;

Et ainsi de suite. Que peut-on y ajouter ? A mon avis, tout commentaire est superflu.

Le journal *Moskovski komsomolets* du 16 janvier 1991 a publié une déclaration de la présidence de P Union des journalistes de Moscou condamnant l'intervention militaire contre la Lituanie pendant laquelle des civils ont été tués ou brutalisés.

La mainmise militaire sur la Maison de la presse, les bâtiments de la radio et de la télévision, et les autres moyens de communication est caractéristique d'une invasion planifiée ayant pour but de renverser le gouvernement légitime d'une république souveraine et de priver son peuple du droit à une information objective et exhaustive. La présidence de l'UJM l'a qualifiée de violation grossière des droits constitutionnels et des normes morales universellement reconnues.

La présidence de l'UJM a aussi présenté ses condoléances et témoigné sa sympathie aux familles de ceux qui ont trouvé la mort dans cette tragédie.

La présidence de l'UJM a appelé tous les journalistes honnêtes à faire preuve de fermeté et de courage en ce moment crucial pour le pays, et à défendre les valeurs de la démocratie, tout en commentant les événements de façon véridique et avec un sens des responsabilités élevé.

La présentation franchement tendancieuse de l'information par l'agence TASS et la télévision centrale ne contribue pas au règlement du conflit et ne fait qu'approfondir et attiser la haine et les nationalismes, pouvait-on lire dans la déclaration de la présidence de l'UJM.

Soutenu par des militaires aux ordres du Kremlin, le Parti communiste de Lettonie s'est emparé, le 2 janvier 1991, de la Maison de la presse à Riga, ce qui allait lui permettre d'exercer la forme la plus efficace sans doute de la CENSURE politique. Désormais, seules les publications du parti communiste pouvaient librement être éditées à Riga et les autres, seulement dans de petites imprimeries, à faible tirage et à format réduit. Déjà en automne 1990, le PCUS pouvait facilement faire imprimer ses publications destinées à Vilnius et Riga à l'extérieur de ces républiques, à savoir, en Biélorussie et en Russie. Depuis janvier 1991, le PCUS cherche à étouffer toute la presse alternative en Lettonie en frappant d'un embargo les livraisons de papier journal et d'encre d'imprimerie destinées à cette république.

Dans la plupart des villes d'URSS, notamment en Russie, il est plus difficile d'acheter dans les kiosques les nouveaux journaux du Soviet suprême de la Fédération de Russie que des périodiques américains. Cela ne doit rien au hasard, car on peut puiser dans les journaux honnêtes de Russie beaucoup plus d'information que dans les quotidiens américains. Il y a un an, c'était l'inverse : la revue *Time* et radio Liberty montaient en épingle les nouvelles que la presse officielle soviétique passait invariablement sous silence. Après la suppression de la CENSURE en URSS, les premières pousses d'une presse libre sont apparues. Par contre, la « vieille garde » des organes officiels de la presse centrale a très peu changé, en fait, au cours des cinq dernières années, soucieuse de s'en tenir rigoureusement au rôle, à l'auditoire et aux limites de la transparence qui lui avaient été assignés il y a longtemps. En 1991, tout comme il y a cinq ans, les plus butés sont l'émission télévisée *Vremia*, les journaux *Pravda*, *Sovietskaïa Rossia* et *Krasnaïa zvezda*. Les *Izvestia*, la *Komsomolskaïa Pravda* et le *Troud* tâchent de mentir un peu moins. Le magazine *Ogoniok*, le journal *Sovietskaïa kouloura* et l'hebdomadaire *Literatournaïa ga-zeta* flirtent toujours avec les intellectuels. L'hebdomadaire *Argumenty i fakty*, le moins cher en URSS, d'où ses tirages record, se donne pour le champion de la vérité et le défenseur des hommes de la rue. Vers le début de 1991, une dizaine de publications officielles, honnêtes et beaucoup plus indépendantes, ont commencé à paraître régulièrement à Moscou. Mais elles sont toutes très chères et ne sont presque pas diffusées en dehors de la capitale.

La *Rossiïskaïa gazeta* gagne à être lue. Aucune publication soviétique « classique » n'oserait se faire aujourd'hui l'écho des idées qu'on trouve, par exemple, dans son numéro du 5 février 1991. Quand A. Tarassov, homme d'affaires et député du Soviet suprême de la Fédération de Russie, avait déclaré publiquement que le Président de l'URSS caressait le projet de vendre à ces rusés de Japonais quatre îles de la guirlande des Kouriles pour 200 milliards de dollars, Gorbatchev, scandalisé, a menacé de porter l'affaire devant les tribunaux, si Tarassov ne lui présentait pas d'excuses publiques. Tout en notant que c'était bien la première fois dans l'histoire de l'URSS que le numéro un du pays pense à réduire un offenseur par voie de justice au lieu de lui régler simplement son compte, le commentateur de la *Néavissimaïa gazeta* évoque un autre acte attentatoire à l'honneur et à la dignité du Président, celui perpétré par Alksnis, « colonel noir » et député du peuple de l'URSS, qui lors de ses interven-

tions dans la presse et à la télévision, avait rejeté sur celui-ci la responsabilité de la création, dans les républiques baltes, des soi-disant « comités de salut public ». Les grévés, les appels extrémistes, le recours aux troupes organisés par les partis communistes de ces républiques n'auraient été, selon le colonel, qu'autant d'actions pour préparer l'introduction du gouvernement présidentiel. Mais, voyez-vous, le Président a trahi les putschistes.

Le Président n'a pas accordé la moindre mention à Alksnis. Dès le début, Gorbatchev (et toute l'armée de journalistes qu'il a à son service) s'est conduit comme si ce n'était pas les Lituaniens qu'on prenait pour cible et qu'on écrasait sous les chars, mais le contraire. A une séance du Soviet suprême de l'URSS, le Président s'est évertué à nous persuader que les extrémistes de Vilnius étaient eux-mêmes à blâmer si leur sang avait été versé. C'est seulement quelques jours plus tard que le Président (aussitôt imité par la presse centrale) allait reconnaître illégales les formations qui appelaient au renversement du pouvoir légitime. Mais le Président n'a pas exigé pour autant du Parquet de l'URSS qu'un procès criminel soit intenté aux leaders du Parti communiste Lituanien (plate-forme du PCUS) et il a accepté que les militaires restent à la Maison de la presse et au centre de TV de Lituanie.

On verra si le colonel avait raison. Car certains détails dont parlait la *Nėzavissimaïa gazeta* ont transpiré. Lire ce genre de révélations dans la presse, les entendre évoquer publiquement eut été impensable à Moscou six mois auparavant seulement, donc en été 1990. « Cela n'a pas été dit gratuitement : on apprend tôt ou tard tous les secrets du monde. Rappelez-vous que Mikhaïl Gorbatchev affirmait à une époque qu'il était rentré de Grande-Bretagne le 8 avril, à la veille des événements de 1989 à Tbilissi. Mais Ligatchev l'a trahi en disant qu'il était rentré le soir du 7. Gorbatchev affirmait qu'il n'avait rien à avoir avec le transfert des troupes à Tbilissi, mais Ligatchev a déclaré, au XXVIIIe congrès du PCUS, que la décision d'envoyer des troupes à Tbilissi avait été prise par une « commission composée de membres du Bureau politique réunissant au moins les trois quarts de leur nombre total », et présidé par Mikhaïl Gorbatchev.

Le 16 janvier 1991, le dernier jour d'une session du Soviet suprême de l'URSS : la guerre en Irak, la guerre dans les républiques baltes, en Géorgie et en Azerbaïdjan, le pays part en lambeaux, les bons d'approvisionnement ne sont pas couverts par des marchandises - et les parlementaires prennent leurs vacances ! Des députés ont mis en doute l'objectivité des informations sur la Lituanie diffusées par la télévision centrale et suggéré que soit formée une commission spéciale de députés pour veiller à

leur objectivité. Mais Gorbatcheva proposé que cette commission exerce son contrôle sur tous les médias.

— Et la Loi sur la presse, alors ?

— On n'a qu'à la suspendre.

La légèreté avec laquelle Gorbatcheva proposé de supprimer la glasnost n'avait pas frappé seulement les députés. Parmi les journalistes assis devant les petits écrans dans le hall de la salle des réunions, ce fut une explosion d'émotions. Peu après, Gorbatchev allait dire qu'il s'était mal exprimé et qu'il avait simplement voulu souligner la nécessité, pour les journaux et les revues, de refléter toutes les opinions qui existent dans la société.

Le député Iguitian a soutenu en prenant la parole à son tour que chaque journal a sa façon de voir les choses et que tout dépend de celui qui le dirige. « Après la nomination de Kravtchenko, la télévision centrale a perdu tout intérêt : elle ressemble à un mauvais kolkhoze au bord de la faillite. Un journal ne prospère que s'il a une vraie personnalité à sa tête », a-t-il dit, en précisant qu'une liberté de presse relative était notre réalisation la plus importante.

Le Soviet suprême de l'URSS a décidé par 286 voix contre 35 de charger son présidium d'élaborer, conjointement avec le Comité pour la transparence, des propositions et des mesures en vue d'assurer une couverture objective par les médias de la situation dans le pays.

La Loi sur la presse est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1990, mais combien de temps les députés l'ont-ils examinée ? Il ne faut pas oublier quel était le projet de loi officiel, approuvé par le Bureau politique du CC du PCUS mais rejeté en définitive par le Soviet suprême. Dans ce projet, la direction du PCUS préconisait (comme elle n'a cessé de le faire depuis 73 ans) la CENSURE préliminaire et l'ingérence dans le travail des rédactions, tout en refusant aux particuliers le droit de créer un média et sans fournir la moindre garantie concernant le droit à l'information. Voilà pourquoi en janvier 1991 ce texte a fait l'objet d'une lutte si acharnée. Après les révélations sur le rôle scandaleux des forces réactionnaires du PCUS dans les événements baltes, le Président aurait certes pu suspendre la Loi sur la presse et museler ainsi la presse non communiste. Mais pour justifier cette démarche au plan juridique, il eut fallu qu'il introduisît l'état d'urgence dans tout le pays. Car c'est dans ces conditions seulement que la législation en vigueur prévoit « la limitation ou l'interdiction de l'utilisation du matériel de reproduction, ainsi que des émetteurs de radio et de télévision, du matériel d'enreg-

istrement audiovisuel, et l'assujettissement des médias à un contrôle ». La suspension de la Loi sur la presse par le Soviet suprême de l'URSS (la dernière fois qu'une loi analogue fut suspendue, pour 73 ans, ce fut aussitôt Après son adoption en 1917) n'a, Mikhaïl Gorbatchev l'a bien dit le 16 janvier 1991, rien d'impossible. Pourquoi alors avoir signé le Document final de la rencontre de Vienne aux termes duquel notre État, s'engage à « permettre aux particuliers, aux établissements et organisations, tout en respectant les droits à la propriété intellectuelle, y compris le droit d'auteur, de recevoir, de posséder, de reproduire et de diffuser l'information de toute sorte » ? Pourquoi avoir signé la Charte de Paris pour une nouvelle Europe ? Si notre État ne s'acquitte pas de ses engagements dans le domaine de l'information, qui prendra au sérieux ses promesses en matière de désarmement ? Qui nous consentira, enfin, les crédits dont nous avons tellement besoin ? On peut suspendre, bien sûr, la Loi sur la presse et introduire l'état d'urgence dans le pays. Mais il faudrait vouloir pour cela déclencher une guerre civile.

L'analyse des publications de la presse soviétique consacrées aux événements en Lituanie montre qu'en reprochant, à une session du Soviet suprême, un manque d'objectivité aux médias le Président avait quand même raison, ce qui ne justifie, certes, pas les conclusions qu'il en a tirées, ni ses propositions.

Avant les événements qui ont eu lieu en Lituanie dans la nuit du 12 au 13 janvier 1991, les organes de la presse « de droite » et « de gauche » avaient déjà pris assez nettement position sur la question Lituanienne.

La majorité des publications conservatrices (*Pravda*, *Krasnaïa zvezda*, *Sovietskaïa Rossia*, *Léninskoïé Znamia*, *Troud*, *Goudok*, *Rabotchaïa tribouna*) où les événements en Lituanie avaient été qualifiés de « menées des nationalistes extrémistes aux fins de restaurer le régime bourgeois », ont constaté que les militaires avaient rempli avec honneur leur mission imposée par une « triste nécessité ». Les actions des paras en Lituanie ont été décrites brièvement, sans émotions. Le 12 janvier, une brève information annonçait que, la veille, les troupes et les membres du service d'ordre bénévole « avaient pris sous leur protection » certains édifices de Vilnius et que des heurts avec les gardes locaux s'étaient produits à cette occasion.

La presse libérale ne s'était pas montrée moins catégorique elle aussi : l'intervention armée était « un pas à droite », la faillite de la perestroïka et un signe évident de la dictature. Seules les *Izvestia* publiaient des articles reflétant des points de vue différents.

Les heurts entre les forces du Ministère de l'intérieur et les « sajudistes » ont été décrits en détail par les *Izvestia*, la *Komsomolskaïa Pravda*, le *Moskovski komsomolets*. Outre les brèves informations de TASS, ces journaux publiaient de vastes articles de leurs correspondants particuliers à Vilnius qui exposaient essentiellement le point de vue « Lituanien ».

Les événements survenus dans la nuit du 12 au 13 janvier ont creusé davantage les écarts entre les positions des journaux. « Pendant qu'à la télévision se déroulait un concert extrêmement divertissant, des femmes Lituaniennes en sanglots cherchaient dans les morgues les corps de leurs enfants tués » (*Vécherniaïa Moskva* du 14 janvier). Le 15 janvier, la *Komsomolskaïa Pravda* et le *Moskovski komsomolets* ont paru avec des manchettes de deuil. Presque tous les journaux centraux ont placé à la une de grandes photos consacrées aux événements en Lituanie, mais leurs sujets étaient différents. Dans les journaux « orthodoxes », c'étaient des soldats et le matériel de guerre et dans les quotidiens « libéraux », des gens tués par les soldats et écrasés par les chars.

A partir du 14 janvier, presque tous les journaux « orthodoxes » ont recouru à leur procédé préféré : la publication des lettres de « simples travailleurs ». Leurs confidents se recrutaient cette fois-ci parmi les simples travailleurs des républiques baltes qui saluaient l'armée venue les libérer. « Les gens demandent qu'on agisse avec fermeté et résolution », écrivaient des pécheurs cités par la *Krasnaïa zvezda* du 15 janvier. « Nous vous prions de décider sans tarder du sort du peuple Lituanien », leur faisaient écho des travailleurs dans la *Rabotchaïa tribouna* du 16 janvier.

Quant aux forces s'opposant aux « simples travailleurs », la presse progouvernementale les caractérisait généralement en termes brefs et forts. Dans son numéro du 14 janvier, la *Pravda* faisait l'inventaire de quelques trophées des paras. « Dans la garnison de Vilnius, on nous a montré les trophées pris au Département de défense du pays : des armes blanches, une bombe lacrymogène, des nunchaki (genre de matraque), beaucoup de documents dont nombre aux bords brûlés ». Le 16 janvier, la *Krasnaïa zvezda* expose sa version des heurts tragiques à Vilnius : « K., un participant à ces événements, raconte : « On m'a donné un fusil, deux cartouches et de la vodka à boire et on m'a dit : tu tireras un coup sur un soldat et l'autre, sur toi ». La *Sovietskaïa Rossia* du 18 janvier a publié une déclaration du CC du PC de la Fédération de Russie qui accusait la direction de la République de Lituanie d'avoir tenté de

rétablir le régime bourgeois, ergo, d'être « l'alliée des forces du néofascisme ».

Les auteurs des commentaires « pondérés » condamnant le recours aux armes en Lituanie cherchent manifestement à dédouaner Gorbatchev. Tel Vassili Kononenko, observateur de l'hebdomadaire *Soyouz*, qui, tout en regrettant les effusions de sang à Vilnius, exprime l'espoir que l'opinion, en URSS et à l'étranger, saura voir la différence entre « l'esprit de clocher » du chef de la garnison militaire de Vilnius et la « politique gorbatchévienne de non-violence et de démocratie qui s'est conciliée les meilleures intelligences de la Patrie ».

Quant aux publications à tendance démocratique, elles ont pour la première fois employé le mot de « crime » à propos des actions du Centre. Parmi celles-ci, *Les Nouvelles de Moscou*, le journal des « professeurs » qui avait autrefois été réservé dans ses appréciations portées sur la politique de Gorbatchev.

La *Nézávissimaïa gazeta* du 15 janvier, la *Literatournaïa gazeta* du 16 janvier ont consacré aux événements de Lituanie respectivement deux et trois pages. Le ton des articles était plutôt acerbe (titres : « Tentative de coup d'État en Lituanie », « On ne doit plus se taire », « Ils ont tiré sur toi! », « Entendez-vous le martèlement des bottes ? »). Les collaborateurs de la *Literatournaïa gazeta* ont organisé un meeting qui a adopté une résolution condamnant le recours à la force militaire en Lituanie.

*Les Nouvelles de Moscou* du 16 janvier ont consacré plusieurs pages aux événements de Lituanie : déclarations de députés du peuple de l'URSS, communications des correspondants particuliers, propos d'étrangers condamnant les actions du Kremlin et de Gorbatchev en personne. Les derniers communistes qui restaient encore aux *Nouvelles de Moscou* (dont son rédacteur en chef Yakovlev Egor) ont quitté le PCUS et en ont informé les lecteurs.

Certaines publications de gauche (*Kouranty*, *Megapolis Express*) ont rapporté les actions de protestation lancées par les démocrates de Russie à l'appui de leurs amis politiques Lituaniens. L'opinion progressiste était unanime dans l'évaluation des événements : l'ingérence armée en Lituanie risque de déboucher demain sur un coup d'État militaire à l'échelle du pays.

La « presse ultra-moderne », trop lente à cause de ses particularités technologiques, n'a tout simplement pas eu le temps de se prononcer sur les événements en Lituanie. Qui plus est, de nombreux organes n'avaient pas de correspondants dans cette république. A en juger par les *Moskovskié*

*védomosti*, pour ne prendre qu'eux, rien ne s'est produit en Lituanie. Victor Zolotarev, rédacteur en chef du journal *Graždanskoïe dostoinstvo*, organe du Parti des démocrates constitutionnels, a fait état de renseignements sur un plan de coup d'État en Lituanie qui avaient été communiqués à la rédaction et qu'elle avait l'intention de rendre publics dans l'immédiat.

Un autre sujet constant des journaux est la position de la direction de la Russie et celle de Boris Eltsine, président du Parlement de la Fédération de Russie, puis Président de la Fédération. La presse libérale relate en détail le contenu des nombreuses déclarations publiques d'Eltsine et publie des lettres de lecteurs à son appui.

C'est ainsi que la *Rossiïskaïa gazeta* a publié un message adressé à Boris Eltsine par plusieurs personnalités éminentes de la culture de Russie. « Par votre attitude envers la crise Lituanienne, vous avez sauvé l'honneur des Russes, disait ce texte. Dans les rangs de notre démocratie encore frêle et qui avait failli trébucher, vous avez été la figure principale et puissante qui a su arrêter le mouvement de recul ».

Mais Stanislav Kondrachov, commentateur des *Izvestia*, est, lui, moins optimiste. Il prévient que l'appel d'Eltsine, adressé aux soldats et aux officiers, qu'il a engagés à ne pas obéir aux ordres contraires à la Constitution de la Fédération de Russie, risque de précipiter la guerre civile.

Dans les journaux de la droite, les propos d'Eltsine sont résumés en bref mais les lettres de travailleurs de Russie vivement critiques à l'endroit du « leader qui a trahi les intérêts de son pays », sont reproduites in extenso. Les « orthodoxes » s'en prennent encore plus à Eltsine qu'aux « extrémistes Litvaniens ». Sous la manchette « Les ambitions politiques et le sort de la Patrie », la *Krasnaïa zvezda* publie des lettres de militaires adressées aux dirigeants du Parlement de Russie.

Durant la période concernée (du 11 au 18 janvier), pas une seule publication n'a changé sa position initiale. Il y a tout lieu de croire que les médias garderont leur position à l'avenir également, jusqu'à ce que soient prises « les mesures assurant l'objectivité des médias » promises par le Parlement fédéral.

## *Chapitre troisième*

### **Le prix des secrets**

Tous les phénomènes ont une valeur marchande, même la vie humaine et la liberté. Le correspondant de TASS à Stockholm a communiqué le 3 mai 1990 que Cari Gustav Christer Petersson, disculpé de toute implication dans le meurtre du premier ministre suédois Olof Palme, a touché des autorités une compensation de 300 000 couronnes. Son avocat avait demandé, il est vrai, 2 millions de couronnes, mais c'était déjà une somme démesurée, d'après le Chancelier pour la justice, vu que Pettersson est célibataire, retraité et n'a aucune personne à sa charge.

Auparavant, les informations de ce type n'étaient pas publiées en URSS. Même aujourd'hui, notre État ne compense pas le préjudice qu'il a porté jadis aux familles des victimes de répressions qui ont été plus tard disculpées et rétablies dans leurs droits. Aucune compensation pour l'arbitraire ou la décision injuste d'un tribunal ! Il se trouve que notre Etat ne reconnaît pas d'erreurs judiciaires. Si un prisonnier innocent a de la chance, il pourra sortir du pénitencier affamé et dépossédé de tous ses biens. Il est aussi vrai que notre État n'est pas en mesure de rembourser le préjudice des familles des millions de victimes des répressions.

La vie humaine coûte peu en URSS. Ou presque rien. En Inde ou au Bangladesh, la vie d'un singe ou d'une vache, qui sont des animaux sacrés, est plus précieuse que celle d'une famille sans abri qui passe la nuit sur un trottoir. Il en va de même en URSS.

Par contre, les secrets valent chez nous leur pesant d'or et sont payés parfois au prix de vies humaines. Nous avons aidé en cachette l'Iran et l'Irak à mener une guerre fratricide. Pendant l'été 1989, notre secrétaire général faisait des accolades aux dictateurs d'Europe de l'Est. Notre presse a applaudi d'enthousiasme, mais deux mois plus tard, ne savait trop comment expliquer le brusque renversement des positions. Combien de vies de citoyens roumains aurait-on pu sauver si le « génie des Carpates » avait su d'avance qu'il ne pouvait pas compter sur l'assistance de l'URSS en cas de crise.

Notre réaction publique à la « libération de la place Tien An Men » des étudiants chinois qui l'occupaient a été très réservée, tout comme la réaction de la Chine face aux événements à Tbilissi et à Soumgait qui avaient eu lieu un peu avant. Si à l'époque notre presse n'avait pas eu de muselière, une grande partie de nos publications aurait sans doute exprimé l'attitude que tout homme honnête devrait prendre dans cette situation. Alors les organes répressifs soviétiques auraient longuement réfléchi aux conséquences possibles avant de perpétrer une action de ce type.

On n'a pas encore levé le secret sur les documents réglementant les activités des services de réaction rapide du Ministère de l'intérieur, du KGB et du Ministère de la défense. Mais quelques-uns de ces mystères nous ont quand même déjà été révélés. En neuf années de guerre en Afghanistan, les troupes soviétiques ont perdu moins d'effectifs que sur le territoire de l'URSS au cours du service militaire ordinaire. Nous avons deviné et maintenant nous savons avec certitude que le taux de criminalité parmi les effectifs du Ministère de l'intérieur est deux fois plus élevé que le taux moyen pour le pays dans son ensemble. On nous a confirmé officiellement que les prisons et les camps de rééducation sont des foyers de crime et de maladies dangereuses. Faut-il préciser que la rééducation ne se fait pas du tout dans des lieux de détention dont les effectifs sont constamment complétés et constituent une main-d'œuvre à bon marché pour effectuer des travaux d'esclaves ? On y recrute également des collabos qui se chargent de toute basse besogne sur commande de leurs caïds, notamment de l'exécution des rebelles et des exclus. Avant 1990, un dirigeant du parti de tout rang, (nous le savons maintenant non seulement d'expérience mais pour l'avoir lu dans notre presse communiste), pouvait téléphoner dans les services de l'Intérieur ou, du KGB qui lui étaient subordonnés et faire allusion à la nécessité de rendre la vie difficile à un homme qui ne lui plaisait pas pour une raison quelconque. L'allusion pouvait se transformer facilement en une demande ou un ordre. Du moment que l'on sait le nom de la victime, il est possible de trouver l'article du Code pénal qui lui convient le mieux.

Le secret ne fait qu'augmenter le nombre des crimes et le nombre des victimes. Le 9 mars 1956, je l'ai raconté, on a massacré à Tbilissi des jeunes gens désarmés, étudiants et écoliers, réunis autour du monument à Joseph Staline en leur tirant dessus avec des mitrailleuses et des pistolets mitrailleurs. Les jeunes protestaient contre le renversement de leur idole lors du XX<sup>e</sup> congrès du PCUS. Ces enfants avaient été trompés par la propagande et ils ont payé un lourd tribut pour leurs erreurs. Il y avait dans les

rues des centaines de cadavres que les autorités refusaient de restituer aux parents et tentaient d'ensevelir en cachette.

La glorieuse Armée rouge (qui Après 1945 fut nommée Armée soviétique) n'a pas seulement combattu les fascistes et autres occupants ; elle luttait aussi contre les citoyens du pays. Pendant toute les années où les autorités communistes dominaient la Russie, son occupation principale consistait à monter des expéditions punitives contre le peuple soviétique et les peuples des pays limitrophes. Et je vous assure que ces opérations ont fait des milliers de victimes. Parfois les malheureux mouraient de famine dans des régions entières d'Ukraine et de Russie encerclées par les troupes, comme par exemple dans les années 30. Il faut aussi se souvenir de l'occupation de la Géorgie indépendante en 1921, des républiques baltes indépendantes, des régions baptisées Biélorussie et Ukraine occidentale - ce qu'on désigne comme étant les régions orientales de la Pologne. On peut aussi citer le déclenchement de la guerre contre la Finlande qui avait le tort de se trouver trop près de Leningrad, le berceau de la Révolution. Énumérons aussi les « opérations » à Berlin en 1953, à Varsovie et à Budapest en 1956, à Prague en 1968, l'agression contre l'Afghanistan, l'assistance au terrorisme international. Nos petits gars ont guerroyé un peu partout : sur le Sinaï, au Vietnam et dans des dizaines d'autres pays.

Il y avait beaucoup de tabous que la presse soviétique officielle se devait de respecter. Vous savez déjà que *Les Nouvelles de Moscou* ont été une rare exception à la règle générale, car cet hebdomadaire était distribué aussi dans d'autres pays. Je n'ai jamais rechigné à dépenser un ou deux roubles pour un exemplaire de l'édition russe de ce journal. Si la liberté de la presse en URSS avait été authentique, les journaux n'auraient pas passé sous silence les circonstances concrètes d'une autre tragédie tbilissienne qui se produisit le 9 avril 1989. Le numéro des *Nouvelles de Moscou* du 15 avril 1990 dont j'ai parlé plus haut contenait un article sur cette affaire écrit par Boris Vassiliev, un honnête écrivain russe qui est aussi député du peuple de l'URSS. Lorsque vous allez lire ce qui suit, rappelez-vous que parallèlement à la publication de cet article, les autorités continuaient à multiplier les mensonges en évitant toute explication précise dans la presse et à la télévision nationale. A cette époque, seuls quelques journaux géorgiens criaient leur indignation, mais ils n'avaient aucune chance de se faire entendre par ceux qui ne voulaient précisément rien savoir. Je vous propose donc le texte de Boris Vassiliev, même s'il ne révèle pas la centième partie des mystifications. Son auteur était dans l'impossibilité de faire

plus qu'il n'a fait. Un guerrier téméraire ne peut pas affronter toute une troupe à lui seul.

UN AN PLUS TARD. Le 9 avril est comme une sombre et sinistre barrière sur le chemin du peuple géorgien et sur le mien. Je suis né d'un père officier et j'ai grandi dans des cités militaires. J'ai fait mes études dans une académie militaire et lorsque je suis devenu écrivain, j'ai écrit sur l'armée avec un grand romantisme. J'écrivais en toute franchise car j'avais été élevé dans cette adoration enthousiaste.

La tragédie de Tbilissi m'a bouleversé non seulement à cause de ses victimes, non seulement par sa cruauté obtuse, absurde, mais aussi par la déception profonde qu'elle m'a causé et qui a souillé mes premières amours. L'idole de mon enfance s'est avérée être un robot sans cœur qui a démontré sa puissance et sa fiabilité en détruisant des jeunes filles et des jeunes femmes. La vérité sur ce mois d'avril à Tbilissi est devenue pour moi un problème de conscience et une affaire d'honneur, car je continue à penser que la vérité n'est pas un déshonneur : le déshonneur consiste à cacher la vérité. J'espérais que cette armée dont j'étais amoureux aurait assez de cœur et de noblesse pour avouer la gravité irréparable de ses fautes, pour demander publiquement pardon et punir les coupables de façon édifiante, sans égards pour leurs grades. Seule cette voie pouvait conduire au maintien de l'honneur et de la dignité de notre armée.

Aussi, ai-je été heureux lorsque le 1<sup>er</sup> congrès des députés du peuple de l'URSS a institué une commission chargée d'étudier les événements tragiques survenus le 9 avril à Tbilissi. J'ai travaillé au sein de cette commission sans trêve ni répit, désireux de découvrir la vérité, de la porter à la connaissance de mes camarades, de leur transmettre mon enthousiasme nouveau, celui de découvrir la vérité et rien que la vérité. J'ai eu la chance de travailler à côté de l'académicien Glazenko, un homme très intelligent et précis, avec le général d'armée Govorov, vice-ministre de la Défense, qui était très exigeant et très attentif, avec Pavel Chetko et Rizoali Odjiev, deux hommes honnêtes qui se sont battus en Afghanistan, le professeur Sobtchak, docteur d'État es sciences juridiques, austère et précis, que nous avons élu à l'unanimité président de notre commission. Je n'ai pas ici assez de place pour vous nommer tous ceux qui ont pris une part active aux travaux de cette commission parlementaire. Tous les documents et tous les témoignages ont été mis en question, et ensuite seulement la Commission a signé son rapport final.

Je mourrai probablement avec la part de naïveté que j'avais à ma naissance : aujourd'hui encore, je n'arrive pas à comprendre pourquoi l'armée et le Parquet militaire ont opposé une résistance si acharnée à notre enquête qui a duré six mois. Pourquoi ce torrent de tracts, d'articles de journaux, de rumeurs absurdes visant à déprécier le travail de la commission avant même de l'écouter et lire son compte rendu au Congrès, avant même que les députés du peuple aient pris connaissance de nos conclusions ? Je ne vois pas qui a obligé le présidium à enfreindre le principe même du travail d'une commission fondée par le Congrès, en plaçant son rapport à la même enseigne que la déclaration administrative du Parquet militaire. De quoi avait-on peur, que cherchait-on à désavouer ?

On pourrait bien sûr se consoler, vu que le II<sup>e</sup> Congrès, Après des discussions extrêmement animées, a approuvé l'activité de la commission, a condamné le crime perpétré à Tbilissi le 9 avril, et a recommandé au présidium d'étudier sérieusement les conclusions de la commission. Mais je ne veux pas de consolation.

Pourquoi aucun responsable de cette action punitive n'a-t-il jusqu'à présent été traduit en justice ?

Pourquoi la conclusion de la commission du Congrès des députés du peuple de l'URSS au sujet des événements de Tbilissi n'a-t-elle pas été publiée ?

Pourquoi le film vidéo tourné par le KGB à Tbilissi, avenue Roustaveli, dans la nuit du 8 au 9 avril 1989, n'a-t-il pas jusqu'ici été présenté à la télévision centrale, malgré de nombreuses promesses ?

Pourquoi enfin l'expérience de commissions indépendantes formées par le Congrès des députés du peuple de l'URSS, ne s'est-elle pas étendue ? Les pogroms à Bakou, la situation actuelle en Lituanie, vont-ils toujours être expliqués aux députés sur des papier à en-tête des ministères, comme c'est la coutume depuis le premier Soviet suprême de l'URSS, modelé 1938 - au lieu de faire l'objet d'enquête par des commissions parlementaires ? La sincérité des députés a-t-elle cessé de s'inscrire dans le cadre de la glasnost de la néo-perestroïka ?

Je prie de considérer mes derniers « pourquoi ? » comme la requête d'un député. Personne n'a déchargé jusqu'ici ma conscience de cette vingtaine de victimes innocentes de la tragédie de Tbilissi ».

Cet article très court de Vassiliev est le cri d'indignation d'un parlementaire face à l'arbitraire d'une administration supérieure militaro-communiste. Que peut-on ajouter quand une commission parlementaire tout entière a été mise à l'écart, tandis que la CENSURE n'a pas laissé passer ses conclusions dans la presse et à la télévision ? En même temps, toutes les instances supérieures qui prennent les grandes décisions ont consulté ces conclusions et les ont rangées dans leurs tiroirs.

Le peuple géorgien a commémoré les victimes de la tragédie, femmes et enfants désarmés, qui ont péri au cours de cette attaque au gaz contre une manifestation pacifique. Il a condamné les tueurs et leurs acolytes. Cela a ouvert la voie aux mouvements « informels ». Ces derniers se sentaient auparavant en marge, isolés du reste de la société, mais après le 9 avril ils ont commencé leur ascension, tandis que le PCUS commençait à perdre ses positions en Géorgie. Une année a passé et le Parti communiste géorgien qui possédait autrefois les pleins pouvoirs dans la république a pratiquement cessé d'exister. Le pouvoir est passé de fait au Soviet suprême de Géorgie et au gouvernement de la république. On a éliminé la plupart des attributs du pouvoir partocratique. Une année après

le 9 avril 1989, les organisations de base du PCUS au sein de la plupart des entreprises et des établissements sont dissoutes ; on a même remodelé les Ministères de l'intérieur et de la justice.

L'hétérogénéité du mouvement informel de Géorgie, qui comprend 130 partis et groupements alternatifs menant sans cesse des luttes intérieures n'a pas empêché le démantèlement du PCUS en Géorgie. La population ostracisé tous ceux qui sont liés d'une manière ou d'une autre avec Moscou, qui se sont souillés par la stupidité et la violence dans leur expression la plus extrême. J'ai déjà remarqué plus haut que les autorités fédérales ont fait une faute grave en conférant à Elstine, à Kalouguine et à beaucoup d'informels la dignité de martyrs.

N'eût été la tragédie du 9 avril 1989, Djoumber Patiachvili qui a eu peur de se présenter sur les lieux pendant le massacre des manifestants (quelques minutes avant, le catholicos géorgien, un noble vieillard, avait appelé les manifestants à dégager la place ; on ne l'a pas écouté et il est resté parmi ses ouailles) aurait pu rester encore longtemps au gouvernail du CC du Parti communiste de Géorgie, qui continuerait de faire la loi dans cette république transcaucasienne. Si les autorités avaient manifesté la volonté de reconnaître leurs fautes et de rétablir la justice bafouée, le peuple aurait pu essayer de comprendre et de pardonner ceux qui voulaient racheter leur péché par la pénitence. Mais les pécheurs n'avaient pas envie de se repentir. On le voit clairement d'après les articles dans les journaux *Zaria Vostoka* (L'aurore de l'Orient) et *Les Nouvelles de Moscou*, parues au printemps de 1990.

Or, il y a eu une autre tragédie dont on ne sait pratiquement rien à l'heure actuelle, celle de Lvov, en 1988. Le pouvoir absolu de la CENSURE et le diktat du parti auxquels étaient soumis les médias ont permis aux autorités de se servir de détachements de paras pour écraser toute expression et toute opposition populaire. L'échec de l'enquête parlementaire, le refus manifeste des administrations de tirer les conclusions qui s'imposaient, compte tenu des résultats du travail de la commission parlementaire, et de punir les responsables du massacre du 9 avril ont en fait encouragé la répétition de ces actes barbares.

Remarquons, à ce propos, que si à Bakou (où les événements de janvier 1990 ont fait plusieurs centaines de tués et de blessés parmi la population civile) on se servait toujours des détachements militaires pour terroriser la population et établir ensuite le régime de la CENSURE militaire de la presse pour l'ensemble du territoire de l'URSS ; si en Arménie les troupes livraient des batailles rangées ; si les rues des villes dans les républiques baltes devenaient un terrain d'exercices militaires, on usait d'une autre tactique en Asie centrale, sur la frontière entre l'Arménie et

l'Azerbaïdjan, en Abkhazie et en Ossétie du Sud.

Les barons communistes locaux ont semé la discorde entre les représentants d'ethnies différentes et les pratiquants de religions différentes. Des milliers de citoyens ont péri, ces deux ou trois dernières années, dans des hostilités fratricides. Des millions de réfugiés sont apparus dans le pays. La presse écrasée par la CENSURE balbutiait là-dessus un discours incohérent. Le Soviet suprême de l'URSS n'organisait plus de commissions parlementaires pour enquêter sur les événements. Les pouvoirs communistes et militaires en Asie centrale et en Azerbaïdjan ont raffermi leurs positions et ont reçu la possibilité de régler leur compte aux mouvements informels dont les protestations ont été couvertes par le bruit des armes à feu. On se demande si cette stabilisation va durer ? Car il y a toujours des hommes honnêtes qui veulent parler des événements qui sont aujourd'hui cachés par les dirigeants des organisations du PCUS et des organes répressifs dans les républiques soviétiques musulmanes. Ils vont sûrement révéler les ressorts cachés de ce mécanisme bien huilé qui noie dans le sang les plus anodines des aspirations populaires à la démocratie.

Un Soviétique ordinaire ayant une formation secondaire et jouissant de son bon sens ne pourrait jamais croire que les autorités locales, secondées qu'elles sont par des milliers de collabos et de mouchards, ne savaient rien et ne pouvaient pas prévenir les pogroms sanglants qui ont déferlé sur les républiques musulmanes centrasiatiques. Même les dirigeants retranchés au Kremlin devaient en savoir quelque chose. Il suffit de comprendre que le Kremlin n'a rien perdu à ces mini-putschs : ils ont consolidé un pouvoir monolithique du PCUS qui commençait à s'effriter. Partout dans les régions périphériques du sud, Moscou a pu maintenir son pouvoir et son influence. Mais dans les républiques chrétiennes de Géorgie et d'Arménie, l'autorité absolue du parti a subi une forte érosion. Là-bas aussi, pendant deux ans, on a essayé d'appliquer le même schéma assez simple : le PCUS s'en allait et les devantures des magasins se vidaient d'un seul coup, l'énergie électrique était coupée, etc. Les conclusions que la population devait tirer de cette situation étaient évidentes : pour mettre fin au chaos économique, il suffisait de rappeler les communistes. Le truc a marché en Azerbaïdjan. L'hebdomadaire *Argoumenty i fakty* a constaté (numéro du 29 septembre 1990) « qu'à partir du mois de janvier 1990, l'état d'urgence a été maintenu à Bakou » et le parti communiste appuyé par les troupes con-

trôle fermement la situation dans la république. A la fin de 1990, l'appareil du PCUS maintient toujours son pouvoir en Asie centrale et au Kazakhstan.

Sans toucher aux Chinois, aux Tatars de Crimée, aux Allemands, aux Russes (qui ne sont pas des habitants de souche au Kazakhstan et dont le nombre total est de plusieurs centaines de milliers), on a rejeté en Russie un demi-million de Turcs qu'au début des années 40, Staline avait déportés en Asie centrale depuis leur zone d'habitation traditionnelle en Géorgie, à la frontière avec la Turquie. Aujourd'hui, les Turcs refusent naturellement de s'implanter sur les terres que le gouvernement fédéral leur propose au centre de la Fédération de Russie en exigeant qu'on les remette là où ils habitaient avant la déportation stalinienne. La Géorgie chrétienne qui compte 4 millions d'habitants ne possède pas de terres disponibles pour les Turcs et, à franchement parler, ne veut pas ouvrir ses frontières aux musulmans. Les Géorgiens se souviennent encore de l'occupation de la Géorgie par les Turcs en 1918 et de beaucoup d'exactions. Les Turcs indignés envoient pendant des mois des piquets devant le Kremlin et menacent de reprendre par la force leurs terres d'origine, ce qui peut servir de prétexte suffisant pour déclarer un jour, quand le gouvernement le jugera nécessaire, l'état d'urgence en Géorgie et y envoyer des troupes.

Dans cette optique, on comprend parfaitement toutes les manoeuvres de désinformation entreprises par la propagande officielle pour donner une fausse idée des conflits interethniques et du mouvement de libération nationale dans les républiques au sud du territoire national. Il est clair que la tragédie qui a eu lieu à Tbilissi le 9 avril 1989 pouvait devenir une version soviétique du Watergate à condition que l'enquête parlementaire soit menée à bien. Il est évident que les réactionnaires retranchés parmi les dirigeants du PCUS et dans le haut commandement militaire n'auraient pas survécu à cette révélation. Après avoir brisé les liens de la CENSURE, la presse soviétique aura son mot à dire là-dessus. Et les barons communistes qui maintiennent pour le moment leurs positions dans les républiques centrasiatiques auront à répondre de l'effusion du sang de leurs compatriotes.

Huit jours après l'entrée en vigueur de la Loi sur la presse et l'abolition de la CENSURE préliminaire, nous avons lu dans la *Literatournaïa gazeta* du 8 août 1990 un article du journaliste et reporter Youri Rost qui sonnait le glas en mémoire des 214 victimes des heurts sanglants entre les Ouzbèks et les Kirghiz qui venaient d'avoir lieu dans la région d'Och, une ville dans les contreforts du Pamir. Les autres jour-

naux soviétiques ont inséré des informations sur ces conflits en petits caractères quelque part vers la fin du numéro. Des événements banals, quoi !

La presse soviétique officielle n'a pas évoqué le contenu de la déclaration de Boris Eltsine faite le 13 juillet 1990, à Moscou, au cours d'une rencontre avec les représentants de l'Association nationale des familles des prisonniers de guerre. D'après le journal américain *Novoïe rousskoïe slovo* (numéro du 24 juillet 1990), Eltsine y aurait notamment dit : « Les conséquences de la guerre en Afghanistan sont très lourdes. C'est un crime que nous avons commis. Ses principaux acteurs (Brejnev, Gromyko, Souslov, Andropov, Oustinov) sont morts, mais nous ferons tout notre possible pour que ceux qui sont impliqués dans ce crime soient punis, même à titre posthume. Et nous cesserons aussi de livrer à l'Afghanistan des armes depuis le territoire de la Fédération de Russie. Il s'agit de missiles fabriqués dans des entreprises de Russie. Nous prendrons une décision appropriée, et adopterons la loi qui convient en nous fondant sur la Déclaration sur la souveraineté de la Russie. Nous nous voyons obligés de prendre des mesures stratégiques de ce genre parce que la Russie est devenue un État souverain au sein de l'Union. La Russie cessera les livraisons d'armes de son territoire. Nous sommes en train de mettre en place une structure nouvelle : un Ministre de la défense sans ministère. L'emplacement et les déplacements de nos unités militaires en Russie seront placés sous un contrôle permanent. Dès que nous apprendrons le transfert d'une division, vers l'Arménie par exemple, notre Soviet suprême dira tout de suite : non, nous ne l'enverrons pas combattre contre les civils. Les événements à Tbilissi, Ferghana, Soumgaït, Stépanakert, sont aussi des crimes. Il faut dresser un obstacle sérieux devant cela ».

J'ajouterais pour ma part que Gorbatcheva conduit, lui aussi, pendant trois ans, la guerre d'Afghanistan. Quant aux bonnes intentions d'Eltsine concernant la politique militaire de la Fédération de Russie, six mois après elles ne sont toujours pas passées dans les faits.

Jamais la presse soviétique officielle n'a osé reconnaître qu'au lieu de quémander des crédits se chiffrant à des milliards de dollars (qui les remboursera ? Nos enfants ?), il vaudrait mieux réduire brusquement les dépenses militaires de l'URSS qui, sous la perestroïka, n'accusent aucune tendance à la baisse. Un rouble sur deux, selon les estimations les plus prudentes, sert à subvenir à des besoins prétendument militaires. Les militaires ne paient rien pour la terre et les ressources naturelles qu'ils

exploitent ni les appartements offerts par les Soviétiques locaux, sans parler des dépenses afférentes à l'entretien des bureaux de recrutement et des chaires militaires dans les écoles supérieures, à la rémunération des professeurs des disciplines militaires dans les autres établissements d'études, à la compensation de leur salaire à 100 % aux ouvriers et employés qui suivent les cours de recyclage militaires qui sont payés par les autorités civiles. De plus, les résultats de nombreux programmes de recherche civils sont utilisés, toujours gratuitement, à des fins militaires. Il s'ensuit que sur chaque rouble « civil », une part est indirectement prélevée par les militaires, et une autre tout simplement gaspillée. Le peu qui reste va à la production des biens de consommation, à la culture, à la médecine et à l'enseignement.

Au cours d'une interview avec le maréchal Akhroméev, conseiller du Président de l'URSS, sur les résultats des débats du budget militaire du pays pour l'exercice de 1991 qui venaient de se terminer au Soviet suprême de l'URSS, les *Izvestia* notaient dans leur livraison du 12 janvier 1991 que ni les députés, ni les journalistes ne savaient quels chiffres avaient été approuvés concrètement. En URSS, la ventilation des dépenses de la Défense n'occupe que quelques paragraphes dans les rapports du Président du Conseil des ministres ou ceux du Ministre des finances, tandis qu'aux États-Unis un livre entier est publié où tout citoyen, sans parler des représentants et des sénateurs, peut apprendre le coût de telle ou telle arme. Chez nous, tout est secret, même les choses connues de tous : le fait, par exemple, que l'État a toujours vendu ses véhicules aux militaires 7 à 10 fois moins cher qu'aux particuliers.

Edifiant à cet égard était un article publié dans le nouveau magazine *Business v SSSR* (Le business en URSS) paru en janvier 1991, celui de Vladimir Lopatine, premier vice-président par intérim du Comité d'État de l'URSS à la sécurité publique et à la coopération avec le Ministère de la défense de l'URSS et le KGB de l'URSS. Nous n'en citerons qu'un seul paragraphe : « Malgré l'absence de toute une série de données de base et des méthodes de calcul, malgré l'opposition de l'appareil d'État, nous sommes fermement résolus à évaluer le plus exactement possible les dépenses militaires soviétiques et à soumettre ces résultats à l'examen des organes législatifs compétents. »

Si la CENSURE n'existe pas *de jure*, elle existe bel et bien *de facto*, et c'est pourquoi jamais les *Izvestia* ne pourront donner à l'interview d'Akhroméev citée plus haut un titre autre que « Combien coûte la défense », absolument neutre. Seule la revue *Business v SSSR*, paraissant à très faible tirage, a osé donner à l'article du député Lopatine le titre qui

convient : « Le budget militaire est un monstre dans le brouillard. L'imbrication des dépenses militaires et non militaires est telle que les statistiques officielles ne peuvent pas, pour le moment, avancer de chiffres, mêmes approximatifs, qui inspireraient confiance. Ce qui arrange, évidemment, les départements intéressés ». Connaissant l'expérience du régime stalinien et des « pays socialistes frères d'Europe de l'Est », on admet sans peine que les principaux départements de défense et de maintien de l'ordre préféreront en cas de menace réelle détruire leurs archives plutôt que de laisser qui que ce soit, et même un spécialiste, y fourrer son nez.

Tout ce que nous avons obtenu pour le moment, c'est que certains de nos journalistes osent énoncer, par endroits et par moments, des considérations véridiques. Si seulement tous les Soviétiques pouvaient savoir ce que A. Gorchkov, collaborateur du Centre de calcul principal du Conseil des ministres de l'URSS, a écrit dans la *Nézávisimaïa gazeta* du 5 janvier 1991 sous le titre « Récolte inouïe de céréales : le mensonge le plus grossier de l'année ! » En voici le sous-titre : « Cet été, notre pays sous-alimenté a rentré 300 millions de tonnes de céréales, véritable manne nous tombant du ciel, récolte inouïe dans l'histoire de notre pays. Répété tous les jours par les médias, ce chiffre magique eut pu être la sensation de l'année, s'il n'avait pas été un bluff grandiose... »

Au lieu de 300 millions de tonnes, il a été récolté environ 220 millions de tonnes, soit, à population égale, autant qu'États-Unis, au Canada, en Argentine et en Australie. A cette différence près que ces pays récoltent, stockent et même exportent. Quant à nous, nous ne semblons même pas capables de rentrer la récolte et de la conserver. A quoi bon ? Il est plus facile d'acheter des céréales outre-Atlantique. Cela cause moins de soucis. Seul le Comité d'État de l'URSS aux statistiques connaît précisément (ou croit connaître) le volume réel de la récolte et des stocks, mais il ne publie pas ces chiffres. L'autorisation n'en peut être donnée que par le Glavlit sur ordre des plus hauts responsables soviétiques. Le gouvernement Ryjkov avait besoin de ce « canard » (300 millions de tonnes) pour rabattre les prix des exportateurs mondiaux de céréales et introduire dans certaines régions et républiques l'état d'urgence sous prétexte de « sauver cette récolte inouïe ».

A partir du 21 janvier 1991, les *Izvestia* avaient publié pendant deux semaines une série d'articles ennuyeux (cas sans précédent pour ce journal) sur la tragédie du Boeing sud-coréen abattu au-dessus de

Sakhaline le 1<sup>er</sup> septembre 1983. A l'opinion mondiale, la mort de ses 269 passagers avait paru d'autant plus horrible que nos militaires qui avaient abattu avec un missile un avion commercial, l'avaient publiquement nié pendant longtemps. Sept ans plus tard, le Ministre soviétique des affaires étrangères Chévardnadzé a présenté ses excuses à son homologue sud-coréen. C'est que l'URSS comptait à présent obtenir de la Corée du Sud des avantages économiques et des crédits. Mais en automne 1983, le mensonge éhonté du gouvernement soviétique avait été vécu avec honte et douleur par la majorité des Soviétiques.

« Un État de menteurs. 73 ans d'efforts pour créer un Etat qui n'est conséquent que dans une seule chose : la façon dont il dupe ses citoyens ». Tel était le titre de la chronique du rédacteur en chef de la *Néavissimaïa gazeta* du 26 janvier 1991, rubrique tenue par Vitali Trétiakov (depuis 20 ans que j'enseigne à la faculté de journalisme de l'Université de Moscou, je n'ai jamais vu d'étudiant plus talentueux). Il s'attaquait cette fois à la décision de procéder au remplacement des billets de 50 et 100 roubles par des billets neufs dans un délai de trois jours et ce, en plein hiver, dans un pays avec un réseau routier déficient, des structures administratives en voie de désintégration et des moyens de transport et de communication insuffisants. Des millions de retraités ont maudit leur sort Après avoir fait la queue, à longueur de journée devant les caisses d'épargne et l'exécutif des Soviets pour apprendre que sur leurs maigres économies ou l'argent de leur enterrement, tenu en gros billets dans un bas de laine, ils ne pouvaient échanger que l'équivalent de leur pension mensuelle (la somme échangée aux actifs représentait l'équivalent de leur salaire annuel moyen, l'échange du surplus devant être autorisé par des commissions contentieuses). Les bruits sur le futur échange des billets de 50 et 100 roubles couraient depuis longtemps, et tous les gros brasseurs d'affaires en avaient tiré des conclusions pratiques. Mais les hautes instances ne cessaient d'assurer qu'aucun échange n'aurait lieu. Pavlov, le Ministre des finances de l'URSS l'avait juré, du haut de la tribune du Soviet suprême de l'URSS, le 10 janvier 1991, c'est-à-dire à quelques jours seulement de la réforme, alors que les billets nouveaux avaient déjà été imprimés. Devenu premier ministre, Pavlov avait pourtant annoncé la réforme monétaire... Quelques heures avant la réforme a paru le journal *Pravitelstvenny vestnik* avec des propos diffus de quelques responsables du Ministère des finances de l'URSS qui déclaraient qu'une pareille mesure de confiscation serait dangereuse et inconcevable. Mais à une semaine de l'événement, le journal *Komerçant*

avait publié dans son numéro du 14 janvier une analyse sous le titre évocateur : « Valentin Pavlov promet qu'il n'y aura pas de réforme monétaire. Vous y croyez, vous ? » Les bruits sur la réforme profitaient au gouvernement ne serait-ce que pour la raison que la population se pressait aux portes des caisses d'épargne pour y placer son argent. Mais dès le début de l'échange, l'État a annoncé un gel partiel de tous les dépôts en précisant qu'on ne pourrait prélever sur son compte que 500 roubles par mois. Une fois de plus le gouvernement avait tout fait pour ruiner les vestiges de confiance qu'on avait dans le pouvoir et la presse. Sur le marché noir, le cours du rouble est tombé de moitié, passant de 18-20 à 35-40 roubles pour un dollar.

Signalons, dans le même numéro de la *Nézavissimaïa gazeta*, quelques jugements intéressants de Vitali Trétiakov, son rédacteur en chef :

« Naturellement, écrit-il, les préparatifs d'une réforme doivent être tenus secrets. Il se pourrait même - n'étant pas économiste, je me dois donc de tenir compte aussi de l'opinion des économistes qui nous assurent que la récente confiscation a été réalisée pour notre bien - il se pourrait, dis-je, que les lendemains qui chantent ne soient plus à attendre longtemps. Mais je n'y crois pas. Pour la simple raison que je ne crois rien de ce qui provient des sources officielles. Nos officiels ne ratent jamais une occasion de nous mentir et, une fois convaincus de mensonge, ils ne s'excusent pas, ne rougissent pas, ne démissionnent pas, mais changent de sujet pour continuer à mentir. Pendant la perestroïka, on nous a menti sur Tchernobyl, Tbilissi, Mathias Rust, sur le Haut-Karabakh, le pacte Molotov-Ribbentrop, sur Eltsine, sur le rationnement, sur les villas et les hôpitaux spéciaux pour les privilégiés. On nous a menti en promettant de ne pas augmenter les prix. On nous a eus en introduisant sans crier gare les nouveaux cours du rouble par rapport aux devises étrangères. On a menti à propos du budget militaire, des armements, des effectifs de l'armée, du nombre de détenus politique et des pertes subies pendant «la Seconde Guerre mondiale.

Aucun spécialiste sérieux ne croit les données publiées dans les annuaires du Comité d'État aux statistiques. Dès qu'un nouveau document officiel paraît, chaque homme normal se dit : tout cela est très joli, mais qu'en est-il en réalité ? Qu'est-ce qui se cache derrière ces phrases creuses et ces mensonges ?

L'URSS est un État fondé sur le mensonge. Tous les fonctionnaires sans exception y mentent, par vocation ou par devoir, par habitude ou au nom • des « intérêts suprêmes ». Cet État de menteurs oblige, naturellement, ses citoyens à mentir, eux aussi, et il a fini par faire de nous tous de fieffés menteurs.

Aujourd'hui, les menteurs d'État parlent d'on ne sait trop quelle confiance dans la direction, le gouvernement. Et ils continuent à mentir.

Oui, la politique est, à bien des égards, une sale affaire. Mais on peut s'occuper de sales affaires tout en restant honnête, si on essaie de les rendre moins sales, si on répugne à se salir les mains, si on rougit quelquefois de les avoir salies. Mais ce n'est pas le cas en URSS.

La presse soviétique officielle ne fait que répandre la thèse qu'après avoir relâché les dissidents des prisons et des camps du pays le régime ne se propose pas encore de faire les deux pas suivants. Premièrement, mettre en liberté les innombrables gens condamnés pour crimes économiques, plus précisément, pour avoir eu le sens de l'entreprise. De quel passage au marché en URSS peut-il être question, si l'on se guide toujours ici sur le vieux Code pénal datant de l'époque brejnévienne, un Code qui laisse courir les pickpockets mais vous flanque aussi sec derrière les barreaux quiconque a vendu quelques paires de chaussures sous le manteau ou a sur lui quelques dizaines de dollars ? Deuxièmement, réhabiliter, innocenter les millions de victimes de la répression stalinienne, brejnévienne et même gorbatchévienne, condamnées pour propagande antisoviétique en vertu de plusieurs articles de droit pénal annulés depuis. La presse soviétique officielle s'entête toujours à passer sous silence le fait que l'URSS reste un pays où mettre un homme d'affaires derrière les barreaux est beaucoup plus facile que dans n'importe quel pays civilisé. Si sous Staline (et Brejnev), les « indésirables » étaient fusillés, mis en prison, limogés après avoir été accusés de prétendus crimes politiques, aujourd'hui, on met en détention provisoire des cordonniers ou des savants rétifs bien avant leur procès en les accusant de crimes économiques - alors même qu'il n'y a pas de gestionnaire en URSS qu'on ne puisse condamner, pour avoir violé une des plusieurs centaines de directives et instructions, qui d'ailleurs s'excluent mutuellement.

## Chapitre quatrième

### Quelles sont les possibilités de la presse libre ?

L'absence de liberté de presse nous a coûté des millions de vies humaines. Un des derniers crimes de la CENSURE soviétique est lié au génocide de la population souffrant de l'accident de Tchernobyl. Ces cinq dernières années, les conséquences de cette catastrophe nucléaire ont tué 250 personnes : c'est le chiffre que nous donnent les statistiques officielles, mais en réalité, le nombre des victimes a été beaucoup plus important, je dirais même 20 ou 30 fois supérieur. L'organisme humain faiblit après avoir reçu une forte dose d'irradiation. Il ne résiste plus assez aux infections et aux maladies chroniques ; les affections s'aggravent et causent une mort apparemment naturelle.

La presse soviétique qui se libère progressivement des tabous n'a eu le courage que très récemment de nous confier un petit secret. Nous en doutions depuis longtemps. On nous donne à manger des produits contaminés par la radiation en les distribuant soigneusement à parts égales entre les différentes régions, mais on nous propose aussi des produits contaminés importés.

La revue *Ogoniok* a écrit dans son numéro 20, paru au mois de mai de 1990, que l'URSS avait acheté à des prix relativement peu élevés au moins 55 000 tonnes de thé turc qu'il est impossible d'infuser, sauf à le faire bouillir pendant 10 minutes. Et surtout, le thé turc est radioactif. Il contient, toujours grâce à Tchernobyl, 1 000 fois plus de Césium-137 et 200 fois plus de Césium-134 que le thé chinois ou indien. Un taux de radioactivité élevé distingue aussi (et distinguera dans l'avenir) le thé géorgien : il contient 120 à 400 fois plus de Césium-137 et 30 à 45 fois plus de Césium-134 que le thé en provenance de Chine, d'Inde ou du Sri Lanka dont la radioactivité ne dépasse pas le niveau de radioactivité naturel, à savoir 0,3 Bq/kg. Le numéro 7 du journal soviétique *Zachtchita prav potrébitélia* (La protection des droits du consommateur) paru en avril 1990 a reproduit ces données.

La presse soviétique ne commence que maintenant à s'occuper de telles questions. Par exemple, on se demande qui au juste parmi les fonctionnaires du ministère concerné a acheté et proposé aux consommateurs

soucieux de satisfaire leur demande, du beurre qui avait été conservé de nombreuses années dans les congélateurs d'un pays occidental ? Qui nous vend de la viande surgelée qui a été conservée si longtemps que, normalement, elle devrait être utilisée pour préparer des conserves pour les chats et les chiens ?

Les produits alimentaires de base (viande, poulets, sucre et sel) sont amenés en Géorgie à partir de Biélorussie et d'Ukraine, a révélé le journal géorgien *Zaria Vostoka* du 22 mai 1990. C'est la première fois après la catastrophe de Tchernobyl que le journal a la possibilité de se prononcer aussi ouvertement sur ce problème névralgique en citant les propos d'Irakli Pagava, médecin sanitaire principal de Géorgie : « Aujourd'hui, c'est déjà un fait connu que les normes sanitaires soviétiques quant à la teneur des produits alimentaires en radionucléides, telles qu'elles ont été adoptées après la catastrophe de Tchernobyl, sont inacceptables. Et ce fait témoigne que l'État tente de nous cacher l'ampleur des conséquences de la tragédie ».

Jamais avant la presse soviétique n'avait révélé aux citoyens que les « Normes sommaires temporaires quant à la teneur des produits alimentaires et de l'eau potable en radionucléides césium-137 et césium-134... », approuvées le 6 octobre 1988 par Kondousov, médecin sanitaire principal de l'URSS, dépassent de 5 fois les normes internationales alors même que ces normes soviétiques ont été révisées à cinq reprises dans la période suivant l'accident de Tchernobyl. Après mures réflexions, le Gouvernement géorgien a décidé finalement d'abaisser les normes admises généralement en URSS jusqu'au niveau des normes internationales à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1990.

L'hebdomadaire *Nédélia* du 22 avril 1990 a révélé pour la première fois aux Soviétiques une information jusqu'alors considérée comme secrète : « D'après les données du Comité d'État de l'URSS pour l'hydrométéorologie, la contamination radioactive s'est propagée sur les territoires de quatre régions de la Fédération de Russie, de cinq régions d'Ukraine, de cinq régions de Biélorussie [...] On trouve des zones de contamination isolées dans le territoire de Krasnodar, autour de Soukhomi, dans les républiques baltes. Il est impossible de préciser l'importance de la pollution de l'environnement par le strontium, le plutonium, les particules ionisantes. On ne dispose pas d'informations précises sur la pollution par le césium ».

*Nédélia* a reconnu également, en se basant sur les conclusions de la Commission d'expertise d'État, que les terres contaminées sont recultivées pour « exporter » les produits agricoles vers d'autres régions de

l'URSS. « Les normes temporaires admissibles » se sont transformées de fait en normes immuables. C'est ainsi que de la pomme de terre supposée propre à la consommation est transportée en Asie centrale où la mortalité infantile est déjà très haute à cause de la pollution chimique de l'environnement. *Nédélia* raconte comment la viande supposée propre à la consommation est transportée depuis des zones contaminées pour être transformée dans les boucheries d'Arkhangelsk, de Tbilissi et d'autres villes avec la recommandation de la mélanger à la viande effectivement pure pour fabriquer du saucisson. Pis que ça, la viande radioactive est souvent coupée, détachée des os et mélangée aux morceaux de viande ordinaire pour être vendue aux consommateurs sans subir aucun traitement.

Au bout du compte on est forcé de conclure que le Gouvernement fédéral fait de son mieux pour augmenter au maximum l'ampleur de la catastrophe nucléaire la plus terrible dans l'histoire de la planète. Même d'après les données officielles, 4 000 000 de personnes habitent sur des territoires pollués. Qui plus est, 600 000 personnes habitant dans des régions différentes du pays ont eu leur part des conséquences de l'accident. Les maladies de millions de personnes ne sont pas considérées comme les retombées néfastes de Tchernobyl : c'est ce qu'ont décidé les Ministères de la défense et de la santé publique qui ne veulent pas élargir le cercle des victimes de la catastrophe auxquelles l'État paie 15 à 30 roubles par mois pour compenser leur préjudice.

D'après les évaluations de certains chercheurs soviétiques, rapporte *Nédélia*, le montant du préjudice causé par l'accident de Tchernobyl se chiffrera à quelque 180 à 250 milliards de roubles dans la période allant jusqu'à l'an 2000 - sans prendre en considération les préjudices correspondant à la morbidité accrue des habitants. Les préjudices subis par les États-Unis à cause de l'accident bien moins grave de la centrale nucléaire de Three-Mile-Island ont été évalués à 135 milliards de dollars. En quatre années de disputes ^ entre des départements différents qui ont tous fait preuve d'incompétence, d'ignorance des normes éthiques élémentaires et du fait de l'activité incohérente de leurs chefs, notre État a totalement gaspillé des dizaines de milliards de roubles pour décontaminer des terres qu'il est impossible de faire renaître, et pour évacuer les habitants de villes et de villages contaminés vers d'autres localités également contaminées. Les autorités ne veulent pas perdre 3 000 000 d'hectares d'emblavures, pendant qu'ailleurs on perd chaque année la récolte rentrée de près de 20 000 000 d'hectares à cause du manque de main-d'œuvre et d'incurie. Après l'exode rural, on trouve 800 000 maisons paysannes abandonnées disséminées sur tout le territoire immense de la Russie, mais les autorités

ne peuvent toujours pas se décider, depuis déjà cinq ans, à y évacuer la population des zones contaminées. Staline, que tout le monde maudit, se permettait de déplacer des dizaines de peuples d'un *Continent* à l'autre et s'acquittait parfaitement de cette tâche.

Lorsque l'intelligence manque, et lorsque la conscience ne guide plus l'homme, il lui est évidemment difficile de calculer que l'approvisionnement des régions contaminées de Biélorussie en aliments de base, le transport des produits agricoles à partir de cette république vers d'autres régions et la contamination de millions de citoyens coûteront, en fin de compte, beaucoup plus cher que l'évacuation de la population des zones à forte radioactivité. Le maintien des habitants de ces zones sur place a causé des phénomènes sociaux indésirables. Les jeunes, surtout ceux qui ont des enfants, se sauvent vers les villes. Il en résulte que le village a perdu beaucoup de travailleurs, tandis que la ville n'a accueilli que des villageois déclassés. Dès le début, il fallait évacuer la population par communautés entières (villages, kolkhozes, sovkhozes) pour maintenir les liens de production et de parenté, le mode de vie traditionnel et la culture spirituelle originale.

Les cinq années de mensonges que l'État multipliait au sujet de Tchernobyl ont donné leurs résultats. Les habitants ne font plus confiance aux informations dites ou écrites des dirigeants haut placés. Personne ne leur pardonnera d'avoir caché délibérément la vérité. Même aujourd'hui, les mensonges se poursuivent. Les départements, qui ne savent plus comment racheter leurs erreurs, se serrent les coudes, se taisent et continuent en sourdine à manipuler la conscience publique. Pendant des années, il n'y a pas eu un seul individu parmi des légions de ministres et d'académiciens, de fonctionnaires incompetents et de spécialistes malhabiles à vouloir mettre fin à la pratique vicieuse consistant à se servir des médias seulement quand il fallait *cacher* la vérité et à ne pas révéler ses propres pensées, dans la mesure où le personnage était encore capable de réfléchir. Finalement, ils se sont retrouvés eux-mêmes dans une situation difficile. Que peut-on faire d'eux ? Faut-il organiser un nouveau tribunal de Nuremberg pour tous ces Ilyine, Tchazov, Loukonine, Chtcherbine, Slioukov, Ponomarev-Stepnoï, Alexandrov et autres ?

Il serait très difficile pour tous ces personnages de faire valoir des explications du type : « Je ne savais rien », « Je n'étais pas au courant », « On m'a menti ». Il n'y avait qu'un seul homme qui parlait haut et fort et lançait des avertissements à la nomenklatura : c'était l'académicien Valéri Légassov. C'est grâce à lui que *l'Humanité* a pu échapper à une nouvelle fusion apocalyptique à la centrale de Tchernobyl le 8 ou le 9 mai 1986,

après les deux précédentes du 26 avril. Même lui n'a pas eu la force de crier à tout le monde tout ce qu'il savait sur la catastrophe, tout au moins pendant le temps où il était encore en vie, car il s'est suicidé le jour du deuxième anniversaire de l'accident. Après sa mort, la *Pravda* a publié une page entière de ses notes (numéro du 20 mai 1988). Chimiste nucléaire, il dirigeait les efforts pour limiter les conséquences de l'accident de Tchernobyl et ses témoignages sont d'une authenticité frappante quand il parle des circulaires vides de sens lancés par les dirigeants de l'électronucléaire et des tentatives de s'opposer à l'incurie des spécialistes de réacteurs et autres personnels de Tchernobyl. Légassov rappelle dans ses notes que la rentabilité des réacteurs RBMK avait été obtenue au détriment de leur sécurité. Il ajoutait que la situation des centrales nucléaires eau-eau qui constituaient l'autre moitié de l'équipement électronucléaire en URSS n'était pas non plus brillante. Jusqu'ici les spécialistes du nucléaire refusent de reconnaître que l'implantation massive de réacteurs nucléaires peu fiables et qui répondent mal aux commandes des opérateurs, est criminelle. Cela équivaldrait pour des ingénieurs de l'aéronautique à prendre comme norme, en construisant leurs avions, le niveau des pilotes d'essai les plus compétents. Normalement, on ne doit exploiter que des réacteurs qui tiennent compte des erreurs possibles du personnel, des défaillances des équipements. Alors, tout accident ne peut provoquer que des pertes économiques ou des rejets radioactifs peu importants dans l'atmosphère et non une catastrophe pareille à celle de Tchernobyl. Mais il faut tout de même reconnaître que l'article de la *Pravda* était une première tentative des médias soviétiques d'amorcer une discussion afin de modérer les ambitions politiques et les mensonges éhontés de spécialistes à la fois sous-compétents et prétentieux.

L'académicien Sakharov a lui aussi consacré beaucoup de ses interventions publiques à la catastrophe de Tchernobyl, mais ceux qu'il avertisait n'ont pas voulu l'écouter. Les premiers articles et ouvrages de Sakharov destinés au grand public ont commencé à paraître en URSS seulement après sa mort. On ne les publie qu'au compte-gouttes en évitant soigneusement ses œuvres capitales. Nous pouvons affirmer sans risque d'exagération que la CENSURE est devenue une deuxième profession pour beaucoup de communistes à tous les échelons de la gestion de l'État. La politique actuelle des dirigeants de Biélorussie après la catastrophe de Tchernobyl n'est comparable qu'aux activités des occupants hitlériens sur le même territoire pendant la Seconde guerre mondiale (cela dit en reconnaissant qu'en 1990 un grand changement a commencé). En tout cas, les résultats sont comparables. Les nazis avaient fusillé des parti-

sans, des otages et des sympathisants, tandis que les dirigeants soviétiques se sont arrangés pour abrégé la vie de chacun des habitants de Biélorussie et aussi de leurs enfants.

Aless Adamovitch, écrivain biélorusse qui est le porte-parole de son peuple, a publié dans la *Literatournaïa gazeta* du 15 août 1990 (c'est-à-dire Après l'abolition de la CENSURE) un article intitulé « Kouropaty, Khatyn, Tchernobyl » qui semble avoir été écrit avec du sang. A Kouropaty, Staline avait fusillé des Biélorusses ; Slioukov, le premier secrétaire du Parti communiste de Biélorussie, a couvert sa république de cendres radioactives. Le mérite d'Adamovitch consiste en ce qu'il a pu démontrer la logique inhumaine qui a placé au pouvoir nos dirigeants, depuis l'époque du « communisme de guerre » en 1918 jusqu'à l'époque glorieuse et assez récente du « socialisme développé ». Slioukov mentait sans vergogne ; le premier ministre Ryjkov l'approuvait et acceptait ses mensonges, tout comme les médias soviétiques : tel est le mécanisme du Grand mensonge sur la catastrophe de Tchernobyl qui a fait de si nombreuses victimes. Adamovitch écrit dans son article que le communisme se porte à merveille, malheureusement, et s'épanouit en URSS.

On peut encore voir des portraits de Staline sur les pare-brises des camions, mais ce n'est pas grave. Par contre, il est terrible que le stalinisme détermine encore le développement de l'idéologie communiste, le comportement de staliniens invétérés dans l'appareil du PCUS et du KGB. C'est ce dont il s'agit dans l'article « La vérité deux fois cachée » paru dans *Les Nouvelles de Moscou* du 29 octobre 1990 (version française) :

Il y avait foule, le 18 octobre, devant la Maison de la presse à Minsk : le stand *Tchervonaïa Zmena*, journal pour les jeunes, attirait l'attention. Il est vrai qu'à la place du numéro ordinaire, sous verre, se trouvaient des épreuves avec des traces de corrections. A côté, une inscription : « L'article a été supprimé du numéro d'aujourd'hui par la CENSURE ». Il s'agissait d'un article recopié du n° 42 des *Nouvelles de Moscou* intitulé « Le grand mensonge. Qui est responsable de la dissimulation des raisons véritables et des conséquences de la tragédie de Tchernobyl ? ».

En général, nous n'abusons pas des réimpressions, expliquait l'adjoint du rédacteur de *Tchervonaïa Zmena*, Anatoli Zékov, mais cette fois nous avons fait une exception : nous avons en effet reçu de nombreux coups de téléphone de lecteurs qui nous priaient de familiariser le vaste public avec les faits que la presse de la république passait sous silence. Bref, l'article a été traduit en biélorusse et composé. Vers six heures et demie du soir Konstantine Ostrinski, le secrétaire du CC du Komsomol de Biélorussie, arrive à la rédaction. « Tu sais, dit-il, il vaut mieux que cet article ne passe pas ». J'ai proposé de convoquer les membres de la rédaction et de voter, mais

Ostrinski a décliné cette proposition. L'article a été supprimé. A ma question de savoir de qui venait l'ordre, Ostrinski a écarté les bras : « D'en haut ».

Donc, la CENSURE en tant que telle n'y était pour rien. Alors qui était l'initiateur de cette « CENSURE politique » ? Au-dessus du secrétaire du CC, il y a le premier et le deuxième secrétaires. Le premier, ce jour-là, était à Moscou, j'ai téléphoné au second, Alexeï Krivdenko.

- Je ne comprends pas la raison de votre coup de téléphone, m'a-t-il dit, perplexe. A la dernière réunion du CC, nous avons adopté le programme d'action du Komsomol visant la liquidation des séquelles de la catastrophe. Nous créons une section spéciale...

- Ainsi, la décision de retirer l'article recopié des *Nouvelles de Moscou* n'émanait pas des organes du Komsomol ?

- Cessons donc cet entretien inutile.

Le diktat à l'égard de la presse n'est pas un phénomène nouveau en Biélorussie. Et ce n'est pas la première fois que les journalistes de l'organe pour la jeunesse défendent le droit des lecteurs à une information véritable. Il y a un an, lorsque, par les canaux de l'Agence télégraphique de Biélorussie, a commencé à déferler, avec la note « publication obligatoire », un flot d'articles fustigeant la société antistaliniste « Le martyrologue de Biélorussie » qui venait d'être créée, le collectif du *Tchervonaïa Zmena* s'est insurgé contre leur publication. Le 30 octobre 1988, lorsqu'avait été dispersé le meeting à Kouropaty, le reportage photo consacré à cet événement a « sauté » à plusieurs reprises de la maquette. C'est à ce moment-là que Zékov, l'adjoint du rédacteur en chef, a osé publier un article sur les travaux de prospection pour la construction d'une centrale nucléaire en Biélorussie, article retiré une semaine auparavant du *Vitebskaïa rabotchaga* sur l'ordre de V. Grigoriev, premier secrétaire du comité régional du parti. La lutte de l'opinion publique contre l'installation de la centrale nucléaire dans la république a été couronnée de succès, mais le peu accommodant Zékov a été remercié : des instances supérieures, comme toujours inconnues, se sont abstenues de le nommer à la place du rédacteur en chef devenue vacante.

Enfin, voici l'histoire de l'article des *Nouvelles de Moscou*. L'interdiction de le publier ne s'explique-t-elle pas par les paroles d'Aless Adamovitch citées dans ce même article qui jugeait que les gens responsables de Tchernobyl loin de pouvoir améliorer la situation, ne pouvaient que continuer à mentir pour s'en tirer ?... A ce propos, les épreuves sur le stand n'ont même pas survécu une heure : elles ont été arrachées. Par qui ? C'est la première fois que je voyais cet homme, dit Zékov. Il s'est rué dans mon bureau, menaçant de retrouver, d'après l'écriture, l'auteur de l'affichage.

En conclusion : l'article a été retiré du journal juste le jour de la nouvelle session du CC du PCUS de Biélorussie. « Nous intervenons résolument contre les tentatives [...] de défigurer la vérité au nom des intérêts sectaires », y a dit Efrem Sokolov, le premier secrétaire du CC. Il a été beaucoup déclaré, ce jour-là, qu'il ne devait pas y avoir de secrets pour le peuple...

Les tentatives de la presse soviétique pour dissimuler l'ampleur de la catastrophe de Tchernobyl furent une récidive de cette effronterie officielle. Mais l'opinion mondiale avait eu la possibilité, en 1986-1990, de comprendre ce qui s'était passé, d'en avertir les Soviétiques, d'alerter et de mobiliser les gouvernements occidentaux et la presse libre. Aujourd'hui, cinq ans après la catastrophe, les journaux *Komsomolskaïa Pravda* et *Izvestia* rapportent dans leurs livraisons respectives du 6 et du 11 février 1991 qu'en plein centre de la ville balnéaire de Sotchi, les services de la défense civile s'occupent de la décontamination (évacuation de la terre, des plantes, de l'asphalte, des bâtiments, etc., pollués) de 900 taches radioactives dont certaines sont assez vastes : un terrain de 3 x 25 mètres près du théâtre d'hiver, la gazon devant le siège de l'Exécutif du Soviet de la ville, etc. La « mauvaise pluie » comportant des agents radioactifs provenant de Tchernobyl avait arrosé le littoral de la mer Noire en 1986, mais c'est aujourd'hui seulement que des mesures commencent à être prises... Cela n'a rien d'étonnant, du reste, car en 1986, la première réaction des autorités, celles du territoire de Krasnodar et de la RSS de Géorgie, en premier lieu, fut de retirer les compteurs Geiger de tous les laboratoires et établissements qui en possédaient.

## POSTFACE

En août 1990, la Loi sur la presse en URSS annulait la censure préalable, instituée par Lénine des 1917, et autorisait toute personne à fonder un journal, une revue, une station radio ou de télévision. La glasnost a modifié l'image de l'Union soviétique ; Mikhaïl Gorbatchev nous a fait connaître le goût de la liberté.

La glasnost est désormais chose irréversible : si on nous en prive, ce ne sera que pour peu de temps. A présent, le journalisme en URSS se fraie peu à peu un chemin vers la liberté de presse véritable. Pendant l'été 1991, a été poursuivie la mise au point d'un projet de loi sur les médias en Russie. L'essence de ce projet consiste à introduire la responsabilité légale pour les personnes coupables d'avoir répandu de fausses informations, à étatiser les maisons d'éditions appartenant au parti, en vue de les privatiser par la suite. Le président de la Russie, Boris Eltsine, a déjà annoncé la liquidation des structures du parti au sein des établissements et entreprises de la république.

En 1991, l'Union des journalistes de l'URSS, qui s'est débarrassée de ses anciennes tendances idéologico-policières, a redoublé d'activité. Ce n'est plus une pyramide bureaucratique, mais une confédération des unions des journalistes existant au niveau des républiques et des régions. Sa direction se compose de personnalités bien connus chez nous et acquises aux idées démocratiques, notamment Edouard Sagalaev, Pavel Goutiontov et Pavel Goussev. Ils ont déjà beaucoup fait pour la défense des droits des journalistes et l'application effective de la législation dans le domaine de la presse. On n'ignore pas que la constitution stalinienne elle-même n'était pas complètement mauvaise dans ce domaine, mais elle est restée sur le papier.

Les grands moyens d'information et de communication soviétiques sont devenus un champ de bataille où s'affrontent les milieux procommunistes et les forces démocratiques. Le gouvernement fédéral de Pavlov a fait monter en flèche le prix du papier, de l'impression et de la diffusion des périodiques. En 1992, l'abonnement annuel à n'importe quelle publication périodique coûtera à un retraité jusqu'à un tiers voire les trois quarts, de sa pension mensuelle. Le complexe militaro-industriel contrôle toujours la fabrication du papier ainsi que de tous les équipements audiovisuels et électroniques, et il contrôle tous les systèmes de communication

postales, téléphoniques et spatiaux. La censure a cédé la place aux pratiques d'une dure pression économique. Ne peuvent résister que les publications jouissant des bonnes grâces des autorités, celles qui touchent des subsides supplémentaires, achètent le papier et paient les services à des prix d'État. Quant aux rédactions que les autorités tolèrent à peine, et celles enfin dont les autorités supportent l'existence seulement parce-qu'elles y sont légalement obligées, elles vivent sous le régime des prix libres, c'est-à-dire excessifs.

En conséquence, les périodiques de la première de ces catégories sont largement vendus sur tout le territoire de l'URSS. Quant à ceux qui appartiennent à la seconde, Soyouzpetchat, l'agence qui monopolise la diffusion de la presse, ne consent à les vendre que dans certaines grandes villes du pays. En ce qui concerne la troisième catégorie, elle n'a rien, ni abonnés ni possibilité de vendre au détail, car Soyouzpetchat refuse de s'en occuper. Il est possible, en principe, d'acheter dans n'importe quel kiosque à journaux de notre immense pays ou de recevoir par abonnement la *Pravda*, *Sovietskaïa Rossia*, *Komsomolskaïa pravda*, les *Izvestia*, *Krasnaïa zvezda*, *Délovoï mir*, *Litératoumaïa gazeta*, *Sovietskaïa koul-toura*, *Ogoniok*, *Rousski kourier*, *Za roublejom*, *Litératoumaïa Rossia*, *Argoumenty i fakty*, *Troud*. On ne trouve *Nézavissimaïa gazeta*, *Kouranty*, *Moskovskîe novosti*, *Komerçant*, *Rossia*, *Rossiiskaïa gazeta*, *Stolitsa* qu'à Moscou, Saint-Pétersbourg et une poignée de grandes villes. Sergueï Grigorianz, rédacteur en chef de *Glasnost*, met sa vie en danger en publiant ce journal, bien que sa lecture ne soit plus punie de prison. Vous comprenez que les publications de la première catégorie sont toujours très nombreuses dans notre pays et ne coûtent pas particulièrement cher, celles de la seconde catégorie sont chères, paraissent en quantité restreinte malgré leur popularité et sont vendues sur un territoire limité ; il est à peu près impossible de s'y abonner. Celles de la troisième catégorie n'ont, en général, jamais été vendues dans le réseau du commerce de l'État, mais seulement par des diffuseurs particuliers. Si étrange que cela puisse paraître, cette dernière catégorie comprend la masse des périodiques paraissant dans les républiques baltes, en Ukraine et en Transcaucasie. On ne les trouve jamais dans les magasins de détail officiels, mais seulement chez des diffuseurs privés. C'est uniquement de cette façon qu'il est possible d'acheter à Moscou ou à Tbilissi, par exemple, les journaux les plus renommés publiés en russe en Lettonie, en Lituanie ou en Estonie.

Malheureusement, aucun périodique publié ailleurs qu'à Moscou ne peut prétendre être en vente dans le pays tout entier. Dans les domaines de l'industrie du livre et de la télévision, un tel monopole moscovite n'ex-

iste pas. On regarde les émissions de la télévision de Saint-Pétersbourg dans une bonne moitié de la partie européenne de l'URSS. De bons livres sont publiés partout. Pourquoi n'est-il pas possible de faire paraître dans les pays baltes, en Transcaucasie ou en Ukraine un journal interrépublicain à fort tirage ? En fait, toutes les républiques de l'URSS, à l'exception de la Russie, subissent un blocus informationnel. Les opinions de leurs habitants ne peuvent parvenir ni aux républiques voisines, ni à l'ensemble de l'Union, ni à l'étranger.

Mais pourquoi parler des républiques alors qu'à Moscou il est impossible d'éditer un journal comme *Le Figaro* ou *Le Monde* à Paris ? Une de nos publications traditionnelles, les *Izvestia*, s'approche de cet étalon. Au sein de sa rédaction, ne s'apaise pas le scandale lié à la nomination aux postes de direction par l'establishment militaire et le parti de personnages que l'on a pas tardé à surnommer « les envoyés spéciaux du CC du PCUS ». C'est dommage, car il y a un an à peine, les *Izvestia* étaient encore un bon journal. *Nézávissimaïa gazeta* aurait pu, à son tour, devenir *Le Monde* soviétique, à condition de posséder sa propre imprimerie, un réseau de correspondants à l'étranger et de jouir d'un régime de faveur en matière de financement, d'approvisionnement et de services postaux. Mais qui peut donner tout ça à Vitali Tretiakov ? Boris Eltsine, peut-être ? Ce n'est pas exclu.

De temps en temps, des explosions d'indignation éclatent dans les républiques de l'URSS leur opinion publique proteste contre la manière, qu'ont les médias de Moscou, d'interpréter les événements locaux. Les Lituanais considèrent comme mensongers et provocateurs les articles de la *Pravda* et les commentaires de la télévision centrale sur les événements à Vilnius. On peut en dire autant des Géorgiens, Arméniens, Azerbaïdjanais, Ouzbèks, etc. Les meilleurs représentants de ces peuples croient, et c'est là le plus désagréable, que souvent la presse démocratique et libérale de Moscou également, et jusqu'à *Nézávissimaïa gazeta*, déforme, volontairement ou non, la nature des drames qui se déroulent dans les républiques. La tradition d'une information compétente et véridique n'existe pas dans notre presse. Le désir, l'habileté, le courage, l'argent et, finalement, la place manquent parfois aux journaux de Moscou pour publier des articles sur les développements dans les républiques. La Géorgie, par exemple, n'est pas mentionnée dans les colonnes de la presse centrale plus souvent que la Nouvelle-Zélande dans celles du *Monde*. Mais le parlement français ne prétend pas décider du sort des habitants de la Nouvelle-Zélande, tandis que de nombreuses instances administratives de Moscou cherchent

sans cesse à régenter les républiques, sans en avoir le moindre droit moral.

La guerre de l'information entre le centre et les républiques ne cessera que lorsque ces dernières obtiendront une possibilité, fut-elle limitée, d'être entendues en URSS et ailleurs. Si le centre veut conserver son importance, il doit apprendre à écouter les autres, et pas seulement lui-même. Il arrive qu'un commentateur peu scrupuleux des *Izvestia* écrive un énorme article mensonger sur l'activité de Zviad Gamsakhourdia, président de la Géorgie, Après lequel toute la presse de Tbilissi écume de rage pendant une semaine. Il ne faut pas oublier cependant, et nous en sommes redevables à *Kouranty*, organe de la mairie de Moscou, et à *Nézávissimaïa gazeta*, qu'on trouve souvent des informations objectives sur les événements en Géorgie. Il est impossible d'acheter un journal publié dans les républiques de Transcaucasie, même écrit en russe, dans quelque ville de Russie que ce soit, en Ukraine, au Kazakhstan ou en Asie centrale - mais il est vrai qu'on peut s'y abonner.

En juillet 1991, James Baker, le Ministre américain des affaires étrangères, a dit que les médias occidentaux disposaient de nombreux moyens pour fournir un soutien à la presse indépendante en Europe de l'Est et en Union soviétique dans le contexte du développement de la démocratie. Parmi ces moyens, le secrétaire d'État a mentionné les ressources matérielles et les programmes de perfectionnement pour les journalistes.

La France, elle aussi, collabore largement avec l'Union soviétique. Seule, parmi des États occidentaux, elle possède des paquets d'actions dans deux importantes chaînes de radiodiffusion franco-soviétiques : Nostalgie et Europe Plus. Cette dernière, selon un sondage d'opinion, réalisé pendant l'été 1991, est particulièrement populaire à Moscou et à Saint-Petersbourg. Le 31 juillet dernier, Europe Plus a commencé à transmettre régulièrement des programmes à la télévision centrale d'URSS. Pour le moment, ce ne sera qu'une seule fois, en fin de mois. Par ailleurs, chaque semaine, la nuit de vendredi à samedi, les téléspectateurs de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est pourront regarder des shows télévisés et les meilleurs films de divers pays. Georges Polanski, promoteur de toutes les activités d'Europe Plus, a dit aux journalistes que les succès de sa firme en URSS inspirent de la confiance à ceux des hommes d'affaires français qui n'ont pas encore décidé d'investir des capitaux dans notre pays.

Depuis longtemps, des spécialistes français et soviétiques coopèrent, mettant au point de nouvelles techniques de télévision. La

réception du programme francophone TV-5 est déjà possible sur toute l'étendue de la partie européenne de l'URSS, mais un nouveau satellite plus puissant et plus proche de la Terre serait très utile, en effet, peu de gens ont la possibilité d'installer chez eux une antenne parabolique d'environ quatre mètres de diamètre.

Espérons, dans le cadre de ces collaborations, que le ministère des Affaires étrangères français acceptera de subventionner l'envoi dans plusieurs villes de l'URSS de livres et de périodiques français restés invendus et de les céder en échange de roubles. Espérons aussi que les Français ouvriront un jour des centres culturels dans nos républiques souveraines (peut-être en collaboration avec des universités ou des instituts de langues étrangères locaux), à l'instar de celui qui a commencé de fonctionner à Moscou, dans les locaux de la Bibliothèque centrale de littérature étrangère de l'URSS.

Peut-être verrons-nous fonder un grand journal franco-soviétique ? Ou bien, faisant preuve de générosité, les Français publieront-ils à l'intention des Soviétiques une sorte de *Digest* en russe, composé de condensés de trois ou quatre de leurs quotidiens et hebdomadaires les plus lus ? Les Américains ne font-ils pas paraître un tel journal à Paris, en anglais ? Les meilleurs traducteurs de Moscou seraient heureux de s'occuper de la traduction de ce *Digest* et ne demanderaient que 10 francs au lieu de 250 par page dactylographiée. Depuis des dizaines d'années, le complexe militaro-industriel soviétique fait traduire aux Éditions Mir des journaux et des livres américains consacrés aux technologies militaires les plus récentes. Mais les autres domaines de la connaissance restent en plan. En 1990 et 1991, les bibliothèques soviétiques manquent de devises pour acquérir des publications politiques et scientifiques à l'étranger. On voit augmenter d'année en année le flot d'informations allant dans un seul sens : de l'Est à l'Ouest. Le monde entier regarde les actualités télévisées soviétiques *Vrémia*, souvent même munies de traduction. Il est vrai que chez nous aussi on peut voir les actualités de CNN, mais sans traduction et uniquement à Moscou.

On publie actuellement en URSS la version anglaise qu'on diffuse à l'étranger des journaux *Nézávissîmaïa gazeta*, *Komerçant*, *Les Nouvelles de Moscou* ; les revues *Mejdounarodnaïa jizn*, *L'Union soviétique*, *Temps nouveaux*, *Sotsiologuitcheskîe isslédovania*, *USA : économie, politique et idéologie*, *Les Sciences sociales en URSS* et *Sovietskaïa litératoura* ainsi que des dizaines de publications scientifiques et techniques, également en anglais. En ce qui concerne les publications françaises, cette liste est un peu plus restreinte. Mais que recevons-nous en échange ? Pratiquement

rien, pour ce qui est des périodiques occidentaux. En été 1991, a paru le premier numéro du *Reader's Digest* en russe tiré à 50 000 exemplaires, ce qui ne peut avoir qu'une valeur symbolique pour l'URSS. Sont en voie de traduction une ou deux revues économiques américaines, ainsi que *Burda*, journal de mode allemand.

Il est pratiquement impossible en URSS d'acheter *Rousskaïa mysl*, journal d'émigrés, paraissant en russe à Paris. Or, c'est une publication nettement anticommuniste bien informée sur l'actualité soviétique. Sa rédaction, y compris l'imprimerie, est installée dans un appartement de quatre pièces, mais le résultat de ses efforts est réellement extraordinaire. Dans les kiosques à journaux de Tbilissi on trouve *Alla Sakartvelodan* (Diaspora géorgienne), journal édité depuis dix-huit ans en Israël par des Juifs émigrés. On ne saurait qu'approuver évidemment la vente de 20% des actions de *Komerçant*, un hebdomadaire économique très populaire chez nous, de la compagnie européenne Eurexpansion, présidée par Jean-Louis Servan-Schreiber. Peut-être un écrivain français ou un « grand reporter », parmi les correspondants parisiens à Moscou, aura-t-il l'idée d'entreprendre un voyage à travers la Russie et le Caucase, comme l'a fait en 1858-1859 Alexandre Dumas père ? Des deux volumes de ses impressions de voyage (*De Paris à Astrakhan et au Caucase*) le premier n'a jamais été traduit en russe, son objectivité ne pouvant que déplaire aux souverains de Russie. Le second a été édité en russe en 1861 et réédité en 1989. Les notes de voyages en Russie du marquis de Custine n'ont été traduites et publiées en russe qu'en 1991. Les livres de ces deux auteurs français sont d'une lecture passionnante et laissent une impression de fraîcheur et d'actualité, comme s'ils dataient d'hier et pas d'un siècle.

Des réalisateurs français pourraient aussi tourner des films sur l'Union soviétique, dans le genre du documentaire en plusieurs épisodes, réalisé par la BBC sous le titre *La seconde révolution russe* et consacré aux six dernières années de l'histoire soviétique. Il serait encore plus utile d'enregistrer sur cassettes vidéo différents programmes d'études télévisés, français par exemple, et de les munir d'une traduction russe. On compte des millions de magnétoscopes et de téléviseurs en couleurs en URSS, mais les films scolaires sont pratiquement inexistants tout comme les manuels ordinaires. Disons à ce propos qu'on a été obligé de supprimer tous les examens d'histoire dans les écoles secondaires et les établissements d'enseignement supérieur, par manque de manuels nouveaux, plus véridiques que les anciens, dans toutes les branches des sciences humaines.

Depuis mai dernier, fonctionne le programme de télévision de Russie (TVR) où travaillent maintenant les plus doués et scrupuleux des réalisateurs et journalistes, qui ont quitté la TV centrale ou en ont été congédiés. Geste symbolique : la TVR a commencé son activité en présentant, dans le cadre de la rubrique « La caméra examine le passé », le documentaire *Répétition* consacré aux événements du 9 avril 1989 à Tbilissi. Les censeurs de Moscou avaient interdit la projection de ce film, portant ainsi un préjudice moral à la société. Des dizaines de millions de téléspectateurs devaient entendre le monologue du père d'une des victimes du massacre. Celui-ci demandait : pourquoi le soldat assassin a-t-il poursuivi ma fille jusqu'au vestibule du théâtre où, après l'avoir assassinée, il lui a encore cassé les deux bras ? Le général Rodionov expliquait avec un sourire suffisant qu'on n'avait fait qu'« évacuer » la place. Aucun écrivain ne serait capable d'imaginer le sourire du général qui connaissait déjà le nombre de tués parmi lesquels des enfants. La caméra l'a fixé. On ne saurait non plus inventer une rencontre d'anciens détenus politiques avec leurs geôliers d'autrefois. Mais la courageuse et honnête télévision de Russie montre dans le documentaire intitulé *Traîtresses*, les femmes d'« ennemis du peuple », dont la vie a été brisée par le régime, qui font face aux serviteurs de ce régime, également vieux et débiles, ne comprenant toujours pas en quoi consistait leur crime puisqu'ils avaient accompli « loyalement » leur devoir.

Et si la TVR avait son propre réseau de correspondants à l'étranger ? Elle l'aura, sans nul doute, avec le temps. Alors, nous apprendrons enfin comment la Pologne est parvenue à passer à une vie économique normale. Avec beaucoup de profit pour nous-mêmes nous verrons en détail par où les spécialistes ouest-allemands ont commencé leur propre perestroïka dans l'ancienne RDA.

En 1991, les télévisions de nombreuses républiques et régions nationales de l'URSS ont obtenu leur indépendance vis-à-vis du centre, au grand mécontentement de ce dernier. C'est pourquoi les militaires n'abandonnent pas les locaux de la TV de Vilnius, qu'ils ont occupés en janvier, ni ceux de Nagorny Karabakh. Le régime de loi martiale n'a pas été levé jusqu'à présent à la TV de l'Azerbaïdjan. En Lituanie, cependant, la chaîne de Kaunas dessert toute la république. En URSS, ont été ouvertes des stations de télévision par câble indépendantes et privées.

En été 1991, nous avons assisté à des changements réellement spectaculaires dans le domaine de la radio et de la télévision nationales. A présent, la création de la station de télévision orthodoxe Radonej ne peut

plus surprendre personne. Le PCUS et les milieux militaro-industriels, proches de ce parti, ont définitivement perdu leur monopole en la matière. La TV de Russie, à peine née, s'est déjà avérée une des plus importantes dans le monde : elle possède 620 émetteurs extrêmement puissants, plus de 7 000 récepteurs de signaux émis par les satellites, environ 9 000 relais ainsi qu'un groupe de satellites desservant cinq fuseaux horaires. La TVR vient de lancer plusieurs nouveaux satellites de télécommunication. Ses actualités intitulées *Vesti* sont beaucoup plus impressionnantes que le programme du soir *Vremia*, transmis par la première chaîne de la TV centrale.

Il est significatif que la compagnie de télévision de Russie ne prétend nullement à un nouveau monopole. Les concurrents sont admis par la loi, et ils poussent comme des champignons. Depuis plusieurs mois déjà, l'Association *La vidéo de Russie*, dont les émissions sont destinées aux téléspectateurs de la région de Leningrad, tourne dans ses studios des documentaires et des films d'art, adapte des films étrangers, etc. Cette Association est un des principaux partenaires de la TVR. L'Union des journalistes de l'URSS se propose d'avoir sa propre télévision si elle réussit à trouver des parrainages étrangers influents. Le millionnaire anglais Ben Brahms, producteur de cinéma, ingénieur et directeur de la compagnie Speck-group avec des filiales aux Etats-Unis, en Union soviétique et à Singapour, a l'intention de créer dans la partie orientale de l'URSS un réseau de communications comprenant des chaînes de télévision commerciales.

Du point de vue financier, la télévision de Russie est d'ores et déjà notre Klondike. Les tout nouveaux brasseurs d'affaires soviétiques n'ont-ils pas gagné, en l'espace d'un ou de deux ans, des milliards de roubles grâce à la projection de films, pour une part volés en Occident, dans des centaines de milliers de vidéothèques et de vidéoclubs ? Les premiers futurs propriétaires des réseaux de télévision par câble et de petits studios de télévision tireront des profits encore plus considérables de leurs entreprises. L'Union des organisations de télévision par voie hertzienne et par câble, dirigée par Edouard Sagalaev, existe depuis un an. Le projet américain « Fenêtre sur le monde » prévoit de remettre gratuitement à cette union cent antennes de satellites, destinées aux centres régionaux de télévision par câble, qui seront desservis par plusieurs satellites. Nous sommes à présent à deux pas d'un boom dans le domaine de la télévision.

En octobre 1991 sera ouvert à Moscou un Collège universitaire français où enseigneront des professeurs de l'Université de Paris. La prépondérance y sera donnée aux sciences humaines. Ce miracle a été

accompli par les dirigeants des deux pays, de concert avec les recteurs de l'Université de Moscou et de Paris. Une grande part dans le succès de l'entreprise revient à l'écrivain Marek Halter, président du collège et conseiller du président français. Après deux années d'études, les élèves diplômés par le collège auront automatiquement le droit d'être admis à l'Université de Paris, et les dix meilleurs toucheront une bourse spéciale. Tout cela n'est qu'une goutte d'eau dans la mer, bien entendu, mais les échanges franco-soviétiques dans la sphère des techniques spatiales, de la télévision et de la téléphonie remontent très loin dans le temps. Ne perdons donc pas l'espoir que le français soit de nouveau, comme au XIX<sup>e</sup> siècle, à la mode dans les écoles secondaires soviétiques. Il est temps que l'anglais, qui règne en maître chez nous, lui cède la première place.

Jusqu'à juillet dernier, il était impossible de téléphoner en Turquie de la ville géorgienne de Batoumi, c'est-à-dire à une distance de dix kilomètres autrement que via Moscou - et encore avec une peine énorme. Actuellement, la Géorgie et la Turquie sont unies par une ligne téléphonique automatique directe. Au printemps, le président de la Géorgie Zviad Gamsakhourdia, parlant à la cérémonie d'inauguration des communications téléphoniques internationales directes à Tbilissi (via Vienne, et non Moscou), a déclaré que si la Géorgie avait possédé ce canal dans la nuit du 9 avril 1989, on aurait pu prévenir la tragédie en faisant appel aux chefs d'État étrangers et aux agences mondiales d'information.

Au cours de l'été 1991, la firme américaine AT&T Network Systems International et la direction des Services des transmissions arméniennes ont ouvert une ligne de communications téléphoniques directe entre l'Arménie et les États-Unis, offrant aux abonnés de cette république la possibilité de communiquer directement avec tous les pays. La compagnie AT&T se propose d'organiser les mêmes services à Saint-Pétersbourg. A l'heure actuelle, les abonnés des villes de l'Extrême-Orient soviétique essaient pendant des heures d'atteindre le Japon via Moscou. En août 1991, la firme japonaise NEC a déjà livré à Vladivostok le matériel nécessaire pour installer 600 canaux de communication avec l'URSS, qui seront répartis à titre égal entre les États-Unis, le Japon, la Chine et Singapour.

Les Japonais ont déjà annoncé que leur consortium électrotechnique le plus important Matsushita denki, dont les produits portent les marques Panasonic, National et Technics, est prêt à financer la fabrication de caméras vidéos dans les usines de guerre soviétiques. Le fait est qu'après le départ forcé des troupes irakiennes du Koweït, le prestige des

systèmes d'armement soviétiques est brusquement tombé. D'autre part, la guerre froide étant terminée, la reconversion des usines de guerre soviétiques s'impose sans plus de délai.

Toutes les nouvelles ne sont pas bonnes, les mauvaises ne manquent pas non plus. Ainsi, le projet soviéto-français d'un système de communications transcontinental Europe occidentale-Japon passant par l'URSS, à l'étude pendant plus d'un an, a fait long feu. Selon la décision adoptée lors de la session du COCOM de mai dernier, les possibilités d'exportation en URSS de systèmes de télécommunications avec utilisation de fibres optiques sont sensiblement limitées. En revanche, sont fortement élargies les exportations de progiciels soviétiques. Les ordinateurs ne sont pas suffisamment nombreux en URSS, mais la qualification des spécialistes soviétiques correspond aux normes occidentales, bien que leur traitement mensuel ne dépasse pas en moyenne une centaine de francs.

La déstalinisation n'est toujours pas assez rapide ; elle marque un retard catastrophique, quelque 40 ans après la mort du « père des peuples ». L'Afghanistan, l'Angola, l'Éthiopie, Cuba, le Vietnam, Tchernobyl, l'Irak : toutes ces tragédies ont coûté à l'Occident des centaines de milliards de dollars. Et il n'est pas exclu que cette liste soit prolongée. Je partage l'avis des hommes politiques occidentaux qui estiment qu'il n'est pas raisonnable d'accorder de nouveaux crédits au Kremlin. Cela ne ferait que différer l'agonie du régime. Il faut faire plutôt ce qui a été réalisé par l'Occident en Pologne dans les années 80. Étendez l'activité en URSS d'organisations telles que l'USIA, l'Institut Goethe, le British Council, l'Alliance française ; augmentez le nombre des satellites de transmission au-dessus de l'Est européen et de l'Asie ; assurez la traduction simultanée en russe des programmes de CNN, de Worldn, et de TV-5 et autres ; ouvrez en URSS écoles et universités occidentales ; organisez en commun des entreprises de traduction et d'édition en russe de plusieurs centaines des meilleures œuvres d'auteurs occidentaux ; laissez les étudiants soviétiques accéder aux banques de données existant en Occident ; aidez à éditer en russe ne serait-ce qu'une fois par semaine des *digests* tirés des périodiques français, anglais, japonais, américains, allemands, italiens et espagnols les plus sérieux. De tels *digests* sont publiés à Moscou par l'agence TASS : il s'agit seulement de l'aider, d'améliorer sensiblement la qualité des textes et de les publier à un fort tirage.

Les journalistes et les organisations démocratiques de Moscou, de Leningrad, des pays baltes, de Géorgie et d'Arménie ont confirmé dans la pratique leur détermination à posséder une presse libre, ne serait-ce

qu'une presse économique au début. Il n'y aurait probablement pas grande difficulté à aider les Soviétiques à se procurer des manuels occidentaux, des livres pour enfants, les stocks invendus des tirages de grands périodiques et de revues scientifiques : cela ferait un effet énorme.

L'aide, même la plus modeste, dans la sphère de l'imprimerie, de l'audiovisuel, de l'informatique ne doit pas être accordée uniquement aux grandes villes de la Russie, mais aussi à toutes les républiques de l'URSS souffrant de leur division et du contrôle central absolu en matière d'information. La direction à distance, à partir du Kremlin, des conflits interethniques dans le pays serait moins rigoureuse si le programme télévisé *Vrémia* avait un concurrent à l'échelle de l'URSS : une sorte d'analogie de la CNN, avec son siège non pas à Atlanta mais, disons, à Munich. Nous avons besoin d'un équivalent télévisé de Radio Free Europe et de Radio Liberty. Nous avons besoin d'informations économiques, culturelles, écologiques, scientifiques et techniques. Nous recevons déjà des échantillons de la musique et des films occidentaux (encore serait-il plus exact de dire que nous les volons), mais le choix est restreint.

D'autre part, je suis persuadé qu'aucun groupe informationnel étranger ne pourrait rédiger des textes aussi convaincants pour les Soviétiques que ceux que renferme le n°22 pour 1991 de l'hebdomadaire moscovite *Stolitsa*. Leurs auteurs y ont décrit la guerre de 1941-1945 avec beaucoup plus de vérité que tous les Mémoires des chefs d'armée soviétiques pris ensemble. La vérité est une grande force : elle dissipe le mensonge et les illusions nuisibles et inutiles. Nos sociologues, journalistes, éditeurs et instituteurs trouveront les mots véridiques et sauront les faire parvenir à leurs compatriotes s'ils ont à leur disposition les moyens techniques adéquats. La plupart des Soviétiques, surtout en Russie (pas dans les républiques fédérées) sont toujours convaincus que nous vivons si mal à cause des conséquences de la guerre contre l'Allemagne, que l'Occident souhaite que l'URSS se désagrège en une poignée de petits États hostiles les uns aux autres, que le communisme est une bonne chose en somme et qu'il faut seulement qu'on se débarrasse des mauvais communistes peu nombreux, des voleurs et des aventuriers.

Comment expliquer aux Soviétiques que si le Centre cédait la majeure partie de ses pouvoirs aux républiques, tout le monde se calmerait aussitôt. On formerait, comme avant, un seul espace économique et on créerait un Conseil de représentants des républiques à Moscou, ainsi qu'un parlement avec un nombre égal de représentants de

toutes les anciennes républiques soviétiques. Et puis, en avant ! On vivrait tranquillement, sans craindre à chaque instant que tombe sur nous, telle une épée de Damoclès, une décision du premier ministre Pavlov et de la troïka des ministres militaires et policiers : Krioutchkov-Pougo-Yazov. Mais pouvons-nous vivre tranquillement dans notre maison lorsque nos économies, notre travail, notre salaire, notre santé et notre vie elle-même sont à la merci d'un étranger total, d'un homme qui se moque de notre bien-être ? C'est juste le contraire qui se produit : cet étranger, ce soi-disant « frère aîné » de Moscou, agit toujours de façon à compliquer notre vie pour nous contraindre à lui demander son aide et nous rendre encore plus dépendants de lui. Même en supposant que les étudiants et les dissidents géorgiens du milieu des années 50 et de la fin des années 80 étaient des crétins absolus et que leurs revendications étaient dénuées de fondement, il n'en reste pas moins que le peuple géorgien n'aurait jamais consenti à tirer à l'arme automatique sur ces jeunes gens désarmés (comme ce fut le cas le 9 mars 1956), ni à abattre les participants à une grève sur le tas à coups de pioche et à les empoisonner avec des substances toxiques (comme ce fut le cas le 9 avril 1989 sur une place centrale de Tbilissi).

Le Centre est toujours en retard, son système bureaucratique rigide n'a jamais été capable de réagir d'une manière adéquate à la réalité. Tout en trompant les autres, le système se trompe constamment lui-même. Il ne commettait pas seulement des crimes au nom de quelque objectif important, mais faisait tout bonnement des bêtises. Ce qui, dans l'idée de bien des gens, est beaucoup plus grave. Pousser les services spéciaux bulgares à faire du trafic d'armes et de stupéfiant ou à exterminer leurs compatriotes qui émigraient, relevait d'une politique à courte vue. Tuer les participants aux manifestations pacifiques à Tbilissi, Alma-Ata, Vilnius et Bakou n'était pas davantage intelligent. Envoyer des troupes en Afghanistan ne promettait là encore rien de bon, étant donné la triste expérience des Anglais. Continuer à fournir des armes à Kaboul ? A quelle fin ? Pourquoi faut-il maintenir à la surface Kaboul et Cuba, Arafat, Kaddafi et autres personnages du même acabit ?

Rendez la terre aux paysans, renoncez à une grande partie du pouvoir, réduisez les dépenses militaires, désagrégez le PCUS et repentez-vous ! Alors seulement vous ne serez pas jugés. Autrement, tous les dirigeants militaires et du parti actuels devront subir le même destin que leurs collègues en Europe de l'Est. Il faut savoir quitter la scène avec dignité. Comme on l'a fait en Pologne, par exemple, après la mort de Brejnev : dès que la menace d'une intervention militaire du Kremlin fut affaiblie,

les dirigeants du parti polonais ont en fait entamé un processus graduel de passage du pouvoir aux forces non communistes.

En URSS également, les communistes rendent peu à peu leurs positions, ne songeant qu'à s'emparer des meilleurs morceaux pendant la privatisation en cours. Ils auraient renoncé à leur pouvoir et, du même coup, au marxisme-léninisme depuis deux ans déjà, si les événements en Europe de l'Est ne les avaient pas effrayés. A voir les choses d'un point de vue optimiste, le parti communiste en URSS est condamné. Le pas suivant consiste à juguler le complexe militaro-industriel, en procédant comme suit : reconversion, réduction des dépenses militaires et création d'une armée professionnelle, obéissant au conseil des représentants des républiques fédérées, et non au Kremlin. Dans ce cas-là, l'Union pourrait se transformer en communauté d'États indépendants avec des forces nucléaires communes, mais possédant des formations nationales de forces intérieures.

Le président de la Russie, Boris Eltsine, a officiellement reconnu l'indépendance de la Lituanie. C'est une bonne nouvelle, mais il y en a aussi de mauvaises, à savoir, les communiqués sur les hostilités en Yougoslavie. Si, incitée par des diplomates, sociologues et journalistes, l'opinion mondiale se prononce sans équivoque en faveur du soutien des républiques de l'URSS et de la conclusion entre elles d'un accord comprenant l'octroi à ces républiques des pleins pouvoirs du Kremlin, bien des choses changeront automatiquement. Les Arméniens et les Azerbaïdjanais s'entendront entre eux ; les Ossètes et les Abkhazes se calmeront ; les Ukrainiens ne voudront plus sortir de l'Union soviétique ; la tension dans les pays baltes se relâchera ; ce ne sera plus à Moscou, mais à Tachkent que se décidera le sort des Ouzbèks ; toutes les républiques de l'Asie centrale, ainsi que le Kazakhstan, ne se croiront plus manipulés par le Kremlin au détriment de leurs intérêts. L'Empire actuel, où l'unité n'est sauvegardée que grâce à la contrainte et au chantage, est condamné. Quant à l'union bienveillante des républiques-États souverains et indépendants, elle a toutes les chances de survivre, à l'instar du Commonwealth britannique ou de la Communauté économique européenne. La *Pravda*, telle qu'elle est actuellement, et le journal télévisé *Vrémia* ne peuvent nous mener qu'à la famine et à la guerre civile. Avec les *Izvestia*, sans Nikolaï Efimov, *Les Nouvelles de Moscou* de Yakovlev père et le *Komerçant* de Yakovlev fils, ainsi qu'avec *Nézavissimaïa gazeta* de Tretiakov et *Stolitsa*, la revue d'Andrei Malguine, nous avons encore des chances.

N'empêche que les Géorgiens liront quand même toujours avec plus de plaisir leurs propres journaux et regarderont leur propre TV, dont

les plans n'ont plus à être approuvés à Moscou. Il est vrai, d'autre part, que les Géorgiens n'ont toujours pas d'accès direct aux communiqués d'agences d'information mondiales, non plus qu'à la presse occidentale, aux banques de données, aux réseaux informatiques et autres acquis de la civilisation. De même que la plupart des républiques de l'URSS, la Géorgie se ressent du blocus de l'information. Grâce à Moscou, même les envois postaux provenant de l'Occident n'arrivent à leurs destinataires qu'au bout de plusieurs semaines. Tbilissi ne reçoit pratiquement ni livres occidentaux, ni périodiques scientifiques et politiques, ni films et programmes télévisés. Savants et autres spécialistes ne viennent pas en Géorgie à titre d'échanges. Tout ce qui vient d'être énuméré apparaît parfois dans des quantités minimales, purement symboliques, pour ainsi dire. Il arrive peut-être chaque jour en Géorgie un journal américain et trois Polonais, et au marché noir apparaît un vidéofilm occidental volé, mais en somme, c'est la stagnation, le désert. Visiblement, les Occidentaux attendent. Peut-être feront-ils le premier pas Après l'ouverture chez nous par leurs gouvernements de centres culturels, d'écoles, d'hôpitaux, de studios de télévision ?

Mieux un Soviétique est informé, plus il est civilisé, et moins il est agressif et dangereux pour l'Occident. Les Soviétiques cultivés comprennent que les rayons des magasins, vidés en 1990-1991, ont été dévastés dans une grande mesure artificiellement, pour provoquer des troubles, de mettre les peuples à genoux, de les obliger par la menace de la faim et de l'anarchie à accepter la survie du régime totalitaire. Quand même les illusions communistes se dissipent à vue d'œil.

Les 15 républiques soviétiques, qui se sont déjà proclamées indépendantes et souveraines, sont prêtes à procéder à un libre échange d'information, à coopérer avec le monde entier dans les domaines économique, scientifique et culturel.

*Annexe*

**L'OPINION PUBLIQUE**

## Chapitre premier

### «On repart à zéro...»

C'est ce qu'a dit de la situation dans la sociologie soviétique Vladimir Yadov, directeur de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de l'URSS, dans un article publié dans la *Sovietskaïa kouloura* du 6 mai 1989.

En URSS, la sociologie figurait toujours sur la « liste noire » des sciences bourgeoises. Dans l'après-guerre et les années 50, cette liste comprenait la génétique et la cybernétique. Jusqu'au début des années 80, les interdits frappaient des secteurs entiers des sciences humaines, de la littérature et des arts.

Le terme même de « sociologie » n'a eu droit de cité, sanctionné par l'instance suprême, le Comité central du PCUS, qu'en 1988. Fondé en 1968, le premier centre d'études sociologiques était logé dans un sous-sol. Appelé au début l'Institut d'études sociales concrètes, il a été rebaptisé plusieurs années plus tard l'Institut d'études sociologiques pour devenir finalement l'Institut de sociologie, en 1988, quand il a emménagé dans son propre bâtiment.

La sociologie soviétique naissante ne pouvait exister qu'à condition d'être appliquée. Les sociologues n'étaient autorisés qu'à travailler sur des plans de développement social de certaines collectivités de travailleurs ou de territoires isolés, qu'à établir les causes de l'instabilité familiale, de la fluctuation du personnel ; toujours à condition de ne pas aborder les causes profondes des problèmes sociaux clés de l'URSS. La vraie nature de ces problèmes était tue. Par contre on chantait sur tous les toits les prétendus succès enregistrés dans tous les domaines de l'économie nationale, les progrès de l'homogénéité sociale et du mode de vie socialiste.

Lorsque j'entrais dans mon institut, je jetais toujours un coup d'oeil sur le tableau d'annonces du comité local du PCUS, pour voir s'il y apparaissait un nouveau bouc émissaire, un chercheur qui serait critiqué à la prochaine réunion du parti par ses collègues envieux. Il serait ensuite chassé de l'Institut, ou bien se verrait interdire les voyages à l'étranger pendant quelques années. S'il était invité par des chercheurs occidentaux, on

répondrait pour lui que sa maladie ne lui permettrait pas de participer à la conférence.

Vers le milieu des années 80, la sociologie en tant que science n'existait plus en URSS. Les médias et les milieux dirigeants étaient convaincus que l'opinion publique était exprimée par les instances suprêmes et les périodiques nationaux du PC. Tous les autres points de vue étaient pour eux strictement personnels et ne valaient rien.

Les résultats des sondages d'opinion à l'échelle nationale n'étaient presque jamais publiés, sauf lorsqu'ils ne risquaient pas de compromettre la ligne générale du PC. Sinon, ils étaient passés sous silence ou, au mieux, exposés dans des bulletins « à usage réservé aux personnes et services compétents », à savoir le CC du PCUS, le KGB ou, plus rarement, le Ministère de la défense. Fait significatif : même dans ces études strictement confidentielles, la réalité était toujours maquillée ! C'était dans les règles du jeu. Ainsi, les instances dirigeantes étaient sûres d'entendre ce qu'elles voulaient entendre.

Que dire alors des sondages d'opinion, dont les résultats étaient bien révélés au grand public, mais dont les questionnaires je le rappelle étaient comme ils le devaient, approuvés successivement à tous les échelons du PC à Moscou et à la périphérie. Toutes les questions qui laissaient la possibilité d'une réponse alternative ou contraire au point de vue officiel étaient considérées comme provocatrices et rayées sans pitié des listes.

Jusqu'en 1989, les sociologues soviétiques les plus talentueux étaient mal vus par les autorités. Citons parmi ces « suspects », l'actuel directeur de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences, le Pr. Vladimir Yadov, et le nouveau président (jusqu'à janvier 1991) de l'Association sociologique d'URSS, l'académicienne Tatiana Zaslavskaïa.

Jusqu'en 1989, il ne paraissait qu'une seule revue sociologique *Sotsiologuitcheskié isslédovania* (Etudes sociologiques), à Moscou, et une revue à moitié sociologique, à Novossibirsk, *Ekonomika iprikladnaïa sotsiologuia* (Economie et sociologie appliquée).

A l'époque, les facultés de sociologie tout récemment créées venaient de former leurs premiers diplômés qui étaient quelques dizaines seulement. Selon Ovsei Chkaratan, vice-président de l'Association sociologique de l'URSS, le pays devrait, avoir près de 70 000 sociologues. Actuellement, ils ne sont que 4 000. Ajoutez à cela que la quasi totalité d'entre eux n'a pas la formation adéquate.

D'où l'importance de l'aide que nous ont apportée l'Association

sociologique américaine et l'Association des sociologues britanniques. Aux termes d'accords non-gouvernementaux, ils se sont engagés à former, à partir de l'automne de 1989, presque gratuitement, jusqu'à 50 jeunes Soviétiques, diplômés d'études sociologiques supérieures, qui seront à l'issue de ces stages promus professeurs de sociologie. Une plus grande ouverture en URSS a permis une plus grande aide occidentale à notre pays.

Des changements palpables se sont produits dans la sociologie soviétique. Des sondages d'opinion plus ou moins objectifs sont depuis quelque temps publiés dans des périodiques comme *Les Nouvelles de Moscou*, les *Izvestia* et *Ogoniok*. Pour le moment, le journal du PC, la *Pravda*, ne publie pas encore de sondages d'opinion. Et pourtant c'est un arrêté du CC du PCUS consacré à la sociologie (1988) qui a marqué le début d'une nouvelle période, réaliste, dans l'évolution de cette science en URSS.

Les sondages, certes, ne suffisent pas à eux seuls. Le Pr. Chkaratan, dont j'ai déjà parlé plus haut, lui qui a fait plus d'une fois l'objet de persécutions pour ses études sociologiques critiques, a accordé une interview au journal *Vozdouchny transport* (Transports aériens) (28 janvier 1989). Que faire si la *Pravda* ne s'ouvre que trop lentement aux tendances nouvelles ?

- Quel rôle la sociologie joue-t-elle dans la vie de la société soviétique ?

- Nous n'avons pas encore de sociologie en tant que science faite de données factuelles suffisantes. Pourtant, en ce qui concerne les sociologues bénéficiant d'une grande autorité scientifique et politique, d'importants changements se sont produits ces trois dernières années. Il ne fait aucun doute que les plus grands sociologues progressistes, qui étaient considérés jusqu'ici comme des contestataires qu'il fallait vitupérer, sont devenus aujourd'hui des militants actifs de la perestroïka.

- Et qui sont ces sociologues ?

- Tatiana Zaslavskaïa, l'académicienne qui préside notre Association sociologique. A la veille de la perestroïka, elle et moi, nous nous sommes vu interdire un voyage en Grande-Bretagne. L'académicien Fédosseïev, membre du CC du PCUS et à l'époque vice-président de l'Académie des sciences, nous considérait apparemment comme des personnages suspects. Avant cela, Tatiana Zaslavskaïa avait été à l'origine d'un scandale. Après qu'un de ses rapports ait été rendu public en Occident. C'était un rapport honnête et objectif sur notre économie nationale. En ce qui me concernait, notre « éminence grise » d'alors, Mikhaïl Souslov, m'avait critiqué en 1971 pour ma définition de la classe ouvrière et de la place sociale des intellectuels dans la société. Cette situation a duré des années. L'actuel directeur de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de l'URSS, le Prof. Yadov a été lui aussi dans une situation critique. Je rappelle qu'il est le seul sociologue soviétique à avoir suivi pendant un an une formation à l'étranger. A l'époque, nos collègues étrangers

avaient des possibilités limitées pour venir chez nous. Nous autres, sociologues soviétiques, n'avions ni les laboratoires nécessaires ni la possibilité de publier ce que nous considérons comme objectif. Vers le début des années 80, nous nous sommes tous transformés ou presque en chercheurs isolés.

— On dit toujours que la sociologie est comme un miroir de la société. Si c'est vrai, que reflète ce miroir ?

— C'est plus qu'un miroir. C'est plutôt une étude scientifique de la réalité, un instrument à double tranchant, car un sociologue peut être progressiste ou conservateur.

— Par exemple ?

— Si vous voulez, le sociologue Routkévitch, membre correspondant de l'Académie des sciences de l'URSS, qui est un très bon professionnel, est l'un des conservateurs les plus confirmés de notre culture.

— En quoi consiste son conservatisme ?

— Il s'en tient à des positions figées, notamment en ce qui concerne la structure sociale de notre société. Il a des idées préconçues sur la place des intellectuels dans notre vie. Il s'en tient toujours à la fameuse formule officielle «deux plus un», c'est-à-dire deux classes, l'ouvrière et la paysanne, plus les intellectuels. Il y a plusieurs années, j'ai eu à expertiser, sous Grichine, le plan directeur de développement de la ville de Moscou. Les auteurs du plan en question cherchaient à tout prix à stabiliser la proportion de la classe ouvrière par rapport au total de la population de Moscou. Pourtant, chercher à préserver l'actuelle structure sociale et professionnelle au moment où décolle une révolution scientifique et technique équivalait à creuser davantage notre retard sur les pays industrialisés et à risquer d'être rejeté dans le tiers monde, et même à ses confins. Aujourd'hui le monde civilisé procède à une désindustrialisation des villes et à la création d'une économie informatisée où les spécialistes appelés traditionnellement intellectuels deviennent la principale force productrice. Bref, la société moderne n'emploie qu'un tiers de sa population active dans la sphère de la production matérielle.

— Y a-t-il aujourd'hui des domaines interdits pour la sociologie ?

— Pour moi, il n'y en a jamais eu. Mais quand des chercheurs ne reconnaissent pas certains interdits et luttent pour avoir le droit d'étudier certains thèmes, les dirigeants le voyaient d'un mauvais œil. Résultat : les chercheurs qui ne reconnaissent pas les interdits étaient confrontés à plus de difficultés.

— Et les dirigeants, que n'aimaient-ils pas encore ?

— Oh, beaucoup de choses. Par exemple, ils n'aimaient pas qu'on étudie le système des privilèges qui est toujours en vigueur ou les problèmes de justice sociale.

— Les sociologues soviétiques, étudient-ils des thèmes spécifiques comme la vie dans le PC ou dans l'armée ?

— Une réponse affirmative ne serait pas tout à fait exacte. Il y a en URSS un seul Institut de sociologie et le tout premier Centre fédéral d'études de l'opinion

publique (VTSIOM) est en train d'être formé. Les deux emploient moins de 500 personnes. Déduction faite des mathématiciens et des personnels auxiliaires de toute sorte, il ne reste que 200 véritables sociologues, mais on peut y ajouter les services sociologiques de certains instituts. Donc, on ne peut dire que tous les problèmes sont étudiés de manière détaillée et exhaustive. Il y a des sociologues qui étudient le PC. Certains d'entre eux travaillent à l'Institut du marxisme-léninisme auprès du CC du PCUS.

En ce qui concerne l'armée, la situation me semble aussi révoltante. Non seulement le très vaste éventail de problèmes nationaux liés au maintien d'une armée géante - et dont le gigantisme reste d'ailleurs à justifier - non seulement ces problèmes ne sont pas étudiés, pas plus que les rapports existant au sein de l'armée, mais encore les sociologues n'ont pratiquement pas la possibilité de travailler sur le terrain. Il n'y a pas de sociologues dans les régions militaires et dans les grandes unités, mais uniquement dans les organismes centraux où ils n'ont évidemment pas le moyen d'étudier objectivement la situation dans les troupes.

— Pendant des années l'usage était que de nombreuses informations demeurent secrètes y compris pour vous, les sociologues. Qu'en est-il aujourd'hui ?

— Hélas, la situation n'a pas changé. Seules des informations d'intérêt secondaire ont été rendues publiques. Il suffit de dire que jusqu'ici personne ne connaît les budgets des organisations sociales non-gouvernementales. On ne sait rien du système fermé de distribution des biens matériels et culturels. Rien que des rumeurs. La situation est pareille en ce qui concerne la santé publique. Nous n'avons toujours pas accès à bien des sources médicales dont nous avons besoin pour mener nos recherches. Par exemple, est toujours interdite la publication de données sur le système pénitentiaire soviétique. Nous ne disposons pas d'informations fiables sur les budgets familiaux.

— Bien des sociologues préparent des informations pour la prise de décisions au niveau du gouvernement...

— Mes collègues cherchent à faire en sorte que les études sociologiques soient accessibles aux plus larges couches de Soviétiques. Le problème est ailleurs. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les fonctionnaires haut placés qui disposent d'informations variées provenant de toutes parts exigent de nous des rapports sans nous mettre au courant de ces informations. Souvent, les sociologues se retrouvent dans une situation ambiguë : les autres ont les informations et c'est nous qui devons leur fournir les idées. Cette situation paradoxale existe depuis Brejnev.

— Ne pourriez-vous pas nous citer un exemple ?

— On travaille actuellement à des questions relatives à la politique nationale. Pourtant bien des données sur la structure de l'économie nationale dont l'industrie de guerre sont considérées comme absolument secrètes. Comment puis-je dire que les Estoniens ou les Lettons ont raison de présenter telle revendication si je ne connais pas la réalité, les données réelles. D'autant plus que certaines entreprises de l'industrie de guerre ne sont pas comprises dans les statistiques territoriales. Leurs

salariés, par exemple, ne figurent pas sur les listes de la population des localités respectives. La tendance à limiter l'accès aux informations se maintient toujours, cela, c'est sûr.

— Nous avons déjà évoqué le problème de la justice sociale. Mais où en sont les études dans ce domaine, quelles nouvelles données avez-vous obtenues ?

— Voyez-vous, le problème de la justice sociale est très complexe et difficile à résoudre. Il semble appelé à le rester, car cette catégorie est changeante sur le plan historique : ce qui était juste hier, est injuste aujourd'hui et ainsi de suite. Mais comment une société peut-elle établir la justice, si elle connaît très peu de choses sur elle-même.

Autre aspect important de la justice sociale : les liens qui rattachent notre société à l'histoire de la Russie, à ses particularités, à son passé paysan. La tendance au niveau est encore trop forte. Par exemple, personne ne s'étonne d'apprendre le montant des revenus des officiers généraux mais, par contre, quand on voit qu'un coopérateur gagne beaucoup plus qu'un fonctionnaire, cela provoque un tollé général bien que le premier produise 50 fois plus de biens que le second. On n'arrive pas à concevoir qu'un coopérateur, producteur et entrepreneur, puisse gagner plus qu'un général. »

On dit que nul n'est prophète dans son pays, mais ce n'est pas tout à fait exact. A. Makarov, correspondant du nouvel hebdomadaire soviétique *Délovoï mir* (Le monde des affaires), a interviewé Léonide Bykov, du Comité pour les médias, les relations avec les organisations sociales, les mouvements de masse et les sondages de l'opinion publique. L'interview a été publiée dans *Délovoï mir* du 9 février 1991.

— Au début du mois de janvier, Moscou a accueilli les premiers congrès sociologiques dans l'histoire de notre pays. Pourriez-vous en parler plus en détail ?

— L'Association sociologique soviétique (ASS), née en 1958, a perdu depuis, tout prestige auprès des sociologues soviétiques compétents. Les dirigeants de cette organisation sociale n'en auront pas moins tiré profit de leur statut de représentants de la science soviétique, notamment pour effectuer des voyages à l'étranger aux frais de l'État. Toutes les tentatives de refondre l'Association dans l'esprit des changements démocratiques se sont avérées vaines. Il faut y voir la conséquence de l'influence que les conservateurs ont toujours auprès de l'ASS, mais aussi de la position insuffisamment ferme et conséquente de l'académicienne Tatiana Zaslavskaja. Voilà pourquoi le 1<sup>er</sup> congrès de l'Association sociologique soviétique s'est réuni le 15 janvier et a duré jusqu'au 18 janvier, alors que l'ASS aurait dû prendre immédiatement la décision de se dissoudre. Pour vous donner une idée de l'atmosphère de ce congrès, je ne citerai qu'un fait : l'élection au poste de coprésident de l'ASS de Jan Tochtchenko, sociologue qui fait partie de la direction du Parti communiste de Russie.

Le 18 janvier, immédiatement Après la clôture du congrès de l’RSS, s’est ouvert le 1<sup>er</sup> congrès de la Société des sociologues de Russie (SSR), instituée en 1990 par un groupe de chercheurs russes. La direction de la Société comprend des spécialistes largement connus, tels que N. Driakhlov, O. Chkaratan, F. Borodkine. Andreï Zaitsev, sociologue de Kalouga qui accomplit un gros travail pratique et dirige notamment le projet «Les problèmes sociaux de la reconversion aux entreprises militaires», a été élu président de la société jusqu’à la fin de 1991.

— Pourriez-vous parler un peu des tendances actuelles en sociologie ?

— Dans les années 60, la sociologie affectait des airs académiques de science fondamentale, au détriment de nombre de problèmes sociaux très urgents. La nécessité des sondages de l’opinion publique s’est faite ressentir davantage avec le début de la démocratisation des organes de gestion. Sans l’assistance des sociologues, les mouvements et les partis politiques nouvellement formés ne peuvent espérer réussir leurs actions ni leurs campagnes électorales. Les Soviets et les Parlements nouvellement élus sont aussi incapables d’évaluer l’impact sociologique des décisions qu’ils adoptent. Bref, la sociologie, autrefois discipline purement académique, s’est brusquement transformée en un instrument de gestion du pays.

— Je me demande si ce changement d’orientation inopiné a eu des conséquences négatives en ce qui concerne notamment la qualité des sondages et le niveau des chercheurs qui donnent le « la » dans la sociologie moderne, en URSS ?

— L’excitation autour de cette science nouvelle a effectivement eu des conséquences négatives. Malheureusement, les organismes qui nous commandent aujourd’hui des sondages ne sont pas toujours suffisamment informés sur l’objet et les possibilités de notre discipline. Ils sont incapables de formuler correctement les missions qu’ils nous assignent et d’analyser les questionnaires que nous leur remettons. En même temps, les chercheurs qui ont grossi les rangs des sociologues depuis quelques années ont souvent un niveau professionnel insuffisant pour choisir la méthode la mieux adaptée aux problèmes qui se posent à eux.

J’ajouterai que même au Parlement de la Fédération de Russie, réputé pour ses idées progressistes, l’expertise sociologique n’est pas encore devenue un procédé habituel pour évaluer les conséquences éventuelles des nouvelles lois.

— On sait que les hommes politiques prennent souvent des libertés avec les résultats des sondages. Il semble y avoir lieu de craindre que la sociologie ne se mette complètement au service d’intérêts politiques immédiats. Comment pourrait-on, d’après vous, éviter la falsification des résultats de sondages ?

— Il n’y a qu’une seule solution : supprimer le monopole d’État en matière de sondages, avoir des concurrents réels qui peuvent vérifier vos résultats ou faire des sondages plus précis. Du reste, les «sociologues-praticiens» dont le nombre augmente toujours ont été à l’origine de nombre de nouvelles structures qui réalisent elles-mêmes des sondages indépendants, et se posent ainsi comme des concurrents véritables.

— Avez-vous remarqué que certains centres sociologiques prestigieux ont fait des tentatives de monopoliser telle ou telle orientation dans le développement de cette science, qui s'avère tout à coup si lucrative ?

— Certains groupes prestigieux, tels que l'Institut de la sociologie de l'Académie des sciences de l'URSS, le Centre fédéral d'étude de l'opinion publique (VTSIOM), l'Institut sociologique de l'Académie des sciences sociales du CC du PCUS essaient en effet d'assurer leur emprise sur des branches entières de la sociologie. Leur argument principal dans la lutte pour ce monopole est le mythe soigneusement entretenu concernant l'authenticité absolue des résultats obtenus à l'aide de sondages d'opinion très représentatifs et très coûteux réalisés au niveau national. Outre les organisations que je viens de mentionner, seules la coopérative Vox populi et l'Université de Moscou possèdent les structures requises à des sondages d'une telle envergure. Le coût d'un tel sondage est de 700 000 à 1 000 000 de roubles au minimum. Mais les méthodes d'organisation de ces enquêtes sont actuellement contestées, car il s'agit le plus souvent des versions légèrement modifiées des méthodes américaines. Du fait de l'énorme différence existant entre les moyens de communication soviétiques et américains, les sondages réalisés chez nous d'après des méthodes américaines sont peu valables. Si les sociologues américains peuvent facilement contacter tout consulté de leur choix indépendamment de la distance qui les en sépare, en URSS les aires de sondages de l'opinion ont tendance à dévier vers l'intersection des lignes de communication. D'où un risque énorme d'erreur.

Il y a une autre voie qui me semble à moi beaucoup plus prometteuse. La pratique montre que les processus sociaux ont souvent les mêmes caractéristiques et la même dynamique dans diverses régions du pays ou même sur l'ensemble du territoire national. Nous pouvons donc faire confiance aux sondages locaux ; leurs résultats, je vous en assure, sont suffisamment fiables.

Un exemple. Au mois de septembre, le VTSIOM a réalisé une étude très longue et coûteuse pour savoir quelle était l'attitude de la population envers la réforme agraire. Le centre de recherche SOTEXI a réalisé presque simultanément un sondage express dans plusieurs localités des régions de Tver et de Saratov. L'écart entre les résultats de celui-ci et les données fournies par le Centre national n'a pas excédé 1 %, mais le sondage a été dix fois moins cher. Voilà pourquoi à mon avis les sondages à l'échelle nationale ne sont de rigueur que pour le pronostic des résultats des référendums.

— Pourriez-vous nous dire quelques mots sur les tâches dont se préoccupe actuellement votre comité ?

— Notre comité s'occupe de la coordination des recherches sociologiques au profit du Parlement de la Fédération de Russie. Sa tâche consiste à formuler les objectifs des études conformément aux demandes des comités et des commissions du Soviet suprême et de renvoyer ensuite les commandes correspondantes sur les centres de sondage. On pense même à créer éventuellement un service sociologique affilié au Parlement.

Je citerai pour conclure quelques orientations des études sociologiques dont le Parlement de Russie a besoin cette année. Nous attendons des propositions de la part des centres de recherche indépendants qui voudraient nous donner un coup de main :

- pronostic des conséquences sociales de la privatisation ;
- mise au point des mesures de prévention des conflits sociaux engendrés par la privatisation ;
- résultats de la politique du gouvernement de la Russie en faveur d'une renaissance des campagnes ;
- étude des voies de l'accession de Russie à la souveraineté, des causes profondes des conflits ethniques ; étude de la condition des russophones habitant en dehors des frontières nationales de la Fédération de Russie et, finalement, des mesures à prendre pour faire renaître les petites ethnies ;
- étude des partis et des mouvements agissant en Russie et de leurs activités ;
- étude des conséquences sociales de la migration (le phénomène des réfugiés), la modification de la situation économique et la dégradation de l'environnement ;
- étude des conséquences sociales d'une réforme de l'armée.

## Chapitre deuxième

### « Le peuple s'éveille »

C'est le constat que dresse dans son article de la *Sovietskaïa koul-toura* du 27 janvier 1990, Nikolaï Popov, Docteur en histoire, collaborateur du VTSIOM. Il a travaillé pendant plusieurs années comme envoyé de l'agence TASS aux États-Unis. Ensuite, à la faculté de journalisme il a soutenu une thèse de doctorat qui traitait de l'opinion publique. Cet ancien reporter expose ses idées d'une façon claire et nette :

*Demandez son avis au peuple* : cet appel retentira de plus en plus souvent. Les sondages d'opinion publique sont indispensables quels que soient leurs résultats. Il vaut mieux connaître la vérité à l'avance que de la voir se traduire dans des affrontements, des grèves et des blocus.

Il devient presque traditionnel d'invoquer les divers points de vue de la population. Les députés et les ministres cherchent à gagner la majorité à leur cause en appelant de plus en plus souvent à demander l'avis du peuple, non seulement l'avis de ses représentants et de ses porte-parole mais aussi celui des masses populaires. «Le peuple n'en a pas besoin», «le peuple ne vous le permettra pas» : c'est souvent plus que de la rhétorique. Les législateurs et les hommes politiques aimeraient vraiment connaître l'attitude des gens à l'égard de telle ou telle candidature ou de telle ou telle loi. On aimerait connaître l'avis du peuple mais comment ? Certains politiciens croient que l'avis du peuple est exprimé par une foule, pas toujours amicale, massée sur une place ; d'autres encore estiment que pour connaître l'avis du peuple il faudrait tenir une sorte d'assemblée populaire ou lancer des débats dans la presse dont l'orientation est pourtant si difficile à déterminer et à mesurer.

Peu nombreux sont ceux qui songent à des méthodes sociologiques pour connaître l'avis du peuple. Les sondages d'opinion publique ne sont pas encore devenus une partie intégrante de notre civilisation, une tradition. Et comment peut-on connaître autrement l'opinion du peuple ou de tous les peuples soviétiques ? Même les sondages qu'on réalise sont rarement publiés dans la presse qui reste contrôlée d'une façon ou d'une autre. Ce contrôle est pourtant une sorte de contrôle sur les cerveaux.

Rendues publiques, les données de sondages d'opinion risquent de devenir incontrôlables, de bouleverser le public, de dévoiler des appréciations négatives sur les autorités. Il y a deux ans, dans le cadre du débat sur l'opinion publique, j'ai écrit dans un article publié dans les pages de *Sovietskaïa koul-toura* : «Nous devons être conscients que la voix du peuple n'est pas toujours plaisante et que nous risquons d'entendre quelque chose de désagréable, d'imprévisible, qui ne rentre pas dans les

schémas des manuels». L'opinion publique contiendra sûrement des avis diamétralement opposés car la vie même est contradictoire.

Cette évolution de la conscience de masse peut être considéré comme l'un des principaux résultats de la perestroïka.

*Le peuple s'éveille.* Le peuple s'éveille et sa voix, qui n'est pas plaisante, ressemble à celle d'un ours réveillé en plein hiver. Il ne paraît éprouver aucune gratitude à l'égard de celui qui l'a réveillé.

L'une des premières et des plus importantes questions qui se posent est de savoir quel peuple nous sommes ? Naguère, dans tous les rapports de la période dite de stagnation, on disait : Tous les peuples soviétiques, qui ne font qu'un...» A présent, cette unité n'existe plus. Avec une rapidité inouïe, les peuples soviétiques ont fait connaître leurs revendications en exigeant le droit à l'auto-détermination et à l'indépendance. Ce processus s'accompagne d'apparition d'antagonismes entre certains peuples, entre les républiques fédérées et le pouvoir central.

C'est dans la critique qu'il y a le plus de points communs : dans diverses régions du pays, dans les pays baltes, en Russie, en Asie centrale, en Transcaucasie et en Ukraine, les gens rejettent le totalitarisme, quels que soient les masques sous lesquels il se cache. Dans l'ensemble, les Soviétiques s'opposent au retour au stalinisme - mais il y a des nostalgiques de la «main de fer», entre 5 % et 20 % selon les républiques. Cela ne signifie pas pour autant qu'aucune des républiques soviétiques ne puisse retourner à un totalitarisme hybride sous forme d'une dictature ou d'une mafia, mais l'aspiration des peuples à la démocratie ne fait plus aucun doute.

Les Lituanais et les Tchouktsches, les Russes et les Moldaves sont unanimes à se montrer de plus en plus mécontents de leur situation matérielle, de la pénurie des produits et de la hausse des prix. On fraternise dans la pauvreté et même si c'est un mauvais dénominateur commun pour l'unité des nations et pour la fédération, cela permet au moins de trouver un langage commun dans la recherche d'une issue dans cette impasse.

Dans toutes les régions du pays, les Soviétiques considèrent la présente situation économique comme une crise (56 %), leur niveau de vie comme bas, et les espoirs de voir progresser l'économie soviétique comme faibles. Ils sont 60 % à craindre pour le succès de la réforme économique. Et plus de la moitié des Soviétiques estiment que le gouvernement n'a pas de programme d'action clair et net.

Cela ne relève plus du nihilisme. Cela reflète une autre tendance importante de l'opinion publique, à savoir la crise de confiance dans les autorités. Depuis le régime de Khrouchtchev cette méfiance devenait de plus en plus prononcée. Le XX<sup>e</sup> congrès du PC US et le «dégel» des années 60 ont quelque peu diminué la peur et les Soviétiques ont commencé à réfléchir à la situation, ne fut-ce qu'entre amis, dans leur cuisine - et depuis lors, le processus ne s'est plus arrêté. Plus le régime devenait mensonger et hypocrite, plus l'appréciation qu'avait la population des autorités devenait critique et cynique. Aujourd'hui, ce récipient qui contenait jusqu'ici l'opinion publique en ébullition déborde. Pour la première fois de l'histoire sovié-

tique, la nouvelle direction du pays, celle qui a commencé perestroïka a perçu le scepticisme populaire, la méfiance, les accusations, souvent injustes et, de ce fait, contradictoires. D'un côté, les gouvernants sont accusés de faire tramer les réformes en longueur et de l'autre, de se lancer dans une aventure.

D'après les sondages, les Soviétiques ont le moins confiance dans des organismes comme les Jeunesses communistes, les forces de l'ordre, les ministères et le Conseil des ministres, les syndicats. Les Soviétiques qui n'ont «aucune confiance» dans ces organismes sont de 20 % plus nombreux que ceux qui ont une «confiance absolue». Pour d'autres institutions à faible niveau de confiance comme les Soviets locaux, les organisations religieuses et le PCUS, la différence est de 10 %. Enfin, les Soviétiques sont plus nombreux à avoir confiance dans des institutions comme les organisations non officielles, les Soviets suprêmes de l'URSS et des républiques fédérées, ainsi que les médias. Ces derniers bénéficient de la plus grande confiance des masses. La confiance dans les principales institutions varie selon les régions ; dans les pays baltes, par exemple, la religion bénéficie d'une plus grande confiance qu'en Russie ou qu'au Kazakhstan. Les Baltes ont aussi une meilleure opinion des activités des fronts populaires et des organisations informelles.

La crise de confiance ne peut être expliquée uniquement par des facteurs objectifs. Le problème est plus large qu'une simple haine envers les dirigeants d'organismes déterminés. Le peuple ne croit plus aux autorités. Ce fait peut être interprété de façons différentes.

Autour d'un des pôles politiques, sont groupés les partisans des principes stalinistes que nous pourrions qualifier de conservateurs extrêmes ; leur proportion oscille, selon les régions, de moins de 2 % en Estonie à 18 % au Kazakhstan. En Russie, il y en a près de 9 % et environ 5 % en moyenne sur l'ensemble de l'URSS. Ces données ont été tirées d'un sondage réalisé par le Centre fédéral d'étude de l'opinion publique en septembre dernier. C'est sur cette vieille garde aux vues archaïques que peuvent s'appuyer les partisans du retour en arrière, vers le bon vieux temps.

Les Soviétiques qu'on pourrait qualifier de conservateurs modérés sont beaucoup plus nombreux. Ils estiment que toutes les transformations révolutionnaires dans une société sont dangereuses et que seuls l'intensification du travail, l'épargne et l'ordre peuvent nous aider à redresser la situation. Selon eux, le système et le socialisme sont normaux et tous nos malheurs s'expliquent par l'incurie, le manque de discipline et l'ivrognerie. Ces partisans du statu quo constituent près de 25 % de la population.

Le groupe des centristes regroupe les Soviétiques qui fondent leurs espoirs avant tout sur la réforme économique dans sa version initiale : autonomie comptable, autofinancement, bail, coopératives et travail individuel. Ils forment environ 10 % de la population.

La tranche suivante regroupe les soi-disant réformateurs modérés, qui croient que la perestroïka réussira si les gouvernants actuels sont remplacés par de véritables représentants du peuple. Cette orientation est proche de celle des populistes. Beaucoup de Soviétiques faisant partie de ce groupe (qui constitue 25 à 30 %) sont

prêts à donner leur aval à d'importantes réformes politiques, à de nouvelles lois économiques.

Ensuite viennent les partisans des transformations radicales, d'un changement de l'ensemble du système administratif autoritaire aussi bien dans le domaine politique que dans le domaine économique. Ce groupe constitue environ 30 % des Soviétiques. La moitié de ce groupe *Radical* libéral estime que le socialisme a épuisé ses possibilités et que seules la propriété privée et l'économie de marché pourraient nous faire sortir de l'impasse.

Les sondages d'opinion, qui se font de plus en plus fréquents, montrent qu'il existe dans la société tout un éventail d'orientations politiques, souvent contradictoires. Ces courants ne coexistent pas pacifiquement : ils se livrent une lutte acharnée, pour l'influence et pour le pouvoir, naturellement. A noter que le peuple s'en rend de plus en plus compte. A preuve, les données d'un sondage : 40 % des personnes interrogées estiment que les partisans de la perestroïka luttent pour le pouvoir contre les partisans du système autoritaire alors que 23 % des consultés estiment qu'il s'agit plutôt d'une concurrence entre des gens qui, au fond, partagent les mêmes idées.

La polarisation des vues politiques des Soviétiques est perçue par les uns comme une preuve de la diversification de notre système politique, comme une conséquence de la démocratisation et comme la base d'une société civique. D'autres y voient un symptôme de la perte par les communistes du contrôle sur la société et de la perte des positions de commande. C'est pourquoi l'on tente de plus en plus souvent de combattre ces points de vue, du moins de réduire au *minimum* toutes les informations qui s'y rapportent. On cherche à prouver le mal fondé des résultats obtenus par des sondages d'opinion publique, à critiquer le travail de certains centres d'études sociologiques et, en particulier du Centre fédéral, à entraver la publication de sondages dans la presse, notamment du sondage sur la propriété réalisé auprès des députés du II<sup>e</sup> congrès des députés du Peuple. On va jusqu'à accuser les initiateurs du sondage de vouloir manipuler l'opinion publique. En l'occurrence, c'est la façon dont la question est formulée dans un questionnaire qui est incriminée : «Faut-il privatiser la terre ? Si oui, comment s'y prendre ?» Pourtant c'est ainsi que les députés du Soviet suprême se la posent. Ils posent de pareilles questions aux Soviétiques, et personne ne les accuse de vouloir manipuler l'opinion publique. Les gens s'en posent souvent, désireux de savoir ce qu'en pensent leurs compatriotes. En fait, les partisans de l'unité de vues sont irrités non par les questions mais par les réponses en faveur de diverses formes de propriété privée, par la renonciation aux dogmes anciens à condition que cela permette de nourrir la population. La question se pose : ne renonce-t-on pas au socialisme ? En effet, il faut renoncer à un socialisme qui provoque la famine et la privation de droits, un socialisme qui a causé notre arriération par rapport à la civilisation mondiale. Il ne faut pas, par contre, renoncer à un socialisme nouveau qui permettra de former une société riche où la justice sociale sera respectée.

Les appels à demander l'avis du peuple se feront désormais entendre de plus en plus souvent. La période de soumission et d'arbitraire touche à sa fin. La voix du peuple

se fait de plus en plus nette. Il est temps d'essayer des référendums, sans parler des sondages d'opinion, qui deviennent de plus en plus courants. L'expérience de nos plus proches voisins d'Europe de l'Est a montré que le calme apparent de la population peut cacher beaucoup de choses, en particulier l'impatience et le mécontentement, lourds de conséquences imprévisibles.

En effet, le peuple s'éveille et son activité, son opinion, ses préférences font souvent peur et préoccupent. A des moments critiques, les uns deviennent des héros, les autres des « salauds ». Certains n'ont apparemment pas assez d'intelligence pour analyser objectivement la situation et prendre la décision qui s'impose. Il ne faut pas réveiller la bête qui sommeille en l'homme en faisant appel à de vils instincts. Si les communistes étaient venus au pouvoir en France, tous les périodiques auraient été pareils à *VHumanité*, journal qui préféré la propagande à l'information, et les Français se seraient dénoncés les uns les autres aux autorités, comme ils le faisaient au début des années 40.

Je dois vous dire que j'aime bien le raisonnement de Nikolai Popov, c'est pourquoi je vais vous citer son interview aux *Nouvelles de Moscou* qui, bien que publiée il y a deux ans, le 19 février 1989, sous le titre « En rangs bien alignés », n'a pas perdu son actualité :

L'ancien style, les vieilles habitudes et les mœurs d'autrefois pèsent lourdement sur nous. Tout ce qui nous entoure n'est nouveau qu'à moitié tandis que le reste provient des périodes de stagnation, du culte de la personnalité, de l'arbitraire et de la peur collective. Et nos contemporains héritent tout du passé.

Existait-il d'autres voies en 1985 ? Évidemment, oui. Premièrement, la stagnation aurait pu durer encore longtemps. Tout ne se serait pas écroulé d'un seul coup. Il y avait la possibilité de réformes superficielles, d'élimination des défauts les plus visibles, d'élévation du niveau de vie au moins jusqu'à celui des pays socialistes d'Europe. C'est d'ailleurs ce qu'on a essayé de faire aussitôt après la fin de l'époque bréjnévienne.

Mais nous avons opté pour une autre voie. Celle d'une transformation brusque et douloureuse de tout ce qui était ancien, de tout ce qui fonctionnait mal. On réveille le malade pour lui annoncer qu'il va être opéré. La peur, la douleur et aucune garantie [...]

C'est une révolution et une révolution n'a jamais rendu heureux tout le monde à la fois. Ce à quoi elle se heurte, ce n'est guère la résistance de «certains éléments antiperestroïkistes» mais celle de groupes importants de gens qui ne veulent pas de perestroïka car ils la redoutent. Les bureaucrates, les brasseurs d'affaires de l'économie parallèle, la mafia du commerce, pourquoi voudraient-ils changer quoi que ce soit ? Ce ne sont pas des kamikazes ! Un mythe digne de ces dernières années serait de proclamer l'existence d'un soutien massif, «par tout le peuple» (comme autrefois) à la perestroïka. Ainsi certains sondages qui se veulent «scientifiques» montrent-ils que 70 à 90 % des Soviétiques sont pour. On comprend leurs auteurs, poussés par un ardent désir de croire [...]

La perestroïka se développe de façon plus difficile et plus douloureuse qu'on ne l'attendait. De plus en plus souvent, on peut entendre dire que si la situation matérielle ne s'améliore pas dans deux ou trois ans, la confiance dans le parti communiste et le gouvernement, dans l'avant-garde de la perestroïka sera minée. Si la perestroïka avorte, un retour en arrière sera inévitable, retour vers une dictature, vers le totalitarisme, vers l'étouffement des libertés. Je pense qu'aucuns s'essaient des maintenant au rôle de sauveurs de la nation.

En URSS, les articles des plus grands sociologues sont publiés surtout dans les périodiques connus... pour leur faible tirage. Nikolai Popov, lui, publie ses articles dans la *Sovietskaïa koultoura*, dans *Les Nouvelles de Moscou*, Ovsei Chkaratan dans le journal du ministère de l'Aviation *Vozdouchny transport*, etc. D'autre part, il faut constater que le Professeur Yadov, directeur de l'Institut de sociologie, et l'académicienne Zaslavskaïa, directrice du Centre fédéral d'étude de l'opinion publique, dont l'autorité est reconnue par le gouvernement, sont tout de même obligés de faire preuve de modération dans leurs appréciations et jugements en intervenant dans les pages de la *Pravda* ou du *Kommounist*, principale revue théorique du PCUS. Il se peut qu'ils aient quelque chose à perdre ?

Par contre, Youri Levada, docteur en philosophie, n'a plus rien à perdre. Vingt ans ont été rayés de sa vie. En 1971, la presse et les organismes du PC lancèrent contre lui une campagne de persécution. A l'époque, les autorités étaient décidées à mener la vie dure à tous les contestataires d'autant plus que le nom de Levada, d'origine ukrainienne, signifiait « gauchiste » en russe. Pourtant Youri Levada bénéficiait d'une très grande autorité auprès des jeunes sociologues soviétiques. Dieu merci, il ne fut pas emprisonné, mais tout simplement chassé de l'Académie des sciences de l'URSS où il travaillait.

Avec la perestroïka, le nom de Levada a réapparu dans la presse. A présent, il dirige une section au VTSIOM. Voilà des extraits de son interview au journal *Goudok*, organe des cheminots soviétiques, de juillet 1990:

— Parlez-nous, s'il vous plaît, de votre centre.

- Fondé il y a deux ans, il a été baptisé Centre fédéral d'étude de l'opinion publique sur les questions socio-économiques. Donc, comme vous pouvez le constater vous-mêmes, aucun rapport avec la politique. Mais on a vu aussitôt que nous ne pouvions pas nous passer de la politique : la quasi totalité des études, quels que soient les problèmes examinés, ont un aspect politique. Alors nous nous sommes intéressés de très près à l'attitude de la population vis à vis du gouvernement, du PC, des mouvements «informels» ; aux conflits interethniques et aux zones de tension sociale, bref à toutes les questions qui préoccupaient la société.

Notre centre possède un réseau ramifié de filiales dans toutes les régions ce qui nous permet de construire une sorte de micro-modèle de la société. Nous effectuons nos sondages auprès d'un échantillon représentatif de 2 000 à 5 000 personnes et obtenons des données très exactes sur l'opinion publique à travers l'URSS.

— Votre centre est-il autofinancé ou bien financé par l'État ?

— Au début, tous nos moyens provenaient du budget national, mais à présent, nous travaillons de plus en plus sur commande en établissant des rapports contractuels avec nos filiales, qui sont une trentaine dans les républiques fédérées. Dans un proche avenir, notre centre sera totalement indépendant sur le plan financier.

— Quelles sortes de commandes exécutez-vous ?

— Nous venons de faire une grande étude pour le Ministère soviétique de l'intérieur. On travaille aussi pour le gouvernement fédéral, pour la commission de réforme économique présidée par Léonide Abalkine et même pour le Président de l'URSS en personne. Nous avons établi de très bons contacts avec la nouvelle direction du Soviet de Moscou.

— Faites-vous des études purement commerciales, du marketing ?

— Nous en faisons, mais pas souvent. Par exemple, une société finlandaise nous a demandé d'étudier le marché soviétique. Certaines questions de notre questionnaire étaient plutôt naïves, du genre : «Quels articles de fabrication finlandaise préférez-vous ?» Les Soviétiques ont été très laconiques : «N'importe lesquels».

— Y a-t-il une réaction politique aux études que vous soumettez au gouvernement ?

— Pas toujours. Notamment, juste avant le rapport de Nikolai Ryjkov sur la transition vers l'économie de marché, nous avons réalisé un sondage approprié et informé le Conseil des ministres de ses conséquences possibles. Pourtant, il n'a pas été tenu compte de nos recommandations. En juin dernier, le premier ministre a rendu publiques des propositions concernant une éventuelle hausse des prix. Le lendemain le gouvernement s'est ressaisi pour essayer de calmer la population - en disant qu'on l'avait mal compris, et que la prochaine hausse ne concernerait que le prix du pain. Mais si la population ne comprend pas le gouvernement, c'est bien ce dernier qui est à blâmer.

— Cette fois-là, le gouvernement avait fait la sourde oreille à vos recommandations, mais ce n'est certes pas toujours le cas ?

— Bien sûr que non. Par exemple, nous avons effectué un sondage en Lituanie peu de temps après la déclaration de mars. Vous n'êtes pas sans savoir qu'on faisait à l'époque des pressions sur Gorbatchev pour le pousser à des réactions «musclées» comme d'imposer une administration présidentielle dans ce pays balte. Pourtant, d'après nos données, les résolutions du parlement Lituanien étaient dans l'ensemble approuvées par la majorité de la population, par les Lituanien et même par la moitié des russophones. Il fallait tenu compte de ce soutien. Sans tarder, nous avons mis les résultats de ces sondages à la disposition des instances suprêmes contribuant, me semble-t-il, à ce que les pouvoirs centraux renoncent à des mesures extrêmes.

- Les sociologues sont-ils en mesure de pronostiquer des conflits sociaux ?

— Nous effectuons des études régulières dans les zones les plus « tendues ». La principale contradiction de nos jours se trouve entre les attentes de la population et les changements réels dans l'économie. La société se montre de plus en plus radicale et gauchiste. Dernièrement nous avons posé la question suivante à des Soviétiques : «Quelle a été la plus grande perte de l'année dernière ?» Parmi les réponses : «La foi dans le socialisme, le bien-être matériel, le prestige international...» Plus d'un tiers des personnes interrogées ont parlé de la perte de patience chez le peuple. La population se montre plus impatiente, et mécontente des demi-mesures. A preuve, les victoires des radicaux aux élections municipales de Moscou et de Leningrad, l'élection de Boris Eltsine. Le louvoiement entre la gauche et la droite a fait son temps.

— Pourtant, chacun conçoit les transformations à sa façon.. Est-on prêt à accepter le marché, ne serait-ce que psychologiquement ?

— Plutôt non. Moins de la moitié des Soviétiques ont peur du capital privé et de l'exploitation, qui étaient autrefois des épouvantails. Pourtant, les gens craignent la hausse des prix et le chômage. Donc, on est tous pour le marché mais pour un marché sur lequel les prix restent les mêmes et où les emplois sont garantis. 90 % des Soviétiques estiment préférable d'avoir un salaire faible mais garanti plutôt que de posséder à une entreprise privée, menacée de faillite.

On voit s'approfondir les tendances au nivellement. Les gens sont très irrités des privilèges des autres. Par exemple, quand nous avons voulu connaître leur attitude à l'égard de l'occupation illégale de villas de fonction appartenant à des responsables haut placés, 42 % des personnes interrogées ont dit approuver absolument de telles actions ; 43 % ont dit ne pas approuver une telle pratique en faisant toutefois remarquer qu'ils considéraient cela comme la seule solution possible. Seulement 7 % des personnes interrogées ont répondu qu'à leur avis c'était une violation de la loi et un mauvais exemple pour les autres. Donc, la majorité absolue des Soviétiques ne reconnaissent pas une telle occupation comme illégale. C'est là une tendance préoccupante.

— Et vous, personnellement, comment réagissez-vous aux privilèges des autres ?

— Je crois que le principal privilège qu'il faut liquider avant tout, ce ne sont pas les villas ou les voitures de fonction, mais le privilège du pouvoir.

— Une dernière question. On entend de plus en plus souvent aujourd'hui des appels de ce genre : «Arrêtez de parler ; mettez-vous plutôt au travail !» Qu'en dites-vous ?

— Tout dépend de ce qu'on entend par le mot «travail». Si ce travail vise à créer une vie nouvelle et des rapports économiques nouveaux, c'est une chose, mais si l'on nous appelle, comme au mauvais vieux temps, à «travailler d'arrache-pied chacun à son poste de travail», c'en est une autre. »

Les enquêtes réalisées par un groupe de travail du VTISOM dans 10 régions de l'URSS (*Les Nouvelles de Moscou* du 2 décembre 1990) ont témoigné qu'en octobre 1990, 15 % des personnes interrogées « approuvaient sans réserve les activités de Ryjkov », tandis qu'en décembre 1989, les partisans du Premier ministre Ryjkov avaient constitué 52 % de l'échantillon. Le même numéro des *Nouvelles de Moscou* a donné une appréciation des résultats d'activité d'Eltsine au poste de Président du Soviet suprême de la Fédération de Russie. (7 % des personnes interrogées ont qualifié ces résultats de « très bons », 25 %, de « bons », 32 % de « moyens », 9 % de « mauvais », 3 %, de « très mauvais », 24 % ne s'étant pas prononcées). Ce sondage avait été effectué auprès d'un échantillon représentatif de 1 354 personnes dans 20 localités de la Fédération de Russie.

D'après le journal *Moskovski komsomolets* (n° 283, 1990) la cote de popularité de Mikhaïl Gorbatchev en Lettonie aurait atteint un niveau qui devrait préoccuper le Président. Un sondage organisé par le Centre des études sociales auprès de l'Association des sociologues lettons sur commande du journal *The European*, révélait ainsi que 27 % seulement des habitants de la république considéraient Gorbatchev comme un homme politique auquel on pouvait faire confiance, tandis que 62 % des habitants de Lettonie (ce dernier groupe composé à 75 % de Lettons et à 25 %, de représentants d'autres ethnies) pensaient que Gorbatchev n'était pas digne de crédit... Le Centre a aussi examiné l'attitude de l'opinion publique envers une éventuelle subordination directe de la Lettonie au pouvoir présidentiel et envers l'intervention des Forces armées dans le conflit pour prévenir l'accession de la Lettonie à l'indépendance. 35 % des personnes interrogées ont estimé que ce danger était bien réel.

Le journal *Kouranty* du 31 janvier 1991 a révélé les résultats d'un sondage effectué le 26 janvier à Moscou par une filiale du Centre fédéral. Sur 1 985 habitants interrogés dans 28 points de la ville, 13 % ont déclaré approuver les activités de Mikhaïl Gorbatchev en tant que Président de l'Union soviétique, 69 % ont donné une appréciation neutre, tandis que 18 % ont laissé la question sans réponse.

59 % des consultés ont approuvé les activités de Boris Eltsine au poste de Président du Soviet suprême de la Fédération de Russie, 19 % s'en sont déclarés mécontents, tandis que 22 % ont donné une appréciation neutre ou n'ont pas répondu à la question.

39 % des personnes interrogées se sont déclarées satisfaites des activités de Gavriil Popov au poste du Président du Soviet de la ville de

Moscou, 23 % les ont réprochées, 38 % ont donné une appréciation neutre ou ne se sont pas exprimés.

Parmi les hommes politiques de l'URSS, de la Fédération de Russie ou de Moscou auxquels on peut faire confiance en cas de situation d'urgence à Moscou, 60 % des personnes interrogées ont nommé Boris Eltsine, 11 % Mikhaïl Gorbatchev, 10 % Gavriil Popov, mais près de 20 % n'ont cité aucun des quatre noms. Les experts croient pouvoir inférer de ces résultats que le prestige d'Eltsine et celui de Popov pourraient contrebalancer celui de Gorbatchev. C'est pourquoi, en cas de situation critique, les décisions concertées des dirigeants de Moscou et de Russie auraient plus de poids aux yeux des habitants de la capitale que des décisions prises séparément.

L'Institut national des sondages de l'opinion publique, lisons-nous dans la *Nézávissimaïa gazéta* du 24 janvier 1991, a régulièrement interrogé, tout au long de 1990, dans les mêmes 30 localités et le même quantième de chaque mois, 1 000 Soviétiques sélectionnés à nouveau à l'occasion de chaque sondage selon des critères de représentativité de la population adulte. Parmi les questions figurait notamment la suivante : « Faites-vous confiance aujourd'hui aux dirigeants du pays ? » A en croire les résultats de cette consultation, le nombre de Soviétiques qui ont confiance dans leur direction se serait réduit de moitié, en l'espace d'un an.

On peut certes penser qu'une partie des consultés entendé par « dirigeants » les personnalités qui assument effectivement la direction suprême du pays. Or, des données du VTSIOM recueillies lors d'autres enquêtes témoignent que si, au début de l'année 1990, 44 % des personnes interrogées approuvaient les activités de Gorbatchev et de Ryjkov, ils n'étaient plus que 15 à 17 %, au mois de décembre.

Mais pour l'autre partie des consultés, il semble s'être agi dans cette question des instances suprêmes du pouvoir. Ainsi, d'après les résultats des sondages effectués par le Centre en décembre 1989, le Soviet suprême de l'URSS « jouissait de confiance » auprès de 45 % des personnes interrogées ; mais en décembre 1990, cet indice avait chuté à 18 %. Le pourcentage des personnes faisant confiance au Conseil des Ministres de l'URSS est passé de 34 % en décembre 1989 à 15 % en octobre 1990.

Une autre question était : « Comment évaluez-vous les progrès de la démocratie dans votre pays ? ». là-dessus, l'attitude de l'opinion variait d'une période à l'autre. Au printemps 1990, près de 25 % des Soviétiques croyaient au succès des transformations démocratiques ; en automne, leur

pourcentage était tombé à moins de 0,1 %, tandis que la part des avis les plus pessimistes doublait presque.

Beaucoup d'enquêtes réalisées par le VTSIOM, le confirment : la majorité de la population soviétique soutient la politique de démocratisation, notamment dans le domaine de la vie sociale. Et c'est en découvrant l'éviction graduelle des idéaux démocratiques par des objectifs comme le renforcement de la discipline et du pouvoir, que les citoyens épris de démocratie ont réagi en retirant leur confiance aux dirigeants en qui ils avaient salué auparavant les promoteurs de la démocratie.

Le fait que les organes administratifs fédéraux et les hommes politiques qui les représentent ont perdu la confiance d'une grande partie de la population n'annonce pas une « désorganisation » de toutes les structures sociales, comme le croient ceux qui confondent l'État et la société. Cela ne veut pas dire non plus que « personne ne fait plus confiance à personne », etc. D'après les données du VTSIOM, 27 % des personnes interrogées en décembre 1989 et 40 % en octobre 1990, faisaient confiance aux Soviets suprêmes de leurs républiques respectives. On a pu constater en même temps un accroissement du prestige des organisations sociales et religieuses et des médias.

L'assaut du siège de la télévision lituanienne mené à grand renfort de paras et de tanks venait à peine de se terminer et on ne savait pas encore le nombre exact de victimes, mais déjà, Boris Eltsine se rendait dans les républiques baltes pour mener des pourparlers avec les représentants de leurs autorités légales. Ces pourparlers devaient déboucher sur une déclaration commune condamnant résolument les dirigeants de Moscou qui essayaient de se disculper aux yeux du public en se défendant d'avoir envoyé des troupes dans les républiques baltes et en rejetant toute la faute sur les « nationalistes ».

Mardi 16 janvier 1991, alors que les habitants de Leningrad avaient déjà appris les arguments et la version des événements proposée par deux ministres Boris Pougou (Intérieur) et Dimitri Yazov (Défense), et qu'ils avaient déjà entendu le discours du Président sur les événements de janvier dans les républiques baltes et les nouvelles « erreurs » du Président du Soviet suprême de Russie, le Centre d'étude et de pronostic des processus sociaux s'est adressé aux habitants de Leningrad en les priant d'exprimer leur attitude sur le rôle que Boris Eltsine avait joué dans le règlement du conflit.

Le taux des divers groupes sociaux - hommes, femmes, personnes âgées et jeunes, ouvriers, ingénieurs, etc. dans l'échantillon du sondage

correspondant à leur part dans la population adulte de la ville, nous pouvons considérer les données reçues non seulement comme autant d'avis personnels exprimées, mais aussi comme des indices surs pour juger de l'attitude de tous les habitants adultes de Leningrad envers ce problème épineux.

D'après les données citées par le journal moscovite *Kouranty* du 1<sup>er</sup> février 1991, 35 %, soit plus de 1/3 des habitants adultes de Leningrad, étaient convaincus que « les activités du Président du Soviet suprême de Russie contribuaient à la solution des problèmes auxquels les républiques baltes faisaient face ». 24 % le pensaient également, mais sans en être tout à fait surs. Dans l'autre camp, on trouve 14 % des Lénigradiens qui réproouvent catégoriquement le rôle du Président du Parlement de Russie dans ce conflit, et 6 % qui désavouent également, sans être toutefois aussi catégoriques, le comportement d'Eltsine.

Parmi les jeunes, on dénombre beaucoup plus de partisans d'Eltsine que dans les autres catégories de la population. C'est ainsi que parmi les moins de 30 ans, quatre personnes sur cinq déclarent soutenir sa politique, les partisans d'Eltsine ne représentant que deux tiers environ parmi les plus de 60 ans.

Les militaires sont la seule catégorie socio-professionnelle où les détracteurs d'Eltsine prédominent. Il n'en reste pas moins que parmi les officiers ses partisans représentent près de la moitié. Mais l'équilibre semble précaire et tôt ou tard, des deux camps l'un prendra le dessus. Lequel ? C'est la question que tout le pays se pose avec anxiété, et, à plus forte raison, les Lénigradiens qui, eux, ont déjà fait leur choix. Même parmi les cadres, à Leningrad, les partisans d'Eltsine sont 1,5 fois plus nombreux que ses adversaires et parmi les étudiants, ces derniers ne représentent qu'un sixième.

On devine que la majorité de ceux qui font confiance au Président de l'URSS, se méfient du Président du Soviet suprême de Russie et vice versa. Cinq sixièmes environ de ceux qui critiquent Gorbatchev sont des partisans d'Eltsine.

Ce qui importe toutefois, c'est qu'il n'y a que 15 % des Lénigradiens à penser que les activités du Président de l'URSS contribuent à résoudre le problème balte, alors que les efforts déployés dans ce sens par Eltsine sont soutenus par plus de 60 % des habitants de la ville.

Toujours selon *Kouranty* (le 2 février 1991) qui cite l'agence Postfactum, une enquête téléphonique effectuée en janvier 1991 auprès des habitants de Moscou par le groupe sociologique du Parlement de la

Fédération de Russie aurait révélé que la cote de popularité de Gorbatchev serait descendue au plus bas. Pour la première fois, dit le rapport des sociologues du Parlement de la Fédération de Russie, Gorbatchev s'est retrouvé sur la liste « noire » des hommes politiques : 48 % des personnes interrogées ont annoncé leur intention de retirer leur confiance à Gorbatchev pour d'éventuelles élections aux organes administratifs et aux Soviets, 34 % seulement ayant la volonté d'appuyer sa candidature.

Cela étant, 53 % ne voient aucun prétendant digne de confiance parmi les hommes politiques actuels, pour occuper son poste. Même si, quoique par rapport au mois de novembre 1990, le prestige de Boris Eltsine a considérablement chuté, sa popularité est encore très grande, affirme ce rapport selon lequel Eltsine serait l'homme politique le plus populaire de l'URSS ; suivent dans l'ordre décroissant Anatoli Sobtchak, Edouard Chévardnadzé, Nikolai Travkine, Gavriil Popov et Sergueï Stankévitch.

« Les ouvriers qui exprimaient auparavant leur sympathie aux députés démocrates leur semblent préférer maintenant les députés de la droite ». « Cette situation est très dangereuse, pensent les sociologues, car le premier prétendant au rôle de héros national qui arriverait à surmonter l'indifférence de ses compatriotes se trouverait d'un seul coup loin en avant des autres concurrents ».

## *Chapitre troisième*

### **Le Soviétique : esquisse d'un portrait**

Depuis deux siècles, les Russes, loin de vénérer les intellectuels et les commerçants, les professeurs et les coopérateurs, respectaient plutôt les aristocrates au XIX<sup>e</sup> siècle et les militaires au XX<sup>e</sup>. Il n'est pas facile de suivre l'évolution des priorités et des valeurs d'une société. Plus une société est informée sur elle-même, plus ses appréciations de sa propre situation sont réalistes. En 1956 à Tbilissi, au pied de la statue géante de Staline, des milliers de jeunes Géorgiens ont bravé balles et chars pour protester contre la destruction du monument à leur idole. Ils ne voulaient pas croire les révélations sur Joseph-le-Sanglant faites par Nikita Khrouchtchev. On savait pourtant que le « petit père des peuples » n'avait pas épargné son pays natal et avait assassiné la fleur de l'intelligentsia de Géorgie. En 1990, Après un siège d'un an, des jeunes Géorgiens ont enfin réussi à abattre le plus grand monument à Lénine au centre de Tbilissi afin de le briser en petits morceaux, souvenirs que tous les intéressés pouvaient acheter. Et pourtant, à la veille des élections parlementaires générales en Géorgie (octobre 1990), les sociologues prévenaient qu'un électeur géorgien sur quatre était prêt à voter pour le groupement politique qui se déclarerait disposé à « poursuivre la cause du grand Staline ».

Notre presse qui est à blâmer pour ses lenteurs et son amateurisme préfère taire les problèmes aigus et arrondir les angles. Pendant l'été 1990, les journalistes occidentaux ont fait tout leur possible pour réaliser de longues interviews avec Saddam Hussein afin de gagner l'opinion publique internationale à la cause occidentale. Si les présentateurs les plus populaires de la TV soviétique, Vladimir Moltchanov et Urmas Ott, avaient réalisé des interviews fleuves de Nina Andreieva, le taux de popularité de cette fervente disciple de Staline aurait chuté. On pourrait de même que si dans les années 30 il y avait eu l'équivalent de la télévision actuelle américaine, ses meilleurs commentateurs politiques seraient parvenus à « délier la langue » d'Hitler, Mussolini et consorts et les auraient ainsi démasqués aux yeux du monde entier. Le phénomène de Staline a duré si longtemps du fait que de larges couches de la population en Occident n'ont pas été informées de façon objective. La raison en est

peut-être simple : à l'époque où il n'y avait pas d'armes nucléaires ni d'accidents semblables à celui de Tchernobyl, la vie d'un pays donné ne semblait pas dépendre autant des autres.

Aujourd'hui le quatrième pouvoir de notre État, soutenu par les efforts des radios occidentales diffusant en russe, apporte ses premiers résultats tangibles. En principe, les autorités ne sont plus en mesure de garder éternellement secrètes des informations ou de faire circuler des désinformations éhontées. Les Soviétiques commencent à ouvrir les yeux.

Leur opinion change et souvent très vite. Voici un extrait de l'interview de Vladimir Yadov, président de l'Association sociologique soviétique depuis janvier 1991, directeur de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de l'URSS, parue le 6 mai 1989 dans *Sovietskaïa kouloura*, journal à tirage assez faible :

En tant que chercheur qui étudie depuis longtemps la dimension sociopsychologique de l'individu, je puis affirmer que des changements se produisent plus vite qu'on ne le croit dans la conscience des Soviétiques.

Il y a très peu de temps, l'été dernier, j'écrivais que nos prémisses socioculturelles avaient formé un type de personnalité enclin à la soumission, à l'exécution des directives et que le sens de la responsabilité individuelle n'était pas le trait le plus fort de nos caractéristiques sociales, c'est le moins qu'on puisse dire. Ce phénomène puise ses racines dans notre passé.

Notre caractère a été conditionné pour beaucoup par le féodalisme, par le retard dans l'implantation des rapports monétaires et marchands ainsi que par une philosophie basée sur l'esprit de coterie. La position de l'Église orthodoxe russe a apporté sa contribution elle aussi : elle prive l'homme de toute initiative. Dans le Protestantisme, au contraire, chacun doit choisir sa voie vers Dieu ; dans la croyance orthodoxe, c'est l'Église qui indique cette voie. Autant de facteurs qui limitaient l'autonomie de l'homme : gage de sa grandeur, comme le disait le grand poète Pouchkine. Le stalinisme a encore accru l'humiliation et l'oppression de la personnalité en érigeant la philosophie du rouage à la hauteur d'une politique d'État.

Et maintenant, ce même homme est censé suivre la voie de la perestroïka. Il me semblait, à tort, qu'il serait très difficile de le faire bouger. Aujourd'hui les Soviétiques sont très nombreux à vivre une vie politique et sociale normale, à ne plus se considérer comme des rouages.

— A l'heure où les sociologues parlent de politisation des consciences en URSS, comment formuleriez-vous l'objectif des médias ?

— Pendant longtemps, pour un homme moyen le terme «politique» était associé aux relations entre les États ou bien à la propagande des résolutions d'instances dirigeantes. A présent, de nombreux Soviétiques comprennent enfin que la politique

consiste pour les plus larges couches de la population à participer activement à la vie sociale afin de pousser les organes directeurs à tenir compte dans leurs décisions de leurs intérêts spécifiques. Mais avant, il faut formuler ces intérêts et les exprimer par le biais de divers programmes. Une fois ces derniers soumis à la discussion publique, la vie politique commence. C'est pourquoi, je crois que l'un des principaux objectifs des médias à l'heure actuelle consiste à aider les divers groupes de la population à prendre conscience de leurs intérêts spécifiques de façon à les conjuguer aux intérêts de l'ensemble du peuple. D'une grande utilité, sur ce plan, est, à mon avis l'émission *L'opinion publique* de la station de TV de Leningrad. C'est l'unique émission télévisée que je connaisse qui fasse connaître les positions des diverses couches de la population et engage des débats sur les questions qui préoccupent celle-ci. A la télévision centrale, il n'y a pas encore de telles émissions. Je ne sais si d'autres stations soviétiques en ont.

Malheureusement, même aujourd'hui, pour connaître la vraie situation dans les pays baltes, en Transcaucasie, en Asie centrale, dans les régions occidentales ou orientales de l'empire soviétique, les radios occidentales restent la seule source crédible. La presse et la télévision soviétiques ne sont guère loquaces là-dessus. Mais les médias occidentaux ont maintenant des informateurs qui travaillent en URSS légalement, sans craindre d'être accusés d'espionnage ou d'activités antisoviétiques. Ces bureaux « informels », comme on les appelle chez nous, réalisent déjà leurs propres sondages d'opinion. Toutefois, ils ne sont pas encore en mesure de faire des sondages sur l'ensemble du territoire national faute de pouvoir réunir des échantillons représentatifs.

C'est pourquoi on se contente des résultats fournis par les centres de sociologie officiels. D'autant plus que des analyses de sondages réalisés par VTSIOM, le Centre fédéral d'étude de l'opinion publique, sont signées par un expert aussi renommé que Youri Levada. Le sondage que je vais vous citer a été réalisé en décembre 1989 auprès d'un échantillon représentatif de 2 696 personnes, un modèle réduit de la société soviétique. Les résultats de ce sondage ont été publiés le 18 mars 1990 dans *Les Nouvelles de Moscou* (journal que les Soviétiques ne pouvaient pas lire en version russe jusqu'en 1991 étant donné son très faible tirage) sous le titre « Autoportrait du Soviétique ».

Les auteurs de l'étude ont posé beaucoup de questions intéressantes. Le Soviétique, en tant que type historique, existe-t-il réellement ? Si oui, qu'aime-t-il, que déteste-t-il, de quoi rêve-t-il et de quoi a-t-il peur ?

«*Comment vit-on ?*» Aujourd'hui les trois quarts des Soviétiques estiment que notre État ne peut pas être considéré comme un pays développé. Les autres restent sans

réponse (14 %), ou bien renoncent à considérer l'URSS comme un pays arriéré, estimant qu'elle a «sa voie et ses progrès» (11%).

*Quelles sont les causes de la crise actuelle ?* 4% seulement la lient encore aux ennemis extérieurs, alors que 45 % l'expliquent par nos propres erreurs. Et, pourtant, ce n'est qu'une première approche de l'appréciation réelle de la situation car 22 % considèrent toujours que les ennemis intérieurs représentent pour nous le plus grand danger.

La réserve de forces permettant de supporter les difficultés quotidiennes au nom d'un avenir radieux est pratiquement épuisée. 67 % ne croient plus qu'il soit possible de créer une société sans malheurs ni souffrances ; 55 % ne font plus aucun projet pour l'avenir ; 10 % considèrent que dans leur vie rien ne changera ; 17 % n'osent pas anticiper au-delà d'un ou deux ans.

La confiance dans le parti communiste est en chute libre. Le sondage réalisé par le Centre fédéral d'étude de l'opinion publique en septembre dernier a montré que 22 % des personnes interrogées s'y fiaient entièrement : aujourd'hui, il n'en reste plus que 4 %. Les Soviétiques sont de moins en moins solidaires de leur État ; 33 % estiment que dans la situation actuelle on devrait soutenir l'État même au prix de sacrifices, mais à peu près autant de Soviétiques considèrent que nous devons devenir enfin libres et obliger l'État à servir nos intérêts. Ce processus de «désétatisation» des consciences, extrêmement important pour construire une société civile, n'en est, en quelque sorte, qu'au stade de l'adolescence nihiliste : seulement 14 % des personnes interrogées attendent du gouvernement qu'il apporte une solution aux problèmes actuels. D'autre part, les pouvoirs démocratiques naissants donnent de l'espoir à seulement un quart des personnes interrogées et la confiance dont jouissent les nouveaux mouvements sociaux est en nette régression : 7 % contre 27 % en septembre 1989.

*«Avons-nous besoin de millionnaires ?»* Qu'est-ce qui peut aider les Soviétiques à sortir de la crise ? 47 % considèrent que chacun doit travailler consciencieusement et à peu près autant de personnes interrogées comptent sur le bon sens. Près d'un quart estiment que leurs compatriotes manquent surtout d'application et de parcimonie. En même temps, 55 % accepteraient un salaire modeste contre un travail facile ou bien contre la garantie d'un emploi sûr. Seulement 37 % des personnes interrogées préfèrent gagner beaucoup en travaillant d'arrache-pied. Il en est 7,3 % qui voudraient que soient levés tous les interdits frappant la libre entreprise ainsi que tous les plafonds sur les salaires ; 24 % des Soviétiques jugent nécessaire de faire renaître des exploitations agricoles libres.

Les réponses à la question de savoir s'il faut des millionnaires en URSS, ont été les suivantes :

- pas d'objections 11%,
- pas d'objections si cette fortune est gagnée honnêtement, 38%,
- attitude négative car il est impossible de gagner autant par des moyens honnêtes 40 %,

- attitude négative, même si cette fortune est gagnée honnêtement 8 %
- sans opinion 4 % des personnes interrogées.

Ces résultats laissent prévoir une lutte longue et douloureuse entre les partisans du nivellement et les champions de la libre entreprise, pratiquement aussi nombreux les uns que les autres.

«*De quoi sommes-nous fiers ?*» 43 % des personnes interrogées ont accordé la priorité à la fierté d'être père ou mère, soit deux tiers des personnes ayant des enfants. Par contre, 20 % seulement sont fiers de leurs parents. Ce n'est donc pas un hasard si 68 % des Soviétiques considèrent le respect pour les parents comme l'une des qualités principales qu'ils voudraient voir chez leurs enfants.

La deuxième source d'orgueil est le fait d'être soviétique (24 % des personnes interrogées), mais un consulté sur huit seulement tire orgueil de ses origines. Près de 13 % des Soviétiques se déclarent fiers de vivre dans telle localité ou telle région alors que 8,5 % se félicitent d'appartenir à *l'Humanité*.

La troisième source est le sentiment d'être compétent dans son métier : 29 %. En même temps, une personne sur dix seulement est fière de l'entreprise ou de l'établissement où elle travaille. 18 % se sentent maîtres chez eux et 10 % maîtres de leur terre.

Viennent ensuite des motifs de fierté plus personnels. Ainsi 12 % sont fiers d'appartenir à leur génération. Par contre, moins de la moitié des anciens combattants sont fiers d'avoir participé à la deuxième guerre mondiale. Pourtant, la quasi totalité des soldats de la guerre d'Afghanistan se déclarent fiers d'y avoir pris part. Les Soviétiques ne se souviennent presque pas de leur travail pour les grands chantiers du communisme, la mise en valeur des terres vierges, ou de leur participation au mouvement stakhanoviste (1 %).

Les motifs de fierté ayant trait aux convictions que l'on partage sont cités moins souvent : la foi religieuse 8 %, l'appartenance au PC près de 20 %. Ceci dit, pratiquement tous les militants des fronts populaires et des mouvements nationaux (près de 1,5 % des personnes interrogées) sont fiers d'y appartenir.

La responsabilité morale de l'individu envers la société passe pour être la source la plus profonde de fierté et, en même temps, l'ultime barrière empêchant la désagrégation de celle-ci. Cela se vérifie-t-il dans le cas des Soviétiques ? Seulement 17 % sont prêts à assumer une responsabilité pour les initiatives de leur gouvernement, 20 % la responsabilité de ce qui se passe dans leur pays et 22 %, celles des actes de leurs compatriotes. Le sentiment de solidarité avec ses parents et avec les autres travailleurs de son entreprise est deux fois plus fort : on le trouve respectivement chez 42 et 45 % des personnes interrogées. Le sentiment de ses racines historiques et la culpabilité de son pays envers d'autres peuples, sentiments plus complexes, sont moins accentués : respectivement 8 et 1 %

«*La foi et l'idéologie*» 52 % se considèrent comme athées ; 20 % nient l'existence de Dieu ; 28 % se déclarent indifférents à la religion. 5 % seulement se considèrent comme des ennemis actifs de la religion. D'après des données américaines, aux

États-Unis, il y a seulement 1,5 % d'athées confirmés ; 4 % des Américains déclarent qu'il est impossible de savoir si Dieu existe réellement ou non ; et 63 % se considèrent comme des croyants convaincus.

Contrairement à ce que certains pensent on a tort d'affirmer que le nombre des croyants a tendance à augmenter. C'est plutôt le contraire : 66 % des Soviétiques déclarent avoir été baptisés ou initiés à la religion d'une autre façon, mais seulement 48 % des personnes interrogées professent une religion et encore moins, 39 %, aimeraient y initier leurs enfants.

Le noyau des croyants, les personnes pour lesquelles les valeurs religieuses sont prioritaires constitue, d'après nos données, 7 à 8 % de la population. Ces croyants confirmés expliquent les malheurs de notre pays par l'abandon de la foi (S %). Ils sont fiers de croire en Dieu (8 %). Ils apprennent à leurs enfants que le péché est puni (7 %), etc. Pour les autres, la religion c'est avant tout les rites religieux (19 %), l'omnipotence de Dieu (16 %), les prières (15 %), la punition des pécheurs (15 %). Ils conçoivent la religion comme la célébration du culte. Pour eux, le Christ est Dieu (22 %) et il est rarement considéré comme un homme Dieu ou comme un personnage historique réel : 3 % seulement l'ont nommé parmi les hommes les plus célèbres de toutes les époques *et* de toutes les nations. Pour 20 % des Soviétiques, la religion, ce sont les fêtes religieuses ; pour 10 % l'art religieux ; et seulement 10 % associent l'idée de Dieu aux impératifs des dix commandements.

Cependant, les autres systèmes et visions du monde n'ont guère plus de poids pour nos concitoyens. On ne croit plus aussi fermement au marxisme-léninisme : 6 % seulement des Soviétiques estiment que cette doctrine est capable de répondre aux questions angoissantes que nous nous posons. Les arts et en particulier la littérature ont de l'importance seulement pour un dixième de la population et la science pour encore moins de Soviétiques ; seulement 4 à 5 % d'entre eux croient que son devoir suprême est de servir la vérité.

*«De quoi avons-nous peur ? Comment juguler la montée de la violence ? Certains pensent que pour faire baisser le taux de criminalité, il faudrait «mieux éduquer les enfants» (47 %), «combattre non seulement la criminalité mais aussi agir sur le milieu qui l'engendre» (33 %). A la question de savoir quelle attitude on devrait adopter à l'égard des marginaux, la plupart des personnes interrogées ont répondu qu'il fallait aider les mendiants, les alcooliques, les sidaïques et les handicapés. Par contre, les hippies, les punks, les rockers devraient être abandonnés à leur sort.*

En ce qui concerne la peine capitale, 21 % sont pour sa suppression immédiate ou progressive mais 64 % considèrent qu'elle devrait être maintenue et que son application devrait même être étendue. Quant aux assassins, 70 % des Soviétiques sont pour leur exécution ; 27 à 33 % proposent d'appliquer cette peine aux prostituées, aux toxicomanes et aux homosexuels. Entre 16 et 22 % se prononcent pour l'«extermination» physique des rockers, des sidaïques et des arriérés mentaux ; entre 3 et 9 % soutiennent qu'il faudrait en user de même avec les mendiants et les alcooliques.

Près d'un tiers des personnes interrogées sont favorables à un meilleur équipement de la police et un cinquième à une majoration des salaires des policiers. A peu près autant sont pour l'introduction de la peine d'emprisonnement à perpétuité. Près d'un dixième des Soviétiques se prononcent pour un durcissement du régime dans les lieux de détention et pour la mise en place d'unités de lutte contre la criminalité, constituées d'anciens combattants de la guerre d'Afghanistan. Un Soviétique sur vingt se prononce pour l'utilisation de l'armée à cet effet et à peu près autant pour la vente d'armes aux «citoyens surs et disciplinés».

Ces réponses constituent une preuve du penchant pour la violence et pour l'autoritarisme propre à l'opinion publique soviétique. Si près de la moitié des Soviétiques sont contre la concentration du pouvoir d'État entre les mains d'une seule personne, 25 % des personnes interrogées affirment que «le peuple a toujours besoin d'une main de fer». D'autres (15 %) admettent l'utilité d'une main de fer de temps à autre. Bien que les Soviétiques ayant participé à un conflit armé constituent moins d'un dixième des personnes interrogées, 55 % déclarent avoir fait l'objet de «pressions autoritaires de la part d'un chef ; 64 % affirment avoir été obligés de se conformer à la volonté d'autrui, et 57 %, reconnaissent avoir été victimes d'injustices (un tiers, d'offenses verbales, et un dixième, d'humiliations physiques ou de passages à tabac).

Notre sondage a confirmé qu'aux yeux de l'opinion publique les «rapports non réglementaires» dans l'armée restaient l'une des causes de violences. Ces rapports peuvent servir d'exemple particulier de rapports inégaux, autoritaires dans des collectivités, à l'école et en famille. L'autoritarisme est une sorte de cercle vicieux car il fournit ses propres raisons d'être et ses motifs : la peur justifie la violence et la violence, à son tour, fait naître la peur.

«Etes-vous heureux ?» Près d'un quart des personnes interrogées ne savent que répondre à cette question. Un Soviétique peut-il se considérer comme heureux ? Se sont déclarés absolument heureux 7 %, plutôt heureux 39 % (d'après les données américaines, 33 % des Américains sont parfaitement heureux et 55 % plutôt heureux). En URSS, 15 % se déclarent malheureux. Cela étant, seulement 16 % des personnes interrogées voudraient que leurs enfants soient heureux : ils sont trois fois plus nombreux à vouloir que leurs enfants aspirent aux connaissances, et quatre fois plus nombreux à vouloir que leurs enfants soient honnêtes. 15 % des Soviétiques considèrent que le bonheur n'est pas l'essentiel dans la vie. Ceux qui sont conscients de la fragilité du bonheur et qui y tiennent beaucoup sont encore moins nombreux (5 %). On a donc des idées plutôt floues sur le bonheur.

Au cours des premières élections libres en Russie (en juin 1917) les bolcheviks n'ont totalisé à Moscou que 11 % des suffrages exprimés ; les démocrates constitutionnels en ont recueilli 17 % et les socialistes-révolutionnaires, 58 %. Pendant la période de la « bolchevisation » des Soviets au mois de septembre, les bolcheviks, alors au faîte de leur popularité, n'ont remporté les élections qu'à Moscou et à Petrograd. Dans l'ensemble des chefs-lieux de gouvernements, le taux des bolcheviks élus ne dépassait pas 7 %, mais dans les grandes villes, il était inférieur à 2 %. Même après

la révolution d'Octobre 1917, aux élections à l'Assemblée constituante, les bolcheviks n'ont gagné que 24 % des suffrages pour se retrouver en minorité. Ce que je viens de vous citer, ce sont quelques-uns des faits exposés par la *Nezavissimaïa gazeta* du 18 janvier 1991 dans la rubrique « En feuilletant les livres jusqu'ici interdits ». A l'heure actuelle le pronostic concernant l'éventualité d'un coup d'État perpétré par la droite et d'un retour au totalitarisme ne paraît que trop plausible. En fait, pour obtenir et conserver le pouvoir, les communistes n'avaient jamais eu besoin de l'approbation unanime du peuple. Nous nous en doutions d'ailleurs depuis longtemps. Ce que nous ne savions pas, par contre, c'est que pour qu'ils s'emparent du pouvoir, un quarteron de partisans dévoués avait suffi...

Le meilleur cadeau que les Occidentaux pourraient nous faire (et qui serait en fin de compte une garantie de leur propre sécurité, car ils n'ont certainement pas intérêt à voir apparaître en URSS un nouveau Staline ou un autre Saddam Hussein), ce serait de soutenir les organisations comme le VTSIOM de Moscou ou ces groupes sociologiques qui existent dans diverses républiques, afin qu'elles puissent effectuer des sondages authentiques et représentatifs concernant les problèmes les plus urgents. Le PCUS ne pourrait pas fermer les yeux sur des informations précises, recueillies et analysées en commun avec des spécialistes étrangers. Or, on sait qu'en février 1991 les vents glacés ont recommencé à souffler sur la sociologie soviétique : le Président ne semble guère être un partisan ardent des sondages lorsque leurs résultats ne lui sont pas très agréables. Jusqu'ici, l'entourage du Président peut toujours refuser d'ajouter foi à ces études en arguant de leur prétendue non-scientificité et de la partialité de leurs auteurs.

Même en Russie, on devient de plus en plus *Radical*. A en croire Youri Levada parmi 1 458 personnes interrogées dans 25 localités de la Fédération de Russie 30 % seulement avaient insisté sur le maintien du mot « socialiste » dans le nom officiel de leur Fédération, 50 % ayant soutenu l'idée de la primauté de la législation russe sur la législation soviétique (*Les Nouvelles de Moscou* du 7 octobre 1990).

Un nouveau sondage (*Les Nouvelles de Moscou* du 18 novembre 1990) effectué auprès de 1 356 personnes dans 21 localités de 11 régions du pays a montré que 9 % des consultés étaient pour « le renforcement continu du pouvoir du Président de l'URSS », 3 % pour « la mise en œuvre du programme économique Ryjkov-Abalkine, 15 % pour « la réalisation du programme économique Chataline-Yavlinski »,

16 % pour « la main de fer », 25 % pour que « les républiques prennent le pouvoir dans leurs territoires respectifs ». Si 20 % des personnes interrogées ont été d'accord pour céder le pouvoir à l'armée, 60 % s'y sont catégoriquement refusées (*Les Nouvelles de Moscou* du 6 janvier 1991).

La Komsomolskaïa *Pravda* du 5 février 1991 a rendu publiques des données sociologiques témoignant du bien-fondé des appréhensions exprimées par la plupart des Moscovites à propos de la dégradation de la situation politique : il y a un an, aucun journal national n'aurait osé publier ces chiffres. Des patrouilles militaires quadrillaient les rues de toutes les villes soviétiques en application de l'arrêté présidentiel (exception faite pour les républiques fédérées qui l'ont désavoué), et *Vremia* retrouvait le langage hypocrite d'avant la perestroïka. Le 31 janvier 1991, la filiale de Moscou du Centre fédéral d'étude de l'opinion publique a consulté au téléphone 500 Moscovites choisis pour représenter la population adulte de la capitale, à propos de cette décision présidentielle. Voici les résultats de cette enquête :

- Les rues de Moscou sont-elles dangereuses au point qu'il faille les faire patrouiller par les militaires ? Oui 35 % ; non 52 % ; pas de réponse 13%.
- Vous sentirez-vous mieux protégé avec des patrouilles militaires armées dans les rues ? Oui 30 % ; non 49 % ; pas de réponse 8 %.
- Croyez-vous que ces patrouilles interviendront pour empêcher les meetings et les manifestations à Moscou ? Oui 58 % ; non 29 % pas de réponse 13 %.
- Est-ce que depuis ces deux derniers mois, la qualité et la composition des programmes télévisés se sont améliorées ? Oui 16 % ; c'est pire qu'avant 53 % ; aucun changement 19 % ; pas de réponse 12 %.
- Est-ce que votre attitude envers Alexandre Nevzorov (commentateur de la télévision de Leningrad) a changé Après ses reportages sur les événements dans les républiques baltes ? Elle a changé en bien 15 % ; en mal 25 % ; elle n'a pas changé 50 % ; pas de réponse 10 %.

Le gouvernement fédéral (d'abord le gouvernement de Ryjkov, puis le gouvernement de Pavlov) a préparé en secret la réforme monétaire qui avait notamment pour objectif de retirer de la circulation les billets de 50 et de 100 roubles, en d'autres termes, leur confiscation partielle. Et pourtant, pendant les quelques mois précédents, ce sont ces billets-là que les caisses s'étaient efforcés de refiler aux citoyens en leur payant salaires, bourses, pensions, etc., ainsi qu'en leur remettant les sommes qu'ils retiraient de leur compte en banque. D'après les collaborateurs du VTSIOM, ce fait aurait été confirmé par la majorité des 2 000

Moscovites interrogés au sujet de la réforme monétaire (*Les Nouvelles de Moscou* du 3 février 1991).

Les données publiées au mois de janvier par l'Office central des statistiques témoignent que le prix d'une boîte d'allumettes a atteint un rouble dans certaines régions du pays (pour un prix nominal cent fois plus bas !) et que les magasins dits « commerciaux » (n'appartenant pas au réseau de vente d'État) proposent du sel 10 à 20 fois plus cher que son prix.

Le nouveau journal moscovite *Kouranty* du 24 janvier 1991 a publié les résultats d'un sondage effectué par la filiale de Moscou du VTSIOM en fin décembre 1990. La situation économique ne semblait pas sans issue à 85 % des Moscovites qui ont déclaré « qu'on finira bien par s'en sortir ». Par contre, 12 % ont prédit la famine, 3 % s'étant abstenus de tout pronostic. Parmi les personnes convaincues que tôt ou tard nous devrions faire face à la famine prédominaient celles qui avaient une instruction secondaire incomplète, les ouvriers non qualifiés, les étudiants et les écoliers.

Près de 9 % des Moscovites n'excluent pas la possibilité de la famine dans les prochains mois pour eux-mêmes et leurs familles. Il est intéressant que fin octobre 1990, 32 % des personnes interrogées avaient évoqué cette éventualité. Toutefois, en décembre, un Moscovite sur cinq affirmait déjà que le ravitaillement ne lui semblait pas poser de problème insoluble. 63 % ont répondu que se procurer de quoi manger resterait difficile, mais que les choses n'iraient pas jusqu'à la famine. Les femmes étaient deux fois plus nombreuses à craindre la famine que les hommes. On a également constaté que la famine effrayait surtout les personnes âgées entre 50 et 54 ans, ainsi que les personnes seules et celles dont la famille compte plus de trois membres.

Interrogés sur les causes du manque de produits alimentaires, 32 % de Moscovites ont incriminé un sabotage politique visant à compromettre les députés démocrates au sein du Soviet de Moscou. 30 % ont évoqué la mainmise des trafiquants sur le commerce ; 20 % ont cité la crise économique générale. Près de 3 % ont expliqué le manque de produits alimentaires par une demande accrue ; 5 % ont dénoncé la mauvaise volonté des régions chargées d'alimenter la capitale ; 5 % ont déploré l'incompétence du Soviet de la ville et celle du maire Gavriil Popov tout particulièrement. Tous deux étaient surtout attaqués par les partisans du choix socialiste et les personnes se préparant à prendre leur retraite alors que les Moscovites qui soutenaient les démocrates s'en prenaient surtout aux saboteurs et à un système économique trop lent à se désagréger définitivement.

Si la famine n'inspire pas trop de craintes à la plupart des Moscovites, la raison en semble être moins la confiance qu'ils portent au gouvernement de Russie et au Soviet de Moscou, ou l'excellente récolte de l'année dernière, que les stocks de sécurité qu'ils ont constitués. Un sondage a révélé ainsi que, si 17 % des familles moscovites avaient déclaré avoir fait des stocks de vivres en 1989, en 1991, elles étaient déjà 58 % à en faire. Une personne sur trois a déclaré avoir fait des stocks de farine et de sucre, une famille sur quatre, de beurre et d'huile végétale, de pâtes alimentaires et de farine. Une personne sur cinq possède des réserves de viande et de conserves de viande, ainsi que de saucisson. Certains se sont même plaints avec un humour grinçant que leur stocks commencent déjà à pourrir et que la famine ne vient toujours pas !

59 % des interrogés se sont prononcés pour la privatisation des magasins, mesure à laquelle 28 % s'opposent et sur laquelle 13 % des Moscovites restent sans opinion. Pendant la période de passage à l'économie de marché, il faudrait introduire à Moscou une « monnaie propre » sous forme de coupons, estiment 37 % des habitants de la capitale. 33 % des Moscovites lui préfèrent des bons alimentaires (r l'image de ceux qu'il faut produire pour acheter du sucre par exemple) et 29 % les cartes alimentaires que, à la différence des bons, on ne pourrait faire valoir que dans « son » magasin fixé par le soviet de l'arrondissement où l'on habite.

La politique préoccupe un peu trop les Soviétiques et même les enfants sont fortement politisés. La *Nézavissimaïa gazeta* du 30 novembre 1990 paraissant à Moscou a publié de curieuses données concernant les affinités politiques des enfants de 14 à 16 ans habitant à Achkhabad. Les correspondants du *Komsomolets Tourkmenistana* (Le Komsomol du Turkménistan) ont interrogé 300 écoliers pour apprendre avec stupéfaction que ceux-ci admiraient Saddam Hussein, Reagan, Bush et Thatcher pris ensemble. Mais l'homme fort d'Irak ne pouvait toutefois pas concurrencer Eltsine et Gorbatchev. Trois enfants seulement ont répondu par l'affirmative à la question de savoir s'ils croient au communisme. Personne ne veut aller sous les drapeaux, même si 97 jeunes sur 165 reconnaissent l'utilité du service militaire et estiment qu'il devrait être obligatoire. Toutes les filles interrogées et 116 garçons sur 165 ont exprimé le désir de quitter l'URSS.

## *Chapitre quatrième*

### **Le marketing politique**

En URSS, le pouvoir passe actuellement des structures du PC aux institutions élues, soviets des députés du peuple. A présent, les décisions politiques dépendent avant tout de la volonté du parlement soviétique, du Soviet suprême de l'URSS, ou du Congrès des députés du peuple de l'URSS et, dans une moindre mesure du gouvernement fédéral. L'autorité du Bureau politique, autrefois omnipotent, s'évapore, tout comme l'autorité, jusqu'ici illimitée, du moindre secrétaire du comité du PC de district, de ville ou de région. Mais des millions et des millions de Soviétiques sont morts dans les camps de concentration et maintenant la nation dépérit à cause de la pollution de l'environnement, du taux de radioactivité élevé, de l'assistance médicale inadéquate et d'une misère quasi absolue.

Les apparatchiks du PC ont perdu leur arrogance d'antan. Ils ne sont plus aussi surs d'eux-mêmes et sont, par conséquent, obligés d'appeler les sociologues au chevet de leur parti, gravement malade. Mais même s'il y a des sondages favorables au PCUS, la sociologie n'est pas une panacée. Rappelons-nous qu'en Pologne, la sociologie, pourtant beaucoup plus évoluée que la nôtre, a été impuissante à sauver le POUP, jadis au pouvoir.

En 1989, le PC a rétabli ses propres services d'études sociologiques dont l'institut sociologique de l'Académie des sciences sociales du CC du PCUS. En d'autres termes, le plus grand institut de recyclage des cadres communistes des pays frères d'Europe de l'Est a décidé de faire connaître au grand public les résultats qu'il obtient. Malheureusement, l'incompétence et une vieille tradition qui veut qu'on obtienne toujours les résultats désirés rendent peu crédibles les sondages d'opinion effectués par les apparatchiks.

Que faire si le service sociologique de l'Académie ne veut pas poser aux personnes interrogées cette question vitale : « Voulez-vous que les comités du PC demeurent dans les entreprises et les administrations ? » Il n'y a pas encore longtemps, n'importe quel dirigeant soviétique, quelle que soit l'unité dont il avait la direction, une blanchisserie, une usine, un musée littéraire ou un cosmodrome, devait être accepté par un comité

approprié du PC, en fonction l'importance du poste. En ce qui concerne la Géorgie, par exemple, le Bureau politique du CC du PCUS approuvait la nomination à des postes comme ceux des premiers secrétaires du CC du PC de Géorgie, des comités régionaux d'Abkhazie, d'Adjarie et d'Ossétie du Sud ainsi qu'à ceux de directeur de l'usine aéronautique militaire de Tbilissi et de recteur de l'Université de Tbilissi. Le Secrétariat du CC du PCUS approuvait la nomination de 20 à 30 ministres de républiques fédérées.

Le système de gestion du PC était, semblait-il, paré contre toutes les surprises possibles grâce à des structures parallèles. Dans un musée littéraire ou dans une usine, le secrétaire du Comité du PC, élu à la réunion générale des adhérents de chaque cellule, était en droit de contrôler les activités de l'administration et de s'ingérer dans toutes les affaires quotidiennes. Cette dualité permettait au secrétaire du PC d'obtenir, en recourant au du comité du PC hiérarchiquement supérieur, la destitution du directeur de son entreprise, ce qu'une cellule syndicale n'aurait jamais pu faire. Par contre, le directeur ne pouvait pas faire destituer le secrétaire du comité du PC.

L'époque d'omnipotence du PC touche à sa fin. En Géorgie, par exemple, les cellules du PC ont été dissoutes dans des grandes écoles et dans la majorité des entreprises et des établissements. Les mines de Vorkouta ont agi de la même façon. Et les sociologues de l'Académie des sciences sociales auprès du CC du PCUS qu'en disent-ils ? Rien, du moins en public. Pourtant, dans les pages des *Izvestia* du 8 juillet 1990, les sociologues du PC se félicitent de ce que 81 % des délégués du XXVIII<sup>e</sup> congrès du PCUS se prononcent pour le maintien des organisations du PC dans les entreprises. Il ne pouvait en être autrement car aucun fonctionnaire du PC (et ce congrès rassemblait des fonctionnaires et non pas des adhérents de base du PC) ne soutiendrait une mesure destinée à le chasser de son siège. L'hebdomadaire *Argoumenty i fakty* du 23 juin 1990 a publié les réponses de 5 326 adhérents du PCUS, dont 892 étaient secrétaires de cellule, sur le thème « Le PC et son avenir vus par les adhérents ». Ce sondage a été réalisé par le service sociologique de l'Académie des sciences sociales dans 18 régions du pays entre le 11 et le 16 avril 1990. Ils n'ont pas soufflé mot de la nécessité pour les comités du PC de quitter les entreprises.

On est amené à citer, à ce propos, des études du Centre fédéral d'étude de l'opinion publique. Voilà ce qu'écrivaient Yôuri Levada et Lev Goudkov en juin 1990 dans le n°25 d '*Ogoniok* :

**Depuis un an, l'attitude de la population à l'égard du PC est restée plus ou moins stable : un peu plus d'un quart des personnes interrogées ont déclaré lui porter**

une confiance absolue, environ un tiers des Soviétiques, une confiance partielle et un quart, ne pas avoir confiance en lui du tout. Cela étant, le nombre de ces derniers (pas de confiance) est en augmentation certaine, apparemment grâce aux sans opinion qui se joignent à eux. Il convient de dire que d'autres institutions de la société bénéficient d'une confiance plus prononcée. L'année dernière, c'étaient, entre autres, des instances nouvelles ou renouvelées comme le Congrès des députés du peuple de l'URSS ou le Soviet suprême de l'URSS, et certains mouvements sociaux. Ces derniers mois, le taux de popularité des Forces armées a connu une hausse relative. Par exemple, en mai 1990, un sondage d'opinion a donné les résultats suivants (en pourcentage des personnes interrogées) :

Confiance	Absolue	Partielle	Aucune
Soviet suprême de l'URSS .....	40,8	34,2	11,3
Conseil des ministres de l'URSS .....	34,0	31,6	11,2
PCUS .....	29,5	30,0	26,1
Syndicats .....	31,9	34,7	18,7
Jeunesses communistes.....	10,1	20,3	39,5
Armee .....	61,8	15,6	10,0
KGB .....	36,3	23,0	14,3
Police .....	22,2	40,0	23,5
Eglise .....	47,9	19,7	10,2

D'un grand intérêt ont été d'autres résultats. Notamment, en répondant à la question de savoir à quelle époque le PC bénéficiait de la plus grande autorité, 39 % des personnes interrogées ont nommé les années de la révolution de 1917 et de la guerre civile, 24,7 % la période de la Seconde guerre mondiale, 18,4 % les premiers quinquennats, 12,5 % la période d'avant la révolution. Les autres périodes ont été citées assez rarement : la période de la nouvelle politique économique (NEP), 3,5 % ; le dégel khrouchtchévien, 3 % ; la période dite de stagnation, 3,9 % ; les années de la perestroïka, 2,5 %. Seulement, 1,9 % estime que le PC a toujours bénéficié d'un très grand prestige, depuis la fondation de l'État des Soviets il y a 72 ans. Les jeunes Soviétiques ont été les plus nombreux à citer les années de la révolution et les personnes âgées à citer les années de guerre. Parmi les adhérents du PC, 31 % ont nommé la révolution comme période de plus grande autorité pour le PC ; 27,3 %, les années de guerre et 27,9 % ne se sont pas prononcés. Donc, l'opinion publique lie le prestige du PC à des périodes éloignées, caractérisées pour beaucoup par un romantisme révolutionnaire.

La responsabilité du PC pour les erreurs dans la gestion du pays est souvent évoquée depuis quelque temps dans la société soviétique. Devant l'affirmation que les erreurs du PC ont freiné l'évolution du pays, 57,6 % des personnes interrogées se déclarent entièrement d'accord ; 31,5 % ne sont d'accord qu'en partie ; 5,5 % seulement ne sont pas d'accord du tout et 5,3 % sont sans opinion. Parmi les plus critiques : les jeunes, les habitants des grandes villes, les personnes d'instruction supérieure et les ouvriers qualifiés. Notamment, parmi les personnes ayant reçu une instruction supérieure, 61 % croient que le PC est fautif. Parmi les habitants de Moscou et de Leningrad, cette proportion est de 65,1 %, parmi les ouvriers qualifiés de 63,2 %. Les retraités, les manutentionnaires et les ruraux sont moins nombreux à accepter à entière responsabilité du PC, respectivement 45,5 %, 36,9 % et 52,9 %. Parmi les adhérents du PC, 61,7 % sont d'accord avec cette idée ; parmi les adhérents des Jeunesses communistes 60,2 %, parmi les apparatchiks du PC et des organisations d'État 85,3 %.

Pourtant la majorité des Soviétiques rejettent l'affirmation selon laquelle le PC n'a jamais su choisir la bonne voie dans le développement du pays. Seuls 17,5 % sont d'accord (10,4 % des adhérents du PC). Leur avis est partiellement partagé par 43,1 % des personnes interrogées. Ne sont pas d'accord avec cette affirmation 31,9 %, tandis que 7,2 % sont restés sans opinion. Les adhérents du PC et les ruraux sont les plus nombreux à rejeter cette affirmation.

25,4 % des personnes interrogées considèrent que sans le PC notre pays ne serait jamais devenu une grande puissance. 36,4 % estiment que cela est vrai mais en partie seulement. 25,7 % des personnes interrogées ne sont pas d'accord avec cet avis. Ce sont les ruraux et les personnes peu instruites qui soutiennent cette affirmation. Par contre, ce sont les habitants de Moscou et de Leningrad qui sont le plus nombreux à s'y être opposés (42,6 %). Et voici quel est le rôle actuel du PC d'après les Soviétiques :

- le PC conduit la société sur la voie de transformations démocratiques 11,2 % ;
- le PC soutient l'initiative des milieux démocratiques 8,7% ;
- le PC aide à contrebalancer les positions extrêmes des conservateurs et des radicaux 4,8 % ;
- le PC freine les transformations démocratiques 13,8 % ;
- le PC a perdu l'initiative et le contrôle de la situation 49,0 % ;
- sans opinion 12,7 % ;

Parmi les Soviétiques qui croient que le PC freine le progrès de la démocratie, il y a le plus de jeunes (17 à 18 %). De diplômés d'études supérieures (21,5 %), de directeurs d'entreprises (20,5 %). L'affirmation selon laquelle le PC a perdu l'initiative est partagée par plus de la moitié des Soviétiques âgés de 50 à 59 ans, par 57,1 % d'adhérents du PC et par 7,1 % des fonctionnaires et des cadres du PC. Parmi les Soviétiques qui estiment que le PC dirige la société, il y a le plus de techniciens de niveau secondaire (15 %), d'abonnés à la *Pravda* (15,2 %), au *Komounist* (14,1 %), d'adhérents du PC (13,8 %), de kolkhoziens (27,9 %).

20,5 % des personnes interrogées estiment que le PC est le ciment de la société soviétique. 37,3 % des personnes interrogées ne sont que partiellement d'accord avec cette affirmation. 33,9 % des Soviétiques croient que ce n'est pas exact et 8 % des personnes interrogées restent sans opinion. Cela étant, parmi les directeurs d'entreprise 27,3 % sont entièrement d'accord avec cet avis, 36,4 % en partie d'accord, et 25,9 % le jugent faux. Parmi les cadres, ils sont respectivement 14,4 %, 42,2 % et 38,2 % parmi les ouvriers qualifiés, respectivement 19,2, 36,6 et 36,8 % ; parmi les retraités, 31,6, 30,1 et 27,4 % ; parmi les adhérents du PC, respectivement 30,1, 46,3 et 16,3 % des personnes interrogées.

La situation interne du PC a depuis longtemps cessé d'être un sujet qui ne concerne que le parti lui-même. Maintenant, elle attire l'attention de l'ensemble de la nation. Voici la situation dans le PC vue par les Soviétiques :

	Le PC preserve son unité idéologique et organisationnelle	Le PC est en proie à une scission idéologique et organisationnelle	UPC a épuisé ses possibilités et il est menacé de disparition
Au total .....	11,0 .....	40,1 .....	33,5 .....
Directeurs d'entreprise .....	6,8 .....	43,2 .....	43,2 .....
Cadres techniques .....	14,4 .....	47,1 .....	27,1 .....
Professions libérales .....	7,8 .....	56,3 .....	25,6 .....
Ouvriers qualifiés.....	10,8 .....	37,0 .....	37,5 .....
Militaires .....	7,1 .....	39,3 .....	50,0 .....
Retraités.....	14,9 .....	31,4 .....	32,4 .....
Adhérents du PC.....	16,0 .....	57,1 .....	20,6 .....

Dans leur majorité, les Soviétiques s'opposent à la dissolution du PC. Seulement 20,5 % des personnes interrogées y sont favorables (35,9 % des personnes âgées de 65 à 59 ans, un quart environ des cadres et ouvriers, et 10,4 % des adhérents du PC). A travers le pays, en moyenne, 52,4 % des personnes interrogées sont contre la dissolution du PC dont 61,4 % de directeurs d'entreprise, 61,1 % de professions libérales, 45,2 % d'ouvriers qualifiés, et 75,8 % d'adhérents du PC.

La plupart des Soviétiques estiment que la confiance dans le PC peut et doit être rétablie. Pourtant, les points de vue sont très variés. Dans l'ensemble, l'opinion publique se présente comme suit :

1. Le PC devrait subir une purge 37,1 ;
2. Il faudrait renforcer la discipline au sein du PC 20,1 ;
3. Il faut que les congrès et les sessions plénières du PC se déroulent de façon ouverte et que les archives du PC soient rendues accessibles 22,2 ;
4. Le PC devrait se fane à l'existence de diverses tendances en son sein 8,7;

5. Le PCUS devrait reconnaître publiquement le droit à l'existence d'autres mouvements et partis politiques (ce questionnaire est antérieur à la session plénière du CC du PCUS de février 1988) 17,6 ;

6. La confiance dans le PC ne peut plus être rétablie 12,3 % ;

7. J'ai toujours fait confiance au PC 8,4 %.

Quelle est la différence entre la façon dont sont traités les adhérents du PC et les sans-parti dans les entreprises ? 37,5 % des personnes interrogées estiment qu'il n'y a pas de différence considérable dans leurs situations. Le plus souvent cette réponse est donnée par des adhérents du PC (61,0 %), par les directeurs d'entreprise, les apparatchiks, les professions libérales et par les manutentionnaires (43,8 %). 12,1 % des personnes interrogées estiment que les exigences envers les adhérents du PC sont plus rigoureuses : ce sont les militaires et les adhérents du PC qui sont les plus nombreux à le croire. Seuls 3,1 % des personnes interrogées considèrent que les adhérents du PC travaillent plus que les autres. Parmi les adhérents du PC, cet avis est partagé par 7,1 % et parmi les abonnés à la revue *Kommunist*, par 9,2 %. Les Soviétiques sont beaucoup plus nombreux à croire que les adhérents du PC ont plus de possibilités de promotion à des fonctions de responsabilité (33,3 %). Parmi les adhérents du PC cette affirmation est partagée uniquement par 12,6 %. 26,1 % des personnes interrogées affirment que les adhérents du PC ont plus de privilèges et de possibilités que les autres. Cet avis est partagé par plus d'un tiers des personnes âgées de 55 à 59 ans, par près d'un tiers des ouvriers et par 30 % des sans parti, mais seulement par 7,7 % des adhérents du PC. Cette affirmation traduit une opinion assez largement répandue sur la corruption. D'après l'un des derniers sondages réalisés par le Centre fédéral d'étude de l'opinion publique, les Soviétiques sont assez nombreux (38,1 %) à croire que les dirigeants du PC et de l'État ont des revenus trop importants et ils comparent, en mars 1990, le PC et les organismes du pouvoir d'État à la mafia (34 %). Il ne fait aucun doute que les êtres humains sont subjectifs dans leurs jugements et se trouvent constamment sous l'effet d'illusions, d'idées préconçues, etc. Mais si ces tendances sont assez profondes et stables, de tels avis traduisent des phénomènes sociaux dignes d'intérêt.

Depuis quelques mois, à la suite d'une douloureuse révision du rôle et de la place du PC dans la société soviétique, des débats animés se sont engagés sur les fonctions des comités du PC dans les entreprises. 37 % des personnes interrogées estiment que ces comités appliquent les résolutions des organismes du PC hiérarchiquement supérieurs (les adhérents du PC sont 52,8 % à le croire) ; 39,3 % des personnes interrogées considèrent qu'ils défendent les intérêts de l'administration des entreprises au détriment du reste du personnel. Cet avis est partagé par près de la moitié des ouvriers. Seuls 5,8 % des personnes interrogées croient que les comités du PC traduisent la volonté des simples adhérents du parti, (les communistes sont 9,8 % à le croire), 20 % des personnes interrogées étant sans opinion. Une majorité relative de Soviétiques considèrent que les comités du PC sont inutiles dans les entreprises et les établissements (42,1 % contre 38,4 % avec 17,8 % de sans opinion). Se prononcent contre les comités du PC dans les entreprises plus de 50 % d'habitants

de Moscou, de Leningrad et de grandes agglomérations. Par contre, il y a beaucoup de partisans des comités du PC dans les entreprises parmi les adhérents du parti (63,8 %) et les apparatchiks (86,4 %).

Il y a un autre problème qui suscite un très vif intérêt depuis quelque temps : comment doit se conduire un communiste élu député du peuple ? Seulement 8,8 % des personnes interrogées (10,7 % des adhérents du PC et 14,5 % des retraités) estiment qu'un tel adhérent devrait se conformer aux résolutions des organismes du PC. 35,2 % sont convaincus qu'il devrait remplir son devoir de citoyen. Il importe de souligner que cet avis est partagé par 55,5 % des adhérents du PC, par plus de la moitié des habitants de Moscou et de Leningrad, par 79,6 % des cadres du parti. La majorité des personnes interrogées estiment qu'un député communiste devrait se conformer d'abord à la volonté de ses électeurs (58,4 %). Cette idée est soutenue par plus de 60 % de militaires, d'ouvriers, d'habitants de Moscou et de Leningrad, etc. Les diplômés d'études supérieures font preuve de plus de retenue sur ce point (46,6 %).

L'avenir du PCUS Après son XXVIII<sup>e</sup> congrès apparaissait comme plutôt flou pour les Soviétiques (le sondage a été réalisé en avril 1990). 7,6 % des personnes interrogées croyaient que les diverses tendances en son sein deviendraient plus solidaires les unes des autres ; 17,8 % estimaient que plusieurs groupes d'orientations politiques différentes se formeraient au sein du PC ; 27,7 % affirmaient que le PCUS allait se diviser en plusieurs partis politiquement très différents les uns des autres ; 19,9 % des Soviétiques considéraient que les PC des républiques fédérées obtiendraient le statut de partis indépendants et 33,5 % des personnes interrogées étaient sans opinion.

En août 1990, Oleg Kalouguine est devenu député du peuple de l'URSS. Les électeurs du territoire de Krasnodar ont voté pour cet ancien général du KGB qui venait d'être privé de son grade militaire, de sa fonction et de ses privilèges pour avoir fait preuve de civisme dans ses déclarations publiques. Ils ont voté contre le pouvoir, conscients que les apparatchiks du PC et les services secrets feraient tout leur possible pour écarter le général rebelle. Fait significatif : le territoire de Krasnodar avait servi de tremplin politique à Ivan Polozkov, conservateur classique. Aussi triste que cela puisse paraître, cet apparatchik du PC, au niveau d'instruction très bas, a su devenir premier secrétaire du comité du PC du territoire de Krasnodar, et ensuite président de l'Exécutif du territoire, ce qui lui a donné la possibilité de réprimer les coopératives dans sa région, pour devenir plus tard député du peuple de l'URSS et premier secrétaire du PC de Russie. Mais les gens ouvrent les yeux. A preuve, la déclaration publique d'Alexandre Klechtchenko, chef de la section idéologique du comité du PC du territoire de Krasnodar, aux *Nouvelles de Moscou* du 26 août 1990 : « Une étude a été effectuée dans notre territoire qui a montré qu'en cas d'élections pluralistes le PC n'aurait recueilli que 23,7 % des suffrages. »

Perdant du terrain, le PC est maintenant disposé à écouter les sociologues, surtout ceux d'entre eux qui sont connus pour leur honnêteté professionnelle. A Leningrad, des contacts ont été rétablis avec les sociologues. Au printemps 1989, Après avoir essuyé une défaite cuisante aux élections des députés du peuple, toute la direction locale du PC avec à sa

tête Youri Soloviov, membre suppléant du Bureau politique du CC du PCUS et premier secrétaire du comité du PC de Leningrad, est venue assister à une session de la section du Nord-Ouest de l'Association sociologique d'URSS. Par le passé, des sociologues auraient été convoqués chez les dirigeants pour recevoir soit un blâme, soit une commande pour un sondage à « résultats voulus ». Après le remaniement de la direction de l'Association à Moscou et dans les autres villes soviétiques, les patrons du PC de Leningrad avaient rompu tout contact avec les sociologues. En 1989, cependant, ils sont venus à l'improviste, disposés à écouter les considérations des chercheurs sur les causes de l'échec du PC aux élections parlementaires.

Il est dommage que le malade ait tardé à appeler le médecin. Misérable et constamment persécuté par les autorités, ce médecin a montré qu'il savait non seulement porter un diagnostic sur le présent mais aussi prévoir l'avenir. Voilà ce qu'en écrivait dans les *Izvestia* du 23 mai 1989 Vladimir Yadov, directeur du Centre fédéral d'étude de l'opinion publique, au cas des élections au parlement fédéral :

Voir la réalité sociale en face. là, le rôle de la sociologie ne peut être sous-estimé. Notamment, comment la sociologie envisage-t-elle le problème de l'individu ? Elle commence par les traditions historiques et culturelles. Par exemple, les Russes orthodoxes voyaient l'homme comme le jouet de forces extraterrestres et le travail comme une punition divine. Dans notre civilisation, dans notre tradition culturelle et historique, chacun a pris l'habitude de compter sur Dieu, sur son guide, sur sa collectivité. La suppression de l'individualité personnelle rentrait parfaitement dans le cadre socio-culturel traditionnel.

Tout comme la psychologie sociale, la sociologie est appelée à étudier ces réalités, à analyser le processus de destruction des structures sclérosées au sein de la société. Les sociologues sont-ils prêts à exécuter cette commande de la société ?

Les sondages d'opinion apportent une contribution de poids à la promotion de la démocratie et à la perestroïka. La société a besoin de ce suivi de l'opinion publique car cette dernière est sujette à des changements et à des fluctuations. Les changements d'opinion se répercutent sensiblement sur la pratique sociale et politique. Notamment, une équipe de chercheurs de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de l'URSS sous la direction d'A. Démidov s'est risquée à prédire les résultats des élections des députés du peuple dans une circonscription de Moscou, l'arrondissement de Sébastopol, là où se trouve le siège de l'Institut. Les électeurs avaient à choisir entre trois candidatures : l'académicien Bogomolov, directeur de l'Institut de l'économie socialiste, Briatchikhine, le premier secrétaire du PC dans cet arrondissement, et Sérédine, contremaître de l'usine de constructions mécaniques n°2.

Les sondages ont été réalisés deux semaines avant les élections et la veille du vote.

Au début, l'académicien Bogomolov était un peu en avance sur le secrétaire Briatchikhine. Le contremaître Sérédine ne pouvait pas espérer la victoire. La veille du vote, près de 40 % des électeurs ne savaient toujours pas pour qui ils allaient voter, mais

la majorité soutenaient l'académicien Bogomolov, qui devançait largement son adversaire le plus proche. A la suite de ces deux sondages, l'équipe de Démidov a tiré la conclusion suivante : c'est l'académicien Bogomolov qui allait remporter le premier tour. Quand je l'ai appris, j'ai dit à Koudriavtsev, vice-président de l'Académie des sciences: «Demain, on aura la preuve de la force magique de la sociologie, et, par conséquent, de la nécessité d'avoir les ressources indispensables pour mettre en place un dispositif sociologique sur l'ensemble du territoire national.» Le pronostic a été confirmé.

Pour le moment, on n'a pas les moyens de constituer un réseau national de sociologues. Pourtant, de tels réseaux ramifiés sont indispensables non seulement pour des sondages mais aussi pour des études sociologiques plus en profondeur. Sans ces réseaux, la société et ses institutions sociales et avant tout le Soviet suprême ainsi que le CC du PCUS ne sont pas en mesure de prendre les décisions optimales en matière de politique économique et sociale. L'opinion des différentes couches de la population, surtout dans les régions en proie à des tensions sociales, ont une importance décisive pour la prévention de conflits sociaux et pour la correction des actions publiques à court et à long terme.

Examinons, à titre d'exemple, la situation interethnique complexe en Estonie. Qu'est-ce qu'en disent les sondages ? Voici les résultats d'un sondage réalisé au début de janvier 1990 par l'Institut de sociologie en collaboration avec des collègues estoniens.

Le niveau de vie va-t-il augmenter dans les 2 ou 3 ans qui viennent ? « Oui » ont répondu 27 % des non-Estoniens, et 15 % des Estoniens interrogés. «Non, on sera toujours confronté à des difficultés économiques» ont affirmé 30 % des non-Estoniens et 55 % des autochtones.

La population russophone s'est montrée plus optimiste quant à l'efficacité de l'économie estonienne. 61 % des russophones en Estonie estiment que depuis l'année dernière ils ont plus de possibilités pour exprimer leurs opinions, 72 %, pour les autochtones. Cet écart de 11 points est un facteur notable mais pas dramatique, contrairement à ce qu'affirment les périodiques nationaux. Enfin, comment les Estoniens voient-ils les rapports interethniques dans la république ? Près de la moitié des personnes interrogées considèrent ces rapports comme «tendus» ; près d'un tiers, comme «pas très tendus» ; et 15 %, comme «normaux». Environ 50 % des Estoniens interrogés estiment qu'il faudrait faire des concessions sociales et économiques au nom de l'avenir ; 28 % des Estoniens se déclarent résolus à «défendre leurs revendications jusqu'au bout».

Ces données prouvent qu'il existe des possibilités réelles de normaliser la situation et de relancer une coopération positive entre toutes les couches de la population de la république d'Estonie en ce qui concerne la promotion de la démocratie, le développement de l'économie et de la perestroïka. A condition qu'il ne soit pas commis d'erreurs irréparables ni par la direction de la république et les leaders du Front populaire et du Front internationaliste, ni par le gouvernement fédéral. Pour

cela, il faut obtenir des données régulières et objectives sur l'opinion publique dans son ensemble et sur celle de différentes couches de la population, assez sûres pour servir de base à une expertise scientifiquement fondée.[...]

Le chemin de la sociologie soviétique n'est pas couvert de rosés. Nous avons perdu une quinzaine d'années au moins. Nous avons même gaspillé le peu que nous avons de cadres qualifiés et de connaissances théoriques. Les services sociologiques viennent de connaître surtout un développement extensif et les centres d'études sociologiques nouvellement formés ne sont toujours pas très compétents.

L'Institut de sociologie de l'Académie soviétique des sciences a besoin d'être restructuré de fond en comble. Avant tout, d'être réorienté sur des axes majeurs comme la théorie, l'analyse et la prévision des processus sociaux à l'heure de la perestroïka. Il reste à mettre en place un système de formation sociologique supérieure. L'arrêt du Comité d'État à l'instruction publique portant sur la formation sociologique pose les fondements de ce système. Pourtant, ce ne sont toujours que des demi-mesures. Il n'est pas à exclure que les chaires de communisme scientifique dans les établissements supérieurs soient rapidement transformées en chaires de sociologie, mais si leur personnel reste le même, je doute que l'on puisse aller bien loin car le dogmatisme des titulaires des chaires en question est notoire.

Il faut des investissements dans la promotion de la formation sociologique. Les problèmes d'ordre matériel et financier ne permettent pas de former un réseau de centres sociologiques sur l'ensemble du territoire national, d'équiper les centres d'études sociologiques de matériels adéquats et de lancer l'édition d'ouvrages de sociologie classique et de manuels.

Il faudrait peut-être constituer un fonds en faveur de la sociologie ? La perestroïka a besoin d'une sociologie adéquate autant qu'elle a besoin du mouvement Mémorial (association des anciens du GULAG - N du T -) ou de la protection des sites historiques. La sociologie est une science indispensable pour formuler des pronostics sur notre avenir mais aussi pour mieux préparer les mesures à prendre au niveau de l'État.

Le journal *Vetchemi Tbilissi* du 29 décembre 1990 a révélé les résultats des sondages effectués par l'Association sociologique de Géorgie. 83 % des consultés pensent que la Géorgie doit devenir indépendante à tout prix, 12,1 % appuient l'idée de la souveraineté de la Géorgie et on ne compte que 0,8 % d'opposants catégoriques. 60,5 % de la population de la république pensent qu'après avoir accédé à l'indépendance, la Géorgie pourra résoudre facilement ses problèmes les plus urgents. 23,5 % des Géorgiens ne se sont pas exprimés du tout sur ce point, 15,2 % estiment que la Géorgie ne pourra pas résoudre ses problèmes sans difficulté.

Les habitants d'autres républiques, que pensent-ils de la Géorgie ? « Savez-vous quelles forces politiques sont arrivées au pouvoir en Géorgie à l'issue des élections récentes ? » Cette question, les collaborateurs du

VTSIOM l'ont posée à 1 363 personnes dans 21 localités soviétiques huit jours Après les premières élections libres de l'histoire de la Géorgie qui ont notamment valu aux communistes un cuisant revers. 40 % ont déclaré qu'ils n'en savaient rien, 40 % n'ont donné aucune réponse, 2 % ont répondu que c'étaient des communistes qui avaient pris le pouvoir en Géorgie, 1 % ont affirmé que c'étaient les « stalinistes », mais 18 % ont quand même pu donner une réponse plus ou moins exacte. (*Les Nouvelles de Moscou* du 2 décembre 1990). Beaucoup d'observateurs estiment qu'en février 1991, 99 % de la population de l'URSS ou peu s'en faut ignorent que le conflit en Ossétie du Sud (qui juridiquement fait partie de la Géorgie) a été inspiré de l'extérieur et a éclaté Après la proclamation de la République démocratique soviétique d'Ossétie du Sud, celle-ci ayant déclaré son intention de quitter la Géorgie pour être rattachée à la Fédération de Russie. C'est devant cette volonté critiquée un mois plus tard par les dirigeants de Moscou que le Soviet suprême de Géorgie avait abrogé le statut autonome de l'Ossétie du Sud, ce qui a eu pour effet de rendre de plus en plus fréquents les heurts entre les Géorgiens et les Ossètes dans cette région. Les Ossètes reçoivent, quant à eux, assistance et armes à partir du territoire d'Ossétie du Nord (qui fait partie de la Fédération de Russie), mais les officiers ossètes enrôlés dans les troupes de l'Armée et du Ministère de l'intérieur cantonnées à Tskhinvali (Ossétie du Sud) donnent aussi de temps à autre un coup de main à leurs compatriotes.

Il paraît que les Soviétiques ont trouvé le moyen de se tenir informés sur les événements en Lituanie. A preuve, les résultats du sondage express réalisé le 16 janvier par le VTSIOM auprès des habitants des villes de Russie publiés dans la *Komsomolskaïa Pravda* du 18 janvier 1991 et la *Nezavissimaïa gazeta* du 19 janvier, 962 personnes habitant dans 13 villes, grandes, petites et moyennes, et notamment à Leningrad, à Krasnoïarsk, à Stavropol et à Vorkouta ont ainsi été priées de donner leur point de vue sur les actions des troupes soviétiques dans les républiques baltes. Celles-ci ont été approuvées par 29 % des consultés et condamnées par 55 %, 16 % ne s'étant pas prononcés du tout. Nul doute que dans les autres républiques, le taux de ceux qui condamnent les actions de ces troupes ne soit encore plus élevé.

Autre fait méritant d'être mentionné : les 30 lignes consacrées dans les *Izvestia* du 25 janvier 1991 aux résultats du sondage effectué le 14 janvier dernier parmi la population des villes et réalisé par le Centre des sondages de l'opinion publique auprès de l'Académie des sciences de Lituanie et le Laboratoire sociologique de l'Université de Vilnius. Cette

fois, ce sont des habitants de Vilnius, de Kaunas, de la région de Vilnius qui ont été consultés. Parmi ceux qui ont déclaré soutenir l'adoption par le parlement Lituanien de l'Acte sur la restauration de l'indépendance de la Lituanie en date du 11 mars 1990, les Lituniens étaient 98 %, les Polonais, 66 %, les Russes, 75 %. Un sondage analogue au mois de juin 1990 donnait : 94 %, pour les Lituniens, 47 % pour les Russes et 54 % pour les Polonais).

Le dernier sondage en date (*Nėzavissimaia gazeta* du 26 janvier 1991) relève que 97 % des Lituniens, 60 % des Russes et 54 % des Polonais approuvent la politique du Soviet suprême de Lituanie. 3 % des Lituniens, 16 % des Russes et 23 % des Polonais sont favorables à une éventuelle restauration du régime présidentiel en Lituanie. L'enquête a aussi établi la cote de popularité dont jouissent auprès des habitants de Vilnius Gorbatchev (cité par 3 % des Lituniens, 30 % des Russes et 25 % des Polonais), Eltsine (81 %, 59 % et 53 % respectivement), Landsbergis (90 %, 45 % et 51 %), Lech Walesa (64 %, 33 %, 60 %) et George Bush (55 %, 59 % et 53 %).

Titre cueilli dans le *Komerçant* du 4 février 1991 : « Enquête du Centre fédéral d'étude de l'opinion publique à Vilnius : la fin d'un mythe officiel ». Il s'agit du sondage réalisé entre le 30 janvier et le 3 février par la filiale sibérienne du VTSIOM auprès des habitants de Vilnius pour mieux connaître leurs orientations politiques.

Son résultat principal est le constat de l'effondrement du mythe concernant les motifs prétendument ethniques des conflits en Lituanie. Un tiers seulement (32,8 %) ont déclaré que la situation des Lituniens était meilleure que celle des non-lituniens, plus de la moitié (56,8 %) des consultés estimant que les Lituniens et les Russes vivaient à peu près dans les mêmes conditions. Les résultats obtenus dans d'autres groupes ethniques (exception faite pour les Lituniens) ont été à peu près les mêmes.

92,8 % des Lituniens, 47,8 % des Russes, 62,4 % des Polonais, 41,9 % des Biélorusses (pour ne prendre que les groupes ethniques principaux) témoignent une confiance absolue aux dirigeants de la république. Qui plus est, les positions du gouvernement Lituanien, qui avaient sérieusement fléchi au lendemain de la réforme des prix, se sont renforcées après la sanglante tentative de coup d'État du 11 au 13 janvier, entreprise par le soi-disant Comité de salut national avec le concours des troupes soviétiques cantonnées en Lituanie. 33,2 % des consultés ont déclaré que leur attitude envers les dirigeants Lituniens a changé en bien après ces événements, et 13,5 % seulement qu'elle a changé en mal.

Cela dit, l'origine des personnes interrogées semble être le dernier facteur à déterminer leur attitude envers les activités du Comité de salut national (condamnées par 96,1 % des Litoniens, 62,1 % des Russes, 69,8 % des Polonais et 55,8 % des Biélorusses).

Lorsqu'on sait que toutes les personnes interrogées supposent l'existence d'un lien étroit entre les agissements du Comité et la politique des autorités fédérales et partagent la même volonté de voir la Lituanie accéder à l'indépendance (76,8 %) on peut deviner ce qu'elles pensent de l'attitude de Gorbatchev envers le problème balte. Seuls 9,4 % ont approuvé, dans telle ou telle mesure, la politique du Président de l'URSS dans les républiques baltes. Cela étant, dans tous les groupes non-Litoniens les supporters de Gorbatchev étaient en minorité (tout au plus 25 % des personnes consultés).

L'analyse des résultats du sondage a permis de dégager certaines constantes chez les contingents non Litoniens de la population. C'est ainsi que près de 20 % des Russes habitant dans les républiques baltes se prononcent pour l'introduction du régime présidentiel et qu'autant estiment que le PCUS protège les intérêts des ouvriers des grandes entreprises et ceux des autorités fédérales. Cela nous autorise à supposer que ces personnes sont les ouvriers et les employés des grandes entreprises de Vilnius qui sont directement subordonnées aux ministères fédéraux. Au total, le pourcentage des Russes qui ne font pas confiance aux dirigeants Litoniens et qui souhaitent que la Lituanie reste rattachée à l'URSS est largement inférieur à 40 %.

Les Polonais sont le groupe non Litonien le plus attaché à l'idée d'une Lituanie souveraine. Le nombre des Polonais qui appuient la politique indépendantiste des dirigeants Litoniens varie dans cette république entre 2/3 et 3/4 de leur nombre total. Ce sont aussi ceux qui critiquent la politique de Gorbatchev dans les républiques baltes et s'opposent résolument à l'instauration du régime présidentiel.

Les Biélorusses de Vilnius sont le plus hostiles à l'indépendance Litonienne, ce qui s'explique sans doute par le bas niveau social et professionnel de ces ex-habitants ruraux dans une ville de près d'un million d'habitants.

Dans l'hypothèse d'un référendum sur le sort de l'Union se déroulant en Lituanie, le pourcentage des abstentions (10 %, ce qui n'est pas si peu) pourrait aussi peser sur les résultats de celui-ci. Mais l'expérience mondiale des référendums atteste que le groupe des indécis se scinde toujours au dernier moment entre ceux qui disent « oui » et ceux qui dis-

ent « non » dans les mêmes proportions que ceux qui ont déjà fait leur choix.

Les *Izvestia* du 11 février 1991 rapportent les résultats préliminaires du référendum en Lituanie, le premier dans son histoire, qui a eu lieu le samedi 9 février 1991. Dans la nuit du 10, à 2 h 12 exactement, les habitants de Lituanie ont appris que 90 % des consultés (soit 2 027 254 personnes) avaient voté pour la république démocratique et indépendante de Lituanie. 6,5 %, soit plus de 177 000 électeurs, avaient voté contre. A ce référendum avaient pris part 85 % des personnes figurant sur les listes électorales. Il s'était déroulé en présence de plus d'une centaine d'observateurs étrangers qui ont surveillé la procédure, le dépouillement du scrutin et le tri des bulletins. Globalement, cette consultation avait été bien organisée et aucun incident fâcheux n'a été signalé. Après la publication de ces résultats, Landsbergis a pris la parole à la radio pour déclarer : « Nous venons de procéder à un référendum et connaissons maintenant la volonté du peuple qui est pour nous la Loi suprême et que personne ne peut ni modifier ni contester. »

Une semaine avant la publication des résultats officiels, le Président Gorbatchev a qualifié d'illégale la préparation du référendum en Lituanie. De son côté, Landsbergis, Président du Soviet suprême de Lituanie, a considéré cette déclaration de Gorbatchev et l'arrêté présidentiel du 5 février concernant le référendum comme une « ingérence dans les affaires intérieures d'un État souverain ».

## Chapitre cinquième

### Propriété privée : oui ou non ?

A en croire l'Institut d'économie de l'Académie des sciences de l'URSS, le pays aujourd'hui gaspillerait 30 % de ses ressources humaines, 40 % de ses équipements et 70 % de ses matières premières et de ses ressources naturelles. Tels sont les « résultats », si l'on peut dire, des entreprises publiques et des kolkhozes. Et pourtant, leurs travailleurs touchent des salaires et des primes. Cette situation convient parfaitement aux fonctionnaires, aux apparatchiks du PC et aux trafiquants de l'économie parallèle.

Le secteur privé n'emploie pas plus de salariés qu'il ne faut. Aussi, après la privatisation faudra-t-il 10 fois moins d'employés qu'aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle la privatisation de l'économie rencontre une opposition active de la part des apparatchiks à tous les échelons, et bien sur, de la presse du PC qui leur est subordonnée.

Voici ce qu'écrivaient dans les *Izvestia* du 20 juillet 1990 des spécialistes de l'Institut sociologique de l'Académie des sciences sociales de CC du PCUS, en commentant les résultats du sondage d'opinion sur la situation économique du pays et sur les moyens de surmonter la crise :

Près de 70 % des personnes interrogées ont déclaré que la situation était critique, qu'une catastrophe menaçait. Les travailleurs notamment sont de plus en plus nombreux à se déclarer mécontents des difficultés économiques dans les entreprises : 67 % contre 9 % l'année dernière.

Les Soviétiques sont de plus en plus pessimistes quant à la perspective de faire sortir le pays de la crise économique. Aujourd'hui ils sont seulement 11 % à croire que la crise sera surmontée rapidement et 2 % des personnes interrogées à être sûres du succès de la réforme économique, contre 48 % il y a un an.

Quelle est la cause profonde des problèmes économiques ? Ce sont avant tout les erreurs de la politique économique actuelle, estiment 70 % des personnes interrogées. Ensuite, dans l'ordre décroissant, on cite les magouilles dans les instances dirigeantes et dans le commerce, le nivellement des salaires, le monopole des administrations, la transformation des entreprises en « refuges » des fainéants, la gestion autoritaire de l'économie, la soumission de l'économie aux dogmes idéologiques et l'absence de libre entreprise.

Plus de la moitié des personnes interrogées ont indiqué que leurs entreprises respectives ont adopté les principes de l'autonomie comptable et de l'autofinancement. Peu nombreux, pourtant, sont ceux qui ont perçu des changements positifs. Notamment 90 % des personnes interrogées se considèrent comme des salariés de passage et seulement quelque 10 % s'estiment responsables de leur entreprise. Cette dernière tendance est observée uniquement chez les travailleurs qui louent leur entreprise.

Les Soviétiques sont de moins en moins nombreux à croire qu'ils seront un jour rémunérés selon le travail fourni, dignement. Les travailleurs, peu nombreux d'ailleurs,

qui ont signalé une majoration de leur salaire, ne la lient pas à l'accroissement de leur apport de travail. On voit croître par contre la certitude que même en cas de chute de productivité beaucoup toucheront le même salaire. C'est ce qu'ont affirmé 7 % des personnes interrogées en 1986, 9 % en 1988, 18 % en 1989 et 46 % en 1990.

N'est-ce pas là la raison principale de la baisse de productivité dans les entreprises et à la campagne ? Si, en 1986, une mauvaise organisation du travail a été relevée par 5 % des personnes interrogées, en 1990 ils étaient 22 % à faire ce constat. Si, en 1986, 9 % des personnes interrogées ont déclaré que les conditions de leur travail se détérioraient, en 1990 ils étaient 24 %. Un relâchement de la discipline au travail a été relevé par 4 % des personnes interrogées en 1988, et aujourd'hui par 36 % des personnes interrogées.

Telle est la situation actuelle vue par les Soviétiques. Mais comment voient-ils l'avenir et en particulier, une éventuelle économie de marché ?

Plus de la moitié des personnes interrogées appuient et partagent l'idée du marché. Pourtant, la moitié des partisans du marché craignent des conséquences négatives, comme (par exemple), un affaiblissement du contrôle public dans l'économie. Si, en janvier 1990, l'idée du marché était défendue par 65 % des personnes interrogées, en fin mai, elle n'était partagée que par 43 %. Pourtant, les Soviétiques sont enclins non pas tant à rejeter le marché qu'à avoir des doutes à son égard. Les Soviétiques s'attendent à des conséquences négatives comme la hausse des prix (52 %), comme une croissante pénurie de produits (43 %), le chômage (40 %), la baisse du niveau de vie (33 %). 27 % des personnes interrogées estiment que le marché profitera uniquement aux truands, aux trafiquants et aux opulents de l'économie parallèle. Ses conséquences positives apparaissent plus modestes : on estime que les magasins se rempliront de produits (40 %), que le nivellement des revenus sera surmonté et que le prestige du travail honnête sera plus élevé (28 %), que la discipline sera plus stricte (28 %), que la spéculation, les faux en écriture et les vols disparaîtront (19 %).

48 % des personnes interrogées ont reconnu ne pas être prêtes pour le passage au marché. Seules 4 % des personnes interrogées se considèrent bien préparées à cette transition. Tous ces facteurs obligent les gens à s'accrocher aux demi-mesures qui garantissent malgré tout un niveau de vie minimal, comme les tickets de rationnement ou le gel des prix.

L'apathie sociale de la population se traduit dans l'attitude envers les lois fondamentales. Notamment, la Loi sur la propriété n'est entièrement approuvée que par

6 % des personnes interrogées et elle est désapprouvée par 12 %. 44 % des Soviétiques n'ont pas fait l'effort de la lire. Une attitude similaire se manifeste à l'égard des Loïs sur la terre, sur la location de logements et sur l'impôt sur le revenu.

Cela ressemble au conte d'épouvanté d'un écrivain soviétique : « Les enfants, n'allez pas en Afrique ! là-bas, il y a des animaux féroces qui pourraient vous manger ! » Mais aujourd'hui les animaux exotiques ont été presque exterminés en Afrique et le capitalisme de la fin du XX<sup>e</sup> siècle avec ses formes de propriété et sa protection sociale ressemble très peu à ce que Marx et Lénine dénonçaient avec tant d'ardeur. Je ne veux pas dire que les sociologues de l'Académie des sciences sociales falsifient les résultats des sondages. A quoi bon, si l'on peut poser des questions suffisamment directives ?

Pourtant, la subjectivité de ces résultats était si évidente qu'une semaine plus tard, le 29 juillet 1990, les *Izvestia* ont publié un sondage plus objectif sur ce même sujet, l'économie de marché, qui s'intitulait « Qui est pour le marché ? » :

Comme le rapporte l'agence Interfax, le VTSIOM a réalisé une enquête fin juin 1990 pour connaître la façon dont les vues de la population ont évolué quant aux transformations économiques prévues et pour mieux définir certaines tendances socio-politiques liées aux réformes.

Ce sondage a été réalisé auprès d'un échantillon représentatif de 1 048 personnes résidant dans les villes et les villages de 11 régions du pays. A la demande de l'agence, Vladimir Kosmarski, sociologue, en commente pour nous les résultats.

Le sondage a montré qu'en juin les partisans du passage au marché sont devenus un peu plus nombreux. Si, en mai dernier, ils constituaient plus de la moitié des personnes interrogées (56 %), soit deux fois plus que les partisans d'une gestion centralisée plus forte, aujourd'hui ils sont déjà respectivement 66 % contre 19 %. En même temps, les deux tiers des partisans de l'économie de marché considèrent toujours que la transition au marché devrait se faire graduellement.

Ce plus fort soutien dont bénéficie à présent l'idée du marché est apparemment du à deux causes :

Premièrement, on voit s'approfondir une crise qui frôle déjà la catastrophe. 69 % des personnes interrogées estiment que d'ici un an la situation économique dans le pays sera plus grave ; 15 % croient qu'une catastrophe économique est possible. Seulement 8 % des personnes interrogées escomptent une stabilisation de la situation et seulement 3 % une amélioration significative.

Deuxièmement, la population commence à mieux comprendre ce qui est l'économie de marché. En tout cas, plus de la moitié des personnes interrogées considèrent que le marché est impensable sans petites entreprises privées et sans privatisation de terres. Qui plus est, un tiers (38 %) estiment que le marché est tout aussi impensable sans grandes entreprises privées.

Les Soviétiques se montrent, à mon avis, de plus en plus tolérants envers des notions comme la propriété privée et le capitalisme. Une personne sur deux (54 %) a exprimé le désir de travailler pour un entrepreneur privé. Moins d'un tiers des personnes interrogées refusent catégoriquement de s'y embaucher. Les Soviétiques sont d'accord pour devenir salariés dans une entreprise privée à condition, il est vrai, que leur salaire soit considérablement rehaussé.

Pour le moment, tous ne croient pas, loin de là, que le marché offrirait de plus larges possibilités de gagner davantage. Environ 45 % des personnes interrogées estiment avoir peu de chances de voir leurs revenus s'accroître. Néanmoins, près d'un quart (26 %) des personnes interrogées ont dit espérer de plus gros revenus avec l'introduction du marché.

Dans le même temps, un quart des Soviétiques craignent que le marché ne les prive de leur emploi. Pourtant, ils sont deux fois plus nombreux (50 %) à croire que le passage à l'économie de marché 'entraînera aucun problème d'emploi pour eux.

Quoi qu'il en soit, les doutes relatifs à la possibilité de gagner plus, l'angoisse provoquée par la suppression de certaines garanties sociales, dont le plein-emploi avant tout, font croire à près de la moitié des Soviétiques (49 %) que les conditions de vie de la majorité des gens simples vont empirer du fait de la transition au marché.

Voici un autre article, tout aussi intéressant, publié dans les pages de la Komsomolskaïa *Pravda* du 12 février 1989, l'un des journaux nationaux les plus diffusés. Son commentateur économique P. Vochtchanov s'entretient avec Nikolaï Popov du VTSIOM. A l'époque, ce dernier venait de réaliser l'un de ses premiers sondages importants sur l'ensemble du territoire national.

Quels ont été les résultats du sondage que nous avons réalisé ? Je dois vous avouer que d'après ces résultats, contrairement à ce qu'on affirme parfois, les Soviétiques ne sont pas las des réformes ou déçus par la perestroïka. Ils ne rejettent pas non plus les transformations économiques radicales. Dans leur majorité, ils soutiennent l'idée de la privatisation et de la transition à l'économie de marché impliquant plusieurs formes de propriété. La propriété des moyens de production doit être collective ou individuelle, telle est l'opinion dominante.

Nous avons posé la question suivante : quelle sera votre attitude envers les nouveaux types d'entreprise économique ? Il faut noter que toutes les réponses sont exprimées en pourcentage du nombre global de personnes interrogées mais que leur somme peut ne pas être égale à 100 %, car les sondés pouvaient cocher plusieurs réponses.

	Attitude positive	Attitude négative	Attitude indifférente	Sam opinion
Sociétés par actions .....	55	14	12	19
Entreprises appartenant a des sociétés étrangères .....	35	8	37	20
Sociétés mixtes .....	71	7	10	12
Cooperatives .....	36	15	34	15
Entreprises privées .....	31	9	42	18
Entreprises appartenant a leurs travailleurs .....	72	10	8	11
Entreprises louees par leurs travailleurs .....	72	8	9	11

Quelles conclusions peut-on tirer de ce sondage ? Bénéficient d'un soutien inconditionnel de la population des formes de propriété comme la location, la propriété collective et les sociétés mixtes. Les sociétés par actions ont aussi des avantages. Par contre, les

partisans des coopératives et des sociétés multinationales ne sont pas très nombreux.

*Propriété privée.* Le sondage a permis d'établir que ses partisans et ses adversaires sont plus ou moins à égalité. Quand les sociologues se heurtent à un tel résultat, ils posent normalement des questions supplémentaires. Nous avons suivi cette voie, nous aussi, en posant la question suivante : « Quelle est votre attitude envers l'éventualité d'introduire la propriété privée en URSS ? »

«Attitude positive», 56 % ;

«Attitude négative», 21 % ;

«Attitude indifférente», 23 %.

Notre analyse a montré que les personnes interrogées, dans leur majorité, acceptent la propriété privée sans la lier à des caractéristiques idéologiques. Elles ne considèrent pas cette légalisation comme une déviation du socialisme. Mais quels secteurs devrait-on privatiser en premier lieu ? Tous les secteurs, sauf l'industrie lourde, pensent, pour l'essentiel, les Soviétiques. Avant tout, comme le croient près de 82 % des personnes interrogées, il faudrait privatiser la transformation des produits agricoles, l'industrie légère (67 %), la médecine (56 %), l'instruction secondaire (52 %). Les adversaires de la propriété privée invoquent l'exploitation des salariés pour se persuader que le peuple ne l'acceptera jamais. Pourtant, notre sondage a donné des résultats quelque peu différents : 49 % des personnes interrogées jugent admissible (dans certaines limites) le travail salarié dans des entreprises privées contre 35 % des Soviétiques qui s'y opposent. Le bilan apparaît comme suit : 61 % des personnes estiment que la situation économique du pays s'améliorera grâce à la propriété privée et seulement 11 % des Soviétiques le contestent.

Depuis quelque temps la propriété terrienne suscite pas mal de débats. Qui doit être propriétaire de la terre ? Malheureusement, dans cette question également on invoque l'opinion de l'ensemble de la nation.

Nous avons posé la question suivante : « Faut-il privatiser la terre et comment ? » Le plus souvent, les personnes interrogées ont répondu qu'il fallait mettre la terre à la disposition des gens (gratuitement) sans qu'ils aient le droit de la revendre : 40 % des Soviétiques sont de cet avis. Environ 35 % des personnes interrogées sont convaincues que l'État devrait la vendre ou la distribuer gratuitement à tous les intéressés sans condition aucune. Et il y a d'autres points de vue, intermédiaires. Mais l'essentiel est que seulement 5 % des personnes interrogées estiment que toute la terre devrait toujours appartenir uniquement à l'État alors que la majorité des Soviétiques pensent qu'il faudrait la rendre aux agriculteurs.

Le sondage a permis également de connaître l'attitude envers les fermes collectives. A noter qu'on a essayé d'éviter des questions directes afin de ne pas influencer les réponses. On a donc posé la question suivante : « Quelles formes d'exploitation agricole devraient être soutenues et généralisées aujourd'hui ? » Les résultats sont à mon avis très intéressants. Moins de 35 % des personnes interrogées sont favorables aux kolkhozes et aux sovkhozes (respectivement, fermes collectives et fermes d'État), alors que 72 % des Soviétiques sont pour les coopératives, pour la location et pour les fermiers indépendants. A noter que l'idée des fermes individuelles est appuyée par des ruraux et des citadins, par des ouvriers et des diplômés d'études supérieures. Comment apprécions-nous les résultats obtenus ? Je suis sûr qu'ils traduisent objectivement l'opinion publique actuelle mais uniquement actuelle. Cette dernière va évoluer et d'une façon assez radicale car les idées de réforme économique et politique s'enracinent de plus en plus profondément dans la conscience des masses populaires. Notre société sort peu à peu de la léthargie bureaucratique et dogmatique. Et les débats parlementaires y contribuent considérablement.

*«Le peuple n'a pas toujours raison».* Donc, les sociologues ont dit ce qu'ils avaient à dire. A bon entendeur, salut, mais tous ne voudront pas entendre. C'est pourquoi il y aura sûrement quelqu'un pour prétendre que le sondage réalisé par le Centre fédéral d'étude de l'opinion publique est faux, que l'échantillon représentatif a été mal choisi, que les questions ont été subjectives et que les réponses ont été mal comptées. Et que toutes ces statistiques sont nuisibles à la société.

Mais le Centre socio-politique du Comité du PCUS. Les voici tels qu'ils ont été repris par l'agence TASS : 73 % des Moscovites sont pour la pluralité des formes de propriété et seulement 5 % d'entre eux s'y opposent.

Confrontés à cette conscience populaire éveillée, aucun va s'écrier que «le peuple n'a pas toujours raison». Je suis sûr que cette idée trouvera un soutien considérable non seulement dans les échelons supérieurs mais aussi à la base. Forts de cet appui, certains voudront revenir au statu quo pour ne rien changer dans le pays.

Hélas, je ne parle pas en l'air. A preuve, la lettre d'un certain Barsov, directeur d'un club de tir sportif (Pskov) qui écrit : «Je suis prêt à m'enrôler dans des formations militaires pour participer à la guerre civile contre les restaurateurs de la propriété privée. Je suis prêt à mourir de faim pour ne pas dépendre matériellement des capitalistes.» Comme on dit, tout commentaire est superflu. Mais il y aura sûrement des

orateurs qui citeront une telle opinion pour justifier leur position par une prétendue volonté populaire.

A nous de décider si c'est juste ou non.

Depuis six ans que Gorbatchev est au pouvoir, les réformes n'ont pas bougé du point mort. Les autorités ont tenté de l'expliquer par le fait que notre peuple aurait pris l'habitude de recevoir son minimum garanti des biens et ne voudrait pas prendre les risques liés au marché. Mais voyons, dans le journal *Rossia* du 18 janvier 1991 les résultats d'une enquête réalisée au téléphone par le centre des recherches sociologiques de Leningrad (subordonné à la Filiale Nord-Ouest de l'Association sociologique soviétique) auprès d'un échantillon représentatif de 948 Léningradiens. 31,2 % d'entre eux ont affirmé préférer un poste dans le secteur d'État, mais 35,3 % travailleraient bien pour un employeur privé ou une coopérative. 14,1 % songeaient à lancer leur propre affaire. Un tiers des personnes interrogées seulement ont refusé catégoriquement l'idée qu'elles pourraient aller travailler à l'étranger. A la question : « Préférez-vous toucher un salaire modique mais garanti ou bien gagner nettement mieux votre vie mais au risque de perdre un jour votre place pour de bon ? » 35,8 % des Léningradiens ont répondu qu'ils préféreraient un salaire garanti mais 61,5 % se sont dit prêts à prendre des risques.

La plupart des arrêtés présidentiels qui ont pour but de régler les rapports économiques s'attaquent aux garanties éphémères accordées aux propriétaires privés. Les autorités en URSS ont pris l'habitude d'avoir sous leurs ordres une foule de salariés sous-payés, faciles à manipuler. Cela fait quelques années déjà, depuis la convocation du 1<sup>er</sup> Congrès des députés du peuple de l'URSS, que nos dirigeants discutent inlassablement de la procédure et des modalités d'un éventuel retour des terres aux propriétaires privés. En 1990, le Soviet suprême de Russie a adopté la Loi sur l'exploitation des terres par des particuliers en leur déniaut toutefois le droit de vendre leurs lopins. Belle propriété que celle que l'on n'a pas le droit de vendre ! On a même proposé d'organiser au printemps 1991 un référendum sur l'exploitation des terres, mais Gorbatcheva jugé bon de le reporter en été (pensant peut-être qu'on n'en est pas encore à crever de faim, Dieu merci, surtout que commencent à arriver d'Occident les premiers colis avec l'aide alimentaire. De toute façon, on n'a pas besoin d'être devin pour prédire les résultats de ce référendum.

L'hebdomadaire *Argoumenty i fakty* présente dans son n°4 (janvier 1991) l'analyse de plusieurs sondages effectués en automne de 1990 au sujet de la propriété privée des terres. L'un d'entre eux a été organisé par

l'Académie d'agriculture de la Fédération de Russie auprès d'un échantillon de 6 000 personnes habitant dans dix régions différentes de Russie (y compris en Sibérie). Un autre (dont les résultats ont été publiés dans les *Izvestia* du 12 janvier 1991) est dû aux efforts du VTSIOM. Celui effectué par le centre SOTEXI sur commande du Soviet suprême de la Fédération de Russie a concerné un échantillon représentatif de 2 500 personnes habitant dans les régions de Saratov et de Tver. Il a révélé que la plupart (60 %) des habitants de ces deux régions étaient favorables à la propriété privée de la terre. Si parmi les habitants des grandes villes, les trois quarts des consultés préconisent la mise de la terre en propriété privée, ce taux est de 50 % seulement dans les petites villes et de 45 % dans les campagnes. Quant aux adversaires de la propriété privée de la terre, ceux-ci représentent 17 % dans les grandes villes, 41 % dans les petites, et 45 % dans les campagnes.

L'authenticité des résultats que nous venons d'exposer est confirmée d'une part par le fait que se recoupent les résultats obtenus par deux groupes indépendants de chercheurs dans deux régions de Russie très éloignées l'une de l'autre et très différentes du point de vue de leurs conditions économiques et climatiques. D'autre part, ces résultats-là recourent ceux des deux autres sondages.

C'est ainsi que, d'après le sondage réalisé par le centre SOTEXI, 45 % des habitants des campagnes se prononcent pour la privatisation des terres (46 %, d'après les données du Centre national des sondages de l'opinion publique et 51 %, d'après l'Académie de l'agriculture de la Fédération de Russie). Le pourcentage des opposants serait respectivement de 45, 42 et 40 %. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. Silaïev, le premier ministre de la Fédération de Russie, a annoncé la mise en place de 100 000 fermes privées dans les deux premières années de privatisation comme une éclatante victoire de la réforme agraire.

D'après les données de SOTEXI, 27 % des villageois voudraient devenir fermiers. Le rêve de 50 % des habitants de la ville interrogés par les spécialistes de ce centre est un lopin de terre de 10 à 15 ares, préention plus modeste que celle de 50 % des villageois qui, eux, voudraient disposer d'au moins 50 ares. Dix pour cent des habitants des villes et 20 % des habitants des campagnes parlent déjà d'un terrain de 10 hectares mais seulement 2 % des citadins et 6 % des campagnards voudraient en avoir un de plus de 10 hectares. Vraiment, les gros propriétaires terriens en puissance ne semblent guère nombreux. D'autre part, d'après certaines statistiques, les lopins individuels représentant 3 % des terres donneraient près de 50 % de la production de pommes de terre et beaucoup d'autres den-

rées alimentaires. Leur rendement paraît donc suffisamment élevé. Autre question du centre SOTEXI : faut-il s'attendre à une nouvelle « dékoulakisation » (expropriation des propriétaires privés, fermiers et coopérateurs) dans un proche avenir ? Si, en été et en automne 1989, 16 % des consultés avaient exclu cette possibilité, ils étaient déjà 24 % environ à l'admettre en automne 1990. Personne ne dépensera son argent ni ses efforts pour améliorer le sol si l'expropriation est à craindre. Il n'y aura pas d'amélioration dans notre secteur agricole, ni dans l'économie nationale dans son ensemble sans que les autorités s'engagent, garanties à l'appui, à respecter les droits essentiels de l'homme, dont le droit à la propriété privée.

# INDEX

- 7jour*, 233, 234, 236, 238, 239, 240
- Abalkine 63, 435, 450
- abonnement 16, 21, 28, 33, 34, 35, 48, 61, 72, 92, 95, 97, 101, 105, 116, 118, 125, 134, 138, 145, 149, 190, 198, 201, 257, 281, 283, 284, 285, 286, 301, 356, 357, 358
- Académie des sciences sociales du CC du PCUS 426, 455
- Adamovitch 400, 401
- Afanassiev 74
- Afanassiev 67, 148
- Afghanistan 56, 122, 218, 227, 230, 257, 263, 274, 382, 383, 384, 389, 447, 449
- Agence d'information chrétienne 60
- Agence d'information de Russie 49
- Agence soviétique des droits d'auteurs 185
- Aïrikian 82
- Aïtmatov 180, 352
- Ahhalî Sakartvelo* 83
- Akhmatova 178, 179
- Akiionov 174, 224
- Alexis 142
- Alpha 15, 65, 254
- America* 13, 92, 280
- Ananiev 352, 353
- Andréeva 73
- Andrei* 135, 146, 147, 148, 150, 177
- Andropov 52, 92, 153, 285, 389
- Anglia* 92
- Anne Burda 135, 139
- antenne parabolique 266, 280, 284, 300
- Arbatov 100, 207, 323
- Archipel du GOULAG 179
- Argoumenty 9, 20, 25, 35, 36, 37, 53, 58, 61, 86, 146, 149, 197, 224, 233, 271, 340, 351, 352, 354, 358, 369, 373, 387, 456, 475
- Argoumenty i fakty 18, 224
- Arménie 68, 81, 175, 181
- Arménie 30, 32, 68, 80, 81, 83, 84, 99, 103, 106, 128, 165, 180, 181, 186, 189, 201, 208, 220, 237, 255, 257, 258, 276, 339, 386, 387, 389
- Arseniev 247
- Association des éditeurs indépendants 156
- Association des éditeurs soviétiques 193
- Association sociologique de Géorgie 464
- Association sociologique de l'URSS 420
- Atmoda* 21
- Avelitchev 193
- Avers consortium 177
- Avtorkhanov 17, 174
- Azerbaïdjan 80, 175, 255, 275, 276, 374, 387
- Baklanov 91
- Bakounine 155
- BBC 20, 53, 57, 206, 208, 222, 312
- Belinski 127
- Berdiaev 143
- Bible 102, 158, 165, 172, 175, 197, 237, 363, 364
- Bibliothèque Lénine 58, 156, 337, 366
- Bibliothèque de littérature étrangère 176
- bibliothèque publique russe 178
- bibliothèques 15, 34, 58, 95, 132, 138, 146, 153, 154, 155, 156, 158, 161, 164, 165, 189, 192, 194, 197, 325, 327, 362, 364, 365, 366, 367
- Blith 136
- Boffa 154
- Bogomolov 100, 462, 463
- Bolchakov 74
- Borovik 269
- Boukharine 160, 169, 174
- Boulgakov 139, 159, 160, 176, 348, 366
- Bourkov 50
- Bourlatski 91, 99, 100
- Bovine 100, 240
- Brejnev 17, 44, 52, 64, 66, 71, 83, 93, 121, 153, 170, 173, 174, 175, 218, 229, 259, 262, 285, 315, 334, 351, 389, 394, 423
- Brodsky 161
- Brumberg 177
- Brzezinski 174, 252
- Burda* 135, 136
- Bush 13, 82, 177, 463, 466
- Business in thé USSR* 19
- Business Week* 129
- Bykov 424
- Carrère d'Encausse 174, 252
- CBS 58, 230
- CENSURE 5, 9, 10, 15, 17, 19, 22, 28, 41, 53, 59, 64, 77, 78, 96, 145, 153, 156, 160, 169, 174, 188, 196, 198, 205, 209, 250, 266, 272, 331, 333, 334, 336, 336, 337, 339, 340, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 351, 364, 368, 371, 372, 373, 375, 385, 386, 387, 388, 390, 395, 399, 400, 401
- Centre de presse du Ministère des affaires étrangères de l'URSS 51, 137

- Chakhnazarov 100  
 Chambre nationale du livre 165  
 Chatounovski 69  
 Chevardnadzé 135, 199, 257, 266, 272, 362, 441  
 Chkaratan 420,421,425,434  
 Chkliarevski 242  
 CIA 62, 127, 324  
 CNN 279, 280, 283, 284, 285, 286, 287, 288,304  
 COCOM 321, 322, 323  
 Code pénal 56, 122, 179, 268, 382,394  
 Comité central du PCUS 19, 53, 77, 229, 419  
 Comité d'Etat 23, 26, 44, 54, 71, 79, 80, 94, 96, 101, 102, 119, 123, 124, 127, 132, 140, 153, 160, 162, 185, 187, 198, 209, 226, 228, 231, 233, 234, 236, 279, 283, 292, 294, 303, 304, 318, 326, 346, 347, 348, 349, 352, 369, 390, 391, 393, 396, 464  
 Compas International Publishing 127  
 Constitution de l'URSS 74  
 Continent 177, 178, 212, 215, 398  
 Delon 215  
*Delovie ludi* 128, 129, 130, 194  
*Delovoï mir* 128, 150  
 Delovoï tchelovek (Homme d'affaire) 128  
 Démidov 462, 463  
 Démokratitcheskaï'a Rossia (Russie démocratique) 75  
 Dénikine 101, 172  
 deuxième guerre mondiale 447  
 Dictionnaire encyclopédique soviétique 167  
 disques compacts 196, 197, 305,312  
 Djilas 155  
*Do i posle polounotchi* 231, 264  
 Driakhlov 425  
*Droujba narodov* 92, 100 Dumas 183,185  
 Ecos 144  
 éditorial 37, 66  
 Efimov 69, 71, 198, 347, 348  
 Egorov 61  
*Ejednevnaïa glasnost* 80  
*Ekho Moskvy* 209, 211, 212  
*Ekonomiticheskaïa gazeta* 121  
*Ekran i stséna* 258  
*El Pais* 117  
 Eltsine  
 Eltsine 37, 80, 85, 96, 101, 108, 113, 168, 189, 209, 222, 226, 255, 256, 277, 285, 319, 368, 379, 389, 393, 403, 405, 415, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 453, 466  
 Encyclopédie russe 166  
 Estonie 181  
 Europe Plus 209, 211, 214, 215,228  
 European 437  
 Express-Khronika 57, 81  
 faculté de journalisme de l'Université de Moscou 127, 211,392  
 Faline 50  
 Fedorov 142  
 Fédosseïev 421  
 Fédotov 76, 345  
 Fessounenko 235  
 fibres optiques 321  
 fibres optiques 321, 322  
*Financial Times* 128  
 Fiodorov 77, 348  
 Fizkultoura i sport 16  
 Fondation humanitaire de l'URSS 141  
 Frolov 19, 74  
 Fronine 106, 108, 111, 112  
 Gagarine 299  
 Gamsakhourdia 82, 83, 84, 189, 257, 285  
 Garaudy 199  
 génocide stalinien 181  
 Géorgie 14, 15, 30, 35, 41, 42, 44, 81, 82, 83, 84, 99, 100, 103, 113, 153, 181, 185, 187, 188, 189, 221, 235, 242, 243, 255, 256, 257, 261, 265, 276, 285, 288, 305, 309, 317, 340, 374, 383, 385, 386, 387, 388, 396, 402,443, 456, 464, 465  
 glasnost 9, 17, 21, 27, 29, 31, 37, 55, 56, 77, 79, 80, 81, 84, 85, 86, 93, 99, 113, 115, 121, 146, 150, 179, 191, 194, 200, 211, 218, 226, 230, 231, 232, 245, 246, 249, 264, 267, 333, 343, 352, 353, 354, 357, 358, 363, 365, 368, 369, 370, 375, 385  
 Glavarkhiv 361  
 Glavlit 15, 28, 64, 153, 198, 342, 343, 344, 361, 369, 391  
 Glezer 145, 146  
 Golembiovski 70, 71, 347, 348  
 Gontcharov 69  
 Gorbatchev 9, 15, 36, 42, 53, 67, 80, 84, 85, 106, 115, 117, 121, 135, 153, 155, 178, 180, 189, 192, 200, 221, 230, 231, 232, 242, 247, 249, 250, 256, 271, 274, 275, 277, 306, 308, 323, 340, 362, 268, 374, 375, 376, 378, 389, 435, 437, 438, 440, 441, 453, 466, 467, 468, 475  
 Gordievski 174  
 Gostéléradio 39, 46, 143, 198, 209, 210, 211, 212, 214, 215, 216, 217, 220, 222, 223, 224, 225, 227, 230, 231, 233, 235, 236, 238, 239, 244, 262, 264, 265, 266, 269, 270, 271, 272, 273, 277, 280, 281, 282, 283, 285, 286, 287, 303  
 Goteiridzé 199, 200  
*Coudok* 74, 376, 434  
 GOULAG 30, 158, 171, 178, 182, 197, 230, 334, 351, 359  
 Omni 176, 177  
 Greenpeace International 144  
 Grigoriantz 80, 99  
 Grigoriantz 21, 37. 55, 79, 160

- Gromov 47
- Grossman 159, 169, 170, 171, 172, 183, 352
- GRU 62
- Guerbatchevski 94
- guerre froide 28, 49, 51, 82, 145,213
- Guten Tag* 92
- Havel 189, 222
- Herzen 78
- Hitler 13, 84, 100, 106, 443
- l'Humanité* 71, 81, 229, 234, 283, 338, 398, 433, 447
- Hussein 75, 84, 323, 443, 450, 453
- IBM 328
- Ignatenko 44
- Inostrannaia literatoura* 92, 100, 102
- Institut d'information scientifique sur les sciences sociales 154
- Institut de sociologie de l'Académie des sciences de l'URSS 419, 421, 444, 462
- Institut du livre 157, 158, 197
- Institut slave 166
- Interfax 5, 41, 52, 53, 54, 55, 216, 217, 347, 471
- Izvestia* 9, 15, 18, 29, 32, 35, 36, 39, 41, 50, 68, 69, 70, 71, 80, 81, 83, 84, 85, 88, 89, 91, 94, 102, 111, 112, 113, 115, 124, 128, 145, 146, 173, 176, 177, 197, 198, 217, 236, 240, 244, 247, 264, 275, 280, 281, 303, 323, 339, 340, 347, 348, 349, 357, 358, 364, 367, 368, 373, 376, 377, 379, 390, 391, 402, 421, 456, 462, 466, 468, 469, 471,476
- Joliot-Curie 199
- journal mural 41
- Journalist* 55
- Kachpirovski 235, 239
- Kalinichev 140
- Karpov 101, 146
- Kasparov 250
- Kazakhstan 33, 85, 208, 255, 276,371,388,431
- KGB 27, 39, 49, 50, 51, 52, 62, 82, 88, 100, 102, 112, 113, 138, 147, 156, 165, 174, 176, 223, 244, 249, 253, 255, 267, 268, 269, 270, 309, 315, 316, 319, 320, 325, 329, 334, 337, 338, 341, 342, 347, 360, 362, 365, 367, 368, 382, 385, 390, 400, 420,457,461
- Khaĉndrava 113
- Khoudojestvennaia Literatoura* 164, 176, 187
- Khrouchtchev 38, 69, 99, 100, 121, 170, 173, 174, 208, 218, 285,315,361, 430
- Kirillov 261
- Kniga 130, 143, 149, 168, 182, 189,200
- Knijnadaĉa 169
- Knijnoiĉ obozreniĉ* 93
- Koltsov 179
- Kamerĉant* 123, 243, 250, 273
- Komerĉant 21, 70, 71, 92, 117, 122, 126, 129, 149, 150, 177, 273, 297, 304, 306, 307, 308, 347,348,349,466
- Komissar 53, 216, 217
- Kommunist* 17, 18, 80, 82, 83, 106, 107, 434, 460
- Komsornolets Tadjikistana* 342
- Komsomolskaia Pravda 18, 36, 58, 69, 71, 80, 89, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 167, 192, 198, 227, 228, 270, 319, 373, 377, 402, 451, 465,472
- Komsomolskaia jizn* 105, 107
- Kondrachov 240, 379
- Koroliov 267, 268, 269 ,270
- Korolkova 55
- Korona-print 146
- Korotitch 20, 91, 145
- Korzoun 209, 211
- Koudriavtsev 463
- Kourany* 62, 68, 69, 117, 118, 124, 149, 259, 277, 378, 437, 440,452
- Kourkova 247, 248
- Kouzbas 58, 355, 356
- Kouznetsov 233
- Krasnaia zvezda* 18, 69, 81, 113, 117,373,376,377,379
- Krasner 149
- Krasnogorov 333, 334, 335, 337
- Kravtchenko 264, 273
- Kravtchenko 40, 44, 47, 54, 174, 198, 199, 216, 226, 264, 265, 270, 271, 272, 273. 277, 303, 347, 348, 349, 375
- Krestianka* 80, 136
- Krioutchkov 112, 368
- La Grande Encyclopédie soviétique 166, 173
- La Grande Encyclopédie soviétique 166, 173
- Landsbergis 466, 468
- Lang 214, 215
- Laptev 69, 71
- Le bulletin du CC du PCUS 18
- le Coran 165
- Le Figaro* 81, 338
- Le Monde* 80, 81, 190, 338
- Lem 173
- Lénine 10, 19, 59, 78, 92, 114, 116, 121, 153, 155, 156, 169, 185, 187, 225, 250, 283, 333, 334,341,368,371,443,471
- Leningrad News* 133
- Leontiev 93, 94
- les documentaires 231, 309, 367
- Les Nouvelles de Moscou* 9, 17, 22, 24, 70, 80, 81, 93, 99, 114, 115, 127. 193, 223, 279, 345, 358, 365, 378, 383, 386, 400, 421, 434. 437, 445, 450, 451,452,465
- Lettonie 29, 181, 221, 255, 257, 289, 343, 366, 372, 373, 437
- Lettres françaises* 199
- Levada 434, 445, 466
- liberté de presse 21, 67, 76, 77,78,84, 333,376, 395
- Ligatchev 67, 80, 116, 168, 199, 234,339,340,374 482

- Likhatchev 137, 139, 161
- Lioubimov 230, 267, 268, 269, 270, 271, 272
- Literatournaïa gazeta* 16, 18, 36, 69, 80, 81, 91, 92, 93, 94, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 147, 173, 178, 181, 200, 211, 229, 231, 232, 234, 242, 243, 259, 262, 268, 283, 355, 373, 378, 388, 400
- Literatournaïa outcheba* 102
- Literatournaïa Rossiia* (Russie littéraire) 75
- Lituanie 70, 181, 189, 221, 226, 227, 265, 257, 261, 262, 263, 276, 277, 283, 289, 323, 339, 372, 374, 376, 377, 378, 379, 385, 435, 466, 466, 467, 468
- livres pour enfants 23, 24, 28, 153, 157, 169, 175, 192, 197, 364
- Logounov 86
- Loi sur la presse 22, 25, 27, 33, 43, 59, 70, 74, 76, 77, 79, 80, 86, 94, 97, 102, 109, 116, 123, 156, 160, 209, 210, 225, 272, 333, 345, 346, 351, 356, 357, 376, 376, 388
- Los Angeles Times* 15
- Loukianov 70
- Lyssenko 69, 235
- M-radio 208
- Malguine 146, 147, 148, 149
- Mamardachvili 183, 184
- Manager* 49, 126, 160
- Mandelstam 179
- Maniakine 149
- manuels scolaires 28, 92, 175
- Marx 103, 121, 185, 471
- Maximov 177, 241, 245
- Maxwell 128, 137, 138, 139
- Medvedev 200
- Megapolis-Express* 92, 103, 117, 135, 149
- Megapolis International* 126, 133
- mensonge 45, 259, 337, 391, 392, 393, 400
- Mezhdounarodnyé omochenia* 81
- Mickey Mouse* 16, 142
- Milossierdié 141, 142
- Ministère de l'Industrie forestière 31, 162, 357
- Ministère de l'intérieur 29, 79, 88, 239, 249, 277, 307, 377, 382, 466
- Ministère de la défense 47, 60, 62, 113, 162, 223, 256, 281, 297, 316, 323, 362, 365, 382, 390, 420
- Ministère de la presse et de l'information de la Fédération de Russie 100, 101, 127
- Ministère des PTT de l'URSS 32, 89, 125, 150, 198, 321
- Missan 273
- Mitiounov 31
- Mitterrand 82
- Moldavie 30, 58, 79, 181, 186, 221, 256, 266, 276
- Molodaïa gvardia 18, 141, 187
- Molodej Grouzii* 100
- Moltchanov 229, 230, 235, 240, 443
- Molva* 127
- Moscow Illustrated-Press 131
- Moscow Observer* 150
- Moskovskaïa Pravda* 15, 26, 46, 47, 69, 71, 87, 104, 118, 127, 148, 213, 233, 362
- Moskovski komsomolets* 69, 71, 104, 105, 111, 119, 130, 149, 267, 372, 377, 437
- Moskovskoié vremia* 124
- Moskva* 71, 92, 127, 140, 146, 233, 300, 301, 377
- Moussaëlian 131
- Nach sovrémennik 18
- Naché 137, 138
- Naguibine 83
- Naouka 172
- Nazarov 165
- Nedelia* 70, 81, 128, 147
- Néizvestny 145
- Nenachev 236
- Néva 92, 199, 246, 333
- Névzorov 232, 243, 244, 249, 250
- Nezavissimaïa gazeta* 70, 117, 460, 466
- Nostalgie (v. radio Nostalgie)
- Novaïa strodtelnaïa gazeta* 123
- Novodvorskaïa 82, 83
- Novosti 4, 19, 25, 39, 48, 49, 50, 71, 114, 116, 133, 136, 144, 173, 211, 326, 354, 366
- Novoyé vremia 81
- Novy mir* 9, 17, 18, 27, 33, 34, 79, 92, 93, 102, 181, 182
- Ogoniok* 9, 17, 18, 20, 34, 35, 91, 92, 93, 94, 105, 145, 174, 177, 209, 211, 234, 262, 267, 268, 280, 354, 358, 371, 373, 395, 421, 456
- Odvin 60
- Oktiabr* 92, 100, 101, 102, 169
- Ona* 133, 143
- Ott 231, 232, 233, 443
- Ouspek 150, 151
- Outchietlskaïa gazeta* 80, 18
- Pankine 108
- panorama 123, 168, 348
- papier 15, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 26, 26, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 36, 59, 66, 68, 76, 79, 80, 86, 87, 88, 97, 101, 107, 108, 112, 116, 118, 123, 124, 125, 126, 129, 131, 134, 142, 148, 150, 168, 159, 162, 169, 174, 175, 181, 182, 191, 192, 193, 194, 195, 209, 261, 292, 346, 362, 356, 367, 358, 359, 360, 366, 373, 386
- Paris-Match* 52, 117, 190, 338
- Pasternak 172, 178, 179, 183
- Pavlov 129, 392, 393, 451
- Pétrenko 100
- Pétrounia 72, 73
- Philips 132, 139
- Pikoul 176, 183

- Pipes 174  
 Platonov 179  
 Poliakov 143  
 Polianski 214  
 Politizdat 199, 200  
 Politkovski 272, 273  
 Pologne 19, 21, 31, 74, 147, 196, 205, 279, 293, 316, 327, 383, 455  
 Polozkov 36, 80, 102, 347, 461  
 Polskaia 232, 262  
 Poltoranine 22, 23, 25, 28, 49, 102, 118, 348  
 Polzikov 50  
 Popov 85, 103, 104, 139, 233, 285, 290, 429, 433, 434, 437, 438, 441, 452, 472  
 Poptsov 277  
 Posrednik 23  
*Possev* 177  
 Postfactum 52, 55, 440  
 Pouchkine 23, 76, 78, 141, 247, 334, 360, 364, 444  
 Pougatcheva 250  
 Pozner 235, 240  
*Pravda* 5, 15, 17, 18, 19, 25, 29, 33, 34, 35, 37, 39, 41, 44, 47, 58, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 77, 79, 80, 81, 82, 83, 85, 89, 93, 94, 102, 105, 111, 112, 113, 117, 128, 129, 136, 147, 150, 151, 177, 184, 216, 229, 234, 236, 243, 255, 265, 280, 319, 320, 338, 352, 355, 356, 358, 371, 373, 376, 377, 399, 421, 434, 459  
*Pravietstvenny vestnik* 197, 200, 392, 213  
*Preodolénie* 140, 141  
 presse indépendante 21, 31, 32, 56, 72, 87, 127, 346, 354  
 presse informelle 58  
 Prix Nobel 160, 172, 221, 284, 343  
 progrès 20, 77, 128, 156, 160, 187, 189, 193, 195, 196, 197, 303, 333, 354, 356, 419, 438, 446, 458  
 Protestant 60, 444  
 publicité 16, 55, 58, 101, 105, 124, 126, 128, 130, 131, 133, 146, 148, 190, 198, 208, 213, 214, 215, 228, 257, 281, 283, 286, 309, 356  
 Pugo 29, 47, 255  
*Rabotchaia* 37, 80, 135, 376, 377  
*Rabotchaia tribuna* 18  
*Rabotnitsa* 80, 136  
*Radical* 277, 432, 450  
 radio 5, 10, 14, 19, 37, 50, 52, 54, 55, 57, 58, 74, 79, 87, 116, 119, 198, 205, 206, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 217, 218, 221, 223, 224, 226, 227, 228, 233, 236, 264, 265, 275, 276, 277, 279, 282, 286, 292, 293, 294, 296, 298, 299, 300, 303, 335, 346, 347, 348, 349, 370, 371, 372, 375, 468  
 radio 1 225  
 radio 2 225  
 radio centrale 220, 222, 225, 346, 348  
 radio Ekho Moskvy 211  
 radio Erevan en arménien 203  
 radio Europe Libre 222  
 radio Europe Plus Moscou 215  
 radio France Internationale 208  
 radio Free Europe 208, 413  
 radio Liberty 31, 57, 80, 146, 147, 206, 207, 208, 209, 218, 219, 220, 221, 222, 226, 227, 248, 285, 373, 413  
 radio Moscou 207, 208, 212, 213, 222, 232  
 radio Moscou Internationale 208  
 radio M 211  
 radio Nadejda 223  
 radio Nostalgie 208, 209, 211, 213, 214  
 radio occidentale en russe 208  
 radio Pékin 208  
 radio Russie 119, 225, 226, 277, 346, 347, 348  
 radio soviétique 213, 216, 226  
 radio-télévision de Leningrad 279  
 radio-Vladivostok 228  
 radios 206, 210, 213, 223  
 radios occidentales diffusant en russe 444  
*Razvitié* 124  
*Reader's Digest* 177  
 Reagan 177, 453  
*Repubblica* 117  
 réseaux informatiques 327  
 revues scientifiques 34, 73, 81, 413  
 Rodina (Patrie) 19  
 Rost 100, 263, 388  
*Rousskaia mysl* 31, 52, 57, 146, 154, 176, 343, 408  
*Rousski invalid* 141  
*Rousski kourier* 145, 146, 404  
 Rousski yazyk 165  
 Routkévitsh 422  
 Rozing 290  
 Rtskhiladzé 257  
 Rybakov 179  
 Ryjkov 200, 368, 391, 400, 435, 437, 438, 450, 451  
 Ryjov 113  
 Rykov 169  
 Rynok (Marché) 129, 296  
 Sagalaiev 233, 236, 238, 239, 308  
 Sakharov 21, 57, 76, 99, 159, 166, 172, 178, 183, 218, 241, 247, 269, 399  
 samizdat 57, 68, 77, 145, 156, 180, 339  
 San Francisco Moscow  
 Teleport 325  
 satellites de télécommunication 289, 410  
 satellites de télévision 265  
 satellites de transmission 412  
 Sawyer 131, 132

- Selskaïa jizn 18
- Semenova 136
- Sémia 18
- Sibérie 40, 65, 67, 58, 74, 207, 267, 321, 322, 334, 342, 354, 476
- SibIA 5, 52, 55, 56, 57, 58
- Sibirskié ogni* (Les feux de la Sibérie) 66
- Silaïev 181, 476
- Siniavski 179
- Smena* (La relève de Lénine) 103, 111
- Sobessednik 106, 107, 227, 364
- Sobtchak 65, 143, 248, 285, 384, 441
- Soglassié (Entente) 141
- Solidarité 56, 147, 222, 447
- Soljénitsyne 178
- Soloviev 157, 160
- Somov 62
- SOTEXI 426, 476, 477
- Sotsialnaïa zachtchita* (La défense sociale) 140
- Sotsialogouïtcheakié issledovania* (Etudes sociologiques) 407, 420
- Souslov 69, 170, 171, 389, 421
- Sovam Téléport 325
- Soviet suprême de Russie 54
- Sovietskaïa kouloura* 18, 80, 113, 137, 160, 285, 373, 404, 419, 429, 434, 444
- Sovietskaïa littérature* 407
- Sovietskaïa Rossiia* (Russie soviétique) 18, 33, 37, 56, 58, 73, 75, 81, 85, 87, 117, 319, 340, 373, 376, 377, 404
- Sovtéléxport 214, 287 *Soyouz* 37, 70, 168, 189, 378
- Soyouzpetchat 21, 32, 34, 60, 117, 126, 130, 140, 145, 148, 149, 150, 198, 357, 404
- Spiridonov 47
- Springer 177
- Staline 13, 65, 66, 71, 92, 103, 106, 121, 153, 169, 172, 173, 174, 199, 206, 218, 235, 275, 276, 315, 329, 334, 340, 341, 351, 368, 371, 382, 388, 394, 398, 400, 443, 450
- Starkov 20, 145, 351, 352
- Starovoïtova 31, 72, 73
- Stolitsa* (Capitale) 146, 147, 148, 149, 404, 413, 415
- Strod'elnaïa gazeta* 46
- Sunday Times* 148
- Svétov 178, 180
- syndicat indépendant de journalistes en URSS 160
- Sytine 198
- Tarassov 373
- TASS 4, 5, 14, 16, 19, 24, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 46, 47, 48, 62, 53, 54, 69, 72, 73, 82, 113, 133, 205, 217, 221, 224, 226, 229, 232, 234, 235, 259, 264, 326, 340, 362, 368, 369, 370, 371, 372, 377, 381, 412, 429, 474
- Tavrine 214, 287
- Tchelovek i zakon* (L'homme et la loi) 114
- Tchernenko 163
- Tchernobyl 9, 46, 206, 207, 241, 242, 393, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 412, 444
- téléphonie 411
- télévision centrale d'URSS 68, 406
- télévision de l'URSS 228, 277
- télévision de Leningrad 243, 244, 247, 249, 309, 451
- télévision de Russie 25, 49, 265, 266, 275, 277, 278, 282, 347, 348, 409, 410
- télévision par câble 289, 301, 302, 303, 304, 409, 410
- télévisions libres 243
- Ter-Petrossian 82
- The Journal of Commerce* 149
- Tikhomirov 233, 239, 240
- Time* 14, 15, 52, 81, 146, 147, 373
- tirages 35, 68, 113, 124, 126, 150, 153, 157, 159, 160, 165, 167, 175, 179, 180, 184, 187, 188, 200, 252, 358, 373, 413
- Tochtchenko 424
- Tout Moscou* 16
- Tramway* 16, 142
- Tretiakov 117, 392, 393
- Trifonov 179
- Troisième vague 146
- Trotski 155, 169
- Troud* 18, 36, 46, 56, 68, 69, 71, 80, 289, 373, 376, 404
- Tsipko 18
- Tu mer 139, 283, 285, 286
- Tvardovski 170, 171
- Ukraine 9, 30, 35, 61, 68, 84, 167, 186, 207, 218, 221, 241, 255, 276, 279, 282, 383, 396, 404, 405, 406, 430
- UNESCO 2, 166, 283, 293
- Union démocratique 55, 56, 83
- Union des écrivains soviétiques 17, 19, 49, 94, 95, 96, 99, 100, 101, 102, 146, 164, 181
- Union des journalistes de l'URSS 25, 39, 40, 55, 131, 346, 362, 403, 410
- Union des journalistes de Moscou 105, 372
- USIA 114
- Vartanov 258, 269
- Veitsler 150
- Vestnik Grouzji* 113
- Vetcherni Tbilissi* 199, 221, 305, 464
- Vétéran* 37
- Vidéo-ASS* 16
- Vladimov 145
- Vlady 183
- Vlasso 50, 51, 114
- Voïnovitch 176, 179, 200
- Vox populi 426
- Vozdouchny transport* (Transport aérien) 74, 421, 434

*Vremia* 15, 82  
VTSIOM 423, 426, 429, 434,  
438, 439, 445, 450, 451, 452,  
465, 466, 471, 472, 476  
Vyjoutovitch 84  
Vyssotski 76, 183, 187  
*Vzgliad* (Regard) 230, 231,  
240, 254, 264, 267, 268, 269,  
270, 271, 272, 273, 347  
Walesa 189, 222, 466  
Wolf 173  
*Woman's Day* 136  
Wurmaer 199  
Yadov 419, 420, 421, 434, 444,  
462  
Yakovlev 199, 415  
Yakovlev Alexandre 184,  
266  
Yakovlev Egor 20, 114, 115,  
145, 378  
Yakovlev N. 179  
Yakovleva 136  
Yarochinskia 242  
Yazov 112, 199, 223, 255, 339,  
362, 414, 439  
*Younost* (La jeunesse) 92, 95, 102  
*Za roubejom* 81, 404  
Zaitsev 425  
Zakharov 230, 231, 234  
Zalyguine 79, 181  
Zamiatine 44, 179  
*Zaria Vostoka* 41, 42, 113,  
317, 386, 396  
Zaslavskaiia 420, 421, 424, 434  
Zassourski 127  
Zimbabwe 32  
Zinoviev 169, 174, 176, 184  
Zioukine 108  
*Znamia* (le drapeau) 18, 91, 92,  
93, 94, 95, 100, 101, 353, 376  
Znanie 36, 49  
Zvezda 18

Achévé d'imprimer  
sur Offset Bretolienne  
27160 Breteuil-sur-Iton

Dépôt légal : Août 1991  
N° d'impression : 369

Dès 1917, les bolchéviques ont mis la main sur tous les médias. Ils en ont fait une de leurs armes principales pour se maintenir au pouvoir pendant plus de 70 ans : la mission qu'ils leur donnaient n'était évidemment pas d'informer, d'éduquer et de divertir, mais avant tout de dissimuler et de manipuler.

Et cependant, dès le début de la pérestroïka, ces mêmes médias, la presse écrite surtout, ont pris la tête du mouvement de réforme - et ils ont peu à peu arraché le droit de révéler le passé totalitaire, de critiquer le présent anarchique et de prôner un avenir démocratique.

Journaliste, G. Vatchnadze a subi le joug brejnévien. Ce qu'il décrit ici, c'est la renaissance exaltante et douloureuse de la liberté d'expression en URSS, telle qu'il l'a vécue, de l'intérieur, comme soviétique habitant Moscou - et aussi avec le détachement de l'historien, du sociologue et du Géorgien d'ascendance suédoise que le hasard fit naître à Paris pendant la deuxième guerre mondiale.

***Géorgui Vatchnadze** a obtenu un doctorat en histoire à l'université de Moscou. De 1962 à 1970, il a travaillé comme correspondant pour l'agence Tass puis l'agence Novosti. Actuellement, il est chercheur à l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de l'URSS. Parallèlement, il enseigne à l'école de journalisme de Moscou. A son actif il a une vingtaine de livres, la plupart consacrés aux médias.*

